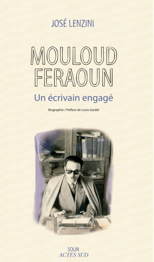

JOSÉ LENZINI
MOULOUD FERAOUN
Un écrivain engagé
Biographie / Préface de Louis Gardel
SOLIN
ACTES SUD

COLLECTION “ARCHIVES DU COLONIALISME”

Deux écrivains nés en Algérie, Mouloud Feraoun et son ami Albert Camus, auraient eu cent ans en 2013.

Dans cette première biographie de Mouloud Feraoun, José Lenzini s’attarde, à juste titre, sur l’enfance de l’écrivain et dresse un état des lieux de l’Algérie du début du siècle dernier, dont on s’étonne, avec le recul, qu’on ait pu proclamer que c’était la France. Qu’il suffise de rappeler la réalité de la conquête, les insurrections noyées dans le sang, les enfumages de Bugeaud, le massacre de la manifestation de Sétif au sortir de la dernière guerre.

Un miracle pourtant dans cette déréliction – le fils d’un pauvre paysan, Mouloud Feraoun, qui réussit si bien à l’école qu’il devient instituteur puis directeur. Une belle carrière professionnelle avec, pour couronnement, sa reconnaissance comme écrivain quand il publiera *Le Fils du pauvre* en 1950, peu avant le début des “événements” d’Algérie et de leur cortège d’horreurs, qui vont tout bouleverser.

Mouloud Feraoun, évidemment, n’aura pas à choisir son camp. Cet homme de culture, amoureux inconditionnel des lettres françaises, cet écrivain algérien de langue française, auteur de *La Terre et le Sang*, des *Jours de Kabylie*, des *Chemins qui montent*, de *Si Mohand*… ne reniera pas ses origines. Ce qui ne l’empêchera pas, après avoir dénoncé la répression féroce de l’armée française, de critiquer certaines pratiques des *rebelles*, avec qui on sait aujourd’hui qu’il était en contact au plus haut niveau ; tout ce dont témoignera son *Journal*.

Jusqu’au bout, sans tapage, avec un courage tranquille, Mouloud Feraoun sera“engagé”. Refusant d’accepter de De Gaulle en personne un poste prestigieux, il répondra en revanche aux sollicitations de son amie Germaine Tillion et s’occupera des Centres sociaux, un projet socio-éducatif pour les plus démunis – les ruraux appauvris et les habitants des bidonvilles.

C’est cette dernière fonction et sa notoriété d’écrivain qui lui vaudront, avec cinq de ses collègues, d’être assassiné à Alger, en 1962, par un commando de l’OAS, le jour même de la signature des accords d’Évian mettant fin officiellement à la guerre d’Algérie.

Né à Sétif, journaliste et enseignant, José Lenzini est l’auteur d’une quinzaine d’ouvrages touchant à l’Algérie, dont trois consacrés à Albert Camus, qui est pour lui un sujet de prédilection et de travail depuis plus de vingt ans.

Chez Actes Sud ont déjà paru deux de ses récits biographiques : Barberousse. Chemin de proies en Méditerranée *(1995) et* Les Derniers Jours de la vie d’Albert Camus *(2009).*

Photographie de couverture : Mouloud Feraoun en 1954 (collection de la famille Feraoun)

ACTES SUD

DU MÊME AUTEUR

L'ALGÉRIE DE CAMUS, Édisud, 1987.
AURÉLIE PICARD, PRINCESSE TIDJANI, Belfond/Presses de la Renaissance, 1990.
BARBEROUSSE. CHEMIN DE PROIES EN MÉDITERRANÉE, Actes Sud, 1995 ; Barzakh, 2009.
ARRECKX, SÉNATEUR ET PARRAIN, Plein Sud, 1996.
CAMUS, Milan/Les Essentiels, 1996.
SCIENTOLOGIE : VOL AU-DESSUS D'UN NID DE GOUROUS, Plein Sud, 1997.
NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE, Gilletta, Nice-Matin Éditions, 2004.
IMPASSE DES FRUITS AMERS, Transbordeurs/Seuil, 2006.
AURÉLIE PICARD, PRINCESSE DES SABLES, Chèvrefeuille étoilé, 2006.
JULES ROY, LE CÉLESTE INSOUMIS, Le Tell, 2007.
LA PRINCESSE DES SABLES, Belfond, 2007.
FAITES SAUTER LA BANQUE, Transbordeurs, 2008.
ALGER… ASRI ET LES OISEAUX, Transbordeurs, 2008.
MAI 68 : LA MORT DU GAULLISME (avec Benoît d'Aiguillon), Transbordeurs, 2008.
LES DERNIERS JOURS DE LA VIE D'ALBERT CAMUS, Actes Sud, 2009 ; Babel nº 1183.
ALBERT CAMUS ENTRE JUSTICE ET MERE (avec Laurent Gnoni) Soleil, 2013.
J'AI RÊVÉ LA FRANCE, HISTOIRES DE FAMILLES, Escabelle, 2010
CAMUS ET L'ALGERIE, Édisud, 2010

Les photographies ont été fournies
par la famille Feraoun.

L'auteur remercie la Sofia
(Société Française des Intérêts des Artistes de l'Écrit)



et l'agence régionale du livre PACA.

ISBN 978-2-330-09460-7

José Lenzini

MOULOUD FERAOUN

UN ÉCRIVAIN ENGAGÉ

Préface de Louis Gardel

SOLIN
ACTES SUD

“Je me dis qu’un jour
il sera possible
de dire ce qu’on veut !”

MOULOUD FERAOUN
Lettre à ses amis

À Ali,
compagnon de Gautier.

PRÉFACE

Mouloud Feraoun a été assassiné par un commando de l'OAS le 15 mars 1962. Le même jour étaient signés les accords d'Évian qui mettaient fin à la guerre d'Algérie. José Lenzini relate dans le détail à la fin de son ouvrage les circonstances de ce meurtre programmé qui fit six victimes parmi les responsables des centres sociaux d'Algérie réunis ce jeudi à Ben-Aknoun, dans la banlieue d'Alger, par Max Marchand, le directeur du service, dont Feraoun était l'adjoint. Il semble avéré que Feraoun n'était pas visé personnellement. Avec ses collègues, Algériens et Français, qui en ces temps de violence déchaînée tentaient de maintenir, vaille que vaille, les valeurs de l'humanisme et de la raison, il symbolisait ce que les tueurs de l'OAS ne pouvaient supporter. Cette fin, révoltante et stupide, est comme le point d'orgue de la tragédie qui a déchiré l'Algérie et la France durant tant d'années et dont les effets continuent de marquer les relations des deux pays et des deux peuples.

L'œuvre de Feraoun, écrivain algérien de langue française, reste et témoigne. Mais l'itinéraire et la personnalité de l'homme que la biographie de José Lenzini révèle éclairent une histoire qui, pour beaucoup des fils de l'Algérie, fut désespérante et où l'on peut, pourtant, avec le recul du temps, trouver des raisons d'espérer pour l'avenir.

Du côté des combattants algériens de l'indépendance, on a longtemps reproché à Feraoun la modération de ses engagements. Et il est de fait qu'il n'a jamais admis que pour atteindre des fins justes, tous les moyens étaient bons. On l'a rangé un peu vite, parce qu'il écrivait des romans et qu'il les publiait en France, dans le camp des écrivains d'Algérie révulsés par le colonialisme et par le sort fait aux Algériens par la France, mais attentifs aussi au sort des Européens et des Juifs.

Feraoun a été lié d'une amitié fraternelle à Emmanuel Roblès. Il a sympathisé avec Jules Roy et Max-Pol Fouchet. Il admirait Camus. Cependant, il n'a jamais oublié qu'il était lié à sa terre natale par des générations d'ancêtres, porteurs d'une histoire et d'une culture particulières et que ses amis libéraux, même s'ils étaient issus de gens misérables sans rien de commun avec les gros colons, étaient des immigrés venus d'Europe.

Kabyle, fils de pauvres, Feraoun est devenu instituteur à la force du poignet. Élève à l'École normale, il s'est imprégné de valeurs qu'il a faites siennes parce qu'elles correspondaient en profondeur à sa nature : s'élever et se rendre meilleur par l'éducation, l'usage de la raison et du libre arbitre. Du “parti de la France”, lui ? Non, du parti qu'il avait choisi, en pleine conscience, réticent aux impératifs du fanatisme, fidèle aux siens et à son pays.

Il se trouve que, dans mon enfance, j'ai bien connu la Kabylie et

particulièrement Tizi-Hibel, le village où est né Feraoun, ainsi que les villages proches où il a exercé son métier d'instituteur puis de directeur d'école, avant d'être nommé à Alger. C'est un pays sauvage où les montagnes sont hautes et escarpées, où règnent, l'hiver, le froid et la neige et, l'été, une chaleur de feu, où les champs sont minuscules, où la possession d'une vache est un trésor, d'où les hommes s'expatrient pour que leurs familles ne meurent pas de faim. C'est aussi un pays où fleurissent les contes et les mythes, les récits où se perpétuent, en langue berbère, l'histoire des résistances aux occupants, un pays d'hommes rudes et libres, à la fois capables de s'adapter à ce qui leur paraît bon et utile, mais peu influençables, fiers, volontiers moqueurs mais rigides. On est loin de la douceur méditerranéenne.

José Lenzini relève, dans la correspondance entre Camus et Feraoun, que ce dernier s'agaçait que, dans *La Peste*, il n'y ait pas un seul personnage algérien, ce qui, à ses yeux, marquait la limite de Camus à rendre compte de la réalité algérienne. Reproche, littérairement, à côté de la plaque, puisque le roman avait un objet beaucoup plus large qu'une évocation de la ville d'Oran où il se situe.

Je crois qu'en réalité ce qui choqua Feraoun dans l'œuvre de Camus allait bien au-delà d'une réserve idéologique. Feraoun était un fils de l'Algérie de l'intérieur, des bastions montagneux, des villages austères construits sur les crêtes. Camus en avait vu la misère et en avait témoigné dans ses articles. Mais pour sincère qu'il fût et révolté par le sort des paysans kabyles, il était, lui, le fils des douces plages et de la mer, un fils des rivages enchantés.

Pour saisir, autant qu'il est possible, ce que fut l'Algérie et ce qu'elle est encore, multiple, complexe, là riante et ouverte aux vents du large, là rude et fermée sur elle-même, il faut Camus et il faut Feraoun, il faut connaître Tipasa et il faut connaître Tizi-Hibel.

LOUIS GARDEL

MOKTARI, MOHAND ET… BIJOU

— C’est une fille ou un garçon ?

L’employé attend, porte-plume suspendu au-dessus du grand registre. Il regarde Arezki.

— C’est un garçon. Il s’appelle Mouloud. Mouloud Aït-Chaabane des Aït Mahmoud.

— Ça n’existe plus ce nom… . Tu le sais bien ! Le nom des Français, c’est Feraoun ! C’est comme ça qu’ils ont baptisé ta famille.

— Mais notre nom véritable c’est…

L’employé fait glisser son porte-plume sous la chéchia. Se gratte vigoureusement le crane. Inutile de rappeler qu’après la grande insurrection kabyle de 1870, les officiers des *bureaux arabes* ont été dépêchés sur place pour prendre la mesure du soulèvement. Apprécier la fidélité des gens à la France. Ce faisant, ils ont établi des listes d’état civil permettant un meilleur contrôle de chaque village. Connaissant l’arabe mais pas le berbère, ces officiers avaient eu des difficultés de contact. Ils décidèrent d’octroyer à chaque village une lettre à partir de laquelle seraient déclinés les noms de famille.

Bien des années plus tard, Mouloud Feraoun racontera l’histoire de son nom dans le brouillon d’une lettre à Camus : “Je suis né le 8 mars 1913 dans un gros village kabyle (trois mille habitants) de la commune de Fort-National. Cette date est simplement officielle. Mon père assure avoir déclaré ma naissance au caïd du douar à son retour d’un court voyage. J’avais quatre à six jours. Ma mère soutient que je suis né vers le 15 février. Elle se base sur le fait que ma grand-mère fut surprise par une violente pluie quand elle alla au ruisseau laver le linge sali lors de l’accouchement. Or le 15 février du calendrier grégorien coïncide avec le premier jour de février selon le calendrier julien. Le 1er février est le mauvais jour des vieilles […]

“Mon nom est aussi officiel que ma date de naissance. Vous savez que les Kabyles furent dotés d’un état civil en 1891. Ils reçurent des noms « français » au petit bonheur. Dans notre région, on procéda rationnellement aux « nominations ». Dans le premier village on alla de A à D : tous les noms commencent par A, par B, C ou D. Dans le village suivant ce fut E, F, G et H. Dans le troisième K, L, M, N. Dans le quatrième R, S, T, Z. Il n’y eut ni P ni V. On se demande pourquoi…

Il arriva que des frères reçurent des noms différents parce que sans doute ils ne se présentèrent pas en même temps devant l’officier d’état civil. Une vraie salade.

Mon père et mon oncle s’appelèrent Feraoun mais leurs cousins devinrent Fedani, Ferguene, Domrane, Ghanes…

C’est vous dire que pour les gens du village je ne suis pas Feraoun. Notre famille

est Aït-Chabane parce que nous eûmes un Chabane pour ancêtre. Cependant les générations qui ont été à l'école ont adopté le nom français et à présent on sait très bien dans mon village natal que Mouloud Feraoun n'est autre que Mouloud Aït-Chabane. Il faut dire aussi que les femmes n'allant pas à l'école sont gardiennes du nom kabyle et ignorent généralement le nom français des familles autres que la leur[1]."

Une chose est sûre : le père de Feraoun se prénomme Ramdane et sa mère s'appelle Aïchoucha Ferguene.

L'employé fait épeler. Lieu de naissance : Tizi-Hibel, grande Kabylie. En pleins et déliés, il inscrit les nom et prénom sur le grand livre et se recule pour mieux apprécier la beauté de sa calligraphie.

— Toi… Tu es le père ?

— Non, son frère. Je m'appelle Arezki. Je suis Arezki… Le frère de Ramdane qui est le père de l'enfant. Il n'a pas pu venir. Il travaille en France et…

— Bon, bon… Comme je suppose qu'il ne sait pas au juste quand il est né, sa date de naissance sera celle d'aujourd'hui… le lundi 8 mars 1913.

— Mais il a déjà quelques jours de vie…

— Aucune importance ! Ce qui compte c'est qu'il ait un vrai nom, une date de naissance. Et que ça soit inscrit sur le registre de l'état civil.

Il se saisit de la main d'Arezki, applique l'index sur un tampon encreur et le fait rouler au bas de l'acte.

En rentrant à Tizi-Hibel, Arezki prend un long repos pour se remettre de ce long déplacement auquel il n'est pas accoutumé. Généralement, il meuble son quotidien à ne rien faire. Il est méticuleux et propre. Contrairement à bon nombre des autres hommes du village qui sont plutôt miséreux, il porte "toujours une gandoura blanche et un turban soigneusement enroulé[2]". L'oncle se félicite de la naissance d'un garçon face à laquelle cette histoire de nom n'a pas grande importance. L'important est que Dieu, après avoir repris un premier fils mort en couches, offre à son frère Ramdane un beau garçon qui deviendra un solide paysan. Comme son père. Avec l'arrivée du petit Mouloud, la peine du futur s'allège du poids d'un nouvel homme. Ramdane ne sera peut-être plus obligé de partir loin des siens pour gagner de quoi nourrir la famille, acheter un lopin de terre accroché à la montagne, envisager de construire sa propre maison. Avant de s'en revenir fourbu. Privé de toutes ses forces de paysan vendues contre des promesses hypothétiques de vie meilleure. Il n'y a pas longtemps, il travaillait encore du côté de Constantine. Durant près de trois ans, il avait loué ses bras à des colons qui lui offraient un salaire de misère. Les hommes du village lui ont dit qu'il gagnerait bien mieux sa vie dans les mines. Le travail était pénible mais il aurait plus de repos. Avec, en plus, une paye régulière et plus importante que celle de *khamis*[3] qui lui permettait à peine de faire survivre sa famille restée en Kabylie : sa femme, ses deux filles, ses parents et quelques cousins qui n'avaient pas la chance de trouver un travail ailleurs.

La vie n'était pas facile. Ni pour lui, ni pour l'ensemble de la famille. Comme

Mouloud Feraoun le confiera quarante ans plus tard dans une lettre à son ami Emmanuel Roblès : “Mon père a eu huit enfants mais n’en a gardé que cinq (trois filles et deux gosses). J’ai deux aînés et une cadette et mon collègue de frère[4]. Mon père était véritablement un gueux. Il a toujours trimé : Gafsa (phosphates), Bône, Constantinois, Mitidja. Depuis 1910, il a appris le chemin de la France : une vingtaine de voyages en tout […] Dans sa jeunesse c’était un gars très solide : il avait fait à pied le trajet Tizi-Hibel-Tunis[5]. Jamais malade, tabac ou autres mignardises ; fort mangeur jusqu’à présent, sa carcasse tient bon. Trois dates de naissance pour lui : 1871, 1873, 1876 […] Bien entendu ne sait ni lire ni écrire. Rien à dire de ma bonne vieille[6]”.

À Gafsa, la paye est bonne : vingt sous la journée. Les contremaîtres sont exigeants, mais personne ne s’en plaint. Même si les Kabyles employés à la mine aimeraient bénéficier des mêmes avantages que les Tunisiens qui vivent près de l’exploitation. La compagnie française qui exploite les phosphates leur offre l’eau, l’électricité, le gaz. Ils bénéficient d’un dispensaire, d’écoles privées et de colonies de vacances pour les enfants. C’est tout juste s’ils payent leur nourriture. Qu’importe ! Cet exil tunisien est un rêve qui, hélas, ne durera pas très longtemps pour Ramdane. Les ouvriers tunisiens préfèrent partager cette manne avec leurs parents, leurs amis. Les *Arabes* des montagnes ne sont pas forcément les bienvenus. Et ils s’emploient à le leur faire sentir à tout moment. Pour l’heure, cela n’a pas beaucoup d’importance. Ramdane peut subvenir aux besoins de la famille et Mouloud sera sans doute un bon et solide paysan comme son père.

C’est ainsi que l’un des plus grands auteurs algériens, Kabyle, de langue française entre officiellement dans la petite histoire du pays de ses ancêtres. Le voilà nouveau citoyen de Tizi-Hibel, un village perché à 800 mètres d’altitude et dont le nom signifie “le col sauvage”. On y compte alors 2 000 habitants qui vivent dans des “maisons qui s’agrippent l’une derrière l’autre sur le sommet d’une crête, comme les gigantesques vertèbres de quelque monstre préhistorique : deux cents mètres de long, une rue principale qui n’est qu’un tronçon de chemin de tribu reliant plusieurs villages, conduisant à la route carrossable et par conséquent aux villes[7].” L’été, le moindre déplacement se signale par un nuage de poussière qui retombe lentement sur les toits de tuiles ocre et sur la végétation grillée par le soleil. L’hiver c’est la boue qui s’accroche aux sabots des bêtes et aux savates éculées de pauvres ombres grises enroulées dans leur burnous, tels des fantômes dans leur linceul. Des maisons basses construites de pierres de schiste arrachées à la montagne, des murets bordant les précipices, et au loin le Djurdjura à la mâchoire de neige qui bouffe un ciel tantôt bleu tantôt gris. Toujours chargé de son haleine givrée. Bien que n’étant pas de grande importance, le village comprend trois quartiers. Chacun d’eux possède sa propre *djema* que les Kabyles appellent plus volontiers *tadjemaït*. La configuration et l’usage ne changeant pas pour autant. “De larges dalles de schiste sur cinquante centimètres de maçonnerie indécise, contre les pignons des maisons, forment les bancs[8]” sur lesquels se retrouvent hommes et enfants pour disserter, se reposer, faire silence, se côtoyer. Le lieu est

ainsi conçu, avec une toiture à claire-voie où il fait doux en hiver et frais durant les mois d'été. "On retrouve partout, creusés dans les dalles, les mêmes damiers immuables où l'on joue avec des cailloux[9]." Le village dispose également de deux mosquées que rien ne peut signaler à l'œil étranger tant elles ressemblent aux autres maisons du village. "Au-dedans, le sol est cimenté, les murs sont blanchis à la chaux. C'est vide et désolant de simplicité. Les vieux qui y vont prier ont l'air d'appartenir à un siècle révolu[10]." Un café maure situé hors du village, quelques moutons qui s'égarent entre les figuiers de barbarie et les amandiers, de grands arbres torturés par les vents. Et partout un silence qui fait croire que l'immuable se prend pour l'éternité.

Nous voilà bien loin des paysages de France décrits dans les livres d'école de l'époque. Comme tant d'autres, Mouloud Feraoun voit le jour dans un village qui est sien. Et dans un pays qui lui est devenu étranger. Avec une identité usurpée qu'il fera sienne. Malgré lui. Bien des années plus tard, rompant avec la tradition orale du *pays des Imazighen* (hommes libres), il racontera la vie de ses ancêtres et de ses descendants. Il le fera par écrit. Comme pour imposer à l'usurpateur l'histoire de cet enfant qui ne sera jamais tout à fait le sien. Il baptisera son premier personnage de ce nom que l'administration lui a imposé. Son *fils du pauvre* s'appellera Fouroulou Menrad… Une anagramme de ses nom et prénom que Feraoun s'amusera à employer comme une forme de défi. D'une existence délibérément revisitée de l'intérieur. Regard par-dessus l'épaule coloniale sur les siens, sur sa Kabylie berbère. Il y grandira. Ni Arabe ni Français. Dans le respect des règles et des coutumes ancestrales. Toutes verbales. Et transmises depuis des générations par la seule parole. Point d'écrit dans ce pays rude et indépendant où chacun est forgé à la sévère loi du *nif* (l'honneur), dans le respect de l'autre. Il grandira au cœur de ce peuple qui se nourrit de légendes perpétuant une histoire omniprésente.

Tout ça, l'officier d'état civil l'ignore. Il s'en fiche éperdument. De lui, de son oncle, de son père venu au monde cinq hivers après la grande insurrection de 1870. Il y a trente-sept ans. Mais ça, il ne faut pas le dire. Surtout pas aux *Roumis*. Ils n'aiment pas qu'on leur parle des chefs kabyles. À chacun les siens. Et les Français n'ont pas les mêmes !

Arezki ne sait ni lire ni écrire. Pas plus que son frère Ramdane, sa mère et tous les autres. Au village, très rares sont ceux qui peuvent déchiffrer les mots. Hormis les Pères Blancs[11] installés sur les hauteurs dans leur grande maison blanche qui sert de dispensaire. Le dispensaire, passe encore ! Mais l'école n'est pas trop fréquentée par les gens du village. Les *babas* peuvent dire et répéter que les musulmans et les chrétiens ont le même dieu… Ça n'est pas l'avis des hommes de la *djema*, ni celui de l'*amin* qui dit et répète qu'il faut savoir l'arabe pour lire le Coran. Le seul livre sacré à ses yeux. Les Pères Blancs ont beau porter de grandes gandouras blanches, ça ne les fait pas se confondre avec les Kabyles qui ont plus fière allure dans leurs burnous un peu moins blancs. Et puis, ils n'ont pas de chèches mais des casques coloniaux qui ne font même plus la curiosité des enfants. Ils offrent des journées récréatives, des parties de ballon. Les plus jeunes y

participent mais rentrent vite chez eux une fois la partie terminée. Quant aux sœurs blanches, elles proposent un ouvroir où les jeunes filles s'initient à la couture… Ça peut toujours servir. Mais fille ou garçon, les jeunes n'apprécient que modérément leurs histoires qui ne se passent pas dans les montagnes kabyles. Quand on habite dans ce village, on a d'autres aspirations que les fables des hommes en blanc. Ici, le conte est souverain. Il prend souvent des allures de mythe. On naît enfant des rochers, on grandit fils du vent. Personne ne douterait de cette vieille croyance selon laquelle l'enfant est créé par les anges et sur les ordres de Dieu. "Avant même la naissance, un ange écrit sur le front, d'une tempe à l'autre, toute la destinée de l'homme à qui rien n'arrivera, croit-on, qui n'ait été décrété. Cependant, à sa venue au monde, suivant l'expression consacrée, l'enfant « quitte la félicité pour la douleur, la vive clarté pour les ténèbres…[12] »." Mouloud ne pourra lire ce qui est écrit autrement qu'en le vivant. Devenir écrivain sera en quelque sorte une transgression de la coutume pour marquer sa propre identité. Comme le fit à sa manière Fadhma Aïth Mansour Amrouche, née trente ans plus tôt dans le même village. Conteuse et gardienne des traditions, elle donnera le jour à Jean et Marguerite Taos Amrouche. Tous deux seront écrivains et entreprendront en 1930 avec leur mère l'écriture et la traduction en français de chants berbères conservés par la tradition orale. Contes, légendes, chants… Les Kabyles ont les leurs. Ils y sont d'autant plus attachés qu'ils participent à leur formation. À l'élaboration de leur personnalité et de leur identité. Ils les découvrent dès l'enfance et les connaissent bientôt par cœur.

Ainsi tout le monde ici connaît l'épopée de Mohand Amokrane surnommé cheikh El Mokrani. Chacun peut évoquer par le menu les péripéties de celui qui, dans toute la Kabylie, est devenu un héros de la liberté. Les militaires français l'appréciaient. Ils voyaient en lui un allié. Oubliant qu'ils l'avaient choisi… Qu'il ne les avait pas rejoints pour autant.

Mokrani avait le sang chaud. Les Français préféraient l'avoir à leur service. Même et surtout s'ils se souvenaient qu'il avait soutenu la révolte du cheikh Bouaquaz, un proche de son père. C'était en 1864. Alors que les *Laskars roumis* faisaient les yeux doux aux Kabyles. Sous prétexte justement qu'ils avaient refusé de suivre Abd el-Kader à deux reprises. Les officiers français avaient même réussi à convaincre certains d'entre eux de s'enrôler dans les zouaves. Ils étaient convaincus qu'ils pourraient à terme annexer ces "rebelles" pratiquant modérément la religion musulmane et parlant une langue aussi obscure que leurs origines.

Alexis de Tocqueville ne s'y était pas trompé. Dès 1837, il prétendait que "si Rousseau avait connu les Cabyles, il eut cherché dans l'Atlas ses modèles. C'est là qu'il aurait trouvé des hommes soumis à une sorte de police sociale et cependant presque aussi libres que l'individu isolé qui jouit de sa sauvage indépendance au fond des bois : des hommes qui ne sont ni riches, ni pauvres, ni serviteurs, ni maîtres, qui nomment eux-mêmes leurs chefs et s'aperçoivent à peine qu'ils ont des chefs… Pour le père de la démocratie, il ne faisait pas de doute que l'âme des Cabyles nous est ouverte et il ne nous est pas impossible d'y pénétrer[13]".

Personne au village n'avait jamais entendu parler de ce Tocqueville. Pas plus

que du baron Aucapitaine, de Pellissier ou de Reynaud, ces trois officiers français qui estimaient possible une “fusion” entre les Kabyles et les Français nouvellement implantés sur la terre algérienne. “Dans cent ans, les Kabyles seront français !” affirmaient-ils tout en garantissant que ces “Berbères à têtes rondes[14]” ne feraient jamais alliance avec les Arabes.

Ils n’étaient pas seuls à le penser. Tous les gens du village savaient d’expérience que les Pères Blancs et les bonnes sœurs préféraient les Kabyles aux Arabes. Ils voyaient des barbares dans ces derniers, estimant que les premiers pouvaient bien être des descendants des Romains. Et pourquoi pas de Pierre, de l’église une, catholique, apostolique et… romaine ?

En fait, les Kabyles sont des Berbères… Ce nom leur vient du latin *barbare*, vocable sous lequel ils étaient désignés et qui signifie “étranger”. Pour leur part, ils préfèrent se nommer *Imazighen.* Tous les historiens s’accordent à faire remonter leur origine à 4 000 ans avant notre ère. Connus depuis l’époque des pharaons égyptiens, ils ont occupé un vaste territoire s’étendant des rives de la Méditerranée au sud du Niger, et de l’Atlantique au Nil. Des collectivités berbères subsistent de nos jours dans une douzaine de pays africains, isolés les uns des autres. Cependant, ils restent attachés aux mêmes traditions, à la même culture et à la même langue. Gabriel Camps leur a consacré une étude intéressante[15] où il évoque différentes thèses : d’Hercule aux origines cananéennes, des Indiens aux Gaulois.

Une chose est patente… Comme le fait remarquer Youssef Nacib : “La colonisation a tenté d’exploiter le particularisme linguistique de la Kabylie pour y établir une sorte de bastion de la civilisation occidentale. Raisonnement simpliste : puisque c’est la langue arabe, vecteur du Coran, qui constitue un obstacle à l’implantation de la culture dominante, faisons converger nos efforts vers les colonisés non arabisants[16] !” Une littérature coloniale influente va manifester un intérêt particulier pour les Berbères. Elle n’hésite pas à mettre l’accent sur de vieux schémas pérennisant une fausse descendance romaine pour ce peuple dont les sujets sont majoritairement blonds aux yeux clairs. Cette spécificité anthropologique vise à les isoler des Arabes et à les rapprocher des Européens… Et de la colonisation. En déduire que ces montagnards pouvaient accueillir favorablement les Pères blancs et leurs évangiles fut une erreur. Rares sont ceux qui se convertirent. Aussi, rares ceux qui choisirent la citoyenneté française. D’ailleurs “dans la conscience populaire, le mot « trouzi » (naturalisé) désigne aussi bien le néophyte que le naturalisé. Autrement dit l’un et l’autre font acte délibéré de reniement de leur propre identité[17]”.

Les hommes du village aiment se retrouver à la *djema*, écoutent avec une égale attention l’épopée de Mokrani entendue tant de fois. Ils la connaissent par cœur. Ils en savent les termes, les silences et la musique. Les chuchotements et les emportements. Le conteur récite en respectant les mots et les faits, la prosodie et même la gestuelle…

L’immuable est socle de la coutume. Il en va de même pour les motifs des poteries ou des tissages. Ainsi chacun apprend-il tel ou tel autre conte. Jusqu’à

pouvoir le réciter à voix basse en même temps que le vieux conteur en déroule l'immuable écheveau. Chaque auditeur pourra un jour, à son tour, ressortir de sa mémoire tel conte venu de lointaines générations. Pour le reproduire avec la précision et la fidélité par lesquelles se perpétuent les traditions.

"Que mon conte soit beau et se déroule comme un long fil !" Ainsi commence toute évocation. Le silence se fait. Les yeux s'écarquillent comme ceux d'enfants subjugués. Alors peuvent arriver les princes et les djinns, couler la source, et le ciel se fendre sous le tonnerre, la pluie se faire attendre et les figuiers quémander la sueur du soleil… Le conte est souvent merveilleux, parfois trop simple pour ne pas recéler des enseignements subtils dont les multiples voiles se lèvent un à un au fil de leur évocation.

Le papier brûle, pas la mémoire. Pour les Kabyles, les meilleurs livres sont ceux qui se disent. Pas ceux des Français qui écrivent et réécrivent l'histoire. Qui l'inventent parfois par manque de souvenirs.

Quelle que soit l'histoire, il est souvent question de labour et de tissage, de saisons et de neiges. De cette pauvreté qui paraît s'attacher aux hommes comme le roc aux sillons. Il est question de tout cela dans la grande saga de Mokrani que certains intitulent "l'histoire des premiers doutes".

En son temps, cette situation d'extrême dénuement avait attiré l'attention de Mohand Amokrane. La campagne kabyle subissait une disette qui perdurait depuis des années. Il décida d'investir sa fortune pour aider ces pauvres montagnards qui ne pouvaient plus rien arracher à leur terre aride que quelques baies et des racines sauvages. Sa fortune n'y suffit pas. Il emprunta à des créanciers qui le pressèrent de rembourser rapidement. Pour les faire patienter, il hypothéqua ses biens. Il se retrouva bientôt aussi démuni que tous les miséreux qu'il voulait aider. Lui qui pensait ne jamais devoir partager le sort des plus pauvres. Lui le protégé des Français…

L'abandon des populations dans le besoin n'était pas le seul motif de son désarroi. Dès janvier 1871, des spahis avaient refusé d'être envoyés sur le front de l'armée en métropole. Ils estimaient que leur engagement dans l'armée française ne permettait pas de les utiliser au-delà des limites de l'Algérie.

Le dépit augmenta. La sédition était en marche ! Le 14 mars, Mokrani réunit un conseil de famille au cours duquel il fut décidé d'organiser une manifestation dans le seul but d'obtenir du pouvoir colonial qu'il reconnaisse les grands chefs indigènes et les traite avec les égards et les droits qui étaient les leurs.

Il entra en rébellion contre le pouvoir colonial. Convaincu, à tort, que l'armée ne pouvait en être le bras séculier. Après avoir assiégé Bordj-Bou-Arreridj avec une armée improvisée forte de 15 000 hommes, il lança la charge à la tête de *goums* impressionnants dans leur grande tenue de fantasia, tirant en l'air au fur et à mesure qu'ils avançaient dans un nuage de poussière. Une troupe tonitruante portée par les youyous des femmes les suivait. Les 300 militaires et la centaine de colons assurant la défense du village ne résistèrent pas à l'assaut des rebelles.

Juché sur une branche, le bras dressé comme un étendard, le torse bombé, un des gamins joue le rôle de Mokrani. Comme d'habitude la petite bande a eu du mal à désigner des soldats français. La courte paille a tout de même ses faveurs. C'est toujours le même qui a le rôle du héros. Qui bondit sur sa branche-destrier, ordonne à sa troupe d'avancer. Les guerriers renâclent. Une fois encore, il leur faut se contenter de rôles subalternes. À pied. Pas même droit à un bout d'étoffe pour simuler le burnous des héros. Mouloud suit la petite troupe qui traîne la savate en grimpant la rue principale du village à l'assaut du fort. Ils ont beau n'avoir que six ou sept ans, ils connaissent la valeureuse histoire de Mokrani. Si le temps n'est pas venu pour eux de la raconter, tout au moins faut-il l'interpréter avec tout le réalisme dont on peut être capable à cet âge. Le chef se retourne, immobilise sa cohorte. Les voilà au pied du fort. Les *Roumis* ont sûrement fourbi leurs armes, chargent leurs canons… Les enfants s'immobilisent.

La légende de Moktani se forgea au moment où il lui fallut entrer en dissidence. Car, très rapidement, il n'eut plus d'autre choix que celui de prendre le maquis pour organiser ce qui devint une véritable guerre sainte en s'alliant au cheikh El Haddad qui commandait une armée de 100 000 hommes déployée entre Collo et Alger.

Ah ! La progression de l'armée kabyle… C'est le passage préféré des auditeurs qui oublient le froid et la nuit poussant leur brume grise depuis les sommets encore blancs du Djurdjura. Les yeux des enfants s'arrondissent comme des pleines lunes. Quel que soit le conteur, il est tenu de rester fidèle à une mimique codifiée par l'usage. Et dans ses mouvements de bras, sa façon de rouler des yeux effarés, de frapper des pieds sur la terre battue… Il donne vie à cette armée en furie. Il fait mine de s'éponger le front et chacun imagine les guerriers exténués, avançant sous un soleil de plomb. Comme tous les hommes de l'assemblée, il connaît chaque mot, chaque syllabe, chaque geste.

Au village et dans toute la Kabylie, ce moment d'apothéose et de fracture est connu de tous. Pourtant c'est chaque fois une nouvelle histoire. Ils en savent les détails. Ils les occultent délibérément pour les revivre. Avec la même intensité que celle éprouvée par les soldats de Mokrani.

… Jusqu'à la mort du héros, une balle fichée entre les yeux. Et à l'hommage rendu par le général Jean-Baptiste Cérez qui avait participé à la répression contre Mokrani et salua celui qui “fut un adversaire courageux, loyal et brave”.

L'épopée de Mokrani se solda par une confiscation de près de 500 000 hectares de terres que le colonisateur offrit aux colons. Ces terres volées souvent évoquées dans les contes kabyles… Avec ces paysans obligés de se louer. D'entrer dans l'automne dès le printemps de leur vie. La misère n'est plus une menace. Ni une fatalité. Elle est une compagne du quotidien avec laquelle ces montagnards doivent vivre.

Si la famille de Mouloud Feraoun ne souffrirent pas des confiscations de terre, elle dut se contenter de quelques âcres d'un sol pierreux. Qu'il faut abreuver avec

parcimonie tant l'eau est rare. Qu'il faut nourrir également de fumier d'ânes et de compost de feuilles. L'enfant se souvient de ce père aussi pauvre que travailleur. Jusqu'aux plus vieux jours de son existence.

Ce père, il est né en 1871. À moins que ce soit en 1873 ou 1876. Personne ne sait au juste. À l'époque il n'y avait pas de grand livre dans lequel on inscrivait les naissances en leur volant leurs noms en guise de présent. Il ressemble à Hamed, le grand-père veuf qui possède quelques biens acquis avant toutes ces révoltes… Une terre plus généreuse que la moyenne et une maison attenante. Des biens tellement précieux qu'il ne s'en séparera jamais de son vivant. Y compris au profit de ses filles. Elles étaient pauvres et en ne vendant pas ses terres, il les condamnait à un durable dénuement. Il en fut ainsi jusqu'à sa mort en 1958. C'était la rude loi du patrimoine dans ces montagnes hostiles qui déteignaient inexorablement sur ceux qui y survivaient.

Mouloud ne connaîtra pas ses grands-parents maternels. Ils sont morts bien avant sa naissance, laissant sa future mère orpheline alors qu'elle n'était qu'une enfant.

Arezki est arrivé à la nuit tombée. Exalté par les nombreuses rencontres ayant retardé son retour. Et par les anisettes que les uns et les autres n'ont pas manqué de partager… À la santé du jeune Mouloud, son neveu, qui dort benoîtement dans le berceau soutenu à une poutre. C'est le père qui l'a fabriqué avant de partir à pied pour son nouveau travail en Tunisie, à Gafsa. Comme l'exige la coutume, il a été réalisé à partir de trois branches flexibles. "L'une d'elles (*amqawsu*) est un rameau de figuier maintenu en cercle ; les deux autres (*ifassen*), en bois de grenadier, sont simplement recourbées et fixées sur l'*amqawsu* aux extrémités de deux diamètres perpendiculaires. Le fond du berceau est un grillage à larges mailles, de *ddis* ou de fils de fer entrecroisés. Sur ce sommier rudimentaire pas de matelas, une étoffe repliée plusieurs fois le recouvre simplement ; l'hiver elle est remplacée par une peau de mouton non dépilée ; quelques chiffons de la laine usagés servent de couvertures[18]."

Le berceau est recouvert d'un voile léger qui protège l'enfant de la fumée provenant du foyer, des mouches, des insectes… et du mauvais œil. Comme le veut également la coutume, un nouet pend au haut du berceau. Il contient "sept fèves, sept grains de blé, une datte, du sucre, du miel, du sel, un miroir, une amulette écrite par un *ttaleb* et une bague d'acier ; on ajoute à cela un chapelet de cent grains d'orge, une pomme de pin, une petite gourde contenant le cordon ombilical desséché, une branche de caroubier, une noix, une épine de porc-épic, des poils de chèvre, l'ortie et le marrube laissés pendant sept jours près du lit de la mère après la naissance. Sous l'oreiller, simple chiffon roulé, on découvre encore les coquilles d'œuf ainsi que les morceaux de marbre et de tuile qui se trouvaient dans le plat de bois pendant le bain de purification du trentième jour. L'enfant dans le berceau demeure sous la protection de ses Anges Gardiens[19]". Pour l'heure, il se soucie peu des lendemains de sa vie. Il vit dans la proximité permanente de la mère et de la grand-mère qui veillent à sa santé, le massent régulièrement à l'huile d'olive pour

vivifier son sang, interprètent chacun de ses sourires. La sage-femme (*kibla*) qui l'a mis au monde passe régulièrement pour s'assurer de sa bonne santé et le préserve du mauvais œil en chantant doucement à son oreille : "Que la brindille tombe dans l'œil du diable." Pour autant la menace est toujours là quand l'enfant se laisse aller à des caprices ou des pleurs considérés comme tels. Très vite, il fera connaissance avec Bijou. Qu'il ne veuille entendre raison et la mère le prévient qu'elle fera appel à l'"affreux Bijou" dans l'instant qui vient. Comme tant d'autres enfants, Mouloud aura entendu parler de ce démon avant même de comprendre les premiers mots de sa langue. Ce Bijou emprunté à l'histoire est devenu légende du mal et de la méchanceté. Il s'agit en fait de Bugeaud dont chacun se souvient en Kabylie. Lui qui avait pratiqué la politique de la terre brûlée. Lui qui avait semé la misère en empêchant les paysans de semer, de récolter, de pâturer. Lui qui lançait à ses officiers : "Allez tous les ans leur brûler leurs récoltes ou bien exterminez-les jusqu'au dernier." Lui qui donna l'exemple avec les *enfumades* au cours desquelles hommes, femmes et enfants furent asphyxiés comme de mauvaises bêtes dans leurs terriers. Alors, mieux valait rester sage. Ne pas raviver la colère de Bijou[20] !

---

1 Ce long passage figure dans le brouillon d'une lettre destinée à Camus. Mais il ne l'utilisera pas dans la lettre adressée le 27 mai 1951. L'original figure dans un cahier confié à l'auteur par Ali Feraoun.

2 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, Paris, Le Seuil/coll. « Points » Point, 1982, p. 15.

3 Ou *Khammès* : ouvrier agricole touchant, comme salaire, le cinquième de sa production.

4 Né en 1917, Idir sera également instituteur.

5 Environ 60 km.

6 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, Paris, Le Seuil/coll. « Méditerranée », 1969, p. 90.

7 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 9.

8 *Ibid.*, p. 9.

9 *Ibid.*, p. 10.

10 *Ibid.*, p. 10.

11 Fondée en 1870 par le cardinal Lavigerie, la Société des missionnaires d'Afrique (les Pères Blancs) ouvre des écoles primaires en Algérie dès 1873. Leur implantation à Tizi-Hibel se fera en 1895.

12 Germaine Laoust-Chantréaux, *Kabylie côté femmes*, Aix-en-Provence, Iremam/CNRS UA 1961/Édisud, 1990.

13 Cité par Charles-Robert Ageron in *Histoire de l'Algérie contemporaine*, vol. 2, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, p. 137.

14 *Ibid.*, p. 138.

15 Gabriel Camps, *Les Berbères, Mémoire et identité*, Arles, Actes Sud, 1980. Réédité en 1986, Alger, Barzakh.

16 in *Mouloud Feraoun*, Alger, Entreprise nationale du livre, 1986, p. 21-22.

17 *Ibid*.

18 Germaine Laoust-Chantréaux, *Kabylie côté femmes*, *op. cit.*, p. 153-154.

19 *Ibid.*, p. 154.

20 La référence à ce terrible Bijou était d'autant plus utilisée que son nom rappelle celui d'un autre mauvais génie nommé *Bouchouh*, ce qui est l'équivalent du Croquemitaine.

LE CINQUIÈME ŒUF DE LA FAUVETTE

La guerre franco-prussienne n'est qu'un vieux souvenir. Voilà plus de quarante ans que l'Europe et la France se sont installées dans une paix frivole. Leurs progrès économiques et techniques laissent augurer d'un avenir radieux. Même si les ouvriers s'organisent en syndicats. Malgré la multiplication des partis politiques.

Les colonies sont calmes. Les dames dansent sur *La Petite Tonkinoise*. Nous sommes au début de 1914 et *La Belle Époque* n'en finit pas de durer. Sur les grands boulevards de Paris ou d'Alger. Dans les cafés et les cabarets où l'insouciance le dispute à la joie de vivre.

La France chante et rit. L'avenir est à l'Hexagone. À la France coloniale également. Nombreux sont ceux qui ont repris l'étendard du républicain Jules Ferry. Pour lui "ce qui manque de plus en plus à notre grande industrie, ce sont les débouchés. Il n'y a rien de plus sérieux. Or ce programme est intimement lié à la politique coloniale. Il faut chercher des débouchés[1]". Ce qui induit, toujours selon Ferry, une réalité incontournable… "Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. Je dis qu'il y a pour elles un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le droit de civiliser les races inférieures[2]".

En Algérie comme en métropole l'ambiance est à l'insouciance. Du moins les journaux font-ils en sorte d'en convaincre leurs lecteurs. Aucun commentaire sur la situation des Arabes et des Kabyles qui pensaient bien pouvoir faire plier l'armée française devant Mokrani. Cette armée imbattable et qu'ils ont découvert en fâcheuse posture à Sedan. Ce qui ne sera pas sans rapport avec les nombreuses manifestations de 1910. Dans plusieurs villes du pays, les *indigènes* sont descendus dans la rue pour s'opposer à la conscription imposée aux musulmans après la guerre de 1870. Ils attendaient et attendent toujours une reconnaissance citoyenne. Des devoirs et des droits égaux à ceux des autres habitants du pays.

L'ordonnance du 22 juillet 1834 en a fait des *régnicoles*… Curieux néologisme pour les désigner comme des *habitants du royaume*. Ils se prennent à espérer, trente ans plus tard, quand l'Empereur leur promet qu'ils vont pouvoir être français sans abandonner leur statut personnel. Dans le sénatus-consulte publié le 14 juillet 1865, il est précisé que "l'indigène musulman est français ; néanmoins, il continuera d'être régi par la loi musulmane. Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie. Il peut sur sa demande être admis à jouir des droits de citoyen français. "L'article 2 de ce texte accorde les mêmes avantages aux Israélites."

Les *indigènes juifs* comme les *indigènes musulmans* concernés par cette loi restent circonspects devant une histoire qui bégaye. Ils se souviennent de l'ordonnance de juillet 1834 qui promettait déjà une "assimilation du territoire

algérien au territoire français”. La politique d’expansion faisait son chemin. En sept ans, la France passait d’une “occupation provisoire et partielle” à la “conquête totale” décidée en 1841. L’Algérie devient partie intégrante de la France. La Constitution républicaine de 1848 en fait mention de manière explicite. L’assimilation n’est plus à l’ordre du jour. La nouvelle colonie bénéficie d’une administration civile qui lui est propre et d’une représentation (des citoyens français qui la peuplent) à l’Assemblée nationale. Le coup d’envoi est donné à la colonisation massive et à la redistribution des terres… Celles des *indigènes* en particulier.

Comme l’explique Guy Pervillé, “la colonisation devait être à la fois le moyen d’assurer la pérennité de la conquête, de la justifier en lui donnant un but utile à la grandeur nationale, et de résoudre la question sociale en métropole. Pourtant, dès les années 1850, l’essor économique et l’affaiblissement démographique de la France avaient démontré que celle-ci n’avait pas les moyens et n’avait pas davantage besoin de peupler l’Algérie. Napoléon III essaya vainement, à partir de 1860, d’infléchir sa politique algérienne vers la reconnaissance d’un « royaume arabe » associé à la France. Tous les opposants au second Empire soutinrent contre lui les « colonistes ». En 1870, la victoire des républicains consacra durablement la politique d’assimilation comme un « dogme » républicain et patriotique[3]”. Se pose alors un problème démographique : les *Arabes* et les Kabyles sont largement majoritaires par rapport aux populations de peuplement (de souche française et étrangère). L’assimilation va devoir changer de camp. Il convient de s’adapter et de défendre *les petits blancs* venus en majorité des pays de l’Europe méditerranéenne contre la masse des *indigènes.* Mais le mouvement de naturalisations individuelles ne suffit pas à infléchir le déséquilibre démographique. “Il fallut la loi du 26 juin 1889 – instituant la naturalisation automatique, au nom du droit du sol, des enfants d’étrangers nés en territoire français qui ne la refusaient pas à leur majorité – pour les résorber rapidement dans la population française. Ce fut un succès, contrairement aux craintes de certains qui dénonçaient les « néo-Français » comme les agents d’un « péril étranger » ou les promoteurs d’un nationalisme « algérien » séparatiste à la fin du XIXe siècle[4].”

Du côté des *indigènes musulmans*, la situation reste inchangée. Comme ils refusent d’abandonner leur religion, ils ne peuvent prétendre à une assimilation. Et aucun décret n’est proposé pour passer outre cette apostasie légale. On ne compte que 4 298 demandes de “naturalisations” entre 1865 et 1937[5]. La plupart émanent de fonctionnaires civils ou militaires aspirant à l’égalité avec leurs collègues français. Les *indigènes* berbéro-musulmans continuent de jouir de leur statut personnel fondé sur la loi coranique.

Concernant les Kabyles, le législateur s’appuie sur les coutumes berbères. Ils bénéficient d’un “privilège d’autonomie” extrêmement circonscrit qui permet en fait de “justifier [leur] assujettissement à un régime disciplinaire d’exception, qui confondait les pouvoirs exécutif et judiciaire entre les mains des militaires (en vertu de l’état de siège), puis des administrateurs de communes mixtes suivant le

« code de l'indigénat » (définissant des infractions et des peines spéciales aux indigènes) de 1881 à 1927. D'autres juridictions d'exception, les tribunaux répressifs et les cours criminelles, fonctionnèrent entre 1902 et 1930. De nombreuses discriminations légales entre « Français » et « indigènes » subsistèrent jusqu'en 1944[6]".

Les Feraoun sont bien éloignés de ces problèmes politiques. Ce sont des fellahs besogneux, indigents. Éloignés des villes et des centres de décision. Le père de Mouloud se rend rarement à la *djema* où l'on évoque de temps à autre ce qui se décide à Alger. L'Amin explique, tente de convaincre. Sans grand succès. Les Kabyles sont trop habitués à ce que l'intérêt qu'on leur porte, de loin en loin, dégénère régulièrement. Alors, toutes ces lois ? En quoi peuvent-elles modifier le quotidien de ces hommes sans perspectives ?

Beaucoup plus tard Mouloud Feraoun prendra conscience de cette situation : "en plus de cette origine commune ou identique, nous sommes de la même condition parce que tous les Kabyles de la montagne vivent uniformément de la même manière. Il n'y a ni pauvres ni riches.

"Certes, il existe deux catégories de gens : ceux qui se suffisent régulièrement et ceux qui passent, au gré de la bonne ou la mauvaise fortune, de la misère la plus complète à l'humble aisance des favorisés du ciel. Mais on ne peut ni établir un classement définitif, ni constater des différences essentielles dans le genre de vie des habitants.

"Les familles riches ont plusieurs figueraies, quelques olivettes, un hectare de terre à semer, parfois une source dans l'un de leurs champs. Lorsqu'on évalue à la *djema* les propriétés de tel fellah à un mois de labour, on lit l'admiration et l'envie dans les yeux. Or, une journée de labour sur nos terrains escarpés avec une paire de bœufs un peu plus gros que des moutons représente à peine vingt ares. Le gros propriétaire kabyle possède donc six hectares. Il parle fort à la *djema*, il est maître absolu chez lui. Du moins on le lui laisse croire[7]". En cela, l'oncle Arezki excelle. Il porte beau avec son burnous de laine grège son large ceinturon à clous dorés, ses sandales de cuir. Il est connu pour son aisance naturelle. C'est important quand on fréquente la *djema* et qu'on veut y être écouté. Car ce lieu n'est pas seulement une sorte de forum mais également le cœur stratégique du village. "Les hommes ont leurs maisons et leurs champs, mais comme cela ne suffit pas, ils ont tous une *djema*. Alors ils sont comblés. La *djema* n'appartient pas au quartier. Chacun se figure la posséder tout seul. Quand quelqu'un dit « notre *djema* » il pense « ma *djema* ». Et cette pensée le console de sa maison trop petite, de sa courette étroite. Il s'assied nonchalamment sur les dalles, il s'allonge, il fait la sieste, il bavarde. Des gens de sa *karouba* prennent place autour de lui. Les bancs sont vastes pour les désœuvrés. On n'a pas besoin de se serrer. Si, par hasard, un jour de fête par exemple, ces bancs s'emplissent, et bien ! On est content de la compagnie : c'est réconfortant pour la vue. À supposer qu'il y ait dans l'assistance, des ennemis, des gens qui s'en veulent, ils évitent de se toucher, voilà tout. La *djema* est à tout le monde en général et à chacun en particulier[8]." Tous les hommes en âge de porter les armes peuvent s'y rendre, débattre, faire valoir leurs arguments. Cela étant, les

gamins sont nombreux à y avoir accès. Ils savent qu'ils sont tolérés et qu'il leur faut être silencieux. Suivre sans jamais intervenir ni jamais commenter. Tapis dans un coin d'ombre. Accroupis ou assis à même le sol de terre battue, ils suivent le récit d'un tel, l'emportement de tel autre, le mutisme du plus grand nombre. Les hommes aiment se retrouver régulièrement dans cette pièce un peu sombre et sans autre confort que des bancs de pierre lustrés comme des marbres de margelle. Ils n'y viennent pas seulement pour passer le temps. On y évoque également les nouvelles du village, des exilés qui travaillent en France, de ceux qui reviendront et de ce lopin de terre qui pourrait bien se vendre. La communauté des hommes veille également à l'application des *kanoun*, ces règlements régissant la communauté dont ils doivent s'assurer de leur bon fonctionnement. Ils peuvent les modifier ou les aménager en cas de besoin. Il n'est pas rare que l'assemblée soit appelée à se prononcer sur un problème de voisinage ou sur des chicayas familiales. Il appartient alors au *el lamin*, élu par l'ensemble des hommes de la *djema*, de trancher. Ses décisions ne font pas toujours l'unanimité mais personne ne se permettrait de les commenter. Encore moins de les contester. Il est le juge qui prend des décisions en s'appuyant toujours sur l'intangible et sévère loi du *nif* qui régit la communauté. Mouloud a toujours été marqué par la présence d'une pierre fichée au pied d'un banc. Il s'agit d'un “gros galet de grès rouge à moitié enseveli. Ce grès a été amené de la rivière sur des épaules anonymes. Je l'ai trouvé là en venant au monde. Il y est encore. Les fellahs viennent y aiguiser leurs hachettes, les écoliers y frottent leurs crayons et les bergers leurs couteaux usés[9]”.

L'oncle Arezki fréquente régulièrement la *djema*. Il sait s'y faire entendre. Développer des arguments. C'est un beau parleur qui ne craint pas de se colleter aux plus riches. Il est plus à l'aise dans la dialectique que dans les champs. Tellement qu'il a convaincu sa famille de son inaptitude à manier le bêchon ou la pelle. Encore moins la charrue. Le père de Mouloud Feraoun s'y est habitué. C'est tout juste si son frère sait ramasser une figue tombée à terre. Ce qui ne l'empêche pas d'évoquer tout aussi bien les potins de la ville que l'avancée des moissons. Sans participer aux uns ou aux autres. Son flegme naturel l'autorise à des excès. Parfois même à des débordements. Mais son charme le met à l'abri des fâcheries. Il en va de même à la maison où il a acquis “une place de choix dans le cœur de sa mère[10]”. Elle prétend que cet aîné l'a aidée à éduquer son frère Ramdane. C'est pour la vieille une manière de justifier son oisiveté. “Elle lui a[vait] donné un physique agréable. Ce fut son premier cadeau. Elle se reprodui[si]t elle-même en son fils aîné : le même sourire, le même visage ovale, le même son de voix[11].”

Arezki est le seul homme de la famille qui peut ainsi vivre sans travailler. Sans apporter la moindre aide dans les champs. Ou au petit potager familial. Pour autant, il n'est pas maître à la maison. Personne n'est dupe. Pas même lui. Chacun sait que le pouvoir appartient aux femmes, dès lors que la porte est franchie. Que l'on soit riche. Qu'on ne le soit pas. On peut toujours se vanter. Pérorer. Chacun sait que la vie des riches n'est pas la même que celle des pauvres. Les seconds se mettent au service des premiers. Dans le meilleur des cas. Généralement, ils attendent des jours meilleurs. Font mine d'être très occupés à l'aménagement ou à la réfection de

leur maison qui se réduit à une pièce. Comme la majorité des maisons kabyles. Une seule pièce qui se transforme au fil de la journée : salle à manger, chambre, pièce à vivre quand le temps n'est pas clément et qu'on ne peut retrouver les voisins dans la courette qu'on partage avec eux.

À Tizi-Hibel, on pratique l'uniformité. Ainsi toutes les maisons se ressemblent. Trapues. S'accrochant à la roche. Basses. Lourdes. Des blocs de schiste liés par un mortier à base d'argile. Une toiture en roseaux supportant des tuiles de terre cuite façonnées par les femmes. La porte est confectionnée en planches disjointes. Dès qu'elle est poussée, on entre dans un univers d'ombres animées par une petite fenêtre orientée au sud. Le sol en terre battue et agrémentée de chaux polie luit comme un crâne d'ancêtre. Les murs sont également crépis à la chaux ce qui semble élargir l'espace. Souvent, les femmes les agrémentent d'une frise dont les motifs rappellent ceux des poteries. Une étable, plus ou moins grande suivant la fortune de chacun, jouxte la pièce principale. "Elle est séparée de la partie haute par des piliers trapus supportant la soupente. La soupente renferme les *ikoufanes* de provisions, des jarres à huile et les coffres de la famille. La partie haute constitue le logement. Pendant le jour, la literie se balance sur toute la longueur d'un gros bâton suspendu aux chevrons. Le *kanoun* se trouve n'importe où près du mur qui fait face à l'étable. Au-dessus du foyer, des poutres parallèles joignent les deux autres murs. Ces poutres supportent différentes choses : en hiver des claies remplies de glands que la fumée du *kanoun* permettra de conserver, du bois vert qui pourra sécher tranquillement à deux mètres au-dessus du feu, la viande du mouton de l'Aïd dont la graisse prendra l'âcreté du hareng fumé[12]."

Il faut veiller à ne pas manquer de nourriture. Seules les femmes savent le faire. Avec rigueur et parcimonie. Chez les Feraoun comme dans les autres familles c'est le rôle exclusif de la grand-mère. La mère de son père. Elle sait qu'il faut, dès les beaux jours, engranger de quoi se nourrir l'année durant. Mouloud va devoir s'habituer, dès son plus jeune âge, à manger sans excès ni dépense inutile. Les céréales, le blé dur, les figues sèches. Il ne viendrait à l'idée de personne de se substituer à l'aïeule. C'est elle seule qui est chargée de la subsistance. Elle seule ouvre et referme les *ikoufanes*. Elle a sa manière de le faire. Et se rend compte immédiatement d'une manipulation étrangère. La soupente est son domaine réservé. Personne n'a l'outrecuidance de s'y glisser. Y compris les autres femmes vivant sous le même toit. Pas plus ses brus que ses filles. Chacune sait qu'elle est la seule à savoir doser, composer chaque repas au plus juste. Cependant, quand les ingrédients sont retirés des *ikoufanes*, c'est aux femmes qu'il appartient de préparer le couscous quotidien. Pas de le servir. La répartition c'est son affaire. Elle le fait selon l'âge, le sexe, le travail de chacun. Ou son humeur du moment. Personne n'ose la moindre réflexion. Pas même Arezki, l'enfant chéri.

Ramdane, le père de Mouloud ne dit rien non plus. C'est dans sa nature. Un taiseux. Un laborieux qui travaille dur. Mouloud l'observe et l'admire pour sa constance, son courage que rien ne peut entacher. Pas plus le froid que la fatigue ou la maladie. "On peut dire de mon père qu'il s'est donné beaucoup de mal pour élever sa nichée[13]."

Ramdane épargne autant qu'il peut. Timide au point de passer parfois pour un rustre. Un peu comme son père auquel il ressemble physiquement : "le type du paysan kabyle noueux et bien musclé[14]". Sa mère répète à qui veut l'entendre qu'il est le portrait de son père : "front carré, nez retroussé, lèvres minces, pommettes larges. Il a aussi le regard de son père et le même tic qui lui fait fermer l'œil gauche quand il vous regarde". Sa mère a longtemps essayé de "lui faire perdre cette disgracieuse habitude ainsi que sa façon de marcher pesamment comme un ours, les pieds en équerre. Cette allure lui donne l'air, à chaque pas, d'affronter un adversaire ou de charger un fardeau[15]." Sans doute doit-il essayer de dépasser une timidité maladive qu'il lui faut porter faute de pouvoir s'en délester. Il lui arrive cependant d'oublier un peu sa gaucherie. De moquer les gens sans les blesser. Avec une fausse naïveté. Parfois même avec un brin de poésie. Mais il ne semble épanoui que quand il joue de la flûte. Un instrument qu'il maîtrise malgré ses doigts épais, déformés par l'ouvrage.

Ici, la terre est tyrannique. Elle sollicite l'homme à chaque jour de chaque saison. L'une des plus importantes est sans conteste celle des olives. Elle est relativement aisée. On peigne les branches, on les secoue et la récolte se retrouve dans de grands draps tendus sous les vieux troncs noueux. Il n'en va pas de même pour la cueillette des figues. Il faut choisir le moment idéal. Quand le sucre les dilate à l'extrême. Quand la peau tendue de sève est à la limite de se fissurer. Il convient de savoir observer pour décider. Ressentir de l'intérieur. Un matin à l'aube naissante, Ramdane fait sa cueillette. Dans une rotation furtive alors que la figue se niche dans la main. Le lait pleure le fruit sans que la peau ne se déchire. Il faut ensuite déposer les figues sur des claies de bois. Délicatement. Trouver le lieu idéal pour qu'elles puissent sécher sans se flétrir. Dans la bonne chaleur du soleil. À l'ombre douce des troncs gris festonnés de feuilles grasses. Dès que l'aube mauve s'annonce, il faut prestement récupérer chaque claie pour la soustraire à l'humidité de la nuit. Ramdane les range méticuleusement dans une cabane couverte de paille. La cabane à fruits qu'il n'aura de cesse de surveiller. Repoussant la porte de feuillage, il s'éloigne à pas comptés. Comme s'il craignait de réveiller quelque esprit malin. Parfois, il se hisse dans un chêne. Dans une cahute construite voilà bien longtemps par son père. Comme lui, il passe parfois la nuit pour veiller sur les figues qu'il reste à cueillir. De son observatoire, il peut également veiller sur les cinq treilles s'agrippant en tonnelles aux grands frênes. Elles ne tarderont pas à porter des grappes de raisins rouges qu'il vendra au marché pour améliorer l'ordinaire. Il dort d'un sommeil de chacal. Le moindre bruit le met en alerte. Car à cette saison les renards sont moins nombreux que les chapardeurs de tous âges. Plus tard, il faudra surveiller les oliviers. Puis les poiriers.

Le matin, à peine réveillé, Ramdane fait quelques ablutions et se remet à l'ouvrage. Il est rare de le voir à la *djema*. Encore moins au café maure. Il préfère économiser son argent. Également son temps et son énergie. Pour parcourir à pied les six kilomètres de mauvaise route qui le séparent du village de Tizi-Ouzou. Il s'y rend au côté de son âne qui, le reste du temps, sert également à transporter les

fagots de bois, les feuilles de frêne pour nourrir les chèvres, ou le fumier. Il se rend pratiquement chaque semaine au marché. Pour vendre sa maigre production et acheter en retour de l'huile, des céréales. Parfois même un peu de viande. Quand il s'en revient, sa mère l'attend derrière la porte. D'un geste de la main, elle lui commande de laisser son fardeau et ses hardes dans la cour. Ne pas faire de bruit. Mouloud dort. La mère imprime un léger mouvement au berceau qui se balance lentement. Mouloud a maintenant un peu plus d'un an. Il sera grand et aussi fort que son père. Les traits sont moins anguleux même si le visage paraît aussi carré. À peine est-il éveillé que sa mère le prend sous les bras et le pose sur le sol en le soutenant. *"Bdeddac ! Eddac ! Isennanen ! Uguren ! Ulac !"* Elle chantonne ces quelques mots signifiant "Tiens-toi droit ! Avance ! Il n'y a ni épine ! Ni caillou". Elle soutient le nourrisson. Patiemment, elle l'accompagne dans sa progression hésitante. Dès que l'enfant fait son premier pas, sa mère lui jette de l'eau entre les jambes afin qu'il marche aussi facilement que l'eau coule. Et quand l'enfant se tient debout elle se garde d'en parler par crainte que quelqu'un lui jette le mauvais œil[16].

La mère, les tantes et la *qibla* sont heureuses de constater que l'enfant grandit sans encombre. Pas le moindre bobo nécessitant des remèdes, des invocations ou des prières occultes pour venir à bout des *tiblisin* (esprits sataniques) guettant la moindre occasion pour investir le corps de l'enfant. Il sera protégé, adulé par toutes les femmes de la famille. Elles s'inventent mille et une occasions pour soigner et visiter le petit Mouloud qui, devenu adulte, restera attaché aux médications traditionnelles. Il lui arrivera même de les adapter suivant les circonstances et les malades. Tel fut le cas pour le jeune Albert Vayer qui se rendit en Kabylie dans le cadre d'un voyage d'études. Supportant mal des nuits fraîches et les équipements spartiates des maisons, il fut victime d'une très forte grippe qu'il ne savait comment soigner. Feraoun lui demanda s'il avait des cachets de quinine. Il en avait. Le jeune instituteur se transforma en thaumaturge et désignant une bouteille qui était sur la table, il lui dit… "Prenez deux cachets et pour les faire passer, avalez cette bouteille. Tout ira bien au réveil." Trente ans plus tard Albert Vayer s'en souvenait encore : "j'ai sifflé la bouteille de rosé à 14 degrés… J'ai dormi 24 heures. Au réveil je n'avais plus de grippe… Mais un peu mal à la tête[17] !"

Pour l'heure, le bébé Mouloud n'est pas encore sevré et attendra encore longtemps pour découvrir les délices d'un bon cru ou d'une anisette. Il fait l'objet des plus douces attentions de l'ensemble de la *karouba* : une institution de base dans chaque village. Comme c'est la tradition en Kabylie, la famille ne se limite pas aux nombreux ascendants et descendants. Elle s'élargit à la *karouba* qui regroupe plusieurs générations unies par des liens de proximité et de voisinage. Cette structure est le gage de l'entraide, de la solidarité ou plus simplement de la présence. Elle joue un rôle fédérateur dans les moments difficiles comme dans le partage des joies. Celles liées à l'enfance n'est pas des moindres.

Cette *karouba* n'a pas seulement une fonction sociale. C'est également le lieu de résonnance et de transmission. Elle aura un impact important pour l'auteur que

Mouloud Feraoun va devenir près de cinquante ans plus tard : “chaque *karouba* se forge sa mythologie dans laquelle elle réserve le beau rôle aux siens. Le narrateur occasionnel affirmera toujours le courage, la vertu, la force ou la diplomatie de ses aïeux et s’il ne dit pas de mal des autres, ce sera par discrétion. Les générations qui se suivent se transmettent consciencieusement (en y mettant du leur) les récits imaginaires de leur gloire passée. Le résultat final est que chacun est fier de son nom. […] Comme nous n’avons ni vestiges matériels, ni documents écrits, l’historien impartial serait obligé de renoncer à sa tâche, à moins qu’il ne se tire d’affaire par des conclusions sociologiques découlant de l’observation actuelle et des conjectures. Pourtant, le passé récent, il est possible de le ternir un peu mais non de le nier[18].”

La tradition orale ajoutée à ce vécu quotidien et aux transmissions de la mémoire constituera le terreau de l’œuvre à venir. Alors que l’enfant grandit dans l’affection des siens. Pieds nus. Gandoura trouée sur des genoux abîmés par les jeux de garçons. Chéchia rouge effrangée et crasseuse vissée sur une trogne morveuse. Il est heureux. Au contact du soleil et du vent. Des odeurs d’étable et des parfums des champs. La pluie et la neige. La boue. La poussière. Les cris d’enfants. De leurs mères aussi. Il fait son apprentissage d’homme dès les premiers pas. Sous le regard des femmes qui veillent toujours à leurs brouillons d’hommes.

Les habitants de Tizi-Hibel, comme une bonne partie des populations kabyles, vivent en retrait des grandes villes. Plus préoccupés de leur subsistance au quotidien que des promesses politiques des *Roumis.* C’est à peine si le village de Tizi-Hibel prend conscience de ce qui arrive en ce mois de juin 1914. Des Serbes bosniaques assassinent l’archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois. Personne ne sait où se trouvent ces pays. Qui sont ces princes d’opérette ? Les hommes de la *djema* ne s’y intéressent vraiment qu’au bout de quelques semaines quand la France entre en guerre. Des hommes du village vont devoir aller la défendre. *Elamin* a bien du mal à expliquer pourquoi ils doivent faire la guerre. Eux qui ne sont pas français. *Elamin* ne sait pas. Les gendarmes sont venus lui expliquer. Il n’a pas bien compris. Il sait seulement que les plus jeunes doivent aller à Tizi-Ouzou pour retirer leur uniforme et leur paquetage. Et des brodequins qui vont leur meurtrir les pieds.

Ils rechignent à servir dans les rangs de ces *Laskars* français qui ont toujours été leurs ennemis.

Qu’importe cette guerre lointaine ! Mouloud grandit dans la félicité. Sœur d’une pauvreté généreuse en espaces et en tendresse. Un bout de roseau fait une sarbacane. Un ruisseau fait office de rivière pour une flibuste en écorce de liège. Des cailloux ronds comme billes. Des noyaux d’abricots pour exercer sa dextérité. Une vieille jante de vélo transformée en cerceau. Il apprend en regardant. Bientôt il crée à son tour ces jeux. Tape dans une bourre de papiers en forme de ballon. Échange quelques baffes. Joue hâtivement des poings. La mère ou la grand-mère ne sont jamais très loin pour mettre fin aux conflits. La sœur aînée non plus.

Mouloud n'a pas cinq ans qu'elle est déjà son souffre douleur. L'écrivain se souviendra avec une émotion amusée de cette période : "Je devins immédiatement un tyran pour la plus petite de mes sœurs, mon aînée de deux ans. Je l'appelais Titi – le nom lui est resté. Elle n'était pas plus grande que moi et me ressemblait autant qu'une petite sœur ressemble à son frère, c'est-à-dire qu'on pouvait la reconnaître grâce à son foulard et à sa natte de cheveux longs. Elle avait un bon naturel qui lui permettait d'essuyer mes coups et d'accepter mes moqueries avec une mansuétude peu imaginable chez un enfant de son âge. Toutefois on ne manqua pas de lui inculquer la croyance que sa docilité était un devoir et mon attitude un droit[19]." Mouloud est un petit coq dans cet univers de femmes. Il prend autant de liberté avec son autre sœur Baya qui pourtant manifeste une certaine résistance. Elle parvient même à s'imposer par la force. Sans rencontrer d'opposition car elle est chargée de veiller sur Mouloud qui découvre très vite le talon d'Achille de sa grande sœur : "les larmes et les cris étaient mon arme infaillible[20]". Mais ce stratagème n'opère pas sur les autres filles de la famille. Notamment ses cousines. Il lui faut trouver une autre attitude dont il usera bien au-delà de l'enfance : "je me faisais doux, aimable, patient ; je savais flatter le plus audacieux, je donnais ou je prêtais sans trop de difficultés ce qu'on me demandait et mes parents voyaient s'écrouler, peu à peu, leur rêve de faire de moi le lion du quartier, plus tard le lion du village[21]". Au contact de ses sœurs, Mouloud Feraoun fait très tôt son apprentissage de la non violence et de l'approche pacifique de l'autre. Il passe de longues heures en leur compagnie à écouter les fabuleuses histoires qu'elles lui racontent. Des histoires différentes de celles évoquées par les hommes dans lesquelles les héros s'imposent par la force, les armes et le sang. Les tantes savent d'autres légendes où l'intelligence et la compassion l'emportent sur la poudre et le poignard. Mouloud écoute. Mouloud apprend le monde qui demain aura une autre langue mais d'identiques conflits auxquels il lui faudra trouver le baume plutôt que le sel.

Même si la guerre et la violence se sont déployées à l'excès durant ces années de feu. Rien n'a vraiment changé. Il est difficile de s'enfoncer dans la pauvreté quand elle vous soumet à ses rigueurs depuis des années. Les hommes sont rentrés. Plus fatigués que ceux revenant des champs. Le regard étrange. La mémoire refermée sur l'indicible. Certains manquent à l'appel[22].

La guerre est terminée. À Tizi-Hibel la vie reprend. Rien de changé pour les enfants. Toujours les jeux. Les courses effrénées dans les ruelles du village.

— Tu voudrais aller à l'école ?

Mouloud regarde le Père Blanc penché sur lui. Il ne sait pas quoi lui répondre. Il a entendu ce que certains disent à la *djema* à propos des *Laskars* et des *babas*. Mouloud aime jouer, flâner à sa guise. Se blottir dans les grandes jupes de sa mère. Écouter, encore et encore, les légendes que racontent la grand-mère ou ses tantes dans cette langue qui fait chanter les mots. Cette langue maternelle qu'il est la seule à connaître. Alors l'école ? Il est un peu effrayé à l'idée de devoir faire l'apprentissage d'une autre langue. D'apprendre à écrire. Lui qui n'a jamais vu

quelqu'un écrire autour de lui. Peut-être le *cheikh* ? En arabe. Mais, des hommes de foi et de loi, Mouloud a appris qu'il faut se méfier. Non qu'ils soient moins honnêtes ou désintéressés. Mais ils sont installés dans un obscurantisme qui choque les Kabyles même si, pour la plupart, ils ne réfutent pas le Coran et ses enseignements. Ils ont une inclination plus naturelle pour les thaumaturges et leurs amulettes, pour les pratiques divinatoires. Ils ne sont pas nombreux à fréquenter la mosquée. À répondre aux appels du muezzin pour les prières rituelles. Et s'ils pratiquent cet autre *pilier de l'Islam* qu'est la *zakat* (aumône) c'est par tradition communautaire. En fait, ils sont méfiants vis-à-vis de ces hommes compassés qui donnent l'impression de détenir *la* vérité. Laquelle est à leurs yeux jumelle du savoir. "Ils détiennent dans leurs parchemins toute l'histoire du village, croient-ils. De notre côté, nous supposons que ces parchemins n'existent pas ou qu'ils sont indéchiffrables. Nous pensons aussi que l'histoire racontée par les marabouts ne peut concerner des Kabyles[23]."

Alors, est-ce qu'il veut aller à l'école ? Est-ce que ses parents ont les moyens de se passer de lui ? Oh ! Pour le moment, il ne fait que surveiller les quelques chèvres de la famille. Il sait les éloigner des figuiers ou du potager. Il a appris à grimper dans les ramures des frênes pour cueillir les feuilles dont les bêtes sont gourmandes. Il sera un bon paysan. Libre, heureux dans cet espace sans autres limites que le ciel et les barrières du Djurdjura. Sa condition d'homme lui commande d'alléger la tâche des plus vieux. De remplacer son père qui chaque jour rentre un peu plus fourbu. Taciturne. Blessé de solitude. Leurs regards s'évitent. Mouloud veut alléger sa peine. Il ne sera pas "le cinquième œuf de la fauvette que l'oiseau et ses petits laissent dédaigneusement dans le lit inutile[24]".



Aichoucha, la mère de Mouloud Feraoun, en 1963.

1 Discours prononcé le 28 juillet 1885 devant la Chambre des députés.
2 *Ibid*.
3 Guy Pervillé, *La Politique algérienne de la France, de 1830 à 1962*, 1995, p. 2, texte d'une conférence communiqué à l'auteur.
4 *Ibid*., p. 2.
5 D'après le rapport de la commission parlementaire d'enquête présidée par le député socialiste Joseph Lagrosillière ; cité par Guy Pervillé, *ibid*.
6 *Ibid*., p. 3.

7 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 11-12.
8 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, Alger, Éditions Bouchène, 1990, p. 22.
9 *Ibid.*, p. 22.
10 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 15.
11 *Ibid.*, p. 16.
12 *Ibid.*, p. 12-13.
13 Propos recueillis par Maurice Monnoyer et publiés dans *L'Effort algérien* du 27 février 1953.
14 *Ibid.*, p. 16.
15 *Ibid.*, p. 16.
16 Tradition évoquée par Germaine Laoust-Chantraéaux in *Kabylie côté femmes*, *op. cit.*, p. 159.
17 Entretien accordé par Albert Vayer à l'auteur le 4 septembre 2012.
18 Mouloud Feraoun, *La Terre et le Sang*, Paris, Le Seuil, coll. « Méditerranée », 1953, p. 78-79.
19 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 23.
20 *Ibid.*, p. 23.
21 *Ibid.*, p. 24.
22 600 000 *indigènes* dont 190.000 *Algériens* ont été engagés dans cette première guerre mondiale ; 36 000 d'entre eux sont morts au combat. On comptera 22 000 victimes chez les Français d'Algérie.
23 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op. cit.*, p. 38.
24 *Ibid.*, p. 7.

NOS ANCÊTRES LES GAULOIS

“ — Vite, vite, dit-il à ma mère, lave-le entièrement, les mains, la figure, le cou, les pieds. Crois-tu que le cheikh acceptera un singe pareil ?

— Il y a aussi sa gandoura qui est sale, dit ma mère. Il faudrait peut-être attendre demain. Je la laverai ainsi que son burnous[1].”

Mouloud est étonné. Un peu affolé. Le père ne veut pas temporiser. Il prétend que dès le lendemain toutes les places seront prises. Et qu’on ne commence pas sa scolarité par une absence. D’autant que les maîtres sont sévères. C’est ce qu’on lui a dit.

Tout s’est passé très vite. Le petit Mouloud, il a sept ans, se souviendra longtemps de la scène. Ce jour d’octobre 1920, le père est revenu de la *djema* “avec un petit air mystérieux et ému. J’étais dans notre cour crépie à la bouse de vache, près d’un *kanoun* où se trouvait une casserole de lait. Ma mère venait de rentrer à la maison. Elle allait prendre une pincée de sel et une motte de couscous pour apprêter mon déjeuner du matin. Je dois préciser, d’ailleurs, que pareil déjeuner ne m’était accordé qu’exceptionnellement. Il fallait, pour cela, la conjonction de plusieurs circonstances : d’abord avoir du couscous, puis du lait, ensuite choisir le moment, attendre notamment l’absence de ma petite sœur car elle aurait revendiqué sa part de l’aubaine ; ce qui aurait obligé ma mère à augmenter la dose commune ou à exciter notre gourmandise sans la satisfaire complètement. Donc, ce matin-là, toutes les conditions étant réunies, je trônais seul, face à la casserole, les yeux encore pleins de sommeil mais le ventre parfaitement éveillé. Hélas ! Il était écrit, sans doute, que j’apprendrais de bonne heure que certaines choses coupent l’appétit. En effet, lorsque mon père parla, l’envie de manger s’envola en même temps que mon sommeil. Mon père n’avait pas son pareil pour effrayer les gens[2].”

Quelle mouche l’a donc piqué ? Pourquoi ce ténébreux qui rêve que son fils l’aide au champ veut-il brusquement l’envoyer à l’école ?

Personne ne pose de question. Mouloud est déshabillé. Il grelotte, nu dans une grande bassine de fer émaillé. C’est la douche des grands jours. Bassine d’eau tiède et savon noir. Gant de crin et friction. Il est débarbouillé. La mère extirpe d’un grand coffre ses plus beaux vêtements. Les moins loqueteux. Une paire de sandales également. Pas même eu le temps de prendre son petit déjeuner. Avant même d’avoir réagi, le voilà dans la cour de l’école où se dissipent des dizaines de gamins. Il cherche des visages amis. Hésite à faire un signe. À courir vers eux. Il lui faudra s’habituer aux règles. Finies les journées oisives. Les rêveries au soleil, les belles après-midi passées avec ses tantes ou sa grand-mère. Cependant, contre toute attente, il n’est ni peiné ni angoissé. Au point que cette première journée de

classe ne laissera que peu de traces dans sa mémoire comme il l'écrira plus tard. Pas plus que sa première semaine ou sa première année. Par contre, il garde un souvenir extrêmement précis des deux instituteurs. Tous les deux sont kabyles. Ce qui est de mise dans ces *écoles indigènes* confiées à des enseignants algériens. Le premier est "gros, court, joufflu avec de petits yeux rieurs qui n'inspiraient aucune crainte ; l'autre mince, pâle, un peu taciturne avec son nez long et ses grosses lèvres, mais aussi sympathique que le premier. C'était le plus jeune et il s'occupait de la deuxième classe. Ils portaient tous deux des costumes français sous un burnous fin et éclatant de blancheur. Cette tenue m'a paru, pendant longtemps, avoir atteint l'extrême limite du goût, de l'élégance et du luxe[3]". Ils resteront, aux yeux de l'élève, comme à ceux de l'enseignant qu'il deviendra "la double image sous laquelle je me représente invariablement l'instituteur indigène, le directeur et son adjoint[4]".

Il a sept ans. Il vient d'entrer à l'école de Tizi-Hibel qui est située à une centaine de mètres de la maison familiale. Pas de cartable, pas de musette. Ni livres ni cahiers. Il va en classe et s'en revient comme à la rencontre de copains. Il craint cependant de devoir apprendre à écrire et à lire. Et puis, comment s'exprimer dans cette langue des *Roumis* dont il ne connaît que quelques formules banales et des gros mots bien inutiles. Fort heureusement le maître est aimable. Il s'appelle M. Mhiss. Il est kabyle et n'hésite pas à s'exprimer de temps en temps dans cette langue commune pour aider ses élèves remuants. Même si la langue française est la seule autorisée en classe. L'instituteur triche un peu quand les images, les dessins ou les gestes ne suffisent pas. Mouloud s'intéresse à ce langage nouveau. À ces signes curieux qui se figent malhabilement sous son crayon mâchouillé. Sur les feuilles du cahier aux lignes bleues. Curieux, étonné, il n'est ni bon ni mauvais élève. Plutôt appliqué, raisonnable. Sans être studieux à l'excès. Ni soucieux des notes qui, selon son instituteur, ne sont pas à la hauteur de ses véritables capacités.

Après le long apprentissage de l'écriture et de la lecture, le voilà absorbé par ces livres qui le déroutent. Parfois, le maître autorise ses élèves à en emporter un à la maison. Ce soir-là, toute la famille se penche sur le *Livre de lecture courante* de MM. Bernard et Veller. On y trouve mêlées quelques leçons de morale à des exhortations patriotiques à "la mère patrie" et à la "France éternelle". Qu'importent les mots que Mouloud n'arrive pas encore bien à déchiffrer. Chacun contemple les images. La mère, la grand-mère, le père et l'oncle Arezki découvrent, les yeux tout ronds, des images en noir et blanc d'un pays qu'ils ont bien du mal à imaginer. Une France avec des ancêtres gaulois portant des nattes et des bracelets. Des maisons couvertes de chaume. Un intérieur avec un étrange mobilier. Encombré de buffet, de fauteuils, de guéridon. Pas un seul coffre. Pas de *kanoun* ! Et les *ikoufanes* ? Où donc cachent-ils les *ikoufanes* ? Étrange ! Très étrange… Tout autant que ces textes que Mouloud va pouvoir un jour lire à l'assemblée médusée… "Vous à qui la France donne surtout une instruction agricole, vous ferez sans doute mieux que vos pères et vous augmenterez ainsi le rendement de votre pays[5]."

Plus tard, il découvrira l'histoire (de France) dans le *Petit Lavisse* qui fait

autorité depuis sa première publication en 1884. Remanié et réédité de nombreuses fois, son édition de 1912 servira à l'éducation de plusieurs générations d'écoliers. Le ton est donné dès la préface. On peut y lire : "si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nationales, s'il ne sait pas que ses ancêtres ont combattu sur mille champs de bataille pour de nobles causes ; s'il n'a pas appris ce qu'il a coûté de sang et d'efforts pour faire l'unité de notre patrie et dégager ensuite, du chaos de nos institutions vieillies, les lois qui nous ont fait libres, s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui amène un fusil, l'instituteur aura perdu son temps". Autant dire qu'il arrive au maître du petit Mouloud de faire un choix délibéré : perdre son temps… Mais il faut compter avec la visite de l'inspecteur primaire qui ne manquera pas d'interroger les élèves. Pour apprécier leur connaissance des textes. Savoir s'ils sont bien conscients de ce qui est écrit dans leur *Petit Lavisse* : "la France veut que les petits Arabes soient aussi bien instruits que les petits Français. Cela prouve que la France est bonne et généreuse pour les peuples qu'elle a soumis." Et, monsieur l'inspecteur sera comblé si la classe se lève pour entamer cette chanson qui est enseignée dès l'école maternelle :

"*Pour être un homme, il faut savoir écrire.*
Et tout petit apprendre à travailler.
Pour la Patrie, un enfant doit s' instruire.
Et dans l' école apprendre à travailler.
L' heure a sonné, marchons au pas.
Jeunes enfants, soyons soldats !"

Les gamins du village reprennent ce chant jusque dans leurs jeux et dans les parades martiales en souvenir de Mokrani. Tout ça n'est pas très sérieux ! On craignait de ne plus voir les copains. Bien au contraire, ils sont nombreux dans cette classe qui compte une cinquantaine d'élèves. Les récréations sont assez longues pour organiser toutes sortes de jeux, en fonction des saisons. L'année scolaire débute en octobre "par les billes, les glands ou les boutons – on dévastait alors toutes les vieilles chemises, vestes, gilets. Puis c'était le tour des toupies : toupies enflées et nonchalantes achetées à la ville, longues toupies kabyles fabriquées par nos parents et qui se trémoussaient allègrement en s'accompagnant d'une musique stridente. Au printemps, nous fabriquions des pistolets avec un bois rare que l'on allait chercher à la rivière. Ensuite on passait aux cerceaux, aux osselets, aux flûtes. Ce sont ces dernières qui m'ont laissé un souvenir ineffaçable[6]." Cet instrument est très prisé en Kabylie comme dans bien d'autres régions pauvres. Sa fabrication se faisant à partir d'un roseau, il est gratuit. Même si c'est un art de choisir la bonne canne au moment idéal de son séchage. Il convient de savoir tailler le bec, creuser chacun des sept *tefla* (trous), à chaud. Passer l'ensemble sur une flamme douce pour éliminer l'humidité du bois et lui donner une sonorité à la fois douce et sourde. Il se dit ici que c'est le vent qui a créé la flûte. Et c'est la flûte qui apprivoise le vent. Le jeune Mouloud apprend cela dès son plus jeune âge. Avant de savoir fabriquer un instrument, il a écouté le père. Il a reçu les premières leçons de l'oncle Arezki. Il s'est essayé à quelques refrains

connus, avant de se laisser aller à des créations propres. Souffler dans le roseau les peines et les joies. Il aime la flûte et se laisse parfois prendre par le temps. Si bien qu'un jour, à la sortie de l'école, il s'attarde avec quelques gamins de son âge. Il arrive chez lui en retard. Alors que son père revient des champs. Sa mère est courroucée d'avoir cherché en vain son fugueur de musicien. Mouloud pressent le pire. En le voyant arriver, la flûte dans la main, son père dit à son épouse : "n'aie crainte, il te revient. Et avec une flûte ! Dieu merci, s'il n'apprend rien à l'école, il ne perd pas son temps avec ses camarades." Tout en délaçant ses chaussures, le père complète son admonestation par cette mise en garde : "Je ne m'étonne plus que ton maître se plaigne de toi. Je vois bien, tu es dissipé. C'est à cause de ta paresse qu'il ne t'a pas changé de division[7]." En effet, Mouloud a redoublé sa première année. Il se rend compte que son père en est affecté. Il n'est pas indifférent à son échec, à son manque d'intérêt pour l'école. "Mon père pensait m'avoir fait de la peine par le ton sévère qu'il avait pris. Au fond, j'étais presque heureux de constater qu'il s'intéressait à ce que je faisais, qu'il était peiné de me voir parmi les traînards et qu'il partageait cette peine avec le maître. Cette petite réprimande me fit prendre mon rôle au sérieux […] Cette scène décida de mon avenir d'écolier : à partir de ce jour, je devins bon élève, presque sans effort. Et c'était le seul rôle qui me convenait[8]." Il le sera pour ce père qui trimait sans relâche pour que sa famille ne manque de rien. Cette mère "que les chagrins et les soucis n'avaient point ménagée depuis la mort" de sa propre mère, puis de son père. Elle "était devenue une pauvre créature timorée, irrésolue, incapable de prendre parti ; une fois qu'elle avait émis timidement quelques objections que lui suggérait son bon sens où son expérience de la vie, elle s'inclinait et ne contrariait jamais ceux qu'elle aimait[9]".

Mouloud Feraoun prend conscience de la nécessité d'apprendre. D'aller au-delà de la situation de son père afin de pouvoir l'aider autrement que dans les champs. Son père est certainement influencé par les tenants de l'enseignement français. Ceux qui s'opposent aux défenseurs de l'islamisation radicale. Les émigrés comme les oubliés de la scolarisation savent que cette langue reste celle de l'étranger dans la mesure où l'on choisit d'y être… étranger. Il faut savoir, comprendre, dire et se défendre dans la langue de l'autre. Qu'importe son éventuelle hostilité. Sa langue est une richesse, un investissement sur l'avenir. Quel qu'il soit. Et ça n'est pas refuser le Coran que de savoir parler avec les mots de l'autre. Cette prise de conscience est symptomatique de la question scolaire telle qu'elle se pose en Algérie à cette époque. Oscillant entre les élans humanistes et les impératifs coloniaux… Comme l'explique Emmanuel Sacriste : "Construire un discours historique sur l'école en Algérie implique de prendre en considération les représentations du système d'instruction préexistant à la conquête française et de son devenir sous la domination coloniale[10]." Les travaux de Rozet[11] vont insister sur l'importance de "*l'enseignement coranique*" dans la formation et l'éducation des jeunes indigènes. Ce concept sera repris par de nombreux historiens au point de devenir un leitmotiv dans les ouvrages sur l'histoire de l'Algérie coloniale.

Dès la création, en 1844, des bureaux arabes, leurs officiers qui sont en contact

étroit avec les populations, attirent l’attention du pouvoir sur les effets pervers que la guerre de conquête a eu sur la scolarisation des *indigènes*. Ils estiment que de sérieux risques existent de voir une grande partie de la population arabo-berbère choisir l’islam contre la France.

Ces officiers seront les premiers à exprimer leur réserve face à une colonisation qui ne se préoccupe pas de la scolarisation des indigènes. La prégnance des *zaouïas*[12] est ignorée. Et par là même les foyers de contestation qu’elles peuvent représenter à terme. L’autorité militaire ne l’entend pas ainsi. Elle souhaite sédentariser les nomades sur des territoires qui se réduisent comme peau de chagrin. Les responsables politiques préfèrent la conciliation, conscients qu’elle favorise la pérennisation des bureaux arabes. Les colons s’insurgent. Surtout quand Napoléon III a l’outrecuidance d’évoquer une possible “nation arabe”. Un contrepoids à la puissance ottomane qui fait alors trembler l’empire colonial français.

L’opposition croissante entre les bureaux arabes et les colons va s’amplifier. Elle aura raison des programmes de scolarisation préconisés par les premiers sous la pression des seconds.

Cette politique perdurera pratiquement jusqu’au terme de la présence française en Algérie. Mouloud Feraoun en sera le témoin et la victime. Depuis ses premières classes jusqu’au terme de sa carrière. Les sollicitations ne manqueront pas. Même si le Kabyle est souvent considéré comme un *indigène* qui pourrait avoir des velléités de rapprochement avec l’Arabe. Il ne cessera de passer du statut d’allié à celui de traître potentiel.

En 1880 il est prévu de procéder à la fermeture de toutes les *zaouïas*.

Le 13 février 1883, le projet d’application des lois d’obligation scolaire sur l’ensemble du territoire se heurte à l’opposition des *Européens*. Trop cher. Les *indigènes* refusent l’école française. D’où la mise en place d’un double enseignement : “l’enseignement primaire communal” et “l’enseignement primaire indigène”.

En 1891, l’Algérie compte environ 150 écoles *indigènes* dont un tiers dans le Djurdjura.

Porte-voix distingués du pouvoir colonial, les médias se font l’écho des immenses efforts de scolarisation. Ainsi peut-on lire sous la plume d’Alfred Rambaud : “Jamais le public français n’a trouvé d’aussi belles occasions de se renseigner sur notre colonie algérienne : l’année 1891 aura été pour lui une année d’études africaines. Au Parlement et dans la presse, toutes les questions algériennes : colonisation, relation avec les indigènes, répartition des impôts, administration de la justice, ont été discutées et abondamment. Les questions d’enseignement n’ont pas été omises. On s’est étonné, non sans raison, que nous eussions si peu d’écoles ouvertes aux indigènes : sur une population de 3 400 000 musulmans, nous ne sommes arrivés qu’à instruire 11 000 enfants, c’est-à-dire 3 enfants par 1 000 habitants, tandis qu’en France cette proportion est d’environ 140. Toutefois, on ne peut méconnaître qu’un certain progrès ait été réalisé depuis neuf ans ; en 1883, le chiffre de nos écoliers musulmans n’était que

de 3 172[13].”

Tout est dit sur la politique de scolarisation mise en route et sur le caractère spécifique de la Kabylie. Si les enfants *indigènes* ne fréquentent pas l’école, ça n’est pas la France ou la colonisation qu’il faut incriminer. C’est toujours la faute de cette “civilisation arriérée et imparfaite” à laquelle la France doit mettre un terme sans retard. Car, en fait, “à quoi peut-on attribuer ce peu d’empressement des indigènes à venir suivre les cours de nos établissements scolaires ? Bien des raisons l’expliquent. C’est que, d’abord, semble-t-il, les familles aisées ou riches gardent leurs garçons à la maison bien au-delà de l’âge où ils pourraient entreprendre des études secondaires, et qu’ensuite les étapes de la vie scolaire paraissent longues et rudes à des jeunes gens épris de grandeur et de liberté[14].”

Bien des obstacles successifs et liés écartent en fait les enfants indigènes de l’enseignement. Même ceux favorisés par la naissance. Il convient cependant de préciser que les autorités de cette époque font preuve d’une imagination hors pair pour attirer les gamins vers les écoles. Primes, bourses, avantages matériels attribués aux familles… Rien n’y fait ! Les officiers des bureaux arabes expliquent aux pères de famille que leurs enfants n’ont plus besoin de fréquenter une *zaouïa*. Dans les écoles *arabo-françaises* l’enseignement coranique est pratiqué par un maître adjoint musulman compétent. La réticence n’est pas levée pour autant. L’enseignement religieux ne peut être donné que dans le cadre d’une institution religieuse. Les *Roumis* ne peuvent pas remplacer les *tolbas*. Ces écoles hybrides ne suscitent que réprobation. De la part des Arabes… et aussi des Kabyles. Sans parler des Européens.

En 1902, les crédits dévolus à l’instruction publique musulmane marquent un recul de 15 % alors que ceux de l’instruction européenne augmentent de plus de 10 %. En 1906, 4,26 % seulement des enfants musulmans sont scolarisés. Ce taux sera de 5 % en 1914. Les crédits pour la construction et le fonctionnement de nouvelles écoles sont dérisoires. La politique scolaire de l’école se limite à donner aux élèves musulmans “quelques notions de langage[15]”.

Dans le même temps, les bureaux arabes reçoivent des plaintes de parents kabyles. Leurs enfants leur sont enlevés pour être scolarisés de force. Voilà de quoi les heurter. Les rapprocher de ceux qui prêchent une véritable résistance à l’enseignement français.

Telle sera l’ambiance quelques années avant que le jeune Feraoun soit en âge d’être scolarisé. Voilà qui fait partie des idées reçues, d’une forme de résistance qui va s’inverser. Au grand dam du jeune Mouloud qui aurait préféré mener la vie libre de paysan.

Hésitants. Bienveillants. Méfiants. Les *indigènes* ont tendance à ne plus faire confiance aux discours et aux promesses coloniales. D’autant qu’ils ne respectent pas leur religion. Alors qu’ils le font pour les autres communautés du pays. En 1919, un décret propose la nationalité française aux Algériens qui renieraient l’islam. Le nombre des “naturalisations” augmente pour atteindre 100 à 200 cas par an dans les années 1930. Avant de s’effondrer en 1940. Le nombre total des “citoyens français d’origine indigène” et des membres de leurs familles (y compris

les enfants de couples mixtes, et ceux d'étrangers musulmans considérés comme Français suivant la loi du 26 juin 1889) ne dépassera pas 10 000 personnes sur 10 millions d'Algériens musulmans en 1962. La politique d'assimilation a échoué dans sa volonté de *franciser* les *indigènes*. Elle va réactiver un mouvement né quelques années plus tôt : *les Jeunes Algériens*. Animé par l'émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader, il se compose d'hommes de lettres et d'intellectuels qui ont bénéficié de l'enseignement dispensé par l'école républicaine. Ils réclament l'égalité des devoirs et des droits entre les métropolitains et les habitants de l'Algérie. Sans renier la langue française et l'enseignement qui ne sont plus ostracisés par les *indigènes*. Plus qu'une décision politique, il s'agit d'un choix pragmatique. Les premières grandes vagues d'émigration vers la France, notamment kabyles, en sont responsables. Revenant dans leurs villages, ces émigrés évoquent les difficultés de l'isolement exacerbées par la méconnaissance de la langue. Elle devient un outil nécessaire pour se faire comprendre. Pour échanger. Pour se défendre. Ce qui peut expliquer l'empressement de Ramdane. Sa volonté de voir son fils s'instruire. Y compris dans la langue des *kafirs* (littéralement incroyants). Sa déception de constater que son fils manque d'assiduité.

Mouloud ne sait rien de la politique scolaire et de ses atermoiements. Il sait seulement le regard de son père. Ce regard qu'il croise rarement. Ce regard un peu triste. Ce regard aveuglé de mots inconnus.

Mouloud est triste. Triste de la tristesse de ce père qui évoque un nouveau départ pour la France. Car les temps sont durs. Les *ikoufanes* se vident trop vite. Se remplissent trop difficilement.

Désormais, l'école devient sa priorité. Mouloud évite de trop s'aventurer avec ses autres copains de classe dans de longues échappées toujours préjudiciables aux devoirs et aux leçons. Un de ses camarades de classe rencontré à Tizi-Hibel se souvenait de l'enfant Feraoun de ces temps-là[16] : “Mouloud venait me réveiller le matin, on buvait du lait de chèvre, puis on partait à l'école. C'était un enfant très doux, très calme, il ne jouait jamais, même pas durant les récréations. Il allait à l'école pieds nus quelle que soit la saison. Toujours premier de la classe, il était indétrônable. La seule matière où il ne brillait pas, c'était le dessin. Je l'aidais parfois à faire un dessin et lui m'aidait en calcul. Il était maigriot, très pâle, mais il était tellement fort dans les études que le maître évitait de l'interroger.”

Il reste un enfant curieux. Observateur. Soucieux de découvrir. De comprendre. S'il n'en n'oublie pas de “martyriser” ses sœurs, il affectionne également la présence de ses tantes. Khalti est l'aînée d'entre elles. C'est l'une des filles de sa grand-mère. Elle a hérité de l'impulsivité de son frère Arezki, et ressemble à la mère de Mouloud : “un visage allongé et osseux avec des pommettes bien rouges, un profil de chèvre capricieuse embelli par de grands yeux noirs et une impressionnante chevelure qu'elle n'arrivait pas à discipliner sous son foulard et qui s'échappait souvent en tresses désordonnées sur ses épaules. Elle était aussi sauvage et fière d'allure que ma mère était humble et soumise[17].”

Nana est la seconde tante. Elle n'a que quatorze ans de plus que Mouloud qui la

considère un peu comme une grande sœur. Elle est belle et douce. Elle est appréciée par toutes les femmes du quartier qui l'appellent "notre Yasmina". Et Mouloud partage avec elle complicité et tendresse.

Il passe de longs moments avec ses tantes. Les taquine. Les regarde travailler. Surtout quand elles cardent ou façonnent des poteries. Subjugué, il les observe en silence. Avec une attention et une acuité toute particulières.

"Le travail de la laine est un travail de fourmi, mais il ne demande pas trop de place. Le métier à tisser est étendu verticalement sur deux perches, à faible distance du mur. Il peut rester là aussi longtemps que l'on veut. Mes tantes y passent en quelque sorte leurs moments perdus. Elles s'assoient, alors, le dos appuyé au mur, introduisent les brins de la trame entre les fils de la chaîne et tassent avec un peigne de fer. C'est une occupation qui n'empêche pas les bavardages. Lorsque le métier n'est pas encore dressé, mes tantes sont occupées soit au cardage de la laine lavée, soit au filage de la chaîne à l'aide de la quenouille et du fuseau[18]."

Le travail de l'argile est encore plus fascinant. D'abord parce qu'il est celui de la transformation de la terre. Ensuite parce qu'il nécessite une dextérité étonnante. Les tantes se retrouvent dans la cour de la maison où elles ont préalablement stocké brindilles et branches qui serviront pour la cuisson. Il leur faut faire une navette de plusieurs kilomètres entre le village et cet endroit où se trouve la bonne terre. Elles en remplissent de grands paniers qu'elles déversent dans la cour. Sans jamais marquer le moindre effort. Sans se départir de ces gestes élégants qui font ressembler cette corvée à une danse. La terre sèche ainsi au soleil avant d'être broyée. Les mottes sont réduites en une poussière qu'elles imprègnent d'eau. Jusqu'à obtenir une pâte "dont elles emplissent les jarres. La pâte devient consistante au bout de deux jours. Il faut alors la malaxer vigoureusement et lui incorporer les débris d'un vieil ustensile broyé. Les grains de terre cuite ainsi ajoutés forment avec l'argile fraîche une pâte qui ne fendra pas. Il est temps de modeler.

"Khalti, le bas de sa gandoura tiré jusqu'aux genoux, les bras nus, le foulard relevé en turban, dépose un gros paquet de pâte sur une planche. Elle façonne vivement le fond de la cruche, de la marmite ou du plat. C'est toujours une galette bien ronde. Khalti est attentive, elle travaille vite. Je sais qu'il ne faut pas lui parler. Ce n'est pas le moment. Nana, souriante et très à l'aise, saisit l'argile entre ses petites mains pâles, triture, malaxe, caresse : de ses doigts agiles sort une espèce de bâton qui s'allonge, vacille et zigzague comme un serpent. Lorsqu'elle juge suffisante la longueur, elle s'arrête, coupe la couleuvre en tronçons et, avec précaution, entoure la galette préparée par Khalti. Alors, munie d'une planchette bien lisse, elle tire l'argile, amincit le tronçon qui monte et dessine bientôt le bas de la paroi. Elle passe au fond suivant puis un autre encore, ne tarde guère à rattraper sa sœur[19]."

Les femmes ne peuvent préparer plus de quatre poteries à la fois compte tenu de l'exiguïté de la cour. Mais à peine ont-elles terminé un ustensile que l'une d'elles retravaille le premier qui *a bu* et menace de se craqueler s'il n'est pas repris

rapidement. Elle se saisit d'un nouveau boudin d'argile dont elle enrichit cette première ébauche. Elle la lisse, la tire, l'amincit avec une dextérité étonnante en s'aidant d'une raclette de bois brut. Il semble que sous ses doigts, l'instrument se métamorphose, s'allonge, trouve sa forme jusqu'au col. "La main droite tient la raclette et façonne à l'intérieur, la main gauche surveille l'extérieur qu'elle caresse continuellement pour l'obliger à prendre forme. Khalti ne fait pas seulement les fonds de marmite. Elle travaille aussi bien que Nana. Mais de l'avis de tous, les cruches qui sortent des mains de Nana ont un cachet spécial. Elles sont toujours bien proportionnées, leurs lignes harmonieuses, leurs cols élancés, leur légèreté et la finesse de leurs ornements les font préférer de toutes les élégantes du village. Tant il est vrai que ce que nous réalisons est toujours le miroir de ce que nous sommes[20]."

Une fois ce travail pénible et absorbant accompli, elles se laissent tomber littéralement dans un coin ombré de la cour. Soufflent. S'épongent le front d'un revers de manche. Chantonnent doucement. Comme si elles berçaient ces grosses poupées d'argile aux hanches larges. Mouloud les regarde. Sans oser les interrompre.

Le repos est de courte durée. Il faut enduire d'argile blanche les cruches et les jarres qui n'iront pas au feu. D'un mouvement précis et circulaire. À l'aide d'un galet qui fait sa musique sourde sur les peaux de terre. Alors peuvent être tracés les dessins qu'elles matérialisent avec une grande concentration. Toute une foule de signes et de curieux messages dont elles ne savent pas la véritable signification. Ici des miroirs qu'elles nomment *lemri*. Là de sinueux cous de serpents qui s'appellent *a'nqiq ppuzrem.* Chaque signe a sa chanson propre que les tantes confient parfois à Mouloud. Il en va ainsi du scorpion qui se chante *tigirdemt.* Ces figures mystérieuses sont toujours tracées de la même manière. Élaborées dans un ordre immuable. Comme ces histoires qui se racontent à la *djema*, sous un arbre ou autour du brasero. Ici les mots sont des sons. Ici les signes sont des images. Leur histoire se transmet sans y rien changer. Dans la tradition rigide. Et dont personne ne se lasse. Ce mystérieux chant de signes lui rappelle celui de la langue découverte à l'école aux premiers jours. Il interroge ses tantes. Elles ne savent pas tout. Il scrute, essaye de décoder ces dessins étranges dont chacun porte en lui son secret. "Les larges ceintures, les losanges, les carrés et les cercles sont tracés en rouge avec un grossier pinceau de laine. Quant aux traits noirs, fins et droits, nul ne sait les tirer comme Nana avec des crins indisciplinés. Il faut beaucoup de patience et de délicatesse pour manier ce capricieux pinceau fait de quelques crins de mulet, ce cheveu flexible qui se promène un peu au hasard de sa gouttelette noire immaculée[21]."

Le silence n'est perturbé que par quelques cris d'enfants qui s'éparpillent dans une proche ruelle. Le braiement d'un âne amoureux. Le crépitement du feu qu'il faut maîtriser pour éviter qu'il fasse éclater une jarre, une gargoulette ou tout autre objet tiré avec minutie de cette terre craquelée à laquelle il s'en retourne.

Les plus petites poteries et les grandes jarres seront échangées contre leur mesure en orge. Les cruches ne sont troquées que contre une demi-mesure. La terre

ainsi modelée, façonnée permettra de passer un bon hiver. *Ikoufanes* remplies. Toujours sous la haute surveillance de la grand-mère.

Ce travail de la terre fascine l'enfant. Il est également l'un des signes les plus vivants de cette mutation de la terre grâce à un savoir ancestral dont les subtilités peuvent échapper au premier venu. Pourtant, cet art relève du sacré. Feraoun comprend très jeune cette transmutation qui lui “fait penser quelque part à la création, à la naissance d'Adam” comme il le dira quarante ans plus tard au jeune lycéen dont il avait soigné la grippe au vin et à la quinine… “Dès que je suis arrivé, il a tout juste pris le temps de me saluer, de me mettre un burnous sur les épaules et de m'entraîner sur une aire un peu à l'écart du village où des femmes faisaient de la poterie. Il m'a simplement dit que là se trouvait un des éléments essentiels. Et que pour bien le comprendre, il me fallait me transformer moi-même en Kabyle… [22]”

Ainsi va la vie. La guerre est là… Bien loin des montagnes kabyles, du village où s'enchaînent les saisons. Avec leurs travaux. Leurs rituels. Les angoisses du lendemain. Rien de bien nouveau. Pas plus pour la *karouba* que pour le père de Mouloud. Il frise les cinquante ans. C'est trop vieux pour servir la France. Pas assez pour abandonner son labeur. Tôt le matin, avant que le coq ne fasse sortir le soleil de sa couche, il quitte la maison. Par le froid, par le chaud, il s'en va au champ où il y a toujours à faire. Sarcler, biner, semer ou récolter. Il faut veiller sur l'âne qui sert toujours à transporter le bois, l'herbe, le fumier ainsi que les figues et le raisin et “l'orge pour la famille ou pendant la saison des légumes, des piments, des courgettes, des pommes de terre que la mère échange[ait] par platées avec des voisines contre des céréales[23]”. Le père veille également sur les quelques moutons qu'il engraisse jusqu'à la fête de l'Aïd. Il peut alors en vendre un et en sacrifier un autre. Ce qui fait la fierté de la famille car elle peut partager sa viande avec des voisins moins fortunés en cette période de conflit. Les hommes manquent. Les ventres se vident. Ramdane travaille pour deux. Et gagne moins qu'un seul *khamis*. Il entretient également une paire de bœufs qui ne lui appartiennent pas. Il les nourrit bien jusqu'au printemps et les vend à l'automne. Ce qui lui procure le tiers du bénéfice de cette transaction. La chèvre donne du lait et des chevreaux qui améliorent l'ordinaire de la famille. Il y a toujours une bonne et légitime raison à cela. Comme Mouloud Feraoun l'écrira plus tard dans *Le Fils du pauvre* : “ma mère avait deux ou trois maladies dont elle parlait souvent et qu'on ne voyait jamais. Et, tout à fait par hasard, un derviche lui conseillait de tuer un chevreau qui avait précisément la couleur du nôtre. Si ce n'était ma mère, c'était alors mon père qui venait d'attraper une insolation. Or, tout le monde sait que cette maladie provient des *djenouns*[24] qui ne quittent le malade qu'après avoir vu couler le sang d'un chevreau de la couleur du nôtre. Le troisième gros personnage qui pouvait provoquer la mort du malheureux cabri était le fils unique. Quant aux sœurs, leurs *djenouns* avaient tout au plus la hardiesse de demander des œufs. Mon père se faisait prier toute une semaine pour consentir à nous acheter tous les deux ou trois mois de la viande au marché. Mais il était toujours prêt à égorger le chevreau[25]”.

Les temps sont durs. L'Algérie rurale vient de connaître plusieurs mois de disette. Plus question de maladies feintes ou réelles… Les derniers chevreaux ont été revendus quand ils ne sont pas morts de soif ou de faim. Seuls les cailloux se récoltent encore sur les hautes terres berbères. Pourtant, le père n'ira plus vendre ses bras aux colons de Bône ou de Constantine. Finies les mines de Gafsa qui lui ont bouffé le corps jusqu'à l'os. L'avenir est au Nord. Dans les mines françaises. C'est là qu'il se rend régulièrement depuis quelques années.

Mouloud sait qu'un jour, il s'en ira une fois encore. Comme ce matin de décembre, au début de l'hiver. Il n'a pas vu la valise dans laquelle la mère a rangé des chemises aux cols retournés, des chaussettes épaisses tricotées par les tantes. “Le soir qui précéda le départ, aucun de ses enfants ne s'en doutait. Mais le hasard voulut [que Mouloud] se réveillât pendant la nuit. Son père ne dormait pas. Il priait dans l'obscurité. Il priait à haute voix, demandant à la providence d'avoir pitié de lui, de venir à son aide[26].” En ce temps de l'avant-guerre, rares étaient les Kabyles qui se lançaient dans l'émigration. “Seuls les plus hardis osaient traverser la mer, croyaient affronter de grands périls, acceptaient l'idée d'être damnés pour avoir vécu en pays chrétien, mais en revanche, se voyaient bien reçus, bien payés et bien considérés. À leur retour, ils rapportaient beaucoup plus d'argent que les autres, ne cachaient rien de ce qu'ils avaient vu, incitaient les leurs à les accompagner dans ce Nouveau Monde. Mais en général on restait sceptique et méfiant. L'idée d'aller en France ne se propageait que petit à petit. Les plus audacieux étaient ceux qui avaient fréquenté l'école[27].”

Ainsi s'installera la tradition de l'exil. Comme une forme d'économie nouvelle pour sauver la famille, la *karouba*, le village. Les hommes n'ont pas d'autre choix. Ce sera chacun son tour. Comme la vie au quotidien ou l'administration du village par les *kanouns*, sont progressivement mises en place des règles concernant l'émigration. Elle ne se fait plus au hasard. Ce sont les hommes de la *karouba* qui décident que tel ou tel autre doit partir pour gagner l'argent nécessaire à tous. Certains partent de leur propre gré. Mais généralement il existe un système de rotation. Et le désigné sait qu'il va retrouver dans telle usine, telle ville, les gens de son village. Il vivra en autarcie. Coupé du reste de monde. Protégé des risques de dilapidation de la paye dont l'essentiel servira au clan.

Dans leur exil, les Kabyles reconstituent une *djema* qui se réunit une fois par semaine pour régler les différends entre individus, pratique la solidarité et rend l'exil moins lourd en tentant de recréer les conditions d'existence traditionnelle du village.

Une petite valise. L'autobus brinquebalant. Après, le bus pour Alger. Puis le bateau. Et le train encore. Et puis les galeries étroites. Sombres. Les lourds wagonnets chargés de charbon. La poussière noire qui s'insinue sous les ongles, dans les pores de la peau, au fin fond de la gorge et des poumons. Malgré le foulard humide sur le visage. Corps arc-bouté. Roues bloquées. Grincements. Sueur. Déchirements dans le dos. Tellement présents qu'on parvient à ne plus les sentir. Les minutes comptées avant le retour à la lumière. La douche. Le couscous. La

flûte. Le corps lourd dans la nuit froide, les draps humides sans la douce tiédeur de l'épouse. Ramdane fait écrire des lettres pour donner de ses nouvelles. Toujours bonnes. Pour embrasser les enfants et passer le bonjour aux amis. Des lettres rares. De quelques lignes. Maintenant qu'il est au cours moyen, on demande à Mouloud de lire la lettre du père qui vient d'arriver. Il hésite. Il doute. Dans le livre de lecture c'est une chose, mais une lettre… C'est compliqué. Et puis, la calligraphie n'est pas celle des livres. L'enveloppe déchirée à la hâte, il y a cette écriture à la fois malhabile et appliquée. À l'encre violette. Comme celle des écoliers. Mouloud regarde à la dérobée. Il n'y arrivera pas. Son frère le tire par la gandoura : "Vite, montre-moi mon père !" Mouloud s'esquive. Alors, on fait appel à un vieux qui a suivi l'école jusqu'au certificat d'études primaires. Il se fait prier, estime que Mouloud peut aussi bien le faire. Puis il lit avec hésitation. Cherche les mots. Déchiffre l'écriture et ménage ses effets pour lire cette missive de quelques lignes à peine. Mouloud est heureux car il se rend compte qu'il aurait pu en faire autant. Peut-être mieux. Il lira la prochaine lettre. Il la relira même autant de fois que la mère, les sœurs, les tantes ou l'oncle le lui demanderont. Désormais on ne fera plus appel à un étranger pour répondre au père. C'est lui, Mouloud, qui le fera. Même pour les lettres que le père fait porter par un ami de retour au village. Il a plus confiance dans ce système quand il glisse un ou deux billets de cent francs à l'intérieur de l'enveloppe. En plus du mandat mensuel.

Il faudra attendre plus d'un an pour que le père soit de retour. Dans son pantalon poché. Sa veste difforme. Sa valise toujours aussi petite. Mais gonflée d'imprévu. C'est un copain de classe qui l'a prévenu : "cours vite chez toi ! Ton père est revenu !" Il n'entend pas même la fin de la phrase qu'il bondit sur le chemin gluant des premières pluies de septembre. Le voilà dans la maisonnette où son père reçoit déjà des voisins, des amis. Avec ses sœurs et son frère ils se frayent un passage. Le père les embrasse. Il rit d'un large rire heureux qui ne lui ressemble pas. Ils n'entendent pas les mots du père. Ils n'ont d'yeux que pour sa valise. Et le baluchon posé à côté. De ce dernier, il tire des pains et des vêtements qu'il distribue à ses proches. Puis vient le moment où il extirpe de sa valise d'autres habits qu'il offre à ses enfants. Ils s'en saisissent, les essayent, les échangent, les rangent. Noël en septembre. Même sans cabri, la fête est merveilleuse. Le père est là. Il raconte la mine. Les autres du village. La ville et les gens de là-bas. Il parle encore quand les enfants, un à un, s'endorment autour de lui comme fruits de bonheur.

Bientôt Mouloud présente le certificat d'études. Il a treize ans. Il est toujours à l'école de Tizi-Hibel. Son instituteur, M. Mhiss, l'a félicité ainsi que ses trois camarades du village qui ont également réussi l'examen : Djallal Ali, Choukrane Mebarek et Hadab Tahar. Il leur conseille de ne pas s'arrêter là.

Le père de Mouloud ne comprend pas bien l'utilité d'entrer au cours complémentaire. Il faut aller à Tizi-Ouzou… Six kilomètres ! L'enfant ne pourra pas rentrer tous les soirs. Et la famille n'a pas les moyens de payer une pension. M. Mhiss le rassure. Une marche après l'autre. Il existe sûrement des solutions. Si le maître le dit… Sans retard, il prépare ses élèves au concours des bourses d'études.

Tous trois sont assidus : écriture, dictées, problèmes de calcul, questions d'histoire ou de géographie. Les voilà fin prêts.

---

1 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre, op. cit.*, p. 49.
2 *Ibid.*, p. 48.
3 *Ibid.*, p. 49.
4 *Ibid.*, p. 49.
5 *Livre de Lecture Courante* de P. Bernard et A. Veller, p. 228 / cité par Abderrahim Sekfali dans son étude (non datée) *Manuels scolaires et pédagogie dans l'Algérie Coloniale*, publiée sur le site internet de l'Université de Skikda (Algérie).
6 *Ibid.*, p. 51.
7 *Ibid.*, p. 51.
8 *Ibid.*, p. 52.
9 *Ibid.*, p. 39.
10 *Mouloud Feraoun, acteur, témoin et martyr de l'école en Algérie coloniale*, mémoire de master II sous la direction de M. Jacques Cantier et M. Guy Pervillé, Université de Toulouse II, Le Mirail, octobre 2009, p. 23.
11 Albin Rozet (capitaine royal du corps d'état-major, ingénieur géographe attaché à l'armée d'Afrique, membre de la Société d'histoire naturelle et de la société géologique de Paris), *Voyage dans la régence d'Alger*, Paris, Arthus Bertrand, 1833.
12 Écoles religieuses où sont enseignés le Coran et les dogmes de l'Islam.
13 Alfred Rambaud, *Les Écoles françaises d'Algérie, chez les Kabyles*, L'Illustration, août 1891.
14 Maurice Poulard, *L'enseignement pour les jeunes en Algérie*, imprimerie administrative Gajoso, Paris, 1910, *ibid.*
15 Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, t. II p. 161.
16 Présence de Feraoun par Tahar Djaout Article (extraits) paru dans la revue Tiddukla nº 14, été 1992.
17 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre, op. cit.*, p. 39.
18 *Ibid.*, p. 45.
19 *Ibid.*, p. 44.
20 *Ibid.*, p. 44.
21 *Ibid.*, p. 44.
22 Entretien accordé par Albert Vayer à l'auteur.
23 *Ibid.*, p. 112.
24 Mauvais esprits, diables.
25 *Ibid.*, p. 112.
26 Mouloud Feraoun, *La Terre et le Sang, op. cit*.
27 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 59.

UNE LARGE COULÉE DE FRANCE

Le père ne dit rien. Il manque de mots. Il craint peut-être de se tromper. Il aime son fils et ne sait que choisir. Entre une immédiate paire de bras et une tête bien pleine. Mouloud est encore jeune. Son maître pense qu'il doit continuer ses études. S'il faut un sacrifice, ce ne sera pas le premier. Son fils le sait. Il se souvient de ce jour où, avec son camarade Achour, ils décident de rendre visite à leurs pères. Tous deux travaillaient à la construction du premier moulin à huile hydraulique situé à une centaine de mètres de la maison. Les deux gamins ne sont pas particulièrement intéressés par la nouvelle technologie. Saïd, un de leurs copains, leur conseille de se rendre sur le chantier juste avant midi. Le repas offert par le patron à ses ouvriers est copieux. Et l'homme est généreux… Arrivés à 11 heures sonantes, les comparses saluent leurs pères. Et le patron refuse qu'ils s'en retournent le ventre creux ! Il leur fait servir de la galette et une épaisse soupe de pommes de terre avec en prime du couscous blanc et de la viande : "devant de telles richesses, la joie prend le pas sur la honte du début. C'est la joie animale de nos estomacs avides. Dès que ceux-ci sont pleins, nous nous sauvons, le front ruisselant de sueur, sans remercier personne, emportant dans nos mains ce qui nous reste de viande et de galette[1]." Les deux pères sont extrêmement contrariés par cette intrusion. Ils ne se privent pas de le faire savoir à leur progéniture le soir même. Ce qui n'empêche pas Mouloud de récidiver dès le lendemain. Le souvenir du repas de la veille est trop fort. Même s'il appréhende la colère paternelle. Surprise. Son père ne l'admoneste pas. Il se dirige calmement vers Mouloud, pose sa grosse main sur sa tête et lui dit de prendre place à côté d'un autre ouvrier. "Tu mangeras à ma place. Je monte à la maison pour me reposer un peu. Aujourd'hui, je n'ai pas faim." Mouloud est gêné. Il mange, l'estomac noué. Sous le regard dédaigneux des autres ouvriers jugeant sans doute que son père ne sait pas élever ses enfants. En rentrant chez lui, la tête basse et le ventre plein, il retrouve son père avec "entre les mains (son) petit plat en terre cuite, orné de triangles noirs et rouges. Il achevait de manger (son) couscous noir. Ce jour-là, il retourna au travail le ventre à moitié vide, mais il grava une fois pour toutes, dans le cœur de son fils, la mesure de sa tendresse[2]."

C'est également une occasion de prendre conscience de la sollicitude de ce père soucieux que son fils soit heureux. Au prix même de ses propres sacrifices.

Octobre 1928. Mouloud qui a quize ans, effectue son premier grand déplacement. Direction Tizi-Ouzou où il doit se soumettre aux épreuves du concours en vue de l'obtention d'une bourse d'études. Il est impressionné par les vastes bâtiments de l'École primaire supérieure (EPS), par la grande cour où il

retrouve un groupe d'élèves qui se sont spontanément rangés par deux. Un instituteur leur demande de les suivre dans des couloirs qui n'en finissent pas, ouvre une porte, les prie de prendre place. Un par pupitre. Les bancs claquent. Le silence se fait. Lentement, le maître dicte le sujet qu'ils auront à traiter dans l'heure qui vient. La question posée le ramène à son vécu. Comme un témoignage. Comme une semonce… "Votre père, ouvrier en France, est ignorant. Il vous parle des difficultés qu'y rencontrent ceux qui ne savent ni lire ni écrire, de ses regrets de n'être pas instruit, de l'utilité de l'instruction. Son père étant justement dans ce cas, il put imaginer son embarras, quand il faisait son marché, quand il cherchait du travail, quand un contremaître lui donnait un ordre. Il put le supposer s'égarant dans un métro ou dans une rue. Il lui reconnut l'impossibilité de garder les secrets de famille puisqu'il devait faire écrire ses lettres par d'autres. Bref, les idées ne manquent pas, il fit une bonne rédaction[3]."

Mouloud est reçu au concours. Il va devoir entamer son exil scolaire à Tizi-Ouzou dont le nom signifie "col des genêts". Située dans la vallée de Sebaou tout en étant perchée sur une butte de deux cents mètres, la ville n'était qu'un modeste hameau jusqu'à l'arrivée des Français. Puis, elle s'est transformée en village colonial avant de devenir cette ville que l'on surnomme volontiers la "capitale du Djurdjura". Rien de commun avec Tizi-Hibel. Ici il y a des médecins, un bureau des postes, une mairie et même un tribunal. La rue principale regorge de commerces de toutes sortes : épicerie, mercerie, débits de boissons, restaurants, bars et cafés. Il y a également une école de filles et une autre pour garçons, un hôtel. Et même une gare d'où un train à vapeur fait la liaison avec la capitale une fois par jour.

L'École primaire supérieure (E.P.S.) se trouve sur les hauteurs de la ville dans le quartier ancien de Dechra. Les rues y sont plus étroites que dans le centre mais elles ont également plus de charme. Quelques maisons basses voisinent avec des habitations beaucoup plus anciennes datant de l'occupation ottomane. Mouloud est étonné d'y retrouver de nombreuses maisons kabyles tout à fait semblables à celles de Tizi-Hibel. Ce quartier abrite deux mosquées anciennes, Lalla Saida et Lalla Dmaniya, ainsi que des écoles coraniques. Un peu comme s'ils voulaient retrouver leurs marques, Mouloud se rend à l'EPS. en traversant les quartiers *indigènes* d'Ain-Halouf, Ain-Soltane, Tabenalit, Bordj Hmar.

Hélas, ces petits bonheurs seront de courte durée. En milieu de journée le directeur de l'établissement est passé dans les classes pour les inscriptions des nouveaux venus. Il a proposé à Mouloud de l'inscrire comme interne. L'élève hésite, n'ose pas refuser, dit qu'il ne peut pas se décider immédiatement. Le soir il en parle à son père qui refuse immédiatement. Trop cher. Il ne peut engager de nouveaux frais. Ni comme interne, ni comme externe. Dans le premier cas, il faut payer la pension. Dans le second, il faut trouver une chambre à louer en ville. C'est sûrement difficile et coûteux. Le père en arrive à penser que la seule solution serait l'hôtel… Mais un garçon si jeune à l'hôtel ? Trop risqué. Il faudra renoncer. Mouloud est triste mais résigné. Jusqu'à ce dimanche matin, à quelques jours de la rentrée. La providence se manifeste sous les traits d'Azir qui est déjà collégien à

Tizi-Ouzou. Il a entendu parler des problèmes de Mouloud dont il s'étonne qu'il n'ait plus remis les pieds au collège. Il a une solution. "Je suis externe, moi aussi […] et boursier comme toi. Nous sommes du même pays. J'ai hâte de n'être plus seul. Si tu le veux, nous vivrons ensemble et nous serons amis[4]." Pourquoi pas ? Mouloud est ému aux larmes. Mais comment devenir amis avec ce garçon dynamique dont la gentillesse et la disponibilité souriante plaisent à Mouloud. Azir lui explique qu'il est également boursier, que son père n'a pas les moyens de payer une pension. Heureusement, il y a un missionnaire protestant qui a un très grand internat à Tizi-Ouzou. Il y loge les jeunes venant de la montagne. Ils sont une trentaine à être ainsi hébergés. Azir a parlé de Mouloud. Le pasteur est d'accord pour l'accueillir. Le rêve… Une chambre avec une table, deux chaises, deux lits, l'électricité. Du café et du pain au petit déjeuner. Et tout ça gratuitement. Mouloud en parle à son père. L'accord est immédiat. Son fils sera en de bonnes mains. Il travaillera dans de bonnes conditions. Hors de toutes les tentations de la ville.

Le lundi suivant, Mouloud est devant la grille du collège. Dans un accoutrement qui rappelle un peu celui de son père en partance pour la mine. Pantalon long sur des chaussures douloureuses. Chemise blanche et veston de toile défraîchie. Cheveux crantés et œil vif. Il s'approche. S'affole. Face à la multitude bruyante et désordonnée, dans la grande cour dont le préau ouvre sur de larges baies vitrées. Devant cette dame méticuleusement apprêtée qui s'inquiète de chacun, vouvoie les élèves. Le voilà loin de son école primaire aux pupitres vieillots, au tableau gris et à l'odeur de poussière. La salle de classe est vaste. Les tables brillent comme si elles venaient d'être vernies. Les élèves sont aimables, polis, courtois. Mouloud se fait vite à cette ambiance studieuse. Angoissé le matin, le voilà heureux quand à 11 heures, il se rend dans une gargote toute proche pour déjeuner d'une soupe de pommes de terre et de salade accompagnés de viande. Un festin qu'il ne savoure pas. Il chipote. Toujours cette angoisse de ne pas être à la hauteur. Et celle de ne pas rentrer chez lui à la fin des cours. La cloche sonne à peine qu'Azir l'entraîne vers la pension. Elle est face au collège. Il n'y a que la route à traverser.

À peine passée la lourde porte de la pension, Mouloud est accueilli par M. Rolland. Un homme affable, chaleureux. Grand, un peu voûté, il a cependant une démarche un peu raide d'officier. Il porte une barbe de Père Blanc et s'exprime d'une voix forte et grave. Sans se presser. Comme pour bien se faire comprendre. M. Emile Rolland n'est pourtant pas un Père Blanc. Pas tout à fait…

L'Église protestante n'est pas là par hasard. Au moment de la conquête de l'Algérie, deux voies s'offrent à elle : l'installation de protestants dans les villes et le bled ou la fondation de postes missionnaires. Plusieurs missions étrangères tenteront l'aventure dès le débarquement français. Avec le même insuccès. Les autorités françaises sont méfiantes devant les risques d'une évangélisation susceptible de contrarier leurs visées politiques et d'expansion territoriale. D'autant que, dès le début de la colonisation, l'Algérie compte proportionnellement plus de protestants que la métropole.

Le protestantisme français reste un peu en retrait. C'est pour combler ce manque

qu'est créée la mission Rolland. Celle-là même où le jeune Feraoun va trouver asile durant ses années de collège. Neveu et le beau-fils d'Emile, le pasteur Albert Rolland écrivait dans une lettre du 15 juin 1977 : "C'est pour aider les jeunes Kabyles originaires de la montagne que nous avons bâti et mis gratuitement à leur disposition une dizaine de chambres rustiques mais suffisantes. Ils étaient là une trentaine par année scolaire. Ils se destinaient à l'École normale ou aux emplois dans les chemins de fer, les Postes ou les administrations publiques[5]."

Le but de la mission est clair : évangéliser la Kabylie. Émile Rolland est ouvrier à l'usine Peugeot de Montbéliard. Il apprend le kabyle et implante une première "station missionnaire" à Djema-Saharidj. Prêchant l'évangile, il regroupe autour de lui des villageois avec lesquels il organise des réunions de lecture biblique, une chorale, des rencontres de discussion et de prières. L'homme est convaincant, chaleureux. Son message en langue berbère sait utiliser les traditions berbères. Il parvient à convertir des Kabyles.

Fort de ces premières réussites, il implante une nouvelle station à Tizi-Ouzou en 1908. Il poursuit ses tournées d'évangélisation à bicyclette, se rend sur les marchés, dans des fermes isolées, descend jusqu'aux confins du désert pour apporter la bonne parole. Dans le même temps son épouse et quelques demoiselles missionnaires engagent la même action auprès des femmes. Elles créent un ouvroir au sein duquel elles enseignent la couture, le tissage, la vannerie. Tout en ménageant quelques séances d'évangile chaque matin.

Une "cible" intéressante apparaît bientôt aux yeux du couple Rolland et de ses dames : les jeunes. Pour eux ils créent un foyer où leur sont offerts le gîte et le couvert contre un enseignement religieux discret. Bientôt est ouvert un "Refuge" où sont accueillies les "femmes fautives abandonnées". Elles sont mises à l'abri, leurs enfants adoptés par le pasteur et son épouse, qui leur donneront un bon enseignement religieux dès que possible.

Le pasteur Rolland fait partie de cette grande vague prosélyte qui ne dit pas son nom. Tout en imposant ses règles, l'homme ne tolère aucun manquement à l'ordre qu'il a établi. Mouloud en fera les frais dès le premier jour.

Accompagnant une rude poignée de main d'un regard froid, il demande : "C'est toi Mouloud ?" C'est lui. Il répond d'un signe de tête. Comprend qu'il faut être plus clair…

" — Oui, Monsieur.

— Non ! Il faut dire : oui chef.

— Oui, chef.

— Azir m'a parlé de toi. Tu habiteras la même chambre que lui. Elle est prête. Tu prendras vite les habitudes de la maison. Ici, on doit bien se conduire. Tu ne fumes pas j'espère ?

— Non, chef[6]."

Mouloud n'est pas choqué de cette attitude martiale. Il est plutôt satisfait de cette tutelle hiérarchique. Elle lui permettra d'avoir un cadre strict pour réussir. Bien réussir. Car il veut aller au-delà du collège. Devenir instituteur. Il a une bourse. Il est hébergé gratuitement, son avenir est entre ses mains. Depuis qu'il s'est mis

sérieusement à étudier il sait qu'il n'a aucune difficulté. Il suffit d'y consacrer le maximum de temps. D'avoir un objectif et de s'y tenir. Ça n'est pas bien difficile dans un pareil cadre. La mission est implantée dans un environnement agréable, sur un grand terrain. Les chambres des élèves occupent une grande partie de la mission. On en compte douze. Six au rez-de-chaussée et autant à l'étage. À l'un des angles du bâtiment se trouve le logement du pasteur. Il jouxte la salle de culte, une grande pièce nue meublée de chaises, d'une table noire et d'un harmonium. Avec une cour fermée par un mur. Le jardin est très régulièrement entretenu et sa luxuriante végétation marque les saisons. Sa tonnelle large et ombragée donne sur un bassin reposant. Là se trouvent deux larges bancs sur lesquels on peut prendre place pour lire ou rêvasser. Encore que l'oisiveté ne soit pas de mise dans cet établissement conçu pour la réflexion et la réussite. Mouloud sait qu'il ne pourra rentrer chez lui qu'à l'occasion de grandes vacances. Il en a pris le parti et se soumet aux rituels de la mission. Ni de mauvaise ni de bonne grâce. Chaque dimanche, ils partent tous en forêt sous la conduite du *chef* qui veut les initier ainsi à la nature et au scoutisme. Mouloud connaît la première et s'étonne des règles du second. Il trouve curieux que des gens ordinairement sérieux s'affublent de pantalons courts et de chemises écussonnées. De foulards et de chapeaux de conquérants. Tout ça pour se donner de fausses frayeurs à la découverte d'une nature que Mouloud ne parvient pas à trouver hostile. Pour traquer en meute une autre meute tout aussi pacifique. Les Kabyles sont donc des scouts qui s'ignorent. Et ils n'ont pas même besoin de surnoms étranges ou de totems bizarres pour vivre au quotidien ce qui est édicté dans la "loi de l'éclaireur". Azir et Mouloud traînent un peu les pieds. Ils ne comprennent pas bien cet apprentissage de la morale par le feu de camp et la recherche de sources. D'autant moins que, dès le lundi, l'éclaireur peut reprendre sa carapace d'élève fourbe ou hypocrite. Pourquoi donc tant de temps et d'énergie perdus ? Le *chef* n'aime pas qu'on pose ce genre de question. Même s'il lui arrive d'en poser d'autres aux deux jeunes Kabyles. Concernant en particulier leur enthousiasme modéré. Leur manque d'implication dans la quête d'un grade. Sans doute sont-ils préoccupés essentiellement par leur réussite scolaire. Il est vrai qu'ils y consacrent tous leurs loisirs. Ils y trouvent plus d'intérêt qu'aux réunions qui, chaque soir, ont lieu en salle de culte. Tous les pensionnaires s'y retrouvent. Le pasteur leur donne à lire des versets de la Bible. Ensemble, ils chantent des cantiques. Récitent des psaumes. Avec une circonspection qui éveille l'attention du *chef*. Ces deux-là doivent être timides à l'excès. À moins que… Ils n'y mettent aucune malice. Ils n'ont pas d'aversion particulière pour cette religion. Le pasteur sait qu'il faut insister. Que la foi peut s'installer à force d'habitude. Tant et si bien qu'à la longue Azir et Mouloud se laissent séduire par cette religion. Sans jamais y trouver une foi nouvelle. Comme le racontera plus tard Feraoun dans son premier roman, les deux gamins "se prirent à l'aimer pour sa simplicité et son indulgence. Ils connurent à fond la Bible et le Nouveau Testament. Ils prenaient plaisir à chanter, même seuls, les cantiques qu'ils avaient appris à la gloire du Crucifié. Souvent, dans le secret de leur cœur, ils prièrent comme ils avaient vu prier. Mais seules leurs études avaient de

l’importance. S’ils habitaient chez le missionnaire c’était pour leur permettre de travailler dans de bonnes conditions. Leur pari de Pascal n’aurait pas de suite au-delà des années qu’ils avaient à passer au collège de Tizi-Ouzou. Par contre, ils se sont employés à l’étude. Comme en témoignera Azir au lendemain de la mort de son ami, “nous travaillions avec acharnement, tard le soir, à la lumière de bougies à deux sous. Nous étions les premiers de la classe. Il a quitté l’EPS major de sa promotion. Mais, avant de se mettre au travail, il lisait d’abord. Il a vite épuisé la bibliothèque et s’est mis à écrire naturellement[7].”

Azir et Mouloud se sont organisés pour consacrer un maximum de temps aux études. Et un minimum d’argent à leur subsistance. Ils ont acheté un réchaud afin de préparer eux-mêmes leurs repas dans leur chambre. Au menu un ingrédient unique : la pomme de terre. Elle est consommée à chaque repas. Sautée. Bouillie. En purée. Les deux potaches ne s’en lassent pas. Nécessité faisant loi, ils en mangent midi et soir durant deux ans. Par la suite, ils varient un peu les plaisirs. Tout en faisant un maximum d’économies. C’est ainsi que sur les 180 francs qui leur sont octroyés mensuellement grâce à leur bourse, ils n’en dépensent jamais plus de 80 pour la nourriture ou les frais divers. Chaque mois, ils renvoient 100 francs dans leur famille. Une véritable rente pour les parents de Mouloud. Que les études de leur fils ne coûtent rien, c’est inestimable. Qu’elles rapportent de l’argent à la *karouba*, c’est un don du ciel. Le métier de collégien peut être lucratif, la famille s’en réjouit. Jusqu’au jour où tout s’écroule. Pour le jeune Mouloud comme pour tous ses proches… Il a seize ans. Il est alors en classe de cinquième. Chaque fois qu’il revient au village, il affronte les sarcasmes des jeunes de son âge. Plus soucieux de leur mise et des regards échangés avec les jeunes filles, ils lancent d’aimables quolibets à celui qui n’est préoccupé que par sa réussite scolaire. Que fera-t-il plus tard ? Tout ça ne sert pas à grand-chose pour faire un bon parti… Mouloud argumente. Se lasse. Lâche prise. S’en retourne au collège. Jusqu’aux prochaines vacances. L’année est terminée. Il est admis en classe supérieure. Plus que deux ans puis le brevet et le concours d’entrée à l’École normale… Plus que deux ans, sans cette maudite lettre ! Arrivée à la fin des vacances d’été, juste avant la rentrée d’octobre. Mouloud lit, traduit. Il hésite. Il voudrait mentir pour les rassurer. Il ne peut pas. Sa bourse n’a pas été renouvelée. Le directeur du collège ne s’explique pas pourquoi. Les résultats de Mouloud sont bons. C’est sûrement une erreur des services académiques. Tout le monde respire. Pourtant, aucune nouvelle ne viendra dans la semaine qui vient. Ni celle qui suit. Il est impossible de trouver l’argent nécessaire pour que Mouloud puisse retourner au collège.

Mouloud a repris le chemin des champs. Il pousse quelques chèvres vers la pâture. Sans jamais se séparer de ses cahiers. Et s’il allait devenir fou à force de mots griffonnés sur tant de pages écornées. Ses parents s’inquiètent. Ses tantes déploient des trésors de tendresse. Les jours passent. Jamais l’hiver n’aura été si froid. Jamais les moqueries n’auront été aussi déprimantes. “Le directeur avait promis d’écrire à l’académie d’Alger, il avait parlé d’omission, d’oubli, d’erreur. On ne pouvait pas supprimer d’un coup toutes les bourses d’un établissement !

Mais comment faire entendre cela aux railleurs[8] ?”

Il faudra attendre ainsi plus de deux mois. À la fin du mois de décembre, le facteur apporte une lettre. C’est tellement rare ! Mouloud est fébrile. Il a reconnu l’en-tête. Il déchire fébrilement l’enveloppe. Ses yeux se troublent. On ne pleure pas de joie. Il se frotte le nez d’un revers de manche. Replie la lettre et annonce d’une voix sourde : “Ça y est ! La bourse… La bourse est arrivée !”

La mère promet d’aller porter une offrande à une *koubba*[9] toute proche. Mouloud s’habille à la hâte. Sans retard, il rejoint son collège. Travailler. Encore et encore. Rattraper les deux mois perdus. Mouloud rentre chaque soir à la pension avec des notes prises en classe, les cahiers prêtés par l’un ou l’autre. Comme Azir, lui aussi boursier suspendu, il travaille tard dans la soirée. Continue à lire et écrire après l’extinction des feux. À la lueur d’une bougie. Aux toilettes. Sous un escalier. Il ne peut pas se permettre de redoubler une année. Chaque jour, chaque minute lui sont comptés.

Bientôt, à force de volonté et de persévérance, il se sent revenu au niveau de ses camarades. Jusqu’à ce jour où le professeur de français se déplace dans les travées. Il parle des romantiques, de Lamartine, du souvenir, du retour sur les lieux du bonheur. Des regrets et des remords. La classe est muette, émue, admirative. Chacun partage le souvenir de l’homme seul qui ne parvient pas à arrêter le temps sur un moment de bonheur, à arrimer son existence dans le mouvement du temps. Dans l’océan des âges. Le professeur s’arrête devant le pupitre de Mouloud. “Tiens ! Toi… Fais-nous ressentir tout ça. Il suffit de réciter *Le Lac*. Mouloud se lève. Mains dans le dos. Gorge nouée. Il récite. Dans la métrique stricte d’une table de multiplication…

“Tout à coup des accents inconnus à la terre
Du rivage charmé frappèrent les échos ;
Le flot fut attentif, et la voix qui m’est chère
Laissa tomber ces mots :
“Ô temps ! Suspends ton vol, et vous, heures propices !
Suspendez votre cours :
Laissez-nous savourer les rapides délices
Des plus beaux de nos jours !”

Le professeur le regarde. Un regard noir. Il lui faut s’arrêter. Savoir ne suffit pas. Il vient d’en faire l’amère découverte. “Il y manque tant de douceur mélancolique !” commente le maître avec une mine dépitée, offensante. Mouloud s’assoit. Il lui faut apprendre pour comprendre. Pour partager. Il le sait désormais…

Son objectif reste inchangé. Se présenter au Brevet élémentaire (BE). C’est le sésame pour le concours d’entrée à l’École normale qui se fait sur les mêmes épreuves que le brevet. Ceux qui ont plus des cent vingt points exigibles pour le BE et qui en ont exprimé le désir sont classés pour l’École normale. Il veut être de ceux-là.

Chaque année, dès la fin du mois de juin, Mouloud retrouve les siens à

l’occasion des vacances d’été. Trois mois durant, il va vivre les plaisirs du village. Tellement différents de ceux de la ville. Les palabres à la *djema*. Les longues histoires qui célèbrent l’Histoire. Avec des silences et des accents de voix qui feraient bien pâlir M. de Lamartine. Pourtant au bout de quelques semaines, il ressent à nouveau le grand vide qu’il éprouve dans l’éloignement de l’école. Cette année sera la dernière. Celle du brevet ! L’événement est de première importance. Il ne parvient cependant pas à en éclipser un autre qui fait la une de tous les journaux : le *Centenaire de l’Indépendance.* Centenaire de l’indépendance ?

Cette année 1930 et la suivante marquent l’apothéose de la politique coloniale qui va se matérialiser à Vincennes par l’Exposition coloniale. Jusqu’en novembre 1931, près de huit millions de personnes, dont quatre millions de Parisiens et de banlieusards, trois millions de provinciaux et un million d’étrangers, parcourent cette cité de l’éphémère. Et de la gloire. Les deux étant intimement liés sans que personne ne le pressente. L’affiche de l’expo propose “le tour du monde en un jour”. Sur cent dix hectares, le visiteur parcourt l’ensemble des colonies françaises tout en ayant un aperçu des possessions des autres puissances et une vision des enjeux économiques. Chacun participe à la célébration de la grandeur de l’expansion française d’outre-mer. Le *Guide officiel*, rappelle aux visiteurs : “*vous êtes ici en dehors de la curiosité, parce que vous avez senti qu’aujourd’ hui cette grande collectivité humaine qu’est la France a des horizons plus larges que ceux que vous avez été accoutumés à voir sur une carte de l’Europe*”. L’ambition est politique. Il s’agit de faire connaître et de faire aimer aux Français leur Empire. Très loin de Vincennes, les professeurs du collège de Tizi y participent largement en exhibant des reportages parus dans *L’Illustration* où l’image d’Épinal le dispute aux photographies glacées d’un univers concentré à Vincennes. Au beau milieu de messieurs en jabot, de dames en crinolines, d’ouvriers en casquettes et de sauvages en pagnes. Le *chef* se fait également le propagandiste de cette France sans frontières où l’exotisme côtoie le grandiose et le rêve. Des palais mauresques côtoient des cases africaines, ou des temples indiens. Des restaurants ouvrent leurs tables sur les cinq continents. Sur le lac Daumesnil, des embarcations indigènes proposent de faire des ronds dans l’eau en rêvant des côtes barbares. Chaque soir, des fêtes lumineuses et des jets d’eau enflammés donnent accès aux nuits coloniales animées par des griots, danseurs ou musiciens en costumes de leurs terres lointaines. Et forcément hostiles. Mais personne ne tremble plus. La France est présente jusqu’aux confins de la barbarie. Elle soumet des peuples barbares et leur apporte progrès, civilisation et religion.

Le professeur d’histoire montre à ses lycéens un grand reportage publié dans *L’Illustration.* Il concerne le pavillon de l’Algérie dont le reporter commente la magnificence avec emphase. C’est incontestablement le fleuron de la colonisation française. Et celui de l’Exposition au sein de laquelle l’Afrique du Nord tient une place d’exception. L’Algérie est perçue comme “le prolongement de la *France méditerranéenne*”. Elle est le “chef-d’œuvre colonial” de l’Hexagone ou bien encore comme “une large coulée de France en Afrique du Nord”. Elle propose au visiteur “un pavillon monumental contenant en un groupement artistique et

rationnel tout ce qui fait la beauté, la grandeur et la prospérité de cette colonie[10]”.

Avec sa mise en valeur des richesses économiques de cette colonie composée, depuis 1881, de trois départements, l’Algérie de Vincennes se présente tel un Eldorado moderne et pacifié. Mouloud et Azir ne s’y reconnaissent pas. Hormis dans la présentation de quelques poteries kabyles. Des cruches, des chandeliers ou des *ikoufanes* de la vie courante présentés comme des œuvres d’art. Étrange !

Le professeur d’histoire évoque un voyage scolaire organisé par la ville de Vincennes. Blouse grise et regard bleu, il applique à la lettre le programme scolaire préconisé par les conquérants de la IIIe République. Avec l’épopée de la conquête, l’expédition d’Alger, la “reddition” d’Abd el-Kader et la “mission civilisatrice” de Bugeaud et des autres. Le même programme dans l’ensemble de cette France impériale pour laquelle l’histoire commence avec la conquête de ces territoires. Bien plus tard, Mouloud Feraoun se souviendra d’un de ses maîtres kabyles. En tous points semblables à ce bon Français patriote : “Il m’a appris très tôt que la France était ma patrie adoptive et que par conséquent j’étais un orphelin dont on prenait soin. Cela mit dans mon cœur beaucoup d’humilité et de reconnaissance attendrie et j’aimais la France plus qu’un petit Français.” Il explique à ses élèves la signification des trois couleurs et de la devise républicaine. Feraoun est étonné par la candeur de l’enseignant qui, en évoquant ces grands principes de la République, affiche une touchante naïveté. Elle ne se dément pas quand il évoque l’Empereur à la barbe blanche ou le Roi-Soleil. Plus tard Feraoun n’hésitera pas à estimer que son maître compensait par l’anecdote et le lyrisme sa connaissance approximative de l’histoire de France. Mais l’important restait la fascination qu’il exerçait sur une classe pour laquelle le temps était aboli. Les gamins vivaient chaque événement avec une proximité telle qu’ils n’auraient pas été étonnés de voir Hannibal franchir la porte de la classe ou Charlemagne surgir du tableau noir. Ce maître qui avait une égale admiration pour Napoléon et Robespierre ne cachait pas cependant son mépris pour le dey Hussein “dont le fameux éventail nous sauva pourtant de la Barbarie. Enfin il jurait par Jules Ferry et vivait dans la crainte perpétuelle de mécontenter l’inspecteur primaire.”

Des images de l’Exposition coloniale aux manuels scolaires, le même hymne à la grandeur souveraine est décliné. Sans jamais aborder les petits problèmes qui se posent ou perdurent sur ces territoires moins idylliques. La pauvreté et l’émigration de populations déstructurées. Les disettes et les terres confisquées. L’école à deux vitesses et les déceptions croissantes qui, au début de cette décennie, provoquent les premiers soubresauts nationalistes.

Dès 1926, un certain Ahmed Mesli crée à Paris l’Étoile nord africaine (ENA). Il en est le secrétaire général. Les autorités françaises estiment que ce jeune homme de vingt-huit ans n’est qu’un idéaliste dont les thèses sont sans avenir. Parler d’indépendance, alors que l’Algérie est au faîte de sa gloire… Foutaises ! Les services de renseignements enquêtent. Leurs conclusions sont rassurantes. Le quidam a fréquenté une *zaouïa* mais il a suivi sa scolarité à l’école française. Il a

fait son service militaire à Bordeaux avant de militer au Parti communiste français (PCF). Mais, il est marié à une Française et se ferait appeler… Messali Hadj. Il aurait mis au point une plate-forme préconisant “l'indépendance totale des trois pays d'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie et Maroc”. Il y est également question de la création d'un État algérien indépendant avec “la remise en toute priorité à l'État des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et de tous les services publics que détenait la France”.

L'État français n'a cure de toutes ces sornettes indépendantistes sans avenir. L'Exposition coloniale bat son plein. Et nul ne pourrait en distraire les Français de métropole et des colonies. Pas même la contre-exposition des surréalistes organisée en parallèle avec le soutien du parti communiste[11]. Elle est beaucoup trop défaitiste ! Les visiteurs n'y découvrent que les exactions et les crimes des conquêtes coloniales. On y présente des témoignages d'Albert Londres et d'André Gide sur le travail forcé, plus communément appelé esclavage, qui perdure dans bien des pays africains conquis et civilisés. On y évoque la crise économique mondiale et les colonies. Les mouvements nationalistes y sont également présentés. Ce, aux côtés d'un vaste espace consacré à l'URSS. Les organisateurs souhaitent ainsi “opposer au colonialisme impérialiste l'exemple de la politique des nationalités appliquées par les Soviets” (*sic*).

Alors que le gouvernement français célèbre en grande pompe le centenaire de l'Algérie, un courant de pensée réformiste s'inspirant des *Frères musulmans* égyptiens est créé en mai 1928[12] : l'*association des oulémas musulmans algériens* regroupe des militants déterminés autour des cheikhs Abdelhamid Ben Badis et Bachir Ibrahimi. Initialement religieuse et morale, cette association va vite revendiquer l'indépendance du pays, en l'assortissant cependant de “l'aide de la France”. Elle demande également le “nettoyage” de l'islam du maraboutisme et des superstitions qui auraient été encouragés par les autorités coloniales. Sa première action est la création de médersas au sein desquelles sont enseignées les thèses nationalistes. On en comptera deux cent trente-trois en 1939.

Mouloud écoute la leçon d'histoire de France. Avec le même air faussement intéressé que celui qu'il adopte quand le *chef* lit un passage des Écritures. Il a pris de l'assurance. Grâce à ce brevet qui lui confère un statut de savant auprès des gens du village, on le consulte comme on le ferait d'un avocat pour des problèmes difficiles auxquels il ne peut apporter aucune réponse. Chaque fois qu'il est en vacances, les gens font la queue chez lui. L'un pour faire lire une lettre arrivée quelques jours plus tôt. L'autre pour en faire écrire une. Ou pour demander des éclaircissements sur un dossier administratif. Son père lui demande conseil à tout propos. Ses cousines et ses cousins ne cachent pas une évidente fierté de sa simple présence à leurs côtés. Mouloud n'en tire aucun orgueil. Il est fier. Pour lui. Pour eux tous qui sont fiers de lui. Même s'il souhaiterait que la situation s'inverse. Que les gens le rassurent sur son avenir. Qu'ils lui redonnent cette confiance qui l'abandonne au fur et à mesure qu'il avance dans ses études. Il se souvient de ce que lui a dit son père quand il a quitté sa famille pour le collège. “Va, mon fils,

Dieu sera avec toi. Il te montrera le chemin.” Une manière de lui faire entendre que désormais, il ne pouvait plus demander leurs avis aux hommes. Ils n’étaient plus en mesure de l’aider. De le guider. “Lui savait très bien que s’il échouait, les portes de l’École seraient à jamais fermées pour lui car il était à la limite d’âge exigée pour le concours. Il aurait encore à travailler seul, dans de mauvaises conditions. Ses parents ne pouvaient savoir qu’en cas d’échec il demanderait à partir en France. Cette idée l’avait hanté tout l’été. En France, il trouverait à s’embaucher en usine comme manœuvre. En Algérie, il était pris dans cette alternative : ou devenir instituteur, ce qui signifiait l’aisance pour toute sa famille, ou redevenir berger[13].”


Extrait du tract surréaliste du 30 avril 1931.



L’idée du brigandage colonial (le mot était brillant et à peine assez fort), cette idée, qui date du XIXe siècle, est de celles qui n’ont pas fait leur chemin. On s’est servi de l’argent qu’on avait en trop pour envoyer en Afrique, en Asie, des navires, des pelles, des pioches, grâce auxquels il y a enfin, là-bas, de quoi travailler pour un salaire et, cet argent, on le représente volontiers comme un don fait aux indigènes. Il est donc naturel, prétend-on, que le travail de ces millions de nouveaux esclaves nous ait donné les monceaux d’or

qui sont en réserve dans les caves de la Banque de France. Mais que le travail forcé – ou libre – préside à cet échange monstrueux, que des hommes dont les mœurs, ce que nous essayons d'en apprendre à travers des témoignages rarement désintéressés, des hommes qu'il est permis de tenir pour moins pervertis que nous et c'est peu dire, peut-être pour éclairés comme nous ne le sommes plus sur les fins véritables de l'espèce humaine, du savoir, de l'amour et du bonheur humains, que ces hommes dont nous distingue ne serait-ce que notre qualité de Blancs, nous qui disons "hommes de couleurs", nous hommes sans couleur, aient été tenus, par la seule puissance de la métallurgie européenne, en 1914, de se faire crever la peau pour un très bas monument funéraire collectif – c'était d'ailleurs, si nous ne nous trompons pas, une idée française, cela répondait à un calcul français – voilà qui nous permet d'inaugurer, nous aussi, à notre manière, l'Exposition coloniale et de tenir tous les zélateurs de cette entreprise pour des rapaces. Les Lyautey, les Dumesnil, les Doumer, qui tiennent le haut du pavé aujourd'hui dans cette même France du Moulin-Rouge n'en sont plus à un carnaval de squelettes près…

Breton André, Eluard Paul, Péret Benjamin, Sadoul Georges, Aragon Louis, Char René, Tanguy Yves, Unik Pierre, Thirion André, Crevel René, Alexandre Maxime, Malkine Georges.

La petite valise de l'exil. Comme le père. Le départ vers l'Eldorado. Et au fond de la mine, l'enfer dans un grincement du wagonnet qui file. Prend de la vitesse. Nul ne peut l'arrêter. Toujours ces mêmes images. Amar qui était un camarade de travail de Ramdane venait d'arriver de Paris. C'était en 1928. Il rapportait de sombres nouvelles concernant le père. Il avait failli mourir. Toute la famille était sous le choc. Elle demandait des détails. Est-il vraiment sauvé ? Dans quel état ? Est-il vraiment vivant ? "Amar… Tu dois dire toute la vérité ! La vraie vérité !" Amar fait un signe de la main. Rassure. Invite à l'écouter : il a été blessé par un tombereau. Il a été rapidement hospitalisé. On l'a soigné et il est sorti. Il va reprendre son travail et envoie deux cents francs. Tout en leur précisant qu'il ne pourra pas faire d'autre envoi avant quelques mois. S'ils venaient à manquer d'argent, qu'ils vendent la chèvre et un arbre. Voilà qui n'augure rien de bon ! Même si Amar réconforte à nouveau toute la famille. Le père a beaucoup souffert mais maintenant il est hors de danger. Il touchera désormais une pension de 74,40 francs jusqu'à la fin de sa vie.

Le lendemain, à l'école, le maître fait sa leçon de morale quotidienne avant de la commenter de la sorte : "L'enfance, c'est l'âge heureux ! Vous, écoliers, vous n'avez d'autres préoccupations que de vous instruire ou de vous amuser. Vous avez le sommeil tranquille, vous ne pensez à rien. Quelquefois votre père passe toute une nuit sans dormir, tourmenté par toutes sortes de difficultés. Il pense à ses enfants, aux créanciers qui le tracassent, aux *ikoufanes* vides. Vous êtes insouciants, vous ne connaissez aucun de ces tourments[14]." Ce soir-là pourtant

Mouloud a eu bien du mal à s’endormir. Il a fait des cauchemars. Il s’est réveillé avec une indéfectible volonté. Il ne sera ni berger. Ni ouvrier.



Mouloud Feraoun en blouse (2e à gauche) avec ses condisciples de l’École normale de Bouzaréa.

---

1 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 61.
2 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 103.
3 *Ibid.*, p. 115.
4 Citée par Marie Hélène Chèze, *Mouloud Feraoun, la voix du silence*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 21.
5 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 118.
6 *Ibid.*, p. 117, 118.
7 *Ibid.*, p. 124.
8 *Ibid.*, p. 124.
9 Tombeau d’un saint ressemblant à une petite chapelle sous une coupole.
10 André Demaison, *Guide officiel de l’exposition coloniale*, Fonds des Archives départementales du Val de Marne (A 32.58), 1931.
11 Archives du PCF (Bol. 461) et *Monde diplomatique* de janvier 2001, Nicolas Bancel, “Un événement oublié de la république coloniale 1931. Tous à l’expo”.
12 Cette organisation panislamiste a été fondée par Hassan el Banna en Égypte. Son objectif officiel était la renaissance islamique et la lutte non violente contre l’influence occidentale dans les pays à majorité musulmane où elle a rapidement essaimé, notamment au Moyen-Orient, au Soudan et en Afrique du Nord.
13 *Ibid.*, p. 104.
14 Mouloud Feraoun, « Images algériennes d’Emmanuel Roblès », Revue *Simoun*, nº 30,

Paris, Seuil/Points, décembre 1950, repris dans *L'Anniversaire*, 1972, p. 59.

BIENVENUE À MABOULVILLE

Octobre 1932. Le voilà devant la grande porte. Il en a si souvent rêvé de ce jour où il serait là au seuil de sa nouvelle vie. Il s'immobilise. Un peu tétanisé à l'idée de ce qui l'attend. Ces études qui lui permettront d'être maître. De devenir bientôt l'égal de ceux qu'il vient à peine de quitter.

Plus de vingt-cinq ans plus tard il évoquera ce premier jour à l'École normale : "Je me revois en ce jour lointain de rentrée où j'y arrivais avec ma valise neuve, dans mon costume neuf, porteur d'une immense joie neuve que j'avais du mal à retenir parce qu'elle était plus lourde que ma valise et qu'il lui fallait vite s'échapper, envahir l'école, se laisser respirer par mes nouveaux camarades, s'éparpiller dans le grand domaine qui allait être le mien." Souffle court. Boule de fonte dans la gorge. Encore et toujours ce même sentiment de n'être pas à la hauteur. Comme lors de sa rentrée au cours complémentaire de Tizi-Ouzou. Comme si cette nouvelle marche était une marche de trop. Presque une audace dont il ne manquerait pas de subir le contrecoup du sort. Il marque un temps d'arrêt. Regarde cette immense bâtisse aussi austère qu'une caserne. À peine plus de fenêtres que n'en compterait un couvent. Et tellement petites ! Sans en rien savoir, il devine que ce bâtiment témoigne d'une longue histoire dans laquelle il va s'inscrire. Modestement. Trois années durant. L'histoire – celle de l'école – remonte à 1865. Napoléon III est sollicité par le gouvernement général de l'Algérie en vue de la création d'une École normale pour les Européens et les *indigènes*. Il s'ensuit un décret impérial pris en date du 4 mars de la même année. La première école normale d'Algérie sera édifiée sur un terrain situé à Mustapha supérieur (actuel parc de Galland). Un architecte planche sur le projet qui se matérialisera sous forme d'une bâtisse néo-mauresque entourée de jardins.

L'école est inaugurée le 16 janvier 1866 par son directeur M. Leduc qui, jusque-là, était en responsabilité de l'école normale des Basses-Pyrénées. Participent également à la cérémonie les autorités civiles et militaires ainsi qu'un *ttaleb*[1] et un abbé qui auront la charge de l'accompagnement moral et religieux. Chacun pour les étudiants de sa communauté.

Pour la première promotion 36 candidats (14 Européens et 22 indigènes) concourent. Malgré un arrêté en date du 3 août 1865 précisant que chacune d'elles doit accueillir 2 Européens pour 1 musulman, cette première promo ne compte que 3 *indigènes*… Et grâce à la grande mansuétude du jury.

Tout va pour le mieux à l'école. Jusqu'à ces mouvements… de terrain. Ils sont suffisamment alarmants pour envisager son transfert en 1877. De plus, les locaux sont un peu étroits pour les 54 étudiants qui la fréquentent alors. Les autorités temporisent. Mais de nouvelles menaces telluriques et une épidémie de typhoïde

accélèrent le transfert. Dans la cohue et l'affolement. L'École normale investit les bâtiments inachevés d'un asile d'aliénés au quartier de la Bouzaréa. Des générations de normaliens appelleront leur école *Maboulville* (littéralement : la ville des fous).

L'insatisfaction est générale. Dans un mémorandum les enseignants et le personnel dénoncent une "installation malsaine et dangereuse" sur des terrains schisteux instables. Sans parler de l'orientation sous les vents dominants favorisant "eau, grêle et neige dans les dortoirs et les salles d'études. Les façades exposées aux vents d'ouest et d'est entraînant des hivers très rigoureux et des étés brûlants". Ils se plaignent également du "trop grand éloignement des centres intellectuels et artistiques" et des "difficultés de logement pour les professeurs".

Les autorités académiques restent sourdes. L'école va se développer dans ces locaux inadaptés avec la création de nouveaux dortoirs, de laboratoires, de bibliothèques ou de jardins.

Côté recrutement, l'administration a des difficultés concernant les élèves indigènes. Elle y fait face en 1883 avec la mise en place du "Cours normal indigène". Plus connu sous le nom de "section spéciale" qui intègre sur concours des élèves indigènes possédant le certificat d'études. La scolarité dure deux ans, puis elle passe à trois années. Les élèves se présentent ensuite au Brevet élémentaire pour être nommés "instituteurs indigènes".

Avec cette "section spéciale" les effectifs augmentent sensiblement et l'école normale de Bouzaréa devient la plus importante de France. Même si à cette époque, les normaliens s'éclairent à la lampe à huile et vont chercher l'eau au fond d'un ravin distant de huit cent mètres ! L'eau courante et l'électricité ne seront installées qu'en 1914.

Le statut des maîtres des deux sections est différent. Comme l'explique Fanny Colonna[2] : "de 1883 à 1894 les cours sont assurés par les mêmes maîtres : des professeurs d'École normale ou des maîtres adjoints. À compter de 1894, les maîtres du cours normal sont choisis parmi les instituteurs de l'enseignement des indigènes. La différence est d'importance : faisant carrière en Algérie dans l'enseignement des indigènes, les nouveaux maîtres ne peuvent pas avoir la même vision, ni les mêmes rapports avec les élèves. Sans doute des professeurs d'École normale recrutés en France, plus frottés de libéralisme, auraient-ils risqué de traiter les élèves indigènes comme des Européens.

Entre 1910 à 1928, quelques réformes sont entreprises dans une optique plus égalitaire. Ce qui n'empêche la création, en 1920, d'une École normale indigène qui jouxte l'École normale française. Cette structure spécifique comprend toujours deux sections semblables à s'y méprendre à l'ancienne « section spéciale » et l'ancien « cours normal ». La seule réforme importante et réelle concerne le remplacement dans les fonctions d'enseignement des indigènes par des professeurs d'École normale.

Une amorce de réel changement voit le jour en 1924 : les candidats européens et indigènes sont enfin recrutés au même concours, sur les mêmes épreuves[3]."

Quand Mouloud Feraoun intègre l’École normale, la ségrégation existant entre Européens et indigènes n’a été supprimée que depuis trois ans. Ça n’est que depuis 1928 que le concours d’entrée est le même pour tous. Les cours suivis et les examens le sont également.

Le rythme de la vie scolaire, comme celui des journées, est strictement le même. Au fil des ans, les situations évolueront. Tous les futurs maîtres seront au moins égaux sur un point : un programme intensif. Les normaliens passent dix mois et demi à l’École. Ils ne bénéficient que de six semaines de vacances en août et septembre. Quant à l’emploi du temps, il laisse peu de temps à la rêverie. Réveil à quatre heures et demie. Il faut aussitôt “refaire son lit au carré”, se toiletter à l’eau froide et se rendre, cinquante minutes plus tard, dans les salles d’études. En silence et en rang. Après les prières, les étudiants doivent préparer les cours du matin. Encore et toujours “dans le silence le plus rigoureux”. À sept heures et demie, ils déjeunent et bénéficient d’une récréation. Silencieuse, bien entendu !

Les cours se déroulent entre huit heures et midi et demi, sans interruption. Après le repas (dont la durée ne peut excéder vingt minutes) une pause leur est accordée jusqu’à 13 h 30. Y sont interdits “les rires bruyants, les clameurs et les chants” de quelque nature qu’ils soient. Il est bon de préciser que ces récréations sont généralement occupées par des travaux de jardinage aux évidentes vertus relaxantes.

À partir de 13 h 30, les normaliens se retrouvent en étude surveillée pour deux heures. Ils précèdent les cours qui durent jusqu’à 18 h 30. Ensuite, les élèves bénéficient d’une heure pour le souper et d’une récréation avec… quelques travaux de jardinage. On se retrouve ensuite en salle d’étude jusqu’à 21 h 30. Retour aux dortoirs surveillés par des maîtres-auxiliaires. Extinction des feux à 22 heures.

Ce n’est pas par hasard que les écoles normales sont baptisées “séminaires laïques” par les élèves maîtres autant que par leurs professeurs. Celle de la Bouzaréa sera surnommée “la petite Chartreuse”. Tout, aussi bien dans l’architecture des locaux que dans la “règle de vie” rappelle la vie monastique : les galeries voûtées rayonnant à partir d’un demi-cloître central, le style des bâtiments, mélange de roman et de mauresque, l’internat obligatoire, la cloche rythmant les heures du lever au coucher, et jusqu’à l’emploi du temps du personnel de nettoyage et des cuisines, réglé à quinze minutes près, comme celui des frères convers. Malgré les réformes successives et une volonté de libéralisme très tôt affirmée, l’organisation intérieure paraît avoir été extrêmement coercitive[4].”

Figés dans leur immuabilité, l’école et son règlement n’ont pas pris une ride quand le jeune Feraoun se retrouve devant l’institution. Il hésite encore avant de franchir le large portail ouvert à deux battants pour ce jour d’accueil. Tout se passera bien. Il essaye de s’en convaincre. Il n’a pas le temps de se poser d’autres questions qu’un “vétéran” se présente à lui. C’est un élève maître de troisième année qui a la charge de présenter l’école et d’accompagner le nouveau venu à travers les couloirs sans fin où stagne une odeur de soupe froide et de crésyl. Jusqu’au dortoir où il lui indique sa place, lui explique comment ranger son

trousseau, faire en sorte que son placard soit méticuleusement ordonné. Ils échangent quelques mots. Sur les horaires. La discipline. Les profs. Le garçon est avenant. Sympathique. Il lui semble relativement décontracté eu égard à la discipline du lieu. Il lui apparaît “comme un frère aîné”. Pourtant, Mouloud ne pouvait pas tomber plus mal… “J’avais affaire à la lanterne rouge des troisièmes, le plus facétieux, le plus fainéant des potaches dont les fantaisies égayaient les anciens et faisaient souffrir les nouveaux. Ceux qui se souviennent du camarade Roux pourraient dire si j’exagère. Mais, moi, je bénis le hasard qui l’a bien inspiré en ce premier jour où il me donna l’impression de m’introduire dans un monde amical qui vous prend tel que vous êtes, pour la bonne raison que vous êtes venu à lui.” La suite lui prouvera que cette vénérable maison a ses zones d’ombre. Ses habitudes héritées du passé. Ses fonctionnements particuliers. Ses castes également.

Sans perdre de temps, Mouloud rejoint ses jeunes condisciples dans une vaste salle où sont prononcées quelques phrases de bienvenue à l’attention de la promotion 1932-1935. Convenues. Polies et fermes à souhait. Ordre, discipline, rigueur ponctuent ce discours du directeur, M. Charles Dumas qui exerce cette fonction depuis 1925. Droit dans son costume croisé. Un visage rond barré d’une épaisse moustache à la Clémenceau. Impeccablement coiffé, une raie sur le côté, il a un regard amusé. Il paraît à la fois chaleureux et exigeant. Comme quelques-uns des enseignants qui l’entourent. Mouloud aura le loisir de les découvrir à la dérobée dans la salle des professeurs sur une vaste fresque peinte en 1929. L’un des enseignants est caricaturé en maquignon à chapeau noir. L’autre en gendarme. Celui-ci en émir. Cet autre en mage tenant une mappemonde. Celui-là, les yeux dans l’éther, en robe d’étoiles, une lunette en main. Chacun est représenté selon sa discipline. Avec ses attributs. Parfois aussi avec un pastiche de son caractère, de ses petites manies. Qu’il s’agisse de Rousseau, le prof de dessin, devant son chevalet. De Schlafmunster, le prof de sciences, recherchant l’improbable derrière une loupe étrangement pointée sur le dos d’un porc.

Qu’on ne s’y trompe pas pour autant. Si les enseignants ont bien voulu céder à la caricature ils n’en assument pas moins, avec un grand sérieux, un programme aussi vaste qu’éclectique. À la Bouzaréa on enseigne la calligraphie, la lecture, la rédaction et la pédagogie. Ainsi que le français, l’histoire, la géographie, l’arithmétique, le système métrique, l’algèbre, la géométrie, la physique, la chimie, l’histoire naturelle et le dessin. Pour corser le tout, une bonne dose de morale, d’éducation religieuse et quelques notions élémentaires de mécanique et d’industrie. Un peu de chant et d’orgue, de la gymnastique et des préceptes d’hygiène complètent cette formation dans laquelle figurent aussi des initiations à l’agriculture et à l’horticulture, à l’administration et à l’état civil. Dès les premières années d’existence de l’école on y adjoindra l’étude de l’arabe.

Il va de soi que les étudiants sont là pour réussir des carrières brillantes. Chacun selon son appartenance communautaire. Une distinction restant encore sensible entre les fonctions des Européens et celles des indigènes. Ces derniers se voyant attribuer essentiellement les écoles du bled et accédant plus rarement à des postes

d'encadrement ou d'inspecteurs.

Fort heureusement, à la Bouzaréa, le cadre est agréable : de larges galeries aux arcades mauresques ouvrent sur la nature ou sur un jardin exotique agrémenté d'une large pièce d'eau. L'intérieur des bâtiments est beaucoup plus austère. Le mobilier se limite à des armoires, des pupitres massifs qui agrémentent sobrement de vastes salles nues sur lesquelles tombe une lumière crue. Rien ne doit distraire le futur maître de ses études. Et s'il était nécessaire, le règlement de l'école y insiste encore à l'époque où Feraoun y étudie. Par exemple l'article 7 précise : “aucun congé, aucune sortie, ne peut être accepté pendant la durée normale d'étude, sauf circonstance exceptionnelle”. Néanmoins, le jeudi après-midi le normalien peut recevoir sa famille ou faire sa correspondance… Entre deux études libres. Heureusement le dimanche la journée est plus calme. Les normaliens qui le souhaitent se rendent à la messe “revêtus de leur uniforme, et encadrés par le directeur et les maîtres adjoints”. Ils peuvent ensuite profiter de leur liberté jusqu'à l'heure du repas. Ils ont alors tout loisir de vaquer quelques heures à des occupations non scolaires. Jusque vers 17 heures. Ils leur faut alors reprendre le chemin de l'église pour assister aux vêpres. Les musulmans ne sont pas astreints à ces offices religieux. Mais à peine sont-ils terminés qu'ils doivent rejoindre le reste de la troupe pour une promenade “en rangs et en silence”. Ces règles perdureront de nombreuses années. Ainsi, une note de service du 6 juin 1936 rappelle “expressément aux élèves qu'ils doivent, en ville et dans les voitures publiques, durant les sorties ordinaires ou extraordinaires (individuelles ou en groupes) dont ils bénéficient, se tenir correctement, éviter tout propos déplacé, toute attitude négligée, toute manifestation bruyante qui ne manqueraient pas d'être interprétés dans un sens défavorable à la bonne réputation de l'École et au prestige de la fonction d'éducateur”.

Pour bien marquer leur appartenance et leur engagement, les élèves maîtres devront porter un uniforme. Longtemps il se composera d'une tunique de drap bleu foncé surjeté d'un liseré bleu clair. Elle sera rehaussée de palmes en soie blanche aux collets et d'une cravate noire. Tous porteront la casquette… Sauf les *indigènes* qui, eux, seront affublés d'une chéchia à gland violet. Leur uniforme se composera d'une veste abricot à soutaches et d'une ceinture en mérinos vert. De quoi rappeler l'uniforme des tirailleurs ou des zouaves. Ce qui n'est sûrement pas un hasard.

Alors que dès 1889, les élèves européens sont dispensés de porter un uniforme (complet veston et pantalons assortis) jugé peu seyant et inadapté au climat algérien, les *indigènes* y sont astreints jusqu'en 1921. Il en va de même durant les cours. Les élèves européens portent un sarrau, les élèves indigènes une blouse paysanne et il leur est interdit d'adopter un autre vêtement, même à leurs frais.

Cette formation, ce conditionnement dans un univers confiné tout entier dévolu à la découverte et à l'affirmation de la culture française marque Mouloud Feraoun. Il évoquera ces années passées à Bouzaréa dans la première version du *Fils du pauvre* éditée à compte d'auteur[5]. Un passage supprimé dans la réédition du Seuil en 1954 rappelle que le personnage principal qui n'est autre que l'auteur “en voudra à qui essayera de travestir, de romancer cette période essentielle dans son

existence… Il accorde une telle importance à ces trois années, elles comptent tant dans sa vie, que c'est presque un sacrilège que d'essayer d'en parler, surtout lorsqu'on n'est pas assez habile pour les faire revivre par la plume comme il les a exactement vécues ou comme il aime les revivre par le souvenir."

Le voilà désormais au milieu du gué. Entre deux cultures : celle de son enfance et celle de son éducation. Celle de la parole et celle des mots. D'un côté l'éducation familiale, le code des valeurs et la solidarité de la *karouba*. De l'autre, la civilisation des lumières et un esprit de liberté qui trouve ses racines dans l'ordre. Il vit désormais dans le double héritage de Mokrani et de Rousseau, de Si Mohand et de Voltaire. Mais l'école libératrice ne porte plus que trois couleurs. Comment l'humaniste non violent qu'il est pourra-t-il composer entre réalité historique et idéal républicain ? Entre culture et dignité ? Il est de ces futurs maîtres qui mesurent parfaitement les ambiguïtés et les ambivalences d'une situation qu'il veut faire évoluer par l'enseignement, le partage des savoirs. Il ignore alors que, dans ce pays en mutation, le mot savoir est singulier.

Il est convaincu que la fraternité, le savoir, la culture largement partagée permettront de vaincre les ostracismes, les méfiances, les rejets. Même s'il est conscient que l'assimilation n'est toujours pas à l'ordre du jour. L'administration a besoin d'instituteurs indigènes qui pourront dispenser un enseignement sommaire dans le bled. Suffisant pour distraire les jeunes populations de la sphère des écoles coraniques et de l'influence des *zaouïas*. Il convient d'en faire des citoyens capables de comprendre la langue du colonisateur, de l'adopter naturellement afin de pouvoir communiquer sans problème avec les Européens. Fondés, eux, à être et rester les chefs d'une classe dominante.

C'est toujours la valse hésitation. Faire des maîtres indigènes des égaux des maîtres européens ne serait pas sans danger. La préoccupation reste celle avancée dans un rapport officiel[6] présenté en 1923 par M. Jean Guillemin, directeur de l'École normale. On y lit notamment : "Le cours normal est bien devenu, à la désignation, une École normale, mais ce changement de dénomination n'a pas encore été suivi de modifications réelles dans l'organisation des études. Si, par suite de la concurrence, les candidats qui franchissent le concours d'admission ont reçu une préparation plus solide qu'autrefois, ils n'en suivent pas moins exclusivement à l'École normale, le programme des cours complémentaires."

Le directeur de l'École normale attire l'attention sur un autre problème. S'il est vrai que "l'ancienne « section spéciale » devenue la « section française de l'École normale indigène » reçoit encore quelques rares instituteurs ou anciens élèves maîtres d'École normale ayant une culture suffisante et des titres requis pour fournir une carrière honorable". Elle compte surtout des postulants parfois âgés ne disposant que d'un BE pour tout diplôme… Acquis de surcroît à une période où les examinateurs n'étaient pas très regardants sur le niveau des postulants.

M. Jean Guillemin souligne certains dangers inhérents à cette entreprise consistant à "la réunion dans une même classe d'élèves maîtres indigènes et de français. Il pourra, en effet, arriver qu'avec leurs qualités de travail, un ou plusieurs indigènes tiennent la tête de la classe, qu'un élève français se trouve humilié de

recevoir, en présence de ses condisciples indigènes, des observations parfois pénibles pour son amour-propre ; il pourra se trouver des indigènes que le succès grise et dont l'attitude se fasse narquoise ou même insolente à l'égard des Français."

Il convient cependant de se rendre à une évidence : culture et civilisation doivent se défendre de tous risques de faiblesse ou de compassion. Il faut réalisme et raison garder. Notre directeur ne l'oublie pas quand il écrit dans son rapport, à propos des *indigènes* : "On peut espérer, semble-t-il, que leur embarras à s'adapter à des conditions nouvelles d'existence, à table, au dortoir, disparaîtra vite sous l'influence de l'exemple de leurs camarades français ; et l'on peut soutenir aussi que leurs habitudes et leurs mœurs même ne seront vraiment influencées que par l'action incessante du spectacle d'habitudes et de mœurs différentes. N'avons nous pas vu tout le bénéfice que ceux de nos élèves indigènes qui furent officiers pendant la guerre ont retiré de la fréquentation d'un milieu d'une certaine distinction de tenue et de manières ? N'est-il donc pas permis de compter que leur contact avec les élèves maîtres français aura sur des élèves indigènes une influence aussi heureuse ?"

Il faut cependant rester prudent. Comme le fait remarquer M. Jeanmaire, recteur d'académie, certains maîtres indigènes "se montrent égaux aux instituteurs français et obtiennent d'aussi bons résultats. Mais ce sont des exceptions ; la plupart ne remplissent consciencieusement leurs devoirs que lorsqu'ils sont surveillés de près. Aussi les plaçons-nous, à leurs débuts, comme adjoints dans des écoles dirigées par des instituteurs français. Ceux qui ont fait preuve de conscience et d'aptitude sont ensuite placés à la tête d'écoles préparatoires. Ils sont encore surveillés et dirigés par les instituteurs français du voisinage…[7]" Cette mise sous surveillance et sous tutelle perdurera longtemps. Jeune instituteur, Mouloud Feraoun en fera les frais.

En fait, comme bien d'autres structures mises en place par la colonisation, l'école œuvre à sa propre reproduction. Des voix se font entendre qui regrettent que la France ne se préoccupe que de *désislamiser* ses *élites* indigènes. Sans leur octroyer d'autre statut que celui d'agents de propagande. Cette mise à l'écart ne peut occulter certaines méfiances. Voire des velléités de rébellion, d'indépendance.

Mouloud Feraoun ignorait-il l'histoire de cette vénérable école ? En méconnaissait-il les évolutions parfois régressives ? Sans doute pas. Sa curiosité instinctive le pousse très tôt à lire beaucoup. À s'informer. À essayer de comprendre hors des dogmes et des images d'Épinal. Durant ses vacances à Tizi-Hibel, il côtoie au moins un ancien maître formé à la Bouzaréa. Un de ceux qui ont vécu ce double régime de formation. Ces petites humiliations quotidiennes. Cette formation ségrégative. Et pourtant, il n'aura pas de mots assez élogieux pour l'École normale. N'hésitant pas à parler d'une accession au paradis terrestre. Il entrait dans cette institution "qui représentait pour lui dès son plus jeune âge, une espèce d'idéal inaccessible[8]".

N'est-ce pas plutôt un passage obligé ? Une forme de parcours du combattant qui le mène enfin à cette réussite ultime et inespérée pour le fils du pauvre qu'il

est. Qu'il restera sa vie durant. À ses yeux. Et surtout à celui des autres.

Le passage à l'École normale est un aboutissement. En même temps qu'une ouverture sur un autre monde. Celui dans lequel il vient d'entrer. Celui où il va s'imposer. Pas comme indigène. Du moins l'espère-t-il. Il croit en l'importance de son futur métier de maître qui ne se cantonne pas à l'enseignement. Il faut également “soigner les malades, écrire et lire les lettres, dresser les actes, donner des conseils, arbitrer des conflits, intervenir, aider, secourir. Pour finalement mériter ce titre de cheikh[9] qui est, dans l'esprit de tous, un titre de noblesse. Non de vaine supériorité mais tout d'obligations impérieuses : le seul hommage que l'ignorance puisse rendre à la science. Le cheikh est un homme instruit, il ne saurait ni mentir ni tromper. Ce que l'on exige de lui, il n'a aucun mérite à le donner. Nos anciens réussirent ce prodige de faire de l'école du village un haut lieu où l'on envoie les enfants pour qu'ils deviennent meilleurs, le temple d'une religion nouvelle qui n'exclut pas l'ancienne, car elle s'adresse au cœur et à la raison, se sert du langage humain et enseigne la vérité humaine[10].”

À l'École normale, une rencontre importante va permettre à Mouloud Feraoun de prendre conscience de ce qu'il est. De ce qu'il deviendra. De son devoir de témoignage. C'est celle de Roblès croisé au moment où il flânait sous une galerie. Il avisa Emmanuel “avec sa blouse neuve, son air sérieux […] lorsque je lui ai adressé la parole pour lui demander de me tenir compagnie. Alors son regard s'éclaira, sa bouche se mit à sourire, l'inexplicable mélancolie qui rendait de marbre son visage un peu pâle disparut[11].” Le courant passe entre le *profane* (élève en seconde année) et le *tyron* (potache de première année) qu'est Mouloud. Roblès se souviendra longtemps de ce “garçon au corps sec, très brun et silencieux, presque furtif. Il ne pratiquait aucun sport tant ses études l'accaparaient, pouvant travailler chaque nuit jusqu'à 2 heures du matin et maintenait cet effort grâce à sa robustesse montagnarde[12]”. Comme lui, Roblès est un fils de pauvre. Il est né en 1914 à Oran dans une famille ouvrière et sait que seules les études peuvent l'aider à s'élever socialement. Comme Feraoun, il veut réussir et travaille avec acharnement pour y parvenir. Tous deux sont des bûcheurs infatigables qui transgressent l'heure de l'extinction des feux en travaillant sous une cage d'escalier, éclairés par une faible baladeuse qu'ils branchent sur une prise extérieure au dortoir. Ce cabinet de travail improvisé n'est pas très confortable. Suffisamment pour potasser les cours.

Son passage à l'École normale sera également marqué par la fréquentation assidue de la bibliothèque. Certes, il en avait connu une première à la Mission Rolland, mais elle lui paraît bien insignifiante comparée à celle qu'il découvre alors. Plusieurs milliers d'ouvrages alignés sur des rayonnages qui semblent s'étirer à l'infini dans cette vaste salle où Mouloud passerait ses journées. Certes, on ne peut y trouver que les livres “autorisés”. Mais tous les grands classiques y figurent. Les découvertes se multiplient au fil des emprunts hebdomadaires. Il dévore. Insatiable, découvre les grands auteurs français Zola, Balzac ou Flaubert. Il apprécie également les Russes comme Tchékhov, Gorki ou Gogol. Il est un des

plus grands emprunteurs de la bibliothèque de l'école dans laquelle il découvre également des Américains parmi lesquels Steinbeck a sa préférence. Des écrivains qui ont en commun ce souci de témoigner de l'âme populaire, de ses aspirations, de ses révoltes encore larvées.

Des poètes aux chroniqueurs, des récits de voyage aux études littéraires, du théâtre aux biographies… Aucun genre ne lui échappe. Il veut en savoir toujours plus. Sans doute pense-t-il à ce dicton arabe selon lequel “une bibliothèque est un hôpital pour l'esprit”. Chaque ligne, chaque page valent cent paysages. Chaque livre est un viatique qui accompagnera la vie de ce papivore insatiable. Des “lectures utiles” comme il le dit à Roblès. Il ne participe pas aux sorties organisées par les autres élèves de sa promotion. Tout juste le retrouve-t-on sur les photos de classe. Toujours un peu gauche au milieu de ses condisciples. Parmi eux il en est comme Roblès qui n'ont pas même les moyens de se payer un ticket de cinéma ou une consommation aux terrasses des cafés étudiants de la rue Michelet. Tout au plus se balade-t-il dans la campagne proche de l'école. Les rares jeunes qui l'accompagnent sont étonnés par sa connaissance de la végétation. Les bienfaits de telle autre dans le traitement des rhumatismes ou de la gale. Et de comparer les différentes espèces d'orties utilisées pour les soins du corps… Ou pour une correction des enfants indisciplinés ! Le voici qui raconte les légendes accompagnant le chêne ou le ciste baveux… Point n'est besoin de pousser Mouloud pour qu'il évoque l'art de gauler les olives ou de peigner les buissons pour en récupérer les baies. Tous s'amusent “de son enthousiasme devant la magnificence des figuiers de la Bouzaréa, auxquels l'eau ne manque pas. À Tizi-Hibel, disait Mouloud, il fallait la monter de la vallée, et, pour l'arrosage, afin de n'en pas laisser perdre une goutte, on la versait dans une tige creuse de roseau enfoncée dans le sol qui la conduisait jusqu'aux racines[13].”

Au fil du temps, Mouloud laisse percer sa vraie nature. Sous l'homme timide et réservé perce un compagnon agréable dont l'humour enchante ses proches. On recherche sa compagnie. On apprécie ses qualités humaines et scolaires. Au point que certains n'hésitent pas à lui “commander” une dissertation ou un devoir de mathématiques qu'il livre toujours dans les délais convenus. Sans risque d'une note inférieure à la moyenne. Et pour une rétribution modeste. Il est également sollicité pour collaborer à la rédaction du *Profane*, le journal de l'école dont Emmanuel Roblès est la cheville ouvrière. Il n'y participera qu'à deux ou trois reprises. Non pas tant par manque d'intérêt, mais par souci de perfection. Mouloud est déjà connu pour son souci de l'exactitude, de l'honnêteté intellectuelle, le refus de l'approximatif. Sa bonne humeur ne l'empêche pas d'être un perfectionniste. En toutes circonstances. Ce qui lui vaudra sans doute d'être élu “meilleur camarade”. Il a ce souci de l'autre. Cette culture de l'équité, de la vérité avec laquelle il ne transige pas.

Son obsession est celle d'apprendre. En cela, il fait une confiance entière à ses professeurs. Même s'il est évident que certains d'entre eux ont des aptitudes pédagogiques plus discutables que d'autres. Même si certains sont plus à l'écoute des élèves maîtres. Ce ne sont pas forcément ceux que l'on croit ! Mouloud en aura

l'illustration dans des circonstances relativement banales. Ce jour-là, M. Giorgetti, professeur de mathématiques, rend les devoirs de la composition trimestrielle. Mouloud ne se sent pas à l'aise. Et il n'a pas tort. Avec son rictus malicieux qui éclaire un visage poupin au front large, cet enseignant est à la fois redouté et apprécié. Redouté parce qu'il est un maître scrupuleux et méthodique. Apprécié pour ses évidentes qualités humaines. N'empêche que la sanction tombe… "Feraoun, vous nous aviez habitué à beaucoup mieux ! Je suis déçu !" La copie déposée sur le pupitre ne laisse pas de doute. Beaucoup de corrections en rouge et une note qui fera certainement chuter la moyenne. Mouloud baisse la tête. Ne tente pas même une excuse. M. Giorgetti se rend compte de ce trouble inhabituel chez l'un de ses meilleurs élèves. À la fin du cours il retient Mouloud qui extrait une lettre de sa poche de pantalon. Une brève missive reçue quelques jours avant la composition. Son jeune frère le sollicite. La famille traverse de grandes difficultés… S'il pouvait envoyer un peu d'argent. Il ne peut pas. L'enseignant comprend et lance d'un air faussement naturel : "Je vais vous charger de leur répondre. Et de leur envoyer un petit secours." Devant l'embarras de Feraoun, il poursuit sur le même ton : "Vous ne pouvez pas refuser. Ce n'est pas à vous que je le donne. Voici six cents francs. Dimanche vous leur adresserez un mandat. N'en parlez à personne. N'hésitez pas ! Si le cœur vous en dit, vous me payerez quand vous serez instituteur[14]." Le temps de balbutier quelques mots de remerciements, M. Giorgetti a repris sa serviette. Il est déjà dans le couloir. Mouloud serre dans sa main ces quelques billets qui n'ont pas de prix. Bien plus en tout cas que celui de leur valeur. Dès qu'il touchera son premier traitement, il voudra rembourser son maître. Hélas, celui-ci a trouvé la mort l'année suivante dans un accident de montagne lors de vacances dans les Pyrénées. Jusqu'au terme de sa vie Feraoun gardera une photo du professeur et une coupure de journal relatant brièvement le fait-divers : il les conservera comme des reliques. Il ne pourra jamais rembourser sa dette. Mais gardera sa reconnaissance durant toute sa carrière à cet enseignant. À travers M. Giorgetti, c'est l'ensemble de ses maîtres qu'il honorera. Eux qui lui ont donné plus qu'il pouvait attendre. Ces trois années d'École normale seront "une période de son existence tout à fait à part, extraordinaire pour tout dire. En dehors des affections dont elle fut remplie, mise à part son extraordinaire fécondité intellectuelle et morale, ce qui fait encore son prix aux yeux du jeune homme, c'est que ce fut la seule qu'il vécut avec des Français. Avant l'École normale, il ne les connaissait guère." Étrangement, dans la foulée de ces souvenirs lui en arrive un autre en mémoire. Celui du devoir sur lequel il avait dû plancher pour le brevet supérieur : "Il faut regarder autour de soi pour apprendre à se connaître et à s'aimer… "[15]

Ces trois années ont été celles d'un épanouissement, d'un enrichissement exceptionnels. Dans la culture de l'Autre. Mouloud qui n'a que de vagues notions d'arabe (apprises essentiellement à la Bouzaréa) aura maintenant deux langues d'accompagnement. Le kabyle, langue maternelle, et le français véhicule de sa pensée.

Il a appris ici l'ordre et la mesure. La discipline et le jugement.

Feraoun avait pensé un moment dédicacer la deuxième édition du *Fils du pauvre* à ses anciens maîtres de Bouzaréa. Mais il ne le fera pas. Car, réflexion faite et révérence gardée pour les maîtres et leur enseignement "cette société de normaliens ne fut pas aussi idéale qu'il s'entête à le dire. Elle avait ses imperfections. L'insouciance des jeunes ne s'y attardait pas. Et puis, ils ignoraient les conflits d'intérêt, ils pouvaient jouer aux idéalistes[16]." Sans toutefois transgresser les sacrosaintes règles de la République une et indivisible. Notamment en matière de politique. Mouloud Feraoun en a été témoin avec le renvoi d'Ahmed Smaïli. Cet élève maître, kabyle comme lui, est entré à l'École normale en 1931 et il y a mis en place une cellule communiste regroupant une majorité d'*indigènes* mais également quelques Européens comme Gaston Donnat ou Edouard Camizon qui n'ont pas répondu aux appels d'un autre élève animant la section socialiste… Max-Pol Fouchet. Feraoun est touché par Smaïli, par ce garçon disponible autant que par le militant communiste qui a une fougue communicative. Et des idéaux en phase avec la réalité kabyle qu'il connait parfaitement. Il incite ses condisciples à sortir de l'école pour "découvrir la condition des colonisés, les pratiques d'exploitation coloniale et la discrimination foncière sous couvert de discours assimilationniste". Le discours n'est pas du goût de la direction qui tolère plus volontiers des socialistes en meilleure harmonie politique avec les thèses colonialistes de l'époque. Monsieur le directeur voit rouge quand il apprend que Smaïli professe la nécessaire mise en pratique des idées de Lénine sur la paysannerie avec, pour corrolaire, la révolution dans les pays dominés… De plus, la cellule de l'école diffuse *La Lutte sociale* l'organe régional du Parti communiste algérien (PCA). La situation est d'autant plus préoccupante que la propagande de Smaïli porte ses fruits. Notamment auprès des futurs maîtres indigènes. La police est avertie et organise une descente à la suite de laquelle l'agitateur est exclu de la Bouzaréa. Les activités communistes perdureront mais dans la clandestinité. De leur côté, une majorité des enseignants peuvent continuer de militer à la SFIO et favorisent l'expansion *in vivo* de la section socialiste étudiante.

Il n'est pas avéré que Feraoun ait été membre de cette cellule communiste. Néanmoins, son passage à l'École normale et l'affaire Smaïli auront représenté une prise de conscience forte. C'est Emmanuel Roblès qui l'a alerté un jour sur les menaces dont faisait l'objet un de leurs camarades.

Feraoun n'en n'est pas à sa première révolte. Mais celle-ci porte sur le quotidien de ce pays en souffrance. Le même que du temps de Mokrani ou de Si Mohand. Avec les mêmes moralistes. Les mêmes croquemitaines toujours prêts à vous menacer de l'imminente arrivée de Bijou !

Le jeune Feraoun avance dans ce monde où il se sent parfois étranger à lui-même. Entre culture traditionnelle et siècle des lumières. Qu'on ne s'y trompe pas. Chaque jour il a appris que "la liberté n'est pas anarchie" comme il est précisé dans le règlement de l'école. Ses bons maîtres lui ont transmis l'héritage de Rousseau. Ils l'ont façonné en lui inculquant cette loi intérieure. Dont le corollaire permanent est la surveillance. Une surveillance bienfaisante puisque "traitant les élèves

maîtres en hommes et non plus en enfants, elle s'efforce d'exciter en eux des sentiments généreux par la foi en leur existence et en leur vertu ; elle réprime moins les fautes qu'elle ne les prévient et elle conseille plus qu'elle ne punit. Ce contrôle à la fois discret et effectif doit en un mot incliner chaque jour les élèves à bien penser et à agir, non de force, mais de leur plein gré."

Et maintenant que le voilà maître il lui appartient de diffuser à son tour un minimum de culture. Dans un maximum d'ordre et de surveillance.

Comme Mohand, Ahmed Smaïli pratiquait la poésie avec une belle inspiration. Une poésie rebelle. Dérangeante pour les pouvoirs établis. Il sera condamné à mort sous le régime de Vichy mais échappera à l'exécution capitale. Roblès lui dédia *Les Hauteurs de la ville*. Feraoun lui garda un attachement qui retrouvera toute sa vigueur une vingtaine d'années plus tard. Quand l'Algérie sera aux prises avec des *événements* que Smaïli pressentait déjà dans cette petite salle de la Bouzaréa. Feraoun n'est pas un tribun mais il aime les mots. Il sait leur poids et pense qu'il faudrait témoigner de cette réalité kabyle et algérienne dénoncée par Smaïli. La parole ne porte pas aussi loin que l'écrit. Les témoignages sont bien trop rares. Pour ne pas dire inexistants. À cette époque, il existe bien des livres à thématique kabyle comme *Le Berger d'Afkadou* ou *Mouna, cachir et couscous* publiés par Ferdinand Duchêne, en 1928 et 1930… Ce sont des ouvrages de bonne volonté mais qui ne vont pas assez loin dans l'illustration du quotidien de ces hommes fiers mais oubliés. Le roman l'emporte sur une réalité bien plus préoccupante. Feraoun souhaite qu'un vrai livre soit consacré à la Kabylie. Pas un nouvel ouvrage touristique ou un recueil de légendes sirupeuses. Pas un de ces livres ne donnant à voir des Kabyles et de leur pays que des images lénifiantes ou barbares. Il se prend à espérer que Roblès écrive un jour un roman kabyle, "un de ces livres solides et têtus où nous apparaîtrions sous notre vrai jour[17]". Celui qu'aimait évoquer Smaïli dans ses diatribes contre les excès de la colonisation. Devant l'exhortation de Feraoun, Roblès plisse les yeux, lui tapote l'épaule et lui chuchote, un sourire complice aux lèvres… "Mais c'est ton boulot ?"

Smaïli continuera de mener une action d'éveil en Kabylie auprès des populations avant de s'engager en Espagne dans les Brigades internationales en 1936. Il est un révélateur que Feraoun va ressusciter sous les traits du personnage principal des *Chemins qui montent.* Il devient alors Amer n'Amer : un homme regrettant que sa mère ait voulu en faire un instituteur. Lui qui avait choisi un autre mode d'éveil et d'éducation au sein de son établissement…

---

1 Ou t'aleb (pluriel tolba) : un chercheur ou, plus fréquemment, un enseignant dans une école coranique.

2 Fanny Colonna, *Instituteurs algériens, 1883-1939*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, avec le concours du Centre national de la recherche scientifique, 1975, p. 129.

3 *Ibid*., p. 130.

4 Charles Dumas, directeur de l'école normale de Bouzaréa, *Revue de l'éducation*, juillet 1930. Cité par Fanny Colonna, *op. cit*., p. 139.

5 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, Le Puy, Cahiers du Nouvel Humanisme, p. 148-156.

6 *Rapport sur la réorganisation de l'École normale de l'enseignement des indigènes* envoyé le 20 mars 1923 à M. l'inspecteur d'académie d'Alger. Cité par Fanny Colonna, *op. cit*., p. 214-221.

7 Charles Jeanmaire, *Rapport pour le concours de l'exposition universelle internationale de 1900*, cité par Emmanuel Sacriste, *op. cit*., p. 76.

8 Mouloud Feraoun, *Images algériennes d'Emmanuel Roblès*, *op. cit*., p. 59

9 Littéralement *guide spirituel*.

10 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op. cit*., p. 130-131.

11 *Ibid*., p. 63.

12 Marie-Hélène Chèze, *Mouloud Feraoun, la voix et le silence*, *op. cit.* p. 22-23.

13 *Ibid*., in *Mouloud Feraoun, la voix et le silence*, *op. cit*., p. 23.

14 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit*., p. 109.

15 *Ibid*., p. 110.

16 *Ibid*., p. 110.

17 *Ibid*., p. 66.

LA GRÈCE EN HAILLONS

Octobre 1935, le jeune maître fait ses premières armes à Taourirt-Aden[1], un douar situé à quelques kilomètres de Tizi-Hibel, son village natal. Il entame une carrière qui devra durer au moins dix ans. À l'époque, tous les diplômés de l'École normale sont redevables de ce temps d'enseignement. Faute de quoi il leur faudrait rembourser leurs études. Cette idée n'effleure même pas Mouloud Feraoun qui s'est battu tant d'années pour devenir instituteur. Il est ému et ravi en ce jour de rentrée. Bien avant l'heure, il se tient sur le pas de la porte. Un peu engoncé dans son costume sombre. Une cravate sur une chemise blanche. Il a déjà cette “démarche alourdie” qui marquera le jeune professeur Édouard Guitton[2] quand il le rencontrera vingt-cinq ans plus tard : “Allure épaisse, la tête penchée en avant. On remarquait les cheveux très noirs, les sourcils, la moustache ; le teint ocre de la peau ; les yeux humides et doux sous les lunettes d'écaille ; le nez évasé, la bouche large. Un visage sans originalité particulière, mais qui respirait d'abord la tendresse, sans doute aussi la tristesse, avec une nuance de fatalisme gouailleur. Sans chercher davantage, on se sentait tout de suite en présence d'un homme gêné, gêné de vivre et résigné à vivre, supportant la contrainte d'une existence ingrate, fait pour la soumission muette, non pour la révolte, coincé entre des problèmes déchirants.”[3]

Il dépose sa serviette sur son bureau. À l'intérieur son premier plan de cours véritable. Comme toujours un plan de cours synthétique et cursif tracé d'une écriture nerveuse sur une feuille de cahier. L'heure n'est plus aux travaux pratiques. Il va enseigner le français, l'histoire, la morale à ces gamins qui ne s'expriment qu'en kabyle. Qui ne savent rien de l'écriture. Encore moins de la discipline qu'impose la classe. Il noue et dénoue ses mains dans son dos. Salue l'instituteur qui va lui servir de guide pendant cette première année. Qui va le cornaquer également comme le recommande M. le recteur Jeanmaire pour qui, nous l'avons vu “les maîtres indigènes ont besoin en général d'être encadrés entre des instituteurs français pour s'acquitter convenablement de leurs fonctions”. Il convient de les surveiller. De s'assurer qu'ils transmettent bien le flambeau de la culture, pas celui de la sédition. Il écoute distraitement les mots de bienvenue de son superviseur. Il guette le bout du chemin qui descend jusqu'à la cour. Et les voilà qui déboulent dans le désordre et la poussière. Pieds nus, vêtus de gandouras défraîchies et trouées, des chéchias ou des bonnets élimés en guise de coiffures. Morveux et joyeux. Bruyants et intimidés. Quelques mots en français qu'ils ne comprennent pas. Un regard interrogatif vers son superviseur. Il commande aux enfants de faire silence et de se mettre en rang dans leur langue maternelle. Il écoute quelques parents qui ont accompagné leur progéniture et interrogent le

maître sur les horaires, les vacances. Pas sur les livres ou sur les fournitures scolaires dont personne ne soupçonne l'usage. L'important c'est de savoir quand ils pourront garder les moutons, chercher de l'herbe, surveiller le champ. Pour le reste… Savoir lire ou compter… Tout le monde ne peut pas devenir *ttaleb* comme Sidi Aït-Chabane. C'est tout juste si l'on n'embrasse pas la main du jeune maître à qui chacun donne respectueusement du “sidi” avec déférence. Mouloud regarde les gamins et se revoit en eux. Quelques années plus tôt. Ce jour où le père est arrivé à la maison pour demander à la mère de débarbouiller Mouloud sans retard afin qu'il puisse aller à l'école pour la première fois.

Il pense aux sacrifices qu'ont dû faire ses parents pour l'amener jusqu'à ce jour. Les emprunts qu'ils ont contractés pour l'accompagner durant sa longue scolarité. Il sait qu'ils vont pouvoir enfin toucher les dividendes de leurs investissements. Il va enfin gagner sa vie. Pour lui. Et surtout pour eux tous. Comme le veut la tradition de la famille et de la *karouba*. Bien des décennies plus tard Mouloud Feraoun se souvient de cette première année, de “sa petite classe et de son petit « mois ». Ce dernier fut englouti avant l'arrivée du suivant. Il en fut de même pour tous les autres. Il ne tarda pas à se persuader qu'il en serait toujours ainsi.” Il n'avait pas d'autre choix. Pas d'autre joie. “Le jeune homme, en fils respectueux et soumis, remettait toujours ses mensualités à ses parents. Le vieux en disposait à la satisfaction de tous, c'est-à-dire de tous les appétits.” Il va même avoir la chance de trouver un ami, également instituteur qui va lui avancer de l'argent afin de payer l'usurier sans lui réclamer le moindre intérêt. Le père de Mouloud en éprouva une grande satisfaction. De telle sorte que “dans sa simplicité, pour ne pas dire plus, il crut au contraire qu'il avait acquis une tranquillité définitive et qu'il pouvait employer tout l'argent qui rentrait aux besoins de la famille[4]”.

Le jeune instituteur vit simplement et ne dépense pratiquement pas d'argent tout occupé qu'il est à sa classe, à sa tâche. Son premier “logement de fonction” est à la mesure de l'estime dans laquelle l'administration tient les maîtres *indigènes*… “Cette maison kabyle n'était pas un logement décent, c'était le débarras d'une mosquée. D'ailleurs, il dormait à côté d'un brancard[5]”qui servait sans doute pour les enterrements. Peu de confort et beaucoup d'humidité dans cette chambre dont le sol en terre battue est à peine vernissé par les passages. Un lit de fortune et une table de travail récupérée dans ce capharnaüm poussiéreux où brûle souvent une lampe à pétrole tant la lumière est avare.

Ramdane est tellement fier de son fils qu'il se rend fréquemment jusqu'à *son* école, toujours pieds nus. Il vient le saluer et montrer s'il en est besoin que le maître est son fils aîné. Il en profite pour lui apporter un morceau de galette encore chaude, quelques figues. Il ne dit rien. Son émotion se lit en miroir dans les yeux de son fils pour qui ce métier est une réelle consécration. Une émotion d'autant plus forte que le second fils de la famille sera bientôt instituteur lui aussi.

Installés derrière leurs pupitres, les enfants se balancent d'une fesse sur l'autre. Peu habitués qu'ils sont à une aussi longue immobilité. Pas de livres. Pas de cahiers. C'est l'apanage du maître qui, de temps en temps, fait circuler un manuel

pour permettre à chacun de découvrir les images. Il écrit au tableau noir. Une écriture appliquée, penchée. En pleins et déliés, forçant sur la craie qui crisse et se brise parfois à la plus grande joie de la classe qui s'esclaffe alors. Une lettre. Une autre. Répétez… Devenu maître, Mouloud Feraoun exhibe son ancien livre de classe qui est toujours au programme. Il feuillette *Le Petit Lavisse* dans lequel il va chercher une de ces histoires à la gloire du passé et de l'œuvre coloniale. Avec ces Gaulois et ces buffets qui aujourd'hui lui apparaissent tellement dérisoires.

À la même époque, une circulaire officielle rappelle, de manière très prosaïque, quelles sont les missions de l'enseignant[6]. En ville et surtout à la campagne : "L'instituteur doit être parfait pour offrir l'anticipation des valeurs qu'il enseigne mais aussi pour que sa perfection cautionne ce qu'il enseigne. Sa valeur morale y ajoute un surplus de vérité. Si les instituteurs doivent donner "l'exemple d'une vie sans tache", être "les véritables professeurs de moralité des populations au milieu desquelles ils vivent" c'est que, tout comme les instituteurs ruraux en France et à la même époque, il leur faut "forcer l'estime" non seulement pour assurer la fréquentation de l'école mais encore pour fonder sur une autorité incontestable et morale le savoir qu'ils transmettent. Toutefois, ce ne sont pas seulement les vertus privées que le maître est chargé d'enseigner, "ce sont les actes qui instruisent, et un instituteur fait la plus belle leçon de morale à la population qui l'entoure, quand la chemise retroussée, suant d'ahan, il défonce la terre". Paradoxe que ce col blanc chargé d'enseigner à des paysans comment être de bons paysans. Bien entendu ce sont des conseils de jardinage, plus que des techniques de sarclage ou d'arrosage que l'instituteur transmet à ses élèves parfois un peu perplexes. Comme eux, le maître a fait semblant de s'intéresser à ces conseils alors qu'il était à l'École normale. Alors qu'il aurait été en mesure de donner des conseils à ses maîtres rivés au livre comme à une Bible dont les évangiles leur étaient absolument étrangers. Les pédagogues du ministère et de l'académie estiment que cet "apprentissage" constitue un socle permettant à l'instituteur de valoriser le travail manuel. Il est nécessaire de faire entrer dans ces petites têtes paysannes que le travail est une vertu essentielle… et qu'elle se fait généralement sous l'autorité d'un maître dont *Le Petit Lavisse* vante les mérites et le respect qui lui est dû. L'important dans cette pédagogie est d'établir et de pérenniser une liaison entre savoir et travail. Il s'agit également de montrer qu'un statut aussi prestigieux que celui de maître d'école, dispensateur de savoirs, n'est pas incompatible avec la pratique du travail manuel. Jusqu'alors "ces pauvres Kabyles avaient cru… qu'un instituteur, comme un *ttaleb*, ne travaillait pas".[7]

Pour sa deuxième année d'enseignement, Mouloud Feraoun est en poste à Taboudrist, un village situé à 7 km de Tizi-Hibel. Il dispose d'un logement de fonction meublé qu'il partage avec sa sœur aîné. Les jeudis, les dimanches et durant les vacances, il est accaparé par les gens du village qui ne se lassent pas de l'entendre parler de la Bouzaréa et d'Alger où la plupart d'entre eux n'ont jamais mis les pieds. Il lui faut également lire les lettres arrivées de France. Écrire les réponses. Conseiller sur tel ou tel dossier, pour lequel le jeune instituteur n'a aucune compétence. Il est un savant doublé d'un sage. Il doit savoir. Il est superflu

d’essayer de prouver le contraire. Tout au plus met-on cela sur le dos de sa fausse modestie. “C’était toujours le personnage central quelle que soit la société dans laquelle il se retrouvait. À Tizi-Hibel et à Taourirt, c’était lui qui était instruit et les gens venaient le voir. Il n’avait que vingt-cinq ans, mais il était considéré réellement comme un homme sage qui pouvait donner des conseils, soigner. C’était un appui pour la société et donc la vie du village tournait autour de lui”, témoigne son fils Ali qui se souvient avoir rencontré des personnes âgées qui l’ont connu alors qu’il était instituteur à Traourirt. “Soixante-quinze ans avaient passé mais leur mémoire restait fidèle. Un de ces vieux me disait avec émotion : « Nous, au village, on l’a tout de suite adopté ». Pourtant, c’était un célibataire qui venait dans un village kabyle. Ce qui est normalement incompatible compte tenu de nos mœurs et de nos traditions. Ça n’a pas été le cas. Les gens du village lui ont donné une maison tout en haut de Traourirt. Je me souviens qu’il portait toujours le burnous traditionnel par-dessus son costume. Comme l’école était située en contrebas du village, pour s’y rendre il devait traverser le village. Il recouvrait sa tête du capuchon de son burnous et regardait par terre pour ne pas croiser un autre regard. C’était une grande marque de respect qui nous touchait beaucoup de la part d’un si grand monsieur. S’il croisait quelqu’un, il lui disait « bonjour » sans savoir si c’était un vieux ou un jeune. C’est dire que Mouloud Feraoun était vraiment des nôtres. Il était bien ancré dans notre société, dans la tradition et il faisait en sorte de ne pas gêner les gens. Sa façon de vivre était kabyle. Et elle l’est restée. Il n’est jamais rentré à Tizi-Hibel la tête nue. À l’époque, on ne pouvait pas apparaître découvert devant les gens. Il a toujours porté le burnous. Il n’était pas concevable de se présenter autrement devant les gens !” Et malgré tout le respect que lui voue la population dès ses premières années d’enseignement, il veille à ne jamais déroger à ces règles de bienséance ancestrales. Essentielles dans la société kabyle.

Respectueux de l’autre, attentif à chacun, Feraoun fait l’unanimité. C’est un homme disponible et simple. Exigeant et de compagnie agréable. Il a une passion immodérée pour la lecture. Celle des livres mais également des revues et des journaux. Dès qu’il a pu gagner sa vie, il a tenu à s’abonner à un quotidien et à des revues, certaines traitant d’art, d’autres de théâtre ou de littérature. Il ne se passe pas une journée sans qu’il prenne le temps d’éplucher ces publications avec une gourmandise de journaliste. Il ne se contente pas de lire et de s’informer. Il se plait également à rechercher des passerelles entre les événements, même quand ils sont éloignés dans le temps ou l’espace. Même quand certains relèvent des arts et d’autres de problèmes politiques internationaux. Cette découverte est une longue maturation qui laisse pressentir une volonté de passer de l’autre côté du miroir de la vie. Du côté de la page blanche. Parmi les revues auxquelles il est abonné depuis qu’il est instituteur, il en est une qui retient particulièrement son attention, c’est *La Voix des humbles*. Cette revue mensuelle “d’éducation sociale et corporative” a été fondée en 1922. Elle est l’organe de l’association des instituteurs d’origine indigène d’Algérie qui revendique l’égalité des droits civiques et sociaux. Elle a participé activement au congrès musulman de juin 1936 et à la naissance d’*Alger républicain* notamment grâce à l’action d’un de ses cofondateurs, Mohand

Lechani[8]. Cet instituteur berbérisant est également l'un des pionniers en Algérie de la pédagogie nouvelle, héritière de Freinet, Piaget et Decroly. Feraoun la met en œuvre progressivement dans son école. Ainsi se sent-il moins isolé dans sa lointaine Kabylie quand il lit *La Voix des humbles*. Hélas pour lui cette revue, par ailleurs très assimilationniste, cesse de paraître en 1939. Ce qui n'empêchera pas Feraoun et bien d'autres instituteurs de suivre Mohand Lechani qui n'abdique pas devant le régime de Vichy qui l'avait lourdement sanctionné en raison de son appartenance à la ligue des intellectuels antifascistes d'Alger. Il représentera la Kabylie au conseil général d'Alger, à l'assemblée financière et à la commission supérieure des réformes musulmanes instaurée par le gouverneur socialiste Chataigneau. Cet ardent réformateur va ferrailler courageusement avec l'administration coloniale avant d'obtenir la création des nouveaux centres municipaux en Kabylie en 1946 et la fusion des deux enseignements en 1949. Cette victoire contre la ségrégation scolaire qui courait jusqu'alors en a fait l'un des grands rénovateurs de l'enseignement public en Algérie. Son combat allait se poursuivre jusque dans le cadre du futur gouvernement provisoire de la République algérienne.[9]

Mouloud Feraoun va entamer sa deuxième année d'enseignement. Il est un peu déçu de constater que les atermoiements politiques et éducatifs font toujours office de perspectives. Il se souvient qu'après avoir proposé plusieurs formules floues de citoyenneté, la France avait promulgué en 1919 une loi en définissant les collèges électoraux indigènes.[10] Pour prétendre à un statut identique à celui des Français, les *indigènes* devaient se faire naturaliser et apostasier. Il avait fallu attendre 1931 pour que le sénateur Violette, un républicain-socialiste, propose l'accession de 24 000 "Arabes méritants" dans le collège de citoyens français (qui en comptait 200 000), sans renoncer à leur religion. La mesure était dérisoire mais beaucoup trop libérale pour une majorité d'Européens et pour les gros colons qui menèrent campagne dans leurs journaux respectifs. Le projet de M. Violette ne franchit jamais les portes de l'Assemblée nationale.

Et voilà que déferlait la vague du Front populaire porteuse de réformes sociales, de promesses de libération des opprimés. M. Violette s'en revenait pour proposer un nouveau projet intitulé Blum-Violette. Déposé en décembre 1936, il ne sera même pas discuté au Parlement. "Cette proposition n'est soutenue en Algérie que par le mouvement des oulémas et par Ferhat Abbas […] Ce projet suscite une révolte des élus des colons, lesquels refusent la transgression du principe sur lequel s'appuie la colonisation en Algérie : la distinction entre les citoyens français et les sujets de statut musulman. Ils craignent non pas tant l'effet de l'élargissement du corps électoral sur l'élection des députés – ils proposent d'ailleurs de faire élire par les musulmans en collège électoral séparé 10 députés et 3 sénateurs – que sur l'élection des maires[11]."

Feraoun et bien d'autres s'interrogent sur ce Front populaire dont l'une de ses mesures les plus significatives en matière de politique algérienne est la dissolution

de l’Étoile nord africaine (ENA) le 26 janvier 1937. Le parti nationaliste algérien qui – rappelons-le – lutte pour l’indépendance de l’Algérie et de l’ensemble du Maghreb. Ce, en application du “décret Régnier” qui réprime les “manifestations contre la souveraineté française en Algérie”. Le décret avait pour but d’atteindre tous ceux qui, “en quelque lieu et par quelque moyen que ce soit, ont convoqué soit des indigènes algériens, soit des résidents en Algérie, à des désordres ou manifestations contre la souveraineté française, à la résistance active ou passive contre l’application des lois, décrets, règlements ou ordres de l’autorité publique”.

Raoul Aubaud, sous-secrétaire d’État à l’Intérieur, précise que la dissolution de l’ENA. était attendue depuis 1934. Le gouvernement du “Front populaire” l’a retardée en raison des conflits sociaux qui agitaient l’Algérie.

Le 24 janvier 1937 *L’Humanité* accuse “les dirigeants de l’Étoile nord africaine de prendre la même position que les gros colons croix de feu d’Algérie et les fascistes”, contre le projet Blum-Violette. Rien d’étonnant à cette outrance historiquement inexplicable. Les communistes font payer à Messali Hadj sa constante volonté de sauvegarder son autonomie vis-à-vis du PCF. De plus, Messali a l’outrecuidance de condamner ce projet qui à ses yeux n’est qu’un “nouvel instrument du colonialisme appelé, selon les méthodes habituelles de la France, à diviser le peuple algérien, en séparant l’élite de la masse”[12]

En 1937, dans une interview parue dans l’hebdomadaire *La Flèche*, organe du Parti frontiste, Messali Hadj rappelle le programme de son mouvement : “liberté de la presse, de réunions et d’associations, liberté de voyager entre la France et l’Algérie, égalité devant le service militaire, développement de l’enseignement arabe et français, application des lois sociales et ouvrières, suffrage universel pour toutes les assemblées algériennes et création d’un parlement algérien élu au suffrage universel, sans distinction de races et de religions. Dans l’ordre économique, nous avons demandé avec insistance, en considération de la misère épouvantable, un ordre nouveau permettant de venir en aide aux petits commerçants, aux fellahs, aux ouvriers, aux artisans et aux chômeurs ; création de travaux publics permettant de résorber le chômage car le nombre des ouvriers chômeurs augmente tous les jours. Aussi nous avons sans cesse demandé la construction d’écoles pouvant contenir le million d’enfants qui traînent dans les rues et qui cherchent souvent leur nourriture dans les boîtes à ordures. Il va sans dire que le code de l’indigénat, les lois d’exception et l’unique code forestier, qui placent l’Algérien sous un régime digne du Moyen Âge, ont été en toutes circonstances mis à l’avant de notre lutte pour leur abrogation et leur suppression totale. Quant à notre religion, nous avons demandé pour elle la liberté, le respect et l’application de la loi de 1905 qui sépare l’Église de l’État[13].”

Mouloud Feraoun applaudit l’analyse même si, à l’époque, il ne semble pas encore convaincu que l’indépendance de l’Algérie soit la seule solution envisageable. Néanmoins, comme tant d’autres, Feraoun est d’accord avec le bilan que dresse l’ancien trésorier de l’ENA six mois après la naissance du Front populaire. Pour Belkacem Radjef : “le nombre de ceux qui meurent de faim en Algérie n’a pas diminué d’une unité, les lois d’exception y ont retrouvé une

vigueur nouvelle, et l'opinion algérienne est plus que jamais traquée dans la personne de ses représentants…" Et il conclut avec la même vigueur : "que demandions-nous sinon du pain pour les millions d'affamés qui sillonnent les routes d'Algérie à la recherche d'une insaisissable substance et la liberté de pensée et de réunion pour sept millions d'hommes qui n'ont dans leur propre pays, que le seul droit de souffrir et de se taire"[14].

Le Congrès musulman dont la cheville ouvrière est Ben Badis attendait également beaucoup du Front populaire. Il avait publié une "Charte revendicative" qui n'aura pas le moindre écho.

Un nouvel espoir est passé…

Les libéraux veulent tout de même croire à une politique plus fraternelle. À Alger, le 8 février 1937, un jeune homme de vingt-quatre ans (le même âge que Feraoun) prononce une conférence sur "La nouvelle culture méditerranéenne" à la maison de la culture créée et gérée par le Parti communiste algérien (PCA). Il en est membre depuis quelques mois. Ce qui donne à croire qu'il approuve et partage les thèses de Messali Hadj sur l'indépendance du pays. Ce jeune Albert Camus qui est depuis peu secrétaire général de cette maison de la culture est également un passionné de théâtre. Il commence même à se faire remarquer en littérature. C'est ce qui se dit autour de lui. Séduisant et séducteur, il arrive à réchauffer son auditoire malgré le temps frisquet qui règne dans cette salle austère. "Toute l'erreur vient de ce qu'on confond Méditerranée et Latinité et qu'on place à Rome ce qui commença dans Athènes." Un peu plus loin il fait une analogie entre Florence, Barcelone, Marseille et Alger où tout un peuple grouillant et fraternel nous donne les leçons essentielles de notre vie. Au cœur de cet être innombrable doit dormir un être plus secret puisqu'il suffit à tous. C'est cet être nourri de ciel et de mer, devant la Méditerranée fumant sous le soleil, que nous visons à ressusciter… Les esprits les plus divers, grands écrivains et inconnus d'hier, trouveront un terrain de rencontre."[15]

Le propos est chaleureux, généreux. En même temps le titre de la revue stigmatise le mal. Comme le regrettait Jean Pélégri : "J'ai toujours été gêné par sa façon répétitive, exception faite de quelques textes, de privilégier la côte, le littoral, Tipaza, la mer : ce lieu qui n'est le signe de rien sinon celui de la fuite et du départ[16]." Dans cette conférence il est effectivement question d'une Méditerranée des rivages. Pas de l'intérieur. Pas des montagnes ou des déserts. Pas de cette Kabylie où Camus se rendra pour en dénoncer la misère. Où il croisera Feraoun sans le rencontrer. Sans doute leur(s) Méditerranée(s) sont-elles un peu trop éloignées. Différentes.

Mouloud Feraoun est tout à son métier. Il éprouve autant de plaisir que d'intérêt à enseigner. Ses élèves aiment cet instituteur disponible et attentif qui ne s'énerve jamais. Prend le temps d'expliquer. De reprendre sa leçon si nécessaire. Jamais il ne franchira la porte de sa classe sans avoir minutieusement préparé son cours sur un de ses cahiers à grands carreaux où il détaille méticuleusement le déroulé de chaque journée. L'une après l'autre. Sans jamais céder à l'habitude. Toujours avec

la bonne vieille méthode acquise à la Bouzaréa… Même quand il sait que le manuel n'est pas forcément adapté à la vie de ses écoliers. À leur quotidien. Eux qui sont toujours ravis d'apprendre une chanson qu'ils se plairont à reprendre à la maison. Mais tout de même…

"À la claire fontaine
M'en allant promener,
J'ai trouvé l'eau si belle
Que je m'y suis baigné…"

Comment un garçon irait-il à la fontaine ? La corvée d'eau est l'affaire des filles. De mémoire kabyle on n'a jamais vu un garçon avec une cruche sur le crâne. "La règle le veut ainsi. Une règle tacite qui se transmet de génération en génération. Une indiscutable question de décence, de respect humain si on préfère. Nous la trouvons déplacée cette curiosité des gens qui les pousse à vouloir visiter nos fontaines. Il existe bien chez tout le monde un lieu où l'on n'aimerait voir personne : c'est tantôt la chambre à coucher, tantôt la cuisine ou la maison tout entière. Nous, nous avons la fontaine. Les femmes y sont à l'aise mieux qu'à la maison[17]." Alors aller à la fontaine pour s'y promener… Voilà de quoi étonner les petits écoliers. Quant à s'y baigner, c'est le comble de l'inconvenance. Mouloud Feraoun s'amuse de l'étonnement évident des gamins. Il préfère ne pas commenter. Il sait tout ça. "Un jeune homme bien éduqué n'ira pas se poster à proximité des femmes, ni flâner sur leur passage. Une jeune fille bien élevée passe son chemin sans se retourner et on la voit rarement seule. Si parfois s'échangent des regards qui vont droit au cœur, il faut s'en contenter en secret, attendre patiemment qu'un jour se renouvelle l'occasion de se regarder encore : un penchant discret peut naître, un choix se fixer. Puis les parents prennent la chose en main et quelquefois ils s'entendent[18]." Maintenant qu'il est instituteur Mouloud ne peut plus s'égarer du côté de la fontaine comme il le faisait avant d'entrer à la Bouzaréa. Il piaffe et s'impatiente. Voilà de nombreuses années déjà qu'il ressent une affection particulière pour sa cousine Dehbia, sa cadette de dix ans. Elle lui a été promise alors qu'elle n'était qu'une adolescente, comme le veut la tradition… "Une jeune fille se mariera de préférence avec le fils de son oncle maternel plutôt qu'avec un étranger[19]." Maintenant qu'il a un métier il peut construire une famille avec cette cousine qu'il côtoie depuis son enfance. Elle est grande, élancée, un port de tête élégant, un regard doux éclairant un visage long et harmonieux. Orpheline depuis l'âge de quatre ans, elle a fréquenté l'école primaire. Mais pas suffisamment longtemps pour apprendre à lire et à écrire. Qu'importe ! Il est maître. Il pourra pourvoir à ces carences. La famille est d'accord pour que le mariage se fasse. Dehbia va entrer dans sa vie. Bien plus tard, elle entrera dans un de ses plus beaux livres pour donner son prénom à l'héroïne des *Chemins qui montent* : une jeune femme qui, de l'avis unanime, est la plus attachante de l'œuvre de Feraoun.

En 1938, le mariage est célébré selon la tradition. Il a lieu un lundi, jour faste, comme le jeudi, "et propice également aux premiers labours d'automne, au montage d'un tissage, à l'emménagement…[20]" Il y a eu le triage du blé chez Mouloud. Par des femmes qui, quelques jours plus tard, sont venues rouler le

couscous. Les musiciens sont arrivés la veille du mariage par un chemin qu'ils ne pourront pas emprunter pour leur retour. Le lendemain, Mouloud a cédé à la tradition de l'*isli* : on a teint ses mains au henné. Une bougie reste allumée durant tout ce cérémonial et les femmes chantent :

"Le henné qui embellit les mains,
A été apporté dans des sachets ;
Nous le mettrons au faucon aimable.
Le henné nouveau qui nous est parvenu
A été coupé un soir par le Roi ;
Nous le mettrons au fils d'un brave."

Dans le même temps, au foyer de la mariée, bon nombre d'invocations et de rituels visent à la protéger contre le mauvais œil ou tout ennemi dissimulé. Après le bain également chargé de traditions suit la cérémonie du henné précédée d'un curieux rituel… On recouvre la tête de la jeune fille d'une chéchia sur laquelle est posée une glace qu'elle cachera ensuite dans son foulard de tête et gardera sur elle, sept jours durant. Parée de bijoux, la future mariée est drapée dans un grand voile blanc puis un autre en soie rouge et jaune qui masque son visage. La tête ornée d'un diadème et un poignard fixé au côté droit, elle est prête à quitter son foyer. Un cortège se forme. Il est accompagné des musiciens. Elle entre ensuite dans son nouveau foyer sous les cris de joie et les chants des femmes. La mère du jeune homme s'approche de la mariée, lui tend un pot d'eau que la jeune fille vide en trois fois, dans son dos. Un foulard de soie est étalé dans la pièce. On y verse du blé, du lait, des noix, des dattes, des fèves. Dans la soirée se déroule la cérémonie intime dite de la *bénédiction des effets de la mariée* par le marabout du village. À partir de ce moment les époux peuvent cohabiter sous le même toit. Le marié entre alors au domicile. Les époux prennent leur premier repas en commun. La fête ne fait que commencer. Les cérémonies et changements de tenues multiples également[21] !

Bien longtemps après son mariage Dehbia regrettera d'avoir été l'une des dernières du village à être amenée à cheval chez son promis et à pratiquer cette tradition. La voiture remplacera progressivement la monture caparaçonnée de velours et d'or !

Le couple s'installe dans une petite maison de deux pièces contiguës à l'école de Taboudrist. C'est le second poste de Feraoun qui a maintenant la charge d'une classe à double niveau : cours élémentaire et cours moyen. Pas moins de soixante-quatre élèves. Sans compter une élève qui suit sporadiquement les cours du maître… Il s'agit de sa propre épouse à laquelle il va donner les rudiments de la lecture et de l'écriture ! Elle est absente quand Feraoun est inspecté au tout début de l'année. Avec la minutie d'un contrôleur des domaines, l'inspecteur note des détails sur la pédagogie autant que sur les locaux[22]. Les conditions de logement restent sommaires. Le couple dispose d'un logement de deux pièces totalisant une vingtaine de mètres carrés. Il est modeste et plutôt vétuste, l'inspecteur indiquant qu'il serait utile de "refaire le crépi qui tombe par larges plaques." Concernant

l'école, la situation ne semble guère meilleure. Il manque une estrade et il serait utile de "blanchir et réparer les vitres cassées" qui laissent passer un vent d'autant plus froid que la salle de classe n'est chauffée que par un poêle asthmatique. Néanmoins les élèves doivent s'y sentir bien puisque "la fréquentation est très régulière". Même si Monsieur l'inspecteur "insiste[r] cependant pour obtenir plus de propreté et exiger que les visages, les mains et les bras soient très nets". Détaillant les résultats constatés en matière de lecture un peu trop rapide à son gré, sur le langage, la récitation, le chant ou les devoirs écrits, Monsieur l'inspecteur est globalement satisfait. Il le dit dans ses conclusions. "J'ai constaté un travail régulier, beaucoup de bonne volonté et d'application. Les enfants ont contracté de bonnes habitudes. Ils sont polis. C'est bien." Et de conclure : "j'emporte une bonne impression de ma visite", en accordant une note administrative de 14 ½ sur 20 au jeune instituteur. Une première satisfaction qui n'est pas de nature à bouleverser ses habitudes. Par contre la naissance d'un premier enfant enchante les parents. C'est une fille. On l'appellera Zedjiga.

Feraoun se rend assez régulièrement à Tizi-Ouzou. Pour faire des courses. Rencontrer des amis ou aller au marché. C'est là qu'il va faire une rencontre qui le flatte mais dont il ne sait pas encore qu'elle aura une importance évidente dans les années à venir. Comme il le fait assez régulièrement, ce marcheur infatigable a quitté Tizi-Hibel tôt le matin pour se rendre dans la grande ville. Sur une place, il avise un attroupement, s'approche avec curiosité. Un jeune journaliste, grand, sympathique, discute avec quelques personnes. Mégot collé à la lippe, œil gris et physique à la Humphrey Bogart, il serre la main de Mouloud. Échange quelques mots puis s'éloigne. Quelques jours plus tard, Feraoun se souviendra de ce Camus en ouvrant son journal de prédilection, *Alger républicain*[23]. Nous sommes le 5 juin 1939. C'est un choc pour celui qui lit régulièrement ce quotidien et une bonne demi-douzaine d'hebdomadaires auxquels il est abonné. Mais *Alger républicain* reste sa lecture de référence. C'est le cas pour bon nombre d'instituteurs qui l'appellent volontiers "leur" journal.

Ce jour-là, alors qu'il vient de rejoindre son domicile, après ses cours, Feraoun est fasciné par le titre qui barre la *une* de son journal. Il feuillette. Reste bloqué sur la page 5. C'est la première fois qu'il lit un si grand article sur la Kabylie. Un reportage même. Une pleine page avec cinq photos. Le titre s'étale sur toute la largeur : "Misère de la Kabylie." Le premier volet est intitulé : "La Grèce en haillons." Tout à trac Feraoun se plonge dans la lecture de cette enquête qui va se décliner jusqu'au 15 juin. À raison de onze articles dont il apprécie le style alerte, précis, sans fioritures. Les images fortes procédant d'observations pertinentes. Aucune complaisance dans ce *papier* écrit au scalpel.

"Par un petit matin, j'ai vu à Tizi-Ouzou des enfants en loques disputer à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle. À mes questions, un Kabyle a répondu : « C'est tous les matins comme ça. » Un autre habitant m'a expliqué que l'hiver, dans le village, les habitants, mal nourris et mal couverts, ont inventé une méthode pour trouver le sommeil. Ils se mettent en cercle autour d'un feu de bois et se

déplacent de temps en temps pour éviter l'ankylose. Et la nuit durant, dans le gourbi misérable, une ronde rampante de corps couchés se déroule sans arrêt[24]."

Une fois de plus la Kabylie traverse une période de disette. Une fois encore les Kabyles ont faim. De pain. De terres. De justice également. Pas seulement de celle prodiguée selon l'article de Camus par "les sœurs blanches et le pasteur Rolland [qui] contribuent aussi à ces œuvres de charité" dont les mérites sont mis en exergue dans le texte de ce reportage courageux. Il dénonce l'extrême misère de la Kabylie et les risques de s'y maintenir. Feraoun est étonné par ce reportage. Pourtant, au terme de la série, il semble insatisfait. Étrange tout de même ! Selon certains de ses proches[25], Mouloud Feraoun va manifester un certain agacement face à ces articles dans lesquels Camus parle pourtant sans complaisance de la faim, du manque d'écoles, d'infrastructures, des bas salaires et de l'impérieuse nécessité de l'émigration pour la majorité des hommes valides.

Camus, qui se méfie de solutions sans envergures ni lendemains, propose un plan de développement économique et social qui doit venir de la France et non des colons.

C'est pertinent. C'est audacieux…

On peut dès lors s'interroger sur la circonspection de Feraoun face au constat et remède proposé. En fait l'âme kabyle, sa fierté, sa solidarité, sa capacité de résistance sont gommées de ce plaidoyer généreux mais pauvre en analyses politiques sur les causes historiques et profondes de cette misère. Comment expliquer ces silences, ces oublis de la part d'un Camus qui, l'année précédente, était encore membre du Parti communiste algérien. Un parti au sein duquel il était chargé de la propagande auprès des jeunes Arabes…

Feraoun est déçu. Amer, il attend encore et toujours autre chose de la part des journalistes et des romanciers. Un peu plus de recul et de réflexion. Même si c'est au détriment d'une certaine compassion qui lui fait rendre grâce aux bonnes sœurs et, surtout, au pasteur Rolland dont Feraoun sait que l'implication humanitaire n'est pas gratuite. Plus d'action et moins de bonne action ! Au point qu'il est légitime de s'interroger sur l'impact qu'a pu avoir cette enquête sur l'avenir politico-littéraire du petit instituteur Kabyle… Roblès ne lui avait-il pas conseillé d'écrire un livre sur les Kabyles ? Ce reportage ne venait-il pas à point pour lui rappeler cette nécessité de témoigner lui-même et de le faire de l'intérieur ? Là encore le jugement de Pélégri nous paraît pertinent… "Les textes sur « La Misère en Kabylie » (*sic*) sont des textes fondateurs. Mais tout se passe chez Camus comme s'il y avait divorce entre intelligence et sensibilité, conscient et inconscient[26]."

D'autant que beaucoup plus tard, Feraoun ressentira une nouvelle désillusion à la lecture de *La Peste*. D'où cette première lettre qu'il adresse le 27 mai 1951 à Camus qui vient de dire à Roblès tout le bien qu'il pense du *Fils du pauvre*. Feraoun est comblé, il le dit mais ça n'est pas l'essentiel de ce courrier. Voilà ce qu'il écrit notamment : "Je vous ai vu en 1937 à Tizi-Ouzou[27]. Nous étions alors bien jeunes. Vous écriviez des articles sur la Kabylie dans *Alger républicain* qui était notre journal[28]… Puis j'ai lu *La Peste* et j'ai eu l'impression d'avoir compris

votre livre comme je n'en avais jamais compris d'autres. J'avais regretté que parmi tous ces personnages il n'y eut aucun indigène et qu'Oran ne fût à vos yeux qu'une banale préfecture française[29]."

On ne peut être plus clair !

La suite peut donner à penser que Feraoun mesure son audace. C'est sans compter avec son humour froid et distant : "Oh ! Ce n'est pas un reproche. J'ai pensé simplement que s'il n'y avait pas ce fossé entre nous, vous nous auriez mieux connus, vous vous seriez senti capable de parler de nous avec la même générosité dont bénéficient tous les autres. Je regrette toujours, de tout mon cœur, que vous ne nous connaissiez pas suffisamment pour nous comprendre, nous faire comprendre et nous aider à nous connaître, nous-mêmes."

Sous l'admiration, Feraoun laisse fuser une critique évidente des articles sur la "Misère de la Kabylie…" Et plus largement, celle d'une vision humaniste… un peu superficielle au goût de Feraoun qui poursuit : "Ne puis-je donc pas me payer le ridicule : tenter à mon tour d'expliquer les Kabyles et montrer qu'ils ressemblent à tout le monde ? À tous les Algériens, par exemple ? Ce fossé qui s'élargit stupidement, ne faudrait-il pas essayer de le combler[30] ?"

Derrière le ton courtois de l'instituteur policé qui s'adresse à un des grands écrivains de son époque se profile sa résolution de témoigner autrement, de dénoncer les racines du mal et l'arbre d'injustice qui en porte les fruits.

Pour l'heure, il se consacre entièrement à ses élèves. À cette époque 10 % de la population indigène d'âge scolaire a accès à l'école. Et dans des conditions souvent précaires. Devant cet état de fait, l'association des oulémas musulmans algériens crée plus de deux cents *medersas* sur l'ensemble du territoire algérien. On y enseigne l'arabe, le Coran et les thèses nationalistes.

Feraoun est inquiet. Indécis. Perturbé. Plus que jamais, il pense que son métier est essentiel. Qu'il lui faut s'y consacrer entièrement. Comme il l'écrira le 5 janvier 1950 à Roblès qui commence à être un écrivain consacré[31] : "Il faut dire que la carrière d'instituteur est considérée dans le village comme source de bonheur et qu'il ne faut pas chercher autre chose. Je suis de ceux qui ont atteint leur idéal."

Un idéal tout de même confronté à certaines réalités de l'époque…

L'échec définitif du projet Blum-Violette a fortement marqué les esprits. Les indépendantistes de tous horizons s'en servent de levier pour mettre en évidence le refus de la France de toute politique assimilationniste. Le refus des gros colons de partager ne serait-ce qu'une partie de leurs pouvoirs. De leurs privilèges. De son côté, le Parti communiste français PCF sent qu'il risque de perdre la main. D'autant que le Parti communiste algérien PCA a pris ses distances avec Messali Hadj et ses thèses indépendantistes. Le PCF insiste sur le caractère arabo-musulman de l'Algérie, préconise le développement de l'enseignement de la langue arabe et ouvre son bureau politique aux membres du PCA. Histoire de gommer cette volonté d'arabisation du parti énoncée dès 1932 "pour lui donner l'empreinte arabe qui lui est nécessaire pour conquérir l'hégémonie dans la

révolution qui vient en Algérie[32]” Le PCA est mené par un *métropolitain* du nom de Barthel. À ses côtés on trouve Amar Ouzeghane qui deviendra l’un des responsables du Front de libération national. Et Ben Ali Boukhort qui, à l’époque, estime que “la confiance en la démocratie française est sérieusement ébranlée”.

Maurice Thorez fait le déplacement à Alger, le 11 février 1939 pour marteler sa certitude et celle du PCF : “Il y a une nation algérienne qui se constitue dans le mélange de vingt races.” Et de préciser : “Vous les Français d’origine, les Français naturalisés, les Israélites et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils sinon par le sang, du moins par le cœur de la Grande Révolution qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible.” Le “fils du peuple” est semble-t-il en retard d’une révolution… Celle qui monte sous les braises d’une nouvelle guerre mondiale qui s’invite.

---

1 Cette école à classe unique sera transformée en Bibliothèque Mouloud Feraoun en 2008.

2 Fils de l’économiste Henri Guitton il est né le 22 août 1931. Officier appelé et “enseignant sous la tente” il a connu Feraoun en 1958. Ami de Bourdieu, il deviendra professeur agrégé de Lettres classique.

3 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l’Algérie du silence*, La Table Ronde, nº 189, octobre 1963, SEPAL, p. 64.

4 Mouloud Feraoun, *L’Anniversaire*, *op. cit.*, p. 118-119.

5 Témoignage d’Ali Feraoun dans le numero spécial du magazine littéraire *L’IvrEscq*, Alger, Mars-Avril 2012, p. 6.

6 *Bulletin de l’enseignement des indigènes en 1935.* Cité par Fanny Colonna, *Instituteurs algériens 1883-1939*, Paris/Alger, Presses de la fondation nationale des sciences politiques avec l’Office des publications universitaires, 1975, p. 61.

7 Entretien avec l’auteur du 28 décembre 2011.

8 Proche des socialistes anticolonialistes Lechani sera l’un des signataires de la “motion des 61” rejetant en septembre 1955 la politique d’intégration prônée par Jacques Soustelle. Après avoir démissionné de ses mandats politiques en décembre de la même année, tout en condamnant les dérives de la direction de la SFIO, il rejoint la mission du GPRA de Rabat en 1958, où il s’occupe des questions d’éducation et d’information.

9 Soit environ 100 000 électeurs pour les conseils généraux et les délégations financières… Ce qui représentait 10,5 % des indigènes de plus de vingt-cinq ans. Par contre pas de représentants au Parlement.

10 Patrick Weil, « Le statut des musulmans en Algérie coloniale, une nationalité française dénaturée, *La Justice en Algérie 1830-1962*, La Documentation française, coll. Histoire de la Justice, Paris, 2005, p. 95-109.

11 Fondé en 1933 par le député radical socialiste Gaston Bergery ce parti surnommé “radical bolchévique” avait la volonté de donner une plus large place à la démocratie parlementaire. Son fondateur glissera progressivement vers l’extrême droite.

12 http://oumma.com/Il-y-a-soixante-dix-ans-le-Front_ftn11.

13 Interview parue dans *La Flèche* du 30 janvier 1937.

14 *Ibid.*

15 Albert Camus, *La culture indigène, la nouvelle culture méditerranéenne*, Paris, Gallimard, La Pléiade essais, 1965, p. 1321.

16 Correspondance avec l'auteur en date du 7 février 1986.
Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op.cité*, p. 111.
17 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op. cit.*, p. 111.
18 Germaine Laoust-Chantréaux, *Kabylie côté femmes*, *op. cit.*, p. 188.
19 *Ibid.*, p. 191-192.
20 Les informations concernant les rituels du mariage sont extraites de l'ouvrage de Germaine Laoust-Chantréaux, *Ibid.*, p. 188-202.
21 *Ibid.*, p. 188-202.
22 Rapport de l'inspecteur primaire en date du 17 décembre 1938 mis à la disposition de l'auteur par Ali Feraoun.
23 *Alger républicain* est un quotidien libéral fondé en 1938 par Pascal Pia et Paul Schmitt auxquels il convient d'associer Mohand Lechani. Ce berbériste, nous l'avons vu, sera un modèle pour bon nombre d'instituteurs kabyles et européens. Il sera interdit d'octobre 1939 à novembre 1942. Il reparaît ensuite avec une ligne éditoriale communiste (Henri Alleg, l'auteur de *La Question* fut un des directeurs), avant d'être à nouveau interdit à partir de septembre 1955. À l'indépendance de l'Algérie il sera le premier quotidien du pays avec un tirage de soixante quinze mille exemplaires.
24 Albert Camus, *Actuelles III, Chronique algérienne 1939-1958*, Paris, Gallimard, 1958, p. 38-39.
25 Entretiens accordés à l'auteur par Ali Feraoun le 28 décembre 2011 et par Mokrane Feraoun le 26 décembre 2011.
26 Correspondance de l'auteur avec Jean Pélégri, *op. cit*.
27 En fait en 1939.
28 Le journal avait été lancé en partie grâce à une large souscription auprès des instituteurs qui en étaient les lecteurs assidus et avisés.
29 Lettre de Mouloud Feraoun à Albert Camus in *Lettres à ses amis*, 1969, Le Seuil, p. 203.
30 *Ibid.*, p. 204.
31 Après avoir fondé la revue littéraire *Forge* en 1947 à Alger, il reçoit, l'année suivante, le prix Femina pour *Les Hauteurs de la ville.* Il obtient également le *Prix du portique* en 1948 pour sa première pièce de théâtre *Montserrat.*
32 In *La Lutte sociale* organe du PCA, en date du 15 mai 1934, cité par Charles-Robert Ageron, *op. ci*t., p. 25.

LES ANCÊTRES ONT BOUGÉ SOUS TERRE

1er septembre 1939. La guerre éclate… Vue d’Algérie elle paraît lointaine. Plus encore depuis Taboudrist ou Tizi-Hibel où “elle ne surprit aucun Kabyle. Tout le monde l’attendait. Il serait exagéré de dire qu’on la souhaitait, pourtant ce serait presque la vérité. Il y avait chez tous une espèce de curiosité : il fallait un changement[1].” Voilà qui peut sembler anachronique car rien ne manque. Les magasins regorgent de marchandises de toutes sortes, les docks sont pleins et même les taxis circulent jusque dans les villages les plus reculés. La société de consommation s’invitait avant son heure. Mais trop de bonheur nuit sans doute au bonheur… Ce qui fait dire à Feraoun (*via* son héros Menrad) avec un rien de malice que “comme remède, il y a la guerre”. Les vieux qui ont fait celles de 1970 ou de 1914 ne tarissent pas d’arguments. La terre est surpeuplée. La guerre est inévitable.

Ce matin de septembre, personne ne semble préoccupé outre mesure par cette guerre. Une de plus ? Mouloud Feraoun n’aura pas à la faire. D’après le code de l’indigénat la désignation des *indigènes* appelés au service actif se fait par tirage au sort. Et le sort ne l’a pas désigné. Une chance pour ce “pacifiste convaincu. Il se disait que ce qui arrivait était tout de même malheureux, que les Kabyles, tout comme les autres, feraient les frais de la triste expérience. Toutefois, de même que ses compatriotes, il n’avait pas encore l’impression que l’état de choses habituel était menacé de bouleversement, que certaines valeurs pouvaient brusquement changer de sens, que la stabilité, la richesse, le confort, la force, le courage n’offraient aux individus et aux sociétés aucune garantie réelle de continuité et de résistance. Bref ! Les gens étaient si bien installés dans la paix que la guerre était un contrecoup qui semblait ne pas pouvoir durer[2].”

Au village, une poignée de jeunes hommes sont partis au front. Leurs familles reçoivent des lettres que l’instituteur est prié de lire et de traduire. Une fois. Puis une autre. Et une autre encore. Tout va bien. De quoi désespérer de la guerre. Surtout pour les anciens qui en gardent des souvenirs de tranchées, de boue, de faim, de vermine. Mouloud Feraoun continue de s’occuper de ses élèves. Il sait qu’il n’est “pas né pour la gloire, la souffrance ou le sacrifice[3]”. Son horizon se limite à son école. À ce village hissé sur une butte au fond de la vallée. Avec ses trois cents habitants, une paire de bœufs et une meute de chiens qui vagabondent et aboient à volonté.

Tout est calme. Peut-être un peu trop. Les mouvements revendicatifs algériens sont en sensible perte de vitesse. Les principaux chefs du Parti du peuple algérien[4] (PPA) de Messali Hadj sont en prison. Le Parti communiste algérien est en butte à des dissensions qui le rendent inopérant. L’Union populaire algérienne

de Ferhat Abbas a des effectifs réduits… Pourtant Georges Le Beau, le gouverneur général de l'Algérie, s'inquiète face au PPA qui recommande l'insoumission. Par ailleurs "le gouvernement hitlérien avait fait un gros effort de propagande en milieu musulman en insistant spécialement sur l'antisémitisme ; des officiers avaient tenté de prendre contact depuis 1938 avec des tribus du Sud et la presse allemande insistait beaucoup sur la situation troublée en Afrique du Nord, « tendon d'Achille de la France » […] La radio allemande diffusait depuis 1939 des émissions quotidiennes en arabe moderne et en dialectal à l'usage des Musulmans d'Afrique du Nord[5]." Cette propagande ne sera d'ailleurs pas sans effet puisque certains *indigènes* s'engagent dans l'armée allemande.

Ce sera notamment le cas de Mohammedi Saïd qui deviendra un des combattants historiques de la guerre d'indépendance sous le nom de guerre de Si Nasser. Né en 1912 à Larbaa Nath Irathen (petit village de Kabylie) il est scolarisé à l'école communale et au collège avant d'être incorporé dans l'armée française au début de la Seconde Guerre mondiale. Il devient sous-officier mais choisit très vite de déserter pour s'engager dans la Waffen SS après d'un séjour à Berlin en 1943. Promu officier de la Wehrmacht pour son comportement exemplaire sur le front russe, il est chargé en 1944 d'une mission de sabotages et de renseignements en Algérie. Ce qui lui vaut d'être décoré de la Croix de fer… Arrêté par l'armée française, condamné aux travaux forcés puis à la prison à perpétuité, il est libéré en 1952 pour bonne conduite. À peine a-t-il le temps de passer dans son village et le voilà qui reprend la clandestinité et rejoint d'autres hommes que Krim Belkacem a recruté pour organiser les premier maquis de la guerre d'indépendance qui ne débutera que deux ans plus tard. Si Nasser a récupéré, entre temps, sa mitraillette de la Wehrmacht et son casque allemand à oreillettes dont il ne séparera jamais.

En ce début de Seconde Guerre Mondiale, les autorités françaises sont alertées par leurs services de renseignements sur les risques de désertions de certains militaires *indigènes* servant sous la bannière tricolore. On leur rapporte notamment le témoignage de cet homme qui a gardé en mémoire l'image d'un officier français giflant ses grands parents et qui, en ce début de conflit, a confié à un journaliste américain pourquoi il avait choisi de déserter pour rejoindre les Allemands : "Je croyais qu'Hitler détruirait la tyrannie française et libérerait le monde"[6]. Cet homme n'était autre que Si Nasser, un soldat émérite doublé d'un musulman pieux enseignant dans une zaouïa. Qui pourrait croire alors à ce qui passe, dans les ministères, comme une vague de romantisme isolé et sans avenir ? Voilà qui mérite d'être relativisé selon le gouverneur général : il préfère se réjouir devant la mobilisation qui se fait "dans un ordre et une discipline admirables". Ferhat Abbas décide même de suspendre toutes ses activités politiques "pour se consacrer tout entier au salut de la nation dont dépend notre avenir[7]". D'autres militants pour l'indépendance font ce choix sans le manifester à trop haute voix. Ministre d'État, chargé des affaires d'Afrique du Nord, Albert Sarraut, longtemps ministre des Colonies, fait une promesse aux musulmans d'Algérie : "La Mère Patrie n'oubliera pas au jour de la victoire tout ce qu'elle doit à ses enfants de l'Afrique du Nord[8]." Promesse sans lendemain… Les *indigènes* prennent conscience que le colonisateur

n'est peut-être pas aussi invincible qu'il le prétend. C'est une idée qui se diffuse par le bouche à oreille. Il aura fallu des millions de francs pour mener à terme cette guerre alors que les *Arabes* attendent toujours qu'on leur fasse l'aumône d'une école, d'une route ou d'un peu de blé quand il vient à manquer. À telle enseigne que certains d'entre eux refusent alors de payer l'impôt. Comme s'ils ne se sentaient plus redevables de quoi que ce soit vis-à-vis d'un État qui n'en est plus un. D'autres retirent leurs enfants des écoles françaises. Quant à l'annonce de la révolution nationale mise en place par le maréchal Pétain pour "révolutionner" la société française et l'État, elle est plutôt bien accueillie par les *indigènes*. Ils voient une opportunité dans ce changement des institutions qui risquent de leur être favorable. La liquidation des francs-maçons et les mesures anti juives ne sont pas pour leur déplaire. Enfin, le rétablissement de l'enseignement catholique en métropole leur fait espérer qu'il en ira de même en Algérie pour l'enseignement coranique. Et pourquoi pas, la liberté d'enseignement dans les *zaouïas* ?

Ils vont très vite déchanter. Pétain n'a pas de politique particulière ou spécifique vis-à-vis des musulmans. Les plus optimistes, les plus modérés manifestent une certaine lassitude. "L'époque des mandarins est révolue", prévient Abbas. Le pharmacien de Sétif adresse le 10 avril 1941 un mémorandum intitulé : *L'Algérie de demain*, qui contient une vive critique du système colonial. Le gouvernement de Vichy n'apprécie pas et jette dans la balance une poignée de bachagas, honorifiques et décorés, en guise de bonne volonté. Par contre, des étudiants musulmans de la Jeunesse universitaire de l'empire sont invités à chanter devant Pétain… "*Maréchal ! Nous voilà…*"

La famille Feraoun est loin de ces problèmes. Aussi importants soient-ils pour l'avenir du pays. Pour celui de l'Algérie. Un petit garçon vient de naître. Il s'appellera Ali. Toute la famille n'a d'yeux et de cœur que pour le premier garçon du couple. Même si son aînée Zedjiga craint un peu que l'arrivée de ce garçon ne la prive de l'affection paternelle et maternelle dont elle avait l'exclusivité jusque-là. Elle est et restera la préférée de Mouloud même s'il ne veut pas le reconnaître !

Nous sommes en 1940. Un nouveau recteur d'académie prend ses fonctions à Alger : Georges Hardy. Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École pratique des hautes études, cet agrégé d'histoire est précédé de sa réputation. Il a *fait* l'Afrique occidentale française (AOF) en 1918 et 1919 comme inspecteur puis comme directeur de l'enseignement. À son retour, il devient directeur de l'Instruction publique, des beaux-arts et des antiquités au Maroc. Après avoir présenté un doctorat sur l'histoire coloniale, il prend la direction d'une école… coloniale. Il en fait la plus renommée de l'Empire français. Ce qui lui vaut d'être nommé recteur de l'académie de Lille, avant de traverser la Méditerranée en décembre 1940. Cet affidé du maréchal ne tarde pas à exclure des milliers d'enfants juifs des écoles primaires et de l'enseignement secondaire. Appliquant avec zèle et sans état d'âme le *numerus clausus* discriminatoire que le régime de Vichy n'avait institué en métropole que pour le seul enseignement supérieur.

Pendant ses 30 mois effectués comme recteur, il prononce la révocation de 870 enseignants, dont 464 juifs. Concernant la scolarisation en Algérie, il a des idées bien arrêtées. “Il y aurait lieu de se défier de l’école telle que nous inclinons à l’acclimater partout, de l’école qui dépayse, qui déracine, qui détourne le petit indigène du genre de vie familiale […] Il reste qu’une école est une école et que l’adolescent qui y a passé quatre ou cinq ans brûle d’employer son savoir hors du gourbi familial. On a tout dit de ces pauvres gosses pour qui le certificat d’études est une clé magique, de ces enfants qui vivent dans la superstition du porte-plume[9].” Voilà qui s’inscrit dans une évidente volonté de restreindre l’éducation nationale en milieu rural à la mise en place de *Centres de premier degré* essentiellement destinés à développer l’artisanat auprès des jeunes indigènes scolarisés. Les élus et responsables politiques n’y trouvent rien à redire. Les délégations financières s’en félicitent. Seuls la Fédération de l’Éducation nationale (FEN) et le Syndicat national des instituteurs (SNI) condamnent “une véritable parodie d’enseignement”.

Georges Hardy est également président du comité de propagande de la très pétainiste *Légion française des combattants* et participe à la promotion de l’idéologie de la *Révolution nationale* tout en surveillant le comportement des populations. Après le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942, il reste en fonction, sous les gouvernements de l’amiral Darlan[10] puis du général Giraud[11] qui perpétuent durant plusieurs mois les lois du maréchal. Il faudra attendre la création du Comité français de la libération nationale (CFLN) pour qu’il soit démis de ses fonctions en juillet 1943. Le 5 février 1944, il est “révoqué sans pension, avec interdiction absolue d’enseigner, même à titre privé.”

Le 8 mars 1942, le débarquement anglo-américain à Alger, appuyé par les mouvements de résistance nord-africains[12], crée un électrochoc. Au point de réveiller certains espoirs. Une renaissance des revendications indépendantistes. “Le vent de libération anticoloniale apporté par les troupes américaines, l’importance prise par les Musulmans dans l’armée française ont touché en profondeur le peuple algérien, en même temps que ces événements incitaient les élites à organiser leur propre libération. La Résistance prend alors le relais de la Révolution française dans l’imaginaire du mouvement national algérien[13].” Pas au sens où l’envisageait Thorez trois ans plus tôt.

Ferhat Abbas et quelques autres élus publient le *Manifeste du peuple algérien* qui demande une Constitution dans laquelle “l’égalité absolue entre les hommes, quelle que soit la race ou la religion sera proclamée”. En juin, le Gouverneur général approuve le projet de la participation de représentants musulmans au gouvernement algérien, dans un premier temps, et la création d’un État algérien, dès la fin du conflit… C’est une manœuvre qui vise simplement à calmer les esprits, à faire retomber les tensions.

N’empêche… Assimilation rime désormais avec humiliation. Même sans connaître ces textes, les populations en perçoivent les effets dans leur quotidien.

S’ils peuvent se considérer comme des privilégiés du système, les instituteurs en apprécient les limites. Accepter ces privilèges serait le faire au détriment de ceux auxquels on enseigne qu’il n’en existe pas. Que la France a fait une révolution pour les abolir. Feraoun est d’ores et déjà conscient de l’irrémédiable dégradation. Même s’il ne milite pas dans un parti. Même s’il se tient en marge des mouvements nationalistes, il analyse parfaitement la situation. Néanmoins l’homme est extrêmement secret et ne révèle rien de ses réflexions, y compris à ses proches. Il fait cependant référence à son état d’esprit de l’époque dans un texte qu’il écrira vingt ans plus tard et qu’il intitule *Lettre à Camus*[14]. Il s’adresse alors au journaliste tout autant qu’à l’écrivain et à l’Algérien. Et, à travers lui, à tant d’autres Européens. “Lorsque je lisais vos articles dans *Alger républicain*, ce journal des instituteurs, je me disais : « Voilà un brave type. » Et j’admirais votre ténacité à vouloir comprendre, votre curiosité faite de sympathie, peut-être d’amour. Je vous sentais alors si près de moi, si fraternel et totalement dépourvu de préjugés ! Mais déjà aussi, je vous assure, je ne croyais pas en vous, ni en moi-même, ni en tous ceux qui s’intéressaient à nous et qui étaient si peu nombreux ; car tout le mal qui pouvait nous venir des autres, personne n’avait pu l’empêcher d’être fait. À cette époque-là, enfin, nous avions conscience de notre condition de vaincus, tandis que les vôtres, tout naturellement, tenaient plus que jamais le langage des vainqueurs. Non pas que nous ayons renoncé à tout espoir, mais le salut nous ne l’attendions plus que de l’imprévisible – ou de l’inéluctable, ou encore du temps qui s’écoule.”

En novembre 1944 est publié un décret sur la “scolarisation totale”. Voilà qui a le mérite de la clarté. Dans les termes au moins. La France libre veut rendre justice et éducation à sa colonie. Rappelons que dès octobre 1940 de Gaulle avait mis en place le Conseil de défense de l’empire qui tient lieu de gouvernement. Il annonce le maintien des territoires coloniaux dans le giron de la France et l’assimilation de leurs patrimoines. La conférence de Brazzaville qui se déroule du 30 janvier au 8 février 1944 s’inscrit dans cette philosophie. Elle débouche sur l’abolition du code de l’indigénat et sur une politique d’assimilation en faveur des colonies. Cette dernière mesure s’appuie sur une proposition de Félix Éboué, administrateur colonial, résistant, membre de la SFIO et gouverneur général de l’Afrique équatoriale française.

Feraoun suit les évolutions de cette conférence dans la presse. Chaque soir, il se retire tôt dans sa chambre avec son épouse et, ensemble, ils parlent de l’actualité. Leurs échanges ne se limitent pas aux événements du quotidien. Souvent Mouloud fait part à son épouse de ses découvertes littéraires. Il lui lit ou lui récite des poèmes qu’il affectionne particulièrement, des pièces du théâtre classique français. C’est une sorte de cérémonial auquel ils resteront attachés toute leur vie. Mme Feraoun écoute. S’intéresse et mémorise. Cite parfois un vers de *L’Avare* ou du *Cid*. Toujours à bon escient. Sa fille Fazia se souvient fort bien de ces citations qui pouvaient ponctuer la discussion… “Je me souviens qu’un jour, je ne sais plus à quelle occasion, nous parlions d’un homme sans ressources. Ma mère se mit à

évoquer « le pauvre homme ! », citant *Tartuffe* dans le texte. Elle connaissait la pièce de Molière et certains de ses alexandrins. Elle était capable de citations appropriées, parfois très drôles et j'étais chaque fois étonnée de son niveau de culture. Elle savait énormément de choses sans être allée beaucoup à l'école. Grâce notamment à Feraoun qui a su être son époux et son maître. Avec la même attention… Par ailleurs, elle avait appelé un de nos chiens Hector, en référence au héros de l'Antiquité grecque[15]."

Cette femme qui n'a pas eu la possibilité de suivre des études est à la fois intelligente et pertinente. Elle qui ne parlait que le kabyle a eu la volonté de découvrir quelques rudiments de français avec sa fille ainée. Puis d'apprendre à lire. Et de se perfectionner dans les discussions qu'elle aime avoir avec son époux. Mouloud Feraoun la consulte souvent sur tel ou tel autre problème. Cherchant chez elle un avis moins tranché. Moins dogmatique. Ce soir-là, il évoque le discours de de Gaulle dont le journal cite de larges passages. Il affirme la nécessité d'engager les colonies "sur la route des temps nouveaux" et paraît engager un processus qui ressemble à ce que sera l'Union française de 1946. Toujours est-il que, pour lui : "En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi." Voilà un discours qui tranche avec ceux qui ont précédé depuis des décennies. Feraoun reprend confiance. D'autant qu'il éprouve une certaine admiration pour de Gaulle. Pour l'homme du 18 juin. Et surtout pour celui que les Africains présentent comme l'homme de la décolonisation. Lui qui n'hésitera pas à dire : "la décolonisation est notre intérêt, par conséquent notre politique". Ce faisant, il va à l'encontre de la thèse défendue par les gros colons et validée par leurs journaux. Les colonies ne rapportent plus à la France. C'est plutôt le contraire. Ainsi, entre 1945 et 1960, la France dépensera pour ses colonies le double ce que les États-Unis lui ont octroyé dans le cadre du plan Marshall…

Concernant les lendemains de guerre, *Alger républicain* affiche un certain optimisme. Le journal évoque les évolutions envisagées aux plans social, économique, administratif et politique. De plus en plus d'emplois seront réservés aux *indigènes*. Mais pour l'heure, les emplois de cadre et de direction restent l'apanage des citoyens français. À compétence égale les Européens et les *indigènes* bénéficieront du même salaire. Le travail forcé est interdit. Un système "convenable" d'assistance sociale figure également dans les résolutions de la conférence. Diverses mesures de réorganisation sont envisagées dans le secteur administratif. Sur le plan politique, la conférence est nettement plus conservatrice s'agissant de l'organisation de l'Empire français. Les termes de "Fédération française", de "personnalité politique" ou de "responsabilité politique" apparaissent au fil du texte. Mais leur sens demeure ambigu. Le document final,

rédigé conformément aux souhaits du général de Gaulle, écarte cependant l'idée d'émancipation des colonies en repoussant toute idée d'autonomie, d'indépendance, de gouvernement autonome hors du bloc de l'Empire français. Le texte préconise la création d'une assemblée fédérale qui devra, tout en respectant la liberté locale des territoires, "affirmer et garantir l'unité politique infrangible du monde français[16]".

Si cette conférence est perçue comme un premier pas vers la décolonisation, il est évident qu'à l'époque de sa tenue, toute idée d'indépendance est impensable. Son objet même est d'y faire obstacle par des mesures de temporisation.

Brazzaville inspire les objectifs du plan de 1944, proposé par un CFLN soucieux de rétablir l'autorité de la France face au "*défi du nationalisme algérien*". Ce plan programme donc des réformes politiques, sociales et économiques, interpelle les élites musulmanes dont les réactions oscillent entre espoir et indifférence. L'instruction publique y est présentée comme un des moyens vitaux d'élever la condition sociale des musulmans au "*niveau de celle des Algériens non-musulmans*".

Comme le précise Emmanuel Sacriste : "En 1944, l'Algérie dispose de 6 500 classes primaires assurant la scolarisation de près de 90 % des enfants européens et 8,8 % des enfants musulmans. […] Le CFLN décide de faire appliquer la loi d'obligation scolaire en lançant le « *plan de scolarisation totale de la jeunesse musulmane d'Algérie* ». Le décret du 27 novembre 1944 prévoit la création de 20 000 classes permettant l'accueil de 1 million d'élèves (soit 50 enfants par classe[17])."

Avec cet humour froid et cynique qui le caractérise Feraoun constate les effets de cette loi. Il l'écrira une vingtaine d'années plus tard : "Il existe de belles écoles en Kabylie ! Des écoles somptueuses, toutes neuves, bien meublées, ayant eau, courant, garage. […] Lorsque cela se trouve ; le blédard s'adapte au confort et y prend goût. […] Il existe encore des écoles déshéritées sans eau et électricité. Il y a des écoles délabrées et éloignées des centres. […] Cependant, de nombreux postes ont maintenant une route et certains maîtres sont équipés de voitures. Notre isolement n'a plus rien d'effrayant[18]. […]"

Pour l'heure Feraoun se félicite de la fin d'une éducation ségrégationniste. Jusque-là, au sein de l'enseignement primaire, les élèves ne bénéficiaient pas du même enseignement. Selon qu'ils étaient européens ou indigènes. Dans la droite ligne du projet de réforme présenté par les sections algériennes du Syndicat national des instituteurs et adopté par l'assemblée de l'Union française le 21 mai 1948, un décret en date du 13 février 1949 met fin à cette pédagogie à deux niveaux. Feraoun présente alors ses élèves comme "*de vulgaires écoliers. Ils n'ont rien de particulier nos programmes sont ceux de toutes les classes primaires, nous préparons le même certificat, le même concours des bourses, le même examen de passage*[19]."

Pour donner des preuves concrètes de son opposition à toute forme de ségrégation, Feraoun estime que sa fille Zedjiga doit bénéficier du même enseignement que les garçons. Il y a cependant un problème de taille. Le village où

réside la famille ne compte pas d’école de filles. Qu’à cela ne tienne ! Il “la met en classe avec les garçons, ce qui provoque une colère sombre chez le grand-père. Zedji a fait des études dans des classes de garçons. Pour Feraoun c’était indiscutable, la fille doit faire des études comme le garçon[20].”

Les Algériens qui ont participé à la libération de la France métropolitaine et soutenu les troupes alliées basées en Afrique du Nord ont également subi, comme les Européens, les bombardements des côtes algériennes qui furent particulièrement violents. Ils attendaient un minimum de reconnaissance de la “mère patrie”. Tel ne sera pas le cas. Les Amis du manifeste de la liberté font corps et organisent des regroupements, des actions… Notamment en peignant sur les murs des villes leurs premiers slogans nationalistes. Fin 1944, ce sont les membres du Parti du peuple algérien qui mettent sur pied une nouvelle stratégie plus offensive en créant une organisation paramilitaire secrète dont l’objectif est d’entrer dans des actions plus dures. Parmi eux, il en est qui préconisent des “défilés pacifiques” pour exprimer les mêmes objectifs d’indépendance. On peut y voir les prémices d’une guerre qui s’engagera dix ans plus tard.

Le 7 mars 1944, le Comité français de la libération nationale prend une ordonnance selon laquelle la citoyenneté française est accordée à tous les indigènes disposant de décorations militaires et de divers diplômes tels que le certificat d’études, etc. Sans modification de leur statut civil et religieux, en 1945, près de 62 000 combattants en bénéficient. Les Européens manifestent rapidement leur désapprobation. Les dirigeants nationalistes algériens espèrent alors beaucoup de la première réunion de l’Organisation des Nations unies qui se tient le 29 avril à San Francisco. Au printemps 1945, des rumeurs de soulèvements indigènes sèment la panique dans les milieux européens. D’autant qu’au sortir de la guerre, l’Algérie connaît une situation de pénurie exceptionnelle. Les problèmes de nourriture et d’approvisionnement sont exacerbés par le retour de la guerre ou l’exil de nombreux hommes.

“D’un seul coup la Kabylie se peupla comme elle ne s’était jamais peuplée. Tous les ouvriers de France rentrèrent à la fois. Les soldats ne tardèrent pas à les rejoindre. Il n’y eut que peu de prisonniers et peu de morts. Chaque village atteignit son maximum d’habitants. Les évaluations officielles disent que la Kabylie peut nourrir un mois sur douze ses habitants. N’empêche que durant de longs mois les Kabyles n’auront plus pour vivre que leurs maigres montagnes et quelques billets sauvés du naufrage.

“Bientôt les magasins se vident, les prix montent, les embarras commencent. Les fellahs, sans s’en douter, sont à la veille d’un terrible cauchemar. Ce cauchemar durera quelques années. Et chaque année semblera aussi longue qu’une décade[21].”

Le marché noir devient incontournable. Les prix flambent. Les céréales viennent à manquer. La famine guette une nouvelle fois. Chacun attend sa ration d’orge. Longtemps. En longues files. “Des hommes en haillons attendent devant la porte. Ils sont tous vieux, même les jeunes. Les figures sont pâles avec de profondes rides et des poils de barbe d’un demi-centimètre qui se hérissent de peur de se toucher, et

des yeux grands ouverts mais enfoncés dans les orbites. Ils tiennent d'une main un petit sac en peau de mouton, dans l'autre une carte fripée et des billets salis, maladroitement pliés[22]."

Le père ne peut plus se rendre au marché pour troquer ses légumes ou ses fruits contre quelques mesures d'orge ou de blé. Encore moins contre quelques pièces de viande. Les étals sont plus rares et ceux qui ont encore quelque chose à vendre affichent des prix exorbitants. Finies les longues déambulations entre les divers étalages, le plaisir des rencontres et du marchandage. Les mines sont tristes, les clients beaucoup moins nombreux qu'en ces jours fastes où les hommes convergeaient des plus petits villages vers cette large clairière. Les uns portant de larges paniers à remplir, d'autres poussant des ânes ou des mulets chargés de légumes, d'étoffes ou de vêtements. Finies les haltes sous les frondaisons autour d'une table de fortune, sur des bancs déhanchés pour lamper un thé brûlant en devisant de travaux des champs. Certains visages de marchands font défaut dans cette déambulation sans foule. Les uns s'en sont allés faire fortune ailleurs. D'autres n'ont plus rien à vendre. D'autres encore ont disparu on ne sait trop où : la guerre peut-être ? À moins qu'ils aient préféré l'éviter et se cachent encore sans être sûrs qu'elle est bien finie. Le maréchal-ferrant est toujours là, au pied de "son" chêne. Il a toujours son enclume entre les jambes sur son large tablier de cuir, ses pinces et ses fers à portée de main, mais les clients sont rares… Comme si les mulets et les chevaux n'avaient plus de sabots ! Même les vautours ont déserté les clairières où les bouchers découpent leur viande devenue si rare en ces jours où l'orge a le prix du jarret. Quelques boutiquiers sont encore là. Toujours aussi vieux. Toujours aussi passifs et résignés. Le volet de leur échoppe remonté en guise de pare-soleil, ils attendent le chaland. Leurs étagères sont presque vides… Quelques boîtes de sucre, des flacons d'eau de Cologne, des pins de savon craquelés comme leur visage impassible. Là des couffes avec des plantes médicinales. Ici des corbeilles de fleurs séchées, d'onguents ou de piments décolorés de trop attendre. Les oignons, les fèves et les carottes sont tellement rares qu'on en devine le prix. "Quand l'homme est mécontent de son marché, il s'en va terminer sa journée à la gargote. Il s'enivre, paie à boire, vide son porte-monnaie, provoque les gens, se fait battre et dépouiller, puis rentre au village, on ne sait comment, vers le milieu de la nuit[23]." En ces temps de disette l'homme n'a pas même le loisir d'être mécontent. Et encore moins celui de pouvoir perdre son argent et son équilibre dans une de ces gargotes désormais inaccessibles. Il évite même de se faire accompagner par ses enfants. Il sait qu'il ne pourra pas leur offrir une friandise ou une portion de cette glace que des bergers rapportent des hauteurs du Djurdjura, qu'ils conservent dans des outres épaisses et agrémentent d'un nuage de sucre ou de citron.

Il faut attendre des jours meilleurs. Ces jours si rares en Kabylie qu'on les reçoit comme un bonheur. Toujours nouveau. Toujours faste.

Mouloud Feraoun a du mal à nourrir sa petite famille qui compte maintenant trois enfants après la naissance de Mokrane en 1944. Il lui faut également subvenir aux besoins de la famille élargie à une quinzaine de personnes. Son salaire y suffit à peine. À la *djema* les hommes parlent beaucoup de cette guerre que les Français

n'ont pas gagnée. De la pauvreté qui s'installe à nouveau. Des promesses encore et toujours sans lendemain. On parle de ces soldats partis défendre une patrie qui n'est pas la leur. Comme il se doit, l'instituteur est appelé à donner son avis. À aider les autres à comprendre ce qui se passe. Il est bien en mal de le faire. Chaque jour, il lit *Alger républicain* qui a connu bien des déboires au cours de la décennie écoulée. Les pouvoirs qui se sont succédé n'ont eu de cesse de réduire au silence ce quotidien.

Le journal se fait l'écho de tensions dans la population européenne qui craint un soulèvement musulman. Ce sont des rumeurs, mais elles enflent. Elles sont sensibles jusqu'en Kabylie. Mouloud Feraoun a croisé des regards méfiants dans les rues de Tizi-Ouzou. Des attitudes hostiles. L'Algérie connaît depuis quelques mois une situation alimentaire catastrophique. Messali Hadj est déporté à Brazzaville le 23 avril 1945. Son parti, le PPA, décide d'organiser des manifestations pacifiques sur l'ensemble du territoire algérien à l'occasion du 1er mai. D'imposants cortèges se forment et au milieu de la foule on voit apparaître pour la première fois un drapeau vert et rouge frappé du croissant et de l'étoile. Ce drapeau dont le premier modèle a été confectionné par la femme de Messali. À Oran et à Alger, la manifestation tourne à l'émeute après des affrontements avec la police qui font trois morts. Une semaine plus tard, tous les hommes de Tizi-Hibel sont réunis à la *djema*. La guerre est terminée. Ça change quoi ? On questionne l'instituteur qui déçoit en répondant que la paix est revenue.

Pour Feraoun c'est l'important. La situation va certainement se décanter. En tout cas il deviendra plus facile de faire des analyses sans tirer des plans sur la comète.

L'heure est à la célébration de la victoire des alliés sur l'Allemagne nazie en même temps que la fin de la seconde guerre mondiale. Faut-il manifester pour célébrer la victoire ? Les avis sont partagés. À Sétif, les autorités françaises autorisent une manifestation des *indigènes*. Mais elle devra être distincte de la manifestation “officielle”. Elle ne doit pas avoir de caractère politique : “aucune bannière ou autre symbole revendicatif, aucun drapeau autre que celui de la France ne doit être déployé. Les slogans anti français ne doivent pas être scandés. Aucune arme, ni bâtons, ni couteaux ne sont admis.”

Dès 8 heures du matin plus de 10 000 *indigènes* sont dans la rue. Leur cortège s'ébranle et les manifestants entonnent *Min Djibalina* (de nos montagnes), hymne nationaliste, qui deviendra celui de l'Algérie à son indépendance. Ils agitent des drapeaux français et ceux des différents alliés. Des pancartes également sur lesquelles on peut lire : “À bas le colonialisme”, “Nous voulons être vos égaux” ou “Libérez Messali”. Bientôt une pancarte est exhibée par un jeune scout algérien : “Vive l'Algérie libre et indépendante.” Un commissaire de police intervient. Il est bousculé. C'est le chaos. Des coups de feu sont tirés qui, dès le premier jour, font 28 morts chez les Européens et 20 à 40 chez les indigènes… Selon le bilan officiel de la police.

Alors que la situation paraît se calmer à Sétif, la petite Kabylie s'embrase entre Bougie et Djidjelli. À Tizi-Hibel on ne comprend pas ce qui se passe. Un mouvement de panique jette les habitants dans la rue. Crée un tourbillon

désordonné. Avant que la plupart décident de se claquemurer craignant l'arrivée des tirailleurs. On dit qu'ils sont sans pitié. Tirent sur les femmes et les enfants, les vieux, le bétail. D'autres décident de s'armer de pelles, de pioches, de gourdins, de vieilles pétoires. Ils vont venger Mokrani. Ressentiment. Violence. Haine. Des fermes européennes et des maisons forestières sont attaquées et leurs occupants assassinés. Le mouvement s'étend à Guelma, à Kherrata et à des villages environnants. L'armée française riposte avec fermeté. Le sang appelle le sang. Des actes de barbarie, des viols. L'aviation et la Marine ripostent à feu nourri. Une cinquantaine de "mechtas" sont incendiées. Les blindés arrivent en renfort. Pendant 2 mois, l'Est algérien vit sous le règne d'une terreur meurtrière inouïe.

De nombreux militants et dirigeants du PPA, de l'association des oulémas et du parti des Amis du manifeste des libertés (dont Abbas) sont arrêtés. La répression prend fin officiellement le 22 mai. L'armée organise des cérémonies de soumission : les indigènes doivent se prosterner devant le drapeau français et crier : "Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien." Des exécutions sommaires sont également pratiquées dans la région de Kherrata.

Il convient de faire silence sur ces "événements troubles, d'inspiration hitlérienne" commis par des individus qui "se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre[24]". Cette analyse peut paraître étrange. Compte tenu de la propagande radiodiffusée des Allemands, les Français pensent que les nationalistes algériens sont manipulés par les fascistes italiens ou les nazis allemands. Les autorités estiment même que le PPA est proche des pétainistes alors que Messali Hadj a soutenu le Front populaire et la République espagnole. Le choix du jour de la victoire pour provoquer ces soulèvements conforte les Français dans leurs fantasmes.

Le bilan de ces "événements" sera lourd. Plus d'une centaine de morts et autant de blessés chez les Européens. Le nombre des victimes indigènes aurait été de 1 165 selon les autorités françaises de l'époque. Selon les historiens ayant travaillé sur le dossier, le nombre des victimes varierait entre 8 000 et 15 000.

Une guerre qui ne dit pas son nom venait de commencer dans ce pays qui n'aspire plus qu'à sa liberté.

Les autorités françaises semblent ne pas vouloir tirer de conclusions de ces émeutes. Elles sont conscientes des enjeux mais ne veulent pas croire que les mouvements indépendantistes prendront le dessus après ces premières démonstrations… Et surtout la répression qui a suivi. Tel n'est pas l'avis de certains diplomates étrangers. Ainsi, dès le 12 juin 1945, le consul suisse en Algérie envoie une longue note à son gouvernement. On peut y lire notamment : "Il est désormais de notoriété publique, que le mouvement sanglant dont il s'agit avait un caractère nettement politique tendant à l'indépendance complète de l'Algérie et au refoulement des Français au-delà de la Méditerranée.

"Quelles furent les causes de ce soulèvement raté ?

Il faut les attribuer tout d'abord aux conditions de vie pitoyables des masses

indigènes, puis à l'insuffisance de développement éducatif et social de ces populations, à leur ravitaillement par trop mal organisé et par trop précaire, comme aussi – il faut le souligner – à la paresse et à l'indolence traditionnelles de la majorité des autochtones, qui ne font rien pour contribuer à l'amélioration de leur sort et qui ne sont nullement mûrs, ni capables d'assurer la vie et l'indépendance de leur pays ; enfin, le panarabisme du Caire et la politique anti française des dirigeants musulmans de Syrie et du Liban ne les laissent pas insensibles, au contraire."

Kateb Yacine, alors lycéen à Sétif, se souviendra de ces journées terriblement historiques… "C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme."

Quant à Houari Boumediene, futur président de la République algérienne, il écrira : "Ce jour-là, j'ai vieilli prématurément. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. Même les ancêtres ont bougé sous terre. Et les enfants ont compris qu'il faudrait se battre les armes à la main pour devenir des hommes libres. Personne ne peut oublier ce jour-là."

Quelles que soient leurs aspirations, quel que soit leur attachement à la France et à sa parole trop souvent reniée, les indigènes doutent, au sortir de cette guerre et après les événements de Sétif que de nouvelles mesures puissent changer le cours de l'histoire. Mouloud Feraoun voit trop d'écoles du bled vouées à l'abandon. Trop de gamins oubliés sur le bas-côté de l'enseignement. Trop de maîtres *indigènes* toujours traités avec une condescendance qui frise le mépris. Il a été meurtri par cette aventure que lui confiait un vieux maître qui avait enseigné durant vingt-cinq ans à Tizi-Hibel. L'école du village natal de Feraoun était assez rudimentaire et manquait totalement de confort. L'enseignant, proche de la retraite, avait remarqué une autre école sur la route goudronnée qui relie Tizi-Ouzou à Beni-Douala. Une école équipée, avec l'eau courante et l'électricité. Lui qui était sorti de l'école normale de la Bouzaréa juste avant le début de la première guerre mondiale sollicita une mutation dans cette école. C'était un instituteur classé hors cadre dont la notation administrative était de 19/20 depuis plusieurs années. Il postule donc pour ce poste en se disant : "Enfin, je vais pouvoir offrir l'eau courante et l'électricité à ma vieille épouse." Le Recteur d'académie ne tarde pas à lui manifester ses regrets. Il ne peut accéder à sa demande… L'école a été demandée par un jeune couple d'instituteurs français frais émoulus de l'École normale. C'est eux qui obtiendront le poste. En compensation on lui envoie une belle lettre officielle pour lui signifier que le recteur lui octroie les Palmes académiques. Il a raconté son aventure à Feraoun en lui disant, dépité : "Ces palmes, je ne les porterai jamais. Tu te rends compte ! On m'a jugé indigne d'une école qu'on a donnée à un instit plus jeune que mon plus jeune enfant[25]." Il était kabyle. Après l'indépendance son fils a été directeur général de l'enseignement au Ministère de l'Éducation nationale, représentant à l'Unesco.

Entre découragement et exaltation professionnelle, Feraoun veut tout de même y

croire. Par-delà ces camouflets. Même s'il pense déjà ce qu'il écrira le 13 décembre 1955 dans son *Journal* concernant ces Français qui le/les gouvernent : "Les manifestations de leur bonté à notre égard n'étaient que celles de leur haine. Mais leur haine était si intelligente que nous ne la comprenions pas. Nous la prenions pour de la bonté. Ils étaient bons, nous étions mauvais. Ils étaient civilisés, nous étions barbares. Ils étaient chrétiens, nous étions musulmans. Ils étaient supérieurs, nous étions inférieurs[26]."

---

1 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 122.

2 *Ibid.*, p. 123.

3 *Ibid.*, p. 124.

4 Le PPA a été fondé par Messali Hadj le 11 mars 1937 après l'interdiction de l'Étoile nord africaine par le Front populaire.

5 Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, *op. cit.*, p. 547.

6 Rapporté par Meriem Ouyahia in *Le Soir d'Algérie* du 5 décembre 2004.

7 *Ibid.*, p. 548.

8 Déclaration en date du 2 décembre 1939 citée par Charles-Robert Ageron, *ibid.*, p. 549.

9 Projet Hardy cité par Louis Rigaud in *L'École en Algérie (1880-1962)*, p. 55, repris par Emmanuel Sacriste, *op. cit.*, p. 92.

10 Jean Louis Xavier François Darlan (1881-1942) est chef de la Marine française au début de la seconde guerre mondiale puis ministre de la Marine du premier gouvernement du maréchal Pétain. Il collabore activement à la politique de collaboration. Il se rallie aux Alliés lors du débarquement de 1941. Il est assassiné en décembre 1942.

11 Henri Giraud (1879-1949) est considéré comme l'une des figures de proue de la Libération. À la suite de l'assassinat de Darlan, Giraud est nommé à la tête du Commandement civil et militaire.

12 Cette opération dont le nom de code est *Torch* marque le tournant de la guerre sur le front occidental. D'autant qu'elle est consolidée par les victoires britanniques d'El-Alamein et soviétique de Stalingrad. La prise d'Alger est réalisée en un jour grâce à l'appui de la résistance. Par contre à Oran et au Maroc, les généraux fidèles à Vichy tirent au canon contre les Alliés. La reddition des troupes françaises vichystes au Maroc aura lieu le 11 novembre.

13 Alain-Gérard Slama, *La Guerre d'Algérie, Histoire d'une déchirure*, Paris, Découvertes Gallimard, 1996, p. 37.

14 Mouloud Feraoun, « La Source de nos communs malheurs – Lettre à Albert Camus », *Preuves*, Paris, septembre 1958, nº 91. Texte repris dans *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 37.

15 Entretien accordé à l'auteur par Fazia Feraoun, le 26 décembre 2011.

16 Xavier Yacono, *Les Étapes de la décolonisation française*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 55-56.

17 Emmanuel Sacriste, *Mouloud Feraoun acteur, témoin et martyr de l' école en Algérie coloniale*, *op. cit.*, p. 99, citant H. Saurier, *Esquisse de l'évolution de l'enseignement primaire en Algérie de 1830 à 1962* et *Des enseignants se souviennent de ce que fut l'enseignement en Algérie*, Cercle Algérianiste, Privat, 1981, p. 57.

18 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op. cit.*, p. 130.

19 *Ibid.*, p. 130.

20 Témoignage d'Ali Feraoun dans le numéro spécial du magazine littéraire *L'IvrEscq*, Alger, Mars-Avril 2012, p. 6.

21 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 128.
22 *Ibid.*, p. 129.
23 Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*, *op. cit.*, p. 80.
24 Communiqué officiel du gouvernement général de l'Algérie en date du 10 mai 1945.
25 Cette anecdote a été rapportée par Ali Feraoun à l'auteur le 31 décembre 2011.
26 Mouloud Feraoun, *Journal 1955-1962*, *op. cit.*, p. 13.

NAISSANCE D’UNE ÉCOLE LITTÉRAIRE

La seconde guerre mondiale, les *événements* de Sétif… On pourrait être tenté de penser que Feraoun les a subis plutôt qu’il ne les a vécus. Il est vrai que la Kabylie a toujours été éloignée, isolée, repliée sur elle-même. Pour autant, il se tient informé de tout ce qui se passe. Outre la lecture quotidienne d’*Alger républicain*, il écoute la radio et reçoit de temps à autre des revues qui lui arrivent de France. Dispensé de service militaire, il a continué de vivre dans ses montagnes, près des siens et pour ses élèves. Feraoun exerce son métier d’instituteur avec la même passion. Avec une égale foi dans la nécessaire promotion de ceux qui lui font face sur les bancs. Qui pensent en berbère mais commencent à s’exprimer dans cette langue française pour laquelle leur maître garde un véritable attachement. Ses rares moments de liberté sont occupés par les livres. Il aime partager ces bonheurs avec son épouse à laquelle il continue de lire tout ou partie des textes qu’il aborde ou redécouvre. Elle écoute. Elle s’imprègne. Il lit à la manière des conteurs de son enfance qui ne se lassaient pas de dire un texte immuable. Il en va de même avec ces livres dans lesquels les mots tiennent lieu de mémoire codifiée. Des livres dont le jeune instituteur remplit sa petite bibliothèque. Il ne peut résister au plaisir d’en acheter de nouveaux chaque fois qu’il se rend en ville. Mais de la lecture à l’écriture il y a un monde. Celui qu’il voudrait raconter pour le faire partager, pour le faire comprendre. Écrire lui aussi… Il y pensait depuis longtemps sans oser se mettre à l’ouvrage. Jusqu’à ce jour d’avril 1939, pendant les vacances de Pâques. Comme chaque soir, il s’est enfermé dans son petit bureau. Buste rejeté en arrière, yeux mi-clos, il a profité quelques minutes du lourd silence qui précède la nuit. D’un tiroir de son bureau il extrait un cahier d’écolier identique à ceux sur lesquels ses élèves s’escriment à tracer des lettres, des mots. Un cahier *Jeanne d’Arc* à couverture bleu pâle. Il a lissé le papier d’un revers de la main. La plume a glissé. Comme si le texte lui était dicté par une mémoire engrangée. D’une traite, sans une seule rature. En l’espèce, il est vrai que l’écriture de Feraoun donnera toujours l’impression d’une longue phrase ininterrompue. Les mots s’enchaînent dans une petite calligraphie fluide et appliquée, légèrement penchée. Les béquets et les ratures sont rares comme si l’acte d’écrire était entièrement mis au service de la pensée. Comme si l’histoire tant de fois repensée avait déjà trouvé sa forme avant d’être tracée sur le papier au stylographe. Toujours un Waterman à plume or libérant une écriture d’encre bleu-noir de la même marque et à laquelle Feraoun est fidèle depuis l’École normale.

Il suspend son écriture. Un peu comme l’on cabre un étalon trop fougueux qui menace d’échapper à la maîtrise de son cavalier. Il doute encore un peu… À moins que ce ne soit une coquetterie derrière laquelle Feraoun se cache comme il le fera

avec son héros. Conscient tout de même que le lecteur ne sera pas dupe. Bref, “il a cru pouvoir écrire. Oh ! Ce n’est ni de la poésie, ni une étude psychologique, ni même un roman d’aventures puisqu’il n’a pas d’imagination. Mais il a lu Montaigne et Rousseau, il a lu Daudet et Dickens (dans une traduction). Il voulait tout simplement, comme ces grands hommes, raconter sa propre histoire. Je vous disais qu’il était modeste ! Loin de sa pensée de se comparer à des génies ; il comptait seulement leur emprunter l’idée, « la sotte idée » de se peindre. Il considérait que s’il réussissait à faire quelque chose de cohérent, de complet, de lisible, il serait satisfait. Il croyait que sa vie valait la peine d’être connue, tout au moins de ses enfants et de ses petits-enfants. À la rigueur il n’avait pas besoin de se faire imprimer. Il laisserait un manuscrit[1].”

L’argument est classique qui consiste à prétendre ne vouloir écrire que pour ses proches. Avec le secret espoir que ceux-ci – ou d’autres – vous encourageront à donner plus d’ampleur à vos travaux d’écrivain amateur. D’élargir le champ des lecteurs. Feraoun ne croit pas vraiment à cette restriction dans la mesure où il se met rapidement en quête d’un personnage miroir qui portera son histoire. Mais un personnage qui ne trahira ni sa pensée ni sa mémoire. Sur la page du cahier sa plume s’est suspendue. Contrairement à son habitude, il griffonne, écrit son prénom et son nom en lettres capitales. Il tente quelques anagrammes. N’en retient qu’une qui chante à son oreille : Fouroulou Menrad. Il sourit, s’amuse de sa trouvaille : Fouroulou vient du verbe kabyle *effer* qui signifie : “cacher”. Et il procède dès lors à une mise en abyme de son personnage : “personne au monde ne pourra me voir de son œil bon ou mauvais, jusqu’au jour où je franchirai moi-même, sur mes deux pieds, le seuil de notre maison[2]”. Au fond de son bureau caverne, il va tracer, une à une, les ombres qu’il mettra en lumière sur son cahier d’écolier. Avec la même application de l’élève qu’il était et qui savait qu’une histoire doit être profonde sans jamais y paraître. Elle doit être exemplaire et s’élargir bien au-delà de ce qu’elle est censée raconter. Feraoun est parfaitement conscient de la tâche à laquelle il s’attelle. Ce personnage de l’ombre doit mettre en pleine lumière celles et ceux de son quotidien. Même si cet étrange Fouroulou n’est qu’un “modeste instituteur du bled kabyle [qui] vit « au milieu des aveugles »”. Et voilà que ce Fouroulou va déciller les siens grâce à son propre regard. Le voilà qui se lance dans l’aventure de l’autobiographie à peine déguisée. Pas tant pour dire qui il est mais qui sont ces autres au milieu desquels il vit, survit, espère, se lasse. Ces autres que les étrangers à ses montagnes ne voient pas, ne savent pas regarder. On ne peut abstraire de cet exercice le caractère d’un “récit rétrospectif en prose qu’une personne réelle fait de sa propre existence, lorsqu’elle met l’accent sur sa vie individuelle, en particulier sur l’histoire de sa personnalité[3]”. Cependant quand il nous propose d’aller à la découverte de ce *Fils du pauvre*, c’est de celui qu’il a été et plus largement de ceux qui le sont encore. Et ça n’est pas un hasard ou un simple effet oratoire s’il se réfère à “la sotte idée” évoquée par Stendhal dans *Le Rouge et le Noir*. Il pourrait paraphraser Julien Sorel qui s’interroge sur “*la sotte idée d’ être regardé comme un amant subalterne, à cause de sa naissance obscure*”. Placé au cœur de cette autre passion qu’est la

littérature Feraoun, comme Julien, hésite et s'angoisse à l'idée de ne pas être suffisamment bien né pour oser l'écriture. Sauf à risquer l'ignorance ou les quolibets.

Feraoun aura sans doute fait également référence au sous-titre du roman de Stendhal… *Chronique du XIXe siècle* ! Le sien a sans l'afficher la prétention d'être celle de cette Kabylie du siècle suivant.

Ce jour de Pâques 1939, il s'est donc décidé à transgresser la séculaire tradition du conte pour donner corps aux mots. À quelles pressions mystérieuses répond-il ? Aucune en particulier ! À moins que tant de choses se soient soudainement bousculées en lui, aient débordé de leur rangement méticuleux… Peut-être un peu à cause de ce journaliste soucieux d'évoquer la *Misère de la Kabylie…* Quand il l'a rencontré voilà quelques mois, Mouloud a eu envie de lui confier son désir d'écriture. Mais ça n'était ni le lieu ni le moment. Et puis la guerre est arrivée. Il n'a pourtant pas hésité. Même s'il n'y avait aucun lien évident entre cette guerre et son cahier bleu rangé chaque soir dans le tiroir du bureau du maître avec la clé attachée à son trousseau.

Le passé et le présent risquent fort de ressembler au futur. Les temps sont durs après avoir été difficiles. Il fait gris, il fait froid. Sous les doigts gourds la plume court. Plus tard, il confiera à Maurice Monnoyer : “J'ai écrit *Le Fils du pauvre* pendant les années sombres de la guerre, à la lumière d'une lampe à pétrole. J'y ai mis le meilleur de mon être.” Et au journaliste qui lui demande s'il s'agit d'un roman autobiographique, il répond : “Oui… Je suis très attaché à ce livre, d'abord parce que je ne mangeais pas tous les jours à ma faim alors qu'il sortait de ma plume, ensuite parce qu'il m'a permis de prendre conscience de mes moyens[4].” Sur ce point il sera beaucoup plus précis dans une lettre de 1955 : “Fouroulou, c'était à peu près moi[5]”. Dans une longue lettre qu'il a adressée à Camus le 27 mai 1951, il a été encore plus explicite : “Vous savez peut-être que mon petit ouvrage est une autobiographie.” Voilà qui est clair. Même s'il précise : “qu'elle n'est ni complète ni tout à fait véridique”. Effectivement certains personnages ont été inventés comme, par exemple, celui de la tante folle.

Voilà bien des années que Feraoun sait qu'il lui faut témoigner par l'écriture, par le livre. Observateur méticuleux, il s'est longtemps nourri des petits faits du quotidien, de la vie des gens, de leurs comportements, de leur mode de vie et de pensée. Il s'en est imprégné, les a engrangés en images, en réflexions, en situations. Avec l'école primaire, le collège, la pension puis celle de l'École normale, il a pris conscience qu'il existait d'autres mondes que le sien qu'il ne pouvait pas même soupçonner. Pas plus que ceux qui y vivaient ne pouvaient imaginer celui de ses montagnes.

Pourquoi ne pas écrire un roman qui porterait témoignage tout en donnant à découvrir des réalités que décidément les Européens ne peuvent ni ne veulent découvrir. Paradoxe de la colonisation, ces hommes et ces femmes venus d'Espagne ou d'Italie, ces relégués, ces bannis d'une société conservatrice étaient arrivés dans un pays qui leur était étranger pour en chasser, en nier ceux qui y

vivaient. Ceux-là même qui avaient résisté jusqu'à leur arrivée à bien d'autres invasions. Celles des Carthaginois, des Romains, des Byzantins, des Vandales, des Arabes, des Espagnols, des Turcs. Or, les voilà qui se sentaient à nouveau étrangers dans leur pays. Parfois, comme Feraoun, étrangers à eux-mêmes. Désespérés que ces nouveaux envahisseurs porteurs de culture et de civilisations nouvelles ne comprennent pas la nécessité du partage équitable… Au moins, en une sorte de dédommagement contre les terres accaparées, la langue bâillonnée.

Feraoun est d'autant plus tiraillé qu'il vit également dans un paradoxe : celui de croire en cette langue et en cette tradition qu'il partage avec les siens… Tout en sachant qu'ils ont fort peu de chance de décrocher un rôle dans cette pièce étrange dont ils ne sont que des figurants. Hommes et femmes de folklore qui font le spectacle. Dans les revues, les fêtes et les commémorations. Avec leurs vêtements chamarrés ou leurs gandouras pourries. Tantôt spahis valeureux, tantôt gueux fourbes et paresseux. Avec leurs coutumes fascinantes et rétrogrades. Avec cette langue et cette religion qu'une infime minorité d'*étrangers* prennent la peine de découvrir. Et quand ils le font c'est à travers des revues ou des livres qui entretiennent un orientalisme bienveillant.

Il vit une “étonnante aventure que celle des premiers romanciers algériens de langue française. Initier un nouveau genre littéraire dans la langue du conquérant. Parler de soi dans les catégories du discours de l'autre en disant subrepticement autre chose que ce dernier. Reconnaître et subvertir les valeurs de l'autre pour induire une reconnaissance réciproque sans jamais en poser les termes dans la clarté[6].”

Écrire en français pour être mieux compris des Français ? Il ne sera pas le premier *indigène* à s'y risquer. D'autres s'y sont essayés avant lui. Comme Chérif Benhabylès avec *L'Algérie française vue par un indigène* publié en 1914 ou Saïd Faci qui, en 1936, édite *L'Algérie sous l' égide de la France*. Des noms plus connus sont venus enrichir cette littérature militante. Parmi eux, l'émir Khaled et son ouvrage sur *La Situation des musulmans en Algérie* (1924) ou le célèbre plaidoyer de Ferhat Abbas : *Le Jeune Algérien* (1931). Tous procèdent d'un militantisme actif et dénonciateur qui s'inscrit dans le cadre du mouvement des *Jeunes Algériens*. Il existe à la même époque des romans *indigènes* qui pèchent généralement par leur qualité médiocre ou leur maniérisme hérité des auteurs européens. Feraoun veut s'engager dans une voix nouvelle qui s'extrait du roman sans le renier. Qui donne à comprendre avec des histoires simples et exemplaires. En cela il s'inscrit dans une nouvelle école qu'il crée sans le savoir. Rien de commun avec les deux courants littéraires majeurs qui tiennent le haut du pavé dans cette Algérie du début des années trente. Il y a d'abord les *Algérianistes.* Ce sont quelques romanciers européens qui depuis 1920 se sont regroupés sous cette bannière pour se distinguer des autres écrivains nord-africains. Ils ont donc choisi ce terme qui est également le titre d'un roman de l'administrateur algérois Robert Arnaud paru en 1911. Figure de proue du mouvement, Robert Randau explique que les auteurs de cette école auront un thème de réflexion commun : “étudier et décrire les relations des diverses forces morales de l'Algérie”. Ce qui ne devrait

pas être très compliqué : “les auteurs algériens n’ont qu’à se pencher sur nos foules pour découvrir des territoires d’âmes inexplorés, c’est là que se brasse notre avenir[7]”.

Mouloud Feraoun ne cache pas une certaine sympathie pour Randau dont les romans “dépeignent des types exacts d’Algériens. Mais, là encore le musulman est absent ou saisi superficiellement et peint à gros traits comme une caricature”. Un autre problème se pose : les “auteurs algériens” dont parle Randau sont les romanciers européens auxquels cette école est quasiment réservée. L’absence d’auteurs *indigènes* en est une preuve patente. Par ailleurs Feraoun n’est pas convaincu qu’il faille prendre une automobile, franchir des routes en ornières et rayonner depuis un hôtel pour explorer ce “territoire d’âme” qui sent très fort le colonialisme bienveillant ou picaresque. Pour se démarquer les *Algérianistes* prendront la peine de faire un brin de ménage et éviteront tout amalgame avec de (rares) découvreurs du début du XXᵉ siècle comme Isabelle Eberhardt que Jean Pomier n’hésite pas à qualifier de “fuyarde de l’Occident”. Randau, l’un des chantres de ce mouvement, se félicite du travail de Louis Bertrand qui “nous a rendu le service de débarrasser le roman de l’encombre du faux orientalisme, de l’exotisme facile, du convenu, du factice”. Il est temps de passer aux écrits sérieux. “Les Français d’Algérie ne sauraient avoir pour épigones, des mystiques éperdus comme le Père de Foucault, comme Dinet, mais au contraire des hommes qui créent de la vie, au lieu de la mener se perdre dans la solitude inhumaine des sables[8].” Bizarrement, ce sont ces mêmes auteurs critiques, fondateurs de l’école algérianiste, qui se revendiquent résolument “autonomistes” voire “nationalistes algériens” !

C’est ainsi qu’après avoir vanté les mérites des Européens d’Algérie et de leurs privilèges, certains *Algérianistes* vont prendre leur distance et défendre “l’élite musulmane” en expliquant qu’ils sont favorables à l’octroi de la nationalité française aux *indigènes* avec maintien de leur statut personnel. Une école différente… À l’image de celle des enfants dont Feraoun a charge d’éducation. Une école que cet esprit épris de liberté et d’indépendance n’a pas même l’idée d’intégrer. De plus à cette époque il n’est encore qu’un *écrivant* soucieux de raconter ce qu’il n’a pas encore lu dans les autres romans traitant de l’Algérie. Pas plus ceux de Pomier que ceux de Bertrand qui “romanise” le pays à longueurs de fresques humaines par ailleurs brillantes et souvent mouillées d’eau bénite. À espérer dans une “nouvelle race” blanche dans laquelle les Berbères auraient leur place avant de quitter l’Algérie dès 1900… pour l’Académie française.

Feraoun se sent plus en phase avec *L’École d’Alger* qui, sans jamais s’être affichée sous ce vocable, regroupe quelques écrivains progressistes gravitant autour de l’éditeur Edmond Charlot[9] et de sa maison d’édition “Les vraies richesses”. Aux côtés d’Albert Camus et de Gabriel Audisio, on retrouve des écrivains et des poètes prometteurs comme Max-Pol Fouchet, Claude de Fréminville ou René-Jean Clot. Ces jeunes auteurs ont une admiration commune pour Paul Valéry, André Gide ou Jean Grenier. Ils sont immergés dans la Méditerranée au sens braudélien du terme… Mais les vagues n’ont que très

rarement franchi les hauteurs du Djurdjura. Une école des rivages ! En discrétion avec le Parti communiste, ces jeunes intellectuels formulent un autre rejet comme l'explique Martine Mathieu-Job, "celui des nationalismes excessifs ; celui d'une Méditerranée à la romanité-chrétienne du Bas-Empire ; celui d'une hiérarchie des cultures. Cette partie du programme permet d'établir une frontière bien nette de *l'École d'Alger* : celle qui la démarque de *l'École coloniale*. Les écrivains de cette dernière revendiquaient un *algérianisme* qui, tout en prétendant rendre compte de l'intérieur de l'ensemble de la société coloniale, en discriminait et hiérarchisait les composantes ethniques, et par ailleurs tendait à l'autojustification constante de la présence et de la domination française[10]." Si Camus cite, dans une interview après la réception du Nobel, Feraoun, Mammeri, Chraïbi ou Dib, il les place "parmi les écrivains européens". Il ne peut ignorer qu'ils n'accepteront pas cette annexion aussi généreuse qu'inopportune. Tout en se reconnaissant dans *L'École d'Alger* ils sont en marche vers une troisième voie que l'on pourrait nommer *L'École algérienne*.

Comme chaque soir, après avoir corrigé les cahiers de ses écoliers, Feraoun ouvre le sien et se fait un (plaisant) devoir de dire, de raconter, d'évoquer, de partager.

Feraoun ne semble pas se poser de questions. Pourtant son œuvre donnera la preuve du contraire. Non seulement il se les pose, mais il y répond. Seulement, il est d'une nature extrêmement discrète, introvertie. Ce qui ne manquera pas d'engendrer des quiproquos et, à l'occasion, de faux-procès. Son engagement est son implication. Dans son métier d'instituteur notamment. C'est un travailleur infatigable. Il l'a été, il l'est, il le sera. Ses proches comme ses amis sont unanimes pour le confirmer. Courtois et disponible, il ne manifeste jamais la moindre impatience et peut même donner l'impression qu'il n'a jamais rien à faire. Or, les activités, les tâches s'enchaînent. Ce qui ne l'empêche pas de se ménager toujours un temps de lecture et de découvertes. Sa classe terminée, ses cahiers corrigés, il prend toujours le temps d'écouter ses jeunes enfants, de leur parler. Ainsi qu'à son épouse qui restera toujours une compagne discrète et attentionnée. À l'écoute de ses préoccupations qui vont croissantes au fil de sa carrière. Pour autant, il trouve toujours le temps d'écrire. Avec application. Parfois avec de telles difficultés qu'il est au bord de l'abandon. Cependant les mots, les souvenirs s'imposent. Il faut charger et recharger le stylo à pompe. Un cahier n'a pas suffi. Il en a fallu un autre. Noircis tous deux d'une écriture serrée, ramassée et courant d'un bout à l'autre de chaque feuille, empiétant dans les marges.

Seule son épouse est au courant de ses activités littéraires. Car il travaille dans une discrétion qui confine au secret. Même si, comme nous le confiait l'une de ses filles : "l'écriture a toujours été pour lui une sorte d'apaisement, une manière de se ressourcer[11]". Pourtant, alors que le monde recouvre la paix, Feraoun est inquiet. Sa paix est celle des mots qu'il lui faut dire ce soir, demain, plus tard. Car plus il écrit plus sa mémoire le sollicite. Il doit dire toutes ces choses de l'histoire, de

l’exil, du froid, de la vie, de la *djema* et de l’école aux va-nu-pieds. Sans acrimonie ni désespoir. Aussi simplement que possible. Juste pour essayer de combler un peu le fossé qui se creuse. Peut-être a-t-il déjà rédigé les quelques lignes dont il ne sait pas qu’elles feront conclusion à son premier livre. Le *Fils du pauvre* y lancera cette algarade : “On a quand même réussi à faire massacrer pas mal d’indésirables que la guerre avait malheureusement épargnés. On cherche à s’ériger en justicier, on fait figure de bourreau. Les hommes vont-ils oublier le cauchemar qu’ils viennent de vivre. Les peuples en général sont-ils aussi charlatans que les individus en particulier ? Nous aurons alors une paix de charlatans et nous ne méritons pas autre chose.” Cette “paix des charlatans” se ressent également dans les écoles.

Voilà de quoi estomper ses doutes… L’histoire d’un enfant kabyle qui grandit dans ce pays merveilleux et hostile… Avec les parents, l’émigration, le village et la *karouba*, les tantes et les petits métiers, l’école et l’exil vers le savoir… Cela pourra peut-être intéresser des lecteurs. Il pense à Gorki, à London. Mais ils étaient Gorki et London. Tant pis… Il ne regrette pas d’avoir noirci ses deux cahiers.

Mais qu’en faire maintenant ? Il est allé trop loin pour ne pas tenter l’aventure de l’édition. Préalablement, il aimerait avoir le sentiment d’un lecteur potentiel. Son roman est-il achevé ? Peut-il affronter une maison d’édition ? Il pense à Charlot, l’éditeur phare qui s’est imposé dans le monde des lettres en créant sa maison d’édition, dix ans plus tôt, à Alger. En cette année 1946, il dispose déjà d’un catalogue à faire pâlir d’envie bon nombre de ses confrères parisiens. Charlot n’usurpe pas l’appellation de son édition “Les vraies richesses” en ayant déjà publié Albert Camus, Henry de Montherlant, Jean Grenier, Federico Garcia Lorca, Joseph Kessel ou Gertrude Stein.

N’est-ce pas trop présomptueux ?

Il emballe l’une des cinq copies de son manuscrit et l’envoie à Edmond Charlot. La réponse tarde… Jusqu’à ce 6 avril où il reçoit enfin une lettre à l’en-tête de Charlot. Il la décachette fébrilement. Fausse joie ! Charles Poncet, un proche de Camus, qui officie comme directeur commercial accuse réception de son envoi et lui demande de patienter. Il patiente, ronge son frein. Et, en homme de doute qu’il sera toujours, Feraoun décide de soumettre son travail à une personne susceptible de lui donner un avis pertinent et éventuellement de l’aider à apporter certaines modifications à son manuscrit. Pourquoi ne pas en parler à Edmond Sergent ? S’il est directeur de l’Institut Pasteur, il a également été président de la Société des sciences d’Algérie et il siège au jury du *Grand prix algérien de littérature*.

Dans les premiers jours de l’été 1946 Feraoun prétexte un conseil scientifique. Il présente à Sergent une plante avec laquelle les paysans kabyles font des décoctions dont ils se servent de collyres pour les animaux quand ils ont une taie ou une plaie à l’œil. Cette herbe leur rend la vue. Sergent est heureux de revoir Feraoun qu’il a eu l’occasion de rencontrer précédemment lors d’un déplacement en Kabylie. Il lui donne les informations qu’il attend et ils échangent à propos de leurs carrières respectives. C’est alors que Feraoun lui dit : “J’ai écrit un livre.” Il propose même à Sergent de lui confier l’un des manuscrits recopiés à la plume. Celui-ci accepte avec beaucoup de gentillesse et d’intérêt. Très vite il reprend contact avec Feraoun

l'exhortant à publier son manuscrit qu'il trouve intéressant et d'excellente qualité. De quoi redonner un peu d'espoir à l'auteur kabyle qui vient d'essuyer deux refus. Le 6 août 1946, Poncet lui a adressé une nouvelle lettre en lui annonçant que le comité de lecture des éditions Charlot n'a pas retenu son roman. Feraoun avait également présenté le manuscrit à Fasquelle qui a également opposé un refus sous prétexte que sa littérature est folklorique, prétextant de surcroît que son catalogue de littérature d'Afrique du Nord est déjà saturé.

Edmond Sergent exhorte Feraoun à ne pas se décourager. Son manuscrit est de qualité et il lui promet qu'il va le promotionner aussi largement qu'il le peut. Il le présente même au Grand prix algérien de littérature décerné par le gouvernement général de l'Algérie. Le jury juge que le *roman* de Feraoun est excellent mais il laisse entendre qu'il ne peut accorder cette distinction à un auteur *indigène*. Cependant, il lui est octroyé une sorte de prime d'encouragement de cinq mille francs… qu'il ne recevra jamais. Le prix va à Jeanne Canavaggia[12] pour son roman *Nous les élus* publié chez Grasset. Plus connue comme peintre que comme écrivaine, elle est également l'épouse d'un haut fonctionnaire du cabinet militaire au gouvernement général. Son ouvrage lui vaudra une présentation dithyrambique sous la plume de Robert Randau pour qui "ses descriptions, pareilles à ses croquis, sont franches, parfois brutales et violentes. Son héros Manuel cherche à se débrouiller pour sortir de sa déchéance et de la misère et y emploie toutes ses forces. […] Nous sommes en plein prolétariat, dans un quartier, dans un logis qui est un taudis, dans une famille chargée de gosses, dominée par la question angoissante de l'alimentation. Le mari, lassé d'une femme trop féconde et d'un intérieur désolé, encombré de marmaille, prend la fuite et abandonne les siens. Et alors commencera la grande détresse […] C'est toujours le bonheur en déroute, le chemin dangereux, l'enlisement dans la pauvreté. Et brusquement, pour en sortir, l'engagement dans un régiment du Génie ; à ce moment, l'action se transporte dans le Limousin ; le fils devient caporal-chef. Ici s'interpose soudain le miracle, à la mode de Dickens, qui va diriger vers de nouvelles destinées le petit clan de pauvres diables."

Dans cet après-guerre 90 % des enfants européens sont scolarisés contre 8,8 % des musulmans. Le sort des maîtres *indigènes* est tel que Feraoun s'implique un peu plus dans l'action syndicale en vue de faire évoluer leur statut… Et celui de leurs élèves. Très tôt, il s'est abonné à *La Voix des humbles*, organe socio-éducatif de l'*association des instituteurs d'origine indigène* prônant une assimilation avec égalité des droits et des devoirs entre les différentes communautés. Elle a été créée en 1922 par Saïd Faci, un Kabyle, ancien de la Bouzaréa qui militait à la *Ligue de l'enseignement.* Pionnier de la pédagogie nouvelle (influences croisées de Decroly, Freinet et Piaget) dans les années 1933 et 1934. Une période durant laquelle il introduit l'imprimerie à l'école dans l'Algérois. Dès 1940 il est persécuté par le régime de Vichy en raison notamment de sa participation à la Ligue des intellectuels anti fascistes d'Alger. Lechani représentera la Kabylie au conseil général d'Alger, à l'assemblée financière et à la commission supérieure des

réformes musulmanes instaurée par le gouverneur socialiste Yves Chataigneau[13].

Homme de partage et de conviction Feraoun apporte sa contribution à *La Voix des humbles* sous forme d'articles. Comme il l'écrira plus tard, "les instituteurs du bled n'ont rien de particulier. Tout comme leurs élèves. Mais ils vivent dans des conditions particulières. Et alors, ils s'adaptent. Le bled, pour ainsi dire, leur donne un cachet ; souvent il les marque pour toujours. Ils ne s'en plaignent pas, même lorsqu'ils sont devenus citadins. Bien entendu, d'habitude, nous ne trouvons pas tout le confort désirable. Il existe encore des écoles déshéritées sans eau et sans électricité. Il y a des écoles délabrées et éloignées des centres. [...] L'instituteur du bled ne se donne pas. Il est pris. Il lui faut être tout le temps instituteur ou s'en aller."

Comme bien d'autres enseignants algériens, Feraoun est intéressé par le développement de l'éducation populaire et de la myriade de mouvements qui découlent d'institutions majeures comme la *Ligue de l'enseignement*, la *Fédération des œuvres laïques* ou le *Centre aux méthodes actives.* Dès 1945, l'écrivain Jean Guéhenno[14] crée le *Service des mouvements de jeunesse et d' éducation populaire en Algérie* (SMJEPA). Cette structure visant au développement de l'action sociale et de la culture populaire est dirigée par Charles Aguesse, un syndicaliste qui sera plus tard à l'origine des Centres sociaux. Elle va fédérer et coordonner plusieurs dizaines d'associations allant de foyers étudiants au scoutisme, du syndicalisme étudiant aux associations familiales. Ce qui insuffle un réel débat pédagogique auquel Feraoun n'est pas insensible. Il se rapproche ainsi du *Service civil international* (SCI) tout en restant circonspect sur son action de reconstruction en milieu kabyle. Ce qui ne l'empêche pas de sympathiser avec l'un des promoteurs de ces actions, l'anarchiste pacifiste Pierre Martin. Celui-ci met l'instituteur en relation avec les Nouelle qui enseignent dans une école de métropole à Courcelles-sur-Yvette dans la région parisienne. Ainsi pourront être mis en place des échanges interclasses.

Feraoun est avide de rencontres, lui qui se sent un peu isolé dans son bled. Ces échanges permettent des ouvertures sur des expériences socio-éducatives novatrices. Il ne tardera pas à adopter des méthodes nouvelles comme l'imprimerie ou la confection d'un journal, s'inspirant directement de l'*Institut coopératif de l' école moderne* (ICEM) et du mouvement Freinet. Alors qu'il occupe l'un de ses premiers postes à Taourirt-Moussa, il incite ses élèves à avoir un échange de correspondances personnelles et de journal de classe avec une autre école d'Algérie située à Berrouaghia et dont l'enseignant est Georges Fournier, un de ses anciens condisciples à l'École normale. Ali Feraoun qui était alors élève dans la classe de son père en garde un souvenir précis. "Mon père s'était rendu compte qu'il y avait dans la cour quelques arbres fruitiers et un bout de terre sur lequel il était possible de cultiver quelques légumes. Le moment venu tous les élèves faisaient la cueillette ou ramassaient les légumes et mon père les vendaient au marché. L'argent récolté allait dans la caisse de la coopérative qui était gérée par les gamins. Il avait créé de véritables équipes qui, chacune avait sa mission et son travail propre, suivant qu'il s'agissait des *étourneaux*, des *aigles* ou des

hirondelles. L'argent récolté permettait d'acheter des livres, des fournitures scolaires ou de l'encre et du matériel sommaire qui servait à réaliser ce journal mensuel entièrement rédigé par les élèves. Nous lui avions trouvé un titre : *La Source.* Celui qui nous arrivait de Berrouaghia s'appelait *Aux pays des Asphodèles.* Tous ces travaux se faisaient en dehors des heures de classe et je ne connais pas un seul élève qui rechignait. C'était un grand bonheur de confectionner ce journal. Et nous attendions avec impatience les lettres et le journal de nos camarades. Ceux de Berrouaghia puis ceux de Courcelles avec lesquels nous effectuions également des échanges[15]." On imagine le travail de ce jeune instituteur devant gérer une classe survoltée possédant tout juste les bases de la langue française. Sans doute apprenaient-ils beaucoup plus dans cet exercice (qui n'en n'était pas un à leurs yeux) que dans le livre de classe aux images aussi grises que ses préceptes. Feraoun est ravi. Il en parle encore à ses amis Nouelle, le 7 janvier 1949 : "On m'apporte des textes sur des bouts de papier. Il faut corriger, rectifier, conseiller, n'importe quand, toujours en dehors de l'emploi du temps. On arrive ainsi vers la fin du mois à réunir les travaux nécessaires. Une équipe se charge de copier en quelques exemplaires… Il faut savoir qu'ici il n'y a rien en dehors de l'école. L'enfant chez ses parents ne fait plus rien… Et ces textes qu'il faut remettre chaque jour ? On les fait au champ, en gardant les animaux, à la *djema*, entre deux parties de billes, à la maison sous la raillerie du père et avec les bousculades de la petite sœur."

Il participe également au *Syndicat national des instituteurs* dès 1948. On en retrouve la trace dans une lettre qu'il écrit le 20 décembre 1949 aux Nouelle, un couple d'amis instituteurs : "j'ai été sacré l'an dernier délégué du conseil syndical pour le sous-groupement de Beni-Douala[16]". Tout porte à croire qu'il s'agit d'un engagement réel pour ce perfectionniste qui n'entreprend jamais rien à la légère.

La pédagogie est également un acte militant pour cet instituteur à l'affût de toutes les méthodes. Il a gardé un souvenir détestable de son scoutisme obligatoire et confessionnel à la mission Rolland. Lui, épris de positivisme et qui cultive un esprit libertaire tenace va s'employer à ne proposer que des activités et des loisirs laïcs à ses élèves.

"L'Armistice est signé depuis de longs mois. La guerre est terminée. Les Français, les Kabyles, les Arabes, tous les peuples ont souffert. Il faut réparer, rebâtir, remonter de l'abîme puis enfin oublier. C'est ainsi que les choses doivent se passer normalement. Et pourtant rien de fait[17]."

Certaines plaies restent ouvertes : les opérations de maintien de la présence française du général Catroux, l'assignation à résidence de Ferhat Abbas, les massacres du 8 mai 1945… De quoi mettre à mal les quelques espoirs que la population musulmane a pu placer dans les politiques assimilationnistes de l'immédiat après-guerre.

Cette année 1946 est consacrée en partie à ses problèmes littéraires. Il lui faut

également se démener face à une administration toujours aussi lente. Deux instituteurs le secondent dans son école de Taourirt-Moussa où il a pris ses fonctions de directeur enseignant à la rentrée d'octobre. Le village est modeste pourtant l'école accueille plus de deux cents écoliers. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes d'intendance et d'infrastructure. D'autant que de nombreux gamins sont inscrits en liste d'attente. La place manque. Feraoun en appelle aux services académiques et à l'administrateur civil. Au bout de plusieurs mois ce dernier se rend sur place avec un architecte. Il promet de faire le nécessaire. Mais au cours des deux années qui suivent, il restera confronté aux mêmes problèmes. À la même indifférence des pouvoirs publics qui affirment leur volonté d'accroître la scolarisation des enfants *indigènes* sans agir dans ce sens. Les enfants sont de plus en plus nombreux chaque matin à se presser à la porte de l'école. Ils demandent une place un peu à la manière de leurs pères sollicitant une embauche sur un chantier. Mais, les pouvoirs publics sont défaillants. Les villageois prennent alors la décision de se substituer à eux. Durant les vacances scolaires, ils se réunissent et tiennent conseil à la *djema*. Les enfants doivent aller à l'école. C'est vital pour leur avenir. Feraoun en est un exemple vivant. Les discussions vont bon train mais la décision est rapide même si chacun doit donner un peu de son temps… Et de son argent. Bientôt, ces rudes villageois ne sachant parler que le kabyle décident de "construire eux-mêmes à l'école un local pouvant servir provisoirement de classe supplémentaire. Ils ont fait une quête, acheté des matériaux, désigné les maçons et les manœuvres. Les travaux ont commencé vers le 1er septembre et seront terminés vers le 25. Il a donc fallu retourner à Alger, demander du mobilier à l'académie et provoquer la création officielle d'un poste supplémentaire à Taourirt. Le moyen employé par les gens de Taourirt pour scolariser leurs gosses n'est pas très administratif néanmoins l'inspecteur a reconnu qu'ils ont fait preuve de bonne volonté. Je crois que le coup réussira[18]." Mais il faudra faire face aux pesanteurs administratives. Qu'à cela ne tienne. Le directeur Feraoun mène sa carrière d'enseignant et de gestionnaire sans jamais perdre une once de son calme. Contrairement aux promesses, la quatrième classe n'est pas créée. Il attend toujours le mobilier. Alors il improvise… "Nous meublons le local avec des tables et un tableau pris dans les deux classes existantes. Nous avons donc trois locaux, mais la troisième classe, seule recevra cent gosses : cinquante le matin et cinquante le soir, tandis que les deux autres fonctionneront normalement. L'un de nous trois aura ainsi deux classes[19]."

Bon an mal an, les élèves trouvent leur place. Les classes fonctionnent dans des conditions souvent précaires. Mais la soif d'apprendre l'emporte sur l'indigence des moyens. Comme il l'écrit à ses amis Nouelle : "Tu t'imagines de parler de kW et de compteur à des gens qui n'ont en fait d'ampoules jamais vu autre chose que celles des lampes de poche[20] !" Le directeur d'école et sa famille ne sont guère mieux lotis que les élèves. Toujours pas de commodités ni d'électricité. Leur seul luxe est un énorme poste de radio TSF de marque Pizon-Bros fonctionnant sur des batteries amovibles. À recharger régulièrement pour ne pas risquer de le rendre aphone. Sur les ondes courtes, on écoute des concerts, des pièces policières ou des

retransmissions sportives… Notamment le foot et le cyclisme qui sont les sports rois du pays.

Ainsi va le temps. Sans plage de farniente. Les enfants de Feraoun s'occupant à la lecture. Puisant à discrétion les livres de leurs choix dans la bibliothèque familiale dont les rayons sont bien pourvus.

La rentrée de 1949 à peine assurée, il faut préparer l'Achoura. L'une des particularités de cette importante fête durant quatre jours c'est qu'il est alors interdit de travailler, “surtout de coudre, moudre, fendre du bois, écrire, sous peine de trembler à sa vieillesse[21]”. Ce qui ne facilite pas la reprise. D'autant que les premiers froids de l'automne sont déjà extrêmement vifs. Le blé et l'avoine seront rares. Les enfants doivent également aider leurs parents à préparer l'hiver. Comme Feraoun qui achète de la paille pour son âne, du fourrage pour sa chèvre.

Au cours des grandes vacances de 1949, il quitte sa Kabylie pour se rendre en France chez ses amis René et Jeannine Nouelle qui habitent Courcelles-sur-Yvette. De retour au pays à la fin du mois d'août, il leur envoie une lettre datée du 18 septembre dans laquelle il relate quelques faits avec la méticulosité qui le caractérise. Qui mêle le quotidien à des préoccupations plus profondes. “J'ai pris le bateau il y a exactement un mois ; je suis rentré chez mes parents le 23 août. Tout le monde m'attendait impatiemment mais durant mon absence il n'y a eu ni malades ni trop de disputes. Mon frère a eu le courage de s'occuper des gosses et même de les gâter pendant la fête de l'Aïd. Ma femme a été si bien reçue par ses belles-sœurs et ses beaux-parents qu'elle m'a demandé de prolonger nos vacances chez nous, à 2 km de Taourirt[22].”

Le 30 octobre il écrit de nouveau une longue lettre à ses amis Nouelle pour leur dire entre autres choses : “Je reste toujours embarrassé de mon manuscrit. Je me demande si je dois vous embarrasser à votre tour. Je sais que vous voudriez le lire. D'ailleurs je tiens à vous le faire lire mais il est inutile de vous déranger. Vous ne disposez guère de temps pour courir après des éditeurs qui le refuseraient infailliblement. Alors j'écris moi-même, j'ai des adresses et je fais des propositions. Si l'on me répond pour dire de l'envoyer, je vous l'adresse pour le transmettre. Vous en prendrez connaissance auparavant. Si je renonce à vouloir le publier je vous le confierai sans condition[23].”

Mouloud Feraoun est d'évidence bien plus préoccupé par l'édition de son roman qu'il ne le laissait entendre au début de sa rédaction. Il multiplie les démarches auprès d'éditeurs. Sans succès. La plupart ne daignent pas répondre. Certains comme Fasquelle ont refusé poliment. L'auteur s'entête. À la fin décembre 1949, il écrit de nouveau à son ami Nouelle pour évoquer quelques événements quotidiens comme une épidémie d'oreillons qui a progressivement vidé sa petite classe dont il ne reste plus que douze élèves… sur les quatre-vingt-quinze qui la fréquentent habituellement. Outre ces joyeusetés scolaires, il reparle de son manuscrit qu'il a pris le temps de faire dactylographier… “En même temps que je t'écrivais, je demandais aux Nouvelles Éditions latines, 1 rue Palatine, Paris 6e (?) de soumettre mon travail à leur comité de lecture. J'ai su que cette maison a édité une collection

de machins d’autochtones. Ils m’ont répondu et ont accepté d’examiner la chose « sans engagement » de leur part. J’avais ici un exemplaire dactylographié. J’ai hésité à te faire faire la course, je l’ai envoyé directement et recommandé pensant qu’entre-temps tu pourrais récupérer l’autre” manuscrit déposé chez un autre éditeur. Et Feraoun de préciser un peu plus loin avec un rien d’amertume : “J’ai demandé aux Éditions latines de ne pas trop traîner et de me faire connaître le résultat de leur examen voilà déjà un mois. Si jamais il passe je t’en aviserai tout de suite. Sinon je ne m’occuperai jamais plus de vouloir être imprimé car je finirai par comprendre que mes histoires n’en valent pas la peine[24].”

Finalement il refusera aux Éditions latines de le publier. Celles-ci exigeant de choisir le préfacier et demandant à l’auteur de lancer une souscription auprès de l’université. Elles lui réexpédient son manuscrit “empaqueté dans un drôle de journal : *Paroles françaises !* Deux numéros récents. Ça doit être eux qui fabriquent ça. S’il en est ainsi tout est bien qui s’arrête là[25]”.

Que faire du *Fils du pauvre* ?

Sergent avait conseillé à Mouloud Feraoun de s’adresser aux *Cahiers du Nouvel Humanisme* une petite maison d’édition adossée à *Peuple et culture* (PEC) fondée pour se substituer à l’*école des cadres d’Uriage*[26] dissoute par Pierre Laval en 1942. Ses protagonistes veulent rendre “la culture au peuple et le peuple à la culture”. Néanmoins le choix de cet éditeur revient à accepter une publication à compte d’auteur qui va lui coûter très exactement 141 530 francs. Il épargne autant qu’il peut et envoie deux mandats. Le premier d’un montant de 70 780 francs qu’il poste de Fort-National le 24 juin 1950. Le second de 70 750 francs envoyé le 22 août de Tizi-Ouzou. Moyennant quoi le contrat est signé. Il y est stipulé que l’auteur s’engage à racheter les livres qui ne se vendraient pas. Il n’aura pas à le faire, tous les exemplaires étant écoulés en quelques mois.

Nous sommes à la fin de 1951. Le livre est édité à 1 000 exemplaires sous le titre *Le Fils du pauvre* avec un sous-titre imposé par l’éditeur : *Menrad, instituteur kabyle*. Et dans la foulée Feraoun est couronné par le Grand prix littéraire de la ville d’Alger. Une consécration d’autant plus inattendue que son ouvrage est publié à compte d’auteur. Et que c’est la première fois que ce prix, créé en 1922, couronne un non-Européen.

Le Fils du pauvre précède d’une année *La Colline oubliée*, œuvre d’un autre Kabyle, Mouloud Mammeri. Les deux ouvrages sont autobiographiques et mettent en scène des fils de paysans kabyles nécessiteux, “et que pourtant tout sépare, selon Fanny Colonna. Le projet est de « donner à voir » la culture traditionnelle, de réhabiliter « l’homme indigène » dans le cas de Feraoun, de faire vivre un âge d’or révolu, un paradis perdu dans *La Colline oubliée*. Toute la technique littéraire exprime la nature contraire de ces deux projets : Feraoun décrit, Mammeri suggère. Chez Feraoun la description des institutions, des statuts sociaux, est intérieure au roman, au point qu’il constitue un matériel ethnographique de premier plan. Chez Mammeri le lexique et la liste des personnages sont rejetés à l’extérieur comme une condition nécessaire sans doute à la compréhension du texte mais aussi comme une servitude[27].” Une nouvelle littérature est en marche. Elle ne sera pas celle des

bons sentiments.

Ils sont quelques-uns qui estiment, comme Malek Ouary, que *Le Fils du pauvre* “marque une date : le début d’une production de romans valables par des autochtones de langue française[28]”.

Parmi les rares critiques qui seront faites du livre, c’est sans doute celle qui paraît dans *son* quotidien qui sera la plus douloureuse. Pour *Alger républicain*, *Le Fils du pauvre* procède d’“une certaine timidité de jugement sur un certain fait, le colonialisme[29]”. Reconnaissant l’affection et l’attachement qu’éprouve l’auteur pour sa région, Louis Julia qui signe l’article s’interroge sur les réelles motivations du romancier. L’œuvre est émouvante et c’est justement “cette émotion même que nous avons éprouvée qui nous retient de reprocher plus vigoureusement à Meurade (*sic*), instituteur kabyle, qui ressemble comme un frère à l’auteur – une trop certaine timidité de jugement sur certains faits – qu’un mot caractérise bien « colonialiste » même s’il gêne – dont il a pourtant eu à souffrir”. Ça n’est pas le premier procès en collaboration qui sera fait à Feraoun. Au nom du même dogmatisme qui, changeant de couleur, conservera ses préceptes.

À peine édité et distingué *Le Fils du Pauvre* va connaître une seconde vie… Quelques mois plus tôt Roblès est effectivement venu dans la région de Taourirt à la demande de Pierre Martin pour accompagner les acteurs donnant une pièce de théâtre de Federico Garcia Lorca. Tout à la joie de retrouver son ancien condisciple qu’il n’a pas revu depuis l’École normale, Feraoun a évoqué leurs souvenirs communs et leurs carrières respectives mais n’a jamais osé lui parler de son manuscrit. C’est par la poste que Roblès reçoit un jour un exemplaire dédicacé de l’ouvrage. D’où un double étonnement : découvrir un Feraoun auteur et un auteur de talent. Il lui adresse, dès après la lecture “une véhémente lettre de reproches. Je lui disais que cette œuvre aurait fait honneur à n’importe quelle importante maison d’édition de Paris, qu’il avait eu grand tort de la faire imprimer à ses frais et, surtout, de ne m’avoir pas prévenu lors de ma visite à Taourirt. Il me répondit par une lettre souriante : jamais il n’aurait pensé que ce texte eût assez de valeur pour intéresser une grande firme[30].”

L’auteur déjà comblé espère sans trop y croire.

Pour l’heure il lui faut se rendre à Alger pour recevoir son prix. Nous sommes le 5 avril 1952. Mouloud Feraoun doit affronter le monde feutré et vipérin de la critique et de la république des lettres algéroises. Un monde étonné de voir cet homme grand mais un peu lourd dans sa démarche faire son entrée dans l’imposant salon de l’hôtel de ville qui ouvre sur le port, en contrebas. Le voilà qui affronte la gentry de la capitale tout émoustillée à l’idée de rencontrer cet *indigène* décidément très doué.

De cette oasis de raffinement où les conversations se font à mi-voix montent les rumeurs de la ville, les cris des enfants, les sirènes des bateaux, le crissement des trains en fin de course dans la gare toute proche, le cliquetis des trams. À peine a-t-il poussé la lourde porte du grand salon que Mouloud Feraoun se ravise. Trop tard,

il est happé par une foule vibrionnant d'où s'extrait un monsieur en habit qui, bras au ciel, s'avance vers lui comme vers le Messie. Tous les visages se tournent dans sa direction. Feraoun ne sait quelle attitude adopter. On s'approche. On le congratule. On fait assaut de compliments. On l'entraîne vers une grande table encombrée de toasts, de fruits, de coupes, de bouquets, d'argenterie. Boit-il de l'alcool ? Il en boit. C'est vrai, c'est un Kabyle. Pas un Arabe ! Tout va très vite malgré les affectations de dames en dentelles et de vieillards en cols cassés et rubans rouges. Il pense à son père, à la *djema*. On l'entraîne doucement vers le fond du salon où est dressé un pupitre. La foule fait cercle. Il voudrait s'éponger le front, s'essuyer les mains qu'il n'a jamais eues si moites. Il écoute sans l'entendre le discours qui lui est destiné. Tous acquiescent en dodelinant du chef comme s'ils luttaient contre le sommeil. Tous applaudissent. On le pousse aimablement vers le pupitre. Il extrait une feuille de papier pliée de la poche de sa veste. Le texte qu'il a longuement préparé sur l'un de ses cahiers où il fait aussi bien les brouillons de ses lettres que de ses notes. Les mots ne passent pas. Sa gorge est bien trop sèche. Dans un premier temps il dit sa joie, remercie le maire, les membres du jury et ses maîtres. Il marque un temps d'arrêt, se racle la gorge… "Votre choix est aussi un hommage à mon vieux père ignorant et pauvre. Son mérite est bien grand de m'avoir fait confiance, d'avoir eu confiance en l'école. Il s'est passé de moi au moment où je pouvais l'aider et qu'il en avait besoin. Il fut récompensé comme le sont toujours les gens simples qui ont foi[31]." L'assistance approuve entendant ce que dit le récipiendaire qui pense peut-être en terme d'histoire. Il en va de son discours comme du livre qui l'a amené jusqu'à cette tribune ! Un regard furtif et il poursuit : "Il ignore que j'ai écrit un livre. Si on le lui expliquait il trouverait cela tout naturel. Comment s'en étonnerait-il du moment que j'enseigne à lire ? Ne m'a-t-il pas fait atteindre le sommet ? N'a-t-il pas refusé, il y a vingt ans, de faire de moi un berger comme le lui conseillaient les gens sensés[32] ?"

Mouloud Feraoun remercie à nouveau les maîtres et l'école primaire qui l'ont façonné. Et de s'excuser à nouveau avec une modestie qui masque sans doute la portée de l'œuvre littéraire et des devoirs de l'écrivain… "Je mesure toute la portée de cette distinction, Messieurs. J'avais osé espérer, je l'avoue, un tel succès, car l'espoir n'a pas de limites. Mais je n'y croyais pas trop. Me voilà aujourd'hui couronné. L'honneur est grand et redoutable. Je n'avais fait que raconter mon histoire. Travail facile malgré tout, puisque je n'avais qu'à m'adresser à ma mémoire et à mon cœur. Or, la tâche d'un écrivain n'est pas de raconter sa vie, mais bien de dire ce qu'il sent, ce qu'il voit, ce qu'il pense. Pour tendre vers l'humaine vérité si difficile à atteindre, il lui faut des qualités de cœur et des qualités d'esprit. Il lui faut beaucoup de science et beaucoup d'honnêteté, parce que les honnêtes gens peuvent lui faire crédit ; ce serait cruel de les tromper et triste de se tromper."[33] Comprenne qui pourra. Fouroulou "le témoin qu'on ne peut voir" semble avoir guidé la main de son créateur. Il l'accompagnera au fil de ses autres récits. Discret et vigilant. Comme une conscience à voix basse.

Le choix de Fouroulou comme personnage central n'est pas neutre. Observateur privilégié il s'abstrait, prend suffisamment de champ pour devenir un observateur

témoin. Celui des origines, de l'enfance. De ce pays mal/méconnu. L'ensemble pourrait se transformer en un kaléidoscope de souvenirs idéalisés si l'enfant n'était pas enraciné dans cette terre.

S'il devient instituteur ça n'est pas l'effet du hasard. Feraoun l'a rappelé dans son discours. Cependant le lecteur du *Fils du pauvre* ne parvient pas à savoir au juste pourquoi le père inculte et méfiant décide un beau matin qu'il doit aller à l'école. Pourquoi cet homme pauvre décide de tout mettre en œuvre pour qu'il échappe au pauvre destin de ses semblables. Devenir instituteur c'est échapper à l'émigration, à l'exil de l'espace et de la langue étrangère sans laquelle il n'est pas possible de subsister. Devenir instituteur c'est également se hisser au-delà des contingences, devenir plus sage que le sage du village. Celui que les Kabyles nomment *Amusnaw* ce qui signifie littéralement “qui est à la fois sage et connaisseur”. Celui qui sait à peine lire et écrire, qui ne connaît rien des arcanes politiques que les gens du village subissent. Devenir instituteur c'est être à son tour une référence, un modèle pour ces brouillons d'hommes que seront les centaines d'élèves auxquels il apprendra la langue et le calcul, l'écriture et la lecture. Feraoun va rendre hommage à l'instituteur conscient qu'il est de son rôle essentiel dans son interface entre deux cultures, entre deux civilisations dont il souhaiterait qu'elles s'enrichissent l'une l'autre… Pour une Algérie nouvelle plus que pour donner naissance à cette “nouvelle race” chère au très dreyfusard et catholique Bertrand.

Il n'a pas de mots assez forts et une reconnaissance quasi coupable pour remercier ses bons maîtres qui lui ont permis d'accéder à cette profession qui, à ses yeux, reste l'aboutissement suprême. Il sait pourtant que ses maîtres lui ont offert des armes qui à terme pourront se retourner contre eux. Non qu'il profite de son savoir. Mais parce qu'ils le lui ont offert comme pour mieux le lui soustraire. Un peu à la manière d'Iphicrate et d'Arlequin dans *L'Ile des esclaves* de Marivaux que Feraoun connaît bien. Un naufrage, l'arrivée sur une île étrangère et voilà que l'ordre social bascule. Le maître Iphicrate (ce qui en grec signifie *quelqu'un qui gouverne par la force*) devient le valet de son ancien serviteur Arlequin. Arlequin finit par pardonner à son maître, renonce à son nouveau statut et échange ses habits avec ceux d'Iphicrate. Arlequin a compris qu'il n'est pas fait pour être maître : “Je ne te ressemble pas, moi, je n'aurais point le courage d'être heureux à tes dépens.” Iphicrate assure à Arlequin qu'il a compris la leçon, qu'il lui revaudra ça et lui demande même d'oublier qu'il a été son esclave. Cléantis, qui les rejoint avec Euphrosine, est étonnée de la situation. Arlequin invite Cléantis à faire de même en expliquant qu'il veut être un “homme de bien” et que cela passe par le repentir. Ce texte que connaissait sûrement Feraoun est une illustration du pouvoir et de la démocratie menée sur le mode ironique. Mais les siècles n'ont pas griffé d'une ride la réalité à laquelle Fouroulou est confronté. Passant d'un statut à l'autre. Et craignant toujours de profiter du second vis-à-vis de ceux qui restent sous la férule du pouvoir, des savoirs, des conventions.

Le style du *Fils du pauvre* est encore un peu emprunté et appliqué. Il pourrait donner à penser que ce livre n'est qu'une forme d'autoportrait raisonnable et

policé. C'est faire abstraction de l'engagement de l'auteur, de sa volonté de témoigner des réalités dont ses prédécesseurs n'ont pas pu pénétrer l'âme et se sont laissé aller parfois à des récits romantiques ou picaresques. *Le Fils du pauvre* est une sorte de nouvel Adam au cœur d'un territoire isolé, inexpugnable et forcément inconnu. En cela, ce livre de Feraoun rappelle le premier livre de Camus *L'Envers et l'Endroit* ainsi que celui qui lui fait miroir et restera à l'état de manuscrit inachevé, *Le Premier Homme*. Camus et Feraoun ont en commun d'être des humanistes rousseauistes. Pour eux l'homme est naturellement bon. Son environnement et son histoire le pervertissent. D'où la nécessité d'agir sur le quotidien, de refuser l'historicité tels les Cyniques grecs.

Dans l'introduction qu'il donnera en 1958 à la réédition américaine de *L'Envers et l'Endroit*, Camus écrit : “Je sais que ma source est dans *L'Envers et l'Endroit*, dans ce monde de pauvreté et de lumière où j'ai longtemps vécu et dont le souvenir me préserve encore des deux dangers contraires qui menacent tout artiste, le ressentiment et la satisfaction.”

Concernant son premier roman, Feraoun aurait pu reprendre à son compte cette phrase de Camus. Adam aura sa descendance. C'est Caïn qui va peupler la terre, engendrer l'espèce et initier la violence, la vengeance et le pouvoir. Un monde d'après l'Éden… Celui d'une Algérie qui ne sait pas qu'elle se transforme en *Ile aux esclaves*.

Quelques semaines plus tôt Roblès a dit à Feraoun tout le bien qu'Albert Camus pense de son premier roman. Une véritable brassée de soleil dans son univers un peu terne. Feraoun s'est enhardi à lui écrire le 27 mai 1951. Une lettre – comme nous l'avons vu précédemment – respectueuse et critique à la fois. Outre ses réserves quant à son reportage en Kabylie et l'absence d'Arabes dans *La Peste*, il lui précisait qu'il écrirait encore pour parler de ses compatriotes, les faire connaître. Avec son regard, son vécu… “J'ai réussi à attirer sur vous l'attention d'Audisio, Camus, Roblès. Le résultat est magnifique. Vous êtes algériens tous trois et vous n'avez pas à nous ignorer !” Cette courte phrase est un constat auquel Feraoun ne veut pas se résoudre. Elle est le socle de son œuvre présente et à venir. Il n'est pas évident que Camus et même Roblès en prennent la pleine mesure à cette époque où l'auteur du *Fils du pauvre* n'est trop souvent considéré que comme un auteur régionaliste. Gabriel Audisio n'est pas dupe. Il aime ce roman sociologique fort. Il lui consacrera une très belle critique. “Nous qui croyions connaître les Kabyles et la Kabylie, soudain nous les découvrions. Pour la première fois nous voyions un homme de cette nation témoigner dans notre langue par un récit sans artifice sur la condition humaine de ses semblables.” Audisio conclut en ces termes : “Ce livre modeste, sans emphase, sans effet de rhétorique, sans agressivité, en di[sai]t long sur le thème de la faim, de toutes les faims, celle du pain quotidien, celle du pain de l'esprit, celle de la dignité humaine.” Il voit fort justement dans ce roman trop souvent qualifié de folklorique, l'histoire symptomatique “d'un petit pauvre qui est l'incarnation de tout un peuple, qui en est l'image, et qui va l'exprimer à la façon d'un Gorki, d'un Vallès, d'un Istrati, d'un

Lorca[34]”. L’hommage peut paraître excessif mais reconsidéré dans la globalité de l’œuvre, ce *Fils du pauvre* est à la fois un prélude et une synthèse de tout ce qu’écrira Feraoun. Très influencé par les grands auteurs russes, il a voulu s’inscrire dans la tradition d’un Tolstoï. Il porte témoignage avec une fausse candeur de cet univers d’exclusion. Celui qu’il a connu. Qu’il connaîtra jusqu’au terme de sa vie. Mieux que toute analyse sémantique ou sociologique, l’accès au manuscrit donne une réponse nette aux sceptiques, aux douteux. En effet sur le carnet où il a tracé la première mouture du *Fils du pauvre*, Feraoun a pris la peine de scinder le récit en deux parties. La première court jusqu’au moment où Fouroulou-Feraoun devient instituteur. Elle s’intitule : “La paix.” La seconde commence au moment où Fouroulou s’efface définitivement devant Feraoun pour entrer dans le monde de l’enseignement. Pour découvrir des réalités bien différentes de celles enseignées à la Bouzaréa. Cette seconde partie s’appelle : “La guerre.” Il est évident que l’auteur s’est amusé à faire un clin d’œil. Mais, l’inversion des termes “guerre” et “paix” ne peut être l’effet d’un hasard ou d’une coquetterie d’auteur. On peut y voir clairement s’opposer l’innocence de la jeunesse et la réalité de l’existence adulte. La paix de l’ignorance se heurte à la guerre du quotidien.

Le 12 juin, Feraoun reçoit une lettre de Camus en réponse à la sienne. Une vingtaine de lignes sur du papier à en-tête de la NRF. Il confirme ce que Roblès lui avait déjà dit à propos du *Fils du pauvre* : “J’ai lu en effet avec plaisir, et émotion, votre beau livre.” Par contre il n’a pas gardé le souvenir de leur rencontre de 1937. Et de poursuivre : “J’aime votre peuple fraternellement, et j’admire ses vertus, sa vraie dignité. C’est pourquoi j’ai été si sensible à votre livre.” Jusque-là tout est parfait. Par contre il n’est pas difficile d’imaginer le trouble, la circonspection de Feraoun en lisant la suite de la lettre. Camus y fait réponse aux critiques de Feraoun concernant l’absence d’Arabes dans *La Peste*… “Ne croyez pas que si je n’ai pas parlé des Arabes d’Oran c’est que je me sente séparé d’eux. C’est que pour les mettre en scène, il faut parler du problème qui empoisonne notre vie à tous en Algérie ; il aurait donc fallu écrire un autre livre que celui que je voulais faire. Et pour écrire cet autre livre, d’ailleurs, il faut un talent que je ne suis pas sûr d’avoir. Vous l’écrirez, peut-être […]que vous savez, sans effort, vous placer au-dessus des haines stupides qui déshonorent notre pays[35].” Voilà bien une réponse qui ressemble à un tir en corner de la part de l’ancien gardien de but du Racing universitaire d’Alger.

Les derniers doutes se sont estompés. Si toutefois il en subsistait encore chez Feraoun. Il se sent un devoir impérieux de mettre à exécution ce qu’il écrivait à Camus : “J’ai l’intention d’écrire encore, de parler de nos compatriotes tels que je les vois…” Et il poursuit avec une sorte d’intuition étonnante : “… mais je n’ai pas d’illusion. Ma vie sera forcément trop courte et mes moyens trop réduits car il n’est pas vrai que le bon sens soit si bien partagé qu’on le dit.” Comme pour insister, Feraoun appuie sur la plaie avec une cinglante subtilité… Celle de l’absence d’Arabes dans *La Peste* dont il a fait l’aimable reproche à Camus : “Si je parvenais à m’exprimer sereinement, je le devrais à votre livre, à tous vos livres – qui m’ont appris à me connaître puis à découvrir les autres et à constater qu’ils me

ressemblent. Ne puis-je donc pas me payer le ridicule de tenter à mon tour d’expliquer les Kabyles et montrer qu’ils ressemblent à tout le monde ? À tous les Algériens par exemple ? Et ce fossé qui s’élargit stupidement ne faudrait-il pas essayer de le combler[36] ?”



Mouloud Feraoun avec sa femme et ses enfants en 1950.

1 Mouloud Feraoun, *Le Fils du pauvre*, *op. cit.*, p. 6.
2 *Ibid.*, p. 21.
3 Philippe Lejeune, *Le Pacte autobiographique*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1996, p. 14.
4 Extrait d'un entretien accordé à Maurice Monnoyer et publié dans *L'Effort algérien* du 27 février 1953.
5 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 111.
6 Abdelkader Djeghloul, *Un romancier de l'identité perturbée et de l'assimilation impossible : Chukri Khodja* in ROMM, p. 82. Cité par Adelaida Porros Medrano, *Le Roman ethnographique Maghrébin : Le Fils du pauvre de Mouloud Feraoun*, p. 215.
7 Cité par Fadhila Yahiaoui, *Roman et société coloniale dans l'Algérie de l'entre-deux-guerres*, Alger, ENAL-GAM, 1985, p. 62-63.
8 *Ibid.*, p. 62-63.
9 Edmond Charlot (1915-2004) a créé sa maison d'édition à Alger en 1936 puis à Paris à partir de 1945. Jusqu'au milieu des années 50, il sera l'un des personnages influents de la littérature française. Il a édité, entre autres, Gide, Vercors, Garcia Lorca, Moravia, Kessel, etc.
10 In *Dictionnaire Albert Camus*, sous la direction de Jeanyves Guérin, Paris, Robert Laffont/Bouquins, 2009.
11 Entretien accordé à l'auteur par Fazia Feraoun le 31 décembre 2011.
12 De son nom de jeune fille Jeanne Lagane (1900-1995). Originaire du Sud-Ouest, elle arrivera en Algérie en 1936 et sera reconnue et saluée comme l'une des rares peintres abstraites de sa génération.
13 Yves Chataigneau (1891-1969) est un diplomate français qui a été délégué de la France au Levant (1943, 1944) avant d'être gouverneur général d'Algérie jusqu'en 1948. Il sera ensuite ambassadeur de France à Moscou puis conseiller diplomatique auprès du gouvernement de 1949 à 1954.
14 Marcel-Jules-Marie Guéhenno, dit Jean Guéhenno (1890-1978) a dû abandonner l'école à quatorze ans. Étudiant seul, il intègre l'École normale supérieure et devient professeur de littérature. Auteur d'une trentaine d'ouvrages dont *Le Journal d'un homme* (Grasset), il entre à l'Académie française en 1962.
15 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 26 décembre 2011.
16 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 23.
17 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 137.
18 Mouloud Feraoun, Lettre à René et Jeanine Nouelle du 18 septembre 1949, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 15.
19 *Ibid.*, *op. cit.*, p. 19.
20 *Ibid.*, Lettre à René Nouelle du 12 avril 1949, *ibid.*, p. 9.
21 *Ibid.*, p. 20.
22 *Ibid.*, p. 15.
23 *Ibid.*, p. 21.
24 *Ibid.*, p. 24.
25 *Ibid.*, p. 36.
26 L'école des cadres d'Uriage a été créée en 1940 par le capitaine Pierre Dunoyer de Segonzac sous l'égide du secrétariat d'État à la jeunesse de Vichy. Les "Chevaliers d'Uriage" animés par "un maréchalisme convaincu et par un fort sentiment patriotique" devaient constituer les nouvelles élites de l'État aptes à réaliser la "Révolution nationale"

chère au maréchal Pétain. Implantée au château de Saint-Martin-d'Uriage (près de Grenoble) l'école qui compte dans ses rangs Emmanuel Mounier, Hubert Beuve-Méry, Paul Delouvrier, Jean-Marie Domenach… devient un lieu de réflexion et de débats, bientôt en rupture avec la politique de collaboration. Dissoute en décembre 1942, elle est remplacée, dans le même lieu, par l'école des cadres de la Milice française. À partir de 1943, des intervenants et des stagiaires de la première structure se réorganisent pour rejoindre la Résistance.

27 Fanny Colonna, *Instituteurs algériens 1883-1939*, Alger, Office des publications universitaires, 1975, p. 172.

28 Malek Ouary, *Hommage à Mouloud Feraoun*, magazine des Lettres et des Arts, RTF, avril 1962, cité *in* Marie-Hélène Chèze, *Mouloud Feraoun la voix et le silence*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 42.

29 *Alger républicain*, 6 décembre 1950, p. 4.

30 Emmanuel Roblès, *Les Lettres françaises*, 22 mars 1962, cité *in* Marie-Hélène Chèze, *op. cit.*, p. 43.

31 Le texte de cette allocution a fait l'objet d'un tiré à part remis à l'auteur par Ali Feraoun le 31 décembre 2011.

32 *Ibid*.

33 *Ibid*.

34 Gabriel Audisio, revue *L'Instituteur*, nº 46, juin 1962.

35 Lettre d'Albert Camus à Mouloud Feraoun en date du 12 juin 1951, fonds Albert Camus, Aix-en-Provence.

36 Lettres à Carmen *ibid. cit*.

LA COLLINE DU TEMPS PASSÉ

Reconstruction… C'est encore et toujours le mot d'ordre. Il ne cesse d'être employé dans ces lendemains d'après-guerre. Par les hommes politiques. Par les journalistes. Par les citoyens sous influence de la presse majoritairement aux mains des gros colons. Alors, la scolarisation… Celle des *indigènes* en particulier… Patience ! Ce mot est sans doute celui qui a été le plus utilisé depuis l'aube de la colonisation. Qu'il s'agisse de la promotion, des droits politiques ou sociaux, de l'école, des routes, de l'eau et de l'électricité. Il faut se résigner et être patient ! C'est d'autant plus difficile de l'être que les temps sont difficiles. Les *ikoufanes* se vident désespérément même si la grand-mère réduit les portions de chaque repas. Nombreuses sont les familles qui confectionnent une mauvaise farine à base d'orge noir et de glands pilés. Les vieilles s'en reviennent chargées de leur habituel fagot de bois mort, avec dans la ceinture, quelques herbes amères ou des racines négligées par les sangliers pour donner un peu de goût à une soupe claire. Personne ne peut plus aider personne. Chacun étant aussi équitablement pauvre que son voisin. De plus, il faut rentrer avant la nuit, éviter même les chemins escarpés où les brigands attendent l'égaré sans faire de détail sur leurs victimes. Préférant le replet sans négliger le famélique. Faute de bourse ou de panier de viande, une vieille gandoura ou une ceinture de flanelle peut tout aussi bien leur affaire.

La vie continue. L'après-guerre prend ses quartiers d'hiver dans le bled. En Kabylie particulièrement où la faim le dispute à l'insécurité. Aussi Feraoun ne se déplace-t-il plus sans son arme. En effet pendant qu'il était en poste à Aït-Addel-Moumen, il craignait déjà pour la sécurité de sa famille. Dans ce village et alentour sévissaient alors "un grand nombre de bandits d'honneur. Un grand oncle de la femme de Mouloud qui était maquignon lui avait procuré un colt ressemblant à s'y méprendre à ceux que les cow-boys portaient à la ceinture dans les films de l'époque. En plus du pistolet, il avait cinq balles qu'il cachait soigneusement. Depuis, quand il se rendait au marché avec son mulet, il n'oubliait pas son arme et ses munitions… D'autant que certaines fois, il profitait du déplacement pour aller retirer sa paye à la trésorerie de Tizi-Ouzou. Il craignait toujours de croiser l'un de ces bandits. En même temps, il avait peur d'être arrêté par les gendarmes auxquels il aurait des difficultés à expliquer pourquoi il était armé et d'où provenait ce colt de western[1] !"

Même les routes les plus fréquentées sont alors dangereuses. Les brigands y sévissent à toute heure du jour ou de la nuit, perpétrant parfois des attaques jusque dans les villages. Les hommes qui constituent ces hordes sont souvent des mâles d'une famille sur la tête de laquelle a été lancée une vengeance après un crime de sang. Moyennant quoi ils ont pris le maquis. Coupés de toutes ressources et de la

plupart de leurs contacts, ces détrousseurs vivent de rapines et d’exactions… Comme le font certains Corses, Sardes, Calabrais ou Turcs touchés par une vendetta ou mieux adaptés à la vie errante. D’autres ont décidé de quitter leur village pour échapper à la justice française ou à la conscription. En la matière, comme ce fut le cas lors de la première guerre mondiale, le nombre de déserteurs est relativement important. Il s’en trouve qui ont décidé de prendre le maquis et d’y rester jusqu’au déclenchement, en 1954, de la guerre d’indépendance. Tel sera le cas du Kabyle Belkacem Krim qui deviendra l’un des chefs historiques de la révolution algérienne. Après avoir adhéré au PPA, il décide d’implanter des cellules clandestines dans douze douars de Kabylie. Au début, les autorités françaises ne prêtent pas une attention excessive à cet illuminé qui s’en va porter la bonne parole de village en village, armé d’une mitraillette Sten. Puis elles le convoquent pour “*atteinte à la souveraineté de l’État*”. Il décide de garder le maquis sous le pseudonyme de Si Rabahla. Les militaires français tentent de le débusquer. En vain. Comme tant d’autres Kabyles, Mouloud Feraoun entend parler de son passage dans tel douar, de sa venue prochaine dans tel autre. Parfois les gendarmes passent dans le village et interrogent les habitants qui, plus qu’à l’accoutumée, n’entendent rien au français. Dénégations, gestes vagues en direction des montagnes qui s’estompent sous la brume. Par ici, on raconte, à propos de ces brigands, une autre histoire qui n’a rien d’une légende. Et que Feraoun a entendu dès son plus jeune âge. Aux premiers temps de la conquête, le général Yousouf avait décidé de venir à bout de ces gueux qui se prenaient pour des rebelles à la colonisation. Il engagea une opération avec sa division du côté de l’immense forêt de Yakouren. Ils marchaient des heures, des jours, pour atteindre de minuscules villages accrochés à des pitons. N’y trouvant jamais que des femmes. Rien ne parvenait à dérider cet ancien esclave devenu l’un des grands officiers de la conquête. Rien, sauf la réflexion d’un de ses zouaves exténué qui lui confia : “Si le Père Éternel avait eu le sac au dos quand il a construit ces montagnes, il ne les aurait pas faites comme ça !” Yousouf aurait souri. Mais il dut également renoncer. Comme bon nombre de ceux qui lui succédèrent dans sa mission pacificatrice. Feraoun sait qu’il faut être né dans ces montagnes pour pouvoir s’y déplacer, y survivre. D’autres, comme Belkacem Krim, sont convaincus que ces montagnes feront la différence. Que les Français ont gagné le pays par les plaines et qu’ils le perdront par les montagnes. Pourtant, rares sont ceux qui souscrivent aux thèses indépendantistes. Nombreux sont ceux qui croient encore en un rapprochement entre les communautés. Même si les hommes politiques *indigènes* les plus modérés engagent un combat politique beaucoup plus dur. La seconde guerre mondiale marque une véritable fracture. Ceux qui, comme Ferhat Abbas, croyaient encore en une “égalité dans le cadre d’une souveraineté française” commencent à en douter sérieusement. Après avoir été longtemps le chantre de l’assimilation, il estime maintenant que le colonialisme est “une entreprise raciale de domination et d’exploitation” dans laquelle même les élites républicaines françaises les plus éclairées sont entièrement impliquées.

Celui qui fut un engagé volontaire a mal digéré son incarcération au lendemain

des *événements de Sétif* dont il est jugé responsable. Il est libéré l'année suivante. En mai 1946, il fonde l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) avec Chérif Saâdane, un de ses compagnons de cellule. Leur programme est explicite. On peut notamment y lire : "L'Union démocratique a axé son programme sur le contenu du Manifeste Algérien, réaffirmant son attachement à œuvrer à la concrétisation de la liberté et de l'égalité, son refus de l'assimilation et de la scission avec la France, compte tenu de l'accession récente, de son point de vue, du peuple algérien à la démocratie, aux sciences et à l'industrie, et qui se doit donc de s'associer à une grande nation libre et se frotter à une démocratie française ancienne." Néanmoins, Abbas garde ses distances par rapport au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) fondé par Messali Hadj quelques semaines après l'UDMA. Le MTLD, nationaliste et clairement indépendantiste, préconise la création d'une véritable organisation paramilitaire.

Ferhat Abbas affirme qu'il continue à travailler à une meilleure compréhension entre Algériens et Européens "dans le cadre d'un État libre, rattaché à la France".

Malgré ces divergences, une prise de conscience semble se manifester dans la population indigène. Car les faits sont têtus dans cette histoire algérienne qui bégaye.

On attend toujours les effets du "plan de scolarisation" décrété le 27 novembre 1944 pour estomper une réalité en rupture avec le discours officiel : sur 1 250 000 enfants de six à quatorze ans, moins de 100 000 musulmans sont scolarisés.

L'entrée en vigueur, deux mois plus tôt, de la loi Lamine Guèye n'a pas été de nature à calmer les esprits. En devenant des Français musulmans d'Algérie (FMA) les *indigènes* sont bien conscients qu'on leur a offert des droits au rabais avec notamment la mise en place de 2 collèges électoraux. Le premier regroupe désormais les Européens et quelques dizaines de milliers de musulmans "évolués" : soit un peu moins de 1 000 000 de personnes qui élisent 50 % des représentants de l'Algérie. Les FMA du second collège (tous les autres) représentent environ 9 000 000 de personnes et élisent les autres 50 % ! Ce qui n'empêchera pas les autorités coloniales de participer à un trucage éhonté des élections communales ou législatives. Le pouvoir n'a de sens que s'il n'est pas partagé. Le MTLD a créé en février 1947 l'Organisation spéciale (OS), une véritable section paramilitaire. Le 5 janvier 1948 il s'associe au Néo-Destour tunisien et à l'Istiqlal marocain pour fonder au Caire le *Comité de libération du Maghreb arabe.*

La colère et le ressentiment ne font que s'accroître dans les rangs des indépendantistes. Feraoun comprend cette réaction touchant particulièrement les intellectuels *indigènes.* En même temps il craint que des excès entraînent le pays dans le chaos.

Dans son entretien avec Maurice Monnoyer il déclare sans ambages : "le succès de mon premier ouvrage m'avait encouragé à écrire d'autres livres. Il faut ajouter ceci : l'idée m'est venue que je pourrais essayer de traduire l'âme kabyle. D'être un témoin. Je suis de souche authentiquement kabyle. J'ai toujours habité la Kabylie. Il est bon que l'on sache que les Kabyles sont des hommes comme les

autres. Et je crois, voyez-vous, que je suis bien placé pour le dire[2].” Comme nous l’avons déjà vu, cet argument sera repris par Feraoun dans la première lettre qu’il enverra à Albert Camus.

Plus encouragé par le Grand prix littéraire de la ville d’Alger que par l’édition proprement dite de son premier roman, Feraoun s’est remis au travail. Il en a tracé les premières lignes sur un cahier. Un de ses cahiers d’écoliers sur lesquels il écrit les brouillons de ses lettres, de ses articles ou quelques rares notes. Celui-ci est de couleur sable en travers duquel il a inscrit sur la partie supérieure gauche : *La Terre et le Sang, cahier nº 1. 3.1.49.*

Pour lui, enseignement et littérature sont intimement liés. Il n’abandonnera jamais l’un pour l’autre. Le premier donne accès à la seconde. Feraoun n’est pas de ceux qui pensent que la langue française est forcément celle de l’asservissement, de la colonisation culturelle. Elle est celle qui permet de comprendre l’autre. De se faire comprendre. De dire sa lassitude, son désarroi de manière intelligible au plus grand nombre. D’aller sur le terrain de l’Autre avec cette arme commune. Cette langue dont Kateb Yacine dira beaucoup plus tard qu’elle est “un tribut de guerre”. Feraoun n’est pas homme à se résigner. Ce que certains ont qualifié d’atermoiements se révélera comme une forme de “désobéissance civile[3]” en devenir. Déterminé plus qu’il n’y peut paraître. Obstiné sans ostentation. Opiniâtre dans la discrétion, Mouloud Feraoun s’est inscrit dès son premier livre dans la lignée de ceux pour qui l’écriture n’est pas seulement une clameur. C’est une forme d’insurrection. Au seuil des années cinquante, il est déjà conscient de son rôle. Celui qu’il définira en 1957, en parlant de la littérature algérienne : “La voie a été tracée par ceux qui ont rompu avec un orient de pacotille pour décrire une humanité moins belle et plus vraie, une terre moins chatoyante mais plus riche de sève nourricière, des hommes qui luttent, et sont les répliques exactes de ceux que nous voyons autour de nous[4].”

Kabyle. Fils de pauvre. Instituteur. Romancier… Il serait illusoire d’aborder Feraoun sous l’une seule de ces composantes. Elles se complètent, s’alimentent et sont autant d’éléments utiles pour comprendre l’homme (discret) et son œuvre (subtilement simple). À cela il faut ajouter un aspect souvent négligé : son implication dans le monde syndical. À la fois forum, lieu d’échanges et de revendications. Il n’a jamais été encarté dans un parti, sauf sur le tard et durant quelques mois seulement. Il n’est pas l’homme d’une coterie ou d’un clan. C’est un libertaire laïque qui refuse les systèmes au profit d’une action quotidienne, concrète. Tout en restant nourri de sa tradition orale. Sans jamais s’éloigner de Voltaire et de Rousseau. Et rappelé sans cesse à certaines pratiques d’un islam avec lequel il trouve ses arrangements. Syncrétisme complexe aux yeux des Européens et des siens. La richesse de ces contradictions fait partie de son implication. En tant qu’homme et en tant qu’enseignant.

S’il est captivé par la littérature, le champ scolaire est celui qui le préoccupe en premier lieu. Il est vrai qu’il occupe une grande part de son quotidien. C’est encore lui qu’on retrouve en priorité dans sa correspondance avec ses amis Nouelle, avec

le pacifiste Martin ou avec Roblès. Au manque de moyens, il a toujours substitué une curiosité et un engouement pour toutes les méthodes pédagogiques nouvelles. Ce sera le cas dès ses premières années d'enseignement. Il met tout en œuvre pour que ses élèves prennent goût au savoir et en oublient la barrière de la langue. Il n'est pas rare que les gamins arrivent en classe bien avant l'heure. Pressés de découvrir les cours du jour et les "jeux" qui vont les émailler. Oubliés les livres gris et les leçons ânonnées à la manière des versets du Livre à l'école coranique. Au point même que les parents d'élèves s'impliquent dans la vie scolaire ou dans le confort de leurs enfants. La classe est devenue un lieu de vie, d'échanges où chacun trouve sa place, son espace, sa part d'évasion.

Cependant Feraoun n'a rien perdu de son âme paysanne. Il envisage d'acquérir une vache, ce dont il tirera une grande fierté tout en lui gardant son appartenance villageoise auprès de tous. En plus du lait qu'elle donnera et d'un veau qu'elle pourra mettre bas, elle est un signe d'opulence. Nul doute qu'en la ramenant du marché, Mouloud pensera à son père qui, quelques années plus tôt, en avait également acquise une. Il ne souhaitait pas que l'événement soit connu de tous car on y verrait sans doute un signe d'opulence qui aurait entraîné toutes sortes de remarques et de lazzi. Sans parler des sollicitations qu'il préférait éviter. Mais, comment s'y prendre pour faire traverser le village à la ruminante ? Il ne tarda pas à trouver un subterfuge malicieux… Le jour venu, il attacha sa vache à un tronc d'arbre, bien avant d'entrer au village. Il s'en vint seul et prévint les hommes attablés à la terrasse du café, ceux assis devant la *djema* et les autre : "Une femme va passer !" Chacun savait qu'il aurait à baisser les yeux pour ne pas croiser ceux de la dame, lui manquer de respect, risquer de la gêner. Le message passé, l'homme s'en retourna sur ses pas pour accomplir son forfait. Arrivant à l'entrée de Tizi-Hibel il s'avança en criant : "Une femme passe !" Tous les regards scrutèrent le sol et l'homme avança tenant la belle par le licou. Tout allait le mieux du monde. Hélas la vache se mit soudain à meugler ! Les visages se relevèrent. Les rires fusèrent. L'homme s'éloigna penaud sachant qu'on lui parlerait longtemps encore de cette femme à cornes !

Souvenir plaisant qu'il est interdit d'évoquer en présence du père sans faire preuve d'une impardonnable irrévérence. Le père est l'image de la sagesse. C'est lui qui veille à ce que l'hiver ne torde ni les corps ni les estomacs. En tant que tel chaque jour après la classe et avant les corrections Mouloud Feraoun doit aller chercher du fourrage pour ses bêtes et celles de ses parents. Sa famille possède un tout autre trésor que bien d'autres paysans lui jalousent : un frêne. Non pas tant pour son bois convenant plutôt à la tonnellerie que pour son feuillage très apprécié des bêtes. Armé d'une égoïne, il grimpe dans l'arbre, scie les branches avant d'en récupérer le feuillage tendre et d'en débiter le bois qui servira pour la cuisine et le chauffage. Avec précaution et minutie. Car un frêne peut se louer cinquante mille francs par an. C'est de l'or vert pour une famille qui en possède plusieurs[5] !

Feraoun doit également veiller au bien-être de sa nombreuse famille. Suivant la tradition il lui appartient de faire les achats de vêtements chauds pour les enfants. L'hiver sera particulièrement menaçant si l'on en croit les plus vieux qui savent lire

dans les nuages et leurs couleurs au couchant. La famille Feraoun compte désormais quatre enfants. En plus de Zedjiga, Ali et Mokrane, il y a la toute jeune Baya née en 1948. “Elle déambule à quatre pattes à travers toutes les pièces et doit être surveillée sans répit : tantôt elle est coincée entre les pieds d’une chaise ou sous le lit, tantôt elle dégringole de sa couchette et se met à brailler, une fois elle a tiré la toile cirée de la table avec tout ce qu’il y avait dessus, hier elle a réussi à s’introduire sous la cuisinière après avoir vidé le cendrier sur sa tête[6].” Les quelques détails de cette lettre nous permettent d’apprécier le nouveau mode de vie de l’instituteur. Finie la pièce unique de la maisonnette d’enfance. Plus de minces matelas roulés dans un coin et de kanoun au centre de la pièce. Des coffres ont remplacé les *ikoufanes* d’orge et de blé.

La famille Feraoun connaît maintenant un certain confort. Elle ne dispose pas encore d’électricité mais bénéficie d’eau courante et d’une cuisinière pour chauffer et confectionner les repas… la plupart du temps à base de couscous. Mouloud ne se lassera jamais de ce plat de prédilection qu’il préférera toujours aux créations sophistiquées de la grande cuisine. Même s’il ne déteste pas d’y goûter de temps à autre. Son épouse est un fin cordon-bleu. Elle a demandé à son époux de lui acheter un livre de cuisine. Celui-ci n’a pas lésiné. Un grand livre illustré avec des photos appétissantes au point de vous faire oublier le couscous auquel son époux est tellement attaché ! Dehbia s’est essayée avec bonheur à la réalisation de certaines recettes de chef. Ce qui lui vaudra un jour une réflexion étonnement admirative de Mme Roblès.

Non content de gérer son école, il veille à ce qu’un maximum d’enfants en âge scolaire la fréquentent. Ce qui accroît son travail : pas moins de cinquante rédactions à corriger chaque samedi et la nécessité de s’occuper de la famille… sans cesse élargie “c’est-à-dire de tous les Feraoun du monde sans compter ceux qui portent d’autres noms, des neveux ou des cousins. Si je n’ai rien à faire à Taourirt, il y a toujours quelqu’un ou quelque chose qui me demande à Tizi-Hibel, chez mes parents[7].” Sous l’enseignant dynamique couve le Kabyle imprégné d’habitudes, de comportements innés et de traditions ancestrales. Ne s’interrogeait-il pas dans une lettre du 16 juin 1949 adressée à René Nouelle[8], sur un voyage qu’il va bientôt faire en France. Non pas en ce qui concerne son déplacement mais sur le fait que sa fille qui a maintenant quatorze ans puisse l’accompagner… “Oui, je viendrai en France. J’ai déjà mon passage gratuit. Je serai seul ou avec Zedjiga. Je me propose de faire un geste exorbitant, révolutionnaire pour tout dire : emmener une fillette kabyle à Paris ! Mon vieux père s’y oppose farouchement mais ma femme est convaincue. Je crois que la chose ne sera pas facile.” Il arrive que Mouloud Feraoun transgresse. Ce fut le cas quelques années auparavant quand il décida d’inscrire sa fille dans une école de garçons en l’absence d’un établissement pour les filles. Au grand dam de son père pour lequel il garde révérence et respect. C’est lui qui dit la tradition, l’impose à chaque occasion. Dans la même lettre, Feraoun précise que les grandes vacances débuteront au début juillet, mais il n’est pas encore en mesure de fixer son départ… “Notre mois de Carême (Ramadan)

commence avec la nouvelle lune – le 26 ou le 27[9] – et se termine par une fête importante : l’Aïd Seghir. Mon père veut que je passe cette période avec la famille. Il se doute bien que je ne suis ni croyant ni pratiquant. Il m’a fait comprendre qu’il n’est pas dupe et que je veux me sauver en France pour n’avoir pas à jeûner. Eh bien, oui, ici je jeûne sans y croire pour ne contrarier personne. Discutable ? Tu pourrais me donner raison si tu avais toutes les données du problème[10].” Ils sont rares ceux qui ont toutes les données du problème. Qui peuvent comprendre que le rationnel ne l’emporte pas forcément. Que la religion et les traditions se conjuguent. Sans pour autant faire obstacle à la culture. Ce syncrétisme complexe n’empêche pas Feraoun de vivre dans la découverte permanente. Non content de la rechercher dans son travail quotidien, il n’hésite pas à se mettre au latin, à plonger dans le Gaffiot pour traduire Virgile ou versifier convenablement. Sa fille éprouvant quelques difficultés dans l’apprentissage de la langue, il n’a pas hésité à la découvrir avec elle. Enseignant et élève à la fois… C’est un des traits de caractère et de comportement de cet homme curieux qui refuse les acquis, fait table rase en permanence. Pour essayer de mieux comprendre. Pour prendre le temps de découvrir. L’homme peut être capable d’agacement, de colères. Rarement. Il a appris à voir, entendre, écouter. Là où tant d’autres affirment, tranchent, jugent. Bientôt on lui reprochera de ne pas prendre parti de manière claire et précise. Contre le colonialisme. Pour l’indépendance. Il n’est pas homme du définitif. Il préfère l’action au quotidien. Prendre du champ. Éviter de se tromper et de tromper les autres pour n’avoir pas pris le temps de la réflexion, de l’observation. Il n’a de culte que celui du verbe. Celui de l’oral. Celui de l’école. Celui des mots écrits et partagés. Par ses livres. Par ses lettres. Avec ces femmes et ces hommes qu’il retrouve dans l’action syndicale. Il croit à cet engagement de proximité dont il peut suivre l’évolution. Sans jamais en perdre la maîtrise. Gageons également que ces rencontres entre enseignants novateurs lui sont agréables. Il retrouve dans cette ambiance fraternelle un peu de la fougue de la Bouzaréa. La liberté en sus. C’est un bâtisseur d’immédiat pour un futur qui doit être celui du plus grand nombre. Élu délégué du conseil syndical pour le sous-groupement de Beni-Douala en 1950, il ne désespère pas que cet engagement profite à l’école au sens large. À la sienne en particulier. L’action syndicale lui permet de se sentir un peu moins isolé. D’autant qu’il a été longtemps oublié par l’académie. Elle déplace difficilement ses administrateurs dans le bled. Il lui a fallu s’armer de patience. De fait, il attendra jusqu’au premier trimestre de 1950. Des promesses lui sont faites. Une nouvelle classe sera prochainement construite. Au train où vont les choses il en faudra deux lorsque les travaux de la première commenceront. Mais que dire ? Que faire ? D’autant que l’administration lui promet également une route qui ira jusqu’à l’école. Ses collègues enseignants sont aussi sceptiques que lui, même si on prétend que l’administrateur serait favorable à ces travaux. Mais peut-on faire confiance à ce représentant de l’État ?

Mouloud Feraoun est dubitatif. Il se souvient du jour où il avait été convoqué en urgence par le prédécesseur de ce cacique. C’était en juillet 1946. Il venait de terminer sa première année à Taourirt-Moussa. Il faisait très chaud et le jeûne du

Ramadan décuplait la touffeur de l'été. Comme l'administrateur voulait voir le jeune directeur sans retard, il n'avait pas le choix. Il prit la route à pied. Au terme de six kilomètres d'une marche harassante le voilà à Tizi-Ouzou. Il fait antichambre en attendant le bon vouloir de l'hiérarque. Debout, face au bureau, il attend. L'homme fouille dans un dossier et toise le jeune maître. Une sentence va tomber. Pas le temps de réfléchir que l'administrateur tance son subordonné : "une vérification de l'inventaire de la cantine scolaire laisse apparaître la disparition d'une cocotte…" Feraoun est perplexe. Non ! Ça n'est pas une plaisanterie. Il bredouille une excuse. Peut-être une erreur. Son supérieur lui jette un nouveau regard suspicieux. Un geste de la main. Feraoun est déjà sur la route du retour. Furieux. Meurtri sous ce soleil encore plus torride. À nouveau six kilomètres de chemin poudreux. Il n'a pas parcouru la moitié qu'une voiture le dépasse dans un nuage de poussière. C'est celle de l'administrateur qui se rend à Taourirt-Moussa.

Feraoun sait qu'il faut avoir le cuir dur. Rester irréprochable dans son métier. Les humiliations ne peuvent déshonorer que ceux qui les provoquent. Pour l'heure, la classe est essentielle. Il ne baisse pas les bras. À preuve cette inspection qu'il subit le 19 décembre 1950. Le rapport qui la sanctionne fait état d'une "discipline très bien assurée. Aucune contrainte. Aucune faiblesse." L'élocution des élèves est jugée "normale" par monsieur l'inspecteur qui se plaît à souligner que "la géométrie est bien enseignée. Les élèves sont activement entraînés aux constructions." S'il émet un regret c'est celui concernant "le débit du maître trépidant et nuit un peu à l'efficacité de la préparation". Cela étant, l'envoyé du recteur a été attentif à la leçon de chant… "*La France est belle* : assez bonne exécution." Le maître est gratifié d'un 17/20 avec la conclusion suivante : "Très bon directeur. Enseignement régulier, très consciencieux, profitable. Très bonne impression." Au chapitre des "observations diverses" le censeur académique a mentionné : "En dehors de sa classe, M. Feraoun s'intéresse à sa région ; il est l'auteur d'une sorte de monographie romancée qui abonde en observations originales sur le pays kabyle." Ce jugement professoral n'est pas sans rappeler celui formulé cinq ans plus tôt par un autre haut fonctionnaire académique. Après la lecture du manuscrit du *Fils du pauvre*, il avait envoyé une lettre d'encouragement à son auteur pour "ce livre consciencieux et bien mené".

Avec de tels encouragements, l'élève Feraoun sait qu'il est en bonne voie et peut progresser jusqu'à devenir un véritable écrivain… *indigène*.

Souriant de ces petites bassesses qui font partie de son quotidien, il n'en continue pas moins d'écrire avec une égale frénésie. Hiver comme été. Une de ses rares distractions durant les après-midi du mois de juillet, c'est le Tour de France. Sur le coup des 4 heures de l'après-midi une partie de la famille se regroupe autour du gros poste qui fonctionne maintenant à l'électricité. Mouloud Feraoun comme ses fils suivent l'arrivée de l'étape imaginant les échappées, les efforts du peloton. Tous les as de la petite reine sont encore là… Bobet, Bartali, Coppi, Ockers, Géminiani et l'insolent Ferdi Kübler qui est en tête du classement général. Mais en ce mois de juillet 1950 on est tout particulièrement attentif aux exploits des Algériens : Zelasco, Kebaïli et surtout Zaaf. Ce dernier comme à son habitude a

promis de “casser la baraque”. Va-t-il enfin réussir à gagner une étape, à endosser le maillot jaune. Pourquoi pas finir en tête de la grande boucle ? Tous les espoirs sont permis. D’autant qu’à l’occasion de cette treizième étape, il fait l’objet des commentaires les plus élogieux. Le commentateur est dithyrambique. Alors que les autres coureurs n’arrivent plus à mouliner tant la canicule est accablante, Zaaf s’est envolé avec Molinès, une autre vedette de l’équipe d’Afrique du Nord. Ils ont pris une avance de seize minutes sur le peloton qui aura beaucoup de difficultés à “recoller”. Les Feraoun ont le souffle suspendu comme des milliers d’autres Algériens qui voient la vie en jaune. Soudain… C’est la catastrophe. Alors que Zaaf a lâché Molinès et vole vers la victoire, il est pris d’une soif qu’il ne peut étancher. Ses deux bidons sont vides. Il avise un spectateur à qui il demande de l’eau. Le quidam lui tend une gourde que Zaaf boit d’une traite. Oh ! Rage ! Oh ! Désespoir ! La route du Tour devait sans doute passer par Canna. La gourde contenait du vin. Chaud de surcroît. Zaaf reprend son vélo avec peine. Se trompe de sens. Il reprend la course en sens inverse. Il croise Molinès qui va terminer la course en tête. Et tombe dans une sorte de coma qui le cloue au bord de la route. Du rire ou du dépit, on ne sait quel parti prendre ! Pour une fois que le champion aurait pu vraiment “casser la baraque” ! On tourne le bouton. À peine heureux que ce soit un autre Algérien qui ait gagné l’étape. De fait, on apprendra plus tard que la gourde contenait bien de l’eau mais que Zaaf avait un peu forcé sur les amphétamines pour afficher une étape à son palmarès. Ce qui ne l’empêcha pas de faire de la publicité en tenue cycliste pour… une célèbre marque d’apéritif !

Les vacances et le Tour de France ne suffisent pas à faire oublier une situation qui stagne faute de s’améliorer. Mouloud Feraoun est de plus en plus réservé. Les événements vont le conforter dans ses incertitudes.

En ce début des années cinquante alors qu’il approche de la quarantaine, il traverse une période difficile. Sa foi en des lendemains fraternels et égalitaires s’émousse au fil du temps. Au contact des réalités. Il s’en ouvre à ses amis Nouelle : “Je vis des moments de dépression, de colère, de crises nerveuses. J’ai envie de tout lâcher, quelquefois la classe me dégoûte, la famille grouille désagréablement, tout semble marcher de travers et je me demande pourquoi je suis là[11].”

Même s’il est un peu déçu, il ne s’avoue pas vaincu. Il continue de travailler chaque soir à son nouveau livre dont l’action se situera en priorité en Kabylie mais auquel il voudrait donner une plus large portée.

La vie dans le Djurdjura, la pauvreté, l’exil et les problèmes identitaires… Ce sont des problèmes qu’il connaît bien pour les vivre ou les avoir subi. Il veut les utiliser pour construire une histoire dans laquelle les lieux, les noms ou les intrigues ne soient pas de nature à figer le lecteur dans un univers clos. Ce second roman témoigne déjà d’une lucidité face à l’avenir. En revisitant le passé. Et le présent. Nul ne pourra voir dans *La Terre et le Sang* un simple roman folklorique.

La littérature n’est pas l’essentiel de son travail même si elle est une des priorités de ses préoccupations. Plus que jamais, il reste attaché à sa fonction d’enseignant, il sait plus que tout autre que chaque mot appris est un nouveau pas franchi.

Comme le dit le proverbe arabe : “Le mot que tu retiens entre tes lèvres est ton esclave. Celui que tu prononces est ton maître.”

Ce second *opus* est d’ailleurs très avancé quand il l’évoque laconiquement dans la même lettre du 21 mars 1950 à ses amis Nouelle… “C’est maintenant que je voudrais revoir un peu les bois qui dominent votre vallée en face de la salle à manger pour me faire une idée du printemps de France. J’essaie d’imaginer, je n’arrive pas. Ce serait un joli cadre pour y faire loger un Kabyle marié à une Française avec laquelle il viendrait ensuite terminer ses jours au Djurdjura où ils finissent par se kabyliser tout à fait. Rassurez-vous, je divague et je vous promets de ne vous faire lire quand vous viendrez aucun texte inédit. Il n’y en aura jamais qu’un de manuscrit[12].” Rien n’est moins vrai. Un nouveau cahier est entamé sur lequel court l’écriture fine et appliquée. Feraoun a déjà commencé *La Terre et le Sang*. Le 29 avril 1951, il confie, dans une lettre à ses amis Nouelle qu’il souhaiterait “aller dans le Nord pour voir les mineurs kabyles pour la raison que dans mon roman il sera question d’un bonhomme qui a vadrouillé un peu partout. […] Il me faut beaucoup de précisions sur la vie des nôtres en France. Cela fera toute une partie du bouquin. J’hésite à l’écrire sans voir de près[13]…”

Le temps lui manque. Pourtant ce bourreau de travail parvient toujours à emprunter quelques heures à ses nuits pour dactylographier son nouveau roman. Le voilà maintenant penché sur une *Japy* de voyage qu’il paraît menacer de deux index en quête de lettres. Pour le moment, il en est encore à essayer d’apprivoiser cet engin rebelle qu’il a acquis un peu par hasard en avril 1951. L’un des libraires d’Alger qui vend *Le Fils du pauvre* ne pouvant lui payer son dû, Mouloud lui propose d’effacer la dette contre une machine à écrire. Brusquant un peu les touches le néophyte ne tarde pas à avoir raison de deux lettres. Qu’à cela ne tienne… Il effectue de grossières réparations avec des trombones et se remet à la tâche. En pestant ! “Je crois que ces machines ne sont pas fameuses à moins que ce ne soient les nerfs !” lance-t-il un jour à Roblès[14] auquel il confie, à propos de son nouveau manuscrit, dans une lettre en date du 15 juillet 1951 : “Je termine le cahier N° 9, chapitre 32 et dernier. Ça fera une grosse tartine au total. Je pense qu’il sera nécessaire d’y porter la hache… J’avais l’intention d’écrire une chronique allant de 1910 à 1950. Les trois cents pages ne concernent que vingt ans. Je m’arrête à 1930, la suite sera pour le prochain numéro. Le titre est prêt ainsi que les idées. Je n’aurais qu’à continuer l’histoire. L’ennui c’est que tout ce que j’avais d’important à dire, je le réservais pour cette deuxième partie. Je me suis laissé aller et maintenant j’ai peur d’avoir sorti un gros navet[15]…”

La Terre et le Sang est l’histoire d’Amer, un garçon de quatorze ans. Ce Kabyle originaire d’Ighil-Nezman (littéralement “la colline du temps passé”) est envoyé à Paris avec des voisins. Nous sommes dans les années qui précèdent la première guerre mondiale. Le jeune Kabyle est d’abord cuisinier pour sa communauté en exil. Dès qu’il est en âge de travailler, il est employé dans la mine, comme l’a été le père de Feraoun. Un soir, il tue accidentellement un de ses compatriotes. Craignant la vengeance de la famille, il n’ose plus rentrer en Kabylie. Durant quinze ans il vit en France et y rencontre Marie qu’il épouse. L’appel du pays natal est le plus fort.

Il est las de sa vie d'exil et souhaite retrouver une existence plus simple au contact de la nature. Il décide de rentrer à Ighil-Nezman en compagnie de Marie que les villageois appellent Madame. Il y retrouve sa mère devenue veuve peu de temps après son départ. Deux ans après leur installation, Amer tombe amoureux d'une femme mariée. Son mari Slimane les surprend en conversation intime près de la mine où il travaille. Une explosion retentit. Amer est tué… Est-ce un accident ? Derrière cette intrigue simple, Feraoun développe les thèmes de l'exil, des traditions, du rapprochement difficile des cultures, de la répétition de l'histoire. De la vivacité des mémoires et des liens ténus qui font l'histoire kabyle.

Au journaliste Maurice Monnoyer lui demandant quel est le thème du livre, il répond : “J'ai pensé que l'émigration des Kabyles pouvait donner matière à un ou plusieurs ouvrages dignes d'intérêt. J'ai distingué deux périodes : de 1910 à 1930 et de 1930 aux années que nous vivons. *La Terre et le Sang* est consacré à la première période. J'écrirai un autre roman sur la seconde période.” Le journaliste s'étonnant de ce découpage en deux périodes, Feraoun rétorque : “À mon avis, il y a une grande différence entre ces deux périodes. La psychologie des Kabyles d'aujourd'hui se rendant en France n'est plus du tout celle des Kabyles qui leur ont ouvert la route. […] Par contre, il me semble que les anciens étaient davantage attachés à leur village, à leur terre, aux murs kabyles ; ils se hâtaient de retourner chez eux avec leurs économies pour améliorer leur situation au village, ce qui n'est pas automatique aujourd'hui[16].”

Son livre est un hommage au père. Le sien. Ceux des autres. Émigrés involontaires pour améliorer le sort de leur famille élargie. Pour offrir à leurs enfants un avenir plus radieux que celui qu'ils avaient connu eux-mêmes. Au prix d'un labeur harassant. Parfois invalidant. Lors des vacances scolaires de l'été 1949 Feraoun était allé à Paris. Il y avait rencontré de nombreux compatriotes, des parents habitant le quartier populaire de la Chapelle. Également rue Myrha à la Goutte-d'Or. Là-même où son héros Amer prendra pension. S'il n'a pu se rendre dans le Nord pour étudier la condition des mineurs, le personnage de la femme française lui a été inspiré par la veuve d'un Kabyle. Elle avait vécu au village dans les années vingt. Elle parlait le kabyle et était parfaitement intégrée. Tous les villageois l'appelaient “Madame”. Comme l'héroïne de *La Terre et le Sang*. Deux éléments dont l'union est symbole de fécondité. De perpétuation intangible. Pour autant, la femme reste le “sexe faible” comme l'écrit Feraoun. “Elle qui est sensible, la vie la contraint à l'insensibilité ; certaines partagent le lit d'une rivale officielle ; d'autres sont condamnées au célibat et à la chasteté ; et nombre d'entre elles sont tenues d'accepter celui qu'elles n'ont pas choisi, fût-il vieux, difforme ou vicieux. Elles se soumettent, étouffent la voix du cœur ; il leur reste, avec une déception parfois sans bornes, non le dégoût qui empoisonne l'existence, mais une espèce de scepticisme qui leur fait supporter leur sort et absoudre par avance tout acte de rébellion auquel peut se livrer l'une des leurs[17].” Ici comme en bien d'autres endroits, Feraoun mêle le virtuel au factuel. Le romancier se met au service du sociologue qu'il ne cesse d'être. Avec lucidité. Sans concession ni prise de position.

Côté classes rien n’a changé. À la rentrée d’octobre 1951 les locaux manquaient. Trop de gamins. Les promesses de l’académie sont restées lettres mortes. Les enfants sont de plus en plus nombreux à venir chaque matin devant l’école. À supplier le directeur. Quelques parents aussi font le déplacement. Proposent même de payer. De lui offrir de l’huile, de l’orge, de l’argent. Feraoun tente d’expliquer la situation. En vain. Il écrit à l’inspection académique. Elle prend note. Classe sans suite. Le seul recours légal est l’organisation des cours à mi-temps. Les effectifs sont trop importants. Il parvient d’autant moins à gérer les emplois du temps qu’un des maîtres quitte l’école alors que ses classes sont pléthoriques. Il s’en ouvre aux Nouelle dans une lettre en date du 7 janvier 1951 : “Figurez-vous qu’on ne trouve personne à m’envoyer et que les 90 élèves de la 3e classe nous restent sur le dos, le collègue et moi. Nous en prenons 45 chacun et nous faisons mi-temps. J’ai donc mes 46 élèves cours moyen et fin d’études de 8 à 11 et le soir 45 autres auxquels il faut chanter une autre chanson. Au début ça m’amusait, maintenant la chose me fatigue et m’énerve. À ce régime je ne sais pas comment arriver au bout de l’année. Il va sans dire que le fléchissement est très net dans la grande classe. Du vrai sabotage. Il paraît qu’il y a un peu partout des classes fermées faute de personnel, car on a arrêté le fameux recrutement du fameux cadre spécial dont tu as entendu parler (BE). On a arrêté mais on devait les intégrer. Leur décret est dit-on en instance au Conseil d’État (!). Tout un fourbi. Mais en attendant, ou bien en conséquence, il y a des gosses qui pâtissent – les lampistes en quelque sorte. Mes pauvres grands rôdent le soir autour de l’école, alors ils entrent, se tassent dans les coins, travaillent seuls ou me regardent enseigner B.A.BA, ou encore bavardent, m’interrompent, me demandent des devoirs. Et je nage et nous nageons tous[18].”

Le *cadre spécial des maîtres* dont parle Feraoun est une mesure d’urgence qui doit permettre aux titulaires de la première partie du baccalauréat (qui en compte 2 à l’époque), du Brevet élémentaire, ou de diplômes obtenus dans les médersas de devenir instituteurs. On le sent agacé dans ce contexte détestable où les maîtres ne parviennent plus à scolariser tous les enfants. Ils doivent faire face à des classes surchargées et s’arranger comme ils peuvent faute de locaux suffisants et décents. Il parle de ses problèmes à ses camarades du Syndicat national des instituteurs dont il est membre comme le tiers des 15 000 enseignants algériens. Des interventions sont faites en haut lieu. Des promesses y font écho. Le temps passe. Rien n’est fait. Pas plus pour Feraoun que pour les autres *blédards*. La tension monte également au sein du syndicat. Jusqu’en 1939, le SNI n’a pas pris de position sur l’avenir politique de l’Algérie. Sa position change en 1945 : il manifeste alors plus clairement sa réprobation des pratiques coloniales. Notamment en matière d’enseignement. Ce qui lui vaut la sympathie d’une grande partie des instituteurs *indigènes*. Feraoun est proche du courant *École émancipée*. Dès le début de la guerre de libération elle se prononcera pour l’indépendance. En mars 1951, Feraoun se rend en métropole pour assister au congrès de la ligue de l’enseignement qui compte alors 225 000 adhérents. Il veut y participer “par curiosité” et éventuellement “pour aider[19]”. Toujours un peu en retrait sans relâcher

son action individuelle. À la fin de l'année 1952, il écrit une "lettre véhémente à l'inspecteur [d'académie] pour lui notifier [sa] décision de fermer la troisième classe et [son] refus ferme, catégorique, de ne pas assumer le travail de deux maîtres. Il prendra la chose comme il voudra[20]". Son frère Idir auquel il est très lié essaye de le raisonner, le met en garde : "Tu risques un blâme. Ou dans le meilleur des cas une inspection vindicative !"

Mouloud le sait. Le ton de sa lettre ne peut pas être du goût de l'inspecteur. Mais il l'enverra. Il la relie. Il cachette l'enveloppe et la remet avec d'autres à son fils Ali qui chaque après-midi à la charge d'aller déposer le courrier paternel à la poste. De fait, la lettre produira son effet ! Deux semaines plus tard, Feraoun voit arriver un nouvel enseignant "nommé à titre exceptionnel". N'empêche… La corde est usée. Sa lassitude traduit celle de bon nombre d'instituteurs *indigènes* las de cette école à deux vitesses, de ces promesses d'éducation pour tous non tenues. Marre d'être maîtres, citoyens, hommes de seconde zone. L'Algérie du bled commence à bouillonner. Des spasmes avant-coureurs secouent cette terre de la misère et de l'exil intérieur. Même s'il rassure ses amis Nouelle, le ton de sa lettre du 31 janvier 1952 laisse percer un début de révolte malgré un soulagement sûrement feint : "… il n'y a pas de pépins par ici, « la situation est calme sur l'ensemble du front ». Les souvenirs des massacres de 1945 calment bien des gens. C'est tant mieux, je pense, car il n'y a que les pêcheurs qui sachent profiter de l'eau trouble, tandis que les poissons, les moutons, les dindons se font rôtir[21]."

Feraoun termine son année scolaire. Abattu. Presque déprimé. Il lui a fallu assumer les carences administratives, pourvoir au quotidien de sa famille élargie. Son frère Idir ayant également son salaire d'instituteur n'a rien perdu de son insouciance. Il a souhaité avoir sa maison. C'est Mouloud qui l'a payée, faisant croire à son épouse qu'il ne remboursait que la moitié du crédit pour ne pas risquer ses foudres légitimes[22]. L'homme de la terre qu'il ne cessera d'être se réjouit d'avoir revendu sa vache et le veau auquel elle a donné naissance. Ce qui lui a permis d'acheter une autre vachette qui donne du lait pour toute la famille. Il vient même d'empocher vingt-cinq mille francs pour l'adaptation de son premier roman à la radio. De quoi payer la layette de Malika sa quatrième fille qui vient au monde le 26 juin 1952. Zjedjiga l'aînée des filles fait office de sage-femme. Tout le monde attendait un garçon. Évidemment ! De quoi provoquer l'ire de son père, de son oncle… et de tous les mâles de la famille. On ne se préoccupe pas de l'état de santé de la mère qui a connu un accouchement difficile et n'a rien mangé durant trois jours. "Ses seins étaient secs et la petite criait et se desséchait aussi. Avec ça le vieux est venu nous "engueuler" […] Nous n'étions pas des incapables mais des malfaiteurs[23]." Son frère Idir n'est pas en reste. Il lui demande : "Que comptes-tu faire de quatre filles ?" Mouloud le regarde. Marque un temps d'arrêt avant de répondre dans un sourire : "J'en ferai… un carré !" Roblès le sent extrêmement peiné. Il lui propose de parrainer la petite dernière. Feraoun est ravi. Même s'il sait qu'il lui faut continuer d'assumer un quotidien pesant. Ses aînés grandissent et leur avenir scolaire lui pose problème. Il leur faut maintenant entrer au collège. Après moult hésitations, il demande un poste en ville. À Fort-National. Il l'obtient avec

en prime la direction des écoles. Ce qui devrait le satisfaire lui pose problème : “… on m’a fichu une promotion au choix, je suis en 2e maintenant, à la suite d’un rapport pharamineux qui a suivi la parution du livre. Cette promotion j’aurais voulu l’avoir obtenue sans cela. D’un côté c’est bien fait, une vengeance du hasard car je n’en ai jamais eue. On m’en colle quand précisément je la mérite le moins et que je puis m’en passer. Il arrive un moment, en effet, où la note, la distinction, le choix ne constituent plus un encouragement parce qu’on n’a plus besoin d’être encouragé[24].” D’évidence Feraoun se méfie de ce hasard. Il pourrait bien masquer les appâts de la récupération. Et s’il devenait le bon Kabyle ? Un peu Romain. Pas trop Arabe. Très cultivé. Quasi-Français. Voilà bien des années que les idéaux de la Bouzaréa se sont érodés. Feraoun entre dans sa deuxième vie. Après dix-sept années passées à enseigner comme *bledard* il se prépare à découvrir un autre monde. Et d’autres gens. La passion s’est érodée. Il s’en ouvrira quelques mois plus tard dans une lettre à Paul Flamand[25], le PDG des éditions du *Seuil*, son futur éditeur. Il revient sur son premier roman qui était empreint d’une forme d’hommage à un temps révolu… “J’ai dit dans ce livre que mes bons maîtres m’ont rendu ma dignité de jeune homme mais, depuis que j’ai quitté l’école et vécu dans le bled, avec les miens, je suis devenu fataliste et j’ai perdu mon assurance[26].” Ce fatalisme ressemble plus à une prise de conscience face à laquelle toute assurance ne peut résister. Que reste-t-il de ces bons maîtres qui lui enseignaient une histoire (de France) dont il a pris conscience qu’elle n’est pas la sienne ? Qu’elle ne sera jamais la sienne.

Pour l’heure, les seules questions à se poser sont simples : ne rien oublier, préparer au mieux son déménagement et s’installer dans le nouvel appartement de fonction… Avec eau et électricité ! Néanmoins, le changement pose certains problèmes… “Nous nous installons et nous acclimatons très péniblement. La rentrée a été dure pour moi. Il a fallu déménager de Taourirt, emménager, répartir les maîtres dans les classes, puis les élèves, inscrire les nouveaux au milieu d’une indescriptible bagarre, contenter les gens de la garnison qui veulent que leurs gosses soient pris à cinq ans, consoler les Kabyles dont les leurs ne trouvent pas place à sept[27]…” Rien de vraiment nouveau par rapport à Taourirt et aux petites écoles éloignées des villes. À peine arrivé, le nouveau directeur doit également créer un cours complémentaire, préparer l’examen de sixième qui se déroulera dix jours plus tard dans son école. Il lui faut s’assurer du bon démarrage de la cantine. Accueillir le sous-préfet pour l’inauguration de la nouvelle école. Préparer la réception et le discours. Faire les courriers pour obtenir des crédits. Commander du matériel qui – une fois encore – fait défaut. Une fois de retour à son bureau, il devra préparer et rédiger la conférence pédagogique tout en fumant ses bastos bleues et en buvant du café pour se tenir éveillé.

En décembre, il se déplace à Alger pour assister à l’assemblée générale de la fédération des œuvres laïques. Il a le secret espoir que cette puissante structure l’aide dans le cadre de ses activités périscolaires : la coopérative, une équipe sportive, une bibliothèque qu’il a mises en place dès son installation à Fort-National. Il y est à peine depuis quelques mois qu’il s’interroge face à cette “grosse

boîte. J'ai l'impression que les collègues restent toujours étrangers les uns aux autres et que chacun n'a qu'une préoccupation : finir sa journée, son mois, son année… Quelle blague ! Je me disais qu'on gagne au contact des collègues et que l'isolement était desséchant. Nous sommes sept et chacun est plus seul que s'il était seul[28]."

Feraoun doute. De sa carrière. De son choix professionnel. De la qualité de son deuxième roman. Dans ce contexte un peu déprimant, il a longtemps hésité avant de confier le tapuscrit de son deuxième roman, *La Terre et le Sang*, à Emmanuel Roblès qui est édité au Seuil où il a fondé en 1951 la collection "Méditerranée[29]" ayant vocation de révéler des auteurs de cette région à laquelle il est particulièrement attaché. C'est pourquoi, il lit avec une attention toute particulière le texte de Feraoun que celui-ci lui fait parvenir le 15 octobre 1952. À peine a-t-il terminé cette lecture qu'il se replonge dans *Le Fils du* pauvre… Et c'est à ce premier roman que va sa préférence. À son ami Feraoun toujours en proie au doute, il fait part de sa confiance. Il lève ses inquiétudes et lui prédit un grand succès. Sans retard, Roblès propose au Seuil de publier *La Terre et le Sang* tout en vantant les mérites du *Fils du pauvre.* Devant l'accord du prestigieux éditeur, Feraoun écrit à Paul Flamand pour le remercier. Il lui fait une confidence qui est peut-être une clé permettant d'entrer plus sûrement dans son deuxième roman : "J'ai toujours eu foi en l'homme, particulièrement en l'homme de France, généreux et instruit qui représentait pour moi l'idéal. Puis des doutes me sont venus, des déceptions, des colères. Il a fallu lutter pour vivre, se moquer des principes, ne plus être un naïf[30]."

L'éditeur est également d'accord pour republier *Le Fils du pauvre* mais il hésite un temps. Quel livre éditer en premier ? Il tranche pour *La Terre et le Sang*. Le roman est l'objet de très bonnes critiques et obtient le *Prix populiste* en 1953. De quoi combler Feraoun : ce prix littéraire créé en 1929 par Antonine Coullet-Tessier récompense une œuvre romanesque qui "préfère les gens du peuple comme personnages et les milieux populaires comme décors à condition qu'il s'en dégage une authentique humanité". Il quitte Alger en compagnie de Roblès. Par la voie des airs et avec un trac tout autant lié à la prise d'altitude qu'au franchissement d'un nouvel échelon vers la célébrité. Une véritable corvée pour cet homme timide. Il s'en ouvre au retour à ses amis Nouelle : "Voilà, c'est bouclé." Et d'évoquer sa cavalcade parisienne : "J'y suis arrivé vendredi, 3 h, hôtel d'Isly ; 5 h, cocktail littéraire assommant, dure jusqu'à 9 h puis souper, lit à 1 h du matin. Samedi 8 ½ radio jusqu'à 11 h. Repos de 13 à 16, rendez-vous journaux de 17 à 18, à 20 h re-radio […] Dimanche matin préparatif pour le retour, à midi, Invalides. Puis avion. En avant[31]."

Il a fait bonne figure au milieu de cette foule cancanière croquant du petit-four et de la banalité. Une anecdote rapportée par Roblès illustre bien les sentiments de la communauté européenne à l'endroit de Feraoun et plus largement des écrivains *indigènes.* Le Seuil avait organisé en l'honneur du lauréat "un de ces cocktails où l'on retrouve des écrivains célèbres, des poètes obscurs, des journalistes blasés et goguenards, des jeunes filles aux joues creuses et aux cheveux collés le long du visage, et, surtout, de charmantes vieilles dames très affairées et très volubiles.

Feraoun dut leur plaire tout particulièrement, car elles l'entourèrent un moment, l'isolèrent, froufroutantes et jacassantes. Il répondait avec patience et gentillesse à leurs questions les plus saugrenues, mais son regard m'appelait au secours :

" — Et madame votre épouse et vous allez peut-être… ?

— Pas du tout.

— Merveilleux ! Non, n'ajoutez rien ! Vous êtes progressiste ! Pas un mot ! Je comprends !

— Mais en Kabylie, nos femmes ne…

— Vous en avez donc plusieurs ! Comme c'est passionnant ! Racontez-moi ça !

Il flanchait manifestement, et s'épongeait le front[32]…"

Heureusement, il s'est retrouvé en compagnie d'une dizaine d'amis parmi lesquels Emmanuel Roblès et Mohammed Dib avec lesquels il s'est éclipsé pour aller souper dans un restaurant huppé du boulevard Saint-Germain. Exténué il lui faut céder à l'invite d'un des convives qui vient de se souvenir de l'événement : une manifestation en faveur des époux Rosenberg. Un café avalé et les voilà partis en queue de cortège devant l'ambassade des États-Unis.

Aux frontières de l'Algérie, en Tunisie comme au Maroc, les esprits s'échauffent. Les journaux parlent de nationalisme arabe. Ils évoquent le renversement du roi Farouk par Neguib. Le Caire est bien loin de Tunis qui a demandé à être entendu par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui provoque la colère des militaires, notamment celle du maréchal Alphonse Juin. Ce natif de Bône suggère que "la France se retire d'un organisme utilisé par les nationalistes arabes du Proche-Orient comme foyer d'intrigues et un instrument de propagande".

Sabotages et attentats se multiplient en Tunisie. La grogne gagne le Maroc où des émeutes importantes se produisent le 8 décembre à Casablanca. La France est plus préoccupée par la guerre qu'elle mène en Indochine française. L'armée d'Afrique y est présente, fidèle aux trois couleurs. En Algérie, on assiste à un accroissement du nombre de scouts musulmans qui sont de plus en plus présents lors des rencontres de foot. De moins en moins pacifiques. Ils donnent souvent l'impression d'une sorte de légion paramilitaire soucieuse de démontrer que "le levain est dans la pâte" pour reprendre l'expression du directeur de *L'Écho d'Alger* résolument optimiste… "Réelle ou illusoire cette paix qui règne en Algérie ? S'il y a tension, il s'agit d'un phénomène souterrain et localisé qui, sociologiquement, affecte une petite minorité de la population et, géographiquement, le Constantinois ainsi que, de manière plus faible, la Kabylie. L'ordre, en tout cas, ce fameux « ordre colonialiste » que la légende assimile à l'oppression, se maintient sans recours à la force et le gouverneur Léonard, au début de son proconsulat, a vite fait de recenser les moyens. L'armée ne compte que 40 000 hommes dont 5 000 seulement sont « opérationnels ». La police comprend 5 000 hommes en uniforme – parmi lesquels les Musulmans sont d'ailleurs nombreux – 600 fonctionnaires de la police judiciaire et 350 des renseignements généraux. Quant à la gendarmerie, ses effectifs n'excèdent pas les 2 300 hommes – souvent trop jeunes par suite des ponctions opérées sur le corps au profit de l'Indochine. Ce

n’est pas avec ces maigres troupes que la France contiendrait une insurrection.”

Mais qui donc parle d’insurrection ?

Rares sont celles et ceux qui ont entendu cette émission de *La Voix des Arabes*. La radio annonçait en septembre 1953 le prochain lancement de l’insurrection armée en Algérie. Le très modéré Ferhat Abbas refusait tout recours à l’ONU alors que bon nombre de ses sympathisants réclamaient la fin d’un dialogue avec la France face à des revendications sans lendemains. Ni le gouvernement Laniel ni celui de Mendès France qui lui succéda ne jugèrent utile de renouer un dialogue avec les “extrémistes” algériens. Abbas n’en pouvait plus. Face à cet aveuglement, il lança en 1953 : “Il n’y a plus d’autre solution que les mitraillettes…”



1954, Conseil municipal de Fort-National avec, au 1er rang, au centre, MM. Frapolli et Lugon, au 2e rang, Mouloud Feraoun.

---

1 Entretien accordé à l’auteur par Ali Feraoun, le 28 décembre 2011.

2 Extrait d’un entretien accordé à Maurice Monnoyer, publié dans *L’Effort algérien* du 27 février 1953.

3 Henry David Thoreau (1817-1862) instituteur, essayiste et philosophe américain, initiateur de la non-violence dont s’inspirera Gandhi, est l’auteur de *La Désobéissance civile*, Paris, Édition Robin des Bois.

4 Mouloud Feraoun, *L’Anniversaire*, *op. cit.*, p. 54.

5 Éléments recueillis auprès d’Ali Feraoun lors d’un entretien accordé à l’auteur en date du 20 juin 2012.

6 Lettre aux Nouelle du 30 octobre 1949, *in* Mouloud Feraoun, *Lettre à ses amis*, *op. cit.*, p. 20-21.

7 *Ibid.*, p. 23-24.

8 *Ibid.*, p. 11.

9 Juin. *(N.D.L.R.)*
10 *Ibid.*, p. 71.
11 *Ibid.*, p. 51.
12 *Ibid.*, p. 36.
13 *Ibid.*, p. 51.
14 Marie-Hélène Chèze, *Mouloud Feraoun, La voix et le silence*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 62.
15 Lettre à Roblès citée *in* Marie-Hélène Chèze, *ibid.*, p. 63
16 Extrait de l'entretien accordé à Maurice Monnoyer, *ibid.*
17 Mouloud Feraoun, *La Terre et le Sang*, *op. cit.*, p. 37-38.
18 *Ibid.*, *op. cit.*, p. 48.
19 *Ibid.*, p. 68-69.
20 *Ibid.*, p. 69.
21 *Ibid.*, p. 69.
22 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 20 juin 2012.
23 *Ibid.*, p. 75-76.
24 *Ibid.*, p. 48.
25 Il est l'un des cofondateurs du Seuil en 1935, avec l'abbé Jean Plaquevent et Jean Bardet.
26 *Ibid.*, p. 97.
27 *Ibid.*, p. 79.
28 Lettre aux Nouelle, *op. cit.*, p. 84.
29 Il y révélera, outre Mouloud Feraoun, d'autres auteurs comme Mohammed Dib, Marie Susini ou José Luis de Vilallonga.
30 Lettres aux Nouelle, in *Lettres à mes amis*. *Ibid.*, p. 98.
31 *Ibid.*, p. 96.
32 Emmanuel Roblès, *Du régionalisme à l'universel : Feraoun, écrivain kabyle*, Algérie Revue, Pâques 1957.

DIÊN BIÊN PHU FAUBOURG DES AURÈS

En avril 1953, Jacques Chevallier est élu maire d'Alger. L'événement est salué par une presse un peu gênée. L'homme est connu. Si son passé de rose-croix et de bourgeois a longtemps rassuré, sa nouvelle politique est loin de faire l'unanimité. Cet ancien député militait pour la dissolution du Parti communiste. Tout allait bien. Mais le voilà qui se rapproche dangereusement des Arabes ! Son *évolution* déçoit un peu les Européens. Particulièrement les grands colons qui répercutent leur déception *via* leurs journaux auprès des partisans d'une Algérie une, indivisible et française.

Déjà en 1951 il avait tenté de convaincre ses concitoyens de la nécessité de dépasser "le conformisme béat et le béni-oui-ouisme aveugle". En conclusion d'une série d'articles publiés par *L'Écho d'Alger* en décembre 1950 il écrivait déjà : "Dans le choix des hommes politiques, considérons qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques." Joignant le geste à la parole, il démissionnait avec fracas de son mandat au Palais-Bourbon pour se présenter à l'Assemblée algérienne. Ce qui lui valut les sarcasmes de l'omnipotent sénateur Borgeaud et de bien des parlementaires européens opposés à "l'idée folle d'une République algérienne et d'un fédéralisme quelconque". Chevallier essaya de mettre sur pied un programme d'entente franco-musulmane et un parti ouvert aux personnalités des deux collèges ayant en commun "des idées jeunes, progressistes, avancées sur le plan social". La presse aux mains de ses opposants fit feu sur le défaitiste, l'antirépublicain. Cette espèce de Chevallier qui avait osé déclarer en février 1951 que "trop de personnes considéraient l'Algérie comme un champ d'exploitation" au point d'en oublier "l'existence d'une collectivité de neuf millions d'individus ayant droit à une vie digne et heureuse[1]".

Et pourtant, le 23 avril 1953, la liste de Jacques Chevallier était élue au premier tour des élections municipales avec 30 000 voix sur 54 000 votants. Un paradoxe nouveau de ce "peuple sans religion et sans idoles [qui] meurt seul après avoir vécu en foule[2]".

Une semaine après l'installation de son conseil municipal, il lance un grand chantier : la construction rapide de 30 000 logements pour accueillir les personnes cohabitant en surnombre dans la Casbah d'Alger, pour remplacer les taudis germant en périphérie de la ville et recaser 40 000 habitants des bidonvilles. Fernand Pouillon est appelé à la rescousse. L'urgence et l'ampleur du chantier ne l'effraient pas. Le 4 août 1953, Jacques Chevallier pose la première pierre de la *Cité Sifaoui* à La Redoute, sur les hauteurs d'Alger. Ce n'est que le début d'une vaste entreprise de construction pour les plus déshérités. La tâche est démesurée. "En 1953, Alger déborde. Fuyant la misère, des milliers de paysans s'entassent

chaque année dans quelque 120 bidonvilles de la ville, qui abritent près de 125 000 personnes. Il faut prendre le taureau par les cornes[3].”

Il est souvent question du maire d’Alger sur les ondes de Radio Alger. Feraoun s’en étonne. S’intéresse au personnage. Se prend encore une fois à espérer que le recours aux mitraillettes est peut-être précipité. Et ses multiples tâches d’enseignant directeur reprennent le dessus…

La rentrée s’est passée dans une belle cohue que Feraoun a maîtrisée avec le calme dont il ne se départit jamais. Fort-National est “un petit village à majorité Kabyle” dans lequel il a trouvé “toutes les choses qui [lui] manquaient à Taourirt[4]”. Il est surtout satisfait pour ses enfants car il y a là une école de filles, une autre de garçons, un cours complémentaire. Ils n’auront pas à quitter la famille. À devenir internes dans une ville éloignée. Mais la vie ici est beaucoup trop trépidante. Il se souvient des longues balades en voiture avec Brouty[5]. En compagnie du dessinateur, ils parcourent les routes de Kabylie à bord de sa 3 chevaux, aussi inconfortable qu’une bosse de chameau, aussi agile qu’une chèvre. Brouty croque quelques paysages, des paysans, des situations. Feraoun redécouvre ses montagnes. Il se remémore son enfance, les courses folles sous un soleil poussiéreux. C’était durant les vacances de 1951. Deux ans déjà. Il pense à ce livre commandé par les éditions algéroises Baconnier. Il faut qu’il avance dans la rédaction des textes. Évoquer encore le quotidien, la *djema*, les marchés. Donner à voir et à comprendre ces *Jours de Kabylie,* un livre illustré qui ne sera édité qu’en 1954.

Il n’en demeure pas moins que Feraoun et son épouse ont le mal du pays. Dès les premières vacances scolaires ils *montent* à Tizi-Hibel où la neige tombe dru. À peine rentrée à Fort-National la famille trouve le même climat. “Un froid que le Saharien Mahomet n’a jamais imaginé[6].” Plus de vache pour le lait frais. Plus de décoction de miel et de plantes sauvages pour guérir ces rhumes à répétition. Et que dire des crises de paludisme qui agressent les garçons et Mouloud Feraoun lui-même ! Mais il faut tenir la barre. Se tenir prêt à toutes les éventualités administratives. À peine est-il aux commandes de son établissement qu’il est sujet à une inspection le 20 janvier 1953. De la routine. Avec un brin d’étonnement cependant. En effet, Feraoun se retrouve face à un inspecteur qui semble plus intéressé par la récente visite qu’a rendue Emmanuel Roblès à Feraoun que la tenue de l’établissement ou la pertinence de l’enseignement… “Il a su que tu as passé deux jours ici, que tu as donné des conférences aux grands du CC[7] et il m’en veut de ne pas l’avoir invité, écrit-il à Roblès. Je lui ai promis de vous faire rencontrer ici à la première occasion. Mais il commence à douter de mes promesses et moi à me fatiguer de vouloir lui faire plaisir[8].”

L’année se précipite d’un jour, d’un mois sur l’autre, sans que Feraoun puisse réagir. Il se sent poussé, bousculé. Un peu comme un passant dans une foule, obligé de suivre le mouvement sans bien savoir où il se rend.

Le 2 décembre 1953 la ville est en émoi et Feraoun est sur son trente et un à l’occasion de la venue du ministre de l’Intérieur M. Léon Martinaud-Deplat qui

effectue une visite officielle dont les précédentes étapes ont été Oran, Timimoune et El Goléa où il a procédé à l'ouverture de la vanne du premier forage pétrolier d'Algérie. Comme ce fut le cas à Constantine, à Tamazight ou à Michelet, c'est au pas de course que le représentant de l'État effectue sa visite à Fort-National en compagnie de Roger Léonard, le gouverneur général et d'une grappe d'officiels chamarrés. Mouloud Feraoun est chargé de l'accueillir au portail de l'école. Fort heureusement, il échappe au discours de bienvenue. Monsieur le ministre est pressé. L'important est qu'on le voie partout, qu'il puisse distribuer quelques médailles à des caïds enturbannés. Il salue chaleureusement des pionniers qui ont su "retoucher l'œuvre de Dieu" comme le clame le commentateur du film retraçant cette "visite historique" dans le prochain *Pathé-Journal* projeté dans les salles obscures. Monsieur le ministre est affable, courtois. Il est connu pour son franc-parler et son aversion pour le Parti communiste contre lequel il mène campagne depuis des années. Feraoun ne sait quelle formule de politesse prononcer. Qu'importe ! Le cortège avance alors que le maire, M. Marcel Frapolli, fait quelques présentations. Les autorités sont déjà en place. D'une voix forte le ministre prononce une brève allocution dans laquelle il parle d'une "école exemplaire faisant honneur à la France" et de la Kabylie "qui connaît bien des difficultés mais connaîtra des jours meilleurs ; nous en ferons l'égale des autres provinces françaises[9]".

Applaudissements. Le ministre salue. Sa suite le suit. La suite est à venir…

Feraoun paraît s'amuser de ces futilités de la vie. Pourtant des informations lui parviennent sans cesse plus alarmantes. Les mots *indépendance* et *guerre de libération* circulent. Y compris chez ceux qui étaient jusque-là modérés. Il écoute. Il n'émet aucun commentaire. Il serait presque heureux du surcroît de travail, des problèmes d'adaptation et des petites tracasseries administratives auxquelles ses précédents postes ne l'avaient pas habitué. Il lui faut régler des problèmes avec le Foyer rural qu'il souhaiterait voir fonctionner hors de toute sujétion cultuelle ou politique. Dans une lettre à Emmanuel Roblès datée du 23 février 1954 il fait part de son agacement "car M. le docteur X. voudrait l'animer, ce foyer, avec les militaires de la garnison, les Pères Blancs et tout un tas de braves gens avec qui je me sens gêné d'avance. Enfin, on verra. La première réunion doit avoir lieu après-demain. Si ça tourne mal, je me retire purement et simplement[10]." Voilà bien de quoi regretter le temps de la *djema* où les décisions étaient souvent en fonction des inclinations d'*Elamin* et de ses zélateurs. Néanmoins, la discussion restait ouverte. Le jeu était plus clair. Les alliances et les intérêts plus immédiatement perceptibles. Le maître qu'il était avait alors un prestige. Il n'en usait ni n'en abusait. Il pouvait simplement le faire valoir dans l'intérêt commun. Dans les arcanes du nouveau jeu politique il se sent un peu plus perdu. Beaucoup plus étranger. Si petite soit-elle la ville a d'autres règles. Elle fonctionne suivant d'autres codes qui ne sont pas les siens. Chacun prend un malin plaisir à le ramener à son statut de fonctionnaire. Les jours lui paraissent plus longs. Sans pour autant lui abandonner plus de temps pour l'écriture. Sa fonction l'occupe à temps plein. Il est inquiet de ce quotidien usant et paralysant à la fois. Inquiet de la grossesse de sa femme. De son ventre dilaté à

l’excès. De la naissance à venir. Singulière ou plurielle ? “Si jamais elle me donne deux fillettes je me suicide et qu’elles se débrouillent toutes”, écrit-il à Roblès dans la même lettre du 23 février 1954. “Si c’est un garçon tu en seras le parrain. Mais n’aie crainte, ça ne risque pas. L’habitude est installée. Ce sera une fille. Ou deux[11] !” Mauvais pronostic. Dans la première quinzaine d’avril naît Rachid, le troisième et dernier des garçons. Une autre (re)naissance est annoncée à la même période : la réédition du *Fils du pauvre* au Seuil. Le roman va rapidement devenir un des livres les plus lus de la littérature maghrébine. Il sera rapidement traduit en russe, en allemand et en polonais. Le bonheur de son auteur devrait être parfait mais l’éditeur a expurgé le livre de toute la partie postérieure au concours d’entrée à l’École normale. Il prétend donner ainsi une plus grande unité au roman.

N’est-ce pas un prétexte ?

Ne faut-il pas y voir une manière de transformer l’ouvrage en un gentil roman folklorique sans la moindre trace d’une critique de l’institution ?

Mouloud Feraoun n’est pas loin de le penser.

Le voilà de nouveau préoccupé par le monde de l’édition au point qu’il “caressera sans doute à plusieurs reprises la volonté d’être son propre éditeur et de sauvegarder l’intégrité de ses textes…” Fort heureusement, la rentrée d’octobre 1954 est marquée par l’arrivée d’un jeune instituteur affecté dans son école. Il est originaire de Philippeville. Il s’appelle Jean-Camille Piétri. Passionné de littérature il est immédiatement en phase avec son directeur. D’autant qu’il collabore à la revue poétique “Lélian”. Ensemble, ils ont de longues discussions littéraires. Feraoun ne cache pas un certain scepticisme face à l’écriture nouvelle de Robbe-Grillet qui annonce le *nouveau roman*. Par contre il apprécie la compagnie de Piétri qu’il invite à sa table pour échanger sur les romanciers classiques ou contemporains, les poètes. Il partage avec lui son goût de la prosodie, de la musique des mots. “Feraoun aime passionnément Fernando Pessoa[12]. Il récite des odes entières de *Message* à son hôte. Ça n’est pas un hasard s’il aime ce poème épique qui s’articule en cinq périodes dont la première rappelle que “toute gloire s’achète au prix du malheur”. Mais c’est sans doute à la dernière ode qu’il est le plus sensible. Il récite sans hésitations “Les Quines” qui stigmatisent les cinq plaies du Christ, homme de clameur dans un désert aux nouveaux points cardinaux. Chaque plaie se rapporte à cinq personnages au destin tragique. Tous sont brûlés par une même “fièvre d’Ailleurs”. Chacun aspire à la même “volonté de grandeur”.

Les deux hommes font assaut de vers rythmés ou asymétriques. Se font écho de phrases ouvragées et de syllabes obscures. Ils évoquent Flaubert dont Feraoun apprécie la musique des textes. “Tous les mots comptent”, explique-t-il à Piétri ; “aucun n’est là par hasard”. Et le voilà récitant le début de *Salammbô : C’ était à Megara, faubourg de Carthage, dans les jardins d’Hamilcar…*[13]”

Les mots passent. Aussi fugaces que ces petites joies arrachées à un quotidien un peu terne.

Une toute autre partition se joue dans l’ombre. La visite ministérielle, les discours et les médailles n’auront pas d’effet sur une autre histoire qui est déjà en

marche.

Le 24 octobre 1954 sera une journée symbolique. Le point d'orgue d'une longue action souterraine et multiple qui perdure depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Certains se sont résignés devant de nouvelles promesses oubliées. D'autres, plus nombreux, gardent au cœur les stigmates de Sétif. Mai 1945 comme une offense inguérissable. Les plus radicaux comme ceux qui le sont devenus ne croient pas à une solution négociée.

Dans le même temps se tient une réunion secrète et historique. Elle fait suite à celles qui se sont déroulées en mars et avril. Neuf militants ont créé le *Comité révolutionnaire d'unité et d'action* (CRUA) dont l'objectif est de lancer une guerre pour l'obtention de l'indépendance de l'Algérie.

L'engagement a été solennellement pris entre Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Mostefa Ben Boulaïd, Krim Belkacem, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'Hidi, Didouche Mourad. Tous ont été membres de l'Organisation spéciale la branche armée du MTLD de Messali Hadj.

Ce 10 octobre six d'entre eux se retrouvent pour transformer le CRUA en Front de libération nationale. Dans la foulée, ils décident que le 1er novembre 1954 sera la date de déclenchement de la lutte armée pour l'indépendance algérienne. C'est pour se caler sur les derniers préparatifs que ce jour-là six hommes se sont donnés rendez-vous dans une villa située sur les hauteurs du quartier populaire de Bab-el-Oued. Au cœur d'Alger. Personne ne les connaît. À part les services de la police et ceux de la surveillance du territoire. Ils ont une fiche sur chacun d'eux. Ils passeront à la postérité sous l'appellation *groupe des Six*. Cinq d'entre eux ont servi dans l'armée française durant la seconde guerre mondiale.

Mostefa Ben Boulaïd est le plus vieux d'entre eux. Il a trente-sept ans. Après son service militaire obligatoire dans l'armée française, il est mobilisé et sert durant tout le conflit. Il est rendu à la vie civile avec le grade d'adjudant, la médaille militaire et la croix de guerre pour son comportement courageux durant la campagne d'Italie en 1944. Militant actif, il achète des armes avec ses économies et héberge des militants menacés par les autorités françaises.

Le deuxième membre de ce groupe est Mohamed Boudiaf. Il a trente-cinq ans et, comme Ben Boulaïd, il a été adjudant dans l'armée française. En 1942, il est commis au service des contributions à Djidjelli avant d'être envoyé sur le front en Italie. Il participe à la bataille de Monte Cassino ainsi que Krim Belkacem qui était caporal, Larbi Ben M'Hidi qui était sergent et Rabah Bitat. À l'époque, ils servent dans des divisions différentes et ne se connaissent pas. Après les "événements" de Sétif, Boudiaf milite dans divers mouvements nationalistes algériens. Jugé par contumace il se rend en France et agit activement au sein de la communauté immigrée algérienne.

Autre personnage clé de cette réunion secrète, Larbi Ben M'Hidi a trente et un ans. Son militantisme date de son adolescence dans le cadre des scouts musulmans. Devenu sergent de l'armée française durant la guerre, il entre en clandestinité opérationnelle.

Rabah Bitat a vingt-neuf ans. Il est également fiché comme militant du PPA et

du MTLD. Il a fait partie du groupe qui a participé à l'attaque de la poste d'Oran (notamment avec Ben Bella), ce qui lui a valu une condamnation de dix ans de prison par contumace. Il est exfiltré par le MTLD pour diffuser les idées indépendantistes au sein de la communauté immigrée en France.

Mourad Didouche est surnommé Si Abdelkader. Il a vingt-sept ans et a été scout puis militant à la CGT avant d'entrer en résistance. Il est l'un des membres fondateurs les plus radicaux de l'OS. Dès 1952 il constitue à Alger une cellule clandestine chargée de la fabrication de bombes en prévision du déclenchement de la guerre d'indépendance. Il sera l'un des plus éminents rédacteurs de la *Déclaration du premier novembre 1954* et l'instigateur avec Zighoud Youcef de l'organisation politico-militaire de la guerre d'indépendance.

Quant à Krim Belkacem, c'est un fils de caïd de trente-deux ans qui a travaillé dans les chantiers de jeunesse. Son père, inquiet de ses penchants nationalistes, lui fait devancer l'appel pour entrer dans l'armée. Démobilisé en octobre 1945 avec le grade de caporal-chef, il devient secrétaire auxiliaire de commune. Ce qui ne l'empêche pas d'implanter des cellules clandestines dans douze douars autour de sa commune. Pourchassé par l'armée française il commet ses premiers attentats. Il est condamné à mort par contumace. Il prend le maquis et parvient à entraîner plus de cinq cents volontaires en vue de l'insurrection future.

Cette réunion de Bab-el-Oued ne dure pas très longtemps. On évoque une fois encore la *tiédeur* de Messali Hadj que certains n'hésitent pas à juger "un peu trop profrançais." À part quelques petites divergences sur des détails les six sont d'accord sur l'essentiel. Les dissensions sont pour plus tard. Pour l'heure il convient de solenniser cette rencontre historique. Les six hommes s'embrassent chaleureusement. Ils quittent la villa et descendent d'un pas tranquille vers l'avenue de la Bouzaréa encombrée d'automobiles et tramways brinquebalants. Ils poursuivent en direction de l'avenue de la Marne qui conduit à la caserne Pélissier. Ils traversent, passent sous les arcades et entrent chez un photographe. "Serait-il possible d'avoir une photo de groupe ?" demande l'un d'eux en désignant ses cinq compagnons. Le photographe les prie de s'installer dans le studio. Coups de peigne. Vestes reboutonnées. On hésite pour l'emplacement. Le photographe avance deux chaises. Krim Belkacem et Ben M'Hidi s'asseyent. Derrière eux se placent Bitat, Ben Boulaïd, Didouche Mourad qui met une main sur l'épaule de Ben M'Hidi. Boudiaf semble être légèrement en retrait du groupe. Le photographe disparaît sous le voile opaque de sa chambre noire. Il rectifie un peu les positions en tenant la poire du déclencheur à hauteur de son visage. Clic-clac. Figés pour l'histoire les six chefs crantés, costumés, cravatés comme des cadres à la sortie d'une réunion promotionnelle.

Bientôt, il leur faudra troquer leurs vêtements des dimanches contre des treillis dépareillés. Leurs moyens sont limités : un millier d'hommes, quatre cents armes individuelles, quelques bombes artisanales. Ils ont rédigé un tract destiné à la population *algérienne* lui demandant d'entrer avec eux en révolution.

Tout est calme ! Enfin presque… Le directeur de la Sûreté, Jean Vaujour est

inquiet. Il a alerté les autorités françaises à de multiples reprises sur des “risques majeurs”. Dès sa prise de fonction, l’année précédente, ce préfet a lancé toute une équipe sur la mouvance indépendantiste, ses composantes, ses convergences et ses oppositions. Il a travaillé étroitement avec ses homologues tunisiens et marocains. Ceux-ci ont fait remonter des informations aussi préoccupantes que celles transmises par les services spéciaux français au Caire. En mars 1954, il a rédigé un rapport secret intitulé “Les commandos nord-africains”. Il y mettait en évidence l’imminence du déclenchement d’une action armée sur l’ensemble du territoire algérien. Le rapport va circuler jusque dans les hautes sphères du pouvoir. Sans effet. À Paris tout le monde a les yeux rivés sur une Indochine qui glisse entre les doigts de notre armée. Vaujour fait un nouveau rapport, cite certains de ses informateurs dont un artificier de la Casbah chargé de fabriquer des bombes artisanales. Personne ne bouge. Vaujour prévient directement le ministre de l’Intérieur François Mitterrand. Celui-ci décide de se rendre en Algérie entre le 15 et le 23 octobre… à l’occasion du tremblement de terre qui a littéralement détruit Orléansville le mois précédent. Une occasion pour manifester la présence de la France. Devant le peu d’enthousiasme du ministre, Vaujour propose de faire arrêter un groupe qui serait directement impliqué dans l’action militaire à venir. Mitterrand temporise : “Nous verrons ça à mon retour.” Le ministre à peine reparti, de nouvelles informations alarmantes parviennent au préfet Vaujour. Le déclenchement de l’action serait imminent. Il transmet un nouveau message en urgence. On ne lui répond pas. Pierre Mendès France, président du conseil, est aussi sceptique que son ministre de l’Intérieur. Il ne veut pas croire à une nouvelle guerre alors que les troupes françaises rentrent à peine de Saigon. Le gouverneur général de l’Algérie Roger Léonard obtient la mise en alerte de la 25e division aéroportée (DIAP) qui pourrait gagner l’Algérie en quelques heures. Il nomme le général Paul Cherrière commandant en chef des troupes en Algérie. Il dispose de 58 000 hommes. Parmi eux, des officiers qui viennent de connaître la défaite et rêvent de revanche. Diên Biên Phu a sonné le glas de la guerre d’Indochine pour l’armée française. Cette ville insignifiante et sa plaine en forme de cuvette étaient occupées par les Français depuis novembre 1953 quand elle fut le théâtre d’une violente offensive des troupes Viêt-minh placées sous le commandement du général Giap et qui avait une parfaite connaissance du terrain et une maîtrise de la guérilla. Le Corps expéditionnaire français (CEF) fut contraint à une humiliante reddition. Ce fut un terrible choc dans la population française qui, jusque-là, pensait que notre armée n’aurait aucun mal à vaincre ces *rebelles* inorganisés… Ce sentiment était cultivé depuis le début de la guerre par une presse qui dans sa majorité se faisait l’écho des thèses officielles. Même si la situation dégénérait depuis la fin avril 1954. Il ne fallait pas désespérer la population, les militaires et leurs familles. La quatrième République se débattait alors dans des crises à répétition. La France était en butte à sa reconstruction économique. La guerre froide n’en finissait pas d’alimenter les fantasmes de la presse sur une invasion soviétique. Alors, l’Indochine… Mieux valait temporiser. Même si le général Navarre, commandant en chef des forces françaises en Indochine, informait alors le

gouvernement français qu'une victoire militaire était impensable compte tenu des faiblesses de moyens – en hommes, armes et munitions – du Corps expéditionnaire français. Il annonçait une opération baptisée "Castor" pour verrouiller le passage au Laos de l'armée populaire et permettre à la France de négocier à Genève la fin de la guerre en position de force. L'héroïsme du CEP n'y suffirait pas. La bataille de Diên Biên Phu est perdue en 57 jours. De violents combats vont perdurer pendant 3 mois. Le nouveau gouvernement, dirigé par Pierre Mendès France, signait les accords de Genève mettant fin au conflit le 22 juillet 1954.

Cette "sale guerre" comme on la nommait devait être la dernière ! 25 000 morts et 15 000 blessés, des milliers de prisonniers restés sur place : l'addition était tout de même élevée pour une colonie du bout du monde. Surtout du côté des militaires.

Dans les colonies françaises et notamment en Algérie, la chute de Diên Biên Phu aura un autre écho qui échappe à toute la classe politique française. Les tenants de l'indépendance constatent que l'armée colonialiste vient de capituler devant des *rebelles* dont les moyens matériels et humains étaient bien inférieurs en moyens et en armement. Le président du Gouvernement provisoire algérien (GPRA) Ben Khedda en témoignera bien plus tard… "Le 7 mai 1954, l'armée d'Hõ Chí Minh inflige au corps expéditionnaire français au Viêtnam l'humiliant désastre de Diên Biên Phu. Cette défaite de la France agit en puissant détonateur sur tous ceux qui pensent que l'option de l'insurrection à court terme est désormais l'unique remède, la seule stratégie possible." Dès lors, "l'action directe prend le pas sur toutes les autres considérations et devient la priorité des priorités".

La guerre d'indépendance algérienne éclate trois mois après la défaite indochinoise. Aucun historien ne croit à un hasard de l'Histoire. Pour sa part Alain Ruscio, historien et président du centre d'information et de documentation sur le Viêtnam contemporain fait une remarque intéressante… "L'a-t-on suffisamment observé ? L'Empire colonial français, comme le Premier Empire, celui de Napoléon, a connu ses « cent jours » : entre le 20 juillet 1954, date de la signature des accords de Genève qui mirent fin au conflit indochinois, et la Toussaint 1954. Clin d'œil (ou grimace ?) de l'Histoire…[14]"

Les *rebelles* algériens n'ont pas les moyens de lancer des opérations comparables à celles du Viêt-minh. Les paras du général Paul Cherrière (commandant en chef de l'armée et ancien d'Indochine) n'en feront qu'une bouchée. Alors, pour calmer Vaujour, quelques renforts de la Compagnie républicaine de sécurité (CRS) sont envoyés de Paris. Ils arrivent à Alger le 31 octobre. La veille de l'insurrection.

Dans la nuit du 1er novembre, la "Toussaint rouge" engendre panique et stupeur dans la population. Explosions, sabotages, attaques sur l'ensemble du territoire… une trentaine d'attentats qui font sept morts, mais signent le début de huit années d'un des plus durs conflits de la décolonisation. La première victime serait un instituteur. Récemment arrivés de métropole Guy Monnerot et sa femme Janine se trouvent à bord d'un bus faisant la liaison avec Biskra. Au cœur des Aurès, il est arrêté par un commando de *rebelles* dans une petite ville qui s'appelle Arris. Le chef du groupe ordonne au couple français de descendre. Un caïd se trouvant à

bord s'interpose. Explique. Parlemente. “Ils sont venus pour instruire nos enfants. Vous ne pouvez pas les tuer.” Le caïd est abattu. L'instituteur également. Son épouse est violée.

L'histoire gardera la mémoire de cette première victime symbolique de la guerre. Sans doute une manière d'exacerber l'émotion des Européens et des *indigènes*. En fait, la première victime de ceux qu'on appellera désormais les fellagas est François Laurent, un jeune de dix-neuf ans, abattu peu après minuit, devant la gendarmerie de Casseigne.

Le lendemain mardi en écoutant la radio, Mouloud Feraoun est d'abord perplexe. Surpris. Affolé devant le nombre des exactions énumérées par le speaker d'une voix sourde. À Alger des attaques ont été dirigées contre l'usine à gaz, un dépôt de pétrole. Et même contre Radio Alger. À Kenchela l'officier commandant le secteur s'est fait assassiner et les trois gardiens de la paix du commissariat ont été dépouillés de leurs armes. À Dra-el-Mizan un agent de police musulman est tombé sous les balles de “mystérieux bandits sans vergogne” comme le martèle la voix radiophonique. La coopérative de Boufarik a été incendiée. D'autres usines ont été prises d'assaut. Plus préoccupant encore, la Kabylie a également été la cible des rebelles. À Tigzirt et Tizi-Ouzou les gendarmeries ont été harcelées. Ailleurs des poteaux téléphoniques ont été sciés.

Feraoun écoute les informations sur les radios de la métropole. Il tourne le bouton. Recherche la station kabyle. Mêmes informations. Même stupeur. Commentaires plus ou moins durs. Au Caire “la voix des Arabes” lance des appels à l'insurrection. Le journal communiste *L'Écho Républicain* traite les responsables de l'insurrection de “provocateurs” et d'“agitateurs inconscients”. Le commentaire est sans doute un peu émotionnel car quelques mois plus tard le Parti communiste algérien approuvera la “guerre révolutionnaire” et aidera le FLN.

Le reste de la presse joue concomitamment sur la corde sensible et la fibre patriotique. Ce ne sont là que des “événements” sans suite dont les responsables seront mis hors d'état de nuire sous peu. La France mettra tout en œuvre pour éradiquer cette pseudo-révolution. Elle n'est qu'une révolte d'éléments incontrôlés, de bandits ne représentant qu'eux-mêmes.

Le 5 novembre Messali Hadj est placé en résidence surveillée aux Sables d'Olonne. Ce qui ne l'empêche pas de créer le Mouvement national algérien (MNA). Le lendemain un car est mitraillé près de Dellys : on dénombre plusieurs morts. Cette insurrection, ces attentats, ces morts trouvent peu d'écho en métropole. Ils n'en marquent pas moins le début d'une guerre qui durera près de huit ans.

À cette époque l'Algérie compte huit millions de musulmans et un million d'Européens. En métropole on s'en soucie peu. Qu'ils se débrouillent entre eux. Pas facile ! Les militaires français vont très vite se retrouver aux prises avec les mêmes problèmes que ceux qu'ils avaient rencontrés en Indochine : la configuration du terrain, la mobilité des rebelles, l'aide (volontaire ou forcée) des populations aux fellagas. La partie ne sera pas gagnée en quelques semaines

comme le claironne Radio Alger. Mouloud Feraoun a des échos de ce qui se passe en Kabylie où les militaires français tombent souvent dans des embuscades.

Feraoun voudrait en savoir plus sur l'origine réelle de ces actions violentes. Lors de son dernier passage à Tizi-Hibel il a bien entendu parler d'Abdel Krim. De sa venue dans les villages voisins pour recruter des hommes à qui il disait qu'il fallait abandonner les champs pour libérer la terre. On lui a cité le nom de certains jeunes qui se sont laissés convaincre et l'ont suivi.

Il n'a pas le temps de trop s'interroger. Les gamins se pressent dans la cour. Il salue les maîtres. Croise des regards lourds. Rejoint son bureau. Ce serait donc ce fameux mouvement d'indépendance dont les gens du village lui parlent à chacun de ses déplacements. Avec le secret espoir qu'il doit en savoir plus. Lui le maître. Lui qui lit les journaux. Lui qui n'ignore rien de la politique depuis qu'il a été élu conseiller municipal. Il n'est généralement pas très à l'aise dans les structures idéologiques ou politiques. Mais le courant est tout de suite passé avec Frapolli, maire de Fort-National depuis 1945. Énergique et chaleureux " « il est aussi kabyle que les gens du Djurdjura » affirmait Paul Guidicelli. Il connaissait bien le maire pour avoir été son factotum, son chauffeur et son employé municipal[15]."



Mouloud Feraoun et son épouse.

Marcel Frapolli était MRP[16] et faisait partie d'une famille enracinée dans ce territoire. D'une dynastie de maires unanimement appréciés pour leur implication dans la vie des Kabyles, leur attention et leur souci d'apporter des solutions à leurs nombreux problèmes. Il a succédé en mairie à son père et à son grand-père. La famille Frapolli a participé à l'édification de Fort-National. Comme Feraoun quelques mois plus tard, monsieur le maire "se heurte à un type assez néfaste qui s'appelle Sabatier, un Administrateur[17] de l'époque, bouffeur de curés, franc-maçon. Et qui voulait réorganiser la société kabyle, traitant les Européens d'illettrés… Le malheur c'est qu'il a sévi une vingtaine d'années !"[18]

Le rapprochement entre Frapolli et Feraoun s'est certainement fait par le biais de l'épouse du maire. Sage-femme de son état, les Kabyles de Fort-National et des villages les plus reculés la surnomment "*yemmaa azizou*" (la belle maman) tant elle répond sans jamais rechigner aux sollicitations de chacun. Qu'il s'agisse d'accouchements mais également de soins médicaux, de conseils ou de vaccinations. C'est elle qui a accouché Mme Feraoun. Les deux femmes se sont revues. Mouloud a remercié Mme Frapolli pour ce beau Rachid qu'elle a mis au monde. Il apprécie cette femme généreuse et prévenante et connaît un peu son époux dont on ne cesse de lui vanter les mérites. Il l'a rencontré lors de l'inauguration de l'école. Le courant est passé. Quand Frapolli lui demande s'il voudrait bien figurer sur la liste pour les élections municipales de 1953, Feraoun acquiesce rapidement. Même s'il sait que l'adversaire Bernadac ne sera pas facile à battre. Pourtant les électeurs choisissent massivement la liste Frapolli. Feraoun se retrouve à gérer les budgets des constructions municipales, des écoles, de la distribution de l'eau et de l'action sociale. Comme à son habitude il assume cette tâche avec un grand sérieux, un souci d'équité et de promotion des plus démunis. De quoi susciter un intérêt tout particulier du sinistre Sabatier qui aimerait bien savoir ce que Feraoun pense des rebelles. De quel côté il se range…

Pour l'heure Feraoun attend. Il lui faut glaner des informations sans jamais les solliciter. Mais les journaux ne sont pas très bavards. Rangés sous la bannière française, ils en défendent la présence sur une terre qui ne peut décemment pas retourner à la barbarie. Il est extrêmement attentif à ce que les médias et les politiques nomment "les événements". Comme en 1945 à Sétif.

Feraoun travaille toujours autant. S'investissant essentiellement dans son école. Même s'il est en passe de terminer un nouveau roman. Même/surtout en cette période trouble, il éprouve ce qu'il écrira deux ans plus tard à Paul Flamand : "Il est courant pour les écrivains de parler de second métier. Pour ma part, je n'ai qu'un métier. Ce métier je le remplis bien et l'aime bien. J'ai pu accéder dans ma catégorie, au sommet de l'échelle ; je bénéficie de l'estime des collègues et des chefs ainsi que de l'affection de nombreuses générations d'élèves. Dans ce domaine, mes efforts n'ont jamais été stériles ou vains[19]."

La Dépêche quotidienne et *L'Écho d'Alger* rivalisent de litotes et odes guerrières. La France ne pliera pas. Des "irresponsables sans foi ni loi" n'enfreindront pas sa mission civilisatrice. Les Algériens de toutes origines doivent

faire confiance à la mère patrie. N'empêche que le 29 novembre les parachutistes du 18e Régiment de chasseurs parachutistes (RCP) tombent dans une embuscade près d'Arris. Les pertes sont lourdes : quatre morts chez les soldats français et vingt-trois chez les fellagas. Les journaux mettent l'accent sur la mort de Grine considéré comme un des chefs de la rébellion. Dès lors, celle-ci ne peut que s'essouffler. Par contre, les éditorialistes crachent l'encre devant la justice française. Elle exige l'autopsie des cadavres et demande aux appelés qui ont participé à l'accrochage “s'ils ont bien fait des sommations avant de tirer. Et si l'usage d'un fusil mitrailleur était indispensable”. Elle n'obtiendra jamais de réponse. Pas plus que Feraoun n'en trouve en interrogeant les faits. Il pense sans doute que le mouvement indépendantiste aura beaucoup de mal à vaincre une armée de métier. Lourdement armée. Déterminée à vaincre. Ne fût-ce que pour laver la honteuse déroute indochinoise.

Feraoun sait que les fellagas passent la nuit dans les villages. Pour se ravitailler. Pour porter la bonne parole. Pour rejoindre le maquis avec de nouvelles armes. Non violent il ne veut pas être responsable d'une seule mort. Même indirectement. Son fils Ali se souvient de sa décision : “Il a sorti de sa cachette le pistolet que mon oncle lui avait offert pour se défendre des brigands qui hantaient la campagne quelques années avant la guerre d'indépendance. Il l'a entièrement démonté et a jeté chaque pièce dans un endroit différent. Et il a dit : « Je ne veux pas qu'on tue quelqu'un avec mon arme[20]. »”

Plus que jamais Feraoun est contraint à la prudence. La situation est devenue telle que chacun se méfie de l'autre, guette ses attitudes, observe ses comportements. La discrétion est de mise. Ce qui profite à Feraoun qui passe le plus clair de ses loisirs à écrire, à pester contre cette machine dont les touches se bloquent, dont le ruban se déchire. Bon an mal an, les feuillets s'entassent. Chaque soir, dans sa chambre il lit des passages de son travail à son épouse. Elle acquiesce d'un signe de tête. Elle interroge ou fait une moue à laquelle son mari est toujours vigilant. Il tient un grand compte de son avis. Avant même qu'il ne soit relu et corrigé à plusieurs reprises, elle a découvert le dernier texte sur lequel son mari travaille avec acharnement et dont a déjà retenu le titre : *Les chemins qui montent*. Elle sait que c'est un emprunt à un vieux dicton kabyle :

“Pour rejoindre Fort-National
Les chemins sont fort nombreux ;
On a beau choisir le sien :
Ce sont des chemins qui montent…”

C'est bien là l'histoire du peuple kabyle dont les chemins ne cessent de monter. Dehbia apprécie cette histoire dans laquelle elle chemine chaque soir, imaginant une suite aux feuillets que vient de lire Mouloud. Appréhendant une fin qu'elle a hâte de confronter à celle du livre.

Les chemins qui montent racontent “l'histoire du fils de « Madame[21] », un jeune de maintenant qui a vécu en France, en Algérie, qui a étudié jusqu'au brevet, qui a fait de la politique et finit par scandaliser les gens de chez lui[22]”. Dans cette

définition lapidaire il est difficile de ne pas retrouver une part biographique de l'auteur. Avec un élément prospectif : son attentisme inquiet face à la guerre d'Algérie ne sera-t-il pas considéré comme une forme de trahison ? Un compromis avec le pouvoir dominant ? Même s'il reste souvent discret à l'extrême, Feraoun n'en n'est pas moins lucide. Son refus de choisir l'apparente à Camus pour qui un choix en l'espèce se ferait fatalement contre l'autre. Feraoun n'accepte pas plus le camp des victimes que celui des bourreaux. À l'instar du fils Frapolli, ils sont nombreux à penser que "Feraoun était acquis à une évolution vers l'indépendance de l'Algérie. C'était également la position de Marcel Frapolli. Pour arriver à cette indépendance, il envisageait une transition par étapes avec des investissements profitant à l'ensemble de la population, un changement radical du statut des deux collèges et une égalité de tous[23]."

En 1955, la situation se détériore un peu plus. Les Européens font mine de se convaincre que cette rébellion est vouée à l'échec quand le 20 janvier on leur annonce triomphalement la liquidation de Didouche Mourad "un des chefs historiques du FLN, et en même temps responsable du maquis nord-constantinois". La majorité des lecteurs ignorent jusqu'à son nom. Mais l'évocation de cette opération à Condé-Smendou est relatée avec tant de détails que les lecteurs n'en retiennent que la supériorité évidente des "forces de pacification". Leur évidente reprise en main de la situation. Il n'empêche qu'au 31 janvier 1955, le nombre de "lâches" attentats contre des civils "innocents" s'élève à quatre cent vingt. De quoi préoccuper celles et ceux que l'on a convaincu que cette rébellion est vouée à l'échec. À preuve, l'arrestation le 9 février 1955 de Ben Boulaïd un autre chef rebelle. Et celle de Rabah Bitat le 23 mars. Cinq jours plus tard, l'armée française reçoit ses premiers hélicoptères lourds en vue des premières opérations héliportées. Tout de même… Des opérations héliportées contre des hors-la-loi sans aucune envergure ni stratégie… Ça ne cadre pas ! Certains se posent des questions. Feraoun est de ceux-là. Comme la grande majorité des observateurs il ne croit pas que ces premières actions isolées gagneront du terrain. Que les attentats du début se transformeront en une véritable guerre dans laquelle la France mettrait en œuvre des moyens importants. Le FLN n'est pas cette horde de va-nu-pieds fustigés à longueur de colonnes et d'informations présentées par *Pathé-Journal* dans toutes les salles de cinéma avant l'entracte. Du 18 au 24 avril 1955 il est invité à participer à la conférence du tiers-monde à Bandoeng. Une occasion pour l'ensemble des participants d'exprimer leur "solidarité avec l'Algérie combattante". La France fait la sourde oreille. Elle s'active dans tous les milieux diplomatiques.

Feraoun s'inquiète. Pas au point de suspendre ses projets. Il s'en ouvre à Frapolli qui, outre sa fonction de maire, exerce celle de métreur. Ce qui en fait également un maître d'ouvrage dont le directeur instituteur a pu apprécier les créations sobres et confortables. Un beau soir à l'heure de l'anisette, il lui fait part de sa volonté de faire construire une petite maison dans son village natal de Tizi-Hibel. Pour les vacances comme pour sa retraite. Il la veut agréable à vivre. Avec une cuisine, une

salle d'eau, des toilettes. Mais… Car il y a un "mais" qui conditionne les plans architecturaux de Frapolli… "Je voudrais qu'extérieurement cette maison soit exactement comme les autres maisons du village. Les gens ne doivent pas penser que je fais étalage de ma réussite[24] !" Frapolli part d'un de ses grands rires chaleureux et communicatifs. Il sert une anisette. La belle maison semblable aux autres ne tardera pas à voir le jour dans le village natal du *fils du pauvre*.

La guerre d'indépendance se poursuit. Ira-t-elle à son terme ? À quel prix ? Selon quelles modalités ? Feraoun écoute les nouvelles à la radio : sur les stations française et kabyle. Tout va bien ! En Algérie la situation se stabilise. Les forces de l'ordre ont remporté de nouvelles victoires significatives sur les rebelles qui s'essoufflent dans cette aventure sans lendemain. Rien à voir ou à entendre avec la radio suisse sur laquelle Feraoun se cale dans les dernières heures de la nuit. Une autre voix y parle de la "légitimation de la guerre par un nombre croissant de nations étrangères". Y compris celles qui ne le font pas explicitement afin de préserver leurs bonnes relations avec la France. D'autres informations plus rares font état de "dissensions au sein des forces rebelles". Ainsi le 23 mai 1955 l'état-major du FLN s'est-il réuni secrètement en Suisse pour exprimer sa défiance vis-à-vis du MNA de Messali Hadj lequel convoite le leadership au sein de l'armée de libération. Ce qui le porterait naturellement au pouvoir dans la future Algérie indépendante. Le FLN estime que pour mettre un coup d'arrêt à ces velléités il est nécessaire de liquider les leaders du mouvement messaliste. Et accessoirement des responsables de moindre rang. Les autorités françaises se réjouissent de ces dissensions. Allant même jusqu'à relâcher Yacef Saâdi qui vient d'être arrêté à Orly le 7 juin. Elles comptent l'utiliser comme indicateur. Et faciliter ainsi le programme d'extermination du MNA dont le leader est toujours en France… . En résidence surveillée.

Quel parti prendre ? Quel mal choisir ? Quelle solution la moins pire peut-elle naître de ce marasme dans lequel les victimes n'ont plus de poids ? Pas plus celles des maquis que celles sauvagement liquidées le 17 juin à Philippeville dans une série d'attentats. Mouloud Feraoun ne peut se résoudre à un choix résultant d'une funeste comptabilité dont le bilan tiendrait lieu de morale.

Le général Massu arrive à Alger à la fin juillet 1955. Profil d'aigle, buste d'empereur, verbe de cantinier. Et un béret rouge comme le sang qu'il se promet d'éponger par la force et la loi. Avec la gégène à l'occasion. Les événements deviennent une sale guerre. Les deux camps font assaut de barbarie pour capter l'attention des observateurs. Pour rester à la *une* de l'actualité. Quel qu'en soit le prix.

Feraoun est en séjour d'agrément en France. Avec sa fille Djidji. Ils ont fait un grand voyage, allant rendre visite à leurs amis Nouelle, visitant Paris, Dunkerque et d'autres régions de France où la terre algérienne est perçue généralement comme *terra incognita*. C'est à la fin de ce voyage que lui arrive la nouvelle. Terrible. Insoutenable. Incompréhensible. L'assassinat de Marcel Frapolli. Le maire de Fort-

National a été abattu d’un coup de fusil dans le dos. Une fois encore l’absurde et la bêtise tiennent lieu de justification.

“C’était le 23 août 1955 à 20 heures, se souvient le fils Frapolli. La famille était réunie pour le repas du soir dans notre maison familiale. Une maison isolée, bâtie à l’extérieur des remparts ceinturant Tizi-Ouzou, à une cinquantaine de mètres de la porte d’Alger. Étrangement, la ville était plus calme qu’à l’accoutumée. Elle était silencieuse et déserte. Marcel Frapolli venait de quitter la mairie pour se rendre chez nous en voiture. Il avait fait quelques pas quand le coup de fusil claqua dans la nuit. Il venait d’être abattu devant chez nous alors que les plus petits de ses sept enfants étaient sortis sur le pas de la porte pour l’accueillir. C’était la stupeur, l’horreur. Très vite, la famille tout entière est accourue terrifiée et incrédule. Ma mère s’est couchée sur mon père et lui a parlé à l’oreille. Le sang coulait sur le bas-côté gravillonné de la route. Nous étions isolés dans le silence de la montagne kabyle, dans une solitude angoissante et dans un désarroi effroyable. Prostré dans un coin le grand-père Gomila pleurait en silence. Il demandait ce que nous allions devenir. Notre sœur Marcelle naissait le lendemain de la mort de notre père à Fort-National. En octobre 1955, l’Armée de Libération Nationale donna l’ordre par lettre à notre mère de cesser ses accouchements dans les villages, sous peine d’enlèvement de ses enfants[25].”

Qui avait pu tuer cet homme qui paraissait n’avoir que des amis ?

La question était sur toutes les lèvres le 24 août, jour de son enterrement en présence de milliers de personnes.

Qui l’avait donc tué ?

Les militaires français agissant sur ordre ? Non… C’était bien pire. Bien plus incompréhensible. Encore une des nombreuses absurdités qui feront la trame de cette guerre. Frapolli avait été abattu par un fellaga. Il avait repéré cette famille européenne vivant isolée hors du centre. Une proie facile. Pour l’exemple. Une nouvelle victime inutile. Anonyme pour ce tueur isolé !

Le 30 septembre la “question algérienne” est inscrite à l’ordre du jour de l’ONU. La veille, le FLN a ordonné une grève des commerçants musulmans pour souligner la portée de cet événement international.

En octobre, voilà un an que les “rebelles” ont engagé la guerre d’indépendance. Un an que les autorités civiles et militaires françaises annoncent que ces exactions seront matées rapidement. Pourtant les “événements” perdurent. Après avoir interdit aux Algériens de boire de l’alcool, de fumer et même de s’amuser, le FLN lance une grève de l’école. Cependant, la rentrée des classes s’est déroulée normalement à Fort-National. Les parents ne suivent pas massivement le mot d’ordre des fellagas. “Le 1er octobre était jour de fête et d’affluence comme d’habitude[26]”, note Mouloud Feraoun même s’il a d’autres informations selon lesquelles “quelques écoles des environs demeurent sans titulaires – fermées. C’est une question de jours, pensons-nous. Pas du tout. Elles sont fermées parce qu’on ne veut pas les rouvrir. Des jeunes normaliens de France (sectionnaires) commencent à arriver dans la louable intention de bien travailler. Leur foi et leur zèle sont

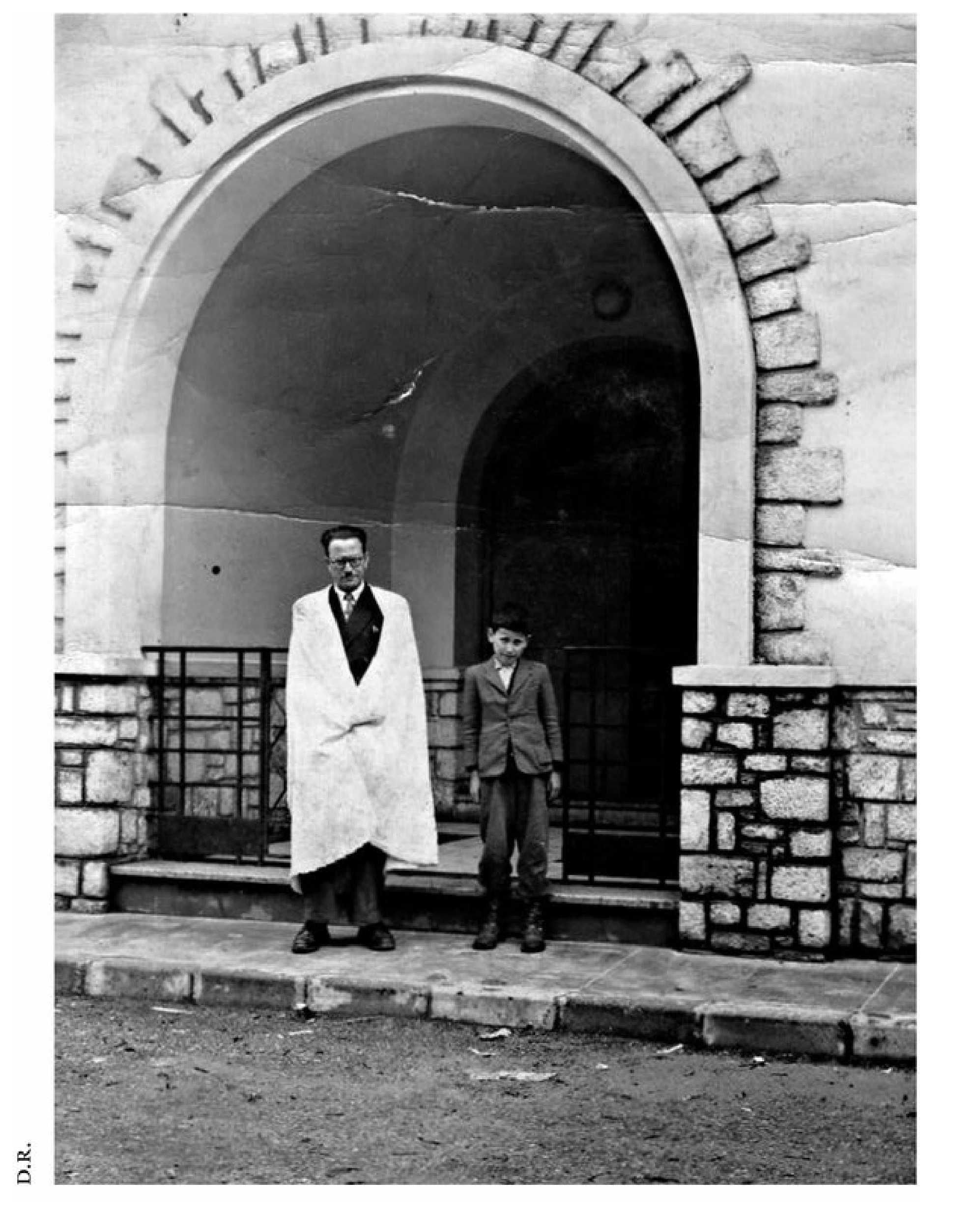
entiers. Nous leur prodiguons des conseils lorsqu'ils viennent en demander. Mais cette chaleur généreuse qui les anime tombe dès le premier contact avec l'administrateur Jacques Achard.” Cet administrateur ne manquera pas de s'illustrer durant toute la période où Feraoun sera en poste à Fort-National. Maniant la menace et l'allusion, la force et le mépris, cet ancien d'Indochine va très vite montrer sa vraie nature. Pour l'heure Feraoun lui trouve quelques excuses… “L'administrateur est ce qu'on pourrait appeler un alarmiste. Je suis persuadé que sa terreur frise l'affolement mais je crois aussi qu'il éprouve un certain plaisir à démoraliser les plus enthousiastes. Il veut à tout prix se décharger d'une responsabilité dont personne ne l'a chargé : celle de la vie des instituteurs.

“ — Je ne réponds pas de vos existences, leur dit-il à brûle-pourpoint.

Alors vite (les instits) ils refont leurs valises à peine ouvertes et s'en vont à Alger où les attend une honnête indemnité de repli.

… Certes les temps ont changé. Et manifestement, l'instituteur qui arrive ainsi de loin ne vient pas toujours en apôtre. C'est un fonctionnaire qui tient à son tiers colonial, qui a accouru pour régulariser une situation précaire, qui a demandé le bled pour faire des économies, bénéficier d'un avancement rapide, accéder facilement à des directions importantes[27].”

Il apprendra très vite, à ses dépens, que cet administrateur est un manipulateur qui terminera d'ailleurs sa carrière dans les rangs de l'Organisation de l'armée secrète (OAS).



Mouloud Feraoun, avec son fils Mokrane, à l'entrée de l'école de Fort-National dont il est directeur.

1 José-Alain Fralon, *Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2012, p. 98.
2 Albert Camus, *Noces suivi de l' été*, Paris, Folio Gallimard, 1959, p. 43.
3 *Op. cit.*, p. 117.
4 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis, op. cit.*, p. 81.

5 Charles Brouty (1892-1984) était peintre et dessinateur. Il était apprécié pour la vivacité de son trait et sa capacité à croquer la vie sous ses aspects les plus divers. A illustré de nombreux ouvrages sur l'Algérie, sa vie, ses populations.

6 *Ibid.*, p. 89.

7 Cours complémentaire. *(N.D.L.R.)*

8 *Lettres à ses amis, op. cit*.

9 Document INA, Internet, décembre 1953.

10 *Op. cit.*, p. 106.

11 *Ibid.*, p. 106.

12 Fernando António Nogueira Pessoa (1888-1935), écrivain portugais, critique, polémiste et surtout poète, a vécu une bonne partie de sa vie en Afrique du Sud. Il fut un théoricien de la littérature et inventeur du *sensationnisme* par le biais de vers mystiques et d'une poésie à l'origine du *mouvement moderniste* au Portugal. Anglophone mais aussi francophone, il a écrit dans ces deux langues. À sa mort on a retrouvé plus de 27 000 textes dans une malle, au total une œuvre immense si on y ajoute celle de ses différents hétéronymes.

13 Jack Gleyze, *Mouloud Feraoun*, L'Harmattan, 1990, p. 69-70.

14 Site www.cidvietnam.org/presentation.php.

15 Ces informations et celles qui suivent, concernant la généalogie des Frapolli, l'entrée en politique de Mouloud Feraoun et son implication, ont été données à l'auteur le 16 octobre 2012 par Jean-Pierre Frapolli, fils du maire assassiné de Fort-National.

16 Le Mouvement républicain populaire (MRP) est né en 1944 sur les bases de l'ancien Parti démocrate chrétien de l'entre-deux-guerres. Il se présentait comme un parti démocrate-chrétien non confessionnel. L'abbé Pierre fut député MRP de 1945 à 1951. Ce parti voulait dépasser le clivage droite-gauche et celui de la fidélité au général de Gaulle. Il se divisa sur la question algérienne. Certains avec Georges Bidault se rapprochèrent de l'OAS.

17 Fonction spécifique à l'Algérie coloniale. Les administrateurs sont directement nommés par le gouverneur général pour diriger des communes mixtes avec des pouvoirs de police, de justice et d'administration supérieurs à ceux d'un maire.

18 Informations données par J.-P. Frapolli à l'auteur.

19 Mouloud Feraoun, Lettre à Paul Flamand du 31 mars 1956, *Lettres à ses amis, op. cit.*, p. 121.

20 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 16 juin 2012.

21 Héroïne de *La Terre et le Sang*. *(N.D.L.R.)*

22 Mouloud Feraoun, lettre à Mme Landi-Benos du 4 février 1955, *Lettres à ses amis, op. cit.*, p. 112.

23 Entretien accordé à l'auteur par Jean-Pierre Frapolli le 16 octobre 2012.

24 Entretien accordé à l'auteur par J.-P. Frapolli, *ibid.*

25 Entretien accordé par J.-P. Frapolli, *ibid.*

26 Mouloud Feraoun, *Journal*, p. 38.

27 Mouloud Feraoun, *Journal*, *ibid*.

POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

En ce mardi soir, après une longue journée embarrassée de problèmes scolaires et d'inquiétudes personnelles Feraoun paraît préoccupé. Il fait froid. Le Djurdjura distille à l'obscur son haleine de neige. Feraoun a revêtu comme à son accoutumée son burnous de laine par-dessus son costume de ville. Et le voilà installé dans son petit bureau. Il s'immobilise sur sa chaise comme s'il entrait en prière. En mémoire douloureuse. Encore sous le choc de la mort de Marcel Frapolli. Celle d'un ami. Celle d'un symbole de paix fraternelle. Les deux assassinés. Il ne fait pas de doute que cet événement va l'inciter à témoigner. La manière dont certains journalistes français évoquent le conflit et ses péripéties l'incite également à prendre la plume. Ne fût-ce que pour laisser son témoignage. Pas à la manière de Camus dont il regrette une fois encore le manque de pertinence de ses articles publiés dans *L'Express* : "Je les trouve moins bons que ceux de naguère dans *Combat* mais il essaie de rester objectif[1]." Sans doute lui reproche-t-il son éditorial du 18 octobre 1955 dans lequel il préconise une nouvelle fois une "table ronde" thème et titre de son propos. Son idée souvent répétée est "qu'en Algérie, Français et Arabes sont condamnés à vivre ou à mourir ensemble". Et de conclure : "Je prendrai donc parti pour finir. Et, une fois de plus, disons-le tout de suite, contre le désespoir, puisque, en Algérie, aujourd'hui, le désespoir, c'est la guerre[2]." Feraoun attend autre chose de Camus que ces belles formules même si elles restent pertinentes. Sans doute regrette-t-il un manque d'implication politique. De celle qu'on serait en droit d'attendre de ce journaliste connaissant parfaitement le mal et ses racines. Il attend plus que cette attaque contre les pouvoirs publics que Camus développe dans son éditorial du 21 octobre. S'il veut rétablir une réalité sur les Européens qui ne sont pas "un million de colons à cravache et à cigare, montés sur Cadillac" il cède à une contre-caricature qui reste identitaire. On pourrait attendre que Camus mette également la lumière sur une autre réalité sans doute beaucoup trop implicite au goût de l'instituteur kabyle… Les racines du mal qui peuvent également justifier le désespoir des *indigènes*. Même s'il évoque "la misère arabe qui a permis que la répression de 1945 se passe dans l'indifférence". Feraoun se sent certainement un peu floué quand, dans cet autre article du 25 octobre, Camus se contente de parler de "la politique d'assimilation [qui] a échoué. D'abord parce qu'elle n'a jamais été entreprise, et ensuite parce que le peuple arabe a gardé sa personnalité qui n'est pas réductible à la nôtre." Un peu court comme explication aux yeux des Européens de France qui dans leur grande majorité ne savent pas grand-chose de la politique colonialiste menée en Algérie. Un peu court pour estimer que "ce n'est pas la France qui tient leur destin en main, mais l'Algérie française qui décide aujourd'hui de son propre destin et de celui de la France[3]".

Un autre événement, beaucoup moins connu, aura sans doute incité Mouloud Feraoun à tenir ce *Journal* : sa rencontre dès l'automne 1955 avec le colonel Si Nasser qui avait rejoint le maquis dès 1952. C'est ce que nous a confirmé son fils Ali[4] qui se souvient fort bien des circonstances de cette première entrevue… "Un homme de Taourirt-Amokrane a parlé à Mouloud Feraoun du cheikh du village qui recherchait des fournitures scolaires (craies, crayons, cahiers) afin d'assurer des cours d'arabe clandestin à la mosquée du village, puisqu'à l'époque ils étaient interdits par l'autorité française. Je me souviens également d'un autre élève, extrêmement politisé, dont les deux frères étaient au maquis. Mon père ne cite pas explicitement le nom de ce garçon dans son *Journal* jusqu'au 23 avril 1958, jour où le jeune B. vient lui demander conseil avant de rejoindre le maquis. Il s'agissait de Bouadi Salem. Il avait 17 ans à l'époque et était très introduit auprès des maquisards. C'est ainsi que le cheikh à qui mon père avait offert des fournitures scolaires et le jeune Bouadi ont organisé des rencontres entre mon père et les gens du maquis, notamment avec le colonel Si Nasser. La première eut lieu au début de la guerre et la seconde au cours de l'été 1956 quand nous sommes allés dans notre nouvelle maison de Tizi-Hibel : Feraoun y fait une référence discrète dans son journal en date du 9 septembre 1956[5]. Cette fois-là c'était un parent de ma mère, proche du colonel, qui était venu un soir. Il avait longuement parlé avec mon père avant qu'ils partent dans les champs à la rencontre de Si Nasser."

Il y a tout de lieu de penser que Feraoun dispose alors d'informations importantes et essentielles qui lui viennent en direct du terrain des opérations. Ce qui pourrait également expliquer que les *rebelles* ne l'aient jamais ennuyé même dans des périodes où il ne suivait pas les grèves et autres interdits imposés par le maquis. Toujours est-il que ça n'est pas par hasard s'il commence la rédaction de son *Journal* un an après le déclenchement de la guerre d'indépendance…

Une nouvelle fois le temps est venu de s'inscrire en faux. D'apporter d'autres éclairages. Rester un témoin passif c'est risquer de devenir à terme complice. Par pensées et par omission… Un carnet à petit carreau. Plus que jamais cette danse familière du stylo au-dessus du papier avant de tracer le premier mot. Griffure de l'espace dans la circonvolution de signes abstraits. Le rituel est immuable quel que soit le texte à écrire. Cette fois la plume semble rétive. Feraoun la pose. Revisse le capuchon. Libère la plume à nouveau. La reprend. En lettres capitales sur la page de garde il trace trois mots. Sur trois carreaux de hauteur. D'une écriture appuyée, appliquée et pourtant malhabile : *Témoin à charge*. De quoi lever toutes les fallacieuses interrogations de ses futurs détracteurs ! Sous ce titre en bas de page il écrit de son habituelle écriture : *La guerre d'Algérie vécue au jour le jour.*

La première ligne de ce *Journal* sonne comme l'incipit d'un nouveau roman. Avec un brin de langueur emprunté à… Verlaine. "Il pleut sur la ville". La ville est silencieuse, elle se terre, sournoise, hostile, apeurée… Pas plus que les chrétiens, les musulmans n'ont rien à se dire. Les uns et les autres ont perdu ce matin le goût de parler.

Le rêve s’en est allé. Mais Feraoun ne parvient pas à avoir un sentiment définitif. Il n’est pas homme à pouvoir prendre parti. Ça n’est pas seulement l’effet de sa prudence naturelle.

Les pages qui suivront donnent la priorité au témoin sur le romancier. Pas de concessions. Pas de fioritures. Peu d’assertions personnelles. Des faits. Souvent cruels. Parfois ineptes. Fréquemment déroutants ou perturbants. Très peu de certitudes dans ce flot chaotique de nouvelles qui affluent. Des images, des souvenirs, des bribes de discussions, des parfums et des silences se bousculent, aspirent les lignes au buvard des lignes. La nuit s’est opacifiée. Il referme son carnet après en avoir noirci plusieurs pages. D’une seule traite. Peu de ratures. Peu d’ajouts. Une écriture nerveuse dont les feuilles portent la trace en creux. Comme les premiers stigmates d’une lente mort annoncée.

Nous sommes le 1er novembre 1955. Il est 18 h 30. Comme à son habitude il a inscrit la date et l’heure en regard de son texte.

On peut être étonné que Mouloud Feraoun n’ait pas démarré plus tôt ce journal. Qu’il n’ait pris le parti de consigner ses observations, ses informations, ses sentiments qu’avec tant de recul/retard. Qu’il ne se décide à en débuter la rédaction qu’un an jour pour jour après le début de l’insurrection. À croire qu’il doute des capacités du FLN à mener cette guerre à son terme. C’est d’ailleurs ce qu’il confie le 6 novembre : “Il y a un an, lorsque la révolte éclata, nous n’avions pas voulu en mesurer l’importance.” Pour son fils Ali : “Il commence à l’écrire en novembre 1955 parce que durant un an il avait accumulé une somme d’informations, de témoignages, de conversations… Et il craignait d’en perdre une partie, de les oublier alors que certains étaient importants, significatifs. Il les racontait d’ailleurs à Roblès. C’est lui qui l’a incité à tenir un Journal dans lequel il pourrait écrire toutes ces informations. Il en allait de même pour Pierre Martin et pour quelques rares personnes auprès desquelles il pouvait s’ouvrir en toute confiance. Ils lui conseillaient de les consigner pour ne pas les oublier, pour apporter son propre témoignage…[6]”

Ses détracteurs verront dans cette temporisation une tardive *prise de conscience*. Ce sera l’un des procès que bien des censeurs (surtout Algériens) feront à Feraoun. La plupart d’entre eux ignorant jusqu’à l’existence et le contenu de son *Journal* qui ne sera publié qu’après sa mort. Après l’indépendance de l’Algérie également. Et même après la découverte du *Journal* les zélotes de la liberté ne manqueront pas d’instruire des procès en félonie contre ce Feraoun manquant de dogmatisme. Il n’est pas de ceux qui font une confiance aveugle à la révolution. Ses études, ses lectures et ses expériences lui font craindre cette Terreur dont bien des Révolutions se sont nourries au nom de la liberté. À la différence de Sartre, il ne croit pas que “la fin justifie les moyens”. Comme le rappelle Abdellali Merdaci, Feraoun sera contraint d’abandonner son mandat de conseiller municipal en 1956 à la demande expresse du FLN “qui aura été intraitable sur ce chapitre de la collaboration des indigènes aux assemblées coloniales. Défendant une coexistence sans heurts entre les communautés, surmontant les inégalités fondées en droit par le colonialisme,

Feraoun comprenait le combat du FLN mais il ne le rejoindra pas. Tout comme il doutait d'une Algérie française qui n'admettait que la loi du plus fort. Cette position politique marginale lui valut la vindicte de nationalistes et des censeurs repliés à l'arrière. Eut-il à subir plus souvent que les écrivains de la période stigmatisations et rancœurs ? De la part d'intellectuels de gauche, sa famille politique, lui qui émargea longtemps dans les rangs de la SFIO, le parti des instituteurs. Dans les colonnes de l'hebdomadaire marocain *Démocratie*, Maurice Maschino[7], rendant compte des *Chemins qui montent* (Seuil, 1957), le traite de "faux-monnayeur". Il lui répond dans les mêmes colonnes le 1er avril 1957 : "M. Maschino, vous êtes un salaud." C'est probablement l'unique irritation publique que Feraoun fait entendre pendant la guerre. Cette tiédeur, plus supposée que réelle, face aux "événements" qu'on lui reprochait, et qu'on croira reconnaître jusque dans ses romans, effaçant l'histoire présente de l'Algérie, n'était qu'une mise à distance entre les deux parties en conflit[8]." Comment en aurait-il pu être autrement de la part de cet humaniste dont la foi en la fraternité des hommes a toujours pris le pas sur celle des armes. Alors même qu'elles ne cessent de parler dans l'Algérie en chaos. Qui donc oserait parler de guerre ? La France se refuse à employer ce terme. Même si en avril 1955, le parlement français vote l'état d'urgence. Même si le 20 août, des milliers de paysans de la région de Constantine se soulèvent. Même si les Nations unies se saisissent de la "question algérienne" du 27 au 30 septembre.

Quelques jours plus tôt Feraoun a écrit à Roblès : "*Extra muros* la situation s'aggrave de jour en jour, le maquis s'organise, multiplie les coups de main, attaques isolées, arrestations de cars, règlements de comptes divers, sans oublier les poteaux qu'on coupe et recoupe. À Béni-Douala, avant-hier, là où si tu t'en souviens on s'est arrêté un jour avec ta femme pour cueillir des brindilles sur un talus, juste là, une bagarre a eu lieu entre militaires et « rebelles ». Les vallées que tu as parcourues sont toutes le refuge de gens armés. Ne compte pas sur une visite en Kabylie, ce serait un suicide[9]."

L'homme, l'instituteur, le romancier sont également troublés par le drame qui se joue. Quels qu'en soient les enjeux Feraoun refuse la violence. Même si son vécu, ses convictions le font pencher indubitablement en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Ce qui ne l'empêche pas de s'interroger sur certains excès des *libérateurs*. Qu'il s'agisse de leurs relations avec les futurs libérés autant que de leur attachement à un obscurantisme barbare. Il ne cessera d'hésiter entre la nécessité de cette guerre et ses méthodes. Pour lui, une évidence s'impose : "Le pays se réveille aveuglé par la colère et plein de pressentiments ; une force confuse monte en lui doucement. Il en est tout effrayé encore mais bientôt il en aura pleine conscience. Alors il s'en servira et demandera des comptes à ceux qui ont prolongé son sommeil[10]." Voilà qui sonne un peu comme une revendication politicienne dont les termes n'étaient pas courants jusque-là sous la plume de Feraoun. Ceci étant, le diariste fustige ceux qu'il nomme *les rebelles* usant en l'espèce du même terme que celui employé par l'armée française. Il estime que "les prétentions des rebelles sont exorbitantes, décevantes. Elles comportent des interdits de toutes sortes,

uniquement des interdits, dictés par le fanatisme le plus obtus, le racisme le plus intransigeant, la poigne la plus autoritaire. En somme le vrai terrorisme… Et puis il faut recevoir selon notre plus hospitalière tradition nos braves visiteurs qui prennent des allures de héros et d'apôtres tout comme les grands saints de l'Islam, d'illustre mémoire[11]."

Il est intéressant de constater l'évolution de l'écriture de Feraoun au fil du temps. Fluide et appliquée jusqu'au début des *événements*, elle devient plus aigüe, plus vive dans son *Journal*. Nous avons sollicité une graphologue, Marie-Claire Bottarelli, en lui confiant des manuscrits de la première et de la seconde période sans lui dévoiler qui en était le scripteur. Son analyse est édifiante… "Les premiers textes révèlent un homme qui recherche la précision, presque la perfection. Un peu obsessionnel, il intériorise et « cérébralise » ce qu'il ressent. Si son imagination naît de son observation du réel, il puise sa force dans la réflexion et la retenue. Il s'autocontrôle et contient ses émotions. Il est clair qu'il s'impose une discipline avec une exigence pour lui-même et pour son entourage. Son comportement est caractérisé par la simplicité, la modestie, ce qui n'exclut pas une certaine conscience de soi." Néanmoins, la graphologue a noté une nette évolution entre les différents écrits. "Les premiers traduisent une graphie très contrainte faisant penser à celle d'un instituteur. En revanche dans le texte de 1958 l'écriture est très rétrécie et anguleuse, tendue révèle de l'appréhension, de la méfiance, de l'intransigeance. L'homme souple et modeste de l'écrit précédent est devenu bouillonnant de violence contenue… "[12]

Tout au long de son journal Feraoun va osciller entre la nécessité de la guerre et les périls de ses débordements. Refusant toujours que la première ne veuille pas s'embarrasser des seconds. Comme l'écrira Claude Roy dans *Libération* après sa mort : "Il y avait par exemple un Algérien qui pensait à la fois que l'Algérie n'est pas la France, que l'indépendance était souhaitable et nécessaire, que l'attitude de la France n'ouvrait pas d'autre voie à cette indépendance que celle de la violence, que les maquisards étaient ses frères mais que ses frères n'étaient pas des saints, ni des purs, que des milliers de Français étaient des bourreaux et des tortionnaires, mais qu'il lui était impossible de haïr les Français en bloc et de s'amputer de la culture française[13]." L'enseignant qu'il ne cessera d'être aura toujours la même position vis-à-vis de ses élèves (anciens ou en cours) venus lui demander conseil. Leur faut-il ou non rejoindre les rangs des *moujahids* ? Le maître leur répond invariablement qu'il leur sera plus utile de poursuivre leurs études. D'avoir une bonne formation qui sera une arme bien supérieure pour leur vie future. Si ses propres enfants ne lui posent pas ce type de question, ils attestent également de cet attachement de leur père à la culture et à l'ouverture d'esprit. "Il tenait à ce que notre seule préoccupation soit l'étude. Pour lui c'était essentiel et supérieur à toute autre préoccupation", se souvient Ali[14]. "Pendant la grève des écoles il nous donnait des cours durant 2 à 3 heures chaque jour pour que nous gardions un bon niveau. Ce qui ne l'empêchait pas de nous accorder également beaucoup de son temps. Aux grands comme à nos petites sœurs qui n'avaient alors que trois ou quatre ans." Mokrane, le cadet des garçons se souvient également de cette époque

qui n'était pas forcément vécue comme un supplément de vacances… "Ne pas aller en classe nous manquait. Notre père nous avait vraiment passé le goût des études, de la découverte ! Fort heureusement nous habitions dans l'enceinte de l'école et nous étions tous passionnés de lecture. Il n'y avait pas vraiment de rupture scolaire et côté lecture nous avions l'embarras du choix. Autant les livres de classe que ceux de la bibliothèque de notre père. Alors, nous avions l'embarras du choix. Nous pouvions tout lire à discrétion. Pour ma part, je me plongeais dans *Le Canard enchaîné* auquel mon père était abonné. Je ne comprenais rien aux textes mais j'étais fasciné par les dessins humoristiques dont je ne saisissais pas plus le sens. Je me souviens également avoir pris dans les rayons de la bibliothèque un livre un peu écorné dont il manquait la couverture… Sans doute avait-il été beaucoup emprunté… C'était *La Peste*. J'avais huit ans et j'ai lu ce livre en m'interrogeant sur un point précis : « Existait-il ailleurs qu'en Algérie une ville qui s'appelle Oran ? » Il est évident que je me posais cette question car il n'y avait pas d'Arabes dans cette histoire. Alors j'ai demandé à mon père s'il existait une ville portant le même nom que celle où se déroule *La Peste*. Il s'est contenté de me répondre que c'était bien la ville algérienne d'Oran. Sans autre commentaire. Même s'il avait parfaitement saisi le sens de ma préoccupation. J'ai compris beaucoup plus tard qu'il avait été également choqué par l'absence d'Arabes et qu'il l'avait écrit à Camus.

"Quand nous posions des questions à notre père, il y répondait toujours avec tact et nuance pour éviter de nous perturber ou risquer de nous influencer. Il nous laisse avoir notre propre jugement. J'ai le souvenir qu'il nous parlait parfois de l'histoire mondiale mais jamais, au grand jamais, de la guerre d'Algérie. La discrétion était de mise. Il faisait extrêmement attention à ce qu'il disait devant nous. Il me semble que sa principale préoccupation était de nous tenir à l'écart de cette guerre terrible, de nous inculquer des idées de liberté, de progrès. Je n'en n'ai pris conscience que beaucoup plus tard… Un jour, j'ai eu entre les mains un texte officiel qui datait du début du XXe siècle. Un inspecteur d'académie s'adressait à un jeune instituteur d'Auvergne pour lui donner des instructions pédagogiques. J'y ai retrouvé les enseignements que mon père nous avait dispensés. Ils étaient basés sur l'exemplarité, la primauté du raisonnement sans parler de l'égalité, de la fraternité entre les individus et d'autres notions morales qu'il nous a transmis. Toutefois, il veillait à ce que la France ne soit pas notre unique point de repère. Pour autant il ne fustigeait pas sa culture et ses valeurs. Par contre il manifestait une opposition très nette vis-à-vis des medersas ou autres écoles coraniques. Il était opposé à ce que les religieux puissent avoir une emprise idéologique sur les individus. Et sur nous en particulier. Il veillait à ce que nous ne perdions pas notre libre arbitre et notre esprit critique. Ce qui ne l'a pas empêché d'obtenir la nomination à Fort-National d'un professeur qui enseignait l'arabe à partir de la classe de sixième[15]."

Feraoun estime que ses enfants doivent être tenus à l'écart de problèmes qui les dépassent. Ils risqueraient par ailleurs de commettre des indiscrétions involontaires auprès de leurs copains de classe ou de jeux… Avec les conséquences que cela pourrait avoir si leurs parents ou des étrangers au cercle familial en prenaient

connaissance. Dans cette période trouble les opinions se radicalisent. Les camps également. L'ennemi est celui d'en face. Feraoun sait par expérience qu'il vit sous le contrôle des Européens. Il est enseignant, directeur d'école, ancien élu, écrivain reconnu. Mais ce sont là des vertus qui peuvent le rendre suspect dès lors qu'il n'a pas pris clairement le parti de la France.

Une seule personne sait tout de ses interrogations, de ses tourments, de ses atermoiements : son épouse. Aussi secrète que son mari elle a charge de sa nombreuse et turbulente descendance. Filles et garçons s'accordent à voir en elle "une maman extrêmement sévère qui ne laisse rien passer. Quand nous faisions une bêtise nous préférions avoir affaire à notre père qui était toujours doux et tolérant. Il ne haussait jamais la voix et nous ne l'avons jamais vu en colère ou excédé[16] !" Mokrane et Ali en gardent de nombreux souvenirs. Notamment ce jour où un des agents administratifs du cours complémentaire était venu voir Feraoun pour lui dire que du lait disparaissait régulièrement de la cantine et que des soupçons se portaient sur ses fils. Interrogés les deux gamins nièrent avant d'avouer que ce lait était destiné à nourrir un jeune fennec qu'ils avaient apprivoisé. La mère n'aurait retenu que le vol et aurait sévèrement puni ses fils. Le père y voyait d'abord une démarche généreuse. La punition n'aurait pas forcément été comprise par les gamins. Peut-être même y auraient-ils vu une forme d'injustice. Il leur expliqua que leur décision était fondamentalement charitable mais que l'animal serait plus heureux dans la nature. Et tous trois décidèrent de rendre sa liberté au renard des sables. Ali se souvient également des suites de son échec au BEPC : "J'étais un peu dépité. Pas très fier. En guise de réprimande, mon père m'a offert une montre. Sûrement une manière de m'encourager plutôt que de souligner un échec qu'il fallait relativiser[17] !" Par contre, il arrive à Feraoun de prendre conscience de sa trop grande mansuétude. Sans parvenir à prononcer une sanction. Encore moins à l'appliquer. Alors, il s'adresse à son épouse pour se plaindre des errements d'un des enfants. La mère sait qu'il lui appartient de prendre le relais et de punir le fautif. Ali en a gardé un exemple assez cuisant dont il garde un souvenir très précis… "C'est à l'époque où nous habitions à Alger et mon père avait acheté une très grosse voiture dans laquelle il était possible de faire voyager toute notre petite famille : une Frégate modèle *Transfluide*. J'avais très envie de prendre le volant. Alors, un jour qu'il était en cours, j'ai emprunté la voiture. Sur le plat tout allait à peu près bien. Mais quand j'ai attaqué la descente, j'ai paniqué. J'ai heurté un trottoir et j'ai tenté de redresser. La voiture s'est immobilisée dans un petit ravin. Bilan de la courte évasion : une fusée avant brisée ! Montant de la réparation : 65 000 francs… Je m'en souviens encore. C'était une somme importante. Mon père a constaté les dégâts mais ne m'a rien dit. Il est allé voir ma mère et il l'a accablée comme si elle était responsable de l'accident. Je savais quelle serait la suite… Ça n'a pas manqué. Elle m'a infligé une correction à la hauteur des reproches du père[18] !" Lequel ne pouvait se résoudre à la violence fût-elle légitime. Il est trop rousseauiste pour céder à la fessée et accepter de "tisonner le feu avec un couteau[19]". Ce qui n'est pas suffisant pour canaliser certaines colères dont son épouse fait les frais. Et ses enfants par la suite.

Feraoun s'emploie à être cohérent. À être ce qu'il enseigne. À enseigner ce qu'il est. S'il accorde du temps à ses enfants il est mesuré du fait de ses nombreuses activités. C'est donc son épouse qui gère la maison. Mais comme traditionnellement l'épouse kabyle sort peu, Feraoun a délégué en grande partie ses pouvoirs d'homme de la maison à l'aîné des garçons. Dès l'âge de dix ans, Ali gère les finances. “J'avais toutes latitude pour équilibrer le budget de la famille. Dès que nous sommes arrivés à Fort-National mon père m'a fait découvrir la ville que je ne connaissais absolument pas. En fait il m'a indiqué où se trouvait l'épicier, le boucher, le boulanger et tous les autres commerçants chez qui je devais faire les achats : le droguiste, le marchand de tissus… Quand ma mère avait besoin de quoi que ce soit elle me le demandait et je me rendais en ville pour faire les courses. Ce fut hélas très utile après sa disparition car c'est moi qui ai géré la famille[20].”

Ses nouvelles fonctions pourraient enthousiasmer Feraoun dans la mesure où il a plus de libertés pour gérer son établissement, prendre des initiatives pour dynamiser l'enseignement. Mais, dès qu'il est rendu à sa vie sociale, il lui faut faire preuve de beaucoup de retenue pour ne pas s'exprimer devant tel ou tel autre représentant de l'État ou de l'administration qui n'hésitent plus à lui décocher parfois des propos mouillés d'acide. Il fait mine d'y être imperméable. Il paraît même amusé quand certains de ses détracteurs “se demandent jusqu'à quel point nous pouvons être sincères ou si notre insouciance ne prouve pas tout simplement que nous faisons du double jeu et que nous sommes des fellagas camouflés[21]”. Bien des *indigènes* auraient du mal à se situer en ce début de guerre qui foisonne de vraies et de fausses nouvelles. Des écoles fermées qui ont été brûlées ? Des actes de barbarie et de fanatisme de la part des rebelles ? Toutes ces informations qui s'étalent à la une des quotidiens ? Que faut-il croire ? Qui peut-on croire ? Feraoun note. Compile. Ajoute parfois un commentaire en forme d'analyse au style dépouillé, quasi journalistique… “Cela affole la population sans, en contrepartie, inciter ces rebelles à se comporter avec plus de discernement et de mesure… Ainsi le soldat se croit désormais en pays ennemi. Il n'attend qu'un ordre pour tirer indifféremment sur n'importe qui. Il est mûr pour le ratissage, la terre brûlée, la guerre totale[22].”

Il devient difficile cependant d'édifier une frontière entre vie professionnelle et guerre révolutionnaire. Vie personnelle et inquiétudes. Tout est mêlé. Rien ne peut se partager. Y compris avec ses collègues de travail… Quand ils sont *indigènes*, il est toujours risqué de les questionner, de donner l'impression qu'on partage l'engagement de celui-ci, le scepticisme de tel autre. Quand ils sont européens, ils sont généralement du côté de la loi, du pouvoir, de l'ordre militaire. Pourtant l'un d'entre eux semble plus imprégné d'histoire que de mémoire. C'est un jeune professeur de musique natif d'Algérie qui vient d'être nommé à Fort-National. Max Hatat enseigne la musique, les sciences naturelles et les mathématiques. Il vit avec sa vieille mère qui sympathise avec la femme de son directeur. De temps à autre ils sont invités chez les Feraoun. On y parle musique. Hatat est un pianiste doué, un concertiste en devenir. Il évoque les grands maîtres du piano. Feraoun est

néophyte dans ce domaine. Il écoute avec ce souci de découverte qu'il a toujours en face d'un sujet, d'un domaine qu'il connaît peu ou pas du tout. Hatat n'a pas la prétention de faire découvrir le clavier à ses élèves. Il n'aura pas de mal à enseigner la flûte – même à bec – dans ce pays où l'instrument fait partie du quotidien festif de chacun. Feraoun le charge de mettre en place une chorale. Ce dont l'enseignant s'acquitte avec bonheur[23].

Le directeur aura eu tout de même plus de succès avec l'équipe de foot qu'il a lancé dès la rentrée de 1953. Ce qui ne manque pas d'attirer l'attention du journal local, *Les Nouvelles d'Algérie*. Si le quotidien n'en relate pas la création, dans son édition du 30 avril 1954, il consacre un article illustré à cette équipe qui a "récemment affronté ses camarades de l'école Jeanmaire de Tizi-Ouzou, qu'ils ont battu par 4 buts à 1." Un titre s'étale sur quatre colonnes : *À Fort-National, l' écrivain Mouloud Feraoun s' intéresse aussi au sport scolaire.* Une grande photo présente l'équipe encadrée par le directeur du cours complémentaire et M. Le Berrigaud, instituteur et secrétaire général de l'association sportive que préside Mouloud Feraoun. Les membres de l'équipe en tenue footballistique ont fière allure dans leurs postures imitant celles de leurs aînés alors que se presse autour d'eux "la petite foule sympathique des supporters de l'association sportive scolaire de Fort-National…"

Feraoun est extrêmement sollicité et ne ménage pas sa peine pour offrir à ses élèves un maximum d'activités et de loisirs. Peu de sorties, peu de libertés cependant pour lui et sa famille. Il ne trouve pas même le temps d'accompagner son épouse chez le médecin. Il demande alors à Hatat de l'y conduire. C'est le seul moment où Mme Feraoun revêt le voile avant de monter dans la vieille 2 chevaux du professeur. Comme nous l'expliquait sa fille Fazia : "Les Kabyles ne se voilent pas mais en le faisant ma mère tenait à signifier « Je suis la femme du directeur, j'ai un rang à tenir. » C'était autant une marque de respect pour lui que pour elle[24]." C'est également une manière de signifier sa différence. Son appartenance en ces temps où il faut choisir son camp. Impérativement. Comme la plupart de ses collègues *indigènes* Feraoun ressent constamment cette pression. Jusque dans son environnement professionnel de vieux réflexes longtemps enfouis ressurgissent. Ils peuvent être blessants à l'image de ces réflexions d'un inspecteur primaire dont il parle dans son journal à la date du 9 novembre : il "a redoublé de prévenances à l'égard des grands élèves du cours complémentaire tout en me confiant parfois :

" — Et dire que peut-être, il se trouve parmi eux, celui qui me coupera le cou !

Je n'ai jamais rien trouvé à répondre à cette supposition[25]."

Feraoun est décontenancé. Il confie, toujours dans son journal, que les *événements* devraient interpeller tout un chacun sur les carences sociales, économiques et scolaires dont le pays a trop longtemps souffert. Force est de reconnaître, selon lui que les hors-la-loi n'ont pas tort quand ils veulent "donner une leçon aux profiteurs" et à tous ces gens nantis qui ne voient même pas la misère qui s'étalent à leurs pieds. Le constat est tellement évident que Feraoun ne comprend pas l'aveuglement et la surdité des pouvoirs publics, de celles et ceux qui vivent heureux sans estimer une seconde qu'ils sont des profiteurs. Pis encore,

il s’en trouve qui estime être lésés et que la société lui est redevable de tant de choses !

Du côté de la rébellion tout n’est pas clair pour autant. Feraoun souffre de certains comportements, des excès ou des ukases justifiés par la lutte pour l’indépendance. Parmi eux, il en est un qui lui pose problème… Même s’il n’est pas susceptible de troubler sa conscience. Il s’agit de l’interdiction de fumer et de boire de l’alcool. Il n’a pas l’intention de faire preuve d’une tempérance pseudo-coranique. Alors, il fume en cachette et évite d’entrer dans les cafés. Un jour qu’il est en déplacement à Alger un journaliste vient à sa rencontre et lui demande son point de vue sur cet interdit. Feraoun répond à ses questions qui ne lui paraissent pas essentielles. Madré comme à son habitude, il esquive, distille de volontaires banalités. Une fois l’interview terminée il s’interroge en tirant sur son mégot… Tout en restant convaincu que cette interview n’aura pas servi à grand-chose et que son interlocuteur aura été déçu de ne pas pouvoir nourrir son article d’une anecdote sans intérêt. Il préfère ironiser sur les conséquences économiques de cette *fatwa* : “Depuis le 20 juin, à Fort-National, les Français sont mécontents parce que les Kabyles ont cessé de fréquenter les cafés et de se saouler ouvertement. Un ordre séculaire de choses est brusquement menacé d’effondrement. Les recettes des mercredis allaient disparaître, les patrons voyaient se profiler le spectre de la faillite, eux qui avaient construit leur avenir sur les épaules incertaines du Kabyle déloyal. […] Chaque fois que je m’en vais boire, je suis accueilli avec un soupir de soulagement et on me serre les deux mains. Certain directeur d’école, Français de France, se met à nous inviter par pur patriotisme et il nous arrive de profiter de l’aubaine[26].”

Parfois, son *Journal* prend des accents mélancoliques. Le romancier reprend le dessus. Il lui arrive de s’exprimer par la métaphore. Jamais pour le seul plaisir d’une belle phrase. Un peu comme s’il ne voulait pas céder au désespoir de l’absurdité ambiante. Comme s’il voulait trouver dans la nature un autre miroir que celui de la haine. Pérennité du monde face au malheur qui jette son linceul sur tout le pays. Si la réponse ne peut se trouver dans les faits qui s’accumulent, se contredisent, s’annihilent, au moins peut-on l’espérer dans ces paysages immuables. Y compris quand ils portent les stigmates du temps présent… “Tout le long de la route (de Fort-National à Tizi-Hibel), je regardais les chênes rabougris, les figuiers chétifs, les sables et les schistes usés. Et le paysage qui m’accueillait me criait sa nudité, son indigence, presque son hostilité. Il me disait : « Que viens-tu faire ici, toi qui as réussi à fuir ? » Je l’entendais et lui donnais raison et le méprisais de tout mon cœur[27].”

Il retourne chaque fois que ça lui est possible dans son village natal. Notamment à l’occasion des congés scolaires ou pour les fêtes traditionnelles. Pour y partager le mouton et le couscous de l’Aïd. Pour retrouver la fausse insouciance des longues discussions sur les banalités dont se nourrissent aussi bien les hommes de la *djema* que ceux du café maure. Pour regarder quelques vieux faire claquer leurs dominos

sur une table branlante. Il peine à s'arracher à cet environnement sécurisant par son atonie, sa fausse désinvolture. Ici, plus question de collègues soupçonneux, d'administrateur à l'œil torve, de corvées administratives.

Le 8 décembre, Feraoun se rend à Tizi-Hibel pour se ressourcer à nouveau. Toutes les conversations portent sur la guerre. Mais pas question de l'arrestation à laquelle a échappé la veille Ferhat Abbas alors qu'il se déplaçait dans Alger. Les jeunes et d'autres se rebellent contre les fellagas qui interdisent de s'amuser et de boire. Ils quittent le café le capuchon de leur burnous tintinnabulant sous le choc de bouteilles de vin dont ils font discrètement provision. Pour les consommer tout aussi discrètement à l'extérieur du village en des lieux assez dégagés pour voir arriver les rebelles de loin.

Depuis le mois d'août la situation a changé. Jusque-là, il n'était pas rare que les *indigènes* et les Européens se retrouvent dans les bars, évitant de parler de la guerre et faisant mine de partager l'anisette d'avant novembre 1954. Le FLN a ses indicateurs. Ils n'hésitent pas à faire excès de zèle. Les Européens partagent désormais anisette et kémia entre eux. Ils n'hésitent pas à traiter les *Arabes* de lâches, de dégonflés. La guerre ? Quelle guerre ?

Chaque jour creuse le fossé entre les communautés. L'insurrection progresse rapidement en Kabylie. Elle prend racine dans les populations. Plus de force que de gré. Les *rebelles* donnent de plus en plus des signes de leur présence et de leurs exigences. Pratiquement tous les villages sont visités. Pendant que des fellagas font diversion en entraînant les militaires français dans des embuscades, d'autres combattants réunissent les villageois, leur expliquent le sens de la révolution, la nécessité de les soutenir. Personne ne pose de question. Chacun sait qu'il n'a qu'une alternative : participer, s'engager ou tomber sous les balles ou le couteau des libérateurs. À peine ceux-ci se sont-ils dispersés dans la nature que l'armée française engage des opérations de ratissage, d'arrestations massives suivies d'interrogatoires souvent musclés, parfois de disparitions. Les militaires français n'hésitent pas à mettre en scène certaines de ces expéditions punitives pour donner l'impression qu'elles ont été perpétrées par les *felouzes.*

À Fort-National, la tension croît. L'inquiétude également. Méfiance et suspicion font partie du quotidien. Quelques mois à peine après le début de la guerre chaque camp a choisi son adversaire. Volontairement ou pas. Au nom de l'intégrité de sa *communauté*. Pour Feraoun, il faut se rendre à une évidence de base : “La vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu mariage. Non. Les Français sont restés à l'écart. Dédaigneusement à l'écart. Les Français sont restés des étrangers. Ils croyaient que l'Algérie c'était eux. Maintenant que nous nous estimons assez forts ou que nous les croyons un peu faibles, nous leur disons : non messieurs, l'Algérie c'est nous. Vous êtes étrangers sur cette terre. Ce qu'il eût fallu pour s'aimer ? Se connaître d'abord, or nous ne nous connaissons pas… Un siècle durant, on s'est coudoyé sans curiosité, il ne reste plus qu'à récolter cette indifférence réfléchie qui est le contraire de l'amour[28].”

Même ses voyages lui pèsent. Ainsi le 12 décembre il est à Paris et espère y

rencontrer des gens éloignés de la guerre et des attentats. “Hélas ! Là-bas aussi, il n’y avait que ces mêmes soucis que j’avais voulu fuir, la même perplexité, la même angoisse. Nous étions bel et bien à l’ordre du jour. Mes amis se sont mis à me parler de l’Algérie. Mon éditeur m’a demandé de lui parler de l’Algérie.” À peine arrive-t-il à son hôtel que l’hôtelier apprenant qu’il arrive d’Algérie, à la lecture de sa fiche de police, l’interpelle : “Parlez-moi du pays…” Les gens qu’il va rencontrer sont des compatriotes pour la plupart. Eux aussi lui demandent ce qui se passe ? Comment vit-on au quotidien ? Est-ce que la guerre va durer ? Il s’était accordé une quinzaine pour s’évader, rompre avec un quotidien oppressif. Et voilà que plusieurs fois par jour il lui fallait évoquer encore et encore un pays en souffrance, en révolte. “Et j’étais fier d’entendre sa voix, mais effrayé qu’il ne se fasse pas comprendre, que les cris rauques qui sortent de son gosier ne soient pas intelligibles du monde attentif qui l’écoute. À la Goutte-d’Or j’ai vu un jeune comptable qui a dit du mal de mes ouvrages. Un peu moins de mal, m’a-t-il semblé, de celui de Mammeri[29].” Il s’en revient encore plus hanté par les *événements* qui s’imposent jusque dans l’éloignement. Avec une angoisse décuplée par les possibles d’un quotidien de feu et de sang. Rattrapé par la guerre il se sent un peu plus épuisé de ne pouvoir se distraire de cette défroque. Fatigué de ces immuables conversations. Trop longues pour ne pas entendre les mêmes refrains compassés et décharnés. Toujours trop courtes pour trouver le temps d’entraîner chaque interlocuteur depuis les chemins fiévreux de l’enfance aux marches de la célébrité en passant par Mokrani, le vieil instituteur gaulois, Maboulville, l’administrateur, le père taiseux et misérable, les petits en haillons devant l’école confisquée, ces autres passant devant des pupitres et des tableaux brûlés. Des chiffres, des dates, des stratégies de parti, Sartre, Camus, les autres. Il est plus souvent confronté aux bons sentiments qu’à l’Histoire. Aux images d’Épinal qu’aux réalités du quotidien.

Le 13 décembre, on sent l’amertume et la révolte de Feraoun dans les lignes qu’il livre à son *Journal* : “Les gens de chez moi que j’ai pu rencontrer à Paris ou dans le Nord ont tous conscience de l’immense injustice dont ils souffrent. Ce sont des victimes qui n’ignorent plus leur état, mais qui en connaissent également la cause et les responsables. Ce Français chez qui ils viennent travailler, gagner leur pain, c’est lui l’ennui, c’est lui la cause de leur malheur. Désormais un infranchissable fossé nous sépare, ce ne sont plus des maîtres, des modèles ou des égaux, les Français sont des ennemis. Ils l’ont toujours été d’ailleurs, avec tant d’aisance dans leurs manières, tant d’assurance dans leurs paroles et leurs actes et tant de naturel que nous avons été conquis non par leur haine mais par leur bonté. Les manifestations de leur bonté à notre égard n’étaient que celles de leur haine. Mais leur haine était si intelligente que nous ne la comprenions pas. Nous la prenions pour de la bonté. Ils étaient bons, nous étions mauvais. Ils étaient civilisés, nous étions barbares. Ils étaient chrétiens, nous étions musulmans. Ils étaient supérieurs, nous étions inférieurs[30].”

Pour autant, les *rebelles* inquiètent également Feraoun. Il s’interroge sur des

pratiques, des comportements dont le sens et la mesure paraissent échapper à toute logique… Il vient d'apprendre ce qui s'est passé à Tizi-Hibel où les fellagas ont été introduits dans son village par un gars connu pour avoir passé des années en France à gagner sa vie de manière obscure. Et le voilà qui était revenu au pays et qu'il était devenu agent de liaison du FLN. Il accompagnait fièrement les combattants d'une maison à l'autre. Un véritable recensement au terme duquel les rebelles sont retournés au maquis. Quelques jours plus tard, ils envoyaient des lettres de menaces dans lesquelles ils fixaient le montant de la participation à la guerre que les plus fortunés devaient verser. Comme les sommes exigées paraissaient exagérées ceux qui devaient les verser ont essayé de prendre contact avec les rebelles. Un rendez-vous leur fut donné, de nuit, derrière la mosquée. Le chef du petit groupe de rebelles écouta à peine les plaignants et leur lança vertement : "Vous, gens de Tizi-Hibel, vous mériteriez d'être brûlés vifs. Nous vous connaissons : vous êtes des mécréants. Il n'y a chez vous ni foi ni loi. Vous êtes tous des ivrognes, vous avez des naturalisés et des baptisés. Vous n'avez jamais rien fait pour la cause. Grande confusion chez les gens de Tizi-Hibel. Tout cela était vrai. Il allait falloir remettre Mahomet à la mode, et les prières et les marabouts[31]."

Devant la mise en cause des villageois, ceux-ci ont baissé la tête et ont reconnu, l'un après l'autre qu'ils étaient fautifs. Moyennant quoi les *rebelles* leur ont accordé leur pardon et leur ont demandé de se racheter. Depuis, le village de Feraoun, comme beaucoup d'autres, a de nouveaux maîtres. "La population est invitée à créer des cellules dirigées par quelques responsables qui doivent rester en liaison constante avec le chef étranger. Nous qui nous méfions tellement des étrangers, voilà que nous adoptons ces hommes vaillants, décidés à mourir pour la bonne cause et à vous entraîner avec eux, après avoir fait brûler vos maisons et peut-être violé vos femmes[32]."

Est-ce le prix à payer pour cette liberté sous contrôle ? Feraoun n'est pas le seul à s'interroger. Les conquérants de l'indépendance paraissent aussi peu faillibles que les papes de tant d'autres religions ou idéologies radicales. Il n'est pas question de regarder par-dessus son épaule, de jouer les Orphée face à ces Cerbères installés comme les seuls prêtres de cette inquiétante *religion des mystères* et des sacrifices. Feraoun ne paraphrase-t-il pas la légende grecque en dressant le constat pessimiste de la résignation commune ? Cela y ressemble quand il écrit : "… chacun puise au tréfonds de soi la force nécessaire pour accepter une nouvelle existence comportant un amer goût du risque, une résignation têtue à brûler froidement ce que l'on a jusqu'ici adoré ou supporté, un enthousiasme de néophyte qui repousse définitivement le doute peut vous faire commettre les pires excès et fait de vous en attendant un adepte modèle qui refuse de discuter les ordres et exécute aveuglément les consignes. Nous nous disons qu'après tout ce combat nous concerne et nous acceptons de combattre. Nous acceptons de combattre avec d'autant plus de rancœur et de colère que de l'autre côté, la colère est grande pareillement. Avec la colère, l'injustice, la brutalité, la haine qui pousse à humilier et engendre une haine plus vive[33]."

La plume hésite. La cigarette grésille. Derrière les volets clos les volutes de fumée épaississent une nuit oppressante. L'ampoule cligne de l'œil, hésite entre la clarté et son contraire. Le silence s'écaille dans des bruissements indéfinis, des hululements étranges et les bruits sourds de la guerre. A-t-il un autre choix ? Peut-on imaginer une rébellion sans violence ? Se démettre ? Se soumettre ? Instinctivement Feraoun replonge son stylo dans l'encrier resté ouvert. Il reprend le fil de sa pensée de quelques mots plus épais. Un peu trop chargés d'encre… “Il y a un impératif désiré par tous, un idéal à atteindre, être libre. Se sentir libéré, l'égal de tous les hommes. Et eux, ils l'ont déjà atteint cet idéal, dans le maquis. Celui qui est encore le maître, pour eux est l'adversaire, l'ennemi à déloger, à renvoyer chez lui où il perdra forcément de sa morgue.

“Le temps est lointain, sans doute, où nos aïeux ont lutté contre l'envahisseur et tenté vainement de lui résister : ils ont été battus et se sont soumis. L'envahisseur s'est installé en maître et nos aïeux sont devenus ses sujets. Puis la maîtrise de même que la servitude se sont transmises ainsi de père en fils. Et voilà que maintenant tout est remis en question. Que s'est-il passé depuis un siècle ? Quels rapports avons-nous entretenus avec les maîtres[34] ?”

Malgré son refus de la violence. Malgré ses angoisses face aux intégrismes de la guerre. Malgré son attachement à une culture à et un humanisme qu'il tient en héritage de la France… Feraoun est sans cesse confronté aux erreurs grossières du système colonial. À son amnésie et à cette tragique capacité qu'il a de hoqueter des erreurs du passé pour construire une pseudo-paix du futur. Une paix à laquelle il a donné le nom de pacification.

---

1 Mouloud Feraoun, Lettre à Emmanuel Roblès du 25 octobre 1955, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 115.

2 Voir Cahiers Albert Camus nº 6, Gallimard, qui réunit les trente cinq éditoriaux (de mai 1955 à février 1956).

3 *Ibid.*, p. 77.

4 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 13 avril 2013. Voir aussi p. 117 et 327.

5 Mouloud Feraoun *in Journal*, *ibid.*, p. 145 : “J'avais quelque appréhension à m'aventurer ainsi dans le bled, à me livrer aux fellagas, aux militaires, à me jeter dans la gueule du loup mais d'un autre côté je brûlais de vivre près des maquisards, de les mieux connaître, de lever tous les doutes à la fois, ceux qui me concernent, ceux que m'inspirent la révolte.”

6 Entretien accordé par Ali Feraoun à l'auteur le 28 décembre 2012.

7 Maurice Maschino, qui se faisait également appeler Maurice Tarik Maschino est né en 1937 à Paris. Après avoir été professeur de philosophie au Maroc, il s'engage comme militant de l'indépendance de l'Algérie aux côtés du FLN. Après l'indépendance du pays en 1962 il prend la nationalité algérienne, enseigne en Algérie et anime avec son épouse une émission à la radio nationale. Ils sont interdits d'antenne et reviennent en France en 1971.

8 Abdellali Merdaci, *Cinquantenaire de la disparition de Mouloud Feraoun, quelques repères autour d'un mythe*, Le Soir d'Algérie, 17 mai 2012.

9 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 112.

10 Mouloud Feraoun, *Journal*, 9 décembre 1955, *op. cit.*, p. 25.

11 *Ibid.*, p. 58.
12 Extraits de l'analyse graphologique réalisée à la demande de l'auteur par Marie-Claire Bottarelli, graphologue, le 12 décembre 2012.
13 Claude Roy dans *Libération* de d'Astier de la Vigerie, 13 novembre 1962, p. 6.
14 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 28 décembre 2011.
15 Entretien accordé à l'auteur par Mokrane Feraoun le 6 juillet 2012.
16 Entretien accordé à l'auteur par Fazia Feraoun le 20 juin 2012.
17 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 26 décembre 2011.
18 *Ibid.*
19 Pythagore cité par Plutarque, *Œuvres morales*, chap. "De l'éducation des enfants".
20 *Ibid.*
21 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 39.
22 *Ibid.*, p. 40.
23 Informations communiquées à l'auteur par Max Hatat le 7 janvier 2012.
24 Entretien accordé à l'auteur par Fazia Feraoun le 26 décembre 2011.
25 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 14.
26 *Ibid.*, p. 16.
27 *Ibid.*, p. 17.
28 *Ibid.*, p. 45.
29 *Ibid.*, p. 26.
30 *Ibid.*, p. 27.
31 *Ibid.*, p. 43.
32 *Ibid.*, p. 44.
33 *Ibid.*, p. 44.
34 *Ibid.*, p. 44-45.

LA TRISTE MORT DU LAPIN…

La Saint-Sylvestre a été célébrée tristement. Quelques restaurants de la ville se sont essayés à afficher de plantureux menus pour une année nouvelle. Chacun y allant de son qualificatif pour augurer que 1956 serait “prospère” ou bien encore “lumineuse” et pourquoi pas “joyeuse”… Les salles n’ont pas accueilli beaucoup de convives. Et ils sont rentrés plus tôt qu’à l’accoutumée. Dans des voitures pressées. La main à portée de la boîte à gants où est rangé un revolver comme celui que Feraoun s’est procuré pour parer à toute agression éventuelle. L’arme est bien dérisoire face à un éventuel attentat.

Des agents du FLN ont écumé tous les cafés maures de Fort-National et du reste du pays pour interdire tous les jeux : de cartes, de lotos, de jacquet, de dames ou de dominos. Ce serait contraire à l’islam. Et ça engendrerait la paresse, l’oisiveté et même l’abandon partiel de ses responsabilités familiales. Feraoun préfère y opposer l’humour. Pour autant, il reste circonspect devant ces interdits qui paraissent faire office de libertés… “Il faut être honnête et travailleur, s’occuper du pain de ses enfants. L’alcool, mauvais, le tabac, mauvais, le jeu, mauvais. Mauvais ! Mauvais ! Le temps est à l’austérité. L’obéissance aveugle au décalogue est un devoir impératif. B. m’aborde avec un large sourire et une haute chéchia, tronc de cône écarlate dont le gland égaie ses tresses un peu raides sur le côté. À partir de maintenant, la chéchia sera de rigueur pour nous. Signe visible de ralliement[1].”

L’inspecteur primaire s’est rendu au cours complémentaire. La visite de l’établissement n’a été qu’une formalité vite expédiée. Il a salué quelques enseignants et a suivi de manière distraite un cours sur lequel il n’a pas trouvé grand-chose à dire. Commentaire habituel face à un enseignant s’attachant à chaque syllabe comme à une promesse de promotion. Ensuite, il s’est rendu avec le directeur dans son bureau. Quelques banalités sur les méthodes éducatives. Des interrogations sur la scolarisation et la fréquentation des cours par les jeunes élèves. L’homme paraissait préoccupé. Une discussion un peu plus personnelle s’est engagée entre le directeur et son supérieur sur les *événements*. Comme il l’écrira dans son *Journal*, Feraoun a senti que l’inspecteur était “pour une fois assez pessimiste[2]”. Parlant à mi-voix comme s’il craignait qu’un mouchard soit caché derrière la porte, il a regardé son directeur droit dans les yeux. Dans une sorte de soupir il a même osé la question : quelle solution ? Le court silence qui suivit a donné toute sa force à la réponse et au dialogue qui s’est instauré… Feraoun estimait que la solution était plurielle. Dans un petit geste de la main accompagné d’un revers de lippe, il a répondu : “Oh ! Il en est tant !” Devant l’étonnement de son interlocuteur, il lui dit que le gendarme ferait régner la paix.

Sous réserve de tout reprendre au commencement. Il guette la réaction de l'inspecteur et lui dit sur le ton de l'évidence : "Voilà un siècle on s'est proposé de conquérir les cœurs. Si on reprenait tout, si on se remettait à conquérir les cœurs, cette fois sincèrement, peut-être que dans un siècle on y arriverait. Les enfants de nos enfants pourraient, eux, s'assimiler. Personne n'y verrait d'inconvénients. Quant à nous, trop tard. Parce que vous ne voulez pas. Vous n'avez jamais voulu. Nous ne désirons plus[3]."

Les deux hommes souhaiteraient croire à un miracle susceptible de remonter la pendule de l'Histoire et de faire courir le temps sur son passé. Il est trop tard. Les voilà projetés du haut de la falaise essayant vainement de s'accrocher à quelques branches. Chute vertigineuse. Jusqu'où ? Chacun refuse d'envisager le pire. Chaque camp tente de justifier l'injustifiable. De croire que le pire peut engendrer le meilleur. Ici les opérations punitives justifiées par les crimes odieux des rebelles. Là, les mêmes crimes engendrés par d'identiques exactions. Absurde comptabilité d'une guerre où les interdits le disputent aux règlements, les attentats aux opérations. Les Européens sont appelés à soutenir le moral de leurs troupes valeureuses. Les *Arabes* n'ont pas d'autres choix même si "les prétentions des rebelles sont exorbitantes, décevantes" et sont dictées "par le fanatisme le plus obtus, le racisme le plus intransigeant, la poigne la plus autoritaire. En somme, le vrai terrorisme ! Il ne reste aux femmes de TA qu'à youyouter avec entrain en l'honneur de la nouvelle ère de libération qui semble pointer pour elles à l'horizon brumeux que barrent inexorablement nos montagnes sombres[4]."

Feraoun sait-il que dès les premiers jours de l'indépendance bon nombre de ces saints ne lui pardonneront pas pareilles offenses ? Que d'autres préféreront jouer l'amnésie ? Cinquante ans après son assassinat bien des lignes de son *Journal* ont une résonance prophétique. Ce qualificatif ne lui plairait sans doute pas, lui qui dénonçait justement les faux prophètes. Ceux de l'avant-révolution. Ceux de la guerre. Et ceux de l'indépendance dont il pressentait la tendance qu'ils auraient à se transformer en dieux et despotes incontournables. Pour s'en convaincre il ne s'attache pas aux faits les plus marquants comme l'épuration menée le 10 janvier 1956 par Amirouche, chef de la willaya 3 qui fait assassiner mille *indigènes*. Il n'est pas possible que Feraoun n'ait pas été au courant de cette boucherie dont des hommes, des femmes et des enfants ont été victimes en grande Kabylie. La presse en a fait ses gros titres. Chacun le sait. Nul ne peut l'ignorer. S'il n'en parle pas dans son *Journal* ça n'est sûrement pas une forme de déni. Sans doute s'attache-t-il plus à déceler dans des événements du quotidien ce caporalisme qui laisse augurer d'une tyrannie dont l'épuration menée par Amirouche est la conséquence… Et la promesse d'un futur bien plus tyrannique.

Pour autant, il ne fait pas la part belle à l'armée française… "Au cimetière dominant la route, une plate-forme où les gens aiment s'asseoir au soleil. Là aujourd'hui se chauffent des soldats armés. Un sentier descend sur le versant sud et sépare cette plate-forme d'une autre qui lui fait face et sur laquelle s'édifie lentement une maisonnette. Un homme en sort en bleu de travail, c'est un menuisier de la ville venu prendre des mesures pour fabriquer la boiserie. Les

soldats l’interpellent, il présente sa carte au plus proche.

“ — Bon, partez.

Un signe à son camarade qui fait feu. Le menuisier s’écroule. Du pied, les soldats l’envoient dégringoler dans le sentier[5]…”

Il apprend que tel ou tel autre a disparu. Ou a peut-être été enlevé. Par qui ? Chacun a une bonne raison d’accuser l’adversaire. Mais qui est au juste l’adversaire ? L’heure est au manichéisme forcené. Les tiroirs sont ouverts. Le rangement est de rigueur. Dans les premiers jours de janvier 1956, il reçoit un émissaire du Syndicat national des instituteurs qui le charge de trouver un contact au sein des *rebelles*. “Ce qui nous intéresse, ce que nous voudrions connaître, c’est la position du FLN vis-à-vis de l’école laïque[6].” Cette question est en lien direct avec l’enlèvement par la rébellion de Dupuy, un collègue de Feraoun. Faut-il pour autant poser le problème de la laïcité ? Le syndicat y est extrêmement attaché pour des raisons directement liées à l’enseignement libre et obligatoire… passablement mis à mal durant les années de colonisation. L’interrogation pourrait même surprendre en ces années de guerre où l’école est fustigée par ceux-là même qui n’ont pu en bénéficier au même titre que les Européens. C’est sans compter avec les sympathies franc-maçonnes du SNI dont bon nombre des dix-sept mille adhérents sont frères. Ils sont nombreux dans l’entourage professionnel de Feraoun. Nombreux à lui avoir vanté les mérites de cette religion laïque qu’il ne semble pas avoir souhaité rejoindre. Ce qui n’empêche pas que les *frères* influents qui sont aux commandes du syndicat lui font une grande confiance. Il est même nommé “représentant” du syndicat auprès des maquisards. Les responsables du SNI voudraient être fixés et s’en ouvrent à Feraoun qui est chargé de se renseigner pour savoir si les *rebelles* sont politiquement en phase avec le syndicat. Feraoun se montre dubitatif : “Le SNI ne prendra jamais position contre le FLN sur le plan politique. Nous ne lui contestons ni le droit ni le devoir de lutter mais nous voudrions l’assurance qu’il partage notre idéal. Alors nous serons tranquilles et notre tâche dans ce pays nous paraîtra plus grande, plus belle que jamais. Et nous l’accomplirons en apôtres, nous sommes des apôtres n’est-ce pas[7] ?” Face aux caciques de l’Islam le voici confronté aux apôtres laïcs. Des apôtres qui ne sont pas forcément très appréciés par les *indigènes*. Bien moins encore par les combattants du FLN qui veulent ignorer qu’Abd el-Kader fut initié en son temps. De fait, les francs-maçons n’ont jamais eu beaucoup de succès auprès des musulmans rétifs à ce qu’ils considèrent un peu comme une nouvelle religion[8]. Ils se souviennent que Bugeaud était l’un d’entre eux et qu’ils gardent un contrôle étroit sur bien des conseils municipaux des grandes villes et sur les trois principaux journaux. Spécialiste de l’Algérie et historien franc-maçon, Bruno Étienne reconnaissait que ses frères européens avaient été globalement plus proches du progrès colonial que de la reconnaissance des cultures arabo-berbères. Pour lui la franc-maçonnerie a été l’un des vecteurs sinon l’un des agents du colonialisme.

Si une partie des affidés prônaient l’assimilation dès l’avènement de la troisième République, ils ne faisaient pas preuve d’un engagement politique allant dans le sens de l’égalité des droits. Au plan de l’éducation qui était un de leurs chevaux de

bataille, ils condamnaient fermement l'enseignement musulman et préconisaient "des réformes pour accomplir l'œuvre de civilisation de la France" tout en étant favorables à l'ouverture des écoles pour les enfants indigènes.

Et voilà Mouloud Feraoun chargé de sa première mission officieuse auprès de la rébellion. Il s'étonne de la démarche. La comprend tout en lui trouvant peu de nuances. Moyennant quoi il s'en ouvre à un ami proche et "plein de bon sens" qui lui répond sans doute ce qu'il pense lui-même… "Comprends-moi bien, les instituteurs sont de braves gens. Ils instruisent nos petits et nous leur en sommes reconnaissants. Vois-tu, j'ai été soulagé, moi, lorsque ce matin j'ai appris la fermeture des écoles et que les instituteurs de mon village allaient déménager.

Bon voyage, leur ai-je dit en mon for intérieur. Oui, bon voyage ou bon débarras. Car enfin ces gens-là ne risqueront plus rien. J'avais peur pour eux. Les instituteurs sont bien bons, c'est un fait, mais parfois ils commettent des imprudences. Écoute, ne cherchons pas plus loin : les nôtres. L'autre jour, les rebelles étaient de passage. Le directeur l'a su. Aucun mal. Il n'a pas parlé. Un bon point. Mais il s'est mis à prendre les grands élèves l'un après l'autre. Questions, réponses, allures mystérieuses. Les gosses l'ont répété après. Le maître voulait tout savoir. Pourquoi était-il si curieux ? Pourquoi cherche-t-il à s'occuper de ce qui le dépasse ? Il est Français, il est patriote, il voudrait peut-être servir, gêner les ennemis de la France, renseigner sur ce qui se passe au village. C'est sans doute pour lui un devoir à remplir. Bon. Les autres à ce moment-là l'empêchent de remplir ce devoir. Tu comprends ? Notre méfiance à l'endroit des Français n'a plus de bornes à présent car leur mauvaise foi n'a plus de mesure. On peut regretter cet état de chose mais non le changer. Du moment que l'instituteur ne veut pas se tenir tranquille, il vaut mieux qu'il parte. Nos enfants perdront un an, deux ans. Mais la paix reviendra bien un jour. Et s'ils reviennent, nos instituteurs, nous serons là pour les accueillir[9]."

Voilà qui tranche avec ce que chacun peut lire quotidiennement dans les journaux qui insistent sur l'essoufflement des fellagas qui ne bénéficieraient ni de la sympathie, ni du soutien de la population. Quelques courageux reporters s'en reviennent de villages reculés où hommes et femmes leur ont unanimement déclaré qu'ils souhaitaient que les *événements* prennent rapidement fin et que la France reprenne le dessus. Parfois, des clichés retenus montrent des paysans en haillons, les mains croisées sur le ventre, le regard rivé au sol. Des photos qui disent exactement le contraire de ce qui est écrit. D'une colonne à l'autre, les nouvelles s'étalent avec le même optimisme. Ou le même ressentiment à l'endroit de ces rebelles sanguinaires et lâches, ces barbares qui se terrent dans des grottes comme des animaux malfaisants. Quand il n'est pas saisi, *Le Canard enchaîné* donne des informations bien différentes. L'hebdomadaire s'est orienté vers l'investigation. Comme il ne peut avoir de correspondant en Algérie ni s'en remettre à un journaliste en poste, il sera la meilleure source d'information grâce aux militaires du contingent qui s'adressent directement à lui et aux responsables politiques ou militaires qui désapprouvent cette guerre et informent le journal. Feraoun lit avec intérêt les *Carnets de route de l'ami Bidasse*. La rubrique inaugurée en

août 1956 dépeint de la même manière que son journal la vie des militaires au quotidien. Tout n’est pas rose. Loin s’en faut. Certaines chroniques donnent une impression d’embourbement qui n’est pas sans rappeler la fin de l’Indochine. Mais ce mot est tabou. L’armée française triomphera. La paix reviendra. De nouvelles opérations de ratissage vont éradiquer toute velléité rebelle.

Chacun fait mine de croire… À quoi ? La situation est tellement confuse qu’il est difficile de ne pas se projeter d’un jour sur l’autre. Dans une sorte de torpeur où le travail, les rencontres, les petits plaisirs de la vie prennent une importance démesurée. Feraoun se rend fréquemment à Alger pour des visites à l’académie ou au rectorat. Et surtout pour y voir sa fille qui est entrée en seconde au mois d’octobre 1955 et souffre de sa vie d’interne qui la coupe de sa famille. Généralement, il fait juste un aller-retour dans la journée. En taxi ou dans la voiture d’un ami. Trop de bus sont arrêtés par des barrages rebelles. Et le lendemain, la liste de tous les passagers égorgés avec leurs photos macule la une des journaux. Sur cette route, on croise autant de blindés et de Jeep que de véhicules civils. Herses. Hommes lourdement armés. Bouche de fusil mitrailleur en cyclope menaçant. Papiers. Coffres. Un barrage puis un autre. Il faut en compter six à huit sur les cent vingt kilomètres qui séparent Fort-National d’Alger où la guerre est encore plus sensible. Et autant de contrôles d’identité. L’ambiance est lourde malgré les passants qui s’en vont et s’en viennent avec des airs d’insouciance. Lourde malgré les terrasses des bars qui ne désemplissent pas même si chacun épie son voisin. Lourde jusqu’au square Bresson où les petits ânes sont moins nombreux à promener des gamins endimanchés.

Au cours d’un de ses déplacements dans la capitale, Feraoun “fait, devant les stagiaires du centre éducatif d’El-Riath, « un remarquable exposé sur la Kabylie », qu’il improvise en veillée avec les qualités de conteur qui sont les siennes. Feraoun a bien besoin de ces petites distractions car, à Fort-National, il sort le moins possible. Français et Kabyles sont au moins d’accord sur un point : c’est qu’il vaut mieux rester chez soi. Dans cette solitude peureuse, Feraoun met la dernière main aux *Chemins qui montent*[10]”. Un manuscrit qu’il va retravailler durant de nombreux mois.

La guerre lui apporte quelquefois des anecdotes étonnantes qu’il s’empresse de retranscrire dans le journal pour n’en pas oublier de détails et en conserver toute la spontanéité. À l’instar de ce qu’il note à la date du 11 janvier concernant une exaction des terroristes sur la corniche kabyle aux environs de Dellys. Après avoir arrêté la Jeep d’un officier, ils engagent une conversation d’une exemplaire courtoisie. Ils se présentent, rassurent l’officier en lui disant qu’ils n’ont pas l’intention de le tuer, moyennant quoi ils lui demandent de leur remettre sa mitrailleuse. Le commandant obtempère tout aussi poliment et ajoute : “J’ai aussi quatre chargeurs. Et une caisse de munitions à l’arrière. Prenez-les…” Les *rebelles* s’exécutent et remercient le commandant avant de lui souhaiter bon voyage !

De quoi faire sourire Feraoun. Des histoires de ce genre : “Il en circule ainsi qui seront dignes plus tard d’entrer dans le folklore. Et voilà comment s’édifie

l'Histoire[11]."

Chaque soir quand il se retire dans son bureau, Feraoun lit la presse avec une sorte de gourmandise. C'est le moment où il peut croiser les informations de *La Dépêche* ou du journal télévisé avec celles qu'on lui a rapportées dans la journée ou qu'il a pu découvrir dans *L'Express* ou *Le Canard*. Une réalité s'impose avec force : l'armée française est véritablement entrée en guerre contre un ennemi qu'elle prétend connaître mais cerne mal. Les actions de *pacification* s'enchaînent et les ralliements sont de plus en plus nombreux… C'est ce que prétendent les militaires. Par ailleurs, les mouvements d'humeur des *indigènes* sont fréquents, traduisant d'évidence des ralliements… à la cause indépendantiste. Non à la France, comme le claironnent les parachutistes et les journalistes en treillis. Ainsi le 19 janvier 1956, après l'enterrement du Dr Benzerdjeb, combattant FLN abattu par l'armée, les manifestants musulmans molestent des Européens. Le lendemain, c'est à Tlemcen que les "musulmans" manifestent de nouveau violemment contre des Européens. Dans les jours qui suivent, des écoles brûlent. Encore ! Pourrait-on dire, car ces incendies sont de plus en plus nombreux. Et les fellagas ne sont pas seuls à craquer les allumettes. Les familles qui demandaient des classes pour leurs enfants brûlent maintenant celles qu'on met à leur disposition. Paradoxe inintelligible pour Feraoun qui ne peut se résoudre à admettre que tant d'écoles brûlent. Il est particulièrement touché quand un ami lui apprend que celle de son village natal est partie en fumée. Il a la gorge nouée. Il est au bord des larmes quand il trace ces quelques lignes dans son journal à la date du 29 janvier 1956… "Pauvre école, pauvre village, pauvres gosses de Tizi-Hibel. Je n'en ai pas dormi de la nuit. C'est mon école, ma bonne vieille école où j'ai appris à lire. Depuis vingt ans au moins, elle attendait d'être reconstruite et elle semblait devoir attendre longtemps. Son beau jardin était en friche, ses murs délabrés, ses tables usées et branlantes, le vieux maître qui y terminait sa carrière était à bout de souffle et l'intelligence si vive, la mémoire si fraîche des gosses de chez nous étaient également en friche[12]." De quoi être découragé pour Mouloud Feraoun qui se souvient et pointe des réalités politiques qui perdurent depuis trop longtemps : personne pour défendre la population, pour plaider sa cause. L'école était tombée en ruine. Ouverte à tous les vents, elle ne pouvait plus accueillir d'élèves dont le nombre ne cessait d'augmenter. Devant cet abandon, la population s'était spontanément mobilisée pour que ses enfants puissent avoir leur école, être instruits. On en avait longuement parlé à la *djema* et, un beau matin, des hommes s'étaient réunis pour abattre des cloisons, bâtir des murs, installer portes et fenêtres manquantes. Jusqu'à avoir une belle école toute neuve avec un nombre de classes doublé. Un matin, un des responsables du chantier lance à Feraoun : "Votre école est terminée !" Et voilà que l'école brûle dans la nuit. Les Français n'ont rien fait pour la reconstruire. Les villageois de Tizi-Hibel lui ont donné corps. Les *rebelles* l'ont réduite en cendres.

Feraoun est de nouveau au bord des larmes… "Ma gorge se noue. J'en veux aux gens de chez nous. À tous ceux qui n'ont pas su, qui n'ont pas pu empêcher cela.

Une honte pour nous. Ineffaçable. Pauvres gosses de Tizi. Vous avez des parents indignes[13]”.

Face à cette situation, il hésite sans doute à monter dans son village. Voir les cendres presque fumantes. Traverser Tizi-Hibel sans un mot. Le capuchon du burnous sur la tête. S’arrêter devant certains et les regarder droit dans les yeux. Certains qui, comme lui, ont fréquenté cette école qui les a un peu sortis de leur misère. Cette école qu’ils ont brûlée avec d’autres fanatiques suivant les ordres sans avoir jamais le courage de les discuter. Qui oserait discuter avec les soldats de la libération dont toute action se conjugue au nom d’Allah. Il repense peut-être à la curieuse demande de ses amis du syndicat national des instituteurs. Les gens du FLN respectent-ils la laïcité ? Savent-ils ce que ce mot veut dire ? L’ont-ils déjà rayé du dictionnaire d’une Algérie en devenir ? Encore et toujours se pose le problème de son identité pour celui qui parle et pense français tout en étant Kabyle et en raisonnant comme des millions d’*Arabes* confrontés à deux promesses : celles du passé colonial et celles du futur indépendantiste.

Il a une pensée pour Camus qui, quelques jours plus tôt, s’est rendu à Alger pour prononcer un *appel à la trêve civile*. Roblès fait partie des libéraux à l’origine de cette initiative. Ils pensent qu’il est encore possible de faire en sorte que les combattants des deux camps épargnent les civils. Feraoun n’a pas souhaité se rendre à cette réunion qui reprenait les termes d’un appel publié par Camus dans *L’Express*, un an plus tôt. Certains de ses amis l’avaient convaincu de cette démarche car ils savaient que le FLN envisageait de lancer une campagne de terrorisme urbain. Le fils du *quartier pauvre* regrettait que “pour n’avoir pas su vivre ensemble, deux populations, à la fois semblables et différentes, mais également respectables, se condamnent à mourir ensemble, la rage au cœur”. Il rêvait encore “d’une Algérie communautaire et fraternelle” que Mgr Duval, archevêque d’Alger, appellerait également de ses vœux, quelques jours plus tard, dans une homélie dominicale qui sera lue en chaire dans toutes les paroisses algériennes. Avec cette conclusion… “C’est par l’amour et dans l’amour que vous devez construire une Algérie communautaire et fraternelle[14]”.

Le 22 janvier, au lendemain de l’appel de Camus, Feraoun avait feuilleté *La Dépêche quotidienne* qui titrait en page une : “Remous autour d’une conférence d’Albert Camus. De nombreux Algérois ont manifesté leur hostilité à l’égard de la politique mendésiste.” Le journaliste qui ne citait aucun passage de l’appel fustigeait le “déploiement de forces contre des manifestants” disant leur “hostilité à toute idée d’abandon de l’Algérie ou de faiblesse vis-à-vis des hors-la-loi et des terroristes…”. Et de poursuivre en indiquant que les mêmes manifestants s’étaient retrouvés au pied de la statue de Jeanne d’Arc pour jurer qu’ils n’abandonneraient pas l’Algérie, avant d’entonner *La Marseillaise*.

Une fois de plus, Feraoun est déçu que les effets masquent les causes. Que Camus ne s’intéresse qu’à eux pour en appeler aux bons sentiments. Suffit-il de crier des espoirs pour engendrer la paix ? De nobles sentiments suffiraient-ils à modifier le cours d’une histoire aux racines si profondes ? La fraternité n’est alors qu’un généreux concept qui butte en permanence sur les réalités du quotidien. Des

réalités qui prennent les traits marqués de la caricature… “Quand je dis que je suis français, je me donne une étiquette que tous les Français me refusent ; je m’exprime en français, j’ai été formé à l’école française. J’en connais autant qu’un Français moyen. Mais que suis-je, bon Dieu ? Se peut-il que tant qu’il existe des étiquettes, je n’ai pas la mienne ? Quelle est la mienne ? Qu’on me dise ce que je suis ! Ah ! Oui, on voudrait peut-être que je fasse semblant d’en avoir une parce qu’on fait semblant de le croire. Non, ce n’est pas suffisant[15]”.

Cette question, les rebelles font en sorte que les *indigènes* ne se la posent plus. Il faut désormais s’acquitter d’une cotisation de cinq cents francs mensuels par homme. Chacun sait qui est en charge de récupérer l’impôt de guerre. Et gare à ceux qui oublieraient de verser sa participation. Même si le collecteur n’est pas un modèle de probité… C’est la willaya qui en a décidé ainsi et on ne critique pas ses décisions. Il y a désormais un point commun entre les Français et Satan… Ils doivent être chassés. “De tout lieu, de tout cœur. Qu’il[s] cherche[nt] refuge ailleurs[16]” !

Quant à la justice, elle est également aux mains des rebelles qui règlent les différends, fixent les amendes ou les pénalités. Pour le bien commun et le bonheur de chacun. Au fil des pages, Feraoun rend compte de ses conversations au cours desquelles il découvre chaque jour des situations nouvelles. Parfois inattendues. Souvent acceptées du plus grand nombre. Un ordre succède à un autre ordre. Chacun paraît heureux de se soumettre sans discuter. Au nom de l’ordre ! Celui qui ne paraît pas régner à Paris où le nouveau gouvernement présidé par Guy Mollet compte des ministres socialistes, mendésistes ainsi que des gaullistes du Parti républicain social. Ce nouveau gouvernement nomme le général Georges Catroux ministre résident en Algérie. Cet alerte gaulliste octogénaire n’a pas très bonne presse en Algérie où les journaux mettent en exergue ses compétences de “bradeur d’empire”… Il remplace Jacques Soustelle, un autre gaulliste libéral qui était arrivé un an plus tôt pour favoriser la graduelle mise en place de l’indépendance du pays. Et qui était reparti sous les hourras et les pleurs des Européens qui l’avaient rallié au camp de l’Algérie française. La cohérence n’est sans doute pas l’un des paramètres essentiels de la guerre. Bien moins encore en Algérie. À moins que ces incohérences ne cachent une constance qui perdure au-delà des changements de pouvoir et de politique algérienne. Voici ce qu’écrit Feraoun à propos du comportement des Européens à la date du 3 février 1956 : “M. Soustelle est un utopiste : ils avaient peur de lui il y a un an. Ils l’insultaient. Comme aujourd’hui ils insultent Catroux. Il leur fallait un homme à poigne. Un valet, mais un homme à poigne. Non un idéaliste. Ils étaient furieux. Or, ils constatèrent bien vite qu’un utopiste, à la rigueur, pouvait tout de même les arranger et ils adoptèrent Soustelle. Pourquoi le leur arrache-t-on à présent[17] ?”

Pour Feraoun la question est sans réponse. Par contre l’attitude des manifestants est, à ses yeux, bien plus significative en soi…

“Nous nous disons, pleins d’inquiétude et d’amertume, que ces gens-là, descendus dans la rue pour manifester, crient leur colère après nous. Ce n’est pas Soustelle qu’ils veulent garder mais leurs privilèges, leurs biens et leurs

esclaves[18].”

Feraoun se crispe au point de lancer l’anathème également en direction de ses plus proches, Camus et Roblès : “J’ai pour l’un une grande admiration et pour l’autre une affection fraternelle, mais ils ont tort de s’adresser à nous qui attendons tout des cœurs généreux s’il en est. Ils ont tort de parler puisqu’ils ne sauraient aller au fond de leur pensée.

Il vaut cent fois mieux qu’ils se taisent. Car enfin, ce pays s’appelle bien l’Algérie et ses habitants des Algériens. Pourquoi tourner autour de cette évidence ? Êtes-vous algériens, mes amis ? Votre place est à côté de ceux qui luttent[19].”

C’est dans une ambiance particulièrement délétère que Guy Mollet se déplace le 6 février 1956 à Alger. Il est accueilli par une foule hostile et belliqueuse n’hésitant pas à lui jeter des tomates alors qu’il dépose une gerbe au monument aux morts. Catroux refait ses valises. Robert Lacoste est nommé à sa place en Algérie.

L’opinion publique paraît basculer… *Le Journal d’Alger* du 29 février 1956 titre sur toute la largeur de sa première page : “Solennel appel du président Guy Mollet : rebelles, cessez vos attentats et des élections libres auront lieu dans trois mois”. Feraoun est rivé sur ces trois lignes grasses et creuses à ses yeux. Une fois encore, le voilà précipité d’une falaise à laquelle il tente de s’accrocher. Que le journal se réjouisse… C’est son devoir depuis toujours de ne pas désespérer les Européens. Mais qu’un chef de gouvernement socialiste se prête à ces simagrées… Sacrifiant la mémoire de l’Histoire à une paix sociale ou politique déjà enterrée ! Forçant l’amnésie jusqu’à imaginer que la guerre n’existe pas et que quelques rebelles isolés ne peuvent imposer leur loi… Et que pourtant ces mêmes *rebelles* pourraient être considérés demain comme des citoyens à part entière. M. Mollet ne fait décidément l’économie d’aucun paradoxe. “Le président du Conseil de la République française reconnaît donc que nous n’avons jamais eu ce droit de voter librement et, maintenant que nous le réclamons, on nous envoie des soldats pour nous tuer. C’est ainsi que vous nous appliquez les grands principes qui font votre orgueil ? Savez-vous, messieurs du *Journal d’Alger*, quel affreux pléonasme vous étalez sur vos colonnes ? Voter librement ? C’est affreux et tragique en même temps. Tragique pour nous. Tragique pour vous. Pauvres petits Bourguignons, Picards, Bretons, Alsaciens qui sont morts en Algérie pour empêcher les Algériens de « voter librement », savez-vous au juste pour qui vous êtes tombés[20] ?”

Rien ne va plus le 12 mars 1956, jour où Guy Mollet fait voter des pouvoirs spéciaux avec l’appui du Parti communiste français et pose comme préalable à la négociation avec les rebelles l’organisation d’élections. Même si ce mot rime avec trucage, les Européens s’en méfient. Ils y voient les prémices d’un lâchage.

Feraoun suit les informations dans les journaux et à la télévision où l’unique chaîne distille des images et des commentaires aseptisés. Comme la plupart des Algériens, il évite de sortir et se claquemure dans son école dès que la dernière cloche de l’après-midi retentit. Il évite les cérémonies officielles. Sauf celles

auxquelles il est contraint de se rendre en tant que directeur du Cours complémentaire. Sa présence – même obligatoire – auprès de civils ou de militaires français serait sans doute très mal perçue par les rebelles. Les représailles risqueraient d'être rapides. Pourtant, il éprouve une sympathie particulière pour le général Jean Olié qui fait des tournées en Kabylie. Fin connaisseur du monde arabo-musulman, cet homme distingué est également un amateur de littérature qui échange volontiers avec Feraoun. Le samedi 16 juin, il effectue une nouvelle visite à l'école. Il a souhaité rencontrer l'auteur du *Fils du Pauvre* afin de mieux faire sa connaissance. Feraoun est un peu anxieux. Il se demande ce que le général veut lui dire. Ne sera-t-il question que de littérature ?

De fait, l'officier s'est rendu à l'école et s'est intéressé à l'auteur beaucoup plus qu'au directeur de l'établissement. Il s'informe sur l'avancement de ses travaux littéraires, s'inquiète de savoir s'il a trouvé un éditeur pour son prochain livre. Devant tant d'intérêt, Feraoun propose de lui faire lire son tapuscrit. Le général paraît agréablement surpris et le remercie pour ce qui est à ses yeux une marque de confiance. Il regarde longuement Feraoun "comme s'il voulait pénétrer (sa) pensée et qu'à (son) tour (il) pénètre la sienne. Nous sommes-nous bien compris ? Je crois […] Ce que j'ai pu comprendre dans son regard, c'est en même temps un appel, presque une prière, mais aussi un avertissement solennel[21]". Peu bavard mais extrêmement observateur, Feraoun a deviné ce que le général veut lui dire car il le sait tiraillé entre ses racines et sa culture, entre ce qu'il souhaite pour son peuple et cet héritage qu'il ne peut rejeter d'un revers de main. Il sait ce que le général veut faire passer dans ce court silence qui accompagne leurs regards… "Vous écrivez, c'est très bien. Ne nous accablez pas. Vous surtout. Nous vous avons instruit, nous vous avons donné une arme redoutable. Nous voulons votre reconnaissance. Certes nous ne vous demandons pas de vous compromettre – vous êtes père de famille. Nous vous demandons de vous boucher les oreilles, de fermer les yeux. Rien de plus […] Vous ne ferez rien contre nous et nous espérons même que vous ferez quelque chose pour la France qui vous a si totalement accepté[22]."

Voilà qui ajoute encore au tourment de Feraoun car il a de l'estime pour l'homme Olié tout en ayant beaucoup de difficulté à l'imaginer autrement qu'en général. Un général en activité dans l'action de *pacification* dont il désapprouve peut-être les méthodes tout en les appliquant au nom de la sacrosainte discipline militaire. Ils sont proches tout en étant voués à devenir étrangers l'un à l'autre.

Ali, le fils aîné de Feraoun se souvient parfaitement de cet officier "qui accomplissait son travail sans aucun zèle. Il ne participait pas à des opérations militaires en Kabylie. Feraoun avait beaucoup de respect pour cet officier qui comprenait que les instituteurs ne suivant pas les mots d'ordre de grève du FLN se mettaient en danger. Il les protégeait. Par ailleurs, le général Olié s'est opposé à ce que le capitaine Tardy qui était responsable de la SAS fasse lever les couleurs à l'école de Fort-National. Il parlait parfois avec Feraoun de ses propres livres… C'était souvent une manière subtile de lui faire comprendre qu'il était préférable de ne pas s'y livrer à des attaques contre la France. Peut-être même évoquait-il le *Journal* dont il imaginait que mon père pouvait le rédiger[23]".

Au cours de ses tournées en Kabylie, le général Olié s'informe sur les groupements et associations activistes qui se développent en Kabylie et dans la capitale algéroise "n'hésitant pas à utiliser la religion (catholique) pour justifier leurs revendications et leurs actions violentes. Ainsi, dans le diocèse d'Alger, un groupe animé par Robert Martel, dit « le chouan de la Mitidja », partisan d'un État chrétien musclé, seul garant de l'Algérie française et qui arbore comme emblème, un cœur surmonté d'une croix[24]". Prévenu par l'autorité militaire, le cardinal Duval va rédiger une circulaire destinée à l'ensemble du clergé contre une situation qu'il juge "excessivement grave". Il exhorte tous ses prêtres à user de leur influence pour "obtenir que les chrétiens renoncent à l'emploi de moyens contraires à la morale : organisation du contre-terrorisme, violences dans les actes et les paroles. Il suffirait maintenant de quelques actes inconsidérés pour que tout espoir, humainement parlant, soit perdu[25]".

Olié, comme Duval, sait que la situation n'a jamais été aussi alarmante. Il est de plus en plus question de torture banalisée et acceptée dans les plus hautes sphères de l'armée et de l'État depuis de nombreux mois.

Dès le 13 janvier 1955, *France Observateur* avait publié un article de Claude Bourdet intitulé "Votre Gestapo d'Algérie". Deux jours plus tard, dans un de ses "blocs-notes", François Mauriac évoque une conversation avec un de ses amis victime de tortures dont les lecteurs de *L'Express* découvrent toute la barbarie. Le même jour, Henri-Irénée Marrou dénonce à son tour dans *Le Monde* l'usage de la torture dans "France, ma patrie". Ce même journal ouvrira ses colonnes à Pierre-Henri Simon qui, au début de 1957, lance un appel "Contre la torture". Hubert Beuve-Méry pose quelques jours plus tard cette question dans son éditorial : "Sommes-nous les « vaincus de Hitler » ?..."

Le 20 janvier 1955, c'est de nouveau *L'Express* qui crée l'événement en publiant une lettre de protestation de responsables socialistes d'Algérie devant la torture et les trop nombreuses exécutions sommaires de "prétendus suspects". L'armée dément. Ce qui n'empêche pas M. Guy Mollet de solliciter le 6 avril 1956 le Comité international de la Croix-Rouge. Il lui demande d'envoyer une mission en Algérie pour enquêter sur les conditions de vie et de détention des militants du FLN. En octobre, il rencontre Hubert Beuve-Méry pour avoir des précisions sur le petit mémorandum que le patron du *Monde* lui a fait passer concernant la pratique de la torture par certains soldats français. Guy Mollet écrit à Robert Lacoste qui lui répond que des sanctions ont été prises chaque fois que des exactions ont pu être prouvées. Il précise que les accusations relayées par Beuve-Méry sont quasiment toutes mensongères. Le gouvernement crée alors une "commission permanente de sauvegarde des droits et libertés individuels" à laquelle aucun parlementaire n'est associé, les sénateurs et députés étant accusés de partialité. La commission se fait balader d'une unité à un camp, d'un casernement à la villa Sésini[26], transformée en centre de détention et de torture. Juste des cris d'orfraie. La commission conclut que "la torture semble avoir diminué, et que les conditions de vie dans les camps d'hébergement sont globalement satisfaisantes". La commission ne s'intéresse pas

à d’autres centres de torture “privés”. Comme ceux mis en place en toute impunité par les contre-terroristes qui bénéficient de précieux renseignements de la part des services secrets. Ainsi, le groupe de Georges Watin[27] a fait de la “Villa des sources” un centre de torture, jouxtant une école primaire, échappant à tout contrôle.

Pour sa part, l’historien Pierre Vidal-Naquet a publié, dès 1956, dans la revue *Esprit* un témoignage sur des exactions de l’armée française. En 1958, il publie une enquête sur la disparition de Maurice Audin[28], jeune mathématicien né en Tunisie, membre du Parti communiste algérien et militant anticolonialiste arrêté à Alger. Vidal-Naquet, dans *L’Affaire Audin*[29], défend la thèse de sa mort sous la torture contre celle, officielle, de sa disparition par évasion. Le point d’orgue de cette campagne contre la torture sera la publication de *La Question*, toujours en 1958 et aux Éditions de Minuit. Le livre est signé Henri Alleg, membre du PCA et ancien directeur d’*Alger républicain*. Il y dénonce l’emploi avéré de la torture par l’armée française, à partir de sa propre expérience vécue lors de *la bataille d’Alger* après son arrestation au domicile, devenu une souricière, de son ami Maurice Audin.

Malgré les dénégations renouvelées et les propos lénifiants de l’armée, les langues se délient, les témoignages se multiplient et les journaux nationaux abordent plus fréquemment ce problème. Mais, il n’est pas question de reconnaître la torture, encore moins de nommer des responsables. Même si elle est flagrante et malheureusement répandue.

Le 13 mars 1956, Feraoun note dans son *Journal* ce que lui rapporte un ami à propos d’un “pauvre bougre” de Tizi-Hibel : “Ce garçon n’a plus de testicules. Il m’a montré la pauvre bourse toute fripée, m’a assuré Mouloud. J’ai tâté de ma main, il n’y a plus rien dedans. On lui a grillé ça au courant[30].”

Il revient souvent dans son *Journal* sur les différentes formes de torture pratiquées par l’armée française. Le 31 mars 1956, il y consacre plusieurs pages d’une écriture fine et encore plus rageuse qu’à l’accoutumée. Son regard glisse de quelques notes griffonnées par un homme de son entourage, tombé sous les mains des tortionnaires, à son cahier dans lequel il consigne les faits avec la méthode scrupuleuse du diariste. “Aux premiers interrogatoires, la police use d’un ton paternel : – Nous ne te ferons aucun mal mais il faut nous dire tout ce que tu sais… – Allons, tu ne vas pas nous faire croire que tu ne sais rien ? – Réponds ! Surtout ne joue pas au plus malin. Tu sais, bien des gens plus forts et plus intelligents que toi sont passés par là et ils ont craché tout. Ce qui est accroché là, au mur ? – Une prise de courant, à côté le nerf de bœuf, la corde. Là-bas, c’est la baignoire. Et ce trou dans le mur ? Eh bien ! un type que nous avons descendu d’une balle… – Allons, vieux, pas la peine de perdre du temps. Tu gagneras à faire vite…

Brutalement, au moment où il a cessé de s’y attendre, la danse commence : quatre ou cinq agents entourent le malheureux et se mettent à pleuvoir gifles, coups de poing, coups de pied, accompagnés d’injures et de grossièretés. Tout en sang et

les vêtements en lambeaux, ils le remettent en cellule pour passer à d'autres détenus. Aux deuxièmes interrogatoires, ils usent d'autres moyens de torture[31]." S'ensuivent les différentes techniques utilisées par les tortionnaires : la baignoire, le courant, la bouteille, la corde[32].

Bouche amère. Images sales. Dégoût face à l'ignominie de ce qu'il vient d'écrire et de décrire. L'écriture comme une libération de ce sang. Une manière d'exorciser le mal. Celui de la victime et celui du bourreau. "Il y a une infinité de méthodes pour torturer. Dans chaque local de police, dans les camps militaires, l'agent et l'officier prennent toutes sortes d'initiatives, imaginent toutes sortes de raffinements, on ne saurait les énumérer tous. Mais ceux qui les ont subis les garderont inscrits dans leur chair et aussi dans leur mémoire[33]."

Des femmes violées, des pouvoirs spéciaux, des villages brûlés au napalm… Il ne peut en être question entre Feraoun et le général Olié. Que dire de ces zones interdites dont sont *évacués* hommes, femmes et enfants. Ils avancent sur les routes, un ballot sur la tête pour les femmes. Un baluchon à l'épaule pour les hommes qui ferment la marche. Ces cohortes miséreuses et harassées que Feraoun croise chaque fois qu'il se rend dans la capitale ou qu'il en revient. Pourrait-il parler en toute sincérité des ponts qui sautent, des écoles qui brûlent ? De la grande manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers d'Algériens à Paris le 8 mars ? Que pense le général des exactions de plus en plus fréquentes et organisées des *rebelles* ? Concevrait-il que Feraoun ne puisse pas être du côté de ceux qui frappent aveuglément des villages qui lui sont proches comme Azouza, Tablabalt, Taourirt-Moussa ou Tizi-Hibel ? L'officier ne comprendrait peut-être pas que Feraoun condamne tout autant les enlèvements d'instituteurs par les rebelles ou les exécutions sommaires qu'ils pratiquent également.

Allons donc… La torture n'est pas pratiquée en Algérie. Toutes ces accusations ne sont que des gesticulations d'intellectuels défaitistes opposés à la souveraineté de la présence française en Algérie. Bien sûr que la torture ne se pratique plus… C'est du moins ce dont sont convaincus les lecteurs de *La Dépêche* ou de *L'Écho d'Alger*. Les généraux en exercice le jurent la main sur le cœur. Parmi eux, il y a Massu qui ne retrouvera la mémoire que bien plus tard. Le 21 juin 2000, lors d'un entretien accordé au journal *Le Monde*, Massu reconnaît que "le principe de la torture était accepté ; cette action, assurément répréhensible, était couverte, voire ordonnée, par les autorités civiles, qui étaient parfaitement au courant". Le général reconnaît que "la torture avait été généralisée en Algérie" et que les militaires auraient dû "faire autrement, c'est surtout à cela que je pense. Mais quoi ? Comment ? Je ne sais pas. Il aurait fallu chercher ; tenter de trouver. On n'a malheureusement pas réussi, ni Salan, ni Allard, ni moi, ni personne".

Pour sa part, la grande ethnologue et résistante Germaine Tillion[34] estimera que "la grande erreur, la stupidité criminelle dans la guerre d'Algérie, a été de donner les pouvoirs de police à l'armée. Ça, c'était une stupidité criminelle. Et les deux vrais responsables en sont Lacoste, représentant le pouvoir civil, et Salan, représentant le pouvoir militaire. Au-dessous de Salan, le général qui commandait

dans la région d'Alger, c'était un général qui s'appelait Allard. Au-dessous d'Allard, il y avait Massu et au-dessus de Massu, il y avait toute une série de colonels. Je suis persuadée que c'est Massu qui a endossé aux yeux de l'opinion publique française la totalité de la responsabilité de la torture, comme phénomène général. Il l'a assumé certainement avec répugnance, et certainement parce qu'il a été commotionné par les attentats terroristes. Or, ces attentats ont eux-mêmes été déclenchés par les exécutions capitales. Et la responsabilité des exécutions capitales revient essentiellement au pouvoir civil, c'est-à-dire au président de la République qui n'accordait pas les grâces, et aux groupes de pression des Français d'Algérie, qui interdisaient au président de la République d'accorder ses grâces. C'étaient eux qui venaient dire au président Coty : si vous graciez Untel, on ne répond plus de l'ordre à Alger. S'il y avait eu un homme énergique et lucide à la place de Coty, il aurait dit non[35] !".

Feraoun repense au général Olié. Peut-il ignorer ces tortures ? Sûrement pas ! Les condamne-t-il ? Peut-être que sur bien des points l'instituteur formé par les hussards de la République et le compagnon de la Libération pourraient se rejoindre ? Peut-être ! Mais il est des sujets qu'il vaut mieux éviter. Dont il n'est même pas possible de penser qu'on pourrait en parler calmement. À moins que le général ne soit victime d'un constat sommaire… Il sait pertinemment qu'après l'enlèvement de l'instituteur Dupuy – relâché au bout de quelques jours –, l'académie a exigé la fermeture de quasiment toutes les écoles de la circonscription dont dépend Feraoun. Néanmoins son établissement est resté ouvert. Pour lui, cette mesure est injuste et "dictée par l'affolement". Il va même jusqu'à estimer qu'elle "s'inscrit en lettres brûlantes dans le registre des sanctions collectives[36]". Une attitude d'autant plus courageuse que le FLN n'apprécie pas du tout que cet instituteur kabyle ne se soumette pas à ses ordres. Notamment celui relatif au boycott des écoles françaises. Ce qui ne l'empêche pas de toiser ses collaborateurs européens qui se réjouissent parfois ouvertement de certaines arrestations… juste pour tester leur directeur. Les élèves également lancent parfois des propos que le maître juge intolérables et face auxquels il a du mal à garder son calme. Un jour, il pointe du doigt un de ses élèves qui vient de proférer des propos racistes et lui assène d'une voix forte : "Je suis aussi français que vous et je ne voudrais pas avoir à vous le redire[37] !" Une *qualité* que d'aucuns ne semblent pas vouloir lui reconnaître depuis qu'il a démissionné en décembre 1955 de ses fonctions de conseiller municipal… Ce qui lui vaudra à l'époque d'être convoqué à deux reprises par l'adjoint faisant fonction de maire depuis l'assassinat de M. Frapolli. Le général Olié n'ignore sans doute pas que cette démarche comminatoire était dictée par le jeune capitaine Tardy, responsable des SAS, qui menaçait d'envoyer la maréchaussée réquisitionner par la force les conseillers défaillants. Le général sait que le capitaine Tardy n'a aucune considération pour Feraoun dont il a même essayé de fermer l'établissement. Ce qui serait devenu effectif sans l'opposition du sous-préfet. Le capitaine Tardy avait ultérieurement effectué une perquisition dans l'école, dans le bureau du directeur et dans tous les appartements occupés par les

enseignants *indigènes*. Il y recherchait les auteurs de l'assassinat d'un gendarme. Durant les vacances d'été, il réquisitionnera une classe pour y installer une section de gendarmerie.

Olié ne peut rien ignorer de ces événements. Il ne cautionne sans doute pas l'officier tempétueux. Il ne peut cependant pas le désavouer ouvertement. Ce qui ne l'empêche pas de conserver toute son estime à Feraoun jusqu'à confier[38] à un autre officier : "nous avons confiance en lui". Feraoun lui répond par le biais de son *Journal* : "Tout ceci est très flatteur pour moi. Mais je crois que dans l'autre camp également, je bénéficie de la même estime, de la même confiance et aussi de la même méfiance. Je suis en équilibre sur une corde bien raide et bien mince. Disons que cette semaine, j'ai sans doute donné l'impression aux maquisards que je penche du côté français. Ils savent bien pourtant que dans ma situation je ne puis éviter ces réceptions officielles… Il me restera à décliner la prochaine invitation officielle pour rétablir un précaire équilibre." Et se reprenant, il conclut ce passage sans ambiguïté : "Pas seulement pour cela. Car en toute simplicité, je me refuse à être du côté du manche. Je préfère souffrir avec mes compatriotes que de les regarder souffrir ; ce n'est pas le moment de mourir en traître puisqu'on peut mourir en victime."

La guerre, les angoisses et les préoccupations du quotidien ne distraient pas Feraoun de son œuvre. Sans doute est-il tenté de la nourrir de certains des faits qu'il consigne dans son *Journal*. Ne serait-ce que pour apporter un peu plus de vérité au roman qu'il est en passe d'achever : *Les chemins qui montent*. Il parvient à maintenir une frontière étanche entre la guerre et ce livre qui répond à la même problématique que les précédents et qui éclaire également la guerre d'indépendance en cours d'une réflexion évidente. Choisir la fiction pour donner à voir et à comprendre l'âme kabyle, son abandon, sa difficulté à être et devenir dans un monde en mutation où la culture et l'appartenance sont multiples. Plusieurs ouvrages seraient nécessaires afin de dresser une mosaïque générale des préoccupations de l'auteur. Cependant, le directeur du Seuil émet quelques réserves sur le texte. Il trouve que la première et la deuxième partie ne sont pas suffisamment équilibrées. Le 31 mars 1956, Feraoun lui répond : "Dans mon esprit *Le Fils du pauvre* et *La Terre et le Sang* ne sont que deux chroniques parallèles et très voisines qui doivent avoir leur aboutissement à la veille du drame cruel que nous vivons. J'ai été pris de vitesse et mon demi-témoignage n'aura servi à rien. […] Aux yeux de mes compatriotes, aux yeux de ceux qui souffrent et qui luttent, j'apparais comme quelqu'un de tiède qui a eu peur d'atteindre la vérité. Aux yeux des agitateurs politiques, je ne suis qu'un vulgaire « vendu ». Pour moi, je suis tout simplement un ambitieux qui a surestimé ses forces[39]."

Dans le tourbillon du drame algérien, malgré ses doutes, Feraoun souhaiterait donner un livre qui soit plus en phase avec l'Histoire. C'est négliger le fait que pareil exercice lui imposerait un engagement qui risquerait fort de perdre de son sens entre le temps de l'écriture et celui de la lecture. Le voilà tiraillé une nouvelle fois entre ce besoin de témoigner et cette nécessité de réveiller les consciences dans l'espace et le temps. Il pressent les procès à venir de la part de ceux qui ne

voient en lui qu'un vulgaire supplétif de la colonisation. C'est sans compter avec son *Journal* ! Il y pense d'autant moins que ce *Journal* n'a pas alors vocation à être publié. Qu'il sera jugé sur ses romans comme celui qu'il est en train d'écrire. *Les chemins qui montent* évoque un amour entre Amer, un jeune Kabyle vivant en France et revenant dans son village où il tombe amoureux de Dehbia, une orpheline élevée et convertie au christianisme par les sœurs blanches. Amer a un rival, Mokrane, qui le hait. Comme le précisera l'argumentaire de couverture du roman : “Le récit n'est pas seulement une belle et poignante histoire d'amour. Il illustre également le drame de tous les êtres qui, pris entre deux civilisations, risquent d'être broyés.” C'est également une métaphore de la colonisation et de ces ratés aveugles. Le lecteur ne peut s'y tromper. Pourtant, Feraoun se prend à douter de l'interprétation que les lecteurs et la critique feront de l'ouvrage. Dans la même lettre à Flamand, il se livre à une autocritique en forme de justification du manuscrit… “Ce que j'ai voulu dépeindre, ce n'est pas le roman d'amour de Dehbia et Amer, c'est le désarroi d'une génération à demi évoluée, prête à se fondre dans le monde moderne, une génération digne d'intérêt, qui mérite d'être sauvée et qui, selon les apparences, n'aura bientôt d'autre choix que de renoncer à elle-même ou de disparaître.

“Ni les Français ni les Musulmans ne trouveraient leur compte dans cet ouvrage. Du moins j'aurais témoigné en toute sincérité et j'aurais réglé mes comptes avec moi-même[40].”

Certes, ce livre ne traduit pas le quotidien de la guerre. On n'y vit pas la tragédie d'un quotidien qui broie tout espoir, toute perspective.

À peine a-t-il envoyé cette lettre qu'il rencontre un ami alarmé par ce qui se passe à Tizi-Hibel. Les gens vivent dans la terreur et s'enferment à double tour dès le crépuscule. Les fellagas ont demandé aux hommes d'abattre les chiens car ils aboient la nuit quand les *rebelles* arrivent au village, ce qui risque d'alerter les militaires français. Comme les villageois n'ont plus de fusils car ils les ont donnés aux maquisards, ils sont contraints de lapider des dizaines de chiens “exactement comme dans l'Antiquité on lapidait les traîtres. Une équipe de jeunes désœuvrés s'est chargée de la corvée, moyennant cent cinquante francs le chien[41]”.

Le tragique le dispute à l'absurde. Dans cette guerre où la terre toujours plus affamée mange le corps des hommes. Y compris celui des anges… C'est le cas du *Lapin* qui est mort à l'hôpital de Tizi-Ouzou. Son éternel sourire idiot éclairant son cadavre sale. Feraoun n'arrive pas à maîtriser sa plume. Ses yeux s'embrument au souvenir de ce simplet qui obligeait les gamins à l'appeler *Le Lion*… Lui qui était maigre comme une hyène. Habillé de hardes et traînant dans le village avec le secret espoir d'effrayer petits et grands. Toujours un sac de jute sur le dos pour le protéger de la morsure du pain de glace qu'il livre chaque jour au mess des officiers. “Un vrai lapin ! De gros yeux aux reflets roses, un museau pointu, l'air stupide et apeuré, une voix faite de sons aigus ou rauques qui déroutaient ceux qui voulaient le comprendre et ce sourire éternel qui clamait en dépit du bon sens sa joie de vivre, de tirer le diable par la queue, mais de trouver cela très amusant, très drôle, si drôle qu'il en était reconnaissant au genre humain.” Le sergent du mess

l'appelait *Le Lion* et le *Lapin* en était très fier. Et le *Lapin* n'a pas compris pourquoi les militaires voulaient fouiller un lion. Il s'est éloigné sans décliner son identité. Un lion n'a pas à présenter ses papiers. Ça, les militaires devaient l'ignorer. Ils l'ont tiré… comme un lapin ! “Si cela peut te consoler voilà que, toi qui as vécu en lapin, tu es mort comme meurent les lions. Dors en paix, pauvre vieux[42] !”

---

1 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 55-56.
2 *Ibid.*, p. 56.
3 *Ibid.*, p. 56.
4 *Ibid.*, p. 58.
5 *Ibid.*, p. 66-67.
6 *Ibid.*, p. 59.
7 *Ibid.*, p. 59.
8 Les informations qui suivent relativement à la franc-maçonnerie en Algérie sont issues, pour partie, du site averroes-roubais.org/94-francs-maçons-au-mag. L'article signé BE fait référence à l'*Encyclopédie de la franc-maçonnerie* de Bruno Étienne, Le Livre de poche / Pochothèque.
9 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 58.
10 Jack Gleyze, *Mouloud Feraoun*, *op. cit.*, p. 71-72.
11 *Op. cit.*, p. 60.
12 *Ibid.*, p. 68.
13 *Ibid.*, p. 68-69.
14 L. E. Duval, *Au nom de la vérité*, textes présentés par Denis Gonzalez et André Nozière, Paris, Éditions Cana / Jean Offredo, 1982 , p. 42.
15 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 70-71.
16 *Ibid.*, p. 73.
17 *Ibid.*, p. 75.
18 *Ibid*.
19 *Ibid.*, p. 76-77.
20 *Ibid.*, p. 88.
21 *Ibid.*, p. 131.
22 *Ibid*.
23 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun le 31 décembre 2012.
24 L. E. Duval, *Au nom de la vérité*, *op. cit.*, p. 45.
25 *Ibid.*, p. 45, circ. nº 7, 11 février.
26 Appelée à tort “villa Susini”, la villa Sésini est une belle construction de type mauresque située sur les hauteurs d'Alger dans un vaste parc. Elle est devenue un centre de détention et de torture durant la guerre d'Algérie. Elle fut le QG des légionnaires du 1er REP durant la *bataille d'Alger.* Elle aurait été également utilisée comme centre de tortures après l'indépendance du pays.
27 Georges Watin, dit *la boiteuse*, était ingénieur agronome. Favorable à l'action directe, il enleva, tortura et assassina fin 1956 Mohamed Chaouche, qu'il accusait de collecter des fonds pour le FLN. Soupçonné de contre-terrorisme, il sera expulsé d'Algérie en décembre 1960. À Paris où il arrive avec 200 kilos de plastic, il crée tout seul ses propres réseaux, couvre les murs du sigle de l'OAS et réalise des attentats au plastic d'avril à octobre 1961. Membre du commando du *petit Clamart* qui devait assassiner de Gaulle, il est

condamné à mort en mars 1963. Arrêté en Suisse en décembre 1963, les Suisses refusant son extradition (car il risque la peine de mort), il est extradé au Paraguay où il refait sa vie et y meurt en 1994.

28 Jacques Delarue, *L'OAS contre de Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, p. 41 à 48. Cité par Guy Pervillé in *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*.

En mars 2012, une enquête du *Nouvel Observateur* révélait de nouveaux éléments sur l'affaire Audin, extraits d'un manuscrit du colonel Godard, ancien commandant de la zone Alger-Sahel. Ce document contredit la thèse officielle selon laquelle Maurice Audin se serait évadé lors de son transfert. Il confirme que le militant communiste a été tué par les militaires qui le détenaient et mentionne même le nom de celui qui l'aurait assassiné, le sous-lieutenant Gérard Garcet, aide de camp du général Massu. À plus de quatre-vingts ans, l'homme coule aujourd'hui une retraite tranquille en Bretagne. Le général tortionnaire Paul Aussaresses racontait en 2008 dans l'un de ses sinistres témoignages que cet homme faisait partie de "l'état-major de la main gauche" chargé des "basses besognes", en fait un escadron de la mort qui officiait à la villa des Tourelles, sur les hauteurs d'Alger. D'après Aussaresses, condamné en 2002 pour "apologie de crime de guerre", la hiérarchie militaire, comme les autorités politiques, recevait des rapports sur les exécutions sommaires : "Je le disais à Massu. En plus de la réunion quotidienne du matin, j'écrivais en quatre exemplaires tous les jours ce que nous faisions, de façon détaillée. Il y avait un exemplaire pour Massu, un pour le ministre résidant Lacoste et un pour le général Salan. Massu savait tout. Le gouvernement aussi. […] On ne faisait pas toujours des listes pour Paul Teitgen, le secrétaire général de la préfecture. Certains, on les attendait dehors et on les exécutait. Après, on les « assignait à résidence »." Les barbouzes, liés par un "pacte du silence", se chargeaient ensuite de faire disparaître les corps. Parfois en les enterrant sur les lieux même de leur exécution. Le plus cyniquement du monde, Aussaresses raconte que des exécutions sommaires, "il y en a eu quelques-unes, c'est vrai, à la villa des Tourelles. Des types arrivés de jour… On les a enterrés sur place. Ils doivent être encore dans le jardin". Rosa Moussaoui, L'Humanité.fr du 17 décembre 2012.

Rappelons qu'en 1958, les quatre plus grands écrivains de l'époque, Mauriac, Malraux, Sartre et Martin du Gard signèrent une "Adresse solennelle" au président de la République pour condamner toute forme de torture.

29 Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin, 1957-1978*, Paris, Éditions de Minuit, 1989. Voir aussi Michèle Audin, *Une vie brève*, L'Arbalète, 2013.

30 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 95.

31 *Ibid*, p. 112.

32 La *baignoire* consiste à plonger la tête du détenu dans un bassin d'eau souillée d'urine et à l'y maintenir jusqu'à l'évanouissement. On se sert également de tuyaux d'eau raccordés à des masques appliqués directement sur le visage. L'étouffement est brutal. Le ventre se gonfle démesurément. Le *courant* est appliqué aux doigts, aux oreilles, sur les parties génitales. Le courant parcourt tout le corps provoquant spasmes et évanouissements. La *bouteille*, de préférence avec un goulot ébréché. On fait asseoir dessus le détenu et les tortionnaires appuient sur les épaules du malheureux. La *corde* consiste en un nœud coulant au-dessus des mâchoires, le détenu est suspendu un moment, on le laisse se balancer et on le détache quand sa langue commence à sortir et qu'il devient bleu. Parfois, il est suspendu par les pieds, et roué de coups de poing.

33 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 112.

34 Germaine Tillion (1907-2008), éminente ethnologue française, s'est très tôt spécialisée dans l'étude de l'ethnie berbère des Chaouis. De retour en Algérie (fin 1954), elle reprend ses travaux et estime que la cause principale de la guerre est la "clochardisation de la population algérienne". Elle rencontrera secrètement Yacef Saadi (chef FLN de la zone d'Alger) pour tenter de mettre fin à la spirale des exécutions capitales et des attentats aveugles. Elle a encouragé la création des centres sociaux dont son ami Mouloud Feraoun sera inspecteur.

35 In *La Guerre d'Algérie, vingt-cinq ans après : l'engrenage, 1956*, une émission de

Patrice Gélinet diffusée sur *France Culture* dans le cadre de l'émission *L'Histoire immédiate*, le 14 août 1996.

36 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 58.

37 *Ibid*., p. 70.

38 En juin 1956.

39 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 122.

40 *Ibid*.

41 *Ibid*., p. 89.

42 *Ibid*., p. 86.

UN COUP DE PIED AU CUL !

Savoir ou histoire. Feraoun continue de privilégier le premier sur la seconde. Il est désolé qu'en ce mois de mai 1956 ses élèves aient décidé de suivre la grève préconisée par le FLN. Sans doute essaye-t-il de faire passer un message aux militants de la liberté.

Il tente de leur faire comprendre une fois encore que la liberté passe également par le savoir et que son rôle est de poursuivre sa mission d'enseignant. Il y voit une preuve d'engagement à laquelle les *rebelles* ne souscrivent sans doute pas.

Il tente de faire comprendre à ses élèves que les examens et les concours arrivent. Pour lui, il est important que les *indigènes* s'y présentent, qu'ils les réussissent et forgent ainsi leur propre avenir. Ces élèves gardent la tête basse. Certains opinent mollement. Une majorité d'entre eux lui donne à comprendre par leurs silences têtus qu'il en va de leur vie. D'autres donnent l'impression de réciter des slogans à la manière de ces *m'tournis*[1] qui déclament sans y rien comprendre les prières apprises des Pères Blancs. Feraoun se sent à court d'arguments. Quand il n'en décèle pas de beaucoup plus fallacieux… “Tous mes élèves font la grève des examens. Pour certains d'entre eux, le mal n'est pas grand et la grève est un alibi qui leur permettra plus tard d'affirmer qu'ils sont de la force du brevet. Pour les autres, il y aura peut-être d'autres ressources, tout au moins d'autres sessions[2].”

L'ancien de la Bouzaréa pense également à ceux de ses élèves qui seront atteints par la limite d'âge et ne pourront jamais devenir maîtres alors qu'ils en rêvaient. Devant ces choix jugés délibérés, il ne s'interroge plus. Ces jeunes refusent de se soumettre ou même de s'interroger sur l'avenir comme le font encore certains de leurs aînés. Par-delà un certain romantisme révolutionnaire, ils veulent résister. Force, jeunesse et insouciance forment la trilogie de leur engagement. Ils respectent leur maître qu'ils ne peuvent se permettre de contester. Dans le même temps, sa sagesse peut leur paraître beaucoup trop raisonnable. Eux qui “dans l'ensemble [ils] sont heureux de pouvoir, de cette manière, prouver qu'ils ont de bons sentiments, qu'ils sont de cœur avec le maquis, qu'ils rêvent comme tout un chacun de liberté, d'indépendance et d'Islam. Il y a chez les Kabyles un enthousiasme sans défaillance, un entêtement irréductible, une croyance absolue en un avenir meilleur. L'idée de mourir pour cet avenir n'effraye plus personne et cette idée tout le monde l'accepte avec la certitude que le sacrifice de ceux qui meurent assurera le bonheur des générations qui montent. On se dit aussi que le moment est venu de venger nos aïeux. Ceux qui, il y a un siècle, ont été écrasés impitoyablement par un conquérant bien armé et avide de colonies. Alors, ces jeunes Français imberbes n'apparaissent plus que comme les continuateurs des premiers zouaves, tandis que les jeunes Kabyles qui leur font face ne veulent rien

d'autre que venger les premiers moudjahidin. Un siècle de vie commune est délibérément oublié[3]".

La vie suit son cours dans l'établissement vidé de la majorité de ses élèves. Un peu comme si les grandes vacances avaient commencé. Pour l'heure, Feraoun et toute sa famille sont à Tizi-Hibel où ils passeront un mois, du 6 août au 6 septembre, dans leur nouvelle maison construite sur les plans de Frapolli. Ils y bénéficient de tout le confort. Les enfants sont particulièrement excités à l'idée d'entrer dans cette maison. La leur. Après avoir vécu dans des appartements de fonction, ils sont à la fois heureux et fiers de prouver qu'ils ont une maison bien à eux. Djidji est admise en première, quant aux aînés Ali et Mouk, ils "ont considérablement grandi et sont à présent difficiles à tenir[4]". Mais Feraoun décompresse. Même s'il angoisse toujours que l'on découvre les carnets constituant son *Journal*. Comme s'il craignait le pire, il livre son secret dans une lettre adressée à Roblès le 7 août 1956 : "Je laisse ici dans la chambre d'hôte, sur les rayons de bouquins, à l'intérieur d'une boîte, cinq cahiers manuscrits – mon journal. La chambre d'hôte est celle que tu as occupée. Personne d'autre n'est au courant[5]."

La maison de Tizi-Hibel n'est pas terminée. Il faut encore quelques travaux de peinture et des finitions. Mais l'essentiel est là… Feraoun est fier d'offrir ce toit à sa famille et d'avoir ainsi un ancrage réel dans le village de sa naissance et de ses ancêtres. En même temps, il revient dans son village avec des sentiments mêlés… "J'avais quelque appréhension à m'aventurer ainsi dans le bled, à me livrer aux fellagas, aux militaires, à me jeter dans la gueule du loup mais d'un autre côté je brûlais de vivre près des maquisards, de mieux les connaître, de lever tous les doutes à la fois, ceux qui me concernent, ceux que m'inspire la révolte.

"Je voulais être fixé une fois pour toutes sur les dangers qui me menacent, je voulais avoir une opinion personnelle sur la mentalité des libérateurs[6]." Il a eu un mois pour rencontrer les gens de son village, échanger des propos, faire la connaissance de certains amis qui représentent (ou prétendent être les porte-parole) les *rebelles*. Il a eu tout loisir de prêter l'oreille à certains échos des maquis. On lui a parlé de l'intrépidité des combattants autant que de leur rigueur et de leurs exigences.

Le 2 août, il a refermé un de ses cahiers sur quelques réflexions concernant la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Il a pris soin de glisser ce cahier dans une pile d'autres cahiers d'écoliers. Il sait que le capitaine Tardy ou l'un de ses obligés pourraient bien entrer par effraction dans son bureau et rechercher des traces de textes factieux. Pendant ses vacances à Tizi-Hibel, il se contente d'enregistrer, de trier, de mémoriser. Il n'écrira rien avant son retour à Fort-National le 9 septembre. Des mots d'exaltation qui précèdent une fois encore ceux du désenchantement. "Je suis revenu avec mes doutes mais j'ai laissé là-bas mes illusions et ma candeur. J'ai trouvé beaucoup de souffrance et peu d'enthousiasme, beaucoup d'injustice et peu de dévouement, de la cruauté, de l'égoïsme, de l'ambition, de l'arrogance, de la bêtise ; un peuple habitué à recevoir les coups, qui

continue d'encaisser mais qui est las, las, au bord du désespoir. Il fait pitié, le peuple de chez nous et j'ai honte de ma quiétude. Voilà donc une fâcheuse impression d'ensemble qu'une série de faits dont je fus témoin tentera d'expliquer mais d'avance, il faut renoncer aux condamnations formelles et découvrir la source du mal. Il n'y a plus que des victimes, il n'y a plus que des coupables, il n'y a plus que des justiciers. On peut être ceci ou cela, tour à tour. On ne peut pas être autre chose[7]."

Feraoun a été surpris par l'étonnement avec lequel il a été accueilli dans son village. La plupart paraissaient s'interroger sur sa présence à Tizi-Hibel. Que venait-il faire là ? Pourquoi ne profitait-il pas de la ville et de ses avantages ? Un étonnement parfois mêlé de sympathie. Sans plus. Pour éviter toute suspicion excessive, il s'est rendu à la *djema* dès le premier soir. On l'a écouté avec beaucoup d'attention comme on écoute l'*amusnaw* qu'il est devenu en tant que maître d'école. Il s'est cru obligé d'évoquer ses griefs contre les Français et de bien préciser que son sort était identique à celui des autres *indigènes* même s'il était directeur d'école et qu'il avait siégé au conseil municipal. Recevoir des personnalités civiles ou militaires ne le mettait pas à l'abri de certaines humiliations. C'est ce qu'il leur a dit illustrant son propos d'anecdotes personnelles. Là où Feraoun cherchait de la sympathie et une sorte d'empathie il n'a trouvé qu'une indifférence bienveillante. Presque de la résignation. Comme si dans cette guerre l'essentiel était de survivre. Nul n'a à se justifier dès lors qu'il appartient au village, à la *karouba*, à ce groupe au sein duquel les liens qui unissent les hommes entre eux sont indéfectibles. La guerre n'est pas forcément vécue comme un espoir. La résignation est bien plus douloureuse… "Ils savent à quoi s'en tenir : que du côté français précisément, je ne risque pas lourd. D'ailleurs questions représailles, brimades, menaces, ils en avaient beaucoup plus que moi à raconter. Et alors ils m'ont tout raconté. Comme s'ils voulaient me convertir, m'amener à partager franchement leurs colères, leurs espoirs, leurs certitudes. Tous leurs sentiments. Et ces sentiments étaient ceux de tous sans exception, de mes parents, de mes amis, de mes ennemis ; il y avait unanimité et il fallait que je pense, que j'agisse, que je parle comme l'unanimité, que je dise et répète ma colère, mon espoir, ma certitude qui étaient exactement les leurs. Une fois de plus, je me suis retrouvé chez moi, admis à la vie intérieure du village, à entrer dans un groupe, une catégorie, un clan hostile aux voisins qui lutte pour supplanter le rival ou ronge son frein en attendant, mijote sa vengeance ou sa trahison, conduit prudemment sa propagande, combine plans d'attaque ou prépare sa défense tout en continuant à proclamer au cours des assemblées fréquentes cette union sacrée et obligatoire qui fait du village un seul bloc et de tous ses hommes un seul homme. Je partageais les menaces qui pesaient sur tous mais je ne risquais rien en particulier. Pour les maquisards, j'étais un « civil » soumis, aussi corvéable et docile qu'un autre. Pour le soldat français qui voit en chacun de nous un fellaga sournois j'étais à Tizi-Hibel un visage nouveau de fellaga supplémentaire. Et si mon amour-propre eut à souffrir de cet anonymat dédaigneux où me laissèrent les valeureux combattants, cela me valut du moins de passer de paisibles vacances

dans un endroit où règnent la force brutale, la méchanceté et la misère. J'ai vu arriver des soldats ou des maquisards : je n'ai eu affaire ni aux uns ni aux autres[8]."

Cela étant, il est impossible de vivre dans les deux camps. Même s'il n'est pas facile d'en abandonner un pour rallier l'autre. Y voir une manière d'attentisme ou de pusillanimité relèverait du jugement hâtif, d'une forme de manichéisme un peu facile… Édouard Guitton fait partie "de ces 400 000 jeunes métropolitains que la France envoyait là-bas à seule fin de pacification, comme on aimait à dire selon un euphémisme commode[9]". Il a d'abord été affecté dans un atelier frigorifique puis dans un bureau-jeunesse avant d'être refoulé vers Clos-Salembier pour cause de "progressisme caractérisé". Ce jeune officier a une analyse intéressante de la situation d'alors : "Il y avait dans la guerre d'Algérie, quelque chose de plus grand que toutes les promesses militaires : c'était la patience du peuple. Chacun des deux camps proclamait : « Le peuple est avec nous » et chacun avait de bonnes raisons pour le prétendre. Dans les secteurs pacifiés par l'armée, on rencontrait, c'est vrai, une sympathie spontanée du fellah pour la France libératrice. Mais, du moment que chaque famille avait ses maquisards, comment l'unisson ne se serait-il pas réalisé spontanément entre ceux qui se battaient et ceux qui attendaient ? Pourquoi le mettre en doute et pouvait-il en être autrement ? Nous avons connu des situations comparables sous l'Occupation. Une fois qu'on a laissé la lutte s'engager, il ne s'agit plus de doctrine mais d'un réflexe de solidarité.

"Le peuple attendait, témoin impuissant, qu'on voulût bien régler son sort. Il ne serait pas fou de le prétendre : il se mêlait dans l'âme musulmane, prise comme un tout, un amour inconditionnel de la France et une soif légitime d'indépendance. Les raisonneurs trop subtils ramenaient le problème à l'un des deux termes du conflit. Or c'étaient les deux données qu'il fallait avoir le courage d'envisager *à la fois*[10]."

Mme Feraoun reçoit beaucoup dans sa nouvelle maison. Quant aux enfants, ils sont tiraillés entre les jeux extérieurs, la cueillette de figues gorgées de miel et les bonheurs de la lecture qu'ils ont en commun. Toute la famille profite de cette grande maison claire dotée de belles et grandes chambres fraîches et claires… Mais l'eau courante, l'électricité ne font pas encore partie du confort quotidien[11].

Plus d'aboiements de chiens. Le silence est encore plus angoissant avec des bruits jusque-là étrangers et inaudibles, des grattements aux portes de la nuit. Des chacals et des éboulis de pierres sous les pas d'allez savoir qui… Dans la journée, chacun fait mine de ne pas constater l'absence de tel ou tel autre évanoui dans le maquis au cours de la nuit passée. Le jour revenu, les hommes se retrouvent au café maure et discutent de tout et de rien faute de pouvoir boire de l'alcool, fumer ou faire claquer les dominos. Les femmes s'attardent à la fontaine. Des mots furtifs s'échangent. Des militaires patrouillent dans leurs camions bâchés. Parfois ils font des petits signes d'amitié. D'autres fois ils se taisent ou lancent des insultes. Les enfants suivent la poussière de leurs véhicules en criant d'autres insultes avec de grands mouvements de bras et des sourires pouvant faire croire à des paroles de bienvenue.

Les hommes évoquent le congrès du FLN qui vient de se tenir le 20 août 1956 près d'Akbou dans la vallée kabyle de la Soummam. Il définit les buts de la guerre, fixe les conditions d'un cessez-le-feu et nomme le FLN comme seul représentant du peuple algérien. Mais personne ne connaît au juste les conclusions de cette réunion au sommet que chacun qualifie d'importante. Des échos du congrès parviennent au village de manière fragmentaire. Y compris par les émissaires chargés de vanter les mérites de la Révolution, son organisation inflexible et "la primauté du politique sur le militaire" que personne ne voit se concrétiser dans les faits tant les *rebelles* sont toujours omniprésents et sans concession. Cet acte qualifié de fondateur pour l'État algérien aura un retentissement modeste. Y compris pour Feraoun qui n'y consacre pas une ligne dans son *Journal*. Pas plus qu'il n'évoque l'absence de la délégation extérieure amenée par Ben Bella. Elle n'a pu quitter Le Caire et remettre en cause certaines options politiques du congrès, notamment cette fameuse "primauté politique". Elle est également nuancée en ce qui concerne le refus de la mainmise du nassérisme sur la révolution algérienne. Il s'ensuivra des dissensions et des purges à la tête de la *rébellion*[12].

Le FLN opte désormais pour la guérilla urbaine. Le 20 septembre, 11 personnes dont plusieurs femmes et enfants sont tués en plein centre d'Alger à la suite d'un attentat qui fait également 105 blessés. Deux établissements ont été visés : le *Milk bar* et la *Cafétéria*. Une troisième bombe déposée au *Maurétania* ne fonctionnera pas. Yacef Saadi qui est à l'origine de l'attentat a choisi délibérément de frapper un dimanche. Il est 18 h 35. Les terrasses sont bondées. "C'est un carnage ! Quel gâchis !" commente hébété un commissaire découvrant des corps déchiquetés parmi les gravats et les débris de verre. "Treize ans, dix-huit ans, vingt ans, douze ans, huit ans, douze ans, douze ans…" Il dresse une liste des identités et des âges. Les Européens sont sous le choc en lisant les journaux du lendemain. Les descriptions et les photos sont horribles. Les témoignages des sauveteurs soulèvent une vague d'indignation contre les poseurs de bombes dont on découvrira plus tard que ce sont 3 femmes : Samia Lkdahri, Djamila Bouireb et Zohra Drif.

La nouvelle se diffuse comme une traînée de poudre dans tout Alger qui, à partir de ce jour, va vivre dans la terreur. Et la haine. Dans la Casbah, les hommes du FLN parcoururent les ruelles étroites en murmurant à l'oreille de chacun : "Vous êtes vengés. Restez vigilants. La bataille ne fait que commencer. Il faut faire confiance au FLN qui a fait payer l'attentat de la rue de Thèbes." Cet attentat ayant fait 16 morts et 57 blessés dans la nuit du 10 août 1956 avait été commis au cœur de la Casbah par l'Oraf (Organisation de la résistance de l'Algérie française). En représailles à un mitraillage commis le 19 juillet par le FLN au quartier populaire de Bab-el-Oued faisant 1 mort et 3 blessés.

L'Oraf est un réseau clandestin de type paramilitaire proche des milieux gaullistes, du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) et de certains membres de l'armée française qui s'affiche comme anti-indépendantiste. Créée en 1956 par un médecin, René Kovacs, la structure compte notamment Joseph Ortiz, Michel Fechoz et une poignée de militants. Spécialisée

dans les attentats à la bombe contre des repères algérois du FLN, l'Oraf est dirigée par un médecin, René Kovacs. L'un de ses membres, Philippe Castille, ancien résistant, précisera que les attentats de l'Organisation avaient lieu le samedi parce que c'était le seul jour de la semaine où ses membres ne travaillaient pas, ce qui les rendait disponibles pour des attentats anti-FLN. Ce même témoin indiquera que l'Oraf pouvait s'appuyer sur le *Comité des Six*, un groupe civil et parlementaire dirigé par Michel Debré. Il disposait également d'une branche militaire sous les ordres du résident au Maroc, le général René Cogny, qui avait participé à la bataille de Diên Biên Phu[13].

Feraoun ne peut rester insensible à la démesure des violences. L'Histoire n'en est plus à écrire ses pages. Il semble qu'elle y mette le feu au fil de son déroulement. La barbarie se généralise au nom des mêmes principes défendus par chaque camp. À chacun ses méthodes, ses mises en scène. L'heure est au tourment. À cette forme d'exécration que chacun peut ressentir dans le regard de l'autre. Il s'est rendu à Alger quelques jours après les attentats à la bombe. Il en a beaucoup parlé avec Roblès et son épouse qui l'hébergeaient. Avec eux, il s'est interrogé : Comment peut-on espérer revenir à une normalisation quand les deux camps se raidissent, bombent le torse, se livrent à une surenchère de force ? La violence n'est pas admissible. D'où qu'elle vienne. De quelque manière qu'elle se justifie. Le désespoir appelle le sang, la haine, la vengeance. Feraoun et Roblès le craignent même s'ils veulent encore croire à l'incroyable. De leurs longues discussions renaissent quelques bribes d'espoir. Un peu de foi qu'il existe à travers le pays d'autres hommes de paix et de fraternité. Mais quand Feraoun rentre à Fort-National, la réalité du chemin s'impose à nouveau. Ces kilomètres encore et toujours jalonnés de barrages ou portant les stigmates de récentes exactions. Le feu, la cendre, le sang s'imposent sur cette terre que l'automne roussit sans laisser au blé le temps de mûrir. De retour chez lui.

Ce soir, il choisit de s'installer dans la *chambre d' hôte* pour rédiger son *Journal*. Il lui préfère généralement son bureau de directeur. Mais là, au retour de l'effroi, peut-être préfère-t-il l'anonymat de cette pièce impersonnelle habituellement mise à la disposition d'un inspecteur ou d'un cadre du rectorat ne souhaitant pas regagner la capitale de nuit.

“Si les Kabyles des villages sont désespérés, les Français d'Alger le sont tout autant. Un vent de panique souffle partout. On aborde les amis, les connaissances avec un petit air indifférent, dénué de toute hypocrisie, on s'affronte à découvert et chacun affiche ce qu'il pense de son voisin, c'est exactement ce que son voisin pense de lui ; autrement dit rien. On ne pense à rien. Plus d'amis, ni de copains, de compatriotes. Nous sommes tous des frères ou des individus qui se ressemblent unis dans un même sentiment de doute, de peur, de découragement. Tout s'effondre et il n'y a plus que des milliers de pantins, deux clans de pantins prêts à se détruire et qui tremblent d'être détruits[14].”

Peut-être souhaite-t-il évoquer les attentats d'Alger ? Toujours est-il qu'il n'en parlera qu'une semaine plus tard. En quelques lignes. Comme s'il était inutile d'épiloguer sur les fruits du mal… “Dans les villes les attentats se multiplient :

stupides, affreux. Des innocents sont déchiquetés. Mais quels innocents ? Qui est innocent ? Les dizaines d'Européens consommateurs paisibles dans un bar ? Les dizaines d'Arabes jonchant la route près d'un autocar déchiqueté ? Terrorisme, contre-terrorisme, terreur, épouvante, mort, sang, cris désespérés, cris de douleur atroce, râle d'agonie. Plus rien. La Paix[15]."

Les autorités françaises pressentent les effets dévastateurs que pourrait avoir une guérilla urbaine. Elles ont des informations selon lesquelles le FLN veut porter et intensifier la guerre dans les villes. La population européenne s'est accoutumée aux embuscades, aux opérations de ratissage et autres qui se déroulent dans le bled. Certes, elles sont minutieusement relatées par une presse généralement optimiste. Mais cette guerre qui n'ose toujours pas dire son nom reste physiquement éloignée de la grande majorité des Européens dont la plupart vivent dans les grandes agglomérations. Dès 1956, à l'issue du congrès de la Soummam, les responsables du FLN avaient décidé d'intensifier leurs actions sur Alger en vue de marquer leur suprématie et de donner une audience internationale au conflit. C'est une stratégie visant également à accélérer les négociations secrètes qui se déroulent au cours de l'été de la même année à Belgrade.

La France décide de frapper à la tête et d'éradiquer le FLN en le privant de ses leaders. Ce qui aurait un impact sur les *indigènes* auprès desquels ces chefs ont une aura qui confine à l'invincibilité.

Le 22 octobre 1956, elle organise le détournement par la France d'un avion DC-3 transportant plusieurs dirigeants du FLN entre Rabat et Tunis. La prise est d'importance… Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Lacheraf et Khider sont faits prisonniers. L'opération est saluée par la presse algéroise mais, à l'étranger, elle est perçue et dénoncée comme un acte de piraterie aérienne. En réaction, le FLN lance une contre-opération au cours de laquelle plusieurs dizaines de Français sont tués à Meknès (Maroc).

Abane Ramdane décide alors d'un nouveau mode d'action révolutionnaire : "Nous entrons dans la période d'insécurité générale, prélude de l'insurrection générale qui nous débarrassera à jamais du colonialisme français[16]." Pour sa part, Larbi Ben M'Hidi promet "un Diên Biên Phu à Alger, et une prochaine victoire au début de 1957[17]". La stratégie est claire : ne pas installer la guerre dans l'habitude mais dans la terreur. Aucun Européen ne doit plus se sentir en sécurité. Aucun *indigène* ne doit plus se ressentir autrement qu'en Algérien luttant pour son indépendance aux côtés des moujahids. Les méthodes et la terminologie ont radicalement changé. Les *rebelles* choisissent le 1er novembre 1956 (2e anniversaire du début de l'insurrection) pour déclencher une grève générale qui est massivement suivie dans l'Algérois. Un tract sur la grève des écoliers circule dans une grande partie du pays. Il est intitulé : "Appel aux Algériens pour boycotter les écoles françaises." Dans le même temps des télégrammes de menace sont envoyés aux instituteurs et dans les mairies. Les parents sont mis en garde. L'administration réagit sans retard en préparant des certificats de réquisition au nom de chaque maître et de chaque élève. Il n'empêche… La grève sera largement suivie par les écoliers algériens et par certains Européens craignant des mesures de rétorsion à

leur égard. D'autant que la ville paraît particulièrement menacée. À partir de novembre les autorités militaires bouclent Fort-National durant un mois. Impossible d'y entrer ou d'en sortir sans laissez-passer. Les approvisionnements en denrées de première nécessité ne vont pas tarder à faire défaut. Les *rebelles* engagent une véritable épreuve de force. Ils détruisent les laissez-passer qui pour eux n'ont aucune valeur. Ils menacent à nouveau les maîtres et les fonctionnaires qui continuent de travailler. La plupart d'entre eux obtempèrent. L'administration lance des ordres de réquisition avec menaces de licenciement. Le 8 décembre, les employés *indigènes* demandent audience au sous-préfet pour lui expliquer qu'ils ne pourront pas reprendre leur travail tant que les mesures de restriction imposées par le blocus de la ville ne seront pas levées. Feraoun est délégué par ses collègues instituteurs pour les représenter. L'ensemble des fonctionnaires lui a demandé de s'exprimer en leur nom à tous. "Devant l'administrateur assurant l'intérim du sous-préfet j'ai enrobé ma déclaration dans des formules vagues et respectueuses mais la transaction était tout de même nettement proposée. J'ai parlé cinq minutes[18]." L'administrateur s'est lancé dans un discours fleuve d'une heure s'adressant surtout à Feraoun comme si c'était une occasion "de vider son sac à fond et qu'il fallait en profiter[19]". Pour en arriver à une conclusion précise : "Vous pouvez me croire, l'heure de la « transigeance » est passée parce que de notre côté nous serons intransigeants et frapperons dur. Libre à vous de vous déclarer nos ennemis. C'est franc : partez, vous n'aurez plus rien de nous que nos balles. Sinon, soyez avec nous." L'administrateur regarde Mouloud Feraoun droit dans les yeux comme s'il ne s'adressait qu'à lui. Il poursuit sa menace refusant toute forme de double jeu… "C'est à vous d'opter. Pour ceux qui sont avec nous, les restrictions seront levées, ils ne manqueront de rien, seront comme nous, exactement comme nous. Avec eux, nous édifierons cette Algérie nouvelle que nous désirons tous. Les autres sont nos ennemis, ils sont voués à la ruine et condamnés à mort[20]…"

Panique, angoisse, doute. Les premiers attentats à la bombe perpétrés dans la capitale provoquent des réactions et des manifestations violentes chez les Européens. Plus que jamais l'escalade de la violence confine à la brutalité. La brutalité tisse sa toile de haine. Dans les quartiers, dans les immeubles, les portent se referment. Chacun en arrive à se méfier de son voisin. Aux trop chaleureuses embrassades se substituent des regards suspicieux. Dans les rues désertées dès que s'allument les réverbères les gens semblent plus pressés. Et pourtant les *événements* paraissent marquer le pas. Un peu comme si chacun s'était accoutumé à cette tuerie mécanique et refluait dans une sorte de torpeur sécurisante.

Fort heureusement, à quelques jours de Noël, la libre circulation est rétablie à Fort-National. Les Algériens respirent. Ils vont pouvoir retourner au marché sans errer entre des étals quasiment vides. L'épicier et le droguiste réapprovisionneront rapidement leurs étagères. Les prix baisseront sans doute. La vie reprendra son cours normal… À moins que cette mesure ne soit qu'une manière de montrer la magnanimité de la France et sa capacité à nourrir ou affamer ceux qui ne choisissent pas son camp. Le camp de la paix et du progrès face aux *fellagas* qui ne

peuvent installer que le chaos.

En cette fin d'année 1956 le nom d'un village est sur toutes les lèvres : Lacroix. Situé à la frontière tunisienne toute proche de la Kabylie il a été le théâtre d'une embuscade au cours de laquelle trois soldats français ont été capturés. Depuis un mois on est sans nouvelles d'eux… À Fort-National et dans toute la Kabylie on craint que les trois militaires soient exécutés et que l'armée durcisse le ton et ses positions. Surtout dans cette ambiance d'affrontement psychologique où chaque camp veut prouver à l'autre sa suprématie et sa détermination. Mais cet événement somme toute courant dans une guerre particulièrement meurtrière aura des conséquences totalement inattendues…

Chaque année les fêtes de Noël et du Nouvel An sont plus tristes. Chaque année les populations se prennent à espérer que les *événements* prendront fin dans les semaines ou les mois à venir. Mais la réalité s'impose. Chaque jour est plus sanglant et plus dramatique. Depuis le début de l'année, les journaux font état d'une "recrudescence des vagues d'attentats à travers le pays". Six grenades à Alger qui ont fait une dizaine de victimes, deux fermiers massacrés à la hache dans le petit village de Perregaux, un paysan égorgé à Djilali ben Amar (département de Tiaret). Des attaques à la grenade ont été perpétrées à Méchéria, à Blida et à Sétif. Une dizaine de civils européens tués en une seule journée. Et le répit ne sera que de courte durée.

Les contre-terroristes de l'Oraf multiplient leurs exactions parfois dans une impunité étonnante. De fait, ils sont aidés dans leurs besognes par des officiers des services secrets qui n'hésitent pas à leur fournir des renseignements. Le groupe de Georges Watin fit de la "Villa des sources" ce centre de torture privé[21] où périrent plusieurs "suspects" enlevés. En même temps, des comploteurs civils et militaires tentèrent de les manipuler pour entraîner l'armée à prendre position contre le gouvernement légal.

Le 28 décembre 1956 à 10 h 15 au cœur d'Alger, Amédée Froger est abattu par un terroriste alors qu'il regagne sa voiture. Cet homme de soixante-quatorze ans est maire de Boufarik, une petite ville de la Mititdja. Il est également et surtout président de la fédération des maires du pays et figure active de la mouvance Algérie française. Dans l'atmosphère surchauffée de l'époque, cette exécution va prendre une dimension démesurée. La grande majorité de la population européenne se retrouve alors dans l'affliction patriotique du général Massu qui rend hommage à cet homme qui "était au soir d'une vie tout entière vouée au bien public et à l'idéal d'une Algérie heureuse dans le sein d'une France rénovée et puissante". Ses obsèques rassemblent plusieurs milliers de personnes venues de tout le pays. Le FLN profite de ce rassemblement pour faire exploser cinq bombes dans trois églises de la ville, à la cathédrale et au cimetière de Saint-Eugène.

L'enterrement est l'occasion de crise de haine et d'hystérie devant cet assassinat qui est perçu comme un abandon de l'Algérie par la France. Cette thèse est largement diffusée par les ultras et les très actifs membres des réseaux contre-

terroristes sévissant particulièrement à Alger. Manipulée par des mots d'ordre lancés pendant la cérémonie, les participants se déchaînent contre la France et contre les Arabes : les rubans tricolores ornant les gerbes sont arrachés, des cris hostiles sont scandés par une foule haineuse qui déferle dans les rues et se livre à une *ratonnade* dont on ne connaîtra jamais le nombre de victimes… “On a suivi le cortège jusqu'à la place du Cheval[22], le quartier arabe, où la fureur se déchaîna librement pour s'abattre sur ceux que le hasard avait amenés par là. Ce n'était plus impressionnant, c'était terrifiant. Depuis que j'ai tourné le bouton[23], j'ai tout le temps d'imaginer la place, le quartier arabe, pleins de musulmans plus ou moins loqueteux et par cela même plus ou moins louches, plus ou moins foncés donc plus ou moins antipathiques, et ces Arabes louches et antipathiques fuyant devant des jeunes gens bien élevés, corrects, bien mis, mais indignés par les lâches attentats, les crimes odieux de cette engeance fanatisée ; tellement indignés qu'au lieu de voir brun ils ont vu rouge comme si chaque Arabe était transformé en une gigantesque chéchia et qu'il fallait déchirer rageusement toutes les chéchias[24].”

La plume hésite. Une goulée de bastos permet de marquer la pause avant que Feraoun ne reprenne le fil de ses notes pour préciser que M. Froger avait été désigné comme l'un des responsables des bagarres du 6 février précédent au cours desquelles Guy Mollet avait été accueilli par une foule hostile sous des horions et des jets de tomate.

L'attentat contre le maire de Boufarik sera incontestablement le prétexte au lancement de la *bataille d'Alger*. Dans son livre portant ce titre, le général Jacques Massu le confirme. C'est à partir de cet événement et des débordements qui ont suivi que le ministre-résident Robert Lacoste, le commandant en chef interarmées et le général Raoul Salan lui confient les pouvoirs civils et militaires. Pour Yacef Saadi, cette mise en place résulterait plutôt d'un “complot militaire”[25] et il réfute toute participation du FLN : “À l'époque j'étais le responsable politico-militaire de la Zone autonome. Aucune action de cette envergure ne pouvait se faire sans que je ne sois au courant. Je peux affirmer aujourd'hui que Froger n'a jamais été tué par le FLN, pour la simple raison que j'étais à la tête de l'organisation à l'époque et l'organisation était tellement structurée qu'un attentat de cette envergure ne pouvait se décider sans mon consentement, pour mettre la voiture à disposition, les armes, le refuge…” Et de poursuivre : “Certes, il était inscrit dans nos tablettes, il devait être abattu comme tant d'autres, mais là on n'a pas pu l'avoir, c'était un complot. Il fallait créer les conditions pour que l'armée prenne le pouvoir. Dire au pouvoir civil : « Vous êtes incapables de maîtriser la situation, nous, l'armée, on va le faire, d'où les pouvoirs spéciaux au général Massu. » Donc, tout un complot, le complot du général Faure qui entre dans cette histoire-là, ça c'est certain[26] !”

Robert Lacoste met en application les pouvoirs spéciaux votés le 12 mars 1956 et selon lesquels : “le gouvernement disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances, en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire”. Lacoste ordonne au général Massu, commandant de la dixième division aéroportée, de

pacifier Alger.

Le 8 janvier 1957, Massu implante dans la ville huit mille hommes, et proclame la loi martiale. Le FLN réplique par des attentats et une grève générale qui débute le 28 janvier.

L'armée découpe la ville en secteurs et corsète les quartiers *arabes*. La répression est extrêmement sévère. Les arrestations nombreuses se font à la discrétion des parachutistes. Il en va de même pour le déplacement de détenus dans des centres où la torture tend à se banaliser[27]. Même s'il se refuse à la reconnaître, Massu affiche des résultats : le démantèlement des réseaux FLN, la baisse sensible du nombre des attentats.

Les déclarations des militaires largement relayées par les journaux aux plus forts tirages et Radio Alger rétablissent lentement la confiance dans la population.

La guerre ? Quelle guerre ? Massu a maté la rébellion. La paix va pouvoir se réinstaller. De fait, le FLN est en mauvaise posture. Mais cette rébellion est allée trop loin pour pouvoir s'arrêter ainsi… Depuis le 16 janvier, Mouloud Feraoun paraît décidé à ne plus regarder derrière lui. Quel qu'en soit l'enjeu… “Maintenant j'ai compris. Inutile d'aller plus loin. Je peux mourir aujourd'hui, être fusillé demain : je sais que j'appartiens à un peuple digne qui est grand et restera grand, je sais qu'il vient de secouer un siècle de sommeil où l'a plongé une injuste défaite, que rien désormais ne saurait l'y replonger, qu'il est prêt à aller de l'avant pour saisir à son tour ce flambeau que s'arrachent les peuples et je sais qu'il le gardera très longtemps. Que cette finale romantique paraisse un peu puérile et surprenante venant d'un homme pacifique qui méprise tous les patriotismes, cela ne m'étonnerait pas. Je dirai simplement qu'il ne s'agit pas d'une prophétie mais d'un souhait[28].” Ils sont nombreux qui, comme lui, n'ont plus la force de se retourner. De croire à ces fables qu'on ne leur raconte d'ailleurs plus. Seules les armes peuvent les faire obtempérer. Juste dans l'espoir de vivre encore. Assez pour désarmer ceux qui comme ce mercredi 30 janvier où les militaires français se présentent devant l'école et somment les maîtres de sortir. Ils sont une demi-douzaine à refuser de se soumettre à l'ordre de réquisition de l'administrateur. Par peur du FLN qui ne transige plus avec ses consignes de grève. Tout contrevenant est considéré comme un traître et exécuté. Les maîtres algériens ont refusé de faire classe mais ils ont aidé leur directeur à surveiller les quelques élèves qui s'ennuient entre la cour muette et les salles de classes aphones. Quand les soldats ont demandé aux instituteurs de se montrer, ceux-ci sont sortis “vêtus proprement et chaudement, prêts à aller en prison. Nous avions tous passé une nuit blanche. Je sais que ma femme a fait semblant de dormir. Elle m'a réveillé d'assez bonne heure comme si j'allais recevoir une visite d'inspection et s'est mise au ménage avant le réveil des enfants. Mais eux aussi voulaient être de la fête. À huit heures, j'étais paré et j'ai laissé la maisonnée grouillante d'inquiétude et de curiosité. Pour passer le temps et se calmer les nerfs, les gosses se sont mis à se chamailler librement, à pleurer tout leur saoul parce que ma femme insensibilisée dès la première heure les regardait sans les voir et écoutait sans entendre. Ils s'en sont vite aperçus, les malins[29].”

Ainsi va la guerre dans un mélange d'insouciance et d'anxiété. Feraoun s'inquiète toujours que les militaires puissent mettre la main sur un de ses carnets qui constituent son journal. Ils n'en garderaient que les passages défavorables à la France, à la *pacification* et c'en serait fini de sa liberté. De sa vie peut-être. Il ne serait pas le premier à être *cueilli* en pleine nuit pour un interrogatoire dont il ne reviendrait pas. Il pense sans doute à son ami Madène dont il vient d'apprendre la mort. "Il a été arrêté chez lui samedi dernier, emmené à Béni-Douala où après interrogatoire il aurait été exécuté d'une façon atroce : il aurait sauté sur une mine. Nekili m'a dit que son corps a été ramené au village dans un sac, déchiqueté, les membres détachés de la tête[30]."

Il attend la suite. Inquiet. Angoissé. Vers onze heures et demie, quelques instants avant la fin des classes, le remplaçant du sous-préfet et le capitaine de la SAS arrivent à l'école pour prévenir une fois encore les instituteurs des risques qu'ils prennent en refusant de faire cours. Soucieux de respecter la hiérarchie, les deux hommes tiennent à rencontrer le directeur. Ils lui demandent de réunir les enseignants grévistes. Après leur avoir dit son regret que sa première visite à l'établissement se déroule en pareille occasion, le représentant du sous-préfet se laisse aller à quelques confidences sur son très modeste bourg natal. Les maîtres attendent la suite de ce qui ressemble rapidement à une leçon de morale… "Et pourtant, nous avons donné de grands hommes à la France, des ministres, des députés. Non, nous n'avons pas cela.

"Alors messieurs, je voudrais vous poser une question : pourquoi refusez-vous de travailler ? Vous êtes fonctionnaires, vous avez fait la grève. Nous vous avons envoyé une escorte. Un jour, deux jours, vous refusez de suivre la police. Vous la suivez et vous ne travaillez pas. Vous avez reçu des ordres de réquisition et vous ne voulez pas y répondre. Vous désobéissez à la loi. Vous vous singularisez d'ailleurs lamentablement car vous êtes les seuls à refuser avec les postiers. Partout ailleurs tout le monde a repris[31]."

Il marque un temps d'arrêt. Essaye de capter un regard. Tous ont la tête baissée. Plus par lassitude que par crainte. L'un d'eux risque enfin une réponse : "Nous avons peur, monsieur le sous-préfet." Celui-ci se redresse et réfute une réalité qu'il ne veut pas même entendre. Reprend avec componction : "C'est un argument que je n'admets pas. Savez-vous ce qu'il en coûte de désobéir à la loi ? Consultez un avocat kabyle puisque vous n'avez plus confiance en nous, vous êtes fonctionnaires français et vous touchez l'argent français mais vous ne voulez plus respecter la France. Vous ne la craignez plus alors que vous tombez béats d'admiration devant le vulgaire assassin qui se camoufle et tire par-derrière. Ces gens-là, vous les respectez bien que ce soient des lâches. Oui, les rebelles sont des lâches et ils ne chasseront pas la France. La France restera ici parce que, ici, c'est la France. L'Indépendance vous ne l'aurez jamais car vous n'en êtes pas dignes. Vous n'en êtes pas capables. Vos rebelles sont abjects, ils suent la duplicité, le mensonge, ils sont visqueux et répugnants et nous les méprisons. Des gens comme Mouloud Feraoun nous les aimons et les admirons pour leur valeur mais les rebelles, non, Messieurs ! Nous sommes un peuple civilisé, un peuple raffiné et

idéaliste, un peuple de lumière et de justice, nous n'allons pas nous laisser bafouer par des barbares. M. Feraoun a quelqu'un derrière qui le pousse et que nous connaissons. Je vous pose une question, parlez, j'écoute. Nous sommes entre nous, ce qui se dira ici ne sera pas répété.

Il y a parmi vous un chef, un meneur, qu'il parle s'il est un homme, qu'il ouvre la bouche pour répondre… Parlez, vous êtes des hommes. Non, vous êtes des lâches, vous suez la peur, vous aussi. Drôles d'éducateurs que j'ai là devant moi. Des lâches qui n'ont pas honte de se laisser mener à leur tâche d'éducateurs par des policiers à mitraillettes. Quelle sera maintenant la valeur de votre enseignement ? Non, c'est trop bas ! C'est grotesque. L'élite algérienne !! Ah ! Elle est belle votre élite. C'est sur vous que l'Algérie compte pour se faire ? Je la plains. Ne croyez pas que nous vous laisserons faire et que vous continuerez à brouter l'argent de la France sans travailler. Messieurs, je vous trouve stupides dans votre raisonnement ; vous vous dites : nous allons nous tourner les pouces et à la fin du mois, l'argent nous tombera comme cela. Oui, vous êtes des moutons et vous ne savez que brouter. Mais maintenant c'est fini. Parlez. Il est midi moins dix. Vous avez encore dix minutes pour prendre une décision[32]…" De l'humiliation ou de la révolte ? Quel sentiment domine alors chez ces enseignants qui écoutent en silence ? Qui écoutent cet homme qui leur donnerait peut-être du bâton s'il était dans une école du bled. Vieux souvenirs de l'école française où ils sont allés apprendre "beaucoup de choses inutiles[33]" mais qui ont cru à un autre avenir. Celui qu'on leur a enseigné dans les livres d'histoire, à l'École normale, dans les grandes réunions syndicales. Tout s'écroule en face de cet homme dont chaque mot a plus de violence que cent coups de fouet. Mains dans le dos, allure martiale, menton accusateur, il s'impatiente, ce représentant de l'État qui a dû pourtant recevoir une éducation raffinée et apprendre les vertus de 1789, de la Révolution, des droits de l'homme. En fait, il n'est pas là pour dialoguer mais pour imposer. La force et le pouvoir en guise d'échanges. "Alors, vous ne voulez pas reprendre ?" interroge-t-il d'un ton menaçant. Un long silence suit. Il s'impatiente. Comme s'ils s'étaient donné le mot, quelques-uns murmurent : "Nous ne pouvons pas !" L'officier s'emporte, menace : "Nous avons six mille fonctionnaires à caser. Alors… Nous n'avons pas besoin de vous." Un murmure accueille ses paroles. Il les toise et lance d'une voix méprisante : "Si vous persistez dans votre refus, on vous met à la porte. Tout de suite ! Vous irez trouver de l'embauche auprès des responsables du FLN de Fort-National. Vous les connaissez bien puisque vous en êtes des membres." Certains voudraient protester. Ce serait pire. L'officier s'emporte à nouveau, se rapproche d'un des instituteurs et, le regard mauvais, s'adresse à lui comme s'il interpellait l'ensemble du groupe… "Oui, vous en faites partie. Il y a eu un certain repas, samedi, chez le cadi notaire. Mais le cadi notaire est plus bas que zéro, une chiffe, un mollusque, un lâche. Hier, il est monté à la sous-préfecture, il y est resté deux heures. Il a compris. Il est fini, le cadi notaire. Quant à vous, partez, rejoignez le maquis si vous êtes des hommes. Car là, au moins, il y a des hommes. Partez et nous irons vous chercher dans le djebel, et nous vous trouverons parce que nous sommes forts et courageux[34]."

Monsieur le représentant du sous-préfet a poursuivi ses vomissures contre Mendès France avant de s'en aller. Dégoûté, scandalisé “par (les) mines « visqueuses, suant la peur et la lâcheté » après avoir serré ostensiblement la seule main du directeur qui n'a pas eu le courage de se refuser à la tendre[35]”. Ce qui ne l'a pas empêché de tancer Feraoun en qualifiant son école de “bastion de la résistance kabyle” et en lui lançant un ultime avertissement : “Savez-vous que vous êtes tenu pour responsable de ce qui se passe dans votre établissement ? C'est peut-être injuste mais nous ne connaissons que vous. Vous êtes père de famille, je me suis laissé dire que vous avez sept enfants. Pensez à vos enfants[36]”… La menace est à peine voilée. Le représentant de l'État avait tout juste tourné les talons que le capitaine est revenu en classe “pour arrondir les angles mais c'était inutile, « les angles avaient profondément pénétré dans la chair qui restera meurtrie à jamais[37] »”.

À une heure et demie, tous les instituteurs reprenaient les cours. Une boule au ventre. Une nouvelle blessure en mémoire. Une blessure définitivement incicatrisable.

Plus que jamais Feraoun craint pour son intégrité physique. Le 27 janvier 1957, il écrit dans son *Journal* : “C'est affreux. Depuis hier j'ai perdu le goût de vivre[38].”

Il a des angoisses pour sa famille qui n'est pas à l'abri d'un accident… Il sait que le capitaine veut sa peau car il le considère comme un meneur. Comme un agitateur subtil et malin sur lequel il ne peut avoir aucune prise. Il le lui fait sentir à chaque occasion. Le 31 janvier, quatre jours à peine après sa précédente visite en compagnie du remplaçant du sous-préfet il fait irruption dans le bureau de Feraoun. Il le somme de réunir tous ses collègues pour leur faire signer un engagement sur l'honneur “à reprendre [leur] travail à partir du 31”. Le directeur ose une question : “Et s'ils refusent ?” La réponse est cinglante : “S'ils refusent, je leur casse la gueule.” Et l'officier menace également de les arrêter. Devant ces *arguments*, les instituteurs signent l'engagement “tout en reconnaissant avec amertume ce que ce mot dans leur bouche et au bout de leur plume avait désormais de dérisoire[39].”

Quand Feraoun se rend dans le bureau du capitaine pour lui remettre les engagements de ses collègues, il apprend de l'officier que celui-ci s'intéresse avec un intérêt particulier à un collègue syndicaliste et à un cadi notaire. Feraoun tente de convaincre le capitaine de l'innocence des deux hommes. En pure perte. L'officier développe une longue argumentation et fort de ses certitudes indiscutables, il conclut que le cadi est “l'éminence grise du FLN comme Mouloud Feraoun[40]”. Le capitaine ne pouvant tolérer que quiconque ose contester ses convictions, il fait signe à chacun de se taire, de l'écouter. Il hausse le ton. Se déchaîne et lance à son interlocuteur : “M. Feraoun je ne vous suis plus. Les militaires reçoivent des ordres, ils les exécutent. Ainsi, vous, un simple troufion peut vous donner un coup de pied au cul. Le fait que vous émargez aux éditions du Seuil ne change rien[41].” Coup de massue. Torpeur. Feraoun écoute toujours le jeune homme qui poursuit son argumentation sur un ton plus calme, n'hésitant pas à l'interpeller comme il le fait sans doute avec tant d'autres *indigènes*… “Mon vieux, il ne s'agit plus de raisonner ou de juger ou d'appliquer la loi. Il s'agit de

détruire tout ce qui est mauvais, tout ce qui gêne[42]." Les menaces fusent à peine voilées. Face à la placidité de son vis-à-vis le capitaine sort de ses gonds à nouveau comme pour bien faire preuve de sa force. De sa violence. Feraoun est persuadé qu'il lui faut quitter rapidement Fort-National. Même si tous les instituteurs reprennent le travail à partir du 1er février.

Mais au fait qui était cet homme au verbe meurtrier ? Feraoun se renseigne et écrit dans son *Journal* : "Je venais d'avoir affaire à M. Achard, administrateur des Ouadhias, celui qui a ordonné les dizaines d'exécutions, les viols, les tortures dans ce malheureux douar. Alors j'ai compris que ses menaces n'étaient peut-être pas si vaines[43]."

L'ancien résistant Jacques Achard sera muté quelques mois plus tard à Batna. Il rejoindra l'OAS en 1962 et y apportera une part active sous le pseudonyme *Alpha*. Il sera condamné à mort par contumace.

La guerre s'intensifie. En métropole, l'opinion publique se lasse de cette guerre qui n'en finit pas.

---

1 Ainsi les Kabyles nomment-ils les convertis.
2 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 128.
3 *Ibid.*
4 *Ibid.*, p. 129.
5 *Ibid.*, p. 128.
6 *Ibid.*, p. 145.
7 *Ibid.*, p. 145-146.
8 *Ibid.*, p. 146-147.
9 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit.*, p. 61.
10 *Ibid.*, p. 67.
11 Ces commodités ne feront partie du quotidien de Tizi-Hibel qu'à partir de 1970.
12 L'influence égyptienne sur la révolution algérienne sera pourtant effective dès le CNRA du Caire en août 1957 et à la suite de l'assassinat au Maroc d'Abane Ramdane en décembre 1957. Les leaders de la guerre d'indépendance vont alors se déchirer et des purges s'ensuivront avec notamment les liquidations des colonels Nouaouri, Lamouri et Aouachria en 1958 par Boumediene.
13 Témoignage recueilli dans le cadre d'un documentaire, *OAS : une histoire interdite*, de François Margolin et Georges-Marc Benamou, Paris, Margo Films, 2008.
14 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 150.
15 *Ibid.*, p. 151-152.
16 In *El Moudjahid*, nº 3 d'octobre 1956.
17 Cité par Guy Pervillé dans une communication présentée au colloque *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, organisé à Montpellier les 5 et 6 mai 2000. Publié le 27 août 2006 sur le site internet www.guy.perville.free.fr/spip/article.php3 ? id_article=66
18 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 172.
19 *Ibid.*, p. 172.
20 *Ibid.*, p. 173.
21 Jacques Delarue, *L'OAS conte de Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, p. 41-48, cité *in* Guy Pervillé, *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

22 Place du Gouvernement, située au cœur d'Alger et ornée de la statue équestre du duc d'Orléans.
23 De la radio. *(N.D.L.R.)*
24 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 179.
25 In *El Moujahid* du 22 juin 2011.
26 In *"La Guerre d'Algérie, vingt cinq ans après : l'engrenage 1956", 3e épisode*, *op. cit*.
27 Le 28 mars 1957, le général Jacques de la Bollardière, opposé à la torture, demande à être relevé de ses fonctions. Il est condamné à soixante jours de prison. Le 12 septembre 1957, Paul Teitgen, secrétaire général de la police d'Alger, démissionne pour protester contre les méthodes du général Massu.
28 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 189-190.
29 *Ibid*., p. 194.
30 *Ibid*., p. 192.
31 *Ibid*., p. 194-195.
32 *Ibid*., p. 196-197.
33 *Ibid*., p. 192.
34 *Ibid*., p. 196.
35 *Ibid*., p. 197.
36 *Ibid*.
37 *Ibid*.
38 *Ibid*., p. 192.
39 *Ibid*., p. 197.
40 *Ibid*., p. 200.
41 *Ibid*.
42 *Ibid*., p. 201.
43 *Ibid*.

DES ALLUMEURS DE PHARE

En ce début d'année 1957, la guerre a envahi le champ historique, social, politique, personnel et littéraire de Mouloud Feraoun. On la pressentait dans ses premiers romans à travers la réalité des *indigènes*. Elle s'impose dans le *Journal* dont Édouard Guitton dit qu'il exprime "ce tragique, saisi dans ces manifestations quotidiennes[1]". Pour lui : "Ce sont des pans de chair vive arrachés à un organisme pantelant. Toute l'Algérie saigne à travers ces lignes, spoliée par les uns, spoliée par les autres. Ce compte-rendu au jour le jour fait apparaître, non pas tant le duel de deux idéologies ou même de deux clans, que la lutte, perdue d'avance, de l'intelligence contre la bêtise et la sauvagerie. On y voit, au fil des mois, la montée hallucinante et fatale de l'horreur. Un infernal défilé de corps abattus donne la nausée[2]."

Les jours se succèdent toujours plus sanglants. La haine est palpable au quotidien. Jusque dans l'attitude hautaine de certains collègues européens de Feraoun qui lisent ostensiblement *Paris-Présence Française*, un brouet nationaliste et raciste qui prône la suprématie française en Algérie coûte que coûte.

Une gangue de haine semble se resserrer autour de lui comme pour l'étouffer, le réduire progressivement au silence. Il n'a pas choisi explicitement son camp. Il est donc de celui des ennemis de la France. Personne ne le lui dit plus. Chacun le lui fait sentir. Un regard, un évitement, un silence sur son passage… Il n'est plus directeur. Il n'est plus maître. Il n'est plus homme. Il est une cible. Il sait qu'il lui faut patienter en évitant tout déplacement inutile. Il a obtenu sa mutation pour Alger. L'atmosphère n'y est sans doute pas meilleure mais la ville est plus grande. Il sera plus anonyme dans la capitale que dans cette petite ville kabyle où les ressentiments se font sentir avec plus d'intensité depuis l'attentat dont a failli être victime le capitaine de la SAS. Certains y voient même un règlement de comptes de ce *bougnoule* de Feraoun avant son prochain déménagement pour Alger.

En février paraissent *Les Chemins qui montent* aux éditions du Seuil. Ce sera au terme d'un long et pénible cheminement dont certains épisodes ont échappé à l'auteur. En effet, si le 31 mars 1955 la réponse du directeur du Seuil a été courtoise et aimable, elle n'en tenait pas moins compte de l'avis nuancé de son comité de lecture. Sur la fiche remise à Paul Flamand, un premier lecteur justifie son refus par un "style maladroit, hésitant entre deux héros : le village et Amer et finalement demeurant à la surface de tout. Roblès n'en a rien dit mais son silence doit signifier les mêmes réticences[3]". Quant au second lecteur il est à peine plus nuancé en estimant que "c'est esthétiquement que l'œuvre pèche, et des corrections n'arrangeraient rien". Tel ne sera pas le cas. Le livre bénéficiera d'un bon accueil

et sera réédité atteignant plus de 10 000 exemplaires. Mais il n'est pas dans le style de l'époque. Ou alors ne veut-on voir dans les livres de Feraoun que des romans picaresques lorgnant du côté de la mythologie régionaliste de type Mérimée. Le temps et quelques critiques élogieuses[4] inciteront sans doute l'éditeur à changer de point de vue… Dans sa réédition de 1976, Le Seuil, il est écrit en quatrième de couverture de "chef d'œuvre de Mouloud Feraoun"…

Il est clair que dans *Les Chemins qui montent* les deux voix des héros se font entendre par-delà leur histoire propre. Deux récits se recoupent ou se contrarient sur fond de passion, de jalousie et surtout d'identité. Pour peu que le lecteur prenne la peine d'abandonner des clichés préconçus, ce livre – comme le précédent – met en lumière "les problèmes d'une jeune génération prête à s'insurger à la fois contre l'esclavage et la misère maintenus par le système colonial, et contre « cet enchevêtrement de traditions, de rites et de préceptes qui voudraient l'emprisonner[5] » dans la société kabyle[6]".

L'auteur ne se contente pas de nous entraîner sur les pas d'une *Colomba* berbère. Les colons y sont bel et bien présents et "ils occupent les meilleures places, toutes les places et finissent toujours par s'enrichir… On finit par les appeler à gérer la chose publique. Et, à partir de ce moment, ils se mettent à parler pour les indigènes, dans notre intérêt bien compris et accessoirement dans le leur. […] Notre pays n'est pas plus pauvre qu'un autre, mais à qui est-il notre pays ? Pas à ceux qui y crèvent de faim tout de même[7] ?".

Maurice Chavardès ne s'y est pas trompé. Le critique des *Lettres nouvelles* écrivait après la lecture de ce roman : "En abordant le problème de l'incommunicabilité des êtres, Mouloud Feraoun est sans doute le premier romancier nord-africain qui ait dépassé les révoltes ethniques et sociologiques, atteignant par contrecoup à l'universalité de grande littérature." Dans la simplicité de la forme et du fond. Ce qu'on ne cessera de lui reprocher dans une mise en concurrence avec d'autres auteurs phares de la littérature algérienne de son époque…

Le nom de Feraoun prononcé on lui oppose souvent ceux de Kateb Yacine, de Dib et de Mammeri. Parfois celui de Jean Amrouche. Manière de signifier une différence entre un petit instituteur anxieux ou timoré et des intellectuels engagés. D'un côté un romancier folklorique. De l'autre des combattants de la plume et de la pensée. Il s'agit à peine d'une caricature. Plusieurs décennies après son assassinat, le mythe a la vie dure.

Le premier d'entre eux, Amrouche, est également l'aîné. Né en 1906 il est considéré comme un pur intellectuel français même si son œuvre tire sa sève d'un déchiffrement de ce territoire initial qu'il a quitté très tôt. Cette angoisse du passé exilé, de ces "tombes ancestrales qui ne [l']abriteront jamais". Ses textes politiques ont une force et une détermination irréfutable. Mais sa présence hors d'Algérie en fait un exilé de la colonisation dénoncée. Rien de commun avec Feraoun dont on ignorera l'existence même du *Journal* de nombreuses années après son assassinat et l'indépendance. L'homme n'a pas le physique, la stature ou l'aisance de son aîné. Il a passé la majorité de sa vie dans sa Kabylie natale en butte au colonialisme

qu'il ne pouvait défendre mais qu'il a longtemps eu du mal à combattre… Eu égard à ce qu'il lui avait apporté de culture et de savoir.

Feraoun n'a pas non plus la prestance un peu hautaine d'un Mohammed Dib. Son cadet de sept ans est issu d'une famille d'artisans cultivés. Dès quatorze ans il écrit ses premiers poèmes et commence à peindre. Au même âge Feraoun essaye de se faire à l'idée qu'il sera un solide paysan comme son père. *La Grande Maison*[8], premier volet de sa trilogie *Algérie*, inspirée par Tlemcen, sa ville natale, décrit l'atmosphère de l'Algérie rurale. En cela il est proche de Feraoun mais sans doute plus explicite. Avec "une écriture de constat" plus dénonciatrice que celle de Feraoun. Qu'il évoque la misère des villes et des campagnes, les grèves des ouvriers agricoles, le malaise des populations, c'est fréquemment sur fond de revendications nationalistes. Ça lui vaudra pour son premier roman de fortes critiques des principaux journaux aux mains des gros colons. Et du Parti communiste algérien regrettant que son héros ne soit pas assez "positif". Ce qui ne l'empêche pas d'être salué par Aragon dans un article des *Lettres françaises* du 8 juillet 1954 intitulé : "Un roman qui commence". Plus tard, Dib enseignera aux États-Unis et frise le Nobel. Feraoun supporte un troufion galonné et se débat pour être édité. Dib va glisser vers une forme de littérature onirique alors que Feraoun enrage sur les mots de sang du *Journal* anonyme. Le premier est consacré. Le second s'angoisse.

Alors… Est-il possible de trouver des similitudes, des points de convergence entre Feraoun et Kateb Yacine ? Une première réalité s'impose : tous deux sont kabyles. Comme leurs autres frères de lettres ils ont été nourris de tradition orale et sont également portés à la rime et à la poésie. Par contre sur le plan de l'histoire Kateb et Feraoun ont des *révélations* très éloignées. Le second, nous l'avons vu, a fait l'apprentissage de la colonisation pour s'en éloigner avec douleur et désespérance. Il est pacifiste et veut croire que la raison peut l'emporter en toutes circonstances. Tel n'est pas le cas de Kateb Yacine qui se fracasse dès l'adolescence sur le mur du refus. Certes, il est d'une famille bourgeoise. Un grand-père juge, un père avocat… Il est destiné à faire de belles études et couler une douce vie de notable. Kateb est en classe de troisième quand éclatent les *événements* de Sétif de 1945. Il est arrêté et détenu durant deux mois. De plus, il voit sa mère "devenir folle". Cette France qui prétendait être sa mère patrie lui soustrait sa mère de sang. C'est un double choc psychologique doublé d'une prise de conscience forte du colonialisme et de son pouvoir. Pour lui il ne peut y avoir désormais d'autre voie que celle de l'indépendance. Lui dont le nom signifie "écrivain" et qui s'exprime en français n'utilise plus cette langue que comme un "butin de guerre". Adhérent au PCA il milite activement, donne des conférences, écrit des poèmes, des pièces de théâtre, des romans dont le premier, *Nedjma*, publié en 1956 sera une révélation littéraire. Kateb est un intellectuel révolutionnaire qui porte la plaie de Sétif et hurle à longueur d'articles dans *Alger républicain* où il est journaliste entre 1949 et 1951. Il dénonce aussi bien le colonialisme que l'obscurantisme religieux. Toujours avec la même véhémence. Comme Feraoun, il revendique sa francophonie mais la stigmatise plus énergiquement quand il la

qualifie de “machine politique néocoloniale, qui ne fait que perpétuer notre aliénation”.

Kateb paraît très éloigné de Feraoun à qui certains exégètes ont reproché ses atermoiements, sa trop grande discrétion politico-littéraire. Il est évident que les choix des deux hommes divergent. Leur éducation et leur tempérament également. Édouard Guitton marque bien cette différence… “Dans l’âme, il restait profondément attaché à son terroir natal. Mais par la culture, Mouloud Feraoun était français à part entière, si j’ose dire. Il affichait un mépris bruyant pour la langue et la littérature arabes. […] Il mettait une satisfaction évidente à citer, parlant à l’agrégé que j’étais, nos écrivains : Racine et Valéry revenaient le plus fréquemment sur ses lèvres[9].” Et d’ajouter : “On le sentait traqué par une force indicible, comme s’il avait la prescience du dénouement qui l’attendait[10].”

Autre écrivain majeur de la nouvelle génération littéraire algérienne, Mouloud Mammeri fut sans doute le plus proche de Feraoun qui était son aîné de trois ans. Il l’appelait *Da Lmulud*, ce qui en kabyle signifie respectueusement : “grand frère Mouloud”. Après une très bonne scolarité Mammeri intégrera l’École normale supérieure avant d’être mobilisé en 1939 et de participer aux campagnes d’Italie, de France et d’Allemagne. Devenu professeur de lettres en Algérie il publie dès 1947 *La Colline oubliée* qui marque le début d’une carrière littéraire et théâtrale féconde et engagée. Mammeri doit quitter Alger en février 1957 du fait de ses “activités révolutionnaires”. Massu avait appris notamment qu’il faisait parvenir des textes aux émissaires du FLN intervenant lors des sessions de l’ONU où “la question algérienne” venait en discussion. Il envoie ses paras pour l’arrêter. Mammeri subit une traque de deux mois. Un groupe d’écrivains français, dont faisait partie Camus, intervient en sa faveur. Le ministre résident accepte de le laisser rejoindre le Maroc. Il ne retrouvera son pays que cinq années plus tard avec l’indépendance.

S’il partage avec Feraoun une passion pour les poèmes de Si Mohand, Mammeri sera beaucoup plus impliqué dans la diffusion de sa langue maternelle notamment en tant qu’enseignant. Ce qui pourrait être à l’origine de l’accident de voiture qui lui coûtera la vie en 1989 et que certains de ses proches considèrent comme un attentat programmé par des caciques lassés de son combat pour la défense de l’identité amazigh. Bien qu’il ne rejoigne aucun groupe, aucun parti, Mammeri aura une implication importante dans la lutte pour l’indépendance. Outre certains articles qu’il écrit pour le FLN il rédige de nombreux communiqués, en particulier ceux de l’Union des étudiants nord-africains (UENA) en France, entre 1938 et 1942, à une époque où cette Union revendique déjà “l’indépendance des pays colonisés” dont l’Algérie. Il met également sa plume au service de la presse écrite. Sous les pseudonymes de Brahim Bouakkaz ou de Kaddour, il signe les éditoriaux de *L’Espoir-Algérie*, un journal qu’il a fondé avec un groupe d’amis intellectuels européens dont Emmanuel Roblès.

D’un tempérament calme qui tranche avec celui d’un Kateb Yacine, Mammeri n’en est pas moins explicitement engagé et impliqué dans la révolution algérienne. Il y a participé directement, ce qui lui vaudra d’en être reconnu comme l’un des

artisans… Avant d’être livré aux gémonies pour ses *dérives berbères.* Pourtant il sera de ceux qui apprécient Feraoun juste (ou à cause) de cette discrétion que leur terre commune lui fait mieux comprendre qu’à tout autre. Pour Boussad Berrichi qui a coordonné un important travail sur Mammeri[11] : “Les relations entre les deux hommes étaient excellentes. Sur le plan intellectuel, chacun exprimait un grand intérêt pour les écrits et les idées de l’autre. On ressent une certaine complicité d’opinion dans leurs œuvres. Dans les 4 manuels scolaires élaborés par Feraoun et ses collègues en 1960, de nombreux textes de Mammeri figurent et le choix des textes n’était pas fortuit[12].”

Par ailleurs, il est important de rappeler leur collaboration politique qui traduit une confiance réciproque exceptionnelle. En septembre 1957 alors qu’il est en exil à Rabat, Mammeri reçoit une lettre de son ami M’Hamed Yazid[13], représentant de l’Algérie auprès de l’ONU, et s’adresse à lui pour avoir son “opinion sur le peuple algérien[14]”. Mammeri lui répond qu’il est un peu coupé des réalités du terrain. Son interlocuteur va insister et lui demander même de lui écrire un texte qu’il pourra lire devant l’assemblée des Nations unies pour convaincre les participants de prendre parti dans la guerre d’Algérie. Mammeri s’exécute mais il garde des scrupules. Comment savoir si ce texte colle à la situation algérienne du moment ? Il s’avise de soumettre le texte à Mouloud Feraoun en qui il a toute confiance et dont il connaît l’engagement en faveur de l’indépendance. Cette *participation* de Feraoun a longtemps été mise en doute et entre parenthèses. Pourtant un témoin nous l’a confirmée. Il s’agit d’Abdesselam Abdenour qui a été étudiant puis proche de Mammeri jusqu’au terme de sa vie : “Mammeri m’a dit qu’il avait fait passer ce texte à Feraoun par un intermédiaire fiable afin qu’il y apporte des annotations éventuelles. Il m’a précisé que du fait de la portée du texte il mesurait sa responsabilité… D’où cette prudence consistant à le soumettre à une personne de confiance au fait politiquement et intellectuellement de la réalité algérienne. Feraoun a bel et bien amendé le texte et ajouté des éléments. C’est ce que m’a confié Mammeri lui-même. Après son décès j’ai rencontré M’Hamed Yazid qui m’a confirmé cette version des faits. Je lui ai demandé d’intervenir à la télé pour en témoigner. Il l’a fait d’autant plus volontiers que les nostalgiques de la première époque du FLN traitaient Mammeri, comme Feraoun, d’antinationalistes[15].”

Denise Brahimi voit en Feraoun un “intellectuel organique[16]”. Gramsci avait inventé cette formule à destination des “intellectuels liés de manière vivante et vitale à la classe sociale à laquelle ils appartiennent. La définition vaut particulièrement pour ceux qui sont issus de la classe dominée et qui se donnent progressivement les moyens de rallier le peuple auquel ils appartiennent et d’en partager pleinement les revendications en se chargeant de les exprimer. C’est alors ce qu’ils considèrent comme leur mission primordiale. […] Cette appellation d’« intellectuel organique » convient parfaitement à Feraoun[17]”. Pour illustrer son affirmation, Denise Brahimi s’appuie particulièrement sur *Le Fils du pauvre* et le *Journal*. “Ce sont des moments où affleure très clairement le besoin qu’il ressent de s’arracher à ce statut d’intellectuel traditionnel qui, dans les circonstances où se déroulent les faits, est à peu près réduit à l’impuissance. Alors que Feraoun accède

à cet autre statut : celui de *l' intellectuel organique*[18]."

Amrouche, Kateb, Dib, Mammeri, Feraoun… Ces cinq écrivains étaient, chacun à sa manière, des allumeurs de phares. Sur des côtes différentes. Avec des lumières et des signaux plus ou moins intenses. Plus ou moins sensibles par des regards plus ou moins opacifiés. Mais tous éclairaient une même nuit obscure.

Concernant plus précisément les engagements *comparés* d'Amrouche, de Kateb, de Dib, de Mammeri et de Feraoun, Nadjet Khadda estime que leur littérature respective a été "surdéterminée par le politique et l'histoire l'a imposée". Ce faisant, "la revendication a été une lame de fond qui a porté ces écrivains, témoins de leur époque, et dont la prise de parole a été celle de l'affirmation de soi, sur des côtes différentes[19]".

Les sycophantes traitant Feraoun d'écrivain tiède gagneraient à le relire avec un peu plus d'attention. Histoire de l'accompagner sur ces *Chemins qui montent*, il n'est pas rare de se brûler à quelques brasiers qui menacent de propagation. Ils y croiseront Amer qui lance un avertissement (celui de Feraoun) à la face des *malcomprenants* en les prévenant que ses compatriotes arabes "ont enfoui dans le cœur ce ressort qui produit l'élan… Et le jour qu'il se détendra, la force qu'il aura emmagasinée pourra étonner les gens. Alors on s'apercevra avec un effarement tragique que nos défauts n'ont rien de particulier et que nos particulières vertus peuvent forcer l'estime du monde et nous assurer le droit de vivre[20]".

Au printemps 1957 la situation apparaît plus mauvaise que jamais. Le 19 mai, Feraoun écrit dans son *Journal* : "Si les colonialistes pouvaient toucher le bon Dieu, ils n'hésiteraient pas une seconde, ils iraient voir le bon Dieu pour lui expliquer leur point de vue sans d'ailleurs se soucier de son avis. Car ils n'ont pas besoin d'avis, ils ont seulement besoin d'expliquer : ils expliqueraient même au diable[21]."

Mettant à profit son inactivité professionnelle forcée, Feraoun tente d'écrire. Il a cependant beaucoup de difficultés à y parvenir. Il travaille d'arrache-pied, conscient que son rôle de témoin passe également par le roman, pour donner à voir ces femmes et de ces hommes qui ne constituent pas une masse anonyme.

La guerre et ses excès forment une herse à la pensée, à la création. Feraoun s'impose d'écrire chaque soir. Burnous sur les épaules, tête lourde, bouche âcre de nicotine, il pose les mains sur son cahier à la manière d'un thaumaturge. Les mots ne viennent pas. Ses projets se bousculent. Des livres, des nouvelles, d'autres articles pour des revues. Les armes auront-elles raison des mots ? Il ne sait pas à cette heure où la nuit s'épouvante du moindre piaulement de chacal que ce roman est son dernier. Il en a peur parfois. Mais ses mots l'aident à (sur) vivre. Il trempe son stylo dans l'encrier, actionne la pompe. Comme si ce plein d'encre pouvait nourrir ses phrases. Il inscrit la date… 4 avril. Un moment d'hésitation. Une goulée de cigarette. Les gestes rituels signent la nuit d'une plume encore muette. Elle crisse maintenant avec ce chuintement familier. Les mots s'en viennent dictés de l'en deçà… "Je me dis : « Il est peut-être temps que je m'interroge. » Hélas ! Je ne

fais rien d'autre depuis des mois[22]…" Les lettres prennent corps. Sa pensée lui paraît trop impatiente. Les mots courent sur plusieurs pages. Ils entraînent sa main. Sa pensée. "En nous s'est installée une peur tranquille qui est une forme de courage, une haine définitive qui n'a plus besoin de s'afficher. Chez les Français la cruelle déception de ne plus pouvoir nous aimer qui se transforme souvent en colère aveugle dont les plus vulnérables et les plus innocents font les frais. C'est là le plus monstrueux des gâchis, le seul irrémédiable, celui qui détruit l'amour[23]." Craquement extérieur. Pourtant il ne cède pas à son habituel réflexe de suspendre le verbe, de refermer le cahier dont les pages n'ont pas encore bu le sang bleu de son Waterman. "Et maintenant que les cartes sont abattues pourquoi vouloir retourner à un passé révolu, puisqu'il n'y a plus de dupes ni d'un côté, ni de l'autre ? Pourquoi ce gâchis et pourquoi les discours ? J'ai beau m'interroger, il faut me rendre à l'évidence[24]."

Ici. Ailleurs. La guerre et la haine ont imprégné toute cette terre algérienne dans laquelle s'embourbent les morts et les vivants, les bons sentiments et les ressentiments.

Le dimanche 9 juin, un nouvel électrochoc secoue les populations qui vivent la guerre dans un certain fatalisme à force de s'y être habituées. Une bombe explose au *Casino de la Corniche*, une vaste salle située en bord de mer à proximité du centre d'Alger. Des centaines de jeunes s'y retrouvent chaque fin de semaine pour danser. Des décombres, les sauveteurs retirent 7 morts et 85 blessés dont un bon nombre doivent être amputés.

Les photos qui s'étalent le lendemain dans les journaux créent un mouvement d'indignation et de peur. Les paras ont-ils gagné la *bataille d'Alger* ? Massu est-il parvenu à éradiquer la rébellion comme on l'annonçait quelques jours plus tôt à la radio et dans les journaux ? Rien n'est moins sûr. Feraoun attend le 13 juin pour en parler dans son *Journal* et évoquer le crescendo de la violence et de la barbarie qui perd tout son sens dans la comptabilité macabre du conflit dont il semble qu'il "n'y a pas d'autre issue que la mort. Seulement entre le regard serein et cette évidence brutale et inéluctable, nous amassons en écran, de part et d'autre, des monceaux d'égoïsme, d'espoirs insensés, de vanités puériles et de foi irrémédiablement aveuglée : le réveil sera très dur pour les survivants. Quant aux autres, ils seront morts avec leurs nobles illusions[25]". Évoquant à la fois l'attentat et les obsèques des victimes qui se sont terminées par un incontrôlable mouvement de foule saccageant les magasins et se livrant à des *ratonnades*, Feraoun s'angoisse. Les victimes des deux camps nourrissent une hydre insatiable qui risque bien de garder ce même appétit de mort quand elle n'arborera plus qu'une tête.

Le couvre-feu est établi à 21 heures. L'exaspération culmine. Chez les Européens, chez les Arabes. Dans les deux camps on veillait des victimes innocentes. Personne ne peut se résoudre au sinistre constat : "Il n'y a plus d'innocents, ni d'un côté ni de l'autre[26]."

Le malheur est dans le pré. Le sien et celui d'à côté.

Même les grandes vacances à Tizi-Hibel dans la belle maison fraîche n'ont pas

le goût du bonheur. Les enfants sont toujours aussi heureux de s'y retrouver. Mouloud donne l'impression que son pas s'est alourdi, que sa silhouette un peu massive s'appesantit. Pourtant toute la petite famille aimerait passer les deux mois d'été au bled. Ce ne sera pas possible. Il faut organiser le déménagement dès la fin de juillet. Mouloud Feraoun va pouvoir rejoindre Alger pour occuper son nouveau poste de directeur à l'école Nador. Située au cœur du quartier semi-bidonvillisé du Clos-Salembier, elle ne promet pas d'être une sinécure. Ce purgatoire lui semble cependant préférable à l'enfer de Fort-National. Si tant est qu'il y ait encore une ville, un village algérien où le diable n'ait pas élu domicile.

En 1900, le Clos-Salembier était une zone de 117 hectares sur laquelle vivaient 6 familles européennes. Malgré l'immigration de 1936 des populations de l'intérieur touchées par les mauvaises récoltes, le Clos-Salembier n'est pas submergé et reste le quartier aéré, propre, agréable avec ses boutiques, ses maisons sans étage et ses bouquets d'arbres. Le tout au cœur d'une forêt. Pourtant, le quartier prend son essor à partir de cette même année marquée par de mauvaises récoltes qui poussent les paysans les plus pauvres vers la capitale. Ils espèrent y trouver du travail. Certains s'entassent dans des zones périphériques d'Alger. D'autres construisent des baraques de fortune dans des lieux plus excentrés à l'abri des regards et de la maréchaussée. Cette vague d'immigrants de l'intérieur venant de Kabylie et du Titteri va perdurer jusqu'en 1945.

Dans ce quartier les rues portent des noms de fleurs. On y trouve les rues des Tulipes, des Coquelicots ou des Narcisses. Mais elles butent à flanc de falaise sur des bidonvilles de planches et de tôles.

Avec les *événements*, une nouvelle vague d'immigration fait croître la misère au point qu'on compte 120 bidonvilles abritant 125 000 personnes dans une promiscuité effarante. Pour éviter que ces zones de non-droit deviennent des bases arrière de la rébellion et pour lutter contre une paupérisation extrême, Jacques Chevallier a lancé dès août 1953 “la plus vaste opération d'urbanisme social qu'ait jamais connue l'Afrique du Nord[27]”. Le maire d'Alger parviendra ainsi à reloger un cinquième de cette population misérable dans trois grands ensembles : *Dar el Mahçoul*, *Dar es Saâda* et *Les Eucalyptus*. Et ce, dans une étonnante forme de ségrégation. Les familles européennes ou *françaises musulmanes* ont accès aux immeubles étiquetés “confort”. Les familles *musulmanes* doivent se contenter des appartements de “simple confort” !

Dans le même temps “Chevallier et son équipe modernisent la voirie, l'éclairage et les abattoirs de la ville, et ouvrent près de 600 classes scolaires. Il n'en demeure pas moins que de nombreuses poches de pauvreté subsistent quand Feraoun prend pied dans ce quartier. Il en témoigne de manière à peine romancée… “Ce que voyait l'instituteur c'était un affreux bidonville où l'on devinait le grouillement d'un peuple misérable et hostile qui se drapait dans ses bâches, ses roseaux, ses vieilles planches et ses tôles rouillées comme dans un manteau d'Arlequin et menaçait de ses ordures pour se soustraire à toute curiosité déplacée, à toute sympathie hypocrite. Cette protubérance insolente, accolée aux confins sud du

territoire de la commune, se dissimulait aux flancs d'une crête boisée qui domine la baie d'Alger, offrant au coup d'œil l'un des meilleurs tableaux qui se puisse voir par ici[28]."

Au Clos-Salembier, plus de SAS mais une SAU (Section administrative urbaine) mise en place comme de nombreuses autres en 1956 pour surveiller certains secteurs accueillant des *rebelles* que la *bataille d'Alger* force à fuir la capitale. Plus d'administrateur mais une matrone faisant office de concierge et qui n'a pas l'intention de se soumettre à ce directeur *arabe* qui a un curieux accent !

Il s'est éloigné de Fort-National. Pas de la guerre ni de la bêtise.

Le camion de déménagement a abandonné à même le trottoir quelques caisses de livres et de vaisselle, quelques nattes et des couvertures, une petite machine à laver et un réfrigérateur à pétrole qui fait l'orgueil de la famille. C'est donc ça l'école Nador ! Un édifice construit en cuvette dans un style néomauresque avare de fenêtres et "faisant penser à un bastion bien protégé contre les envahisseurs possibles[29]". Dans l'encadrement de la porte une "opulente concierge, désappointée d'avoir à servir sous les ordres d'un tel directeur, bouchait l'entrée du domicile, bien décidée à dresser tout d'abord un minutieux inventaire des médiocres richesses qu'il étalait avec un brin de complaisance et une bonne foi sans malice[30]". Son aplomb, sa placidité restent des atouts qui le placent hors de portée des superflus de cette vie trouble. À peine le mobilier installé dans les quatre pièces de l'appartement de fonction qu'il rejoint son bureau afin de prendre ses marques, ranger ses livres, organiser son bureau. Cette école est importante. Il sait qu'il devra lui sacrifier "son écriture" durant plusieurs semaines. Pour prendre contact avec les enseignants, former les classes, dresser les listes des élèves anciens et nouveaux. Durant trois semaines son bureau ne désemplit pas. Les galeries, les classes et les préaux sont envahis d'une foule de parents hurlant malgré les appels au calme des maîtres. Ils se font parfois refouler à l'extérieur mais reviennent aussi vite "afin d'obtenir la place à laquelle ils n'ont pas droit, afin que je signe des certificats qui allaient leur permettre de toucher des allocations… Car je crois que tout ce chahut vient de là. Il faut présenter une fiche de contrôle scolaire pour toucher et l'on se préoccupe exclusivement de cela : on me demande de signer et on me promet de garder l'enfant à la maison. On veut l'argent et à la rigueur on se passe de l'école. Ceci dans la classe pauvre des bidonvilles. Mais les autres veulent bel et bien l'école. Ils la veulent et s'y précipitent[31]".

Après dix-sept mois de grève, le FLN vient de lever son veto à la scolarisation française et Feraoun veut espérer qu'elle "ne sera plus qu'un mauvais souvenir". Reste que la politique française n'a pas évolué. Garde des Sceaux depuis janvier 1956, François Mitterrand reste ferme sur ses positions d'ancien ministre de l'Intérieur : "L'Algérie c'est la France." Après avoir délégué la totalité de ses pouvoirs de justice pour l'Algérie à l'armée française, il se félicite des résultats obtenus par les paras et se montrera intransigeant quand il s'agira d'exécuter les condamnés à mort du FLN. Pour leur part, les maquisards tentent de remotiver une population *indigène* un peu lasse et désabusée. Même si elle n'attend plus rien de

ce statut Depreux élaboré en 1947, remanié en 1954 par François Mitterrand et Pierre Mendès France et toujours inappliqué. Ce décret prévoyait une intégration limitée des *indigènes* au sein de la République, le vote des femmes et une réforme agraire. Même les plus libéraux des Européens n'y font plus référence depuis longtemps.

Feraoun s'abîme littéralement dans son travail. De temps à autre il rencontre parfois Roblès dont il est devenu le voisin. Ils évoquent ensemble un avenir sur lequel leurs points de vue ne convergent pas souvent. Même si Roblès est une des chevilles ouvrières de la Fédération des libéraux d'Algérie dont les fondateurs, Jacques Chevallier et l'abbé Jean Scotto, préconisent par l'exemple un dialogue avec certains élus nationalistes de la tendance Messali Hadj qui sont partisans d'un compromis. Roblès milite dans cette Fédération qui aspire à ce que les deux communautés puissent vivre ensemble et harmonieusement dans une Algérie libérée du colonialisme. Camus s'inscrit également dans cette mouvance. Il l'exprime clairement dans une lettre d'octobre 1957 : "Nous avons construit, par la seule vertu d'un échange généreux et d'une vraie solidarité, une communauté d'écrivains algériens, français et arabes. Cette communauté est coupée en deux, provisoirement. Mais des hommes comme Feraoun, Mammeri, Dib, et tant d'autres, ont pris place parmi les écrivains européens." Le seul problème est de savoir si ces trois auteurs souhaitent encore être des écrivains de ce continent qui leur est de plus en plus étranger.

Camus rendra visite à trois reprises à Feraoun. Son fils Ali garde le souvenir de "rencontres très fraternelles. Mon père avait pour lui une grande admiration et il était très heureux de le recevoir. En même temps, il était conscient de la réalité dans laquelle la guerre nous avait placés[32]"…

Les deux hommes sont proches sans que leurs espoirs se rejoignent. Ils ont réellement plaisir à discuter politique ou littérature, à partager le café que Mme Feraoun leur sert dans le bureau. Mais leurs points de vue ne se rejoignent pas vraiment. D'évidence Feraoun préfère l'écrivain à l'homme engagé. Malgré les évidentes critiques qu'il peut faire à ses livres. Il admire son style, sa capacité à camper les situations dans une extraordinaire économie de mots. Il est sincèrement heureux que Camus obtienne le prix Nobel de littérature le 17 octobre 1957. Sans tarder, il lui envoie un message auquel il reçoit une réponse une semaine plus tard. Camus regrette de ne pouvoir se rendre en Algérie. Il serait venu le remercier de vive voix. Il est malade. Sa lettre est courte mais chaleureuse : "À part mes amis français, vous êtes le seul des écrivains algériens à avoir pensé que cette nouvelle, dont je n'exagère pas l'importance, pouvait m'atteindre au moment où toute mon angoisse est tournée vers notre Algérie. Je suppose que les autres ont consommé en eux-mêmes la séparation dont nous souffrons tous. Et pourtant, si par-dessus les injustices et les crimes, une communauté française a existé, c'est bien celle que nous avons formée, nous autres écrivains algériens, dans l'égalité la plus partagée. Pour ma part je ne suis pas encore résigné à cette séparation et c'est pourquoi votre mot et les termes mêmes dont vous avez usé m'ont touché si profondément. Soyez-en remercié du fond du cœur, pour moi-même, pour notre Algérie, pour la

réconciliation dans la justice que je souhaite plus que tout au monde[33]."

Feraoun est ému. Il relit ces mots d'amitié et d'espoir, range la lettre à laquelle il a l'impression qu'il a déjà répondu dans un article pour *La Revue française* envoyé à Georges Merz dans la deuxième quinzaine du mois d'avril. Lequel lui a valu une réponse élogieuse de Merz qui accuse réception de sa contribution portant sur "Les écrivains musulmans dans la littérature algérienne". Cet article sera publié sous le titre "La littérature algérienne[34]". Feraoun, sans renier sa formation, ses racines littéraires, prend un certain recul et affirme une identité propre : celle des écrivains algériens qui ne se rangent pas sous l'étiquette européenne… "Condamné à un douloureux mutisme, au cours d'un tragique affrontement, nous croyons cependant que l'écrivain peut jeter un regard en arrière pour tenter de découvrir, dans un passé plus serein, les promesses d'un avenir fraternel qu'il a voulu aider à préparer, ne serait-ce que pour se justifier, pour déclarer sans rougir qu'il n'a pas failli à sa tâche, en même temps qu'il redit son espoir[35]."

Un peu plus loin, il précise que "la voie a été tracée par ceux qui ont rompu avec un Orient de pacotille pour décrire une humanité moins belle et plus vraie, une terre aux couleurs chatoyantes mais plus riche de sève nourricière ; des hommes qui luttent et souffrent, et sont les répliques exactes de ceux que nous voyons autour de nous[36]". Feraoun reconnaît que cette matière vraie et proche de la vie se retrouve chez Audisio, Camus, Brua, Roy, Rosfelder, de Fréminville, Clot, Moussy ou Roblès. Cependant, "ce milieu familier où nous ne discernons ni parti pris, ni outrance, demeure malgré tout étranger au nôtre : voisin si l'on veut, juxtaposé, bien distinct[37]".

Poursuivant son argumentation, Feraoun se montre plus sévère dans la seconde partie de son article quand il écrit à propos des personnages mis en scène par des libéraux encore trop obsédés par leur communauté. Et l'on y sent cette réminiscence douloureuse de *La Peste* ou du reportage sur *La Misère de la Kabylie* : "Nous savons donc à quoi nous en tenir : si nous sommes absents dans l'œuvre d'un Camus qui ne cesse de proclamer noblement la misère et la grandeur de la condition humaine, si les Algériens de Moussy, qu'on ne peut imaginer plus authentiques et plus proches de nous, nous coudoient continuellement sans nous voir, c'est que ni Moussy, ni Camus, ni presque tous les autres n'ont pu venir jusqu'à nous pour suffisamment nous connaître. Mais ayant assumé le rôle de l'instituteur de *l'Hôte*[38], ils regardent aujourd'hui, impuissants et « le cœur serré », l'Arabe qui se dirige vers la prison[39]." Pour conclure, Feraoun écrit : "Non, vraiment, les écrivains nord-africains n'ont pas failli à leur tâche. Que les hommes de bonne volonté se hâtent d'accomplir la leur ! L'avenir dira, peut-être, que nous avions raison[40]."

Pourtant il ne fera montre d'aucune agressivité quand il répond à Camus une très longue lettre en date du 30 novembre. L'amitié l'emporte sur l'engagement. Concernant le mutisme des écrivains musulmans à la suite de l'obtention du prix Nobel, il rassure quasiment son interlocuteur tout en justifiant étrangement ses félicitations parce qu'il se "place beaucoup plus près de [lui] que les autres[41]" lui précisant même que leur ami commun, Roblès, lui rapporte ses pensées les plus

secrètes “et j’en suis arrivé à être au courant de vos opinions, de votre angoisse, de votre souffrance[42]”. Cette attitude de compassion pouvant un temps mettre à distance les réalités politico-historiques est caractéristique du comportement de Feraoun. Il ne peut rayer l’homme au profit du penseur, l’ami au profit du militant. Ils ont pris racine dans la même terre de pauvreté. Ils ont grandi sous le même soleil tragique. Leurs troncs ne peuvent être totalement dissemblables. En écrivant à Camus, Feraoun veut croire que l’humain survivra à la guerre quelle qu’en soit l’issue. Même s’il appelle l’indépendance de ses vœux alors que Camus n’envisage pas une Algérie détachée de la France. Il sait que même des hommes de foi et de raison comme eux vivent des moments d’extrême tension, de désespoir au cours desquels “la tentation est grande de renoncer à l’amitié pour qu’il soit possible de haïr, où la méfiance et la haine apparaissent désormais aux uns et aux autres comme les seuls sentiments qui doivent avoir cours dans l’inévitable commerce des hommes de ce pays, où enfin il importe davantage de se leurrer soi-même, de se mentir à soi-même que de tromper son voisin, son adversaire, son ennemi, précisément parce que cet ennemi est avant tout un voisin. Hier, il était un frère, on craint qu’il redevienne un frère et tel il redeviendra, en effet, chacun en est depuis longtemps convaincu ; chacun garde en son for intérieur, avec cette crainte inavouée et honteuse, comme une lueur d’espoir qui, un jour, fera rejaillir la flamme. Alors, cher ami, pleurons le malheur de notre pays et souhaitons que vite, ce malheur prenne fin[43]”.

Par-delà cet optimisme idéalisé, c’est cette “lueur d’espoir” têtue qui différencie Feraoun des autres écrivains de sa génération.



D.R.

1959, Mouloud Feraoun et Pierre Bourdieu à l'école Nador.

---

1 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit.*, p. 71.
2 *Ibid.*, p. 71, 72.
3 Archives du Seuil, IMEC.
4 André Wurmser dans *Les Lettres françaises* parle d'un livre "luxuriant et sombre".
5 Mouloud Feraoun, *Les Chemins qui montent*, Paris, Le Seuil, 1957, p. 126.
6 Marie-Hélène Chèze, *Mouloud Feraoun, la voix et le silence*, *op. cit.*, p. 93.
7 *Ibid.*, p. 208-209.
8 Publié par Le Seuil en 1952. Voir l'étude de Michel Parfenov, "La littérature algérienne de langue française", *La Nouvelle critique*, nº 112, 1960, consacrée à Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Mouloud Mammeri, Kateb Yacine, Malek Haddad… et sa postface de *Au café*, Babel-Actes Sud, nº 210, 1996.
9 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit.*, p. 65.
10 *Ibid*.
11 *Écrits et paroles par Mouloud Mammeri*, 2 vol., Alger, 2008, Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).
12 Entretien accordé à l'auteur par Boussad Berrichi le 29 juin 2012.
13 M'Hamed Yazid représente l'Algérie au sommet de Bandoeng dès 1955. Il participe plusieurs fois aux sessions de l'ONU et parvient à faire inscrire la *question algérienne* à l'ordre du jour de l'assemblée. Nommé ministre de l'Information dans le gouvernement provisoire (GPRA) il est progressivement écarté du pouvoir après l'indépendance. Il meurt en 2003 dans sa ville natale de Blida.
14 Lettre de Mammeri de septembre 1957, in *Écrits et paroles par Mouloud Mammeri*, *op. cit*., p. 45.
15 Entretien accordé à l'auteur par Abdesselam Abdenour le 16 mars 2012.
16 *Feraoun, un cas exemplaire d'intellectuel organique selon Gramsci*, communication de Denise Brahimi dans le cadre du colloque *Mouloud Feraoun : intellectuel, martyr et ses compagnons*, Alger, 15 au 17 mars 2012.
17 *Ibid*.
18 *Ibid*.
19 Conférence Dib, Feraoun, Mammeri et Kateb, constructeurs de la modernité textuelle, Musée national des beaux-arts, Alger, avril 2006.
20 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 232.
21 *Ibid*., p. 218.
22 *Ibid*., p. 219.
23 *Ibid*.
24 *Ibid*., p. 237.
25 *Ibid*.
26 Jean-Louis Planche, *in* Jean-Jacques Jordi et Guy Pervillé, *Alger 1940-1962*, Paris, Autrement, 1999. Cité par José-Alain Fralon, *Jacques Chevallier, l' homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 117.
27 Mouloud Feraoun, *La Cité des Roses*, Alger, Éditions Yamcom, 2007, p. 14.
28 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit*., p. 63.
29 Mouloud Feraoun, *La Cité des Roses*, *op. cit*., p. 15.
30 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 250, 251.
31 *Ibid*., p. 251.

32 Entretien accordé par Ali Feraoun à l'auteur le 19 juin 2012.
33 Lettre d'Albert Camus à Mouloud Feraoun en date du 23 novembre 1957.
34 In *Revue française*, Paris, 3e trimestre 1957. Repris in *L'Anniversaire*, Paris, Points Seuil, 1972, p. 53-58.
35 *Ibid.*, p. 53-54.
36 *Ibid.*, p. 54.
37 *Ibid.*
38 Nouvelle d'Albert Camus publiée dans *L'Exil et le Royaume*. Elle relate les angoisses, les atermoiements et le choix d'un instituteur qui libère un prisonnier arabe lui ayant été confié par un gendarme pour qu'il soit remis par l'enseignant à un poste de police. Dans un quiproquo les proches du prisonnier pensent que l'enseignant a livré l'Arabe et le menace par quelques mots écrits sur son tableau.
39 *L'Anniversaire, op. cit.*, p. 55.
40 *Ibid.*, p. 58.
41 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis, op. cit.*, p. 204.
42 *Ibid.*, p. 205.
43 *Ibid.*

QU'ONT-ILS DONC COMPRIS ?

Au Clos-Salembier, Feraoun, qui s'occupe de la rentrée 1957 ne manque pas de travail. En plus des 10 classes de la cité Nador, il est également responsable de 10 autres classes que l'Académie a décidé de mettre en place lors de la rentrée. À quoi il faut ajouter l'école du Fort des Arcades qui comporte 7 classes. Autant dire que les distractions sont rares. Rares également sont les amis qui, hormis Roblès et sa femme, lui rendent visite. La famille sort peu. Les enfants ne souffrent pas trop de cet enfermement. Même s'ils sont maintenant des adolescents qui aimeraient se rendre en ville pour prendre un verre rue Michelet, *faire* la rue d'Isly ou flâner sous les arcades Bab Azzoun. Le risque est trop grand. Les fusillades, les attentats trop nombreux. Alors, ils lisent avec cet appétit qu'ils n'ont jamais perdu depuis l'enfance. Au fil du temps et des déménagements, Feraoun a pu se constituer une bibliothèque imposante. "Il y avait plusieurs armoires de bouquins, se souvient Mokrane. Elles se trouvaient dans le salon et dans le bureau de notre père. Nous n'avions qu'à nous servir. On allait même *piller* le bureau. Hors des moments où il s'y enfermait pour écrire. Là, il était très rare que l'un d'entre nous aille cogner à la porte. Cependant, même quand c'était le cas, il suspendait ce qu'il avait en cours et prenait le temps de nous écouter, de bavarder avec nous. Notre père était excessivement gentil mais tout aussi sérieux. Nous n'avons que de rares souvenirs de courtes parties de ballon dans la cour de l'école ou de moments de farniente où nous prenions le temps de nous balader[1]."

De temps à autre Jules Roy[2] vient faire une visite à Feraoun qui apprécie sa volubilité, ses emportements, ses coups de cœur et toutes les anecdotes de ses guerres et de ses missions dont Julius n'est jamais avare. Fazia se souvient bien de "cet homme grand et élégant avec sa chevelure blanche. Il était extrêmement gentil et parlait volontiers avec nous qui étions encore bien jeunes. À son sujet j'ai un souvenir qui m'a beaucoup marqué. Mme Roblès était la marraine de ma sœur et moi je n'avais pas de marraine. Je l'ai dit à Jules Roy qui m'a dit « Eh bien moi je suis ton parrain à partir de maintenant »[3]".

Pour sa part Feraoun s'interroge sur "ce militaire qui veut écrire des livres à succès[4]". Mais le courant ne tarde pas à passer. Mouloud Feraoun apprécie le verbe chaleureux de ce nouvel ami dont la gouaille lui rappelle ses amis de Tizi avec lesquels il aimait boire l'anisette en *se tapant une kémia*. Si Roy est une sorte d'aventurier étonnant, il n'hésite pas à fustiger le comportement de l'armée en Algérie. Son recours à la torture lui rappelle son expérience indochinoise. Et, dès le début des *événements* il a tenu à marquer sa différence. En 1955, il a écrit dans une de ses virulentes chroniques publiées dans *L'Express* : "Si j'étais musulman, ce n'est pas de notre côté[5] que je serais mais dans le maquis. Je refuserais d'égorger

des innocents car cela est de la lâcheté et de la barbarie, mais je serais dans le maquis[6].”

Pierre Bourdieu[7] passe également à l’école Nador. Celui qui est alors un brillant étudiant en sociologie s’intéresse à la Kabylie et trouve en Feraoun un initiateur passionnant. Les deux hommes sont d’autant plus proches que Bourdieu est déjà un militant de la cause indépendantiste.

À partir d’avril 1958 Feraoun voit s’éloigner Roblès avec chagrin. Son compagnon de Normale, son ami du quotidien, quitte précipitamment l’Algérie pour la métropole à la suite de la mort accidentelle de son fils. Fort heureusement, il reçoit assez régulièrement son frère Idir, également en poste à Alger. Mais il est son lien avec le pays de l’enfance, les temps d’insouciance qui n’ont plus cours dans la capitale. Il y a encore le capitaine Claude Courbon qui commande la Section administrative urbaine du Clos-Salembier. Les SAU sont implantées dans les grandes villes. Elles ont des objectifs qui s’apparentent à ceux des SAS avec 3 priorités : lutter contre le chômage et l’habitat insalubre tout en “occupant” les jeunes *indigènes*. On peut imaginer que dans un premier temps Feraoun se méfie un peu de Courbon. Cet officier affable pourrait bien être un homme lige de Massu et des siens qui, depuis peu, s’intéressent passionnément aux jeunes Arabes. Alors que la *bataille d’Alger* bat son plein, le général Massu estime qu’il est important d’occuper la jeunesse musulmane pour éviter qu’elle rejoigne le FLN. D’où l’idée de fonder des Centres de formation de la jeunesse algérienne (CFJA). Bientôt au nombre de 26 ils sont confiés aux officiers SAS et aux SAU. Au Clos-Salembier fonctionne le premier de ces centres. Il compte 3 classes surpeuplées qui accueillent des enfants *illettrés*, *semi-lettrés* ou *lettrés*. Dans le même temps, le général Salan lance les Groupes des jeunes bâtisseurs composés de *musulmans*, d’Européens et de jeunes appelés métropolitains également mis à la disposition des SAS et des SAU. Autant dire que l’armée semble vouloir s’emparer de tout le secteur de l’éducation populaire encore trop aux mains des *cocos* et des *rouges* selon son goût. Il est temps de mettre un peu d’ordre… Ce sera le cas particulièrement avec la mise en place ultérieure[8] du Service de formation de la jeunesse algérienne (SFJA) dont le sigle affiche la fonction et qui sera dirigé par… un général ! Très officiellement ce service vise à “donner une éducation à la fraction de la jeunesse musulmane qui lui est confiée, en vue de lui permettre de devenir maîtresse de son avenir personnel dans un cadre français…”. Moyennant quoi elle visera à “recruter les éléments d’une véritable élite populaire”.



Mai 1958, Mouloud Feraoun et Albert Camus à l'école Nador.

En face de ce sémillant capitaine Courbon, Feraoun se montre d'abord méfiant. Pourtant les deux hommes se rapprochent très vite. D'autant que l'officier ne cache pas ses idées progressistes ; il est apprécié de la population auprès de laquelle il passe le plus clair de son temps. Sans appréhension. Il est heureux de connaître Feraoun et de voir que celui-ci est sensible à l'existence de ces *classes sous la tente* qui permettent de scolariser les trop nombreux jeunes ne pouvant trouver de place à l'école. Le capitaine Courbon a déployé de grandes tentes au cœur du bidonville. Des étudiants et de jeunes appelés font office de maîtres. Feraoun accepte de veiller à l'organisation pédagogique de ces structures amovibles. Il ne cache pas sa sympathie pour cet officier avec lequel il se laisse même aller à parler politique. Ce qui est excessivement rare chez Feraoun. Il est sans doute le seul officier auquel il

ait rendu un tel hommage : “Un homme remarquable et qui a su se rendre extrêmement utile avec une équipe – un lieutenant et sa femme – exceptionnelle qu’un heureux destin a réunie là pour veiller sur le bidonville[9].”

Un jour, cet officier ami lui dit que le préfet recherche des personnalités musulmanes pour constituer la délégation municipale d’Alger. Le capitaine n’a pas hésité une seconde sur le nom de Feraoun qu’il a placé en tête de liste. Car il est convaincu que “ce serait un représentant authentique et qualifié du peuple musulman[10]”. Sans fausse modestie, Feraoun précise dans son *Journal* : “Évidemment j’ai reconnu en effet que j’avais droit à une place sur cette liste et même au numéro un. Tant qu’à faire j’aime mieux figurer sur une liste ville d’Alger que sur une liste Fort-National où sans doute on aurait estimé excessif de m’attribuer le numéro un. Cela me venge de toutes les blessures d’amour-propre que m’a infligées T[11].”

Quant à accepter d’entrer dans cette délégation, il s’interroge et en discute librement avec M. Christofini, un administrateur avec lequel il a également une relation de confiance. Même s’il est flatté par le choix du capitaine, il est convaincu qu’il n’a rien à faire dans une pareille structure… “Ma place n’est pas là, ni ailleurs. Je n’approuve rien de ce qui se passe : les crimes, les tortures, les massacres, les attentats, les exactions, la misère, la peur, la honte, la mort. C’est sur tout cela qu’on se prépare à bâtir. Et il faut que je fasse le manœuvre ou l’apprenti maçon. Mieux être incorporé au mortier funèbre, comme ça au moins la conscience sera tranquille[12].”

De ces angoisses et de la guerre, Feraoun va en parler longuement avec Camus qui, de passage à Alger, est venu lui rendre visite en ce début du mois de mai 1958. Ils ont parlé ensemble longuement de la littérature, des *événements*, de l’avenir. Avant de se quitter ils ont posé pour une photo. C’est Zedjiga qui le leur a demandé comme elle le fait chaque fois qu’un invité de marque rend visite à son père. Tous les deux sourient. Un pied sur la rambarde, Camus semble plus décontracté que son hôte, immobilisé contre le mur. À peine a-t-il quitté la cité Nador que Feraoun écrit à Camus pour dire la joie de l’avoir rencontré même si elle a été ternie par l’annonce de l’accident du fils de Roblès. Le ton de la lettre est à “l’angoisse qui étreint les gens de chez moi et partageant avec eux cette lueur d’espoir qu’ils viennent m’apporter quelquefois de la montagne avec, sur le visage, les marques d’une indicible souffrance et, dans le regard, cette lucidité narquoise que les mirages n’égarent pas trop longtemps[13]”.

Faute de connaître la réponse de Camus, on sait qu’il a écrit dans la marge de la lettre : “SP [service de presse : *NDLR*], *L’Étranger*, *L’État de siège*, *La Chute*, *L’Homme révolté*, *Les Justes*.” En en-tête, sa secrétaire Mme Suzanne Agnely indique qu’elle a expédié ces ouvrages à Feraoun le 20 mai suivant.

Le soir, Feraoun regarde la télévision en famille sur un poste que sa fille Djidji a gagné en participant à un concours radiophonique organisé par la station de radio kabyle. Le petit écran permet de tromper l’ennui des enfants que la guerre confine dans l’appartement. Après la sacro-sainte série consacrée aux aventures d’Ivanhoé, le speaker prend place pour réciter les nouvelles avec une telle voix qu’on la

croirait dictée par un génie guettant la moindre erreur. Comme chaque soir, les nouvelles sont bonnes et en Algérie, la pacification fait de grands pas chaque jour !

Feraoun ne peut pas croire à un retournement de la situation et la grève générale organisée le 13 mai 1958 le renforce sans doute dans ses convictions. Ce mouvement a été initié après l'exécution des trois jeunes soldats français enlevés quelque temps auparavant par le FLN dans le village de Lacroix. Un groupe de militaires et de civils qui attendait son heure déclenche alors une opération dont personne ne connaît vraiment la motivation réelle et les finalités. Qu'importe ! Les médias s'unissent pour exacerber l'affliction d'une population européenne en quête du moindre renouveau. Des appels sont lancés à la radio. Rapidement des cortèges se forment, des bus et des camions sont pris d'assaut. Des dizaines de milliers d'Européens et d'*indigènes* convergent vers le centre-ville où la foule reprend d'une seule voix : "*Algérie française !*", "*Bourguiba au poteau ! Fusillez Ben Bella !*". Et surtout… "*L'Armée au pouvoir !*" Un homme prend la parole et hurle dans un micro. On n'entend pas très bien. On ne sait pas qui il est. Qu'importe ! Lagaillarde[14] devient un familier. Il n'est pas seul. À ses côtés, un groupe d'activistes sort de l'ombre. Exaltation. *Marseillaise*. Émotion. D'un bloc la foule se rend au bâtiment du Gouvernement général. Massu est là avec d'autres officiers étoilés et quelques civils en retrait. Parmi eux se trouve Léon Delbecque[15] qui aura un rôle aussi capital que discret.

Comme bien d'autres, Feraoun craint que ces généraux soient essentiellement tentés par le pouvoir. Que fera de Gaulle s'il revient ? Prendra-t-il le parti des colons ? Des militaires ? Sans jamais se lasser, il envisage les différentes postures et écrit pour essayer d'organiser toutes ces contradictions. Pour y voir plus clair…

L'écriture est encore plus vive qu'à l'accoutumée. Des mots. Des phrases rapides. Des verbes économisés. La plume paraît s'essouffler face à trop d'opacité… "Atmosphère de révolution. Gens barricadés chez eux. Manifestants arpentent les grandes artères de la ville, magasins fermés. À la radio, le speaker parle avec les inflexions d'adjudant empesé ; il évoque la création d'un Comité de salut public qui a pris tout en main et occupe le Gouvernement général et commande les émissions. Les journaux publient de grandes photos et des détails. La population musulmane qui s'attend au pire n'est pas visée, semble-t-il, et le fameux comité se fait obéir[16]." Et voilà que cette foule hétérogène, hurlante et sans aucune conscience de ce qui se passe, appelle Massu au pouvoir. Un nouveau cap est franchi. Peut-être le dernier. Feraoun ne cache pas son pessimisme sous lequel perce un pressentiment : "Au fond, la guerre d'Algérie sera un coup très dur pour la France, peut-être mortel pour la République. Après quoi sans doute, ce coup apportera le remède efficace à l'Algérie et aux Algériens. Bien souvent d'ailleurs, le malade ne trouve de soulagement qu'aux seuls remèdes qui peuvent l'achever. En sommes-nous là à présent[17] ?"

La nuit parvient mal à éreinter cette foule qui déborde dans les rues, se rassemble, se disperse, va, vient, s'en retourne. Elle se réconforte de sa propre

multitude. Feraoun en est un témoin étonné. “Le forum, le GG, les grandes artères d’Alger ne désemplissent pas depuis quatre jours. Les musulmans sont choyés, dorlotés, surtout les manifestants. J’ai vu passer les loqueteux de Maison-Carrée[18] et d’ailleurs, qui furent frénétiquement applaudis par les badauds. Des voitures furent pavoisées et klaxonnent éperdument “Algérie française ! Algérie française !”. L’euphorie générale est proche de l’hystérie. Et il y a là une véritable communauté franco-musulmane. Dans l’hystérie[19].”

Aussi imposante qu’elle soit, cette foule ne saurait occulter une grande majorité de personnes qui ne participent pas aux défilés. Une foule silencieuse qui attend que la caravane passe. Pour elle pas de calicots affirmant la fraternité entre les communautés, pas de drapeaux tricolores déployés au vent ou transformés en écharpe. Les gens sont derrière leurs fenêtres. Ils écoutent la radio qui lénifie à longueur de journée quand elle ne diffuse pas des marches militaires.

Un Comité de salut public est créé qui appelle de Gaulle à l’aide. Les putschistes planifient une *Opération Résurrection* qui débouche sur la création d’un second Comité de salut public. Des informations des services spéciaux alertent le pouvoir central. À Paris on se prépare carrément à une attaque aéroportée élaborée par les putschistes au nombre desquels figurent Salan et Massu. L’objectif est la prise du pouvoir avec parachutage de militaires sur la capitale. La menace d’un putsch national est prise très au sérieux. Au point que le président de la République, René Coty, en appelle “au plus illustre des Français”, le général de Gaulle. Celui-ci est d’autant moins surpris par la sollicitation que certains de ses hommes sont à l’origine des Comités de salut public créés pour rappeler le général aux affaires. Léon Delbecque devient vice-président du premier Comité, créé le 13 mai 1958. C’est lui qui persuade le général en chef Raoul Salan de lancer un appel pour le retour du général de Gaulle. Le 4 juin il se retrouvera à l’aéroport d’Alger en compagnie du général Massu pour accueillir le général qui vient d’être nommé président du Conseil par René Coty trois jours plus tôt. Et c’est encore lui qui accompagne de Gaulle au forum, d’où le Général lance son célèbre “Je vous ai compris”.

L’opération pour le retour aux affaires du Général a parfaitement réussi. René Coty lui transmet le pouvoir exécutif le 1er juin 1958.

Est-ce la solution ? Feraoun se prend à espérer. Comme la majorité des Européens. Mais leurs espoirs divergent. Pour lui, l’issue du conflit et l’indépendance. Pour eux le maintien de l’Algérie sous le drapeau français.

Les esprits s’échauffent, les langues se délient, les dénonciations se multiplient. Ça n’est pas nouveau. Feraoun en a déjà fait les frais. Il a du mal à s’habituer aux petites vexations du quotidien, aux suspicions dont il fait l’objet. Les élans de fraternité suscités par le Général ne lui font pas oublier ce qui lui est arrivé quelques jours plus tôt. Le 23 mai 1958 le commissaire de la sûreté nationale d’Alger avait informé le service régional de la police judiciaire d’un incident qui venait de se produire à l’école dirigée par Mouloud Feraoun. Un *informateur* “dont la bonne foi ne semblait pas devoir être mise en cause” avait rapporté les faits

suivants : “M. Addadi, instituteur à l’école de garçons de la cité Nador a toléré que soit chanté dans sa classe par ses élèves un chant nationaliste utilisé par les groupes armés FLN. M. Ferhaoun [*sic*] directeur de l’établissement scolaire ayant demandé des explications à son adjoint, ce dernier a prétendu qu’il s’agissait d’un mouvement unanime qu’il n’avait pu empêcher.” C’est d’autant plus inadmissible pour les services de police que le même jour a été saisi par un autre instituteur un “papier” dressant une comptabilité de Français exécutés par un certain Lacdarie Nadire. Le signataire concluant : “Cher frère Moudjahède je te donne cette lettre parce que tu es pas mouchard tu es moudjahède.” Ce document était en possession d’un élève… Pour conclure, le commissaire qui avait rédigé le rapport s’étonnait que ces faits n’aient pas été portés à la connaissance de l’inspecteur de l’enseignement primaire de la circonscription[20]. Le dossier était transmis au colonel commandant civil et militaire pour Alger Sahel en vue d’une “mesure administrative privative de liberté”. Dans cette confusion des pouvoirs il n’avait pas semblé nécessaire de prévenir le directeur de l’école de l’enquête et de ses suites. Tout juste demandera-t-on aux services des renseignements généraux de nourrir la fiche de M. Feraoun dressée le 8 avril 1958 et sur laquelle figurent les informations suivantes :

“Représentativité de l’intéressé : ne s’est encore pas affirmé
Fréquentation politique : à déterminer
Tendance politique : serait progressiste[21].”

Plus question de “chienlit” pour le Général qui retarde encore un peu son entrée en scène. Jusqu’au 4 juin. Ce jour-là il est attendu au forum, un vaste espace situé en face du Gouvernement général, en haut d’un escalier d’où la baie d’Alger paraît encore plus belle. Des heures avant l’arrivée du Général cette foule est compacte, une, indivisible. Des milliers de regards tendent vers le balcon où il doit apparaître. Tous attendent que le Général les rassure. La masse des absents croit plus que jamais à une issue différente de la part de celui qu’ils appellent tous “l’homme de la décolonisation”.

L’apparition du Général sur le balcon, dans son uniforme, bras en V, suscite une incroyable frénésie dans la foule. Au premier rang on a installé des femmes voilées. Des centaines de femmes portant haïk et voilette qui poussent des *youyous* stridulants. Les mêmes que l’on entend au petit matin quand un *rebelle* est guillotiné à la prison Barberousse… Des ouvriers en turbans et sarouels scandent les mêmes slogans que ceux hurlés par cette foule survoltée. Des hommes en costumes. D’autres en bleus de chauffe. Des vieillards en djellabas arborent fièrement leurs décorations. D’autres brandissent des drapeaux tricolores ou des pancartes sur lesquelles on peut lire en arabe : “l’Algérie c’est la France”.

De Gaulle, dont la vareuse ample épouse un bedon de maréchal en retraite, lance quatre mots : “Je vous ai compris !” Délire. Frénésie. Il a compris. Et on n’entend pas qu’il lancera plus tard : “… je déclare qu’à partir d’aujourd’hui, la France considère que, dans toute l’Algérie, il n’y a qu’une seule catégorie d’habitants : il

n’y a que des Français à part entière –, des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.”

Un tonnerre d’applaudissements et des tonitruants “Vive de Gaulle !” s’élèvent de la marée houleuse.

Feraoun est circonspect. Son *Journal* reste fermé. Il ne le rouvrira que le 15 août. Voilà trois mois que de Gaulle a pris le pouvoir. La France va devoir se prononcer par référendum sur une nouvelle Constitution… “En gros, l’exécutif va s’accaparer les rouages de la machine publique, condition *sine qua non* de redressement national. Une autre condition non moins nécessaire du même redressement est l’annexion définitive de l’Algérie et du Sahara. Le Sahara dont naguère on ne parlait pas et se trouvait implicitement inclus dans l’Algérie. Maintenant, il y a l’Algérie, il y a le Sahara, il y a aussi « l’Algérie et le Sahara[22] ».”

Feraoun ne parvient pas à envisager l’arrivée d’un “homme miracle”. Il s’étonne que personne n’ait eu l’idée de rappeler de Gaulle plus tôt. On y aurait gagné tellement de vies inutilement fauchées de part et d’autre ! Pour autant, il craint que le Général n’ait cédé aux sirènes de la population européenne… et de certains aspects économiques dont il est de plus en plus question en cette période où la consommation annonce une forte croissance. “Voilà donc que subitement s’est produite en Algérie et en France une grande révolution, que s’instaure un ordre nouveau qui vitupère contre l’ancien « système » et se prétend victorieux, capable de tout arranger et commence par déclarer que tout est fini de la rébellion, du FLN, du départ des Français d’Algérie. Tout cela s’est fait sans qu’on sache exactement de quelle manière, pour l’unique raison qu’on a décidé qu’il en est ainsi, qu’il ne peut en être autrement. Le nationalisme algérien ? Ça n’existe plus. L’intégration, mais ça y est. Tu es français, mon vieux. Rien d’autre. Ne nous casse plus les pieds. Le tour est joué[23] !”

Feraoun semble manquer de lucidité. En cela il rejoint une grande majorité de la population du pays. La stratégie du Général est différente. Le référendum que le FLN refuse n’est qu’une des séquences de ce plan qui va se retourner contre ceux qui ont fait la courte échelle à de Gaulle pour le réinstaller à l’Élysée.

Il lui arrive d’évoquer la situation avec le capitaine Courbon qui ne paraît pas plus optimiste que lui. Aucune visibilité sur l’avenir au-delà du jour qui vient. Bientôt, il va trouver un autre interlocuteur agréable qui enseigne avec calme et patience à une cinquantaine de fillettes dans le cadre des *classes sous la tente*. Le jeune agrégé de lettres, Édouard Guitton, se souvient de son premier contact avec Courbon. Il se retrouve en face d’une “belle figure d’officier-apôtre (lui au moins n’usurpait pas le titre de pacificateur et son existence était très comparable à celle d’un médecin ou d’un vicaire de banlieue) [l’]incita à aller [se] présenter au directeur de l’école voisine, d’abord par simple déférence, mais aussi parce que c’était, me dit-il, « un homme remarquable, romancier estimé et esprit droit[24] »”. Le jeune étudiant ne tarde pas à frapper à la porte de Feraoun. Le contact est immédiat. Guitton est un peu déstabilisé par sa voix qui rappelle celle des gens du

Sud-Ouest… “Il chantonnait un peu en parlant. Je me souviens qu’au téléphone j’avais une peine incroyable à le comprendre[25]…”

Le jeune homme s’habituera vite à cet accent kabyle caractéristique. L’important est le souvenir qu’il garde de l’homme, de l’écrivain avec lequel il se sent en phase. “Notre sympathie avait été immédiate. Je crois qu’elle s’expliquait surtout par une identité d’esprit, la méfiance à l’égard des passions partisanes, l’amour de la modération. Le Musulman, par principe, est réservé, d’une pudeur jalouse, habile et prompt à dévoiler son monde intérieur. De plus, à cause de la guerre, on dissimulait tout, même les sentiments intimes. Pour moi, Mouloud Feraoun était un Kabyle que j’avais la chance d’approcher, mais le voile subsistait. Pour lui, j’offrais l’avantage de n’être ni un Français d’Algérie, ni un militaire de carrière, ni un Arabe, ni un congénère, mais un lettré comme lui. Communiant sur le plan de la culture, nous étions à même de communiquer sur les autres plans. Ainsi pouvions-nous apprécier mutuellement la diversion que constituaient nos entretiens[26].” Pour autant Feraoun garde toujours une certaine distance avec ses interlocuteurs. Possédant bien la langue et sachant construire chacune de ses phrases avec le souci de ne pas trop les charger en émotions ou allusions il est malaisé de connaître le fond de sa pensée. Tous les gens qui l’ont connu s’accordent sur ce point. Réservé et sobre il écoute avec grande attention. Entend plus qu’il ne dit. C’est également le constat dressé par Édouard Guitton qui ressent dans la manière de construire ses phrases une manière d’application et de précision. Il perçoit plus de liberté quand ils évoquent ensemble Valéry ou Racine. Ou même un auteur aussi peu connu que l’*abbé* Delille[27] dont il évoque tout aussi bien l’œuvre poétique que ses traductions de Virgile, que ses déboires face à un Voltaire prenant ombrage de l’érudition de son jeune rival. Feraoun se plaît à commenter son œuvre avec une certaine gourmandise devant le jeune agrégé ébaubi. Que la discussion vienne à glisser sur la politique et là il reprend la posture de la méfiance sans se départir d’un humour froid propre à dérouter ceux qui le connaissent le mieux… “Il était malaisé de savoir ce qu’il pensait exactement sur les gens et sur les choses. Je crois que, dans le tréfonds, c’était un *sceptique* : l’homme qui regarde tout simplement. La religion ne l’intéressait pas plus que la politique, qu’il fuyait comme la gale. Il avait une femme et sept enfants : c’était un chef de famille irréprochable, mais il laissait entendre que ce poids vif à ses épaules avait entravé sa carrière d’auteur : sans eux, il serait allé en France… Il ramenait toute conduite aux us et coutumes, réduisant un caractère à des manières d’être. Sa conversation contenait plus d’allusions que de conclusions[28].”

Un peu las et désabusé, Feraoun semble se forcer à résister pour ne pas subir. Son travail, son œuvre, sa famille. L’atmosphère s’alourdit. Il paraît enkysté dans cette gangue d’incertitude.

Les temps sont orageux. Mme Feraoun s’ennuie de plus en plus dans cette ville outrageusement fardée de lumière et d’azur. Sans charme à ses yeux. Pas de famille. Pas de voisins. Pas d’amis. Elle s’inquiète et son époux parvient difficilement à la tranquilliser. Elle connaît ce regard encore plus sombre qui est le sien quand il doit affronter un problème dont il ne souhaite pas parler. Surtout

devant les enfants qu'il faut tenir à l'écart. Les époux ont conservé leur rituel de l'après-dîner. Ils s'enferment dans leur chambre à coucher et discutent de longues heures. Les textes classiques et le roman en cours s'estompent devant tel attentat, telle réflexion saisie au hasard, tel événement qui ne laisse rien augurer de bon. Pas plus pour eux que pour les enfants.

Quoi qu'il arrive Feraoun est déterminé à mettre toute son énergie dans son métier d'enseignant. Sans lâcher celui d'écrivain qui lui paraît encore plus important dans cette période difficile. Il manque de temps. De recul. D'énergie. Voilà plusieurs mois qu'il se retrouve dans son petit bureau. Penché sur ses cahiers comme l'étudiant qu'il était à la Bouzaréa. Un nouveau projet prend corps. Comme il l'écrira à Roblès, ce livre il l'a écrit "presque sans s'en apercevoir[29] !". Il s'agit d'un retour aux sources. Un testament peut-être. Pour mettre une fois encore en évidence la pertinence de sa culture, il fait appel au plus célèbre des poètes kabyles : Si Mohand. Avec le mythique Mokrani, il est le second héros du panthéon kabyle. Comme lui, c'est un combattant de la liberté mais qui n'eut jamais d'autre arme que les mots… Également victime de la colonisation, Si Mohand a vécu en bohémien alors qu'il se destinait à une carrière de juriste en droit musulman. Né dans une famille aisée de Kabylie, il subit l'intrusion violente des troupes du général Randon dans son village qui sera rasé. À sa place, les Français édifient une petite ville fortifiée qu'ils baptisent Fort-National. Cette même cité que Mokrani avait prise d'assaut quelques années après sa fortification. Mohand veut être dans l'action. Pas seulement par le verbe. Il abandonne ses études pour suivre Mokrani. Sa famille paye un lourd tribut à cet engagement. Son père est exécuté par les militaires. Un de ses oncles est déporté en Nouvelle-Calédonie. L'ensemble de la famille est spolié par l'État français qui confisque ses biens. Dès lors Mohand vit dans l'abattement. Durant une trentaine d'années, il parcourt la Kabylie clamant et déclamant. Errant de village en village, improvisant la plupart de ses poèmes. Selon ses états d'âme, ses colères, son refus de la soumission par la langue qu'il pressent chez l'occupant. Il n'est pas un Kabyle qui ne connaisse quelques-uns de ses vers semés au vent de la discorde.

Si Mohand meurt en 1906 à l'hôpital des sœurs blanches de Michelet et est enterré au sanctuaire de Sidi Saïd Ou Taleb.

Mouloud Feraoun entreprend donc, en cette année 1958, de retrouver et d'éditer quelques *isefra* (poèmes[30]) de celui qui avait semé ses mots sans le moindre souci de les ancrer dans les mémoires. Pourtant, il n'était pas rare qu'un conteur reprenne ses cris lancés au vent de la révolte, ses objurgations, ses anathèmes…

"Je jure de Tizi-Ouzou, jusqu' à l'Akfadu,
Que nul ne me commandera.
Plutôt rompre que plier,
Plutôt la malédiction,
Là où les chefs sont des larrons.
L'exil m'est prédestiné.
Par Dieu je m'exilerai,
Plutôt que subir la loi des sangliers."

La grandeur puis la chute de Si Mohand peuvent être considérées “comme une allégorie de l’enjeu scolaire aux temps de la conquête de la Kabylie. De la destruction des zaouïas à l’expérimentation scolaire de la troisième République, la littérature orale kabyle conserve la mémoire de la résistance populaire[31]”. Ça n’est donc pas par hasard que Feraoun s’attaque à ce travail ethnographique et social à une époque où la guerre vise, une fois encore, à éradiquer des pans de culture, de mémoire. Qu’elle soit historique ou poétique, la tradition est omniprésente dans l’œuvre de Si Mohand. Elle opère avec une acuité toute particulière chez Mouloud Feraoun, nourri dès ses premières années de ces légendes de ces poèmes. Dès son enfance, les mots ont été omniprésents. D’autant plus forts qu’ils portent en eux une tradition aux antipodes de la “table rase” du colonisateur. Les mots tissent la vie, le quotidien de chaque Kabyle. Comme le rappelle pertinemment Mouloud Mammeri, “la civilisation kabyle, la civilisation berbère tout entière, est une civilisation du verbe… une seule phrase suffit parfois à résoudre une situation difficile… On peut payer d’un poème, une dette[32]”.

Feraoun a grandi dans la mémoire de ces combattants par le glaive ou le verbe. Dans ce culte de l’honneur, de l’indépendance, du mot sacré. Il se nourrit d’histoire et de légendes, de contes et de poèmes. Sans jamais perdre de vue le poids de chaque syllabe. Ramdane At Mansour apporte un témoignage qui corrobore ce comportement : “Comme dans tout l’espace amazigh, la parole est essentielle et la mémoire indispensable. On voue admiration et respect à ceux qui maîtrisent le verbe. Ce sont eux qui s’imposent dans les assemblées, et ils jouent un rôle de sages, de guides, de réconciliateurs. J’ai vu, enfant, se faire le partage de terrains, de maisons, sans le moindre écrit. On fait venir des témoins et, en cas de litige, leur parole prévaut[33].”

C’est donc à la recherche de ce poète libertaire et mystique que se lance Feraoun. Une figure emblématique au point qu’aujourd’hui encore, quand un conteur kabyle veut relancer l’attention de son auditoire il marque un temps d’arrêt et reprend à voix basse : “*Akken inna sï Mohand…*” (“Comme le disait Si Mohand…”) Ce qui annonce un ou plusieurs de ces nombreux poèmes dont Feraoun a fait la quête durant des décennies. Dans ses souvenirs. Dans ceux des plus vieux. Il veut aujourd’hui signifier qui était ce poète à qui un ange aurait dit un jour : “Rime et je parlerai, ou bien alors parle et je rimerai[34].”

Feraoun sent alors qu’il est nécessaire de rompre avec la tradition orale. De mettre les vers en mots, de leur donner corps, les faire partager par le plus grand nombre. Il prolonge alors un premier travail de récolte et d’édition réalisé en 1900 par un certain Boulifa. Malheureusement certains textes sont incomplets, voire apocryphes. Il manque également une transcription française. Feraoun veut combler cette carence. D’autant plus difficile que si le barde kabyle “rimait avec une abondance et une facilité prodigieuse, il n’acceptait de répéter un de ses poèmes que dans des cas exceptionnels, surtout quand il avait bu et qu’un de ses intimes désirait en prendre copie[35]”.

En retranscrivant ses poèmes, en revisitant la vie de Si Mohand, Feraoun ne se

glisse-t-il pas dans la peau de son personnage comme il le fit avec le Fouroulou dans *Le Fils du pauvre* ? Nous pourrions être tentés de le penser à la lecture de certains poèmes ou commentaires… “Sa philosophie, si l’on peut hasarder le mot, est puisée dans l’expérience. Comme elle, elle naît, se transforme, se développe mais ne se fixe jamais ; elle ira s’enrichissant jusqu’au moment où il entrevoit sa mort. À ce moment, il sera possible de dire qu’elle fut noble et belle : elle réhabilite le poète aux yeux les plus sévères[36].”

Il est évident que les éléments biographiques, l’étude de l’œuvre ou de la versification de Si Mohand ne font pas de ce livre un ouvrage incontournable de Feraoun. Même s’il nous donne à découvrir de belles pages poétiques, des excroissances et des fulgurances superbes. Les responsables du Seuil ne paraissent pas convaincus par la pertinence de ce travail. Ce sont les Éditions de Minuit qui éditeront l’ouvrage en 1960.

Feraoun a commencé d’écrire un autre livre. Mais il s’est interrompu. Son nouveau roman est en phase directe avec les événements qui se précipitent sous ses yeux. Il veut y traiter une déchirure par le biais d’une histoire d’amour et de passion. En fait, du divorce des communautés, de la fin d’une “aventure” entre la France et l’Algérie. Il le confie à Roblès le 25 août 1958. “Je mets en scène un Kabyle et une jeune institutrice française.” Il n’en dit pas plus sur le thème. Il paraît plus préoccupé par sa tranquillité d’esprit… “C’est une histoire que je ne pourrai mener à terme tant que je ne serai pas tranquille. J’ai dû l’abandonner. Je t’en parlerai cet automne[37].”

Face au référendum proposé par de Gaulle, le FLN choisit de déclencher une vague d’attentats en métropole qui fait 82 morts. Il ne veut pas de cette consultation qui dépasse le strict cadre constitutionnel avancé officiellement. La déclaration faite par le général de Gaulle, le 30 août 1958, est assez explicite à ses yeux : “Par leur vote, les habitants de l’Algérie vont fournir une réponse à la question de leur propre destin. Les bulletins qu’ils mettront dans l’urne auront, sur un point capital, une claire signification. Pour chacun, répondre « oui » dans les circonstances présentes, cela voudra dire, tout au moins, que l’on veut se comporter comme un Français à part entière et que l’on croit que l’évolution nécessaire de l’Algérie doit s’accomplir dans le cadre français.”

Feraoun raisonne différemment. Non qu’il soit favorable au référendum… Mais ne serait-ce pas la manière pour le Général d’amorcer une stratégie visant à abandonner l’Algérie ? Il écrit clairement que “les Français commencent à accepter l’idée de perdre leurs colonies[38]”. Donc l’Algérie. Dans la foulée, le voilà qui tient un discours étonnant pour le pacifiste qu’il est. À croire qu’il s’inspire de Frantz Fanon[39] dont les théories violentes ne peuvent convenir au pacifiste qu’il s’efforce de rester. Excédé peut-être… Plus sûrement au contact quotidien de cette misère, de ce Lumpenproletariat au cœur de la capitale. Avec des autorités essayant de rattraper un siècle d’erreurs, de mépris, de marginalisation. Il regrette une fois de plus cette tragique montée de la violence et des ressentiments. La haine qui ne peut que croître avec la banalisation de la mort et de la torture. “En France le terrorisme

FLN se développe hardiment, en dépit des mesures de protection et de répression extrêmement sévères et jusqu'ici jamais employées par les pays démocratiques. Lorsque la mort, la torture, les camps s'installeront chez eux, les Français comprendront peut-être que les Algériens sont de sauvages assassins bien sûr, mais aussi, indéniablement, des patriotes. Alors peut-être ce jour, la Méditerranée cessera de traverser la France comme la Seine traverse Paris. Les Algériens de leur côté s'apercevront qu'il ne suffit pas d'avoir une patrie, d'être reconnus indépendants pour entrer au paradis de leurs rêves. Beaucoup sans doute se surprendront un jour à regretter leur enfer. Mais enfin la dignité de chacun sera sauve. Et c'est cela l'important[40]."

Il n'a pas vu passer l'été. Même Tizi-Hibel ne lui apporte plus le ressourcement des années précédentes. Dans une lettre à Roblès[41] il confie qu'il a essayé d'écrire pendant les vacances mais sans grand succès. "Lorsque tout sera tassé je reprendrai mon cahier. Cet espoir me fait un peu de bien et m'empêche de sombrer tout à fait. Je me dis qu'un jour il sera possible de dire tout ce qu'on veut !" Ce jour n'est pas encore arrivé. Même à Tizi-Hibel l'armée est omniprésente. Sur les routes. Dans les villages. Les visages des militaires traduisent une angoisse indicible. Plus de signes amicaux en direction des fellahs en haillons et des enfants morveux. Ils se défient de tous. Silencieux, ils guettent chaque crête. La mort est là qui rôde. Peut-être même parmi ces femmes qui pressent le pas, foulard ramené sur les yeux, fagot de bois sur la tête. La nuit d'autres soldats font parfois irruption dans le village pour s'approvisionner, s'informer auprès de leurs agents que personne ne boit ni ne fume. La victoire est pour demain. La France est affaiblie sur le terrain et à la face du monde… C'est ce que disent et répètent les combattants du FLN à une population éreintée. Une population sans cesse plus pauvre qui se pose une seule question : quand la guerre finira-t-elle ? Feraoun sait que la situation a évolué en faveur de la rébellion. Comme beaucoup d'*indigènes* il est convaincu que la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne est une avancée significative. Il a pris connaissance de sa composition dans *Le Monde* tout en regrettant que le reste de la presse française "ironise un peu" sur l'événement qui n'en est visiblement pas un aux yeux des journalistes auxquels Feraoun se substitue parfois. C'est bel et bien le cas quand il se "demande si l'armée n'est pas finalement la grande dupe, dans toute cette triste affaire qui a commencé le 13 mai, si de Gaulle nanti de l'« approbation immense » qu'il réclame saura mettre les ultras à la raison ou s'il se contentera de refuser aux Algériens l'indépendance qu'ils recherchent et pour laquelle ils meurent chaque jour simplement et fièrement[42]".

Feraoun sait qu'il fait l'objet de surveillance. Depuis son arrivée à Alger, les renseignements généraux lui portent une attention toute particulière. Ça n'est pas par hasard si, dans la soirée du 27 septembre 1958, les parachutistes font irruption dans son appartement accompagnés des unités territoriales, ces "milices africaines" créées en 1956 par Robert Lacoste. La fouille est méticuleuse. Armoires, placards, casiers et même poêles sont minutieusement inspectés durant une heure et demie.

Feraoun doit ensuite remettre les clés de l'école qui va être fouillée puis occupée jusqu'au lendemain soir. Il se rend compte que les visiteurs s'adressent plus souvent au fils de la concierge qu'à lui… "On cherchait surtout à deviner l'endroit que je souhaitais soustraire à la perquisition. Alors je suis resté froid et ai renoncé à les accompagner[43]."

Le 28 septembre 1958, le référendum est adopté par 75 % des électeurs… Parmi eux des femmes arabes dont c'est la première participation à un scrutin. La répression ne tarde pas. Près de 600 *indigènes* sont exécutés par le FLN pour ne pas avoir suivi son ordre de boycott.

En voyage en Algérie, le Général prononce un discours le 3 octobre à Constantine. On n'attend pas *a priori* de déclaration essentielle pendant cette "tournée des popotes". Pourtant les Européens respirent en entendant la conclusion de son allocution dans la capitale de l'Est algérien : "Il y a là un fait aussi clair que l'éclatante lumière du ciel. Et ce fait est capital… pour cette raison qu'il engage l'une envers l'autre et pour toujours l'Algérie et la France."

Au Clos-Salembier la réaction est beaucoup plus amère… Feraoun le note dans son *Journal* : "Les gens me semblent tristes et silencieux, la placette a perdu son animation, très peu de monde dans les rues, comme si c'était deuil dans ce coin uniquement arabe. Les passants se défilent et vont se terrer chez eux. Je crois qu'ils ont aujourd'hui mauvaise conscience de ce qu'ils ont fait hier[44]."

Lors du même voyage, le Général a lancé le "plan de Constantine" qui vise à la (re)valorisation des ressources du pays dans tous les domaines. Celui de la scolarisation en fait partie. Feraoun s'en avise et en fera les frais dès la rentrée suivante. Douze nouvelles classes sont ouvertes mais pas en nombre suffisant pour accueillir des écoliers toujours plus nombreux. Les effectifs ont doublé en deux ans. Le nombre des parents est également en augmentation. N'obtenant pas de places pour leurs enfants ils déambulent dans l'école durant toute la journée. En quête d'une faveur, d'un papier, d'une aumône. Feraoun se retrouve en face d'une équation insoluble : "Je n'ai que 15 locaux pour 28 classes et 21 maîtres ! Nous avons adopté un système de roulement qui me tient en haleine de 8 heures à 18 heures avec seulement un quart d'heure pour déjeuner[45]."

À cette tension professionnelle s'ajoute une crainte incessante : l'arrestation. Malgré l'amitié que lui porte le capitaine Courbon il se sait surveillé par des Européens qui guettent le moindre faux pas. Toujours prêt à prévenir les *bérets rouges*[46] dont certains s'illustrent par les interrogatoires musclés qu'ils pratiquent à la villa Sésini distante de quelques centaines de mètres de l'école Nador.

Il lui faut faire des choix. Du moins lui impose-t-on d'en faire. La quiétude apparente de la ville masque certaines manipulations qui, si elles sont plus subtiles qu'à Fort-National, n'en sont pas moins claires.

Vendredi 31 octobre 1958. Il est environ 19 heures. Le téléphone sonne dans son bureau. Il décroche. À l'autre bout du fil il reconnaît la voix de son collègue Bekri qu'il n'a pas vu ni entendu depuis longtemps. Après les formules de politesse,

l'homme lui demande s'il peut le voir. Feraoun acquiesce. Bekri souhaite le rencontrer sur-le-champ mais comme son interlocuteur n'est pas motorisé et que la nuit est déjà tombée, il lui propose de lui rendre visite à l'école. Petit silence après lequel Bekri précise qu'il ne sera pas seul. Azem Ouali l'accompagnera. Feraoun le connaît. Il n'a rien contre cette visite sur les motifs de laquelle Bekri reste très énigmatique.

Quand il ouvre la porte de son bureau Feraoun a un léger mouvement de recul… Ce qu'il redoutait va peut-être se produire… Il est 20 heures quand il reçoit Bekri. Il cache mal son étonnement, en constatant qu'il est accompagné d'un capitaine français. Devant sa mine un peu décontenancée, Bekri lui lance, avec un sourire complice : “N'aie pas peur, on ne vient pas pour t'arrêter.” Feraoun ne réagit pas. Il prie les deux hommes d'entrer et de prendre place. L'officier se présente… “Je suis le capitaine Citerne, d'Agouni-Gueghrane. Nous nous excusons mais comme vous pouvez le constater M. Azem n'a pas pu nous accompagner. Pour des questions de sécurité. Vous comprenez ?” Feraoun ne comprend pas bien. Il attend la suite. Poliment, il demande à l'officier : “Qu'y a-t-il à votre service ?”

Pourquoi diable ce capitaine a-t-il fait le déplacement depuis Agouni-Gueghrane, un village situé sur le flanc nord du Djurdjura situé à près de cent kilomètres de la capitale ? Feraoun referme la porte. Et ne tarde pas à deviner la raison de cette visite tardive de ce capitaine qui plastronne et qui, pour mettre son interlocuteur à l'aise, lui dit : “Je connais les Kabyles mieux qu'ils se connaissent eux-mêmes !” Feraoun ne juge pas utile de relever. Juste un rictus fugace. Le capitaine se croit obligé d'avouer que l'essentiel qu'il sait de ce peuple il le doit aux livres de Feraoun qu'il dit avoir savourés… La discussion s'éternise. Une demi-heure plus tard l'officier reconnaît qu'il n'a pas lu grand-chose… Enfin, l'essentiel. Ou peut-être rien. Feraoun s'en soucie peu. Il aimerait retourner à son travail et attend que l'officier lui révèle enfin l'objet de sa visite. Mais non, il n'en finit pas de fanfaronner. Il fait remarquer à son interlocuteur qu'il n'a pas quitté la Kabylie depuis trois ans, alors que lui… Feraoun écoute sans ciller. L'autre se monte encore du col. “C'est énorme trois ans, au cœur d'un village de montagne, parmi les sauvages. Exactement, des sauvages. J'en suis arrivé à connaître le fin fond de leur psychologie, leurs secrets, leurs appétits, leurs vies, leurs défauts. Vous ne pouvez pas vous imaginer… Et puis j'y ai des amis, de vrais amis[47].” Bekri est d'évidence au nombre des privilégiés. Le capitaine insiste sur le fait qu'il lui a sauvé la vie. Bekri répond qu'il lui voue une reconnaissance éternelle, qu'il est fier d'être son ami. Le décor est planté. Feraoun attend patiemment de savoir quel rôle lui est dévolu. Il ne tarde pas à éprouver une “immense pitié” pour son collègue lorsqu'il apprend que c'est lui qui a eu l'idée de suggérer son nom au capitaine pour qu'il devienne député… Feraoun refuse d'un signe de tête. “Non, capitaine. Vous vous êtes trompé. Je ne veux pas être député. Je ne veux pas faire de politique. Jamais, je n'en ferai. Ce n'est pas dans mes cordes[48].”

Furibard, le capitaine se tourne vers Bekri, lui reproche de l'avoir fourvoyé. L'autre se débat comme un diable. Se justifie. Il cite le nom d'un autre Kabyle qui lui a certifié que Feraoun avait l'intention de se présenter aux élections. Bekri

pressent que les pires ennuis peuvent lui arriver. Son regard s’accroche au carrelage. Sans perdre son calme Feraoun lui lance un reproche : “Tu aurais pu tout de même m’en parler, me consulter. Comment peux-tu prétendre me connaître en agissant ainsi !” Le ton reste calme malgré les reproches. La compassion l’emporte. Il voit en son collègue une pauvre victime de ce système oppressif dont l’arrogance de l’officier porte la marque. Une oppression qui n’a fait que croître depuis le début de la guerre. Une oppression qui prend des allures de domination. Avec son habituel recul Feraoun fustige l’attitude de ce capitaine vis-à-vis de son collègue. Et, à travers lui, vis-à-vis de tout un peuple… “Oui, le capitaine m’a profondément choqué par son arrogance vis-à-vis de Bekri. Il traînait tous les siens par terre, racontait des histoires où les bâtards se mêlaient aux traîtres et aux lâches et où il jouait le rôle de magicien civilisateur, pacificateur, maître après Dieu. Et Bekri se fait petit, tout petit. Même avec moi, il a essayé ses méthodes à la fois familières et brutales, en affichant ce petit air de supériorité agaçant.

“ — Je viens voir non l’écrivain ou le directeur d’école, mais le Kabyle. Or, vous devriez avoir le courage d’opter publiquement, de rallier à vous les gens, je dis le courage.

— Pour moi, voyez-vous, le courage consiste à dire ce que je pense. Je n’ai pas failli à ce sentiment qui est aussi un devoir.

— Vous devez faire plus. Les écrivains font aussi de la politique. Du moins quelques écrivains.

— Oui, quelques écrivains. Quand ça leur plaît. Et moi ça ne me plaît pas.

— Pour vous il ne s’agit pas de plaisir, votre peuple souffre.

— Je n’y peux rien. Et le fait de me présenter aux élections ne changera rien.

— Ce n’est pas mon avis.

— C’est le mien[49].”

Le capitaine a compris qu’il ne sert à rien d’insister. Peut-être même craint-il de manquer d’arguments. D’être débordé par cet homme impavide. Insistant dans la sottise, le galonné reparle de son action exemplaire en Kabylie. Feraoun l’écoute distraitement et pour couper court lui promet de le retrouver le lendemain matin, dimanche, pour parler de sa proposition en toute simplicité. Il sait qu’il ne se rendra pas à ce rendez-vous. Le lendemain, dès 8 heures, il lui téléphone en lui demandant de ne pas l’attendre. Il explique à l’officier que la veille il n’a pas voulu le contrarier devant Bekri.

Feraoun est éreinté ; il a écouté distraitement le long laïus et les fanfaronnades du capitaine. Cette guerre et sa voix martiale sont désespérantes. Il lui semble alors que ni l’une ni l’autre n’auront d’issue. Mais c’est une nouvelle bien plus terrifiante qui va lui parvenir dans les heures qui viennent : la mort de son père survenue “au moment même où le capitaine Citerne était en train de pérorer dans [s]on bureau[50]”. Il n’en sera averti qu’un jour plus tard, la grève générale pour commémorer le cinquième anniversaire du début de la guerre d’Indépendance ayant bloqué toute forme de relation téléphonique ou télégraphique. C’est le capitaine de la SAS du village de Beni-Douala qui a pris l’initiative de lui envoyer

“un télégramme extrêmement gentil et ce pour quoi [il] le remercie du fond du cœur. « Ai appris décès votre père. Vous prie agréer mes condoléances sincères. Suis à votre entière disposition si avez besoin service quelconque. »”.

Le voyage jusqu’à Tizi-Hibel sera long et extrêmement pénible. Son frère et lui gardent le silence. Tendus. Également anxieux. Tout s’est passé sans encombre jusqu’à Tizi-Ouzou, même s’il a fallu subir quelques contrôles militaires un peu sévères, voire vexants. Ensuite, ils prennent un taxi qui passe par l’oued pour éviter d’autres barrages. Mais il leur faut subir un nouveau contrôle. Les militaires qui arrêtent le taxi ont l’air tendus, méfiants. D’où une certaine agressivité qui fait craindre le pire aux deux frères. Les soldats détaillent méticuleusement leurs papiers d’identité et ceux du chauffeur. Pourquoi sont-ils là ? À un moment, l’un d’entre eux tend la main vers la sacoche de Feraoun qui craint alors le pire. Il y a rangé une arme au cas où… Le pire les attend. Il faut dévier leur attention. Sans perdre son calme, Feraoun sort le télégramme lui annonçant la mort du père. Un télégramme signé d’un officier… Le calme revient. Feraoun pousse un soupir en relevant sa vitre… “Sans ce télégramme, j’étais un chef rebelle et nous y passions, mon frère, le chauffeur et moi. L’endroit était absolument vide, assombri par de hauts eucalyptus et on aurait à peine entendu la mitraille. Ils s’en seraient retournés à Tizi-Ouzou avec mon revolver comme trophée[51].”

Le reste de la route lui offre un spectacle de désolation, de cendres et de terres brûlées au milieu desquelles avancent des femmes fantomatiques, un village vide dont portes et volets battent au vent. “J’ai songé à ces villages abandonnés des Alpes dont parle Giono. Mais ici c’est la force et non le progrès qui les a vidés[52].”

Quand le taxi arrive sur les hauteurs, il aperçoit de loin son ancienne école de Taourirt-Moussa. Il revoit des images de son enfance, de ses premières années d’instituteur. Rien ne semble avoir changé. Il marque une halte, entre dans une classe et reste pantois… Sur le tableau subsistent quelques traces de son écriture volontairement sauvegardée par les maîtres qui lui avaient succédé. Il est profondément ému.

En se promenant dans le village il va découvrir des maisons brûlées, des hommes désabusés, des femmes vieillies avant leur automne, des gamins lui renvoyant sa propre image d’enfance. Comme si le temps n’avait pas de prise sur ces lieux immuables.

Le bâtiment n’a pas été brûlé par les maquisards. Les arbres ont poussé. Ça n’est là cependant qu’une tâche de paix dans un univers de razzia. Les femmes sont prévenues de l’arrivée de l’*amusnaw* et de son frère Idir. Elles se proposent de les “sauver des militaires” par leur seule présence. Les *lascars* français faisant facilement feu sur un groupe d’hommes mais pas quand il est accompagné de femmes. Il se trouve qu’une patrouille est signalée à l’extrémité du village. Le cortège s’immobilise, patiente en silence. “Il a donc fallu attendre qu’ils s’en aillent et remercier les femmes de leur gentillesse. Dans le village, elles ont manifestement pris la place laissée vacante par les hommes. Cela leur donne beaucoup d’assurance et même d’effronterie. Mais leur costume, leur mine accablée – pour beaucoup – crie sans fausse pudeur leurs souffrances[53].”

Il reste encore deux kilomètres avant d’arriver à Tizi-Hibel. Avant de revoir l’école occupée par des maquisards. Mouloud et son frère Idir bavardent avec trois d’entre eux puis poursuivirent leur route. Arrivés à la maison familiale ils sont accueillis par la mère et les sœurs en pleurs et muettes. Feraoun comprend vite que ces pleurs lui sont destinés. On ne peut plus rien pour le vieux qui a cessé de souffrir. Mais lui qui avait risqué la mort en venant jusque-là ! D’autant que Bekri est venu voir ses parents pour leur dire que Mouloud aurait tort de refuser la proposition du capitaine Citerne. Que celui-ci était très fâché ! Feraoun franchit le dernier raidillon en écoutant sa mère qui lui dit que tous les villageois tiennent à saluer le père. Même s’ils n’ont plus qu’une demi-heure avant le couvre-feu pour le faire. “Ils ont tous tenu à venir. Et là, j’ai constaté qu’ils faisaient beaucoup plus cas de moi que de mon père. Ainsi, le capitaine avait beau dire, ils savaient eux que j’étais des leurs et que je ne les ai jamais trahis. Certains étaient sans doute mécontents que l’on se serve de mon nom contre eux. Mais ils savaient tous que je n’y pouvais rien et que je n’approuvais pas[54].”

Personne n’est dupe. Feraoun sait que ce refus de députation lui sera reproché tôt ou tard. Bekri, que tout le monde au village prend pour un commissaire politique, s’est embourbé dans un choix ambigü qui lui sera fatal. Il jouait l’agent double et sera exécuté par les fellagas comme deux autres de ses frères. Feraoun ne parvient pas à condamner l’attitude de celui en qui d’autres n’auront vu qu’un félon ne méritant aucune miséricorde… “Voilà où nous en sommes. Kaci a été à l’école avec moi, il n’a jamais dépassé le cours élémentaire. Nous lui connaissons dans le village toutes sortes d’histoires, un garçon sans foi ni loi mais très audacieux.” À vouloir exister et se comporter en héros, il aura sans doute hésité entre les deux camps avant de les servir avec un égal dévouement. Passant de l’état de victime à celui de proie.

Alors que de Gaulle propose “la paix des braves” la situation se détériore au sein de l’Armée de libération algérienne. Des appétits de pouvoir se manifestent d’abord par des tractations internes et des tentatives de marginalisation. Jusqu’à la tentative de “putsch” du 15 novembre 1958. Les *combattants de l’ intérieur* tentent de marginaliser les *combattants de l’extérieur* parmi lesquels Boussouf, Ben Tobal et Krim Belkacem. À la tête de ce mouvement le colonel Lamouri sera fusillé avec cinquante de ses hommes.

Deux jours plus tard le commandant Azzedine, responsable de la willaya 4 (celle de l’Algérois), est fait prisonnier. Le général Salan va tenter de l’utiliser comme émissaire en vue de discussions avec d’autres responsables de willaya. Il n’y parviendra pas.

La guerre est de moins en moins supportée par les populations. Encore moins par les soldats du contingent et leurs familles qui ne trouvent pas de raison d’être à ce conflit qui n’en finit pas. L’heure est aux négociations secrètes même si “la crise est en crise” comme le lance avec ironie Edgar Faure qui n’est plus aux affaires et regarde les présidents du Conseil se succéder sans parvenir à sortir du bourbier algérien.

1 Entretien accordé par Mokrane et Fazia Feraoun à l'auteur le 5 juillet 2012.
2 Jules Roy (1907-2000) est né en Algérie. Pilote de chasse dans les Forces françaises libres, il s'inspire de cet épisode de sa vie dans *La Vallée heureuse* (1946) qui obtient le prix Renaudot la même année. Refusant les dérives de l'armée en Indochine, il retourne à la vie civile en 1953 pour se consacrer pleinement à la littérature. On lui doit une cinquantaine d'ouvrages (romans, essais, journal) dont un réquisitoire contre *La Guerre d'Algérie* (1961) et ses atrocités qu'il publiera après la mort de Camus avec lequel il avait noué une très forte amitié. Suivra d'un pamphlet contre la torture intitulé *J'accuse le général Massu*. Parallèlement à sa carrière littéraire, il collabora à *L'Express* avec un style aussi emporté et dénonciateur que celui qu'on retrouve dans la majorité de ses œuvres.
3 Entretien accordé par Fazia Feraoun à l'auteur le 5 juillet 2012.
4 *Ibid.*
5 Celui des Français : *NLDR*.
6 Jules Roy in *L'Express* du 24 août 1955, cité par José Lenzini in *Jules Roy, le céleste insoumis*, Blida, Éditions du Tell, 2007, p. 15.
7 Pierre Bourdieu (1930-2002), avant d'être le sociologue et le penseur mondialement connu, a été “appelé”, pour accomplir son service militaire, en Algérie où la guerre faisait rage. Cette période algérienne sera déterminante dans son passage de la philosophie à la sociologie. Devenu assistant à la faculté des lettres d'Alger (1958-1960), ses premières enquêtes le mènent dans les régions de Kabylie et de Collo. On en trouve la trace dans *Images d'Algérie*, Actes Sud, 2003, Catalogue de l'exposition de l'IMA, *Pierre Bourdieu, images d'Algérie, une affinité élective.*
8 En décembre 1958.
9 *Journal*, *op. cit.*, p. 332.
10 Édouard Guitton, *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit.*, revue *La Table Ronde*, nº 189.
11 *Journal*, *op. cit.*, p. 265.
12 *Ibid*.
13 Lettre de Mouloud Feraoun à Albert Camus du 4 mai 1958 / Fonds Albert Camus Aix-en-Provence.
14 Pierre Lagaillarde, né en 1931, est un ancien avocat et député d'Alger. Activiste et nationaliste, il est l'instigateur de l'insurrection du 13 mai 1958 et de la semaine des barricades. Cofondateur de l'OAS, il est condamné à dix ans de prison par contumace pour rébellion contre l'État avant de bénéficier de la loi d'amnistie générale en 1968.
15 Léon Delbecque (1919-1991) est responsable dans le Nord du Rassemblement du peuple français (RPF) puis des Républicains sociaux. Chef de cabinet de Chaban-Delmas (1957) il est élu député UNR du Nord en 1958. Après sa contribution au putsch d'Alger et au retour du général de Gaulle au pouvoir, il s'oppose à l'indépendance de l'Algérie et milite dans des groupes pro-Algérie française, notamment avec Georges Bidault. En 1982, battu aux législatives, il s'éloigne de la vie politique tout en restant proche de Jacques Soustelle.
16 *Journal*, *op. cit.*, p. 274.
17 *Ibid*.
18 Ville populaire de la banlieue ouest d'Alger.
19 *Ibid*., p. 275.
20 Archives nationales d'outre-mer (ANOM) cote 91/SRPJ.
21 ANOM cote Alger 4 I 129.
22 *Journal*, *op. cit.*, p. 275.
23 *Ibid*., p. 275-276.

24 *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit*., p. 61.
25 *Ibid*., p. 65.
26 *Ibid*., p. 65-66.
27 Jacques Delille (1738-1813) également nommé l'abbé Delille a connu une célébrité fulgurante grâce à sa traduction des *Géorgiques* de Virgile. Également poète, il fut élu à l'Académie française en 1772. Cependant Richelieu s'opposa à son élection le jugeant trop jeune (trente-quatre ans) mais il y entra deux ans plus tard tout en obtenant la chaire de poésie latine au Collège de France. Sa célébrité s'accéléra après la mort de Voltaire qui était jusque-là son seul rival.
28 *Mouloud Feraoun et l'Algérie du silence*, *op. cit*., p. 66.
29 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 141.
30 Mouloud Mammeri mènera le même travail huit ans plus tard, avec le désir de compléter les recherches de Mouloud Feraoun.
31 Emmanuel Sacriste, *Mouloud Feraoun, acteur, témoin et martyr de l' école en Algérie coloniale*, *op. cit.*, t. 2, Université de Toulouse II, Le Mirail, Mémoire de master II, sous la direction de M. Jacques Cantier et M. Guy Pervillé, 2009, p. 18.
32 In *Si Mohand a dit*, Alger, édition de l'auteur, 1990.
33 Extrait d'une *Conférence sur la poésie kabyle* donnée le 24 mars 2010 à Tizi-Ouzou.
34 Mouloud Feraoun, *Les Poèmes de Si Mohand*, Alger, Éditions Bouchène, 1989, p. 7.
35 *Ibid*., p. 21.
36 *Ibid*., p. 27.
37 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 141, 142.
38 *Journal*, *op. cit*., p. 277.
39 Frantz Omar Fanon (1925-1961), originaire de la Martinique, a participé très jeune à la Libération de la France, avant de devenir psychiatre. Rallié très tôt à la Révolution algérienne, compagnon d'arme et ami de Abane Ramdane, Larbi Ben-M'Hidi… il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *Peau noire, masques blancs* (1952) et *Les Damnés de la terre* (1961).
40 *Journal*, *op. cit*., p. 277.
41 Lettre du 28 octobre, *Lettres à ses amis*, *op. ci*t., p. 143.
42 *Journal*, *op. cit*., p. 278.
43 *Ibid*.
44 *Ibid*., p. 280.
45 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 142.
46 Ainsi nommait-on les parachutistes des unités d'élite servant notamment sous les ordres de Massu qui portaient des bérets de couleur amarante.
47 *Journal*, *op. cit*., p. 282.
48 *Ibid*.
49 *Ibid*., p. 282-283.
50 *Ibid*., p. 284.
51 *Ibid*., p. 284-285.
52 *Ibid*., p. 285.
53 *Ibid*.
54 *Ibid*., p. 286.

UN FAIRE-VALOIR POUR LES AMÉRICAINS…

Sitôt leur père enterré Mouloud et son frère Idir vont passer une partie de leurs vacances de Noël 1958 à assumer des tâches familiales qui reviennent aux hommes. Il leur faut représenter la famille dans les réunions publiques. Se rendre au souk à Beni-Douala pour rencontrer du monde et faire des emplettes comme le veut la tradition. Entretenir les bêtes et le potager. Mais Feraoun va devoir rapidement quitter son village pour Paris où il est envoyé en tant que “chargé de mission”. Il y séjourne du 13 au 20 décembre.

Ce voyage sera marqué par deux entrevues on ne peut plus officielles : la première au ministère des Affaires étrangères, la seconde à la présidence du Conseil. Il est avare de détails quand il relate sa mission officielle dans son *Journal* : “En fait, offre par M. Brouillet d’entrer au Quai d’Orsay. *Rencontré* à ce dernier ministère M. Vimont. Refus. Envoyé à la présidence du Conseil où j’ai bavardé avec une fille sympathique qui m’a mis à l’aise. C’était G. de Gaulle. Geneviève de Gaulle[1] me fait inviter par Germaine Tillion. Vu quelques minutes Malraux. Bombardé membre du Haut comité de la jeunesse où j’ai serré la main à de Gaulle[2].”

Les honneurs ne parviennent pas à entamer la lucidité de Feraoun. Son fils Ali se souvient de ce voyage à Paris… “Feraoun était heureux de voir Malraux avec lequel il a passé une demi-heure : c’était pour lui l’image de la guerre d’Espagne libérée. Il s’est senti très à l’aise avec lui. Mais pour autant il n’a pas suivi les encouragements du ministre à accepter le poste.

“Il était gêné car il a tout de suite compris le sens de cette nomination prestigieuse : de Gaulle voulait montrer aux Américains que la France faisait une guerre contre les fellagas mais qu’il y avait également dans le pays des intellectuels qui lui restaient fidèles… Une preuve éclatante pouvait en être donnée en la faisant représenter à l’étranger par l’un d’entre eux ! On lui en a proposé d’autres postes à l’étranger. Il les a refusés. Il voulait rester en Algérie pour vivre la guerre aux côtés de son peuple[3].”

De retour à Alger, Feraoun écrit à Roblès le 8 janvier 1959, pour lui faire part d’une rencontre avec Laurent Capdecomme, recteur de l’université d’Alger : “Au sujet d’un poste que j’aurais éventuellement à saisir au vol. J’ai fini par en avoir assez et j’ai dit carrément que je ne voulais pas profiter des circonstances pour m’élever dans la hiérarchie. Je crois qu’il a compris, puisqu’il m’a félicité, et que désormais on me fichera la paix[4].”

Au cours de ce voyage à Paris il a signé une pétition demandant la grâce des cent cinquante condamnés à mort. Il a rencontré Alquier, un lieutenant SAS, qui a écrit un bouquin et qui lui fait passer un message :

“ — Soustelle aimerait vous voir.

— Moi pas, répond sans hésitation Feraoun qui confesse à Roblès qu’« à l’école j’ai de plus en plus le cafard et je prends en grippe l’inspecteur, la concierge, le bidonville et même le métier[5] ».”

Il a profité de ce voyage pour se rendre au Seuil. Il y rencontre Paul Flamant à qui il parle de ses projets : “J’ai un essai en cours de réalisation et je pense également à une collection d’ouvrages destinés aux écoliers…” De fait, il travaille depuis plusieurs mois sur le manuscrit de *L’Anniversaire* qui connaîtra un destin à la fois trouble et complexe. Par ailleurs il s’escrime toujours sur une thèse s’appuyant sur son essai concernant *Les Poèmes de Si Mohand*… Son éditeur, ayant trouvé le manuscrit trop important, lui a demandé d’effectuer des coupes. Rencontrant Germaine Tillion lors de son voyage à Paris, celle-ci lui a conseillé de retravailler les passages non publiés et de s’en servir de base pour un essai socio-ethnographique sur la Kabylie. Enfin, il a mis en chantier *L’Ami fidèle*, une série de quatre livres composés de textes qu’il a choisis en collaboration avec deux collègues, MM. Groisard et Combelles. Ces ouvrages sont destinés à l’apprentissage de la lecture en classes primaires et seront édités par les éditions Hatier. Le premier volume paraîtra en octobre 1960 pour la rentrée scolaire. Le dernier sera publié après sa mort en 1963. Le choix des textes repose sur des écrits de valeur littéraire qui sont plus proches des réalités quotidiennes que la majorité des autres ouvrages métropolitains. Le premier, composé par Feraoun, s’intitule *Rachid entre à l’ école*… Une forme d’hommage à son dernier fils. “Quand je suis entré à l’école il m’a donné ce livre qu’on utilisait en Algérie. Mon père m’a dit : « Je t’offre un livre pour ta scolarité. » C’était un geste extraordinaire dont j’étais à la fois heureux et fier”, se souvient le cadet.

Décidé à ne pas abandonner sa table de travail, Feraoun sort très peu. Juste pour aller au marché ou faire quelques courses chez les commerçants du quartier. Accompagné de son chien Hector. Mais un événement mécanique important marque sa vie. Après avoir vociféré sur les subtilités aberrantes du code de la route et affirmé ses compétences dans l’art du créneau ou du double embrayage, il a obtenu son permis de conduire. Maintenant, quand il lui faut se rendre en Kabylie ou se déplacer urgemment dans un quartier périphérique, il peut le faire au volant de sa propre voiture. Une vieille automobile achetée d’occasion, un “tacot qui sème la terreur dans le quartier” selon sa propre expression. Il est tout de même pratique pour les déplacements urgents ou professionnels.

Pour autant rien ne paraît devoir changer dans la vie de chaque jour. La violence engendre la cruauté. Toutes deux se banalisent au quotidien. Les attentats se multiplient dans une troublante indifférence. Les populations semblent s’habituer au danger et à la mort. Pourtant, lors de son voyage “officiel” à Paris, Feraoun a fait un constat qui lui paraît nouveau : “Tous ceux que j’ai rencontrés savaient que je n’étais ni français, ni intégrable. Pour eux il suffisait que je sois moi-même et ils souhaitaient que beaucoup d’Algériens musulmans me ressemblent. J’aurais voulu leur dire que les Algériens me ressemblent, tous y compris les Européens. Rien que pour souligner l’absurdité de cette guerre que la France ne veut pas terminer[6]” et

qui se répand jusque sur les trottoirs de l'école. Il est 5 heures de l'après-midi. Des gamins traînent encore, jouent aux billes, au ballon, aux noyaux d'abricots ou à la toupie. Soudain l'explosion. Elle est cataclysmique. Certains restent pétrifiés telles des statues de pierre. D'autres courent en désordre, hurlent, se protègent la tête de leur cartable. Une grenade vient d'exploser à quelques dizaines de mètres en contrebas de l'école, dans un café maure. Bilan : un mort et cinq blessés. "Un pauvre bougre gisait sur le trottoir, déjà envahi par la teinte cireuse de la mort, il ouvrait et fermait automatiquement la bouche et la mort lente, lente, tournoyait autour de nous comme si elle avait quelque répugnance à s'emparer de cette innocente victime[7]" qui restera ainsi à terre durant une heure.

Le quotidien ne favorise pas la concentration et l'écriture. D'autant que le roman sur lequel il travaille prend racine dans la guerre. Un peu trop. Au point qu'il risque d'en devenir une extrapolation du *Journal*. L'histoire est simple : une Française et un instituteur kabyle tombent amoureux en pleine guerre d'Algérie. L'histoire serait banale si elle ne se déroulait pas dans le contexte de la guerre d'Indépendance et si Françoise n'hésitait pas entre l'Algérien qui est amoureux d'elle et un *pied-noir* qui se considère en terrain conquis…

Il est difficile d'aller plus avant dans la présentation de ce premier travail car il semble que le manuscrit envoyé à Roblès le 2 février 1959 se soit égaré. Nous avons retrouvé cependant la fiche de lecture des éditions du Seuil. Le lecteur y donne un avis très mitigé qui confine au refus poli : "Je ne suis pas contre ce livre qui prend son sens vrai grâce aux pages ajoutées par l'auteur en tête de son roman. Pages très convaincantes. Ceci dit la construction n'est pas rigoureuse et Feraoun devrait « tailler » dans ce texte pour l'équilibrer, lui enlever de sa lourdeur, lui donner un rythme plus aisé. J'aime retrouver dans ces pages cette chaleur humaine qui est si « feraounienne », qui éveille la sympathie au sens fort du mot. […] L'idylle amoureuse serait à reprendre, surtout les « dialogues amoureux » entre les deux personnages, le « ton » est souvent d'une vulgarité injustifiée. Impossible que Feraoun signe son livre sous pseudonyme et ceci pour des raisons évidentes. Le livre ne peut être retenu pour la collection « Méditerranée » qui a déjà publié trois romans du même auteur, chiffre à ne pas dépasser[8]." Au vu de ce jugement, Paul Flamand, directeur des éditions du Seuil, écrit à Feraoun pour lui demander de revoir le texte, de mettre plus en évidence la situation de conflit et de donner plus de présence à l'épouse arabe du héros disparaissant – à ses yeux – sous la présence de Françoise. "Il écrit à Feraoun que son roman pourrait faire une bonne nouvelle dont l'héroïne serait une nouvelle princesse de Clèves kabyle dans une situation que n'avait pas prévue Mme de Lafayette… À croire que Flamand avait fait une lecture au premier degré[9] !" s'étonne Ali Feraoun qui ne voit pas le rapport entre les deux héroïnes ni entre les contextes ou les situations. Feraoun est embarrassé, dépité. Il répond au directeur des éditions du Seuil : "Je continue, par exemple, de penser que si la politique peut donner une certaine teinte à l'amour, elle ne peut ni le nourrir, ni le modifier, ni l'empêcher[10]." Un peu plus loin il se montre beaucoup plus direct quand il écrit : "Vous me dîtes de songer longuement à ce manuscrit. Si

ce n’est pas simplement pour nuancer le refus, je vous avoue que je ne vois pas très bien ce qui lui manque. Peut-être une vingtaine de pages, en épilogue, où Françoise donnerait une espèce de confession ? J’ai davantage envie de commencer et de considérer cette version comme aussi définitive qu’impubliable[11].” Tel semble être l’avis des éditions Gallimard auxquelles Feraoun a également soumis son manuscrit. L’éditeur a jugé ce texte trop politique et propose à l’auteur de couper les passages lui paraissant trop engagés politiquement.

Feraoun hésite. Il se remet à l’ouvrage. Il rédige une seconde version dont il ne laissera que les premiers chapitres. Son roman restera inachevé.

Encore et toujours le doute. Face à son avenir littéraire comme devant les *événements* dont il craint d’être l’une des victimes à venir. Au point que son fils Ali s’est installé dans une fonction de garde du corps. “J’avais remarqué qu’un homme tournait autour de l’école. J’avais peur pour mon père que je sentais anxieux. Alors, j’ai commencé à surveiller cet individu et je passais le plus clair de mon temps libre devant la porte pour empêcher la moindre exaction[12].”

Des amis comme Camus ou Roblès l’incitent à gagner la métropole où ils lui trouveront un poste mais il refuse. Jamais il n’a été aussi las. Le ton de ses lettres traduit son désappointement, son inquiétude et même un pressentiment du pire. Le 15 novembre il écrit à Roblès : “J’ai vu le recteur pour demander des précisions sur mes éventuelles futures-nouvelles-fonctions. Je crois que je vais finir par accepter parce que je ne peux plus supporter mon existence actuelle. L’Académie a réussi à exprimer de moi tout ce que je pouvais donner de bon. Il ne reste plus rien[13].” S’il est prêt à accepter un poste d’inspecteur de l’enseignement agricole, c’est pour s’éloigner du Clos-Salembier et des intimidations dont il est la cible. Notamment depuis son implication au sein du Parti socialiste autonome auquel appartient M. Bernard, inspecteur d’académie que la direction de la Sûreté nationale accuse dans un rapport d’avoir “gardé des contacts avec certains intellectuels musulmans partisans du FLN[14]”. Ce militant a déjà fait l’objet de menaces de mort et il vient de recevoir un nouveau courrier en même temps que Feraoun, lequel écrit à Roblès : “Il en a reçu une deuxième [lettre] en même temps que moi et de la même écriture. On continue à le menacer poliment, on lui dit « vous », on lui dit « monsieur ». Il gêne avec son PSA, on voudrait le supprimer ou l’empêcher de « nuire », on le menace et on l’avertit à la fois. Moi on m’a vu à une réunion où j’ai cru pouvoir parler librement[15]…”

Cette lettre est intéressante à plus d’un titre. D’une part, les menaces sont signées RA (Résistance algérienne), ce sigle étant une contraction de l’ORAF (Organisation de la résistance de l’Algérie française), un réseau clandestin créé en 1956 dont nous avons eu l’occasion d’évoquer les actions anti-indépendantistes. D’autre part ce mouvement proche des milieux gaullistes et des services du contre-espionnage n’a aucun mal à connaître les activités syndicales ou politiques des “ennemis de l’intérieur”. Enfin, ses membres disposeront de sérieuses archives quand ils prendront le chemin de l’OAS. Sans doute savent-ils également que Mouloud Feraoun, comme d’autres intellectuels algériens, est membre du Parti

socialiste autonome.

Ce parti a été créé le 11 septembre 1958 par plusieurs personnalités politiques, en rupture avec la SFIO sur deux points essentiels : la guerre d'Algérie et la position du parti face au général de Gaulle. Dès 1956 la politique menée en Algérie par le gouvernement de Guy Mollet a provoqué la montée d'une opposition au sein de la SFIO. Le fossé se creuse en 1957 quand le gouvernement Guy Mollet et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, accentuent la politique répressive avec une banalisation des exécutions capitales contre les indépendantistes[16].

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et le soutien que lui apporte la direction de la SFIO a accentué le fossé avec les opposants qui sont de plus en plus nombreux. Au point qu'ils pensent devenir majoritaires lors du 50e Congrès à Issy-les-Moulineaux en septembre 1958. La machine du parti aura raison de leurs espoirs même si Pierre Mendès France a rejoint leurs rangs.

En Algérie c'est Yves Chataigneau, ex-gouverneur général qui est l'un des principaux promoteurs du mouvement. Selon les services de la Sureté nationale : “À Alger, le PSA s'est organisé quelques mois après le 13 mai 1958[17].” Toujours selon les services de la police, le parti “se développe dans la semi-clandestinité et cherche une assise populaire”. Sa stratégie se développerait selon trois directions : “Noyauter les syndicats et en prendre la tête avant de créer une nouvelle organisation inféodée au PSA.” Par ailleurs, ce nouveau parti s'efforcerait de “connaître l'état d'esprit de l'armée, des unités territoriales et du DPU[18] par l'intermédiaire de la fédération des officiers républicains de réserve. Enfin, sur le plan algérien, il se considère comme le seul parti ayant des contacts avec le FLN et le MNA[19]”.

Le nom de Mouloud Feraoun apparaîtra une nouvelle fois dans une note du 7 novembre 1959[20]. Il s'agit d'un compte-rendu de la réunion du PSA qui s'est tenue le 23 octobre à Alger. Y participaient notamment Mouloud Feraoun “connu pour ses sentiments” et Ali Hammoutène, également directeur d'école “sympathisant de l'UDMA. L'année suivante les deux hommes travailleront ensemble dans le cadre des Centres sociaux.

Le colonel Godard[21], signataire du document, attire l'attention de ses supérieurs sur le fait que “certains fonctionnaires (MM. Hammoutène, Bernard et Feraoun) ont affiché à l'égard du problème algérien des opinions qui me semblent incompatibles avec les directives actuelles du gouvernement”. Ces propos s'appuient sur le compte-rendu de la réunion au cours de laquelle M. Hammoutène a “évoqué les perspectives d'indépendance de l'Algérie”. Un peu plus tard il déclare : “La situation est grave et pour moi l'intérêt des musulmans dépasse toutes les autres considérations.” C'est alors qu'intervient Mouloud Feraoun qui s'“associe à ce que vient de dire M. Hammoutène. Aussi je demande au PSA de prendre une position aujourd'hui même et de la faire connaître. Ça presse !”. Une discussion s'ensuit entre différents participants avant que M. Bernard approuve les positions exprimées par MM. Feraoun et Hammoutène.

Une nouvelle réunion du PSA est programmée pour le 7 novembre dans la soirée, boulevard du Télemly sur les hauteurs d'Alger. On y retrouve une trentaine

de membres présents à la précédente rencontre parmi lesquels Mouloud Feraoun. On a tout lieu de penser qu'il était adhérent ou sympathisant du parti, sa présence ne pouvant plus être considérée comme fortuite ou consécutive à une invitation ! D'ailleurs une "fiche de renseignement" émanant également des services de la Sûreté nationale et concernant Feraoun précise qu'il "a adhéré au PSA qui s'est créé à Alger au début du mois d'octobre[22]".

Lors de cette réunion il est question du congrès des écrivains afro-asiatiques qui vient de se tenir à Moscou. Selon le policier infiltré relatant la séance, un orateur "s'élève contre les attaques dirigées par le délégué algérien Mohamed el Rharbi à l'égard du « camarade » Mouloud Feraoun". Ce dernier prend la parole pour réfuter ces accusations et déclarer qu'il est "plus nationaliste que quiconque mais qu'il est aussi un homme de gauche de culture française et qu'à ce titre il n'est l'écrivain d'aucune fraction. Je n'ai cependant pas assez de conviction pour prendre le maquis ou m'armer d'une mitraillette pour tuer mes semblables, ceux-ci étant, comme l'assemblée présente le prouve, également des hommes de gauche, de civilisation française certes, mais partisans des aspirations légitimes du peuple algérien".

Toujours selon le rapporteur de la Sûreté nationale, une discussion musclée va suivre… "Hammoutène, directeur d'école à Alger, a attaqué vivement Feraoun lui reprochant d'avoir « ralenti sa plume ». S'adressant à lui personnellement, il a conclu en ces termes : « Tu as failli à ta tâche d'écrivain. Ton œuvre n'a pas fait connaître la véritable âme algérienne et tu t'es fourvoyé avec la bourgeoisie colonialiste française en agissant comme tu l'as fait. » Feraoun ayant répliqué vertement à son interlocuteur, une certaine effervescence s'est manifestée dans la salle."

Quels que soient ses engagements, quels que soient ses écrits, Feraoun sera toujours pris entre le marteau et l'enclume. Renvoyé dans l'autre camp. Toujours celui de l'autre ! C'est à n'y plus rien comprendre. Pas même ce texte qu'Albert Camus écrit quelque temps avant son tragique accident. Quelques lignes tracées à la hâte sur un de ses cahiers constituant le manuscrit du *Premier Homme*. L'indication "fin" figurant en début de texte peut donner à penser qu'il voulait l'utiliser comme une sorte de conclusion… Inattendue pour Feraoun qui reprochait à Camus de ne pas dire clairement les choses…

"Rendez la terre, la terre qui n'est à personne. Rendez la terre qui n'est ni à vendre ni à acheter (oui et le Christ n'a jamais débarqué en Algérie, puisque même les moines y avaient propriété et concession).

Et il s'écria, regardant sa mère, et puis les autres : « Rendez la terre. Donnez toute la terre aux pauvres, à ceux qui n'ont rien et qui sont si pauvres qu'ils n'ont même jamais désiré avoir et posséder, à ceux qui sont comme elle dans ce pays, l'immense troupe des misérables, la plupart arabes et quelques-uns français et qui vivent ou survivent ici par obstination et endurance, dans le seul honneur qui vaille au monde, celui des pauvres, donnez-leur la terre comme on donne ce qui est sacré à ceux qui sont sacrés. »

Et moi alors, pauvre à nouveau et enfin, jeté dans le pire exil à la pointe du

monde, je sourirai et mourrai content, sachant que sont enfin réunis sous le soleil de ma naissance la terre que j'ai tant aimée et ceux et celle que j'ai révérés[23]."

Camus ne vivra pas cette *restitution*. Le 4 janvier 1960 il meurt dans un accident de la route alors qu'il regagnait Paris dans la voiture de son éditeur. Dans sa sacoche on retrouvera le manuscrit en cours du *Premier Homme*. Feraoun est affligé par sa mort. Malgré leurs divergences de vue, d'opinion, d'analyses, il se sentait proche de celui dans lequel il avait toujours reconnu "un brave type" comme il le lui avait écrit. Il sait qu'une des consciences de ce pays s'en est allée. Une voix qui aurait pu peut-être… Mais il n'est plus là. Il pense à sa mère qui habite toujours le petit appartement du "quartier pauvre" de Belcourt. Muette. Résignée. Un peu plus voûtée sous le poids de ce nouveau malheur. Feraoun ne trouve pas les mots. Pense à ceux qu'ils ont échangés. Ceux qu'ils ne se sont pas dits. Il faudra trois semaines avant qu'il prenne la plume pour lui adresser un "dernier hommage[24]". Avec pudeur et tact il y redit son attachement et son admiration pour celui dont "l'ombre mélancolique" se tient à côté de lui "aussi tangible qu'une présence amie".

Il s'en est allé, cet *Étranger* dont Feraoun ne lira jamais le dernier texte (*Le Premier homme*), car il ne sera publié qu'à l'état de manuscrit inachevé en 1994. Pas plus que la majorité des protagonistes des réunions enflammées du PSA, un parti qui prône une "fédération" transitoire entre l'Algérie et la France. Exactement comme le préconisait Camus. De ce *lien* il en est question dans une longue motion diffusée pourtant dès le 2 juin 1959 par un PSA "inquiet de la prolongation de la guerre d'Algérie [et qui] estime que la solution envisagée devrait poser comme principes de départ :

« Que le peuple algérien tout entier (Européens et Musulmans) a le droit de gérer ses propres affaires, ce qui implique la création d'une République algérienne et autonome et d'un gouvernement représentatif.

« Que la République algérienne fait partie intégrante de la communauté française et qu'elle pourra ultérieurement évoluer, soit vers l'intégration, soit vers l'indépendance si tel est le désir de la majorité des citoyens.

« Qu'en conséquence, la République algérienne consentira aux mêmes abandons de souveraineté que les autres états membres de la communauté[25]. »"

Un peu plus loin, il est même question du statut des futurs citoyens algériens qui bénéficieront d'une double nationalité.

Feraoun souscrivait-il à ces engagements en cette fin des années 1950 ? Rien ne peut l'affirmer à la lecture de son *Journal*. Pourtant le militant socialiste semble bien avoir cru en cette troisième vie…

---

1 Geneviève de Gaulle Anthonioz, nièce du général de Gaulle, travaille alors au cabinet d'André Malraux, ministre de la Culture.

2 Mouloud Feraoun, *Journal, op. cit.*, p. 287.

3 Entretien accordé par Ali Feraoun à l'auteur le 31 décembre 2011.

4 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis, op. cit.*, p. 148.

5 *Ibid*.
6 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 287.
7 *Ibid*.
8 Archives des éditions du Seuil déposées à l'IMEC de Caen, cote 3408.
9 Entretien avec Ali Feraoun accordé à l'auteur le 28 décembre 2011.
10 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 151.
11 *Ibid*., p. 152.
12 Entretien accordé par Ali Feraoun à l'auteur le 31 décembre 2011.
13 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 161.
14 Fiche de renseignement de la direction de la Sûreté nationale en Algérie datée du 21 octobre 1959 / ANOM cote DSNA (7G 1408).
15 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 162.
16 François Mitterrand en a signé pas moins de quarante-cinq à cette époque.
17 Fiche de renseignement nº 11750 de la direction de la Sûreté nationale en Algérie datée du 21 octobre 1959 / ANOM cote DSNA (7G 1408).
18 Le Dispositif de protection urbaine est une structure parapolicière mise en place pendant la bataille d'Alger pour contrôler la population de la Casbah et infiltrer les réseaux FLN. À ces opérations sont associées les populations de la ville.
19 Fiche de renseignement nº 11750 de la direction de la Sûreté nationale en Algérie datée du 21 octobre 1959 / ANOM cote DSNA (7G 1408).
20 Fiche de renseignement nº 12386 de la direction de la Sûreté nationale en Algérie datée du 7 novembre 1959 / ANOM cote DSNA (7G 1408).
21 Directeur de la Sûreté nationale en Algérie.
22 Fiche de renseignement de la direction de la Sûreté nationale en Algérie datée du 13 novembre 1959 / ANOM cote DSNA (7G 1408).
23 Albert Camus, *Le Premier Homme*, Paris, Gallimard, 1994, p. 320.
24 Publié initialement dans la revue *Preuves* d'avril 1960, ce texte sera repris dans *L'Anniversaire*, *op. cit*., p. 45-52.
25 AOM Alger cote 4I25 (dossier PSA).

MENRAD ASSASSINÉ

Faudra-t-il quitter le pays ? Une minorité d'Européens le pensent. Les autres les traitent de défaitistes. Ils veulent encore croire au miracle… jusqu'au 16 septembre 1959. Ce jour-là le général de Gaulle tient une conférence de presse retransmise par la radio d'Alger. Comme bien d'autres, Feraoun a l'oreille collée au poste. Le speaker se contente d'une brève introduction pour inviter les auditeurs "à suivre les principaux extraits concernant l'avenir de l'Algérie". Le poste crachote un peu avant de libérer la voix caractéristique du général… "Compte tenu de toutes les données algériennes, nationales, internationales du problème, je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit proclamé aujourd'hui. Au nom de la France et de la République, en vertu du pouvoir que m'attribue la Constitution de consulter les citoyens, pourvu que Dieu me prête vie et que le peuple m'écoute, je m'engage à consulter les Algériens, dans leurs douze départements, au sujet du destin qu'ils veulent adopter[1]. […] En fait de destin politique, chacun sait qu'on peut en imaginer trois. Eh bien les trois solutions concevables seront l'objet de la consultation. […] Ou bien la sécession, où certains croient trouver l'indépendance, alors la France quitterait les Algériens qui auraient manifesté la volonté de se séparer d'elle. Ils organiseraient, sans elle, le territoire où ils habitent, les ressources dont ils peuvent disposer, le gouvernement qu'ils souhaitent. Pour ma part, je considère qu'un tel aboutissement serait invraisemblable et désastreux." Comme pour atténuer le choc qu'il imagine provoquer auprès des militaires et de la population européenne, il préconise des choix entre "la francisation complète, telle qu'elle est d'ailleurs impliquée dans l'égalité des droits, les Algériens pouvant accéder à toutes les fonctions politiques, administratives, judiciaires, entrer dans tous les services publics… Ou bien le gouvernement des Algériens par les Algériens appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures[2]".

Ces quelques phrases mettent le feu aux poudres. Désormais la fracture est profonde entre de Gaulle et une partie de l'armée qui revit brutalement le syndrome de Diên Biên Phu. Les ultras, défenseurs de l'Algérie française, connaissent les sentiments des officiers et ne vont pas tarder à se rapprocher un peu plus d'eux. Pour Massu, le plus gaulliste d'entre eux, et une partie de l'armée, la rupture est définitivement consommée. Le commandant du corps d'armée d'Alger est abasourdi… "J'avoue que la politique du général de Gaulle à ce moment-là je la comprenais d'autant moins que ce n'était pas pour ça qu'on l'avait appelé et cela me ressortait un peu par tous les pores de la peau[3] !" Il parle de cette intervention inattendue avec les colonels Argoud, Gardes et Godard qui sont partisans d'une

action d’éclat de forme clandestine, à l’instar des activistes du Front national français (FNF) de Jo Ortiz, Jean-Claude Perez et Jean-Jacques Susini. Ceux-ci ont déjà mis en place une milice d’autodéfense, les Unités territoriales, placées sous l’autorité de Sapin-Lignières.

En métropole, des personnalités politiques comme Debré ou Soustelle ne se résignent pas non plus à accepter les positions du chef de l’État. Pour Debré, “il n’est pas question un instant d’État algérien, il n’est pas question un instant de traiter avec la rébellion[4]”…

La tension est extrême. Feraoun pressent le pire. Il va vivre des jours de peur intense, accroché à sa radio. Il se sait épié par ses voisins, ses collègues, tous ceux qui ne voient en lui qu’un maquisard en costume, un traître de gauche. Les manifestations des défenseurs de l’Algérie française sont d’autant plus nombreuses et agressives que le général de Gaulle précise ses positions vis-à-vis de l’Algérie. À ses yeux elle n’a plus lieu de rester dans le giron de la France. Il a entrepris de passer progressivement le message sachant que la réaction de la population européenne sera aussi violente que celle des généraux qui l’ont remis en selle. Le référendum à venir est une formalité qui, mathématiquement, doit se solder par l’indépendance, le pourcentage de participation étant d’un Européen pour neuf Arabes.

Le 24 janvier 1960, une grande manifestation est organisée par les Européens dans le centre d’Alger. De fait, elle est très rapidement encadrée par les ultras à la tête desquels se trouve le Dr Perez et 200 gardes des Unités territoriales. Vers 18 heures, dans la cohue du désespoir, des affrontements opposent les civils aux gardes mobiles. Bilan : 19 morts et 140 blessés. Les pavés sont arrachés. Des barricades se dressent au bas de la rue Michelet. La ville est en état de siège.

Trois jours plus tard, Feraoun reçoit la visite de Max Hatat qu’il a connu et apprécié alors qu’il était professeur de musique au cours complémentaire de Fort-National. Venu d’Ouled-Fayet “pour voir les barricades”. Il fait sourire son hôte en lui racontant ce qui se passe… “On y va comme à la foire. Tout le périmètre Fac-Grande Poste-avenue Pasteur – les gens en font le tour, bavardent avec les territoriaux et se disent entre eux : « Bon, on peut partir, maintenant on a tout vu. » Attendez, ne manquez pas un stand, messieurs dames ! Lagaillarde est sorti de son PC pour monter à la caserne d’Orléans où il a discuté le coup avec les militaires. Puis il est revenu sur « les barricades ». Tout va très bien. Amusant[5].” Quant à l’avenir, Hatat estime que de Gaulle ne reviendra pas sur “son autodétermination”. Qu’ensuite il partira et que Bidault ou un autre le remplacera. L’analyse n’est pas bonne mais l’homme est un des rares Européens à envisager l’après-référendum. Tous les autres sont là pour faire plier le général. Des centaines de milliers d’autres espèrent qu’il va renoncer. Sans vraiment y croire. Surtout au terme de cette semaine d’insurrection qui se conclut par la reddition de Lagaillarde et de ses hommes.

Le 13 février certains reprennent espoir avec l’explosion de la première bombe atomique française au Sahara. De Gaulle ne peut lâcher l’Algérie qui restera

française comme le grand Sud… Des négociations secrètes se multiplient depuis des mois sur une partition du pays. Personne n'ose même l'imaginer. Alors que le mois suivant Si Salah, chef de la willaya 4 (Algérois), contacte les autorités françaises pour reprendre des pourparlers. Feraoun n'en dit mot dans son *Journal*, pourtant tout donne à penser qu'il est au courant de la chose du fait de ses contacts avec les maquis de la Willaya 3 désormais commandée par Si Nasser qui est devenu membre suppléant du CNRA après avoir participé au congrès de la Soummam dont il avait également la charge de la sécurité et du bon déroulement[6]. Membre influent de l'ALN, il dispose d'informations essentielles dont Feraoun a pu bénéficier lors de réunions clandestines auxquelles participaient certains de ses proches. Ali Feraoun se souvient que "le relais à Alger était le *Bar Maritime* qui, situé près du port, en contrebas de la Place du Gouvernement (actuellement Place des Martyrs) était fréquenté par des gens de Tizi-Hibel et où le frère de ma mère travaillait depuis 1946." Feraoun est parfaitement informé de cette évolution qui aboutit le 31 mars à un accord entre les rebelles et les autorités françaises sur les conditions d'un cessez-le-feu. L'impossible, l'impensable sont encore envisageables puisque Si Salah préconise la fin de la domination européenne et une cohabitation égalitaire des deux communautés. En juin, une rencontre secrète se déroule à l'Élysée où l'état-major de la willaya 4 est reçu par le général qui, quatre jours plus tard, reparle d'une offre de paix. Une nouvelle page est tournée. L'idée d'une indépendance de l'Algérie fait son chemin. Même si les rencontres qui suivent sont marquées par des avancées suivies d'échecs, des prétentions et des renoncements.

C'est au cœur de cette période particulièrement tendue que Feraoun apprend sa nomination comme inspecteur des Centres socio-éducatifs (CSE) en remplacement de son poste dans l'enseignement agricole qu'il assumait sans enthousiasme particulier depuis avril 1959. Ces structures ont été créées le 27 octobre 1955 par le gouverneur général Jacques Soustelle à l'initiative de Germaine Tillion et avec l'appui de l'Unesco. Leur objectif est de scolariser tous les enfants et de permettre à ceux qui ont quitté le système scolaire de le réintégrer. Rattachés à l'Éducation nationale les CSE ont également une action sociale et médicale auprès des familles les plus démunies. À l'époque où il en devient l'un des inspecteurs, l'Algérie compte une centaine de centres. Ils s'avèrent d'autant plus nécessaires qu'à l'époque "un tiers de la population algérienne doit être pris en charge par les services de jeunesse et de l'Éducation nationale, soit 2 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans et 1,4 million de jeunes âgés de 14 à 20 ans[7]".

Feraoun devrait être exalté par cette nouvelle tâche qui le ramène à sa vocation initiale tout en le mettant en phase directe avec une réalité qu'il est encore possible d'infléchir. Ça n'est pas vraiment le cas. Il a perdu la foi dans sa mission éducative. "Dans le bled et à Fort-National je savais à quoi je servais. Depuis que je suis à Alger, il me semble que ma vie n'a plus de sens et qu'elle consiste à vieillir, à élever des enfants qui poussent, me poussent, m'éliminent un peu[8]." Et, une fois encore, cette initiative pour essayer de colmater la brèche n'est plus de mise… C'est trop tard pour Feraoun : il estime qu'il fallait mener de vraies actions

éducatives dans les années cinquante. Mais il se rend bien compte que personne n'y croit plus : ni les parents, ni l'administration, encore moins les éducateurs. Il s'interroge sur la possibilité d'y revenir plus tard, "lorsqu'on aura fini de se tuer et de se mentir[9]". Face à l'ampleur de la tâche, il prend conscience de l'impossibilité de la mener à bien. Y compris dans le cadre de ses nouvelles fonctions. Les Centres sociaux sont loin de faire l'unanimité. Les partisans de l'Algérie française les voient d'un très mauvais œil jugeant, comme les autorités militaires, qu'ils sont des "repères du FLN". Massu estime qu'ils sont "intérieurement, un peu pourris". Même si dans ses "Mémoires" il reconnaît la qualité de leur travail, le généralissime ajoute : "j'ai fait ce que j'ai pu pour, quand même, les épurer sans les casser". Concrètement le général, qui a la haute main sur les pouvoirs civil et militaire, va procéder, dès 1957, à l'arrestation de 17 membres des CSE dont certains sont torturés. L'un d'entre eux disparaîtra[10]. Deux ans plus tard, 20 nouveaux membres sont arrêtés par l'armée[11].

L'ambiance est lourde. Feraoun travaille comme à son habitude avec une intensité que rien ni personne ne peut altérer. La famille vit depuis la fin septembre dans un appartement HLM situé dans le quartier de "Climat de France[12]" (*sic*) sur la route de Bouzaréa. Le logement est spacieux avec ses cinq pièces mais Feraoun les trouve petites et se plaint d'avoir dû effectuer des travaux d'adduction d'électricité, d'eau et de gaz qui se sont ajoutés à un déménagement laborieux.

En attendant d'être mieux logé, l'inspecteur des Centres sociaux semble accorder un peu plus de temps pour sa famille. Notamment grâce à la voiture neuve qu'il a achetée voilà six mois avec un crédit sur quinze mois. Il s'agit d'une Renault Frégate modèle Transfluide… Une vaste berline dans laquelle il peut embarquer toute sa maisonnée pour des virées vers la plage. Notamment celle de Dellys située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. Feraoun est extrêmement prudent, ne "se laissant doubler par aucun cycliste" et se faisant "modérément insulter par les automobilistes pressés[13]". Ces sorties font la joie des enfants qui se moquent bien de l'allure à laquelle leur conducteur de père mène cette automobile qui attire bien des regards. À peine arrivée, la marmaille se répand sur le sable d'une vaste plage de sable fin surtout fréquentée par les Européens. La mère surveille à la fois ses aînés qui auraient tendance à s'éloigner en quête de nouvelles connaissances et les plus jeunes qui n'ont pas conscience du danger quand ils se jettent à l'eau. Fazia a gardé un souvenir précis d'une de ces sorties… "Un jour que les plus petits s'essayaient à leurs premières brasses, l'un d'entre eux a commencé à avoir des difficultés. Notre père s'est jeté à l'eau pour le ramener sur le rivage. Nous étions tous médusés de le voir nager avec vigueur et aisance. Personne ne savait qu'il nageait. Et personne n'a jamais su où il avait appris à nager. Nous étions admiratifs[14] !" D'autant plus que le sport n'est pas une activité favorite de cet homme qui, là encore, révèle une des faces cachées de sa personnalité.

Dans cette situation de guerre qui perdure, l'habitude fait rempart à la violence et à la mort. Cependant la tension augmente de manière sensible en cet automne

de 1960. Elle est telle qu'un affrontement sanglant entre les deux communautés peut se produire à la suite de n'importe quel incident. "À présent plus d'hypocrisie, chacun sait où est sa place et où il doit aller[15]."

Voilà un an que le chef de l'État a avancé l'idée d'une autodétermination. Pourtant la solution de la question algérienne paraît toujours aussi lointaine. Des conversations exploratoires ont été organisées à Melun entre une délégation du GPRA et des représentants du gouvernement français en juin 1960. Mais elles ont abouti à une impasse. Ce blocage favorise les manifestations d'opposition à la politique du général : les partisans de l'Algérie française, appuyés en métropole par l'extrême droite et une partie de la droite, font pression pour l'abandon de l'idée d'autodétermination. De leur côté l'extrême gauche et une partie de la gauche militent désormais pour la reconnaissance de l'indépendance algérienne. Allant plus loin, certains se sont rangés aux côtés du FLN en transportant pour son compte de l'argent et des armes dans le cadre du "réseau Jeanson[16]" dont le procès s'est ouvert en septembre 1960 devant le tribunal permanent des forces armées. Concomitamment le "Manifeste des 121" écrivains, intellectuels et artistes, rédigé à l'initiative de Maurice Blanchot, Dyonis Mascolo, André Breton et Jean Schuster, rassemble Marguerite Duras, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Robert Antelme, Tristan Tzara, Alain Robbe-Grillet, Jérome Lindon, Maurice Nadeau, Pierre Boulez, André Mandouze, Arthur Adamov… C'est un appel à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ; on peut y lire : "Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien[17]."

Le 5 septembre 1960 de Gaulle, estimant sans doute que le contexte national lui est favorable, tient une nouvelle conférence de presse à l'Élysée. Une phrase va retenir l'attention de tous… "Les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie, et qui à les entendre, y sont encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle existera un jour mais n'a encore jamais existée."

C'est la première fois que le chef de l'État parle explicitement de "République algérienne". Et pour aboutir à ce résultat, il compte sur l'autorité de l'État et du gouvernement, voire sur les armes que la Constitution met à la disposition du chef de l'État si l'opposition était en mesure de faire adopter une motion de censure à l'Assemblée nationale, ce qui sous-entend le recours probable à un référendum, voire à une dissolution éventuelle de l'Assemblée nationale. Ces positions provoquent de violentes réactions, aussi bien dans l'entourage immédiat du général de Gaulle qu'en Algérie. Pour éviter toute velléité de putsch, il procède à d'importantes mutations au sein de l'armée et du pouvoir civil. Le commandant en chef, le général Crépin, est remplacé par le général Fernand Gambiez, un fidèle du général. Paul Delouvrier qui, en décembre 1958, avait été nommé délégué général du gouvernement en Algérie est chargé du dossier "pacification" et de la mise en application de l'utopique plan de Constantine[18] visant à la valorisation de l'ensemble des ressources de l'Algérie avec la construction de 200 000 logements et la création de 400 000 emplois. Paul Delouvrier est remplacé par le préfet Jean Morin que les Européens d'Algérie ne tardent pas à baptiser "le béni-oui-oui du

général”.

Les indécis et les utopistes sont rares. Plus que jamais n’importe qui peut être la victime de n’importe qui tant la situation est confuse. La paix est moins que jamais à l’ordre du jour. La violence s’est définitivement substituée au dialogue si tant est qu’il se soit jamais instauré. Même s’il s’est éloigné des foyers d’insurrection, Feraoun est toujours plus menacé. Il le sait. Sans vouloir jouer les héros, il pressent un avenir qui peut être tragique. Il semble s’y préparer dans une espèce de prémonition exprimée dans une lettre du 18 décembre 1960 à Roblès… “L’idée que j’aurais pu y rester ou que je pourrais y rester, le prochain coup ne m’effraie pas[19].” Sa famille ne sort pratiquement plus. “Physiquement ça ne va pas fort. La moitié du temps je suis à plat avec de la fièvre[20]. Pour ma femme c’est pire. Elle reste couchée un jour sur deux. Et puis toute cette nichée qui tourne autour, encagée[21] !”

La pression est tellement forte que Feraoun envisage même de quitter l’Algérie et de s’installer en France. Les Nouelle l’encouragent dans ce sens. Mais il est difficile de déménager à sept, de trouver un appartement suffisamment grand. Il abandonne l’idée et envisage de trouver une solution de repli vers la Kabylie pour sa famille. “Ça n’était pas possible, se souvient Ali. Notre maison de Tizi-Hibel était occupée par des réfugiés. Nous étions contraints de continuer à vivre ensemble dans cet environnement de plus en plus hostile[22].”

Aucun quartier n’est épargné par la peur et les attentats. La guerre s’est étendue sur l’ensemble de la ville. Les militaires font des descentes au cours desquelles n’importe qui peut être arrêté au motif qu’il se trouvait là au mauvais moment. Les attentats se multiplient. Les gens sont rares à traîner dans les rues sauf par obligation. L’ennemi est peut-être cet homme qui n’ose pas vous regarder en face. Vous qui fuyez également son regard. Peut-être cette femme dont le voile paraît un peu trop ample.

C’est dans cette atmosphère délétère que le général de Gaulle décide de se rendre en Algérie à partir du 4 novembre 1960. Est-ce sous l’effet de certaines critiques de plus en plus véhémentes exprimées dans la presse ou à la lecture des rapports de ses services spéciaux en Algérie, toujours est-il qu’il prononce une allocution dont les termes semblent nuancer ceux qu’il avait employés jusqu’alors. Au point que certains “observateurs” croient y voir une stratégie fine pour orienter les négociations vers la solution médiane d’une relation fédérale entre la France et l’Algérie. En vue de préparer à terme l’indépendance de la seconde tout en facilitant l’exploitation du pétrole du Sahara. Feraoun fulmine… Il y a dans le ton un peu de lassitude et beaucoup de désillusion. Il semble fatigué et sceptique ; non pas qu’il ait cessé de croire à la solution idéale, celle d’une communauté “sincère” avec la France, une communauté commandée par le bon sens, l’honnêteté, l’intérêt réciproque des parties, mais bien parce qu’une telle solution lui paraît précisément idéale, c’est-à-dire irréalisable.

Pour Feraoun, de Gaulle “hésite à larguer l’Algérie parce que c’est mauvais pour l’Algérie d’abord. Bon Dieu, l’Algérie est en plein gouffre et demande à en sortir.

Elle ne demande rien de plus. Si après elle veut y retourner, s'y précipiter toute seule, personne ne l'en rendra responsable, lui, de Gaulle.

"Les meilleurs d'entre les Français d'ici craignent pour leur avenir ici. Ils oublient que les musulmans craignent aussi pour leur propre avenir ici. Seulement, nous, nous savons que nous sommes condamnés à vivre et à mourir ici. Eux savent qu'ils seront malheureux ici et ils craignent d'être malheureux là-bas[23]."

Feraoun reçoit et rencontre de nombreux amis européens qui tous affichent le même désespoir. L'un a demandé à bénéficier de sa retraire. L'autre a entrepris de déménager ses meubles vers la métropole. Ceux qui croyaient à la fraternisation du 13 mai ont déchanté. Ceux qui croyaient en de Gaulle également.

Le doute n'est plus permis pour les derniers Européens qui voulaient croire encore à un retournement de situation. Au cours d'une conférence de presse le chef de l'État parle de "l'Algérie algérienne". De nouvelles et vives réactions se manifestent dans les rangs du Front de l'Algérie française (FAF) qui est ulcéré par le procès qui s'ouvre le même jour à Alger : celui des responsables des barricades. Dans le box se retrouvent Perez, Susini et Lagaillarde qui obtiennent une libération provisoire. Ils le mettent à profit pour rejoindre en Espagne Ortiz et Salan. Ce groupe a la ferme intention de s'opposer, y compris par la violence, à l'abandon de l'Algérie française auquel ils veulent faire obstacle. D'autant que le 16 novembre, de Gaulle annonce un référendum sur "l'organisation des pouvoirs publics en Algérie, en attendant l'autodétermination".

L'explosion attendue par tous se produit lors d'un nouveau voyage que le général de Gaulle organise du 9 au 13 décembre. Acclamé par les *indigènes*, conspué par les Européens, le chef de l'État renonce à se rendre à Alger et à Oran comme le prévoyait son programme qui sera écourté pour éviter le pire. En pure perte… Des milliers de *musulmans* descendent dans les rues, arborant des drapeaux vert et blanc frappés de l'étoile et du croissant ainsi que des pancartes sur lesquelles on peut lire : "Vive de Gaulle". À la liesse populaire va rapidement succéder la terreur. Des débordements se produisent au cours desquels 3 Européens sont égorgés et une synagogue est saccagée. Les débordements deviennent vite incontrôlables. L'armée intervient. Des hélicoptères survolent la Casbah et tirent sur tous les suspects repérés sur les terrasses ou dans les ruelles. L'émeute fait 120 morts dont 112 *indigènes.*

La ville est bouclée. Un soir, Feraoun doit faire un détour de trente kilomètres pour rejoindre son domicile. La peur au ventre. Comme tous ceux qui n'ont plus qu'une idée en tête : que ça finisse. N'importe comment. Mais que ça finisse enfin ! Ce climat de suspicion et de rancœur ne peut plus durer pour Feraoun qui pressent la fracture. Peut-être l'exode. Même si, à l'issue du référendum du 8 janvier 1961, les Français se prononcent à 75 % pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Jamais le désenchantement et la déréliction morale n'ont été aussi palpables chez les Européens. Vivre ailleurs. Où ? Auprès de qui ? "L'atmosphère reste chargée de menaces et on s'attend à tout de la part des activistes[24]." Le pays est en état de siège. Depuis leur exil en Espagne, Lagaillarde,

Susini et le général Salan créent le 10 février 1961 l'Organisation de l'armée secrète. OAS… Bientôt les trois lettres vont s'afficher à la peinture noire sur les murs des grandes villes et jusque dans le bled. Un slogan revient : "l'Algérie est française et le restera". La revendication n'est pas nouvelle. Le mode d'action le sera. D'autant que ce groupuscule veut s'opposer aux négociations secrètes engagées à Lausanne entre représentants du gouvernement français et de la rébellion.

Le 22 mars à Bab-el-Oued, des éléments de l'OAS tuent six jeunes appelés du contingent et en blessent une dizaine avant de prendre le contrôle de ce quartier populaire. Les forces de l'ordre interviennent et bouclent Bab-el-Oued qui se retrouve en état de siège. L'OAS lance un appel à la grève générale et organise un cortège qui doit se rendre de ce quartier à la grande poste située au cœur d'Alger. Malgré une interdiction du service d'ordre assuré par l'armée, les manifestants se rassemblent et forcent un premier barrage. Peu après des coups de feu éclatent et les soldats ripostent sans qu'on sache qui a tiré le premier. Toujours est-il que les gendarmes mobiles ouvrent le feu tirant en l'air mais également sur la foule qui compte des femmes et de jeunes adolescents. Le dernier bilan officiel est de 46 morts et 150 blessés – tous civils – bien que de nombreux blessés meurent à l'hôpital Mustapha, où à la morgue on est débordée.

Feraoun essaye de se convaincre que le pire appartient au passé. Il doit poursuivre sa mission. Se rendre dans des villes très reculées de l'Est ou de l'Ouest du pays. Parfois dans le Sud. Fort heureusement il est fréquemment accompagné de son ami Salah Ould Aoudia, kabyle comme lui, dont il a fait la connaissance quelques années plus tôt. Comme lui, il est inspecteur des Centres sociaux mais durant ces longs – et parfois périlleux – déplacements, ils parlent plus souvent de littérature que de la guerre dont les stigmates et la réalité ne peuvent leur échapper tout au long de la route. Il dirige également des stages au Centre de formation pour l'éducation de base, à Tixeraïne, une charmante localité de la banlieue d'Alger. C'est à ce titre qu'il intègre un groupe d'experts internationaux chargés de faire le point sur "l'état passé, présent et futur des pays sous-développés, leur infrastructure, leurs investissements fonciers, l'assistance technique dont ils ont besoin[25]". Il participe à un voyage d'étude en Grèce et en Sardaigne durant la première quinzaine de juin 1961. C'est surtout le séjour en Grèce qui va le marquer. Il lui inspirera une évocation qui sera publiée dans *La Revue française* de mai 1962[26]. Dans une écriture poétique et lyrique, Feraoun fait référence à quelques mythes grecs et évoque un "pèlerinage aux sources[27]" qui n'est pas sans rappeler Camus et son reportage de 1939 sur la *Misère de la Kabylie* sous-titré : *La Grèce en haillons*. On y retrouve des traces et des évocations sous la plume de Feraoun qui, en même temps, semble se retrouver dans l'univers de son *Fils du pauvre*. Il se souvient d'avoir vu "dans ces villages pauvres des gosses couleur de brique courir pieds nus derrière leurs chèvres, des femmes portant le bidon d'eau sur la tête, des vieilles juchées sur le bourriquot tenant devant elles le sac bourré d'herbe ou le fagot de bois sec. J'ai vu de minuscules maisons de pierre tout à fait

semblables aux nôtres, dans un village sans électricité, sans eau où la place publique figurait assez bien la *djema*[28]”. Feraoun écoute monsieur le maire qui, en tant qu'instituteur, a exercé “le plus beau métier du monde[29]” jusqu'à l'âge de 65 ans. Il n'hésite pas à écrire : “Je me sentais vraiment chez nous[30]…”

En Algérie, la situation paraît inchangée. Sauf dans les rangs du FLN où les responsables de willayas s'inquiètent de la multiplication dans ses rangs de fellagas pronassériens ou maoïstes. Lesquels risquent d'infléchir la révolution en vue de s'aligner sur la Chine ou l'Égypte au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. C'est pourquoi ils décident de répondre à l'attente du général de Gaulle et acceptent l'idée de négociations de paix. Le 7 avril 1961 s'ouvre la conférence d'Évian. Les négociations portent clairement sur l'indépendance de l'Algérie. Dans la foulée, la France suspend unilatéralement les opérations militaires qu'elle avait intensifiées depuis quelques mois en vue d'affaiblir la rébellion et de la forcer à des négociations.

À Alger le climat est funeste. “Ça pue le mensonge et l'hypocrisie. […] C'est comme si une épidémie épouvantable menaçait de descendre sur les gens, allait bientôt déferler sur nous et ne nous laisser plus rien[31].” Feraoun n'aurait pu trouver meilleure image. Dans ce climat d'implosion chacun s'attend au pire. Et pourtant une majorité de pieds-noirs veut croire au meilleur en apprenant le 22 avril que les généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller ont décidé de prendre le pouvoir. Un putsch avec un quadrillage de la capitale par les parachutistes de la Légion étrangère. “Alger s'est réveillée dans les bras d'un autre maître qui venait de la posséder pendant son sommeil… C'est à peine si à 7 heures, en descendant au lycée, ma fille m'a fait remarquer quelques coups de Klaxon “ta-ta-ta-ta-ta” insolites, ainsi que quelques embouteillages inexplicables. Alger était aux mains de l'armée, l'armée avait pris le pouvoir, devait annoncer la radio.

“Je ne l'ai su qu'à mon retour vers 9 heures par un collègue. Toute la journée, il a fallu attendre près du poste pour essayer d'y voir clair. Rien, on était déjà coupé de la France, les chaînes de radio étaient brouillées et les rebelles se bornaient à lire et relire quelques communiqués où l'on nous annonçait que tout s'était très bien passé, allait encore mieux continuer[32]…”

La majorité des officiers ne suivant pas les factieux, le *pronunciamiento* évoqué par le Général va échouer. Avec à la clé l'arrestation de 400 civils et militaires. Sous les étoiles des képis, l'échec prend allure d'humiliation. Ajoutée au spectre de Diên Biên Phu et à la trahison du Général… elle impose une réaction à la mesure de l'ignominie…

L'OAS entre en action. Son premier tract est explicite. Il appelle tous ceux qui refusent l'indépendance à “se dresser tous ensemble, les armes à la main, contre l'abandon de l'Algérie”. Plasticages, exécutions sommaires vont se succéder à partir de mai. Avec une recrudescence effrayante en juillet alors que les manifestations pro-indépendance se multiplient également.

Feraoun poursuit la rédaction de son *Journal* qu'il souhaite faire paraître – au

stade où il en est – à l'été 1961. Paul Flamand lui oppose un refus poli en prétextant des raisons de sécurité. Feraoun le relance pour la publication des 700 pages de ses 24 cahiers d'écolier. Il veut témoigner de manière claire à la face du monde. Du monde algérien en tout cas. À la face de tous ces gens qui le rangent dans tel ou tel tiroir. Selon leur communauté. Selon les événements. Selon ses réactions ou ses silences. Pour lui, il est évident que "si un tel livre voyait le jour, les gens comprendraient que la guerre d'Algérie n'est pas une plaisanterie et tous les guerriers en prennent pour leur grade[33]". Il est prêt à prendre des risques et en informe son éditeur : "Si l'affaire est bonne littérairement, utile humainement – les risques je m'en fous[34]."

Pourtant, ils existent. Ils se font même de plus en plus précis. Le 6 août il a eu droit à une visite de l'OAS : "Ma *loggia* a été visitée entre 23 h 30 et 5 heures du matin, on a enlevé tout le linge. Mokrane a immédiatement tissé un réseau de fil de fer pour y faire passer du courant. Il espère nous mettre à l'abri. Ali vérifie le bon fonctionnement du revolver. Mes gosses aiment ce genre de préoccupations, parer à la menace sans trop y croire. Dernièrement, on a passé à la télé le film du *Père tranquille*. Ils me regardaient en dessous avec le chimérique espoir que j'en suis peut-être un, de père tranquille. Je les ai tout de suite rassurés et déçus[35]."

Dans le même temps, il envoie sa démission de directeur de Centre social à l'inspection académique. Elle lui est refusée. Il s'y résout tout en se préparant à un nouveau déménagement.

À l'automne de l'année 1961 il emménage avec sa famille dans la villa Lung. C'est une superbe maison mauresque qui se situe au cœur d'un parc arboré abritant un centre aéré. Personne ne souhaite y habiter car le lieu est isolé, ce qui peut favoriser toute sorte d'exactions, d'attentats, de plasticages. Feraoun ne paraît pas s'en soucier. Le lieu est reposant. Cette nouvelle résidence servira de décor au héros de son dernier livre.

Mouloud y dispose d'un bureau coupé du reste de la maison. Mme Feraoun se sent plus à l'aise même si elle n'a jamais cessé de regretter sa Kabylie. Les garçons et les filles bénéficient de belles chambres aux murs faïencés dont les fenêtres en ogive ouvrent sur la verdure. Mokrane ne tarde pas à installer dans un coin reculé du parc une cabane dont le confort s'améliore au fur et à mesure des emprunts opérés dans la maison parentale. Il peut recevoir des camarades en toute quiétude. Rachid se partage entre l'élevage de ses trois chiens hébergés dans un chenil attenant à la maison et le tir à la carabine sur les grenouilles du bassin qui présentent l'avantage "de ne pas saigner et donc de ne laisser aucune trace". Le dimanche toute la famille s'engouffre dans la Transfluide pour une balade en mer ou en forêt.

Heureuse période dans cette ambiance folle et meurtrière ? Pas vraiment. Chacun veut croire à une fin prochaine du conflit, alors tous font mine d'oublier la guerre et ses périls quotidiens : la bombe qui peut éclater à la terrasse du bar où vous êtes attablé, la mitraillette des rebelles ou celle de l'OAS qui risque de vous prendre pour cible, l'angoisse d'un militaire qui tire pour avoir mal interprété un de

vos gestes, la rafle dont vous pouvez ne jamais revenir… La mort est trop habituelle pour ne pas devenir banale.

Parfois, Mouloud reçoit quelques amis avec lesquels il évoque la situation algéroise, son évolution dans le reste du pays et notamment en Kabylie. L'ambiance est chaleureuse mais le reste de la famille n'assiste pas à ces discussions qui généralement se font *mezza voce*. Ali se souvient cependant d'une petite scène furtive dont il fut témoin à cette époque : “Quelques amis étaient réunis autour de mon père dans le salon. Ils venaient de partager une bouteille de vin du domaine Frédéric Lung. Alors qu'ils discutaient, l'un d'entre eux a pris la bouteille. Il a décollé l'étiquette et il s'est livré à un petit découpage, faisant sauter quelques lettres de l'appellation pour n'en laisser que trois formant alors le sigle FLN. Il le montra aux autres qui partirent d'un rire joyeux et complice[36].”

À l'extérieur le soir s'est habitué aux concerts de Klaxon et de casseroles. Trois notes brèves suivies de deux plus appuyées : Al-gé-rie fran-çaise. Une cacophonie assourdissante gagne les hauteurs de la ville comme un orage désordonné de fer et de corne qui ne parvient pas à dilacérer un ciel mauve dont l'automne algérois est familier. Cette bruyante manifestation du désespoir a “quelque chose d'émouvant[37]” même si elle dure parfois deux heures sans aucune interruption. Pour lui, “ce n'est plus de l'hystérie mais un cri désespéré, interminable qui remue les plus endurcis. Voilà comment on est balancé continuellement entre deux mondes qui s'entretuent, pleurent, souffrent, appellent en vain au secours : cri dérisoire des casseroles, quête pathétique d'un impossible miracle. Cela ne me fait pas oublier les autres, les miens qui n'en finissent pas de tomber, de se faire haïr et ne parviendront sans doute jamais à émouvoir leurs vis-à-vis car il y a longtemps qu'on se refuse à les prendre pour des hommes. Mais pourquoi revenir là-dessus ?

“… Bientôt on le sent, ce sera la fin. Mais quelle fin[38] ?” Sera-t-elle banale ou inattendue ? s'interroge encore Feraoun qui pressent que même dans le second cas chacun se rassurera en jurant que c'est celle-là qu'il attendait. Une certitude se dessine cependant pour Mouloud et ses amis. Une certitude qui l'incite au lyrisme : “Bientôt une page sinistre sera tournée et le soleil tout blanc se lèvera dans un ciel pur pour éclairer de son éternelle promesse un pays désolé, indifférent à la douleur des hommes et insensible à ses propres ruines[39].” Cette issue est imparable à ses yeux. Même s'il constate que les attentats de l'OAS sont toujours plus nombreux. Toujours plus meurtriers. Souvent aveugles. Au diable les urnes et les négociations. L'Algérie restera française même si elle n'est plus qu'un champ de ruines… Telle est la doctrine de l'OAS. Pour sa part, le FLN marque la même et inverse détermination en maculant sa terre du sang des *Roumis*. Et la spirale se resserre. La justice prend des allures de vengeance, de talion. Comme si l'on assistait à une surenchère dans la barbarie.

Le 22 septembre dans l'après-midi, un de ses fils est témoin d'une exécution perpétrée sous ses yeux au Clos-Salembier : un capitaine de gardes mobiles a été égorgé sur la placette, juste à côté de l'école Nador. Après l'attentat, les forces de l'ordre bouclent le quartier. “Le gosse a vu des militaires cueillir dans le bidonville huit hommes qu'ils sont allés chercher dans leurs baraques, au hasard. Parmi ces

hommes, un vieux pleurait comme un enfant. Le militaire qui le conduisait l'a laissé rentrer dans son gourbi. Un autre plus jeune ne pouvait pas avancer. Poussé par un soldat, il est tombé tout d'une pièce et s'est mis à trembloter par terre comme une bête qui achève de mourir. Celui-là aussi on l'a abandonné. Le soir, on annonce au milieu des attentats de toute sorte que huit hommes arrêtés et emmenés en camion ayant tenté de se sauver, la troupe a fait usage de ses armes après les sommations d'usage. S'agit-il des pauvres diables du bidonville ? Cela m'a coupé l'appétit[40]."

Le 29 décembre, à l'issue d'une causerie, Feraoun rencontre l'archevêque d'Alger, Mgr Duval, qui lui confie : "Je crains le pire !"

Une totale confusion s'installe en ville où la haine le dispute au désespoir. L'armée a du mal à contrôler une situation rendue encore plus confuse par l'émergence de barbouzes et autres infiltrés envoyés de France pour combattre l'OAS qui se trouve prise entre deux feux. Sans jamais faiblir ni baisser la garde. Les ratonnades deviennent une manifestation supplémentaire de la suprématie qu'elle veut afficher envers et contre tous. En février 1962 Feraoun échappera de justesse à une de ses ratonnades alors qu'il se trouvait en centre-ville… "À 11 h 15, face au Monoprix, foule, mitraille, fuite désordonnée des passants. À côté de moi, sur la chaussée, des gendarmes en Jeep passent à une allure de piétons, imperturbables, le dos tourné aux assassins. L'un des assassins est juste à mon niveau sur le trottoir qui me fait face, mais lui aussi me tourne le dos, il a un chandail bleu clair, il est jeune, trapu, tout rondelet, il tire très courroucé, et je vois une silhouette qui tombe, une autre fuit vers le boulevard Bugeaud. Le temps de traverser, les assassins ont suivi le fuyard et je les vois au bout de la rue, ils sont deux ou trois. Des gosses accourent, puis des grandes personnes, enfin les gendarmes qui avaient fini par s'arrêter et décidé d'intervenir. Je n'ai pas le courage de m'approcher des deux corps étendus. Je m'en vais, la peur dans le ventre, la sueur au front[41]."

Depuis le début de l'année, Feraoun travaille d'arrache-pied à un nouveau roman dont il n'a rédigé que quatre chapitres. Il n'aura pas le temps de le mener à terme. Il faudra attendre 1972 pour que Le Seuil publie *L'Anniversaire*, un livre qui ressemble plus à une compilation de textes non publiés qu'à un livre homogène et cohérent. Dans la présentation de l'ouvrage, il est précisé que "ce volume réunit des études, des souvenirs, des récits dispersés dans des publications algériennes et françaises". Jusque-là l'argumentaire est exact. Il est plus discutable pour ce qui est des "trois textes qui devaient figurer dans la suite au roman autobiographique *Le Fils du pauvre* que Mouloud Feraoun projetait d'écrire". En fait ces chapitres avaient été supprimés de la première version à la demande de l'éditeur jugeant que le roman y gagnerait en unité. Cette manière de recyclage a de quoi étonner. En effet, le manuscrit de *L'Anniversaire* était en cours d'élaboration et il est étrange d'avoir regroupé les premiers chapitres avec d'autres textes de nature différente et sans aucun lien avec ce roman inachevé. Le texte majeur de cette *compilation* est

celui intitulé “La source de nos communs malheurs” que Feraoun avait initialement publié dans la revue *Preuves* en septembre 1958[42]. Il s’agit d’une longue lettre à Camus suite à la publication de ses *Chroniques algériennes* dans laquelle il a sélectionné ses principaux articles écrits sur l’Algérie entre 1939 et 1958[43]. Le ton du texte de Feraoun tranche avec celui des lettres respectueuses échangées jusque-là avec Camus. Il lui reproche de ne pas livrer son opinion et, par là même, de donner le sentiment qu’elle est “celle de tous, fermement installée dans les têtes, les cœurs – les ventres ajouterai-je. Il est clair qu’on vous demandait de condamner les uns, d’approuver les autres, même de trouver quelques bonnes raisons pour cela[44]”. Feraoun ne croit pas en un avenir fraternel, celui-là même qu’il reproche à Camus de n’avoir pas su mettre en mouvement. La situation lui semble irréversible car “ceux qui étaient « assimilables » étaient aussi des utopistes croyant pouvoir s’évader de leur condition pour pouvoir adopter la vôtre. Mais ni la cravate ni le complet ne firent oublier chéchia et séroual dans un pays où il n’y avait rien d’autre. Pour bien faire, il eût fallu, au contraire, que le costume disparût pour laisser place à la gandoura et au séroual et le peuple algérien, tout entier en burnous, eût à coup sûr retrouvé son unité : celle qu’il avait eue au long des siècles, en dépit des divisions intestines, de la multitude des langages et de la diversité des genres de vie[45]”. Face à cette réalité, Feraoun se rend à une évidence qui visiblement l’afflige… “L’erreur de la France, je crois, c’est d’avoir voulu faire des Algériens des Français par devoir. Nous les vaincus, il a bien fallu que nous nous inclinions, mais vous qui êtes ses enfants, vous réclamiez aussi vos prérogatives, vous les obteniez à vos dépens, vous les exerciez sur nous, et cette démocratie, qui vous autorisait à demander justice, devenait pour nous une tyrannie[46].”

Jamais comme dans ses chroniques Feraoun n’atteint une aussi grande lucidité servie par une écriture forte, économe de mots et d’effets. Ce texte est sans conteste l’un des plus beaux et des plus significatifs qu’il ait écrits. Il ouvre une réflexion profonde sur le *problème algérien* dont Feraoun dresse une sorte de bilan. Il gratte sous la glèbe et la roche pour exhiber les racines profondes du mal. Il n’attaque pas. Il ne fustige pas. Il dresse un constat précis et irréparable. Feraoun aurait pu emprunter à Camus l’épilogue de *La Chute*… “Il est trop tard, maintenant, il sera toujours trop tard. Heureusement[47] !”

Hormis d’autres textes sur “la littérature algérienne” et sur les “images algériennes d’Emmanuel Roblès” ce livre abrite une étude sur “l’entraide dans la société kabyle” et un récit de son voyage en Grèce. Mais il interroge le lecteur par ses ruptures. Notamment les chapitres concernant l’épilogue du *Fils du pauvre* qui aurait mérité de figurer dans une nouvelle édition complète de ce premier livre de Feraoun. Les chroniques auraient gagné en efficacité dans le regroupement sous un seul titre et ouvrage. Quant au texte sur lequel travaillait Feraoun avant de disparaître, il semblait légitime qu’il soit isolé et fasse l’objet d’une publication spécifique. Le choix éditorial du Seuil fera réagir Rachid, le fils cadet de l’auteur : “Quand notre famille a découvert *L’Anniversaire* elle a eu l’impression que l’éditeur de notre père avait passé son dernier roman au pilori. À l’époque, dans les universités algériennes, des « professeurs », certainement beaucoup moins

nationalistes que Feraoun, « enseignaient » aux étudiants en lettres qu'il avait produit une littérature « assimilationniste » et « procoloniale ». Ils s'en prenaient souvent à son écriture qu'ils jugeaient trop scolaire. Dans ce climat, éditer ce livre aurait été perçu comme une justification. Nous avons préféré attendre les années 1990 pour que des lectures plus objectives soient enfin faites de ses œuvres. D'où cette édition réalisée en 2007[48] sous le titre *La Cité des Roses* qui est le titre que Feraoun avait donné à la première partie du roman. Dans l'édition que nous en avons faite, il permet au public algérien de mieux apprécier l'œuvre. C'est également un témoignage qui peut aider les plus jeunes d'entre nous à estimer le prix qu'il a fallu payer pour bénéficier de ce qu'on se complaît ailleurs à appeler « les bienfaits de la colonisation » ! Il était juste également que ce livre prenne naturellement sa place auprès des autres romans de Feraoun afin que son œuvre soit aussi complète que possible[49]."

S'il a prévenu dès le début de sa rédaction que l'histoire n'est pas autobiographique, il s'agit toutefois d'une intrigue bien réelle qu'il a romancée. On peut imaginer qu'elle prend sa source dans l'arrestation d'un de ses confrères désigné par Ak. dans son *Journal* : "On est allé le réveiller, chez lui, avant-hier à minuit, on l'a ramené, là, tout près d'ici dans la fameuse villa[50]. […] Et comme on n'autorise personne à le voir, il ira vraisemblablement en prison à la sortie. […] On m'a dit qu'il aurait tenté de se suicider[51]."

Dans le roman, le directeur d'école kabyle connaît un sort identique. Sa relation avec Françoise, l'institutrice bretonne suscite des réactions de la part de l'enseignant européen qui devient son concurrent. Dans la conquête de l'amour qui doit lui revenir naturellement puisqu'il fait partie de la communauté dominante.

Feraoun met en scène également des enseignants divisés par leurs divergences syndicales. Là encore, il puise ses scènes dans un vécu riche en la matière. Un vécu dont il a mesuré l'ampleur, lui qui a reçu une mise en garde de *Résistance Algérie* très explicite : "Ami Feraoun, as-tu écrit ton « apologie de la Rébellion » ? Tu devrais te presser, car ton ami X. et toi-même êtes bien près du grand saut ! Prépare ton drap, Feraoun." Son ami X. est comme lui un syndicaliste de gauche. Un autre militant qui a commis l'erreur d'assister à une réunion du Syndicat national socialiste et a reçu le même avertissement. Comme il s'agit de l'inspecteur d'académie Bernard, il a eu droit au vouvoiement. La courtoisie s'impose jusque dans l'intimidation. Pas question cependant pour ces garants de la liberté de céder à la fraternisation. Pour autant, les situations ne sont pas manichéennes. Tout dépend des circonstances, de l'humeur, de l'ambiance. "On pouvait être indifférent aujourd'hui, indulgent demain, aveuglé par la rage un autre jour, on pouvait être d'humeur égale ou influençable, le drame algérien plongeait tous les éducateurs de la cité des Roses dans une déprimante incertitude et si fondamentalement il ne les séparait pas, il ne les rapprochait pas non plus[52]."

Arrivant de métropole la jeune Françoise a du mal à trouver ses repères, à décoder les situations. Par opposition à cette ville blanche et solaire, *La Cité des Roses* et sa misère lui laissent un goût amer. Devant les mises en garde des autres instituteurs lui rappelant invariablement que la guerre place plus volontiers ces

gamins du côté des fellagas, elle estime que ça la dépasse et qu'il lui faut s'occuper des plus malheureux. Tel n'est pas l'avis de M.G. qui n'a pas les mêmes états d'âme. Il est pour l'Algérie française indissociable de son travail d'enseignant et n'a pas grande estime pour les Arabes. Il *sert* dans les unités territoriales et assiste régulièrement aux formations dispensées par le service psychologique de l'armée.

Certes, les personnages sont croqués en caricature. Sans doute Feraoun souhaite-t-il ne plus être assimilé à un *collabo* et force le trait pour densifier l'intrigue. Elle ne va pas manquer de prendre toute sa dimension quand Françoise s'éprend du directeur sur fond de 13 mai 1958, une période exceptionnelle pour exacerber les passions, les engagements et les haines.

Pourtant Françoise se range dans le groupe des enseignants affichant leur devoir de réserve. Le directeur se trouve marginalisé faute de manifestation cocardière. L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir apaise le mouvement patriotique et chacun se remet précipitamment au travail afin d'assurer la fin de l'année scolaire. Un certain nombre d'instituteurs français demandent à être mutés dans des établissements où les élèves français sont majoritaires. Le directeur termine son année scolaire par un rapport à la fois désabusé et respectueux du devoir de réserve.

La Cité des Roses reste inachevé. Cependant, la dernière phrase écrite par son auteur résume assez bien son état d'esprit : “Vous avez trop souffert, je sais. Adieu Françoise[53] !”

Il ne fait pas de doute que dans ce roman, Feraoun sortait résolument de ses romans “ethnographiques” pour se livrer à une dénonciation franche et directe des dérives de la colonisation, des ambiguïtés de la guerre, de l'inextricable jeu de dupes dans lequel le pays s'enfonçait. Aussi fort que son *Journal*, ce roman aurait sans doute levé bien des quiproquos et des équivoques sur l'engagement et les réserves de cet auteur qui incline alors au découragement. D'autant que le temps lui fait défaut. Ses nouvelles fonctions l'occupent à temps plein. Préparer l'avenir sans savoir lequel il sera, c'est l'équation sur laquelle il bute en permanence. Cet avenir, il doit justement en être question au cours d'une réunion des responsables des Centres sociaux qui est programmée pour le jeudi 15 mars 1962. La veille Feraoun écrit dans son *Journal* : “À Alger, c'est la terreur. Les gens circulent tout de même et ceux qui doivent gagner leur vie ou simplement faire leurs commissions sont obligés de sortir et sortent sans trop savoir s'ils vont revenir ou tomber dans la rue[54].” Alors, à quoi bon annuler ou remettre cette rencontre qui doit se dérouler à Château-Royal. Même si des rumeurs font état d'une opération imminente de l'OAS contre les Centres sociaux.

La veille comme à son habitude, Feraoun prépare méticuleusement ses dossiers, les range dans sa serviette. Puis il prend le temps de bavarder avec son fils Ali. Ils évoquent toutes les écoles où il a enseigné, regardent “Lectures pour tous” à la télévision où Pierre Dumayet présente le dernier roman de Roblès. Le lendemain matin à 8 heures alors qu'il est encore au lit, Ali l'entend dire à sa mère : “ « Laisse les enfants dormir. » Elle voulait nous réveiller pour nous envoyer à l'école. « Chaque matin tu fais sortir trois hommes. Tu ne penses pas tout de même qu'ils

te les rendront comme ça tous les jours ! » Maman a craché sur le feu pour conjurer le mauvais sort. Vous voyez ! Le feu n'a rien fait[55]."

Dans son livre-enquête[56], Jean-Philippe Ould Aoudia raconte : "Vers 10 h 30, deux voitures transportant huit hommes arrivent au lieu-dit « Le Château-Royal » à Ben-Aknoun… […] Une importante réunion a lieu ce matin dans les locaux des CSE. Depuis le 16 février 1962 Max Marchand, le directeur du service, a adressé une convocation verbale aux principaux responsables dans tous les départements d'Algérie car il évite le courrier pour restreindre les fuites que pourrait exploiter l'OAS contre son service, plus particulièrement menacé ces derniers temps à tel point qu'il a décidé de diminuer l'activité des Centres dans les grandes villes, là où sévissent les tueurs de l'Organisation[57]."

Il est 10 heures précises. Max Marchand ouvre la séance dans une salle d'un baraquement annexe. Quatre hommes l'entourent. Feraoun qui est devenu son adjoint, Salah Ould Aoudia, Ali Hammoutène et Robert Aimard. Un des participants est absent : Jean Petitbon, directeur du service de formation. Il a fait prévenir qu'il est malade et ne pourra être aux côtés de ses collègues. On échange quelques propos en attendant Max Basset qui ne devrait pas tarder.

Dans le même temps, un commando se met en place tout près de Château-Royal… On connaît les détails de l'opération qu'il va mener grâce à l'enquête réalisée par l'historien américain Alexander Harrison dans son ouvrage très documenté sur l'OAS[58]. Des nombreux entretiens qu'il a réalisés avec d'anciens membres de l'Organisation, il en ressort que Gabriel Anglade[59], actuel premier adjoint au maire de Cagnes-sur-Mer, aurait été impliqué dans cette opération commando. L'auteur y précise que le responsable des commandos Delta Roger Degueldre[60] est l'organisateur de cette tuerie ; il a agi "dans le cadre d'une « opération militaire exécutée par deux des unités de commandos Delta les plus efficaces – Delta 5 dirigée par Gabriel Anglade et Delta 9 menée par Joseph Rizza[61]. Ils portaient tous l'uniforme de la Compagnie républicaine de sécurité (CRS[62]) »."

Il s'ensuit une relation précise des faits s'appuyant sur les témoignages des deux hommes : "La veille au soir, Christian Salarino, un espion de l'OAS, a transmis un renseignement précieux. Jean Petitbon, l'un des chefs de barbouzes, instigateur du complot d'infiltration des commandos Zone[63], doit se rendre le lendemain matin aux Centres sociaux[64]." Ce témoignage est extrêmement important car il laisse entendre que Jean Petitbon n'était pas seulement responsable des Centre sociaux mais également membre de l'OAS. Il semble également qu'il ait été mis au courant de l'opération, ce qui pourrait justifier son absence à la réunion du 15 mars.

Le lendemain matin, suivant leur habitude, "les chefs des unités de commandos Delta se réunirent avec Degueldre qui expose la mission et donne l'ordre à Marcel Ligier et Edouard Slama[65] de quitter le poste de commandement. Il reste seul avec les deux chefs des commandos Delta 5 et Delta 9. Il leur dévoile alors son plan" tout en dépliant une carte des lieux et en donnant quelques indications précises sur le mode opératoire. "Anglade et Rizza étudient les plans des immeubles concernés.

Dès huit heures trente tout est prêt. Petitbon doit arriver de Rocher-Noir (siège du gouvernement provisoire algérien) en hélicoptère pour rencontrer les futurs hauts fonctionnaires du gouvernement[66]. Le lieu de rendez-vous, méticuleusement choisi, est sous la garde de soldats français. Les centres ne sont qu'à deux cents mètres de la *dropping zone* (DZ). L'entrée est gardée jour et nuit par des sentinelles. Une section de soldats est sur le qui-vive dans un baraquement à quelques deux cents mètres du poste de garde[67]."

À 9 h 30, le commando OAS est "sur zone" prêt à intervenir au moindre signal d'un guetteur qui est à pied d'œuvre depuis 8 heures. Mais aucun hélicoptère n'est en vue. Pas question de prendre des risques en attendant plus longtemps. Anglade et Rizza se concertent et décident d'attaquer avec leurs hommes : Félicien Giardola[68], Pierrot La Grue, Robert Capdellaire[69], Baptistin Barosso, Jean-Claude Legal[70], Jean Martinez et Antoine Martinez[71], pour qui "appuyer sur la gâchette, c'était comme tirer la chasse d'eau. Nous étions inconscients[72] !".

À Château-Royal, Max Marchand décide d'ouvrir la séance. Il vient à peine de donner les grandes lignes de l'ordre du jour que Marcel Basset entre dans la pièce. Il referme la porte qui se rouvre aussitôt… "Mitraillette au poing, Anglade et ses hommes font irruption dans la salle de réunion où sont rassemblés les membres du FLN [*sic*]. Anglade, d'une voix doucereuse, presque désinvolte, lit une liste de noms, et comme pour rassurer les personnes présentes, déclare qu'il s'agit d'un contrôle d'identité[73]."

Le chef du commando ordonne à tous les participants de se placer dos au mur, les mains en l'air. De toute évidence, l'opération a fait l'objet de repérages minutieux. Sans doute de fuites émanant de personnes très proches des responsables réunis dans la salle. "Tout se passa comme prévu : neutralisation du personnel présent dans les autres bâtiments, fils du téléphone arrachés, installation de deux fusils-mitrailleurs à des emplacements parfaitement calculés, introduction des bandes de munition dans leurs logements[74]."

"Les six hommes sont appelés l'un après l'autre par le chef du commando : il est jeune, trente ans environ, porte des lunettes, est vêtu de façon sportive, il mesure à peu près 1,75 mètre et parle sur un ton aimable, qui contraste avec son entrée en force[75]." Sans perdre une once de calme et de courtoisie, il dit à chacun des inspecteurs qu'il s'agit de recueillir des interviews. Ils sont conduits à l'extérieur tandis qu'un quatrième assaillant rejoint ses trois accompagnateurs.

Si les relations des faits données par Jean-Philippe Ould Aoudia et Alexander Harrison divergent sur quelques détails, la fin hélas est inchangée. À dix heures zéro cinq "Anglade et ses hommes ouvrent le feu. Leurs prisonniers s'écroulent. Anglade donne l'ordre à ses hommes de se retirer, Rizza et son équipe sur leurs talons[76]".

Reste une allégation à la fois douloureuse et tragique, celle que l'historien américain a pu recueillir de la bouche même de Louis Bertolini[77]. Ce personnage trouble était fonctionnaire des services de renseignements français (SDECE) ce qui lui permettait d'avoir accès à des informations sensibles et confidentielles. Il

confiait certaines d'entre elles à l'OAS dont il était une "taupe". Tout en étant manipulé par ses propres services. Bertolini prétend que "ce n'est pas tellement lui, Mouloud Feraoun, qui devait être la victime de cette opération[78]". Selon Harrison, les victimes du commando auraient eu rendez-vous avec François Coulet qui aurait été visé par cette opération. L'homme était un conseiller politique du général de Gaulle "qui articulait tout ce milieu de libéraux pro-FLN dans lequel se trouvaient des intellectuels musulmans. Mouloud Feraoun n'était pas visé. C'était l'équipe de Coulet et de Petitbon qui était visée[79]".

Ces affirmations révulsent Jean-Philippe Ould Aoudia qui y voit "une justification *a posteriori* d'un sextuple crime qui n'a rien à voir avec la pseudo-réalité par laquelle les assassins veulent se donner bonne conscience. Le commando voulait également exécuter Petitbon qui était inscrit sur la liste où figuraient aussi les noms des six autres victimes. L'opération était programmée. Elle avait été minutieusement préparée et l'organigramme des Centres sociaux avait été rédigé et fourni par un inspecteur de ces Centres, lequel hébergeait le colonel Godard[80]".

Au terme de ses propres investigations, Jean-Philippe Ould Aoudia affirme dans son livre enquête qu'il n'y avait aucun poste de garde, aucune sentinelle, aucun endroit d'atterrissage possible dans les environs du Château-Royal. À ses yeux, "loin d'être une opération de guerre, l'attentat contre un service de l'Éducation nationale a consisté à liquider par surprise des hommes innocents et sans armes, rassemblés pour une séance de travail[81]".

L'auteur du présent ouvrage aurait souhaité rencontrer M. Anglade pour avoir confirmation ou infirmation des faits évoqués ci-dessus. Plusieurs appels sont restés sans écho. Jusqu'à la communication téléphonique d'un ancien officier prétendant s'exprimer en lieu et place de M. Anglade. Ce qu'il fit dans un langage fleurant les latrines.

Une chose est certaine. Six fonctionnaires de l'Éducation nationale sont morts pour avoir cru en leur mission jusqu'au terme d'une guerre niant toute forme de liberté, d'égalité ou de fraternité.

Personne ne sera jamais arrêté ou inculpé.

Roger Degueldre sera arrêté le 7 avril 1962 et condamné à mort par arrêt de la Cour de justice militaire pour une série de plusieurs dizaines de crimes et délits commis jusqu'au 11 octobre 1961… Pas pour ce sextuple assassinat.

Le 16 mars la police récupéra 109 douilles de 9 mm sur les lieux de cet assassinat collectif.

Le même jour étaient signés les Accords d'Évian et le cessez-le-feu entrait en vigueur le 19 mars sur l'ensemble du territoire.

Son fils Ali se souvient de la dernière image de son père à la morgue… "Douze balles, aucune sur le visage. Il était beau, mon père, mais tout glacé et ne voulait

regarder personne. Il y en avait une cinquantaine, une centaine, comme lui, sur des tables, sur des bancs, sur le sol, partout. On avait couché mon père au milieu, sur une table[82]."

Mouloud Feraoun fut enterré dans le petit cimetière de Tizi-Hibel. Le jour des obsèques, son épouse eut des problèmes avec les forces d'autodéfense et les militaires français. Elle eut à peine le temps de se recueillir… Il lui fallut littéralement prendre la fuite après la cérémonie.

Aujourd'hui Mouloud Feraoun repose au pied d'un grand arbre séculaire. Au loin se profilent les sommets enneigés du Djurdjura. Un livre de marbre est ouvert sur sa tombe. On peut y lire quelques lignes des *Chemins qui montent* : "N'est-ce pas qu'il est généreux lui qui souffrait de la misère des autres, lui qui était prêt à mourir pour les autres et qui est mort stupidement."

---

1 Cette conférence de presse figure dans son intégralité sur le site de la *Fondation Charles de Gaulle*.

2 Mouloud Feraoun, *Journal*, p. 299.

3 *La Guerre d'Algérie, vingt-cinq ans après*, de Patrice Gélinet, émission diffusée dans le cadre de *L'Histoire immédiate*, sur France Culture le 20 août 1996.

4 Lettre de Debré à Soustelle, citée par ce dernier dans le cadre de l'émission *La Guerre d'Algérie*, *ibid*.

5 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 302.

6 Si Nasser deviendra chef d'Etat major du GPRA. Il prendra le contrôle de l'ALN en avril 1958 puis sera nommé chef d'Etat major en octobre 1958 puis Ministre d'Etat du GPRA. Après l'indépendance de l'Algérie, il est membre du bureau politique en charge de l'Education et de la santé publique. En septembre 1962, il est nommé ministres des anciens Moudjahidines. Ecarté par le Président Ben Bella, il perd son poste de ministre et continue de s'opposer à un système qu'il qualifie de dictatorial appelant le peuple à reprendre la parole dans le cadre d'élections libres. Assigné à résidence par le Président Boumediene, Si Nasser reconnaît et assume, en 1991, sa participation au "massacre de Melouza" contre les Messalistes. A la fin de sa vie il devient sympathisant du Front Islamiste du Salut (FIS) et meurt à Paris le 5 décembre 1994.

7 *Étude sur le problème de la jeunesse algérienne*, Alger, juillet 1960, cité *in* Emmanuel Sacriste, *L'Histoire du système éducatif en Algérie coloniale au regard du témoignage littéraire de Mouloud Feraoun*, p. 40.

8 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 174.

9 *Ibid*., p. 187.

10 Le tribunal militaire d'Alger ne condamnera qu'une seule des 17 personnes.

11 Là encore, 4 personnes seulement seront condamnées avec sursis.

12 Ce quartier d'Alger porte toujours le même nom.

13 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 168.

14 Entretien accordé par Fazia Feraoun à l'auteur, le 20 juin 2012.

15 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 175.

16 Francis Jeanson (1922-2009), journaliste et philosophe français, résistant actif, est reporter à *Alger républicain* en 1945. Il rencontre Jean-Paul Sartre qui lui confie, en 1951, la gérance de la revue *Les Temps modernes* pour laquelle il écrit une critique de *L'Homme*

révolté qui provoque la rupture entre Sartre et Camus. Entré au comité de lecture du Seuil par le biais de sa collaboration à Esprit, protégé par Emmanuel Mounier, il reprend, à la mort de ce dernier, la direction de la collection “Écrivains de toujours” en 1950. En 1957, il crée un réseau, le “réseau Jeanson”, pour transporter les fonds du FLN. En fuite, il est condamné par contumace pour haute trahison.

17 Appel publié le 6 septembre 1961 dans *Vérité-Liberté*, le journal de Pierre Vidal-Naquet. Également *Engagements et Déchirements. Les intellectuels dans la guerre d'Algérie*, par Catherine Brun et Olivier Penot-Lacassagne, Gallimard/ IMEC, 1960.

18 Le plan de Constantine s'inspire de la planification mise en place pour la reconstruction après-guerre en métropole et prévoit des investissements publics et privés. Ses principaux objectifs sont la construction de 200 000 logements, permettant d'héberger 1 million de personnes, la redistribution de 250 000 hectares de terres agricoles, le développement de l'irrigation, la création de 400 000 emplois industriels, la scolarisation de tous les enfants en âge d'être scolarisés à l'horizon de 1966, l'emploi d'une proportion accrue d'*indigènes* dans la fonction publique. Il s'appuie également sur un programme d'industrialisation avec l'aménagement de zones industrielles et la valorisation des ressources en hydrocarbures. Ce plan sera abandonné à la fin de 1961.

19 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 175.

20 Crises de paludisme.

21 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 176.

22 Entretien accordé par Ali Feraoun à l'auteur le 30 décembre 2011.

23 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 176.

24 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 314.

25 *Ibid.*, p. 317.

26 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 184.

27 Ce texte sera repris dans *L'Anniversaire*.

28 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 72.

29 *Ibid.*, p. 77.

30 *Ibid*.

31 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 181.

32 *Ibid.*

33 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 320.

34 Mouloud Feraoun, *Lettres à ses amis*, *op. cit.*, p. 188.

35 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 323.

36 Entretien accordé à l'auteur par Ali Feraoun, le 28 décembre 2011.

37 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit.*, p. 337.

38 *Ibid.*, p. 337.

39 *Ibid.*, p. 338.

40 *Ibid.*, p. 337.

41 *Ibid.*, p. 346.

42 Revue *Preuves*, Paris, lettre à Camus après la publication de ses *Chroniques algériennes*, septembre 1958.

43 *Actuelles III*, Paris, Gallimard, 1958.

44 Mouloud Feraoun, *L'Anniversaire*, *op. cit.*, p. 35.

45 *Ibid.*, p. 39.

46 *Ibid.*, p. 41.

47 Albert Camus, *La Chute*, Paris, Gallimard/Folio, 1956, p. 153.

48 Mouloud Feraoun, *La Cité des Roses*, Alger, Éditions Yamcom, 2007.

49 Entretien avec Rachid Feraoun accordé à l'auteur le 31 décembre 2011.

50 Villa Sésini où étaient pratiquées des tortures. *(N.D.L.R.)*
51 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 263.
52 *Ibid*., p. 45-46.
53 Mouloud Feraoun, *La Cité des Roses*, *op. cit*., p. 170.
54 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 347.
55 *Lettre du fils de Mouloud Feraoun, Ali, à Emmanuel Roblès*, in *Lettres à ses amis*, *op. cit*., p. 348.
56 Jean-Philippe Ould Aoudia, *L'Assassinat du Château-Royal*, Paris, Éditions Tiresias, 1992.
57 *Ibid*., p. 29.
58 Alexander Harrison, *Le Défi à de Gaulle, l'OAS et la contre-révolution en Algérie 1954-1962*, Paris, L'Harmattan, 2007.
59 Connu sous le pseudonyme de “Gabi l'argenté”, il a été chef de l'unité 5 du commando Delta. Après s'être enfui d'Algérie en 1962, il a travaillé pour Renault au Zaïre. Il est élu à Cagnes-sur-Mer et président de la Maison du pied-noir.
60 Roger Hercule Gustave Degueldre était lieutenant du 1er REP. Il déserte en 1961 après le putsch des généraux pour rejoindre l'OAS au sein de laquelle il crée les commandos Delta. Il est arrêté le 7 avril 1962, condamné à mort et fusillé.
61 Également connu sous deux pseudonymes : *Jo le Vengeur* ou *Nani*, il était chef du commando Delta 5 à Alger. Ancien du 141e régiment de parachutistes, ce proche de Degueldre aurait, selon Harrison, “participé à des centaines d'opérations de contre-terrorisme et sa tête était mise à prix par le FLN et les autorités françaises”.
62 Alexander Harrison, *Le Défi à de Gaulle*, *op. cit*., p. 201.
63 De l'OAS. *(N.D.L.R.)*
64 Alexander Harrison, *Le Défi à de Gaulle*, *op. cit*., p. 202.
65 *Alias Doudou*, il est également surnommé *le gentil Polonais*. C'est un ancien du 1er Régiment de chasseurs parachutistes qui dirigeait l'unité 10 du commando Delta.
66 Algérien en cours de formation avant même la proclamation de l'indépendance. *(N.D.L.R.)*
67 Alexander Harrison, *Le Défi à de Gaulle*, *op. cit*., p. 202.
68 Surnommé *Kiki*, ce chauffeur de taxi, il entre à l'OAS après l'assassinat par le FLN de sept membres de sa famille.
69 Gardien de la paix à Alger.
70 Également surnommé *le petit Parisien*.
71 Il était surnommé *Petit Antoine*.
72 Alexander Harrison, *Le Défi à de Gaulle*, *op. cit*., p. 201.
73 *Ibid*., p. 202.
74 Anne Guérin-Castel, *Passe-passe mémoriel quai Branly (2/3)*, *ibid*.
75 Jean-Philippe Ould Aoudia, *L'Assassinat de Château-Royal*, *op. cit*., p. 34.
76 *Ibid*., p. 202.
77 *Alias Capitaine Benoit*. Ancien capitaine de l'armée française. Selon Alexander Harrison, “ses rapports ont été à l'origine de l'assassinat de plusieurs agents secrets du gouvernement français et de terroristes du FLN exécutés sur l'ordre de Degueldre. […] Sa contribution s'est avérée inestimable.
78 *Op. cit*., p. 201.
79 *Op. cit*., p. 201.
80 Entretien accordé par Jean-Philippe Ould Aoudia à l'auteur le 15 septembre 2012.
81 *Ibid*.
82 Mouloud Feraoun, *Journal*, *op. cit*., p. 348.

“VOICI QUE SE HEURTENT LES MOTS”

De nombreuses voix vont s’élever en France et à l’étranger pour rendre hommage aux six inspecteurs assassinés et à Feraoun en particulier. Le premier sera celui de la nation. À la demande du ministre de l’Éducation nationale Lucien Paye, une minute de silence est observée le 19 mars dans toutes les écoles, tous les lycées et collège de France à la mémoire des six inspecteurs “*tombés au champ d’ honneur de leur travail”*. En de rares établissements des enseignants refusèrent de lire le texte du ministre et de rendre hommage aux défunts. Plus rares furent les élèves qui ne se levèrent pas pour la minute de silence. “Ce fut pourtant le cas au lycée Pasteur de Neuilly, d’un adolescent de treize ans nommé Patrick Buisson. Celui-là même qui sera plus tard directeur de *Minute*, de *Valeurs actuelles*, qui dirige aujourd’hui la chaîne *Histoire*, les cabinets *Publifact* et *Publiopinion*, qui a publié en 1984 un livre à la gloire de l’OAS[1] […] qui fut par ailleurs conseiller personnel du président Nicolas Sarkozy, lequel en 2007 le décora de la Légion d’honneur en déclarant spontanément après avoir abandonné son texte écrit : « C’est à lui que je dois d’avoir été élu[2] ! »”

Dans la presse de nombreux témoignages indignés posent les mêmes questions. François Mauriac consacre l’intégralité de son “Bloc Notes[3]” au crime de Château-Royal. Pour lui : “Ces nobles êtres abattus à El Biar ne sont pas morts pour l’Algérie française mais pour la France et pour l’Algérie réconciliées.”

Dans le même journal, Albert Memmi fait l’éloge de celui “qui croyait très sincèrement à la médiation de la langue française, à un rapprochement par la culture, et il est d’ailleurs mort dans l’exercice de ses fonctions […] malgré un certain durcissement dans ses tout derniers écrits, il n’était pas du tout ce qu’il est convenu d’appeler un extrémiste. Alors, pourquoi l’avoir tué, lui ? Faut-il comprendre cette exécution comme un symbole doublement sinistre ? Cette mort n’est pas un simple tragique, mais courant acte de guerre. Les hommes comme Feraoun, dépassés pendant les crises, redeviennent indispensables, irremplaçables après, lorsqu’il s’agit de reconstruire. Ses assassins ont-ils voulu marquer leur volonté d’interdire toute possibilité d’avenir commun entre les deux populations[4] ?”.

Germaine Tillion, qui avait été à l’origine de la création des Centres sociaux, écrit un texte intitulé “La bêtise qui froidement assassine[5]” dans lequel on peut lire : “Entre l’écrivain Mouloud Feraoun, né en Grande-Kabylie ; Max Marchand, Oranais d’adoption et docteur ès lettres ; Marcel Basset, qui venait du Pas-de-Calais ; Robert Eymard, originaire de la Drôme ; le catholique pratiquant Salah Ould Aoudia et le musulman Ali Hammoutène, il y avait une passion commune : le

sauvetage de l'enfance algérienne – car c'était cela leur objectif, l'objectif des Centres sociaux : permettre à un pays dans son ensemble, et grâce à sa jeunesse, de rattraper les retards techniques qu'on appelle « sous-développement ». Dans un langage plus simple cela veut dire : vivre. Apprendre à lire et à écrire à des enfants, donner un métier à des adultes, soigner des malades – ce sont des choses si utiles qu'elles en paraissent banales : on fait cela partout, ou, à tout le moins, on a envie de le faire. […]. Et c'était de quoi s'entretenaient ces six hommes, à 10 heures du matin, le 15 mars 1962…" Pour Germaine Tillion, Feraoun était "un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres, c'est le mot : bonté… Cet honnête homme, cet homme bon, cet homme qui n'avait jamais fait de tort à quiconque, qui avait dévoué sa vie au bien public[6]".

Pour sa part, Jules Roy pousse un de ces coups de gueule qui monte en lui face à la bêtise et à la barbarie… "Devant ce meurtre sauvagement préparé et perpétré, certains se sont écriés « Pas ça ! ». Pourquoi « pas ça » ? Le reste était-il donc permis ? Il y a des années que nous poussons ce cri devant les enfants et les justes assassinés des deux côtés, et c'est pourquoi il y a longtemps aussi que les larmes ont séché dans nos yeux et que la colère a remplacé la trop longue et magnanime mansuétude dont nous aurons fait preuve à l'égard d'une communauté que le nazisme a rendue folle. En aucun cas, puisque les nervis de Bab-el-Oued se prétendent les héros de la civilisation, le crime ne devait répondre au crime. Les hommes qui ont tué Mouloud Feraoun ou qui se sont réjouis de sa mort ne peuvent plus être mes frères et je ne les connais plus. S'ils gagnent, je sais qu'ils nous réservent le sort des inspecteurs sociaux, mais s'ils perdent, qu'ils ne comptent plus sur moi en rien. Il m'est arrivé de partager avec eux les biens de la terre et du ciel, mais cela ne se reproduira plus. Nous ne sommes pas sortis du ventre de la même mère[7]." Et *Julius* évoque cette fraternité qui lui est aussi chère qu'elle l'était au disparu : "Ses racines et les nôtres plongeaient dans les mêmes profondeurs : nous savions, sans aucune équivoque assurément, que la France et l'Algérie qui comptaient, pour lui et pour nous, étaient bien les mêmes. […] Au plus noir de la nuit traversée, il désignait l'espoir sur lequel on devait naviguer au compas, sans visibilité et dénonçait nos petites complicités innocentes avec ce qui pouvait nous sembler une voie moins âpre[8]."

Bien après le drame, Max-Pol Fouchet consacrera sa chronique télévisuelle[9] à Mouloud Feraoun dont le *Journal* vient alors de paraître. Il évoque avec une certaine emphase "un livre né de la douleur et qui provoque la douleur". Quant à la mort de son auteur il lui trouve des similitudes avec celle de "Federico Garcia Lorca. Ne disons rien sur la hideur de l'acte mais constatons sa sottise, son absurdité car si un homme devait bien ne pas être abattu par des Français c'était bien Mouloud Feraoun. Il représentait très précisément ce que la France avait fait de plus justifiable en cent ans de présence en Algérie. C'était un musulman, un Kabyle, mais c'était aussi un Français, un homme qui avait été fait pour la moitié de lui-même au moins par la France."

Les éloges funèbres ont en commun leur force et leur dépit. Un attachement à la

liberté et que Feraoun et ses collègues ont payé de leurs vies. On s'étonnera tout de même que dans leur ensemble ils paraissent célébrer la mémoire d'un défenseur de la culture française. Certes, le *Journal* n'est pas encore paru mais dès le premier livre et dans de nombreux articles, Feraoun dit la misère de son peuple, sa marginalisation. Très tôt il a manifesté ses angoisses de l'avenir en face des erreurs et des surdités du pouvoir colonial. Même s'il appréhendait une indépendance aux mains de libérateurs dogmatiques et de pensée étroite, il la préférait à la perpétuation d'un système dans lequel les *indigènes* le resteraient sans jamais bénéficier d'une égalité avec ceux qui restaient, qui resteraient des étrangers.

Feraoun aura été mal entendu sa vie et son œuvre durant. Il subsistera longtemps dans un malentendu. Même après sa mort. Jules Roy allant jusqu'à évoquer “les six inspecteurs français et musulmans”… terrible confusion qui perdure entre nationalité et religion. Même chez un défenseur de l'indépendance algérienne !

Seuls deux témoignages tranchent avec les hommages sincères qui ont salué son assassinat. Ainsi Driss Chraïbi souhaite-t-il rappeler que “Mouloud Feraoun a été de très loin le meilleur écrivain d'entre nous. Il ne faisait pas de « littérature », il faisait de la réalité avec un style dépouillé, simple comme lui, avec une foi ardente capable de décaper les cœurs rouillés[10]”.

Mais de tous les hommages posthumes le plus fort, le plus douloureux sera sans doute celui de Mouloud Mammeri… “Mouloud, cela me fait drôle de parler de toi comme si tu étais mort, comme si une giclée de balles imbéciles pouvait t'avoir arraché de notre vie, sous prétexte qu'elles t'avaient un matin de mars 1962 stupidement rayé du paysage… C'était le dernier hommage de la bêtise à la vertu.

“Mais vieux frère, tu en as connu d'autres ; tu sais toi, que pour aller à Ighil-Nezman[11], de quelque côté qu'on les prenne, les chemins montent. Et puis après ? Tu sais aussi que les hauteurs se méritent. En haut des collines de *adrar n nnif* on est plus près du ciel. Du paysage ce sont ceux qui ont craché leur rage en douze balles-six secondes qui ont disparu, rayés parce qu'ils n'avaient pas assez de sang généreux dans les veines, assez de rêves fous dans les yeux, pour y demeurer. […] En parlant de nous ils disaient « les Arabes » et… dans la moue de leurs lèvres ce n'était pas une désignation, c'était un verdict. Mais nous, Mouloud, nous savons que ce ne pouvait pas être autrement : ils avaient tout cela, mais il leur manquait l'essentiel : *La Terre et le Sang*.

“La terre, ils la rudoyaient à force, ils lui faisaient produire des moissons d'artifice (un vin que nous ne buvions pas, parce que nous avions d'autres ivresses), ils confiaient à nous le rude contact des pierres, les charrues, les sulfateuses ; ils ne l'avaient pas comme nous dans la peau.” L'hommage se poursuit comme une confession partagée. Comme un lien qui se déroule et dont Mammeri voudrait se servir pour ramener l'ami perdu à ses côtés. “Donne-moi la main Mouloud… Le havre est maintenant tout près, juste par-delà la bêtise et la haine, à un jet d'espoir d'ici[12].”

Il fustige ceux qui “n'avaient pas encore pris racine dans nos guérets, nos sables.

À peine un peu plus d'un siècle… Une égratignure… Une mince pellicule sur l'épaisseur de nos siècles[13]…".

Puis, il prend à nouveau de la distance pour retrouver "la voix de Fouroulou" dont il se fait l'écho retraçant le chemin du Feraoun instituteur qui "montrait que le village de Fouroulou n'était pas un enclos fermé, que c'était plutôt un endroit d'où l'on pouvait prendre son essor[14]…".

À ceux qui pensaient le rendre au silence, voler sa voix à Fouroulou, Mammeri lance en conclusion : "Le 15 mars 1962, au matin, une petite bande d'assassins se sont présentés au lieu où avec d'autres hommes de bonne volonté il travaillait à émanciper des esprits jeunes ; on les a alignés contre le mur et… on a coupé pour toujours la voix de Fouroulou… Pour toujours ? Ses assassins l'ont cru, mais l'histoire a montré qu'ils s'étaient trompés, car d'eux il ne reste rien… rien que le souvenir mauvais d'un geste stupide et meurtrier, mais de Mouloud Feraoun la voix continue de vivre parmi nous[15]."

Ils ont cru déchirer une page. Ils n'ont pas même réussi à la tourner.

Le 14 mai 1963, un an après sa mort, *Les Lettres françaises* publient deux poèmes de Feraoun que leur confie Roblès. Deux poèmes courts ramenés de son voyage en Grèce. Les deux seuls poèmes qu'on puisse lui attribuer. Le premier qui ne compte que six vers a la grâce énigmatique d'un haïku. L'autre, de six strophes, se termine sur ces quatre vers en octosyllabes :

"Voici que se heurtent les mots
Mots insensés ô tristes mots
Voici que se heurtent les mots
De ceux qui s'oublieront bientôt."

La famille de Mouloud Feraoun est abattue. Les lettres de condoléances affluent dont celle d'un ancien ami qui a omis de signer la sienne. Ali qui a reconnu son écriture est "un peu peiné par cet anonymat de ce sociologue qui défendait l'Algérie… en même temps que sa peau[16] !". Il se souvient également de Max Hatat ayant traversé des quartiers survoltés, risquant les pires ennuis pour venir apporter un brin de consolation à la famille.

À la fin de l'année 1962, dés que le premier gouvernement de l'Algérie indépendante a été formé, le colonel Si Nasser qui était alors ministre de l'Éducation nationale et de la Santé publique a invité la famille de Mouloud Feraoun à son ministère. Il a présenté ses condoléances puis rédigé une attestation manuscrite qu'il a ensuite dictée à sa secrétaire : "Je, soussigné Colonel Si Nasser, atteste par la présente que Feraoun Mouloud a apporté sa contribution à la Révolution dés ses débuts[17]."

Dans le même temps, des collectes étaient effectuées ici et là pour venir en aide aux Feraoun qui n'allaient pas tarder à se faire expulser…

En octobre 1963 elle bénéficiera d’une aide du nouvel État algérien aux familles des instituteurs assassinés : un chèque de 1,3 million de francs soit l’équivalent de 4 mois de salaire de Feraoun.

Le journal italien *Il Giorno* va envoyer le fruit d’une quête de solidarité représentant 6 500 francs.

Une seule aide sera refusée par la famille… Celle d’un homme qui, en début d’année 1963, se rendit à Tizi-Hibel pour rencontrer la veuve de Feraoun. Il se renseigna dans le village. On lui expliqua qu’elle ne vivait pas là en permanence mais qu’il trouverait une de ses tantes un peu plus bas… L’homme frappa à la porte et se proposa de remettre 650 000 francs.

— De la part de qui ? s’enquit la vieille confuse qui s’apprêtait à remercier. Mais se ravisa très vite. Elle repoussa doucement et poliment la porte sur l’intrus qui venait de lui répondre : “De la part de la caisse de solidarité de… l’OAS.”

---

1 Pascal Gauchon, Patrick Buisson, *OAS, Histoire de la Résistance française en Algérie*, Éditions Jeune (Pied-Noir), 1984.

2 Anne Guérin-Castell, *Passe-passe mémoriel quai Branly (2/3)*, *op. cit*.

3 *Le Figaro* du 24 mars 1962, p. 20.

4 *Le Figaro* du 24 mars, *op. cit*., p. 2.

5 Publié dans *Le Monde* du 18 mars 1962.

6 *Ibid.*

7 *L’Express*, nº 562, 22 mars 1962.

8 *Ibid*.

9 Max-Pol Fouchet, *Lecture pour tous*, ORTF, 5 décembre 1962.

10 *Les Cahiers de l’ORTF.*

11 “La colline d’autrefois” est une référence au roman de Mouloud Feraoun, *La Terre et le Sang*.

12 Mouloud Mammeri, *Hommage à Mouloud Feraoun*, *in* Mouloud Feraoun, *La Terre et le Sang*, réédition Alger, ENAG, 1988. Republié dans *Écrits et paroles*, Alger, 2008, Centre national de recherches préhistoriques anthropologiques et historiques, t. 2, p. 191-192.

13 *Ibid*., p. 192.

14 *Ibid*., p. 194.

15 *Ibid*., p 195.

16 Entretien accordé par Ali Feraoun à l’auteur le 22 juin 2012.

17 Entretien accordé par Ali Feraoun à l’auteur le 13 avril 2013.

FERAOUN POUR MÉMOIRE

La vie et l'œuvre de Mouloud Feraoun témoignent des espérances déçues de cet homme de paix et de fraternité.

Feraoun aura été mal entendu.

Par les Européens comme par les Arabes d'Algérie.

Les premiers faute de pouvoir l'annexer l'ont, dans leur majorité, rejeté car il ne voulait pas choisir un camp… contre l'autre. Le pouvait-il, lui qui avait été éduqué dans la tradition kabyle, qui avait dépassé sa pauvreté grâce à l'éducation française et mettait tout en œuvre pour la diffuser, la partager dans une langue qui ne lui était pas maternelle ? Lui qui voulait croire désespérément en une nation nouvelle et libre qui pourrait s'enrichir de cultures et de forces multiples de tous ses enfants ?

Les seconds lui ont longtemps reproché de ne s'être pas suffisamment engagé dans la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance. Ses livres témoignent pourtant du contraire. Mais personne n'a voulu entendre cette petite voix qui, dans la nuit coloniale, essayait d'alerter, de mettre en garde le pouvoir politique français. Que dire de son *Journal* alimenté au quotidien de ses espoirs mais également de ses angoisses face à une guerre d'Indépendance nourrissant une haine qui effrayait le pacifiste qu'il a toujours été ? Que dire des appréhensions d'un Feraoun face aux *rebelles* dont les comportements autocratiques et violents lui faisaient craindre le pire pour une Algérie indépendante dont ils assureraient l'avenir ? Les révolutions sont toujours trop entières pour accepter la nuance, les interrogations. Celle qui mena l'Algérie à l'indépendance n'a pas toujours pardonné à Feraoun d'avoir eu des doutes et de les avoir exprimés.

Tahar Djaout résumait bien ces ambiguïtés dans un texte de 1992 : “Paradoxalement, les reproches adressés à Feraoun de son vivant et dès le début de sa carrière sont les mêmes que certains exhibent aujourd'hui encore, comme si les outils de la critique n'avaient pas évolué depuis et comme si le contexte sociopolitique et culturel de l'Algérie était demeuré immuable. Le plus tenace des griefs s'attache au cachet trop régionaliste que d'aucuns décèlent dans l'œuvre[1].”

Un avenir possible contre un futur aléatoire. Le choix était douloureux. Jusqu'au moment où il tomba sous les balles de l'OAS, Feraoun crut qu'un avenir différent s'offrait aux enfants de cette Algérie passionnelle. Il croyait encore que le génie méditerranéen rassemblerait les hommes et les femmes de ce pays. Ceux qui croyaient encore à un avenir pacifié. L'Algérie ne pouvait pas vivre sans eux. Ils ne pouvaient pas vivre sans elle. Mais n'était-ce pas un espoir qui, à lui seul, justifiait sa vie, ses choix culturels, son métier d'instituteur au service des plus démunis… ceux qui découvrirent nos ancêtres les Gaulois et chantèrent *À la claire fontaine* ?

Le Broussan, 1er janvier 2013.

---

1 Tahar Djaout, “Présence de Feraoun”, revue *Tiddukla*, nº 14, été 1992.

ANNEXES

PRÉSENTATION DES LIVRES DE MOULOUD FERAOUN

LE FILS DU PAUVRE

Roman

Le Puy, Cahiers du nouvel humanisme, 1950.

Le Seuil, réédition en 1954 dans la collection “Méditerranée”.

Le Seuil, réédition en 1982 dans la collection “Points-Romans”.

Éditions ENAG à Alger en 2003.

Les Menrad sont des paysans vivant dans un village des montagnes kabyles au début du XXe siècle. Ils sont pauvres mais ne le savent pas tant ils ressemblent aux autres villageois et en partagent les coutumes, les déboires et un sens commun de l’honneur.

L’histoire qui sert de prétexte littéraire est celle de Fouroulou, un jeune garçon destiné à devenir berger. Pourtant ses parents décident de l’envoyer à l’école. Ce qui lui permettra d’étudier, de poursuivre des études au-delà de l’école primaire et du cours complémentaire. Mouloud Feraoun admettra que le parcours de Fouroulou est le sien. Dans ce premier roman, l’auteur donne à voir et à comprendre le peuple kabyle par-delà les clichés et les images d’Épinal. Sans concessions ni compassion. Ce livre qui est devenu un classique de la littérature algérienne est également le plus connu de Mouloud Feraoun.

LA TERRE ET LE SANG

Roman

Le Seuil en 1954 dans la collection “Méditerranée”.

Le Seuil, réédition en 1962 et 1998 dans la collection “Points-Romans”, avec une préface d’Emmanuel Roblès.

S’inscrivant dans la même veine que son premier roman, celui-ci relate la vie quotidienne d’un petit village kabyle, Ighil-Nezman (*La colline d’autrefois*), dont la majorité des hommes émigrent pour des raisons économiques. Amer est l’un d’eux. Quand il revient dans son village de montagne, Amer est accompagné de sa femme Marie. Il retrouve sa terre, son mode de vie, mais il a désormais un autre regard sur cette vie, sur ces gens avec lesquels il a grandi. Marie porte un regard également décalé sur ce village qui lui est étranger. Une vie neuve est-elle possible ?

Feraoun met en exergue toutes les difficultés de l’exil : déracinement, humiliations, méconnaissance de la langue du pays d’accueil, etc. Il y traite également le thème de l’identité représentée par *la terre* et celui de l’honneur symbolisé par *le sang*. Les deux se conjuguent et s’opposent dans ce regard double.

Harmonie et conjugaison des deux sont d'autant plus difficiles qu'Amer s'éprend d'une autre femme et ouvre la porte de la tragédie dans un décor violent, entier. L'horizon de Marie se referme sur des montagnes infranchissables.

JOURS DE KABYLIE
Avec des illustrations de Charles Brouty
Chroniques

Éditions Baconnier, Alger, 1954.

Le Seuil, réédition en 1968 dans la collection "Méditerranée".

Éditions Bouchène, Alger, 1990.

Éditions Omnibus, réédition en 1997.

C'est une fresque des scènes de la vie courante en Kabylie. Sur le mode de la chronique, Mouloud Feraoun y campe des lieux, des situations avec fidélité et parfois une respectueuse dérision. Dans ce petit livre on voit évoluer une population rurale et pauvre, fidèle à son histoire et ses traditions. Feraoun nous convie sur la place publique, au marché, à la fontaine ou sur les sentes de ces paysages somptueux que Brouty saisit d'un trait vif, simple et particulièrement fort. Il ne se contente pas d'illustrer le texte très ethnographique de Feraoun ; il y apporte sa part d'ombres et de soleil, son regard affectueux sur ce pays dont la grandeur n'a d'égale que la pudeur.

LES CHEMINS QUI MONTENT
Roman

Le Seuil, édité en 1957 dans la collection "Méditerranée".

Éditions ENAG, Alger, réédition en 2006, avec une présentation de Christiane Achour.

Comme dans son second roman dont l'action se situe après la seconde guerre mondiale, le héros du roman se nomme Amer et il est également émigré en France. De retour dans son village natal de Kabylie, il s'éprend de Dehbia, une orpheline que les sœurs ont convertie au catholicisme. Mais Amer est confronté à Mokrane, un rival qui le hait et qui fait figure de gardien d'une tradition figée. L'histoire d'amour et de passion qui sert de trame au livre ne saurait occulter le choc des cultures : celle traditionnelle du village et celle de l'émigré né d'un couple mixte. Avec un personnage féminin stigmatisant la puissance de la colonisation et de la soumission par la religion chrétienne. Ce roman est également une manière pour Feraoun de sortir d'un certain attentisme que les critiques lui reprochaient jusque-là. On y sent un refus des compromis au nom d'une fraternisation dont il montre par ce roman qu'il n'y croit plus.

LES POÈMES DE SI MOHAND
Essai

Éditions de Minuit, 1960.

Éditions Bouchène, Alger, réédition en 1989.

Feraoun tente ici de retranscrire le plus grand nombre possible des poèmes de Si Mohand connus et transmis verbalement. Permettant de fixer les grandes étapes de sa vie, cet essai contribue à faire plus largement connaître l'œuvre du plus grand des poètes berbères qui inspira de nombreux bardes et des chanteurs kabyles contemporains.

Cette diffusion permet également d'apporter un témoignage supplémentaire sur l'opposition aux excès de la colonisation par le truchement de la poésie traditionnelle.

JOURNAL 1955-1962

Chroniques

Le Seuil, édité en 1962 dans la collection "Méditerranée".

C'est un an après le début de la guerre d'Indépendance que Feraoun décide de tenir secrètement un *Journal* dans lequel il relatera les petits et grands événements de ce conflit. Ce, jusqu'au 14 mars 1962, la veille de son assassinat par l'OAS. Témoignage exceptionnel sur ces années de braise, de haine et de sang, le *Journal* nous permet de suivre Feraoun dans ce labyrinthe où alternent la confiance et le dépit, la révolte et un espoir toujours remis en cause par cette guerre qui n'ose pas dire son nom. Dilemme permanent pour cet instituteur formé à l'école française et ce Kabyle confronté à l'abandon croissant des siens. Interrogations également devant les maquisards dont les exactions et la suffisance lui font craindre pour l'avenir du pays. "Après ce qui s'est écrit sur la guerre d'Algérie, bon ou mauvais, vrai ou faux, juste ou injuste, il convient qu'à cela s'ajoute mon journal, comme une pièce supplémentaire à un dossier déjà si lourd", écrit Mouloud Feraoun qui nous offre là un des témoignages les plus forts sur cette guerre dont il sera une des victimes. Mais il en laissera une trace profonde et humaine. Ce livre qu'il aurait voulu voir éditer pendant la guerre, au stade où il en était de ses chroniques, ne sera publié qu'après l'indépendance de l'Algérie.

LETTRES À SES AMIS

Correspondance

Le Seuil, édité en 1969 dans la collection "Méditerranée".

À travers ce recueil de lettres choisies par Emmanuel Roblès, le lecteur suit un peu de la vie, des joies et des doutes de Feraoun se livrant simplement et sans fard à des amis instituteurs, des écrivains, des éditeurs. On y trouve quelques compléments au *Journal* sur le plan de la vie quotidienne, de l'écriture. L'humour, l'émotion et la gentillesse s'y côtoient. D'une lettre à l'autre se dessine un homme disponible et généreux dont l'âme berbère traduit une pudeur constante.

Cependant, le panorama est assez parcellaire et restreint dans la mesure où 120 lettres seulement sont reproduites dont 31 à la famille Nouelle présentant un intérêt relatif. Pas moins de 61 sont destinées à Roblès. On regrettera tout de même de n'en trouver qu'une destinée à Jean Pélégri, le plus libéral de tous ses correspondants. Pas une destinée à Jules Roy ou à un des écrivains algériens avec

lesquels Feraoun étaient en correspondance ! Les 4 lettres à Camus sont extrêmement intéressantes et suffiraient à marquer toute la distance impossible à combler entre justice et mère.

L'ANNIVERSAIRE

Chroniques et roman inachevé

Le Seuil, édité en 1972 dans la collection "Méditerranée".

Le Seuil, réédition en 1989 dans la collection "Points-Romans".

Œuvre posthume, elle regroupe les premiers chapitres d'un roman inachevé sur lequel Feraoun travaillait quand il fut assassiné, et quelques chroniques traitant de l'indépendance, de la littérature algérienne ou d'un voyage en Grèce. L'ensemble est hétérogène et de qualité très inégale. Pour la plupart, ces chroniques marquent l'engagement de l'auteur pour une indépendance inéluctable.

Cela étant, cet empilement de textes donne à l'ensemble l'impression d'un brouillon sans unité.

LA CITÉ DES ROSES

Roman inachevé

Éditions Yamcom, 2007.

Ultime roman de Feraoun demeuré à l'état de manuscrit inachevé, il a été édité isolément de *L'Anniversaire* pour en restituer l'unité. Dans cette histoire qui se déroule en 1958, l'auteur met en scène un directeur d'école amoureux d'une consœur française. Tous deux sont mariés et vivent un amour d'autant plus impossible qu'un autre instituteur pied-noir s'interpose, essaye de ramener sa consœur vers sa communauté et ses valeurs…

C'est le roman de la bataille d'Alger, des derniers soubresauts de la colonisation. Une métaphore de l'impossible rapprochement entre les communautés. Un livre qui aurait peut-être été le plus fort de tous ceux qu'il avait écrits jusque-là. Le plus impliqué également dans ce monde de la rupture et de la haine ordinaire.

BIBLIOGRAPHIE DE MOULOUD FERAOUN

• *Le Fils du pauvre,*
Le Puy, Cahiers du nouvel humanisme, 1950
Paris, Le Seuil, 1954
• *La Terre et le Sang,*
Paris, Le Seuil, 1953
• *Jours de Kabylie,*
Illustrations de Charles Brouty,
Alger, Baconnier, 1954
Paris, Le Seuil, 1968
Alger, Bouchène, 1990
• *Les Chemins qui montent,*
Paris, Le Seuil, 1957
• *Les Poèmes de Si Mohand,*
Paris, Éditions de Minuit, 1960
Alger, Bouchène, 1989
• *Journal 1955-1962,*
Paris, Le Seuil, 1962
• *Lettres à ses amis,*
Paris, Le Seuil, 1969
• *L'Anniversaire,*
Paris, Le Seuil, 1972
• *La Cité des Roses,*
Alger, Yamcom, 2007

CONTRIBUTIONS DE MOULOUD FERAOUN À DES REVUES

FERAOUN, Mouloud, “L’instituteur du bled en Algérie”, *Examens et concours*, Paris, mai-juin 1951.

—, “Le désaccord”, *Soleil*, Alger, nº 6, juin 1951.

—, “Sur l’école nord-africaine des lettres”, *Afrique*, AEA, Alger, nº 241, juillet-septembre 1951.

—, “Les potines”, *Foyers ruraux*, Paris, nº 8, 1951.

—, “Mœurs kabyles”, *La Vie au soleil*, Paris, septembre-octobre 1951.

—, “Les rêves d’Irma Smina”, *Les Cahiers du sud*, Marseille, Rivages, nº 316, 2e semestre 1952.

—, “Ma mère”, *Simoun*, Oran, J. M. Guiaro, nº 8, mai 1953.

—, “Les beaux jours”, *Terrasses*, Alger, Jean Sénac, juin 1953.

—, “Réponse à l’enquête”, *Les Nouvelles littéraires*, Paris, Larousse, 22 octobre 1953.

—, “Images algériennes d’Emmanuel Roblès”, *Simoun*, Oran, J. M. Guiaro, nº 30, décembre 1953.

—, “L’auteur et ses personnages”, *Bulletin de l’amicale des anciens élèves de l’ école normale de la Bouzaréa*, février 1954.

—, “Au-dessus des haines”, *Simoun*, Oran, J. M. Guiaro, nº 31, juillet 1954.

—, “Le départ”, *L’Action*, Tunis, Parti socialiste destourien, nº 9, 20 juin 1955.

—, “Le voyage en Grèce et en Sardaigne”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 1, 29 septembre 1956.

—, “Les aventures de Ami Mechivchi”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 1, 29 septembre 1956.

“Les aventures de Ami Mechivchi” (suite), *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 2, 13 octobre 1956.

—, “Souvenir d’une rentrée”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 2, 15 octobre 1956.

—, “L’instituteur du bled en Algérie”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 3, 25 octobre 1956.

—, “Le beau de Tizi”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 4, 10 novembre 1956.

—, “Les bergères”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 5, 24 novembre 1956.

—, “Hommage à l’école française”, *Journal des instituteurs de l’Afrique du Nord*, nº 6, 6 décembre 1956.

—, “Monsieur Maschino, vous êtes un salaud”, *Démocratie*, Casablanca, Charkaoui, 1er avril 1957.

—, “La légende de Si Mohand”, *Affrontement*, Paris, Art, culture et peuple en Afrique du Nord, nº 5, décembre 1957.

—, “Les écrivains musulmans”, *Revue française de l’élite européenne*, Paris,

nº 91, 1957.
—, “La littérature algérienne”, *Revue française*, Paris, 1957.
—, “Le voyage en Grèce”, *Revue française*, Paris, 1957.
—, “La légende de Si Mohand”, *Algeria*, OFALAC, septembre 1958.
—, “Hommage à l’école française”, *Algeria*, OFALAC, nº 22, mai-juin 1959.
—, “La source de nos communs malheurs” (lettre à Camus), *Preuves*, Paris, Congrès pour la liberté de la culture, nº 91, septembre 1958.
—, “Le dernier message”, *Preuves*, Paris, Congrès pour la liberté de la culture, nº 110, avril 1959.
—, “Le départ du père”, *Algeria*, OFALAC, nº 22, mai-juin 1959.
—, “Journal d’un Algérien”, *Preuves*, Paris, Congrès pour la liberté de la culture, nº 139, septembre 1959.
—, “La vache des orphelins”, *Algeria*, OFALAC, nº 30, janvier-février 1960.
—, “Si Mohand ou Mehand”, *La Nouvelle critique*, PCF, nº 112, janvier 1960.
—, “Destins de femmes”, *Algeria*, OFALAC, nº 44, décembre 1960.
—, “L’entraide dans la société kabyle”, *Revue des centres sociaux*, Alger, nº 16, 1961.
—, “Mekidèche et l’ogresse”, *Algeria*, OFALAC, nº 60, automne 1961.
—, “Mekidèche et l’ogresse” (suite), *Algeria*, OFALAC, nº 61, Noël 1961.
—, “Déclaration téléphonique après la mort d’Albert Camus”, *Oran Républicain*, Oran, 6 janvier, 1962.
—, “Lettres de Kabylie envoyées à Emmanuel Roblès”, *Esprit*, nº 12, décembre 1962.
—, “Algerisches Tagebuch”, *Dokumente. Zeitshr. f. Übernationale Zusammenarbeit*, Bonn, nº 18, 1962.
—, “Discours lors de la remise du prix de la ville d’Alger” (le 5 avril 1952), *Œuvres et critiques*, Paris, J. M. Place, nº 4, hiver 1979.
—, “Les tueurs”, *CELFAN Review*, Philadelphie, Temple University, Eric Sellin, 1982.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

(des ouvrages ayant servis à l'élaboration de cette biographie)

ACHOUR, Christiane, *Anthologie de la littérature algérienne de langue française*, Paris, Bordas, 1990.

—, *Mouloud Feraoun, une voix en contrepoint*, Grenoble, Éditions Silex, 1986.

AGERON, Charles-Robert, *Histoire de l'Algérie contemporaine, 2/1871-1954*, Paris, Presses universitaires de France, 1979.

AKBAL, Mehenni, *Mouloud Feraoun et l' éthique du journalisme*, Alger, Éditions El-Amel, 2007.

AKLI SAHLI, Mohand, *Études de littérature kabyle*, Alger, ENAG Éditions, 2001.

—, *D'une rive à l'autre*, Alger, Casbah Éditions, 2009.

BERRICHI, Boussad, *Écrits et paroles Mouloud Mammeri (2 tomes),* Alger, Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques, 2008.

BONN, Charles, *Le Roman algérien de langue française*, Paris, L'Harmattan, 1985.

CAMPS, Gabriel, *Les Berbères, mémoire et identité*, Alger, Actes Sud, Barzakh, 2007.

CAMUS, Albert, *Actuelles III, Chroniques algériennes, 1939, 1958*, NRF Gallimard, 1958.

—, *Le Premier Homme*, Paris, Gallimard, 1994.

—, *Noces* suivi de *L'Été.*

—, *Camus à Combat, in* Cahiers Albert Camus, nº 8, Paris, NRF Gallimard, 2002.

CHÈZE, Marie-Hélène, *Mouloud Feraoun, la voix et le silence*, Paris, Le Seuil, 1982.

COLONNA, Fanny, *Instituteurs algériens 1883-1939*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1975.

ELBAZ, Robert et MATHIEU-JOB, Martine, *Mouloud Feraoun ou l'émergence d'une littérature*, Paris, Karthala, 2001.

FAVROD, Charles-Henri, *La Révolution algérienne*, Paris, Plon, 1959.

FRALON, José-Alain, *Jacques Chevallier, l' homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2012.

GLEYZE, Jack, *Mouloud Feraoun*, Paris, L'Harmattan, 1990.

GONZALES, Denis et NOZIERES, André, *Léon Étienne Duval, au nom de la vérité*, Paris, Éditions Cana, 1982.

GUERIN, Jeanyves, *Dictionnaire Albert Camus*, Paris, Bouquins/Robert Laffont, 2009.

HANOTEAU et LETOURNEU, *Les Coutumes kabyles*, Alger, Berti Éditions, 2000.

HARRISON, Alexander, *Le Défi à de Gaulle, l'OAS et la contre-révolution en Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2007.

KHATIBI, Abdelkedir, *Le Roman maghrébin*, Paris, Maspero, 1968.

LAOUST-CHANTRÉAUX, Germaine, *Kabylie côté femmes*, Aix-en-Provence, Édisud, 1990.

LEJEUNE, Philippe, *Le Pacte autobiographique*, Paris, Le Seuil/Points, 1996.

LENZINI, José, *Les Derniers Jours de la vie d'Albert Camus*, Arles, Actes Sud, 2009.

—, *Jules Roy, le céleste insoumis*, Blida, Éditions du Tell, 2007.

MEKIDÈCHE, Abdelkader, *Regards sur l'école et la vie*, Alger, ENAG, 1993.

NACIB, Youssef, *Mouloud Feraoun*, Alger, Entreprise nationale du livre, 1986.

OULD AOUDIA, Jean-Philippe, *L'Assassinat de Château-Royal, Alger 15 mars 1962*, Paris, Éditions Tiresias, 1992.

POULARD, Maurice, *L'Enseignement pour les jeunes en Algérie*, Paris, Imprimerie administrative Gajoso, 1910.

SABATIER, Camille, *Des difficultés algériennes, la question de la sécurité*, Alger, Jourdan, 1882

SLAMA, Alain-Gérard, *La Guerre d'Algérie histoire d'une déchirure*, Paris, Découvertes Gallimard, 1996.

WEIL, Patrick, *Le Statut des musulmans en Algérie coloniale, une nationalité française dénaturée*, in *La Justice en Algérie*, Paris, La Documentation française, 2005.

YACONO, Xavier, *Les Étapes de la décolonisation française*, Paris, Presses universitaires de France, 1991.

YAHIAOUI, Fadhila, *Roman et société coloniale dans l'Algérie de l'entre-deux-guerres*, Alger, ENAL-GAM, 1985.

ÉTUDES, DOCUMENTAIRES ET ARCHIVES

GÉLINET, Patrice, *La Guerre d'Algérie, 25 ans après*, documentaire en 6 parties diffusé sur France Culture, Paris, août 1996.

GUÉRIN-CASTELL, Anne, *Passe-passe mémoriel quai Branly*, blog de Médiapart http://blogs.mediapart.fr

KHADDA, Najet, *Autobiographie et structuration du sujet acculturé dans* Le Fils du pauvre *de Mouloud Feraoun*, Paris, Société des écrivains, 1999.

L'Ivresq, magazine littéraire, numéro spécial Feraoun, Alger, nº 16, mars/avril 2012.

MARGOLIN, François et BENAMOU, Georges-Marc, *OAS : une histoire interdite*, Paris, Margo Films, 2008.

MARTINI, Lucienne, *Littérature des Français d'Algérie*, non daté, lucienne.martini@wanadoo.fr

MERDACI, Abdellali, "Cinquantenaire de la disparition de Mouloud Feraoun", *Le Soir d'Algérie*, 27 mars 2011.

PARFENOV MICHEL, *La littérature algérienne de la langue française*, numéro spécial, *La culture algérienne*, La Nouvelle critique, nº 112, janvier 1960.

PERVILLÉ, Guy, *La Politique algérienne de la France de 1830 à 1962*, texte d'une conférence, 17 septembre 2006.

—, *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Montpellier, mai 2006. Publiée sur le site internet guy.perville.free.fr/spip/article.php3 ? id_article=66

—, *La Politique algérienne de la France de 1830 à 1962*, conférence, 1995.

RAMBAUD, Alfred, "Les écoles françaises d'Algérie chez les Kabyles", *L'Illustration*, août 1891.

PORROS MEDRANO, Adelaida, *Le Roman ethnographique maghrébin :* Le Fils du pauvre, *Mouloud Feraoun*, din.uca.es : 8081/xmlui/bitstream/handle/10498/9560/172168.

SACRISTE, Emmanuel, *Mouloud Feraoun, acteur, témoin et martyr de l'école en Algérie coloniale*, Mémoire de master II sous la direction de MM. Jacques Cantier et Guy Pervillé, Université de Toulouse II, Le Mirail, octobre 2009.

SEKFALI, Abderrahim, *Manuels scolaires et pédagogie dans l'Algérie coloniale*, texte publié sur le site de l'université de Skikda (Algérie) sans date.

THÉNAULT, Sylvie, *Mouloud Feraoun, un écrivain dans la guerre d'Algérie*, sur le site des "deux rives de la terranée", 31 décembre 2006.

Archives d'outre-mer à Aix-en-Provence.

Fonds Albert Camus, bibliothèque de la Méjane, Aix-en-Provence.

Institut mémoires de l'édition contemporaine à Caen.

REMERCIEMENTS

À Danièle Masse,

à Ali, Fazia, Mokrane et Rachid Feraoun pour leurs apports et leur disponibilité,

à Emmanuel Sacriste, Denise Brahimi, Marie-Claire Bottarelli, Jean-Pierre Frapolli, Édouard Guitton, Max Hatat, Gisèle et Jean-Philippe Ould Aoudia, Daniel Hick, Djoher Amhis-Ouksel, Alfred Vayer, Rachid Mokhtari, Abdesselam Abdenour, Najet Khadda, la fille de Mouloud Mammeri, Mohamed Azzoug,

à l'Agence régionale du livre et à la Sofia pour leur accompagnement et leur aide dans les recherches nécessaires à l'élaboration de cette biographie.

COLLECTION “ARCHIVES DU COLONIALISME”

Alors que l’on a été jusqu’à légiférer sur le rôle positif du colonialisme – la fameuse loi du 23 février 2005 –, il nous a paru indispensable d’en revenir aux faits, aux archives, pour la nécessaire étude du passé colonial du pays des droits de l’homme.

À entendre certains, la France, qui “ne peut accueillir toute la misère du monde”, serait menacée et assaillie par les immigrés clandestins.

Comme si l’on voulait faire oublier que l’inverse s’est vraiment produit tout au long du XIXe et du XXe siècle, quand la métropole prenait possession des richesses des pays d’Afrique et d’Asie, sur lesquelles elle a bâti sa prospérité. Mais c’était “le devoir de la France que d’apporter la civilisation aux peuplades inférieures”, disait alors Jules Ferry.

DÉJÀ PARUS

DAUM, Pierre, *Immigrés de force. Les travailleurs indochinois en France (1939-1952)*, 2009 ; *Ni valise ni cercueil*, 2012.

ROLLEY, Sonia, *Retour du Tchad. Carnet d’une correspondante*, 2010.

Ouvrage réalisé
par le Studio Actes Sud



Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.